MAIRIE DE PARIS

N° 11 - Vendredi 9 décembre 2011
Imprimé sur papier recyclé

BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL

VILLE DE PARIS



Raymond MESNILDREY - Mairie de Paris

Débats du Conseil de Paris

Séance des lundi 14 et mardi 15 novembre 2011

http://www.paris.fr

La séance est ouverte à neuf heures sous la présidence de M. Bertrand DELANOË, Maire de Paris, assisté de Mmes Marie-Laure HAREL, Emmanuelle BECKER et M. Gauthier CARON-THIBAULT, secrétaires de séance.

M. le Préfet de police est présent en séance.

Ouverture de la séance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est ouverte.

Condoléances.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Le Conseil de Paris a appris avec tristesse la disparition de M. Daniel Naftalski, ancien Conseiller de Paris.

(Les Conseillers se lèvent).

Saint-Cyrien, porte-drapeau de l'Ecole Spéciale Militaire, M. Naftalski devint officier dans les troupes de Marine avant d'entrer à l'Ecole Nationale d'Administration.

Il fut directeur de cabinet du Maire de Paris de 1986 à 1989, avant de rejoindre notre Assemblée. M. Naftalski siégea sur les bancs du groupe "Rassemblement pour Paris" et fut secrétaire de la 1ère Commission du Conseil de Paris.

Chacun se rappelle, dont moi, sa cordialité et sa grande élégance de comportement.

M. Naftalski était Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur et officier dans l'Ordre national du Mérite.

Au nom du Conseil de Paris et en mon nom personnel, j'exprime à l'ensemble de sa famille les condoléances de notre Assemblée.

(L'Assemblée, debout, observe une minute de silence).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous avons aussi appris avec tristesse la disparition de Pierre Le Morvan. Pierre Le Morvan devint Conseiller de Paris en mai 1979, sur la liste Union de la Gauche, en remplacement de M. Georges Dayan, puis il fut Conseiller du 3e arrondissement de 1983 à 2001.

(Les Conseillers se lèvent).

Secrétaire général de l'Amicale des Conseillers et anciens Conseillers de Paris depuis 1991, il a marqué ceux qui l'approchèrent par sa bienveillance, son humanité et son dévouement au bien public.

Chaleureux et attentif aux autres, Pierre Le Morvan s'est préoccupé notamment des questions d'éducation. Il fut vice-président de la Fédération des Conseils de parents d'élèves de Paris.

Sportif, il faut aussi arbitre régional de la Fédération française de basket-ball de 1957 à 1977.

M. Le Morvan était Chevalier dans l'Ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques et titulaire de la médaille d'argent de la Jeunesse et des Sports.

Au nom du Conseil de Paris et en mon nom personnel, j'exprime à l'ensemble de sa famille les condoléances de notre Assemblée.

(L'Assemblée, debout, observe une minute de silence).

Adoption de comptes rendus.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chers collègues, le compte rendu sommaire de la séance des lundi 17 et mardi 18 octobre 2011 a été affiché et le compte rendu intégral de cette même séance a été publié au Bulletin municipal officiel.

Avez-vous des observations sur ces documents ?

Il n'y en a pas

Ils sont donc adoptés.

Observations sur le fonctionnement du Conseil de Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur LAMOUR, vous demandez la parole, je crois ?

M. Jean-François LAMOUR. - Oui, Monsieur le Maire, pour un rappel au règlement sur la base de l'article 2 du Règlement de notre Assemblée qui concerne l'ordre du jour des séances.

Monsieur le Maire, lors de ces trois dernières séances, nous avons passé en Conseil de Paris pas moins de 1.785 délibérations, auxquelles il faut bien sûr associer sept communications ou débats organisés.

Alors, vous admettrez évidemment que l'Exécutif ainsi que la majorité municipale peuvent s'appuyer sur les services de la Ville pour préparer ces conseils et étudier ces délibérations. Vous admettrez également qu'il n'en est rien pour l'Opposition, qui subit en permanence l'avalanche de ces délibérations, mais également les vœux bis déposés sur le coin de table en permanence lors des Conseils de Paris.

Monsieur le Maire, il se passe également, lors des réunions des Commissions, qui permettent de préparer ces Conseils, exactement la même chose : nous subissons, séance après séance, réunion après réunion, l'avalanche de ces délibérations sans que nous puissions réellement les travailler.

Alors, j'entends bien ici ou là les remarques sur l'absentéisme lié à un certain nombre de Conseillers de Paris. Mais, Monsieur le Maire, si c'est simplement pour entériner ces délibérations sans avoir la capacité de les préparer, de les étudier et d'émettre réellement un avis, alors vous comprendrez effectivement qu'il ne sert à rien que les élus assistent à ces réunions de Commission. D'autant, Monsieur le Maire, que je tiens également à vous dire qu'un certain nombre d'adjoints répondent ou ne répondent pas (c'est plus souvent le cas) aux questions posées par les Conseillers de Paris.

Quant au fonctionnement de ces commissions, je vous réitère nos observations concernant la 1ère Commission. Depuis qu'elle est présidée par un membre de l'Opposition, elle a vu disparaître la quasi-totalité de ses délibérations, en particulier celles qui concernent les subventions au-delà de 75.000 euros.

Vous en conviendrez, cette 1ère Commission est indispensable pour étudier les grands équilibres financiers de la Ville de Paris et vous admettrez également que ce n'est plus possible d'agir ainsi pour la 1ère Commission, qui ne voit plus passer ces délibérations qui concernent encore une fois ces grands équilibres.

Dernier exemple en date (je tiens à être précis sur le sujet) : nous aurons un débat sur la biodiversité demain matin, il faut que vous sachiez que l'on nous a proposé cinq minutes de prise de parole pour notre groupe, alors que vous avez fait de cette biodiversité l'un des éléments phares de votre politique.

Voilà aujourd'hui à quoi nous sommes réduits lors des débats organisés : cinq minutes de temps de parole ! Nous avons obtenu gain de cause, en ayant dix minutes de plus, mais alors que, encore une fois, nous avons 1.785 projets de délibération, et que vous nous offriez, sur un sujet important, seulement cinq minutes de prise de parole lors de ce débat, vous en conviendrez, Monsieur le Maire, ce n'est pas là à la mesure des enjeux liés à cette biodiversité dans notre Capitale.

Dernier élément, pour conclure, Monsieur le Maire : le dossier des Halles. Nous avons un certain nombre d'avenants et une communication. Jean-François LEGARET prendra évidemment la parole sur ce sujet tout à l'heure. Mais, là aussi, Monsieur le Maire, voilà un projet qui est en train de totalement dériver.

Les coûts explosent et il y a maintenant même des problèmes de sécurité.

Nous demandons à ce qu'il y ait, dans ce domaine, une réelle communication et non pas de l'opacité, à laquelle nous sommes malheureusement habitués et que nous subissons parce que, à chaque fois qu'un avenant arrive au Conseil de Paris, c'est pour nous annoncer, soit une augmentation du coût de ces Halles, soit une modification substantielle de ce projet, sans qu'il y ait eu, là aussi, débat et concertation largement en amont.

C'est pour que nous puissions à la fois débattre, c'est tout à fait logique, dans cet hémicycle, mais aussi pour avoir une position sur le long terme, une visibilité qu'aujourd'hui nous n'avons pas.

Je vous le dis très clairement, Monsieur le Maire, aujourd'hui le Conseil de Paris est devenu une chambre d'enregistrement. Et, vous en conviendrez, les Parisiennes et les Parisiens méritent mieux. En tout cas, c'est ce que nous vous demandons. Et ne me dites pas que tout cela va se régler en Conférence d'organisation, cela ne se règle pas en Conférence d'organisation.

Alors, prenez vos responsabilités et faites en sorte que nous n'ayons pas autant de délibérations à traiter à chaque Conseil de Paris. Vous le savez très bien, vous êtes en train, encore une fois, de travailler de façon unilatérale, sans que l'Opposition puisse faire correctement son travail.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Avant que François DAGNAUD ne vous réponde, je vais vous donner mon sentiment et ma réaction sur vos propos.

D'abord, c'est vrai qu'il y a beaucoup de projets de délibération qui viennent à chaque séance. Mais chaque fois que je m'en inquiète, je m'aperçois que, si je les enlève, c'est un certain nombre de dossiers qui n'avancent pas, ou de décisions concrètes à prendre pour la vie des Parisiens que je retarderais de quelques mois.

Moi-même, je ne suis pas particulièrement satisfait qu'il y ait beaucoup de projets de délibération, mais ce que je constate, c'est que la quantité de projets de délibération correspond toujours à des réalités concrètes pour la vie des Parisiens à qui je n'ai pas le droit de faire perdre du temps.

C'est ma première remarque.

Deuxièmement, vous dites que le Conseil de Paris est devenu une chambre d'enregistrement. Comme vous le savez, Monsieur LAMOUR, j'ai été vingt-quatre ans dans l'Opposition. Vous étiez d'ailleurs au cabinet du Maire à l'époque, pour quelques années en tout cas. Franchement, s'il y a aujourd'hui des séances du Conseil de Paris qui durent beaucoup plus longtemps, c'est qu'il y a beaucoup plus de débats qu'il n'y en avait il y a une quinzaine d'années. Notamment, sur beaucoup de sujets, comme celui que l'on va aborder dans quelques minutes, il y a des communications et des débats qui n'existaient pas avant. C'est ma deuxième remarque.

Troisième remarque : je suis comme vous préoccupé de la présence des conseillers et des adjoints dans les Commissions. Oui, oui. Les Commissions doivent être, à mon sens, des lieux où l'on prépare les travaux du Conseil de Paris. Et je ne suis pas satisfait d'une forme de légèreté, non seulement des conseillers de Paris mais aussi des adjoints - vous voyez que j'essaye d'être honnête.

Je souhaite donc, à la fois que les présidents de groupe s'adressent à l'ensemble des conseillers de leur groupe, tous les présidents de groupe, pour leur rappeler l'importance des travaux en Commission et, pour ma part, j'adresserai dès cette semaine une lettre, car je veux une trace écrite, aux adjoints pour leur demander de consacrer du temps aux débats des Commissions.

Troisièmement, sur la Conférence d'organisation, vous avez, Monsieur LAMOUR, plus d'influence que moi. Je prends acte de ce que vous élaborez en Conférence d'organisation sur les débats organisés et sur le temps consacré à chacun.

Attendez, Monsieur LAMOUR. J'ai participé à ces Conférences d'organisation avant vous quand j'étais président de groupe. Qu'est-ce qui se passe ? L'adjoint au Maire…

Mais est-ce que j'ai interrompu M. LAMOUR ? Je prends au sérieux ce qu'il me dit. Alors écoutez les réponses. Ou alors c'était pour faire de l'agitation, ce que je ne crois pas. Prenons cela au sérieux.

La Conférence d'organisation, je prends acte du fait que les présidents de groupe ensemble me suggèrent un débat organisé sur tel ou tel sujet, et je prends acte du temps qui est imparti à chaque groupe. Par exemple, sur le Plan biodiversité que nous traiterons demain matin, c'est vous, tous ensemble, qui me dites que c'est le mardi matin, à 9 heures, et qu'il y aura tant de temps pour le débat. Moi, ce que je demande à François DAGNAUD, c'est de m'informer de manière à ce que j'organise mon temps pour pouvoir vous écouter.

Vous dites qu'il avait été suggéré cinq minutes et que c'est vingt minutes ? Je prends acte. Cela prouve que la Conférence d'organisation sert à quelque chose. C'est une vraie élaboration collective. Alors, les différentes étapes qui conduisent à la conclusion de la Conférence d'organisation, cela, honnêtement, je vous laisse vous débrouiller. Voilà !

Je vais donner maintenant la parole à M. DAGNAUD, qui va me donner son sentiment, mais je suis tout à fait disponible pour que les choses se passent de manière approfondie, transparente et sereine.

Faites ce que vous voulez mais, moi, je n'y mettrai jamais de calcul politicien.

François DAGNAUD a la parole.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire. Vous avez dit l'essentiel, je crois.

D'abord, un mot pour rappeler que c'est l'honneur d'une assemblée démocratique comme la nôtre que de prendre en considération les remarques et objections formulées, notamment par l'Opposition. Et je crois que c'est l'honneur d'une majorité et d'un Exécutif que de savoir les entendre avec respect et attention. Premier élément.

Deuxième élément, je prends acte de l'hommage rendu par le président LAMOUR à la dynamique de travail, qui est celle de cette Ville, puisque les ordres du jour jugés trop chargés sont manifestement le démenti le plus cinglant aux échos de presse qui parlent, ici et là, d'essoufflement de je-ne-sais-quoi. Manifestement, la Ville de Paris est en pleine activité et en plein travail, et notre Conseil de Paris en est le fidèle témoin.

Alors, sur l'évolution des ordres du jour du Conseil de Paris, plusieurs choses : d'abord, c'est vrai que les dernières séances ont été assez chargées, reconnaissons-le, et cette charge pèse tout autant sur les groupes de la majorité, sur l'Exécutif que sur les groupes de l'Opposition.

En même temps, c'est la marque d'une meilleure rationalisation de l'ordre de passage des délibérations. Je pense notamment aux subventions, car vous savez que nous avons veillé à les anticiper, de façon à ce que les aides, apportées par la collectivité aux associations parisiennes, puissent intervenir plus tôt dans l'année. Donc, cela décale un petit peu par rapport à un certain nombre d'habitudes.

Deuxième élément, j'ai moi aussi le souvenir de l'époque où les séances du Conseil de Paris se tenaient sur une journée. Elles se tiennent maintenant systématiquement sur deux journées. Je n'ai pas le sentiment que nous ayons régressé en temps dédié au débat démocratique.

Puis, troisième élément que je veux rappeler aussi - c'est une responsabilité qui nous engage sur chacun des bancs de l'Assemblée - c'est que nous avons tenu à faciliter la participation des groupes à l'élaboration de l'ordre du jour du Conseil de Paris, qui se réduit de moins en moins aux délibérations introduites par l'Exécutif.

L'émergence des vœux, notamment des vœux non rattachés qui donnent la possibilité aux groupes de la majorité, comme de l'opposition, de participer à l'ordre du jour - et les temps de parole des séances laissent une place extrêmement importante aux vœux non rattachés - font que la responsabilité des groupes est engagée très au-delà de l'Exécutif. Sans doute que l'excès du nombre de vœux déposés, en tout cas leur nombre pour ne pas faire de commentaires, pèse évidemment sur la lourdeur des séances.

Sur la participation aux Commissions, le Maire a dit ce qu'il fallait. Plusieurs présidents de groupe nous ont interpellés sur les difficultés de quelques Commissions. J'ai pris l'initiative de m'adresser à chacun des membres de l'Exécutif, en rappelant que leur présence était indispensable dans chaque réunion de Commission. J'ai fait la même démarche auprès des présidents de groupe en les invitant à mobiliser chacun de leurs membres dans chacune des Commissions.

Dernier élément, sur la 1ère Commission, le président LEGARET a déjà eu l'occasion de faire entendre ses regrets. Je rappelle simplement qu'aucun mauvais traitement, c'est peu dire, n'est réservé à la 1ère Commission, que les modifications d'affectation sont intervenues en application directe du Règlement intérieur que nous avons élaboré et adopté ensemble en début de mandature, et que le rôle des Commissions ne se limite pas forcément à l'examen des délibérations, mais que nous avons inauguré et certaines Commissions s'y prêtent, et la 1ère d'ailleurs y a participé, des façons nouvelles de rendre intéressant et utile le travail en Commissions.

Voilà les éléments que je voulais vous indiquer et évidemment la Conférence d'organisation remplit son mandat en modifiant et en adoptant les temps de parole, y compris en allant très au-delà des suggestions qui ont pu être faites en début de séance.

Je me tiens naturellement à la disposition de chacun des groupes avec une attention particulière à ceux de l'Opposition, pour que nous trouvions ensemble les façons de travailler dans les meilleures conditions. En tout cas ne boudons pas notre plaisir de voir la dynamique du Conseil de Paris témoigner de la dynamique de la Ville de Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci. Je reste attentif et je dis vraiment ici publiquement aux présidents de groupe, de la majorité comme de l'opposition qu'ils me fassent part de leurs suggestions, même par écrit, et je les étudierai sérieusement. J'ai toute confiance en François DAGNAUD pour faire évoluer positivement les choses.

2011, SG 208 - Communication du Maire de Paris "Paris, une ville au service des usagers".

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant mes chers collègues, conformément aux décisions de la Conférence d'organisation, nous abordons le débat sur la communication "Paris, une ville au service des usagers".

Bien sûr, le service aux usagers est la première mission de toutes collectivités. L'une des plus quotidiennes qui nécessitent un accueil au plus près des citoyens et de leurs attentes.

C'est dans cet esprit que nous renforçons dans notre Capitale, en lien étroit avec les mairies d'arrondissement, les lieux d'accueil dédiés aux services et à l'écoute des Parisiens. Je pense aux nouveaux Relais Informations Familles qui aident les parents dans toutes leurs démarches. Je pense aussi aux trois premiers Relais Informations Logement Habitat qui ont ouvert cette année dans les 11e, 12e et 9e arrondissements. Deux autres sont programmés pour 2012 dans les 14e et 20e arrondissements. Ces structures adaptées permettent à chacun de profiter d'un service administratif personnalisé. Dans le même temps, nous poursuivons une démarche très innovante, avec la mise au point du dispositif "Quali Paris", une première en France qui garantira en 2014 une évaluation indépendante et généralisée de tous nos services municipaux.

Parallèlement, l'entrée dans nos vies des nouvelles technologies informatiques Internet ou autres téléphones intelligents bouleverse et multiplie les relations entre les habitants et la Ville. Pour notre collectivité, c'est l'occasion inédite de renforcer la qualité de nos prestations de service. Je pense aux demandes d'actes d'état civil à distance, aux inscriptions en ligne sur les listes électorales, ou aux réservations d'entrée dans les musées. Les Parisiens peuvent désormais bénéficier de services souples et performants, qui les accompagnent au quotidien, et pour tous ceux qui ne peuvent se déplacer, les personnes à mobilité réduite ou dépendante comme d'ailleurs ceux qui travaillent, c'est un progrès considérable.

Nous nous situons sur ces sujets à des échelles très significatives. Avec plus de 2,6 millions visiteurs par mois sur nos outils Internet, les Parisiens se sont dès à présent saisis de ces instruments numériques. Mais nous n'en sommes qu'au début car les nouvelles possibilités offertes pour s'informer et participer à la vie municipale sont nombreuses. Prochainement, le dispositif "Paris à la seconde", permettra ainsi aux Parisiens de dialoguer directement avec nos services pour signaler un problème, formuler une demande, avec la possibilité d'envoyer des photos pour faciliter la réactivité des interventions.

Plus profondément, ces nouvelles connexions entre les citoyens et la collectivité impulsent un rythme différent de la vie démocratique locale.

La libre circulation des informations favorise l'émergence d'un débat public direct. Grâce aux nouvelles technologies, la Ville toute entière devient le lieu d'un renouvellement démocratique profond fondé sur une culture participative. C'est une avancée considérable pour la citoyenneté urbaine, impulsée depuis 10 ans, comme en témoigne d'ailleurs cette séance du Conseil de Paris que les Parisiens peuvent suivre en ce moment même comme chaque mois sur paris.fr.

Toutefois, cette nouvelle relation avec les usagers n'a de sens que si les services municipaux savent s'adapter aux besoins de chacun. Car les nouvelles technologies risquent aussi d'entraîner une exclusion d'un type nouveau, celle des Parisiens qui n'ont accès ni aux outils numériques ni à ces codes. Ces oubliés de la toile, souvent âgés, nécessitent une attention personnalisée et un accueil plus classique mais tout aussi performant. C'est pourquoi nous développons des structures et des dispositifs pour permettre à tous d'accéder à l'ensemble des prestations de la Ville. Ainsi, les Points Paris Emeraude seront réformés en 2012 pour répondre aux besoins de nos aînés. En déchargeant des personnels municipaux de certaines contraintes, les facilités numériques permettent à un plus grand nombre d'agents de se consacrer aux publics les plus fragiles.

Grâce aux outils virtuels, c'est donc une nouvelle pratique plus moderne de la Ville qui se met en place. Une métropole internationale comme la nôtre, à la convergence des grands canaux de l'information et de la communication doit être un carrefour numérique dynamique et efficace. En construisant de nouveaux liens entre la Ville et ses usagers, Paris se place en pointe d'une urbanité nouvelle, qui replace la performance des services publics au cœur de l'action municipale.

À cet égard, je tiens à saluer chaleureusement le travail patient et très efficace mené par Mao PENINOU. En faisant acte de modernité, Paris réaffirme l'une de ses vocations les plus nobles : le progrès. Je vous remercie.

Pour ce qui est du temps consacré à chaque groupe, c'est vous qui l'avez décidé et donc je me fie à vos décisions et je donne d'abord la parole à Marinette BACHE pour le groupe P.S.R.G.A.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Votre communication revêt une importance toute particulière, car il s'agit ni plus ni moins du rapport direct entre la Municipalité de Paris et nos concitoyens d'une part, entre les mairies d'arrondissement et nos concitoyens d'autre part, ceci à travers les divers services que nous voulons leur offrir.

Je ne m'étendrai pas sur la différence d'approche des services publics qui nous oppose au Gouvernement, lequel ne les considère qu'à travers la R.G.P.P., les coupes sombres, la vision comptable et cela ne va pas s'arranger au vu du dernier plan de rigueur. Tout cela pour aboutir à ce que, certes, les autoroutes fassent le bonheur des actionnaires, mais à ce qu'un Français sur cinq ne puisse se soigner comme il faut, et à ce qu'il manque des milliers d'enseignants dans nos écoles. La Municipalité parisienne, à l'inverse, renforce ses services publics, en permet l'accessibilité à tous, les adapte aux besoins des différents publics et organise la participation des Parisiens à leur évolution.

Renforcer la qualité des services publics, c'est dans un contexte contraint souvent par l'abandon de l'État de ses prérogatives, améliorer l'offre faite aux Parisiens et la diversifier. Offrir de nouveaux services, élargir les plages horaires, alléger les formalités : toutes démarches qui exigent, il faut le noter, une forte implication de nos personnels, je saisis donc l'occasion pour les saluer et les remercier.

Renforcer la qualité, c'est améliorer le service à l'usager. Pour en juger de manière objective, la démarche de certification et le fait que la démarche qualité soit désormais incluse dans les cahiers des charges de nos D.S.P. sont des moyens fort intéressants.

En faciliter l'accessibilité pour tous, c'est généraliser par thème la formule des guichets uniques, on pense bien sûr aux R.I.F., huit R.I.F. existent déjà. Dans notre arrondissement populaire du 20e, avec de nombreuses familles défavorisées, parfois monoparentales, nous attendons avec impatience de pouvoir offrir à nos concitoyens un lieu où tout ce qui concerne la famille sera traité de façon globale. Même remarque pour les R.I.L., même remarque également pour les P.P.E. (les Points Paris Emeraude) : je me réjouis des permanences qui seront tenues par eux en mairies d'arrondissement, lieu de proximité par excellence.

S'adapter aux besoins des divers publics, c'est d'abord les connaître et donc savoir s'adapter à chacun d'eux. La généralisation des démarches par Internet correspond à une partie de la population parisienne. Elle permet aussi, et ce n'est pas le moins important, de consacrer plus de temps à l'accueil humain pour les personnes plus en difficulté. Nous devrons, pour être totalement efficients, veiller à offrir une bonne formation à tous nos personnels d'accueil.

Enfin, organiser la participation des usagers. Je me souviens de l'intéressant colloque qui avait été organisé en novembre de l'année dernière par Mao PENINOU sur ce sujet. J'y avais défendu la thèse du pragmatisme et de la proximité. Je continue à penser que nous devons offrir toutes les options possibles pour permettre aux usagers non seulement de donner leur avis sur les services que nous leur offrons mais, mieux, d'être dans une démarche de co-élaboration de leur amélioration : cahier de doléances, manuel ou numérique, comité de parents, enquête publique, réunion de concertation et, bien sûr, comité d'usagers. Rien ne doit être exclu, le challenge étant pour moi l'expression directe de l'usager. Car si les associations d'usagers ont leur utilité, il n'est pas question ici de minimiser leur apport, avoir le ressenti direct de l'utilisateur est, pour moi, essentiel.

Pour terminer, je voudrais signaler que nous hébergeons dans nos locaux des intervenants des services publics qui ne dépendent pas directement de nous. Les PAD, les PIMMS répondent à un nombre grandissant de demandes dues à la détérioration de la situation sociale. Ils sont très dépendants des subventions accordées aux associations qui y interviennent. Mais il y a aussi Pôle Emploi qui subit le contrecoup de la réforme que lui a imposée la Droite et qui, malgré l'implication de ses agents, en grève en ce moment, n'est tout simplement plus à la hauteur. Enfin, les antennes de la Préfecture de police dont les files d'attente sont, je crois, célèbres dans tout Paris. A ces divers services publics, nous devons également, et dans la mesure de nos moyens, accorder notre attention et travailler à améliorer l'accueil et le service rendu.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci bien.

La parole est à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Monsieur le Maire, nous nous réjouissons que ce débat se tienne.

En effet, la complexité des dispositifs, aussi bien que la diversité des réponses qui sont apportées par notre Municipalité aux nombreuses demandes et attentes des Parisiennes et des Parisiens, ne doivent pas être un obstacle à leur présentation.

Nous approuvons, bien évidemment, un grand nombre d'éléments présentés ici. Par exemple, toutes les démarches qui permettent, par la mise en place des guichets uniques, de faciliter l'accès des usagers à l'information et aux services, vont dans le bon sens, qu'il s'agisse des familles, des seniors ou du logement notamment, comme vous l'avez précisé dans votre communication, et qui offrent et vont offrir de plus en plus un service personnalisé. Tous les outils qui permettent à notre Municipalité d'être plus réactive aux demandes et aux besoins sont les bienvenus, comme la demande d'acte d'état civil en ligne ou l'inscription sur les listes électorales.

Cela dit, certains de ces outils et notamment l'application SIMPA, censée simplifier la demande de subvention pour les associations, sont encore largement perfectibles, semble-t-il, parce que, à la rapidité de dépôt de la demande, devrait correspondre une rapidité de traitement du dossier, plus de réactivité, ainsi qu'une plus grande traçabilité dans le suivi du dossier. Souvent, nous sommes sollicités simplement pour savoir si un dossier ne s'est pas égaré ou n'est pas mal orienté.

Aussi, la démarche de labellisation de ces services aux usagers est intéressante dans le sens où elle permet de se prononcer sur des objectifs et des engagements et de pouvoir ainsi, sans relâche, poursuivre un travail d'amélioration des services proposés.

Cependant, plus globalement, permettez-moi de formuler quelques remarques, tant sur la forme que sur le fond. Sur la méthode, tout d'abord, les services et avancées présentées touchent de nombreux domaines d'action de notre Municipalité. Or, il semble que la consultation des adjoints concernés par ces différents domaines n'ait pas été menée lors de l'élaboration de cette communication et, pour notre part, nous le regrettons.

Sur le fond, maintenant, un certain nombre d'avancées présentées dans cette communication, comme l'application informatique "Paris à la seconde", le développement du "mobilier intelligent", ainsi que le système Open Data, ne doivent pas faire oublier qu'une municipalité efficace doit toujours favoriser l'accès de tous aux services qu'elle propose. Les améliorations ne doivent en aucun cas ne s'adresser qu'aux personnes propriétaires d'un smartphone ou versées à l'usage des outils informatiques, pour ne prendre que cet exemple.

Ainsi, nous souhaitons que soient rapidement développées des initiatives pour faciliter et accroître l'accessibilité aux personnes en situation de handicap, aux enfants ou aux seniors, aux différents services qu'offre notre Ville, à ces "oubliés de la toile", comme vous les avez nommés.

De même, ces initiatives, certes innovantes, ne doivent pas masquer la nécessité de répondre à des besoins existants et concrets, souvent exprimés par les habitants de nos quartiers ou les personnes en visite à Paris, surprises de ne pas trouver des réponses à la hauteur de leurs attentes.

Ainsi, il est souvent déploré, à juste titre, que les espaces verts parisiens manquent cruellement de gardien, ou encore que les toilettes publiques ne sont pas en nombre suffisant dans notre espace public. Ce sont des services basiques que nous nous devons d'apporter aux habitants de notre ville, avant même de créer de nouveaux besoins.

Autre regret par rapport aux mesures présentées : l'absence dans vos propos d'une réflexion sur le temps en ville et les différents temps de la ville. Ainsi, temps de travail, mobilité et modes de déplacement, aménagements urbains et espaces publics, ouverture des équipements culturels et sportifs en soirée et le week-end, accès aux services publics à des horaires décalés ne doivent pas, pour nous, être envisagés sous le seul prisme de la performance, de la technologie et de la vitesse, mais avec une réelle préoccupation du bien-vivre, ou plutôt du mieux-vivre en ville en se préoccupant des personnes les plus vulnérables ou les plus fragiles.

Enfin, pour conclure, et cela ne vous surprendra certainement pas, il nous semble que tous les développements technologiques et organisationnels ne remplaceront jamais le facteur humain. Il s'agit de coupler notre action de développement de nouveaux équipements à une politique ambitieuse en matière d'emploi pour assurer accueil, conseil et services à un niveau d'excellence auquel chacune et chacun a droit et doit avoir accès en ce début du XXIe siècle.

Pour notre part, nous nous battons et continuerons à nous battre, vous le savez, pour que les bibliothèques, les piscines, les centres sociaux ou encore les espaces verts de notre ville puissent fonctionner avec un personnel qualifié en nombre suffisant. Cela permettrait, par exemple, de pouvoir développer largement l'initiative annoncée dans cette communication d'expérimenter l'élargissement des horaires des centres d'animation ou l'utilisation des locaux scolaires pour d'autres activités.

C'est une attente forte des Parisiennes et des Parisien en matière de service aux usagers et à laquelle il n'est pas possible d'apporter des réponses sans que les personnels y prennent leur part.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Je demande vraiment aux conseillers d'écouter les intervenants. Il y a une espèce de bruit de fond qui ne facilite pas la concentration

Monsieur Ian BROSSAT, vous avez la parole.

M. Ian BROSSAT. - Monsieur le Maire, chers collègues.

En 2011, le quotidien d'un Parisien va de plus en plus vite ; la ville s'accélère, les sociologues le répètent depuis quelque temps ; les rythmes de vie ont changé. Les relations que l'on entretient avec l'Etat ou la collectivité en sont évidemment affectées. Le temps de l'administration doit donc marcher du même pas que le temps de la vie ; s'il s'accélère, la ville, les services publics doivent accélérer aussi.

Pour cette raison, le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche ne peut qu'accueillir favorablement cette communication. Lutter pour que tous les Parisiens accèdent à une gamme de services adaptés et efficaces qui leur facilitent la vie est l'un de nos objectifs prioritaires. En ces temps de crise, nous avons plus que jamais besoin de services publics, plus que jamais besoin d'une administration qui vive au rythme de ses usagers. Chaque nouveau service créé est une partie de ce bouclier social que nous appelons de nos vœux contre la cherté de la vie, la spéculation immobilière et les revers de fortune.

Notre collectivité n'est pas une contrainte supplémentaire pour les Parisiens, elle est un allié, elle doit le rester. Nous sommes bien souvent un ultime recours nécessaire, et même indispensable.

Aussi, nous sommes sensibles à un certain nombre d'annonces qui sont faites ici.

Faciliter et centraliser les démarches administratives, oui, c'est particulièrement utile, notamment quand il s'agit de familles monoparentales, et je pense ici aux dispositifs tels que les "relais information famille", ou quand il s'agit de personnes âgées avec les Points "Paris Emeraude." Il en va de même des "relais information logement habitat".

Une meilleure prise en compte de la voix des usagers au sein des équipements parisiens est également nécessaire. Tout cela va dans le bon sens.

Car une ville où il fait bon vivre est une ville qui donne à ses habitants les moyens d'accéder à tous leurs droits, le droit aussi de retrouver une confiance en l'avenir, de passer l'orage. Le cœur de tout cela, c'est une certaine idée du vivre ensemble et la volonté farouche de n'abandonner personne.

Cependant, je crois qu'il faut aller plus loin. La durée de la crise, les désordres de la politique gouvernementale nous l'imposent. Par exemple, si tout le monde se félicite de l'efficacité des R.I.F., ceux-ci demeurent trop rares et leur implantation n'est pas complète. Huit arrondissements, cela ne peut être qu'une première étape. C'est pour cette raison que nous déposons par ailleurs un vœu qui sera débattu dans la suite de nos débats au Conseil de Paris pour que les R.I.F. soient généralisés rapidement, en particulier dans les arrondissements populaires qui concentrent le plus grand nombre de familles monoparentales, ainsi que l'ont préconisé dernièrement les membres de la mission d'information et d'évaluation consacrée à ce thème. Ces familles sont exemplaires, en effet, en cela qu'elles cumulent problèmes de temps et de revenus, et pour elles, une plus grande proximité avec l'administration est donc une question majeure.

De même, si notre démarche est bien celle-là, faciliter la vie de tous les Parisiens, il n'est pas possible de passer sous silence la question des personnels. Une ville au service des usagers, cela suppose d'abord et avant tout des agents. La modernisation qu'évoque cette communication ne peut donc se faire sans eux, et il faudra veiller à ce que cette intensification des rapports avec les usagers n'ait pas de conséquences regrettables sur leurs conditions de travail. Nous le constatons tous les jours, et nous aurons l'occasion d'y revenir au moment du vote de notre budget le mois prochain : le redéploiement des personnels a ses limites. Nos ambitions doivent aller de pair avec l'embauche des personnels nécessaires.

En effet, si j'entends bien la logique d'une dématérialisation de plus en plus poussée, qui va dans le sens de nos convictions écologiques et de l'accélération du quotidien, nous voudrons rappeler qu'il est impensable de passer un jour à un tout numérique où à un presque tout numérique. Il existe des inégalités technologiques parmi les Parisiens et des réticences. La dématérialisation, le recours à Internet doivent être un service supplémentaire et non pas un service pour un autre, au risque de n'être qu'un prélude à une fermeture très préjudiciable d'un certain nombre de guichets d'accueil.

Les Parisiens les plus âgés, les plus vulnérables, ceux qui, pour une raison ou pour une autre, n'ont pas les moyens ou le désir d'avoir recours à Internet, doivent bénéficier de facilités d'accès équivalentes à nos services.

Nul doute que Paris à la seconde ravira les propriétaires de smartphones, mais il ne faut pas créer ainsi de nouveaux exclus. Si le quotidien s'accélère, chacun à droit à son rythme : c'est le service qui s'adapte à l'usager et non pas l'inverse.

Enfin, puisqu'il me reste quelques secondes, je voudrais insister sur un élément, cette communication n'aborde pas un sujet qui nous paraît extrêmement important, c'est la question des relations entre les bailleurs sociaux et leurs locataires. Je pense aux bailleurs sociaux municipaux. C'est une question sur laquelle, comme élus, nous sommes très régulièrement interpellés. Évidemment, les bailleurs sociaux ont une certaine autonomie par rapport à la Ville. Il me semble cependant qu'il serait bon qu'à un moment donné, dans nos débats au Conseil de Paris, cette question puisse être abordée.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à M. Thierry COUDERT.

M. Thierry COUDERT. - Monsieur le Maire, votre communication est triste comme un rapport de commissaires aux comptes !

Ceux qui veulent réenchanter la politique auront de toute évidence du mal à compter sur vous. Pourtant, quel plus beau sujet…

Mais que les commissaires aux comptes se tiennent cois !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Laissez M. Thierry COUDERT être souriant.

M. Thierry COUDERT. - Je ne savais pas qu'il y avait tant de commissaire aux comptes dans notre Assemblée. J'en vois un au moins à côté de moi, mais je ne savais pas qu'ils étaient si nombreux… ou qu'ils avaient tant de défenseurs !

Pourtant, quel plus beau sujet pour un Maire de Paris que "Paris, une ville au service des usagers" : tout un programme, municipal s'entend.

En lieu et place, un salmigondis de mesurettes sympathiques mais ne dessinant en aucun cas la vision d'une ville moderne qui vit au rythme de sa sociologie, c'est-à-dire une vision qui sait répondre quotidiennement aux demandes nouvelles des habitants, demandes qui ont beaucoup évolué dans leur consistance mais aussi qui gomment de plus en plus la césure entre jour et nuit, semaine et week-end et encore plus, dimanche.

Nombreux en effet sont dans ces deux registres les domaines où vos politiques ne sont pas accordées avec les souhaits des usagers. Je citerai dans le domaine quantitatif les places de crèches, qui couvrent à peine plus d'un besoin sur trois ; les places en conservatoire notoirement insuffisantes et pour lesquelles les inscriptions donnent lieu à des queues inénarrables. Mais aussi bien sur le domaine des déplacements, où votre politique d'encombrement volontaire pour dissuader l'automobiliste se refuse à augmenter les cadences de bus dans les couloirs ou à multiplier avec le concours de l'État le nombre de taxis, et empêche la réalisation de parkings en sous-sol, conduisant à la fois les Parisiens à devoir prendre leur voiture et à ne pas savoir où la garer.

Plus ambitieuse serait une réflexion sur le rythme de vie des Parisiens, et je regrette que vous ne fassiez pas du bureau des temps un instrument essentiel qui permette de revisiter chacune de vos politiques. La ville moderne est de plus en plus une ville en continu. Ce phénomène a été amplifié en France par les 35 heures, où chacun alterne travail et repos à sa manière. Une ville ne doit plus être gérée comme un gigantesque guichet avec séparation étanche entre le jour et nuit, la semaine et le week-end.

À cet égard, plusieurs orientations pourraient être fixées. De toute évidence, l'ouverture des services administratifs des mairies d'arrondissement pour les formalités courantes, hors état-civil, devrait être élargie en soirée et le samedi pour permettre aux personnes qui travaillent de s'y rendre aisément.

De même, pour un service public comme les crèches, notamment dans une ville où le nombre de familles monoparentales est si important, il est regrettable que seulement 3.500 places de crèche sur plus de 28.000 bénéficient d'horaires adaptés, c'est-à-dire qui ne soient pas encadrés entre 7 h 30 et 19 h.

Dans le domaine des loisirs surtout, la modification des modes de vie devrait amener à reconsidérer les horaires de différents types de structures.

Ouvrir la grande majorité des bibliothèques le dimanche, et pas seulement cinq, et bien entendu en soirée toute la semaine, alors qu'elles ferment pour la plus part entre 18 h et 19 h.

Organiser plus de nocturnes pour les grandes expositions de la Ville de Paris, ce qui permettrait d'attirer de nouveaux publics.

Ouvrir les piscines au public régulièrement jusqu'à 22 heures au moins, avec une lisibilité plus grande des horaires, de même qu'il conviendrait de privilégier l'ouverture des piscines l'été en évitant de concentrer comme cette année les travaux de réfection pendant la période où les Parisiens qui ne peuvent pas partir en vacances souhaitent s'y rendre.

Mettre la ville au service des usagers, c'est ainsi leur permettre de pratiquer des activités culturelles ou sportives, mais c'est aussi faire évoluer la réglementation sur laquelle vous êtes arc-bouté, Monsieur le Maire, pour permettre au commerce de fonctionner le dimanche. Comme tous les urbains, les Parisiens préfèrent faire leurs courses en soirée ou le dimanche : il faut en tenir compte

Enfin, Monsieur le Maire, il faut également faire un effort sur les transports publics, quantitativement bien sûr, mais aussi qualitativement, en réglant le problème si aigu du métro en plein creux de la nuit, problème que le Noctilien ne résout qu'en partie, et qui pourrait se solutionner par la circulation d'au moins une rame toutes les heures.

J'arrêterai là cette énumération qui à l'évidence répond à des aspirations concrètes de nos concitoyens. Bien sûr, l'informatique permet des améliorations. Celles que vous mettez en avant avec un zèle de néophyte reprennent ce que l'État ou les autres collectivités ont entrepris depuis des années de leur côté.

Une ville moderne, c'est une ville qui met le service public au service du public, qui adapte son fonctionnement à l'évolution de la société, qui permet par sa réglementation de s'adapter aux nouveaux modes de loisirs ou de consommation.

Cela est difficile, certes, cela nécessite des concertations avec les personnels, avec certains groupes de pression. Il faut, Monsieur le Maire, plus d'ambition et de courage pour bousculer nos habitudes, que ce soient celles des élus ou celles des personnels de la Ville afin de s'adapter aux habitudes de ceux qui ne seront jamais que des administrés si l'on continue dans cette voie.

Un peu de volontarisme, et nous cesserons d'avoir en ce domaine essentiel comme dans beaucoup d'autres, comme l'urbanisme ou l'architecture, un Paris de retard.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci d'avoir contribué à lutter contre la tristesse… c'est bien ce qu'était votre objectif !

La parole est à Mme Anne TACHÈNE.

Mme Anne TACHÈNE. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, Monsieur le Maire, le développement technologique, tel semble être l'ambition de votre communication, placée sous les auspices d'une Ville qui se veut réactive, hyper réactive même, à en juger par les nombreuses occurrences du terme.

Les nouvelles technologies de l'informatique et de la communication ont ainsi trouvé leur représentant en la personne de l'adjoint au maire chargé de la qualité des services publics, de l'accueil des usagers et du bureau des temps.

Les enjeux de demain seront interactifs ou ne seront pas. C'est à tout le moins la pensée de votre communication.

Aussi, permettez-nous d'être sinon plus créatifs, certes plus pragmatiques et davantage soucieux de la qualité du service rendu aux Parisiens.

À en juger l'organigramme administratif et politique foisonnant censé œuvrer au service des Parisiens, la qualité des prestations aux usagers devrait en découler : nomination d'un adjoint au maire en charge de la qualité des services publics, de l'accueil des usagers et du bureau des temps ; mise en place d'un secrétaire général adjoint responsable du pôle service aux parisiens ; élargissement des compétences de la DDATC, devenue en 2010 la Direction des Usagers, des Citoyens et des Territoires ; saisine par les usagers de la médiatrice de la Ville de Paris.

Les moyens semblent ainsi réunis pour accroître l'efficacité du service public.

Pourtant, la redondance des missions et le recoupement des périmètres d'activité entre adjoints, directions, secrétariat général ou encore médiatrice nuisent à la cohérence de l'action municipale.

Ainsi, alors même que la médiatrice de la Ville de Paris s'était consacrée en 2010 à la problématique transversale de la dépendance, allant même jusqu'à élaborer des propositions de réforme, une M.I.E. composée d'élus de tous bords s'est constituée en avril 2011 afin d'étudier la situation des personnes âgées en perte d'autonomie à Paris. La Ville de Paris a donc accompli la prouesse de rédiger deux rapports sur un sujet similaire en l'espace d'un an.

Voici la preuve d'une efficacité et d'une gestion concertée toute relative. Voilà qui démontre que les créations de poste ne s'accompagnent que rarement d'une rationalisation des compétences.

Là n'est pas notre seule préoccupation, tant cette communication souffre de ces approximations et de certaines affirmations contestables. Une erreur d'inattention, sans doute, a fait substituer le chiffre de 12 % des requêtes auprès de la médiatrice de la Ville de Paris, concernant les questions sociales, à celui de 22 %, nous fait état son rapport d'activité pour l'année 2010.

Mais il y a plus fâcheux encore, lorsque vous arguez d'un processus de concertation standardisé, au regard des opérations d'aménagement, citant comme exemple les voies sur berges.

De concertation il ne peut y avoir lorsque la question porte sur un projet à l'état d'achèvement en pleines vacances d'été. De concertation on ne peut davantage parler alors que la réponse à l'appel d'offres précède les conclusions de l'enquête publique.

L'emploi abusif de ce substantif ne sied guère au peu de Parisiens rassemblés lors des réunions publiques organisées par les arrondissements. 1.700 personnes consultées sur quelques 2,2 millions de Parisiens n'ont jamais constitué un échantillon probant et la pétition, s'opposant vivement à la fermeture des voies sur berges, a réuni plus de 5.000 signatures. Elle contredit à l'évidence votre discours oecuménique.

Quand l'autosatisfaction assumée le dispute à l'approximation au travers de tentatives d'élaboration d'une nouvelle relation à l'usager, cela génère un "satisfecit" technocratique s'inscrivant dans une démarche de certification.

Cette labellisation de l'action municipale, que vous appelez de vos vœux, Monsieur le Maire, ne constitue en aucun cas une véritable évaluation qualitative des équipements au service des Parisiens, puisque les critères même de son appréciation émanent de vos services.

Les outils, le référentiel, tout a été préalablement validé par la Municipalité, qui détermine ainsi la matrice comparative à l'organisme de certification, par le fait de cocher les cases.

Je m'étonne dès lors que huit secteurs de l'activité municipale sont concernés par cet audit, dont les parcs et jardins, qui représentent à eux seuls 473 sites, et que seuls 14 sites se voient attribuer ce label.

Comment atteindrez-vous votre objectif de démarche de certification de tous les services recevant du public d'ici 2014 ?

Pas un mot en revanche ne figure sur les véritables évaluations qualitatives des équipements au service des Parisiens, ce qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler le rejet par l'Exécutif du vœu de l'U.M.P.P.A., présenté au dernier Conseil de Paris, qui proposait un audit des infrastructures sportives.

Le silence est d'or en ce qui concerne également les équipements culturels de proximité tel les conservatoires, dont la gestion médiocre et les places lacunaires contraignent les enfants à remettre leur éducation artistique à une tombola où seul le hasard préside à leur inscription.

En conclusion, Monsieur le Maire, si le Paris interactif représente sans aucun doute le Paris de demain, votre communication n'en demeure pas moins conjoncturelle, voire un nouvel effet d'annonce.

Monsieur le Maire, vous parlez d'évaluation, de transparence, de service de meilleure qualité, alors permettez au groupe "Centre et Indépendants" de réclamer une réelle indépendance de l'évaluation. Ainsi, les Parisiens du XXIe siècle seront des Parisiens éclairés.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Madame.

La parole est à M. Philippe DUCLOUX.

M. Philippe DUCLOUX. - Monsieur le Maire, pour compléter les propos de ma collègue Marinette BACHE, je dirai qu'il est d'habitude de présenter les services publics municipaux pour leurs offres aux usagers, mais rares sont les démarches locales qui tentent de penser le service public au-delà de ces seules prestations.

La démarche de Mao PENINOU, au titre de sa délégation, est innovante, puisqu'il s'agit de penser les services publics dans leur relation à l'usager. Cette démarche a vocation à servir tous les intérêts en cause, à offrir aux usagers la meilleure prestation possible et à permettre à l'administration de se doter des outils nécessaires à son adaptation.

Une ville au service de ses usagers, c'est avant tout une volonté d'inventer par une démarche partenariale, loin de tout dogmatisme et de toute rigidité.

Je souhaite ici, mes chers collègues, étayer quelques aspects soulignés par la communication de Monsieur le Maire et présenter d'autres perspectives. Il a été souligné qu'alléger les formalités administratives est l'un des enjeux majeurs d'une administration performante et de qualité.

Le programme "Facile Famille" en est la parfaite illustration. Il propose aux familles une triple amélioration : un meilleur accès à l'information, une simplification des procédures et une modernisation des modes de paiement.

Son champ d'action est étendu depuis 2009 avec l'idée qu'à terme ce programme constituera un dispositif global de relation à l'usager. C'est le cas pour "Facile Famille" et ce sera le cas pour tous les projets à venir. L'expérimentation est le maître mot d'une mise en œuvre intelligente des politiques publiques.

Pour offrir aux familles parisiennes davantage de souplesse, une expérimentation d'un accueil matinal dans les écoles avant 8 heures 20 est menée depuis quelques jours dans le 12e arrondissement. Si ce dispositif s'avère concluant, il sera étendu, ayant vocation à prendre en compte la diversité des activités des parents d'élèves.

L'école, mes chers collègues, est aussi un ensemble de locaux et l'utilisation innovante de l'espace public est une préoccupation majeure de l'Exécutif parisien.

En ces conditions, pourquoi ne pas permettre aux associations souffrant de difficultés majeures pour trouver des locaux de bénéficier d'espaces souvent vides et adaptés en soirée et les week-ends ?

Des contacts ont été pris, d'ailleurs, depuis le mois d'octobre, pour déterminer au plus près les besoins en jeu et établir une convention afin que les actions associatives puissent démarrer à partir de janvier 2012.

Ces aspects, mes chers collègues, ont été mentionnés dans la communication. Cependant, d'autres éléments sont à mettre au crédit du volontarisme de l'Exécutif municipal dans ce domaine et je souhaiterais souligner quelques points.

En premier lieu, la Ville doit impérativement être soucieuse d'utiliser les outils à sa disposition de manière à favoriser une relation dynamique avec l'usager. C'est là le rôle d'Internet et la Ville intervient activement en ce sens.

Je ne prendrais qu'un exemple, celui des miniblogs des centres de loisirs. Le site Internet de la Ville de Paris héberge des blogs alimentés par ses centres de loisirs, qui diffusent leur information, sans oublier des projets à vocation pédagogique, bien entendu sur la base du volontariat.

Les autres aspects des multiples potentialités offertes par Internet seront, je l'espère, dans les années qui viennent, exploités à plein.

J'ajoute que la démarche de la Ville est une démarche globale d'amélioration des relations et, pour favoriser cette amélioration, le label QualiPARIS présente un référentiel de programmes très concret en matière d'accueil et de services, destinés à identifier la démarche qualité qui est la nôtre. Ce référentiel s'appuie sur les réflexions des agents au contact du public et concerne de multiples actions municipales.

A ce titre, Monsieur le Maire, une mairie qui me tient particulièrement à cœur, la mairie du 11e arrondissement, a entrepris ces dernières années un important travail en vue de l'amélioration de la qualité du service public et des conditions d'accueil des usagers.

Cette démarche progressive et continue a bénéficié d'un important soutien du maire de l'arrondissement et des élus, ainsi que d'une très forte mobilisation de nos équipes, que je remercie en ce moment présent.

La priorité claire donnée à l'accueil du public a conduit la mairie à créer des services innovants (deux guichets uniques, l'un dédié à la famille et l'autre orienté vers les questions de logement et d'habitat) ainsi qu'à repenser l'organisation de nos locaux, qui sont tous maintenant situés au rez-de-chaussée de cette mairie que vous connaissez bien et à s'impliquer de manière importante dans la démarche de labellisation QualiPARIS.

C'est pour cette raison, Monsieur le Maire, que la mairie du 11e arrondissement a été la première à bénéficier de ce label. De surcroît, la légitimité d'un label ne vaut que si elle est contrôlée de manière extérieure à l'administration.

La bonne application des engagements est donc effectuée régulièrement par un organisme indépendant.

Pour conclure, Monsieur le Maire, je tiens à remercier Mao PENINOU, son équipe et les directions de la Ville pour la qualité de leur réflexion et de la vigueur de leur action.

J'ajoute, par rapport aux propos de la Droite parisienne, que, véritablement, en termes d'accueil des usagers, nous avons depuis 10 ans un temps d'avance par rapport à cette action et aux actions que nous menons.

Merci, mes chers collègues.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci. La parole est à Mme Laurence DREYFUSS.

Mme Laurence DREYFUSS. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mon collègue Thierry COUDERT a rappelé que votre communication était aussi gaie qu'un rapport de commissaire aux comptes ! Mais vous voyez l'ennui, c'est qu'elle n'en a pas la précision financière. Cette communication est un véritable inventaire à la Prévert, sans bilan d'activité, sans bilan chiffré, sans diagnostic.

Il est vrai que pour vous la forme prime sur le fond. Mais quand même !

Paris est une ville au service des usagers. Mais est-ce une ville au service des Parisiens ? C'est là aussi toute la question. Le système "open data" est loin d'être complet, en fait, on peut y obtenir des données sur les citoyens, l'urbanisme, les déplacements, les services, l'environnement, mais les informations budgétaires, financières, fiscales, sont compliquées à obtenir, un usager parisien, Monsieur le Maire, est également un contribuable, or aucun service numérique n'est fourni sur le calcul des impôts locaux.

J'ajoute que cette communication est également bien silencieuse sur un dossier qui mériterait une information précise, c'est celui de l'absentéisme des personnels. Il a pourtant été au cœur de la mission d'information et d'évaluation consacrée justement au personnel de la Ville. Il aurait été très utile notamment pour les usagers des services publics municipaux parisiens, de disposer d'un état actualisé de l'absentéisme au sein des services de la Ville, des directions les plus concernées.

En effet, Monsieur le Maire, quid de la petite enfance ? De la propreté ? Des affaires culturelles ? Le coût financier pour le budget de la Ville, pouvez-vous me confirmer qu'il est de l'ordre de 200 millions d'euros par an ? Soit 10 % de la masse salariale, autant de questions sans réponse.

Monsieur le Maire, je vous pose donc la question : qu'envisagez-vous de faire concrètement pour diminuer ce fléau ?

Sur les établissements d'accueil de la petite enfance, une ville au service des usagers quand cela vous arrange. Ainsi, votre communication parle de larges concertations, d'échanges directs, pour contribuer aux services publics parisiens. Pourtant, lors du Conseil de Paris des 17 et 18 octobre derniers, vous avez présenté la délibération DFPE 370 sur l'approbation du règlement de fonctionnement des établissements d'accueil de la petite enfance, et là, pas de large concertation, pas de participation, pas d'échange.

Lors du débat pourtant Jean-François LEGARET avait demandé au Maire de Paris de retirer cette délibération, de mettre en place dans chaque arrondissement les commissions mixtes paritaires afin d'examiner ce projet. Et ensuite de le soumettre à notre Assemblée délibérante parce que c'est cela la concertation, et oui, Monsieur le Maire, mais avec vous, la concertation c'est toujours après le vote… ce qui paraît pour le moins incohérent et pourtant, c'est la pratique la plus courante dans cette Assemblée !

Sur les associations et les maisons des associations. Les associations sont le fondement de la vie collective et démocratique de notre cité. La Municipalité d'ailleurs s'attache à développer un partenariat de plus en plus important. La Ville a mis en place des maisons des associations dans tous les arrondissements. Il serait important de faire un bilan d'activité pour mieux estimer ce service rendu aux Parisiens devant notre Conseil. Combien d'associations ? Combien de personnes ont été accueillies ? Combien de séances de travail ? Quelle activité ? Or, il n'y a aucun diagnostic, Monsieur le Maire, rien pour mesurer l'adéquation aux services, aux besoins et ainsi pour mieux préparer l'avenir. Je souhaiterais, pour la transparence de notre Municipalité, un bilan d'activité de ces maisons d'associations depuis le début de cette nouvelle mandature.

En parlant de bilan et de transparence, aucun bilan depuis le début de cette mandature sur l'ensemble des associations subventionnées par la Ville, la communication pourtant qualifie l'application informatique de sympa, car facilitent les formalités des associations, mais là encore, Monsieur le Maire, aucun diagnostic. Je souhaiterais donc, pour la transparence de notre Municipalité, un bilan complet, budget, attribution, sur l'ensemble des associations subventionnées par la Ville depuis ce début de mandature. Oui, Monsieur le Maire, une ville au service des usagers, c'est aussi un bilan chiffré et un diagnostic pour l'avenir.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, mes chers collègues. Beaucoup de ces interventions que j'ai écoutées attentivement appellent des réponses. Parfois, tout était mélangé, la R.A.T.P., la S.N.C.F., etc. Cela étant dit, je pense que ce débat a le mérite d'exister et surtout de nouveaux services ont le mérite d'exister. Par exemple, la dernière intervenante critiquait le bilan des maisons des associations, mais enfin, heureusement qu'on les a créées ! Et qu'il y en a une maintenant dans chaque arrondissement, ce qui n'était pas le cas avant. De la même manière heureusement que la délégation qu'anime Mao PENINOU, à qui je donnerai la parole dans une seconde, existe. Cela permet de faire évoluer les choses, mais j'ai conscience que nous pouvons beaucoup améliorer. D'ailleurs, je compte beaucoup sur Mao PENINOU pour m'aider à améliorer les choses, c'est pourquoi je lui donne la parole.

M. Mao PENINOU, adjoint, au nom de la 1ère Commission. - Merci, Monsieur le Maire. Je vais faire mon possible.

D'abord, je remercie l'ensemble de mes collègues qui sont intervenus sur cette communication, et sur la question de l'accueil des usagers, en particulier mes collègues de la majorité, Marinette BACHE, Philippe DUCLOUX, Danielle FOURNIER et Ian BROSSAT. En effet, nous partageons ensemble une même vision d'une ville au service des Parisiens et d'une ville au service de tous les Parisiens et je voulais ici la leur redire y compris par rapport aux divers éléments qu'ils ont pu souligner. Une ville au service de tous les Parisiens, c'est aussi et particulièrement sans doute dans cette période de crise économique, une ville qui souhaite donner la priorité à ceux qui aujourd'hui sont dans la difficulté.

C'est ce qui nous a amenés dans la construction de l'ensemble de notre dispositif d'amélioration de l'accueil et du fonctionnement des services, à donner certaines priorités, et c'est vrai, c'est une fierté aujourd'hui de pouvoir dire par exemple que l'espace "Paris Adoption" a été le premier établissement parisien à être labellisé sur la qualité de son accueil et sur l'accompagnement, ou de voir aussi que dans les premières labellisations figure le Centre d'action sociale du 19e arrondissement. Ce n'est pas rien dans un arrondissement aussi grand d'avoir un Centre d'action sociale qui s'attache à la qualité de son service, à la qualité de son accueil. Ce qui change les relations entre les usagers et les agents de la Ville au quotidien.

C'est une ville donc qui souhaite s'appuyer sur les nouveaux services, les nouvelles technologies que vous avez les uns et les autres repérés et développés pour pouvoir développer l'accompagnement humain, l'un ne va pas sans l'autre.

C'est aujourd'hui ce gisement dû justement à ces nouveaux services et nouvelles technologies, l'arrivée d'Internet, l'arrivée des téléphones intelligents comme le disait le Maire tout à l'heure, qui nous permet d'avoir beaucoup plus de réactivité et beaucoup plus de facilité dans un certain nombre de démarches et qui nous permet aussi de redéployer du personnel, de le former autrement, d'alléger un certain nombre de ses tâches pour qu'aujourd'hui il puisse être dans une dynamique non pas simplement de guichet unique, ce qui est important, mais de lieu d'accueil, d'accompagnement, de conseil pour les Parisiennes et Parisiens.

Car que l'on soit féru ou pas d'Internet, il y a des moments où l'on souhaite non plus simplement remplir des formulaires pour obtenir un service, mais aussi pouvoir être accompagné, conseillé dans l'ensemble des services qui sont offerts par la Ville, mais aussi plus largement dans la vie quotidienne à travers les Relais Informations Famille.

Je souhaite à cette occasion rendre hommage à Olga TROSTIANSKY, qui, sous la précédente mandature, avait mis le premier Relais Information Famille en place dans le 12e arrondissement. A travers ces relais, il y en a aujourd'hui 8, il y en aura 10 à la fin de l'année, et 15 à la fin de la mandature, je dis cela pour essayer de rassurer Ian BROSSAT même si n'arriverons-nous pas à couvrir les 20 arrondissements, mais aussi à travers les Relais Informations Logement et Habitat, les Points Paris Emeraude, nous souhaitons prendre la situation de chaque famille, de chaque Parisienne, chaque Parisien dans sa globalité pour lui apporter des réponses et le conseiller dans son parcours, c'est bien cela aujourd'hui le nouvel accueil, cet accueil qui veut mêler à la fois la qualité, la fiabilité de l'information donnée, la proximité avec l'implantation dans les mairies d'arrondissement, et l'humanité, terme que nous n'oublions jamais dans ce cadre-là car il est fondamental pour nos concitoyennes et concitoyens.

Nous nous appuyons sur ces nouvelles technologies pour trouver de nouveaux gisements qui peuvent aussi être la mutualisation des locaux. Nous avons entamé avec Colombe BROSSEL et dans les quartiers "politique de la ville" avec Gisèle STIEVENARD, une mutualisation au niveau des collèges pour que ces lieux puissent, en dehors des horaires de cours, le soir, le week-end, être des lieux d'accueil et d'activité pour les associations et plus largement pour les Parisiennes et Parisiens et particulièrement dans les quartiers "politique de la ville", car nous nous sommes dit que pour des familles en difficulté, y compris qui ont des rapports difficiles avec l'école, pouvoir elles-mêmes être présentes dans les collèges en dehors des horaires de cours, par exemple pour des cours d'alphabétisation, cela changera leur rapport à l'école et permettra aussi d'influer sur le rapport à l'école de leurs enfants.

C'est donc utiliser l'ensemble de ces gisements de locaux, y compris pouvoir les développer sur de nouveaux horaires. Nous avons travaillé avec Bruno JULLIARD dernièrement sur l'ouverture, à titre expérimental, d'un certain nombre de centres d'animation, beaucoup plus tard le soir, jusqu'à vers minuit ou une heure du matin.

Je peux vous dire que les premiers éléments de retour que nous avons, notamment sur le 19e arrondissement dans la cité Curial-Cambrai, au cœur de ce quartier populaire, montrent un véritable succès pour ces centres d'animation ouverts la nuit et qui permettent à de nombreux jeunes aujourd'hui de participer à des activités, ou de ne pas y participer mais, plutôt que de stationner dans le hall des immeubles, d'être dans des lieux où ils peuvent se développer ensemble et où ils peuvent travailler avec des animateurs.

L'ensemble de ces questions-là, l'ensemble de ces gisements que nous développons aujourd'hui, en termes de locaux et de nouveaux accueils, ils ne peuvent pas se faire sans les personnels. Cela a été souligné par plusieurs d'entre vous, et je souhaite y revenir.

Ils ne peuvent pas se faire sans les personnels et doivent même se faire avec eux. Je dirai même plus, c'est aujourd'hui un véritable outil, à travers "Quali-Paris", à travers l'ensemble des réformes que nous mettons en place, à travers la révision de l'accueil, c'est un véritable outil de réflexion pour les personnels, sur leur travail, sur l'amélioration de la qualité de leur travail et sur la valorisation de leur métier et de leur fonction.

Pendant très longtemps, c'est vrai dans le privé, c'est vrai dans le public, l'accueil était un peu la dernière roue du carrosse : c'est là où on mettait ceux dont on ne savait pas vraiment quoi faire, ou en tout cas dont on se disait qu'on ne savait pas vraiment quoi faire. Mais derrière cela, il y a une véritable qualité humaine et c'est cette qualité que nous souhaitons non seulement préserver mais développer et valoriser.

Dans l'ensemble des établissements de la Ville que je visite, parce qu'ils obtiennent ce label "Quali-Paris" ou parce que nous travaillons avec les personnels pour qu'ils l'obtiennent demain, dans l'ensemble de ces établissements, des réunions extrêmement régulières sur plusieurs mois (trois mois, quatre mois, cinq mois), ont lieu avec les personnels, sans lien hiérarchique, mais avec l'ensemble des personnels du site, où ils s'interrogent : qu'est-ce qu'on fait ? Qu'est-ce qui marche bien ? Qu'est-ce qui ne marche pas bien ? Qu'est-ce qu'on peut améliorer ensemble ? À quoi on peut s'engager ensemble et comment cela peut mieux fonctionner demain ?

Franchement, cet outil-là, cet outil de valorisation, partout, j'ai vu des personnels qui étaient extrêmement heureux de pouvoir l'utiliser.

Pour reprendre le mot de Jacques BOUTAULT à la mairie du 2e arrondissement, où nous inaugurions le nouvel accueil il y a de cela quelques jours, nous développons aujourd'hui la pluricompétence des personnels et ils en sont fiers. Ils en sont fiers et ils nous le rendent bien. Et quand on les rencontre aujourd'hui, ils nous disent ô combien ils sont fiers justement de cette démarche-là et de pouvoir l'appliquer au quotidien.

Maïté ERRECART disait : nous mettons une administration en mouvement, nous travaillons sur une administration en mouvement, c'est bien de cela dont nous sommes fiers aujourd'hui du point de vue de l'accueil.

Quelques petites précisions : ceci n'est pas possible n'importe où et n'importe comment. Ceci est possible justement parce que la Ville de Paris a décidé de ne pas faire la R.G.P.P. Parce que la Ville de Paris a décidé de faire la stabilité de l'emploi. Parce que nous avons décidé, quand nous avons moins besoin de personnels à un endroit parce que nous mettons en place des services informatiques, de redéployer ces personnels sur l'accueil humain des usagers.

C'est bien ce que nous faisons à la Ville, alors que dans beaucoup d'autres administrations, et notamment de l'Etat, ce n'est pas ce qui se fait. Quand effectivement le Gouvernement met en place de nouveaux services informatiques, de nouveaux sites informatiques, derrière, il réduit les personnels et il réduit l'accueil. Et nous sommes confrontés aujourd'hui, quand nous appelons un certain nombre d'administrations, non plus à des humains au bout du téléphone mais à des répondeurs où il faut appuyer sur des touches pour essayer d'obtenir des réponses et dans lesquels, vous comme moi - et que dire des usagers les plus en difficulté -, on se trouve complètement perdu.

C'est exactement le choix inverse que nous avons fait à la Ville et, de cela, nous ne pouvons que nous en féliciter.

Quelques petits éléments. Le guichet unique : moi, je suis effectivement favorable à cette idée de guichet unique, mais plus que d'un guichet unique, je suis favorable à ce qu'il y ait des guichets uniques partout. C'est-à-dire que, dans le maximum d'endroits de la ville, un usager qui vient, que ce soit une mairie d'arrondissement, que ce soit un Centre d'action sociale, que ce soit demain un centre d'animation, puisse poser des questions et avoir des réponses.

Cela, nous le construisons aujourd'hui avec la base de données unique, mise en place par la Ville de Paris, qui permet à nos personnels, formés à cet effet - il y en a déjà plus de 500 aujourd'hui qui ont été formés à la Ville de Paris là-dessus - de pouvoir donner des réponses à l'ensemble des Parisiens, où qu'ils soient, ou bien de pouvoir directement aller la chercher eux-mêmes sur Internet.

Puis ce sont, je vous le disais, plus largement des guichets thématiques et des guichets d'accompagnement, parce que l'humanité est là.

Un mot simplement pour Danielle FOURNIER. J'ai été un peu surpris. Je ne sais pas d'où remontaient les informations sur l'association, de mes collègues adjoints ou des mairies d'arrondissement, mais dès le mois de décembre 2010, c'est-à-dire il y a près d'un an, j'ai organisé une réunion avec l'ensemble de mes collègues adjoints, puis avec les maires d'arrondissement, pour travailler justement cette communication.

Je crois que c'est totalement transversal et que nous devons tous y être impliqués, aussi bien dans l'Exécutif que dans les mairies d'arrondissement. C'est quelque chose auquel je tiens beaucoup.

J'ai, par contre, une divergence, et celle-ci ne va pas vous surprendre, avec M. COUDERT. Non pas sur le côté joyeux ou festif de la communication. La joie et la festivité, j'essaye de l'avoir autre part, mais en tout cas dans mon travail j'essaye de faire les choses assez sérieusement et assez fortement.

Par contre, une divergence très forte sur la conception de la ville. Je crois que nous n'avons vraiment pas la même. Quand vous dites : la ville doit s'adapter aux besoins de consommation, la ville, nous la voulons sans différence entre le jour et la nuit, sans différence entre la semaine et le week-end. Ce n'est pas, nous, la ville que nous voulons et effectivement nous avons une forte divergence là-dessus. Et nous ne nous rejoindrons pas sur cette question-là.

La nuit, c'est différent du jour. Cela ne veut pas dire qu'il ne se passe rien, la nuit, mais que cela se passe différemment du jour. D'ailleurs, si on faisait de la nuit un jour, il n'y aurait plus de nuit, et personnellement je le regretterai. Et je pense que nous serions nombreux à le regretter.

La nuit, ce sont des moments de vie mais ce sont aussi des moments de repos. Ce sont des moments de travail, mais il ne faut pas oublier que ce sont des moments de travail plus durs la nuit que pendant la journée. Les personnels, que ce soient ceux de la Ville - il y en a beaucoup - ou ceux du privé, qui sont amenés par obligation professionnelle aujourd'hui à travailler la nuit, je vous le jure, s'en ressentent beaucoup, très fortement, dans leur fin de carrière.

S'ils rentrent volontiers dans le travail nocturne - c'est ce que nous avaient prouvé les États généraux de la nuit et les enquêtes menées à cette occasion - ils ont beaucoup de mal à en sortir quand ils le souhaitent. Cela prouve bien les questions d'isolement qui se posent, de rupture avec la hiérarchie, de rupture avec les DRH, de rupture avec leurs collègues et il faut les traiter.

Non, la nuit, ce n'est pas la même chose que le jour. Non, le week-end, ce n'est pas la même chose que la semaine. Là non plus, cela ne veut pas dire qu'il ne se passe rien, mais cela veut dire que cela doit se passer différemment.

Si tout est tout le temps pareil, il n'y a plus de rythme, plus de rythme diurne et nocturne, plus de vacances, plus de travail. C'est peut-être ce que cherche aujourd'hui une partie du mouvement ultra-libéral sur notre continent. Ce n'est pas ce que nous souhaitons. Nous souhaitons une société civilisée, une société rythmée, et une société qui respecte chacun.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vraiment, j'approuve tout ce qu'a dit Mao PENINOU, et j'invite tous nos collègues à participer aux comptes rendus de mandat, sur le terrain.

Qu'il s'agisse de la conciliation entre les activités de repos et les activités festives, ou de travail la nuit par exemple, cela implique beaucoup de recherches de compromis, beaucoup de vies en même temps, de rythmes différents et de personnes qui ont des aspirations différentes. De ce point de vue-là, je suis très reconnaissant à Mao PENINOU d'avoir fait avancer un peu la compréhension et l'organisation des choses.

De la même manière pour les personnels, quand vous parlez de travail le dimanche, d'ouverture d'équipements publics, etc., je discute aussi avec les personnels. Au-delà des questions financières que cela pose, il y a aussi le fait qu'un certain nombre de nos agents n'ont pas envie de travailler le dimanche et qu'ils ont envie d'être avec leurs enfants. Mettez-vous à la place des personnels de bibliothèques, de conservatoires ou autres, ils ont des enfants, des vies de famille.

Il m'arrive, en discutant avec eux, de comprendre à quel point, au-delà des aspects financiers, budgétaires, il y a aussi un rythme de vie qui doit être respecté. Donc, je suis très content que nous ayons beaucoup évolué ces dernières années. Je suis très content de la manière dont Mao PENINOU nous aide à évoluer.

Ce n'est pas fini, mais je ne souhaite ni brutalité ni soumission aux forces de l'argent, car ce serait catastrophique. Je me souviens d'une personnalité d'Amérique du Nord me disant : surtout il faut que Paris garde sa spécificité et ne devienne pas une ville anglo-saxonne, justement de l'Amérique du Nord. Nous faisons aussi un choix culturel. C'est ce choix culturel qui fait que Paris a aussi de l'attractivité, je le dis, y compris sur le plan économique, que je ne souhaite pas que nous perdions.

Voilà. Cela dit, je clos le débat d'aujourd'hui mais je ne clos pas le sujet. Nous aurons encore beaucoup à échanger, à entreprendre, à innover et à partager.

En tout cas, je remercie Mao, les directions qui contribuent à cela, le Secrétariat général évidemment, et tous les personnels de la Ville, parce que comme il l'a dit, les personnels de la Ville ont envie de faire un travail à la fois plus intéressant et qui apporte une qualité de vie aux citoyens usagers - je parle toujours de citoyens usagers - et je pense que c'est une ambition très noble que nous avons tous ensemble.

Je vous remercie d'avoir pris au sérieux ce sujet et cette communication.

2011, DVD 210 - Approbation des modalités de concertation proposées par le Syndicat des Transports d'Ile de France dans le cadre du projet de réalisation d'un service de navettes fluviales le long du bief parisien.
Vœu déposé par le groupe EELVA relatif au service des navettes fluviales Voguéo.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la création de parcs de stationnement intermodaux à proximité des escales Voguéo.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la communication en Conseil de Paris des conclusions de la négociation de la délégation de service public Voguéo.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la mixité du transport par voie fluviale opéré par le service Voguéo.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif aux bateaux assurant le service de Voguéo.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la complémentarité du réseau de bus en bord de Seine.
Vœu déposé par les groupes UMPPA et CI relatif à la consistance de l'information délivrée dans le cadre de la concertation.
Vœu déposé par les groupes UMPPA et CI relatif à l'amélioration préalable de la régularité du service assuré par le bus 69.
Vœu déposé par le groupe CI relatif à l'intégration d'un service "VoguéoFret".
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant, je passe à la 3e Commission. Nous allons examiner le projet de délibération DVD 210. Il y a d'ailleurs 10 vœux qui ont été déposés, par plein de groupes. Il s'agit du service de navettes fluviales.

Je donne d'abord la parole à Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Avec Voguéo, nous partons de loin. En effet, Voguéo première manière a été un échec, à la fois financier et en termes de fréquentation. Limité dans son extension géographique, utilisé essentiellement le week-end et les jours fériés, des bateaux d'une capacité de 76 places remplis à 10 % en moyenne, bref, ce service-là aura coûté en trois ans 11,5 millions d'euros, soit pour la collectivité 22 euros par passager. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes, sans qu'il soit besoin de les commenter davantage.

Pourtant, l'Exécutif parisien voulait la poursuite de l'expérience. Notre groupe avait, évidemment, voté contre ce qui avait été épinglé par la Cour des comptes et ressemblait un peu à de l'acharnement. Le Préfet de Région est intervenu et il a été mis fin à ce service le 5 juin dernier.

On peut se demander pourquoi une telle obstination.

La question vaut qu'on s'y arrête un instant. C'est manifestement parce que Voguéo a été présenté, lors du débat sur l'aménagement des voies sur berges, comme l'alpha et l'oméga de la solution des encombrements à venir liés aux ralentissements de la voie rive droite et à la fermeture de la voie rive gauche.

Dans ces conditions, et comme aucun autre moyen de report en termes de transports collectifs n'avait été prévu, il fallait à tout prix pouvoir présenter autre chose : ce fut alors Voguéo deuxième version.

C'est donc ce cadre qui nous est proposé aujourd'hui, sous la forme des modalités de concertation liées à la procédure de D.S.P. qui a été lancée par le S.T.I.F.

Je ne peux pas m'empêcher de citer une phrase du projet de délibération qui mentionne - je cite - que, "hélas, nous devrons patienter encore deux ans avant de profiter de la douceur du transport fluvial sur la Seine". Je ferai remarquer qu'il est déjà possible, d'ailleurs depuis longtemps, de profiter de cette douceur avec les bateaux-bus.

Deuxièmement, je voudrais que nous entrions ensemble dans la réalité.

En effet, il nous est proposé cette fois une triple boucle, avec un trajet qui concerne l'ensemble du bief de la Seine. Enfin, on ne se cantonne pas aux 4,5 kilomètres des voies sur berges circulées.

Le premier problème est que le financement du projet, estimé à 25 millions d'euros, n'est assuré par le S.T.I.F. qu'à la hauteur de 10 millions, ce qui, évidemment, démontre de la part du S.T.I.F. une certaine réserve. Le reste du financement est à répartir entre les recettes du système et les collectivités. Et là, on se trouve devant une grande inconnue ! Les 10 millions de recettes liées au transport de passagers n'existent que sur le papier et il y a fort à penser que les 5 millions prévus à la charge des collectivités seront largement insuffisants.

Pourquoi ? Parce que le temps de transport d'un bout à l'autre est estimé aujourd'hui à 3 heures ; parce que la fréquence des navettes va au mieux de 15 minutes en semaine sur la boucle centrale à 30 minutes le week-end sur les deux boucles périphériques et que, bien sûr, les temps de manœuvre des bateaux sont incompressibles et la vitesse maximale sur la Seine est limitée soit à 12 kilomètres/heure, soit à 18 kilomètres/heure.

Nous nous trouvons donc, avec le projet tel qu'il est, face à un certain nombre de difficultés ou alors il faut en modifier les contours et le préciser. Et c'est ce que nous souhaitons faire en examinant comment la Seine pourrait être utilisée au mieux, avec un projet vraiment ciblé en fonction d'objectifs réalisables et financièrement viables.

Si nous examinons de près les usages que l'on peut attendre d'un tel service, il paraît qu'ils répondent d'abord à un usage touristique. C'est pourquoi, pour encourager les "Tour operators" à laisser des cars de tourisme en amont et en aval du fleuve pour assurer la desserte des visites touristiques qui sont très largement situées le long de la Seine, il faut libérer un terrain à l'Ouest pour y réaliser le pendant du parc d'autocars de Bercy. Tel est l'objet de l'un de nos vœux où nous ajoutons d'ailleurs des parcs de proximité pour l'intermodalité.

Ensuite, pour assurer une utilisation maximale de ces navettes dans un but de loisir pour ceux qui ont le temps, il faut assurer une intermodalité maximale avec tous les autres moyens de transport collectif, tous modes confondus, et donc prêter une attention toute particulière à la situation des escales.

Si nous nous situons maintenant dans une perspective environnementale, nous demandons que soit étudiée la possibilité d'utiliser des bateaux électriques, avec un système de recharge prévu sur les quais, comme tel est le cas sur la chaussée pour Autolib'.

J'ai droit à 5 minutes, Monsieur le Maire, n'est-ce pas ? Merci. Je continue, donc.

Enfin, mais ce n'est pas le moindre aspect, nous voudrions que ce projet soit complet, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui : l'aspect transport de marchandises a été totalement oublié. Or, le relais de transport pour le dernier kilomètre est essentiel. A un moment où la Ville fait, à titre expérimental, circuler un TramFret sur le trajet du T2 et T3, c'est une occasion à ne pas manquer d'ajouter la dimension marchandises à Voguéo. Et cela nous paraît très possible car, puisque le système doit être accessible aux personnes à mobilité réduite, il sera prévu une remontée des quais bas aux quais hauts. Dès lors, un système adaptable au transport de marchandises est faisable et nous demandons une réflexion à ce sujet dès sa conception.

Nous sommes vraiment intéressés par une utilisation de la Seine sur tout son parcours, avec une conception très large et ouverte aux différents transports qu'il est possible d'y effectuer, comme à un mode de propulsion écologique.

C'est la raison pour laquelle nous serons très attentifs aux réponses que vous nous ferez, réponses à nos demandes et multiples vœux, avant de nous prononcer.

Je vous remercie.

(M. François DAGNAUD, adjoint, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Bien.

Si l'on veut que nos séances se déroulent dans les meilleures conditions, j'invite chacun des orateurs à respecter les temps de parole. Merci.

Patrick TRÉMÈGE ?

M. Patrick TRÉMÈGE. - Monsieur le Maire, merci.

Monsieur le Maire, la Seine est la plus belle avenue de Paris et pourtant, à la lumière de ce que vous nous avez proposé pour le réaménagement des berges, qui porte, je le rappelle, sur 2,5 kilomètres des 30 kilomètres de berges que compte la Capitale, le projet Voguéo que vous nous présentez est "petit bras", surtout pas à la hauteur de ce que l'on peut attendre d'une reconquête de la Seine pour et par les Parisiens.

Vous nous accusez régulièrement de ne pas avoir soutenu la génération précédente de Voguéo. Nous n'avons eu de cesse non pas de critiquer l'utilisation du fleuve pour le transport de personnes mais précisément la très faible ambition du projet. Si ce projet a tout d'abord été un gouffre financier, c'est bien qu'il était mal ficelé au départ, nous vous avions prévenu. Ce n'est pas en réalisant cinq stations à peine visibles sur les quais de Seine, d'ailleurs pour les rares passagers qui souhaitaient l'utiliser sur la partie Est du bief de la Seine, que l'on pouvait prétendre à un transport en commun digne de ce nom.

Et je dirai même qu'avec le projet, tel qu'il est conçu aujourd'hui, s'il marque, bien sûr, une progression, puisque le nombre d'escales a été porté à une trentaine entre Suresnes et Maisons-Alfort, l'effort n'est pas suffisant. Le diable se cache dans les détails mais aussi singulièrement chez les technocrates du S.T.I.F. Si l'on se donne les moyens d'un transport ambitieux sur la Seine, bien sûr qu'il sera attractif et évidemment qu'il sera soutenable financièrement. Et c'est le point sur lequel je voudrais insister.

Vous nous parlez des transports de voyageurs en journée. Moi, je voudrais insister sur l'intérêt de la Seine pour le transport des touristes.

80 % des monuments visités dans la Capitale le sont autour de la Seine. Or, que fait un autocar quand il entre dans Paris, Monsieur le Maire ? Imaginons qu'il arrive par l'Est. Il arrive au premier point qui est Notre-Dame. L'autocar s'arrête, les touristes descendent, la visite dure une heure un quart et l'autocar va circuler, puisqu'il n'y a pas de stationnement pour lui, tout autour de Notre-Dame pendant environ une heure un quart. Là, les touristes montent dans le car, direction soit le musée du Louvre soit le palais de Chaillot, à nouveau arrêt, les touristes descendent et l'autocar continue de tourner autour du monument.

Comme le dit si bien d'ABOVILLE, ce sont 3.000 à 4.000 autocars par jour qui circulent à vide dans la Capitale.

Si vous aviez pris l'initiative de créer en amont et en aval des parcs de stationnement, comme vous l'avez à Bercy, si vous obligiez les autocars à ne pas utiliser ce que je viens de décrire comme système, vous optimiseriez l'utilisation rationnelle de ces autocars touristiques.

C'est pourquoi, et Laurence DOUVIN vient de vous l'indiquer, nous avons déposé un vœu créant pour le moins un parc de stationnement cars dans l'Ouest de Paris.

Autre occasion manquée : c'est celle de la vocation naturelle de la Seine à assurer une bonne partie du trafic logistique pour les habitants de la Capitale. La logistique du dernier kilomètre, c'est une multitude de camions et de camionnettes dans Paris dont le nombre pourrait être réduit si la Ville de Paris réalisait un système complet faisant de la Seine un vecteur logistique. On aurait pu imaginer que certaines des 30 escales soumises à concertation soient conçues pour le chargement et déchargement logistique. Je ne parle évidemment pas des matériaux en vrac, mais je pense aux livraisons des grands magasins, aux services postaux, et ce n'est pas limitatif.

Cette délibération est une occasion ratée d'assurer la mixité du service Voguéo entre le fret et le transport de voyageurs, ceci alors même que le mois dernier, nous avons voté une expérimentation de l'utilisation du T3 pour le transport des marchandises. Pourquoi ce qui serait possible sur un tramway ne le serait-il pas sur un bateau ?

Surtout, Monsieur le Maire, que dans le cadre de la stratégie du Grand Paris initiée par le président de la République pour réveiller une région, une capitale anesthésiée depuis plus de 10 ans par une gestion socialiste, la Seine est l'axe majeur du développement de notre ville. Vous vous contentez de petits bateaux qui voguent sur l'eau slalomant entre les villes flottantes végétales qui seraient bien sympathiques, si elles n'entravaient pas la circulation des bateaux.

Monsieur le Maire, vous parlez régulièrement de métropole durable. Nous proposons de passer de l'état de concept à l'état de réalité : on ne construira pas une métropole durable sans la Seine. Vous ne construirez pas une métropole durable en supprimant les voitures. Au contraire, c'est en assurant un partage équilibré.

Pourtant, le projet que le S.T.I.F. nous propose est bien parcellaire, sûrement parce que l'autorité organisatrice des transports freine des quatre fers sur ce dossier depuis le début, Monsieur le Maire, en n'envisageant que son volet financier, et comme je l'indiquais, volet financier parcellaire…

… reconnaissez, Monsieur le Maire, avec nous que votre délibération est un peu légère face aux potentialités multiples qu'offre la Seine. Cela ne nous étonne malheureusement pas, habitués que nous sommes aux occasions manquées de mener des politiques innovantes, ambitieuses, à la hauteur des multiples défis que la capitale doit mener.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous poursuivons avec l'intervention de M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Je voudrais saluer ce projet de délibération relatif à la mise en place d'un service de navettes fluviales sur l'ensemble du bief parisien de la Seine. C'est le résultat de la mobilisation des élus de la majorité municipale parisienne et de la majorité régionale qui a permis la présentation de ce projet qui s'inscrit parfaitement dans la dimension métropolitaine de la politique des transports que nous appelons de nos vœux.

Retrouver le fleuve, véritable colonne vertébrale de notre capitale, y diversifier les usages, comme le projet de reconquête des berges de Seine en ouvre la perspective, affirmer la vocation de transport fluvial de marchandise et de personnes sur la Seine : telles sont les ambitions partagées des élus de la majorité municipale.

Avec ce projet, nous tirons aussi toutes les conséquences de l'expérimentation réalisée avec les navettes Voguéo entre la gare d'Austerlitz et Maisons-Alfort. Nous l'avions affirmé à nombreuses reprises : pour que le service de navette fluviale soit efficace, il faut que celui-ci puisse se déployer sur l'ensemble du bief parisien, là où Voguéo ne concernait que la partie Est de la métropole parisienne.

C'est désormais le cas avec ce nouveau projet qui reliera Maisons-Alfort et Vitry en amont à Suresnes en aval, en passant par le cœur de Paris.

Une autre préoccupation des élus de notre groupe concerne le positionnement des escales du futur service. Nous avons déposé un vœu pour affirmer la nécessité de positionner celles-ci près des correspondances avec les autres modes de transport : RER, métro, tramway, bus. C'est une condition indispensable pour que ce service complémentaire de transports publics s'insère correctement dans le maillage métropolitain.

Nous avons aussi noté les améliorations apportées au service, notamment concernant la vitesse commerciale des bateaux et son déploiement sur l'ensemble du bief.

Alors nous pensons, contrairement aux élus de l'U.M.P., que le service des navettes fluviales peut constituer un complément efficace aux autres modes de transport, et qu'il peut constituer une alternative aux modes de transports individuels et polluants. C'est pourquoi nous apportons notre soutien enthousiaste et vigilant au déploiement de ce nouveau mode de transports publics.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - La parole est à M. Jérôme COUMET.

M. Jérôme COUMET, maire du 13e arrondissement. - Reconquérir la Seine devrait être un enjeu formidable qui nous rassemble tous, et avec un enthousiasme que je souhaiterais un peu plus partagé.

Après tout, Lutèce et Paris se sont installées en bord de Seine pour des raisons à la fois d'approvisionnement en eau, mais aussi commerciales pour utiliser la voie d'eau comme lieu de circulation.

Ce qui nous est proposé y participe et participe à retrouver ces fils de l'histoire, à se tourner à nouveau vers le fleuve après lui avoir tourné le dos. Vous savez, je suis maire d'un arrondissement bordé par la Seine et qui n'en avait aucun accès.

Plus encore, quand vous interrogiez les habitants, ils n'en avaient souvent pas conscience : la traversée de la Seine s'enchaînait avec celle des voies ferrées. Depuis un siècle, le 13e était physiquement totalement coupé de l'accès au fleuve pour des raisons un temps utile pour leur vocation industrielle, et petit à petit cette vocation industrielle s'est transformée en déshérence.

Je peux témoigner aujourd'hui de l'engouement exceptionnel à la fois pour la promenade, les loisirs, pour le lien entre le 12e et le 13e, témoigner aussi de la fréquentation très importante de la passerelle Simone de Beauvoir.

Il faut maintenant poursuivre le mouvement et permettre que les bords de Seine soient un lieu possible de circulation, notamment en vélo, et il faut permettre que l'on puisse circuler sur la Seine. Mais, nous le savons tous ici, les résistances sont très importantes. Pour la concurrence que cela va générer, ou par les technostructures que cela bouscule.

Nous savons tous ici que c'est la volonté des élus de tous bords et de tous les bords de la Seine qui a imposé que ce projet soit relancé, en lui donnant enfin un sens, en refusant de croire que ce lien non opérationnel entre Maisons-Alfort et la gare d'Austerlitz fut une expérience suffisante. Ce projet de navette fluviale n'aura de réel sens que s'il dessert entièrement Paris. C'est le cas avec le projet présenté, alors arrêtons de faire la fine bouche, et soutenons-le avec la détermination nécessaire pour qu'il se concrétise et avant même les touristes, ce seront les Parisiens qui nous en remercieront. Rien n'empêchera d'ailleurs ensuite d'examiner les questions de circulation de marchandises.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Nous poursuivons avec Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Il nous est donc proposé de relancer le projet Voguéo de navette fluviale. Celui-ci, pour l'instant, n'avait pas réussi à s'affirmer comme un vrai mode de transport. C'est précisément pour cette raison qu'il faut se montrer aujourd'hui ambitieux, donner de l'ampleur à ce projet si l'on veut qu'il devienne un vrai moyen de transport, et pas seulement une promenade à touristes fort coûteuse.

C'est d'autant plus important que dans la perspective de fermeture des voies sur berges, il n'existe aujourd'hui aucun moyen de déplacement alternatif, contrairement à ce qui avait été promis.

La délibération que nous examinons porte les modalités de la concertation du projet pour lequel les caractéristiques des prestations du futur délégataire ne sont pas encore définies. C'est pourquoi il est essentiel que la Municipalité s'offre toutes les possibilités dans la conception du projet. Nous sommes encore dans cette phase, et nous pensons qu'il est donc indispensable que la conception de Voguéo soit compatible avec la possibilité d'un transport de marchandises. Je ne parle pas des barges transportant du ciment. Je parle de navettes permettant d'alimenter les commerçants le long de la Seine. Il y a des grands magasins et toutes sortes de magasins le long de la Seine, qui pourraient être alimentés par ce moyen-là.

Il serait vraiment dommage de ne pas profiter de cette opportunité pour livrer tous ces grands magasins. Nous avons là une occasion formidable et nous ne comprenons pas pourquoi il n'en avait pas été fait cas dans la délibération initiale.

On va donc construire de nouvelles escales. Il faut prévoir dans leur conception, dès aujourd'hui, une compatibilité avec la livraison de marchandises.

Si l'accessibilité des personnes handicapées est prévue, c'est bien que des rampes ou élévateurs sont prévus pour passer des quais bas aux quais hauts. Je suis certaine que les architectes seront donc capables d'imaginer un système de monte-charge et de zones de déchargement, d'autant plus si la fermeture des berges voit le jour.

J'ai donc déposé un vœu en ce sens, et je crois qu'il faut profiter de la relance de Voguéo qui, contrairement à ce qui vient d'être dit par le maire du 13e, suscite un certain enthousiasme. Je crois pour l'instant avoir entendu dire que nous étions tous favorables à ce que cela marche maintenant.

Je suis donc certaine que les architectes seront capables d'imaginer ce système de monte-charge et de déchargement, je viens de le dire, et j'ai déposé un vœu pour profiter de la relance de Voguéo et tester un système de transport fluvial de marchandises dans Paris.

Vous le savez, tout l'enjeu est celui du parcours du dernier kilomètre. Un VoguéoFret peut nous permettre de trouver une solution à la fois durable et efficace. À l'image du test de TramFret, nous devons saisir l'occasion de Voguéo pour expérimenter le système. Cela tombe bien : Port de Paris, qui gère la majorité des berges où seront implantées les 30 futures escales, a en même temps pour mission de développer le transport fluvial de marchandises.

Vous dites et répétez sans cesse que la Seine n'est pas valorisée comme elle pourrait l'être, mais rendre la Seine aux Parisiens, c'est aussi redonner au fleuve sa vocation originelle et historique. Or, la vocation originelle et historique de la Seine, c'est la batellerie et celle-ci avait disparu. VoguéoFret peut en faire une version moderne, durable et efficace. C'est notre souhait.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Etienne Mercier.

M. Etienne MERCIER. - Monsieur le Maire, chers collègues, nous avons un projet de délibération ambitieux et enfin à la hauteur de l'enjeu : exploiter le fort potentiel de la Seine en matière de transport collectif.

Les trois nouvelles lignes (Est, Ouest et Centre), intégrées au mieux au réseau de transport existant, avec des bateaux hautement capacitaires et accessibles au plus grand nombre, préfigurent un pari ambitieux, certes, mais nécessaire, et qui rencontrera son public et ses usagers dès lors que l'offre Voguéo en matière de cadencement et de connexion au réseau sera réelle.

Si nous revenons aux derniers mois écoulés, nous pouvons faire le constat que Voguéo était largement sous-dimensionné pour prétendre représenter une alternative ou même un maillon du réseau de transport collectif.

Réduit à l'état de gadget, le service de navette fluviale à l'expérimentation connaissait par avance le verdict : inadapté, cher… bref, sans intérêt.

Mais ce que l'expérimentation aura démontré par l'absurde, c'est qu'un projet sans ambition et sans moyen est voué à l'échec. Cette délibération prend le contre-pied de cette première expérience et ouvre enfin la possibilité d'une nouvelle voie.

Plutôt qu'un sabordage programmé, nous avons désormais une perspective de développement bien réelle, s'appuyant sur une D.S.P. viable car de moyen terme.

Bien sûr, il faudra que les usagers adoptent ce nouveau service de mobilité, comme ils ont plébiscité le tramway, parce que ce n'est pas que du temps de trajet mais également du temps de vie, un temps bien résumé par cet usager, dépité par l'arrêt de Voguéo et que je cite : "Je mettais peut-être 10 minutes de plus, mais j'étais tranquille. Pour moi, c'était le moyen de transport idéal", entre autres témoignages à verser pour les partisans d'une humanisation des transports et d'une grande qualité de service.

Bien sûr, pour paraphraser une expression connue, Voguéo ne sera pas l'alpha et l'oméga de la politique des transports franciliens, mais c'est un nouveau maillon qui s'intègre parfaitement dans un large réseau de transport collectif partagé, qui va étoffer et compléter l'offre de mobilité.

Sans doute le délégataire, au fil de l'exploitation, proposera-t-il des ajustements, des améliorations, compte tenu des statistiques de trafic et des types d'usage.

Sans doute aussi ce nouveau réseau fera-t-il école auprès d'autres communes, elles aussi bien irriguées et qui connaissent des problèmes de trafic routier importants.

Nous pouvons d'ores et déjà tabler sur une extension de Voguéo à l'horizon 2015 par exemple, notamment sur le Nord-Est parisien où l'on voit bien que le dédoublement par voie fluviale de la nationale 3 constitue une réelle opportunité en termes de mobilité urbaine et d'aménagement du territoire.

Des élus ont déjà demandé à ce que des études en ce sens soit effectuées, notamment dans le cadre de la discussion sur le S.D.R.I.F.

Le potentiel que représente la voie fluviale est indéniable, nous savons aujourd'hui en termes de marchandises qu'une péniche peut remplacer jusqu'à 40 camions. Les nouveaux bateaux de transport de personnes remplaceront donc peu ou prou un nombre optimum de voitures particulières et, malgré la grande différence entre Venise et Paris, on sait bien que les Vaporetto, toujours bondés, transportent l'essentiel des usagers sur le Grand Canal, pour des temps de trajet tout à fait raisonnables. Pourquoi n'en serait-il pas de même à Paris ?

D'ailleurs, sur le Grand Canal, on observe aussi le bal des marchandises. C'est, sur ce sujet, un point qu'il faudrait considérer, étant donné qu'il n'existe pas de S.T.I.F. marchandises. Sans doute au moment de l'aménagement des escales faudra-t-il prévoir des espaces logistiques dans la perspective d'une optimisation de nos infrastructures en faveur de la logistique du dernier kilomètre qui nous pose tant de problèmes.

Des vœux en ce sens ont été rédigés et méritent d'être examinés favorablement, ils vont dans le sens de notre expérimentation en matière de TramFret, récemment adoptée par le Conseil de Paris.

Nous avons donc ici un projet qui dépasse largement le seul cadre de la mobilité et qui nous entraîne sur un sujet plus vaste : la réappropriation des berges de Seine et de la Seine par les Parisiens, l'aménagement de ces berges et la qualité de vie "via" la qualité de service des lignes de transport en extérieur, au cadencement régulier et donnant sur un cadre exceptionnel.

La concertation prévue au début de l'année prochaine devra bien sûr soulever les questions qui se posent, notamment en termes d'accessibilité, de tarification, que sais-je ? Mais avec plus de 30 escales sur le bief parisien connectées au réseau, à l'horizon 2013, la Ville de Paris met la main aujourd'hui sur un des leviers essentiels pour moderniser et humaniser son territoire et son environnement.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Mme DATI était inscrite, elle n'était pas là tout à l'heure, mais je vous donne la parole.

Mme Rachida DATI, maire du 7e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, ce projet de création d'une navette fluviale, évidemment, peut apparaître, quand on lit le projet, extrêmement séduisant.

Toutefois, ce projet doit absolument obéir à un impératif qui est celui de l'utilité publique d'une part et de la rentabilité socio-économique.

Alors, dans le contexte actuel, non seulement de flambée de l'immobilier, de la crise économique et de la hausse sans précédent que l'on a de cesse de nous rappeler des impôts locaux, je ne suis pas certaine que les Parisiens apprécient encore de devoir financer un mode de transport, principalement destiné aux touristes et aux loisirs.

En effet, la configuration du projet d'extension de la navette fluviale Voguéo à l'ensemble du bief parisien comporte non seulement des arrêts qui ne seront pas identiques à l'aller et au retour, mais une vitesse commerciale très limitée réglementairement, ce qui risque évidemment d'être peu attractif pour les déplacements prioritaires, notamment pour ce qui concerne les trajets domicile travail.

C'est pourquoi il serait pertinent que les Parisiens puissent avoir une pleine connaissance de ces aspects financiers. Nous ne pouvons pas nous permettre de rééditer une expérience comme celle de Voguéo première version qui n'a pas été du tout probante, en engageant la collectivité pour une concession d'une durée prévisionnelle de 12 ans, des travaux d'un montant de 12 millions d'euros et une subvention annuelle d'au moins 15 millions d'euros, le tout pour un projet qui apparaît aujourd'hui totalement hasardeux.

J'ajoute simplement que ce n'est pas le projet de grand Voguéo qui palliera (je rejoins en ce sens l'intervention précédente) la fermeture des voies sur berges à la circulation automobile, ce n'est absolument pas crédible.

D'autre part, avant de créer de nouveaux services pour des usages liés à la détente, il nous semble peut-être impératif, c'est vraiment une demande forte des Parisiens, d'améliorer les transports du quotidien.

En effet, j'avais saisi Mme LEPETIT sur l'urgence de reconfigurer la ligne d'autobus 69 (je sais que Mme LEPETIT a donné une suite favorable, d'ailleurs, elle a saisi le S.T.I.F. et je l'en remercie), mais nous n'avons pas eu de réponse à ce jour.

La demande était assez simple puisqu'elle consiste à scinder la ligne 69 en deux afin d'éviter l'accumulation d'irrégularités au cours de son parcours. C'est pourquoi nous avons déposé un second vœu qui réclame des mesures extrêmement claires et finalement assez simples pour améliorer la régularité du bus n° 69.

Ces deux vœux sont simples, peu coûteux à réaliser, c'est pourquoi j'appelle effectivement, mes chers collègues, à adopter ces deux vœux.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Pour répondre à l'ensemble des intervenants, je vais donner la parole à Mme Annick LEPETIT, qui en profitera pour présenter le vœu de l'Exécutif remis sur table et pour donner la position de l'Exécutif sur les différents vœux qui viennent d'être présentés.

Madame LEPETIT ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Au vu du nombre d'intervenants et de vœux présentés, Voguéo passionne et je suis la première à m'en réjouir. Je remercie d'ailleurs l'ensemble des intervenants pour leurs propos, pour leurs propositions, pour leurs critiques aussi.

Après tout, nous n'étions pas si nombreux à nous battre il y a encore peu de temps, aux côtés du Maire de Paris et avec Pierre MANSAT, pour que le service Voguéo soit à la fois maintenu, mais aussi étendu et renforcé.

Nous y sommes, enfin presque, puisqu'il s'agit (vous l'avez tous dit, mais je le répète quand même) d'approuver les modalités de la concertation préalable, qui se déroulera en janvier et février 2012.

Je crois, en ce qui me concerne, dans la concertation. Toutes les communes concernées bien évidemment seront incluses dans cette concertation, qui sera menée par le S.T.I.F. Toutes les propositions seront écoutées et toutes les informations seront données.

En attendant, je dois dire que j'ai trouvé auprès des élus de certaines communes riveraines de la Seine et de la Marne des soutiens importants, comme Maisons-Alfort et son député-maire, les maires d'Ivry-sur-Seine et de Suresnes, entre autres. Nous avons été un certain nombre à souhaiter que Voguéo puisse devenir un vrai service public sur la Seine, sur la Marne.

Je n'ai jamais dit - et là je m'adresse particulièrement à Mme DATI, même si elle n'a pas été la seule à le souligner - et vous ne trouverez d'ailleurs aucune phrase de ma part sur cette question, que seul Voguéo serait un service de transport qui permettrait d'améliorer les conditions de déplacement sur les quais hauts de la Seine.

Tous les transports publics, particulièrement, doivent être développés. Ceux qui existent déjà doivent s'améliorer et ceux qui n'existent pas encore méritent que nous puissions les soutenir.

Voguéo, nous avons cette chance, a connu une expérimentation. C'est vrai nous étions quelques-uns à souhaiter que cette expérimentation puisse continuer. Cela n'a pas été possible et dans sa séance du 1er juin, le conseil du S.T.I.F. s'est engagé à ce que cette interruption soit assortie du lancement d'une procédure pour désigner un nouvel exploitant.

Avec un projet de transport fluvial beaucoup plus ambitieux devant s'étendre sur 13 communes, dont Paris dans sa totalité, du Val-de-Marne aux Hauts-de-Seine, qui nécessite bien sûr beaucoup de travail, beaucoup de réunions, nous sommes en train d'élaborer le cahier des charges qui va permettre de lancer la délégation de service public, nous l'affinons, et je compte encore une fois sur cette concertation pour justement l'affiner encore. Vous le savez, le service tel qu'il est aujourd'hui esquissé, comprendra trois lignes, une à l'Est, l'autre à l'Ouest et une troisième sur la partie centrale du bief de la Seine, en remplacement du service actuel Bateaubus.

Il comportera 31 escales dont une quinzaine dans Paris. Le délégataire devrait être désigné à l'été 2012, donc c'est très proche. Il faudra bien sûr réaliser les escales, construire une flotte de plus d'une trentaine de bateaux, qui seront très différents des bateaux que nous avons connus pour Voguéo première version, si je puis dire. Et nous avons aussi demandé et obtenu que le service soit opérationnel avant la fin 2013. Il s'intégrera bien entendu aux aménagements réalisés sur les voies sur berges, qui eux vont commencer dès l'été 2012.

Je voudrais peut-être répondre sur un certain nombre de vœux. Beaucoup sont très constructifs et je vous propose de les reprendre dans un vœu de l'Exécutif. D'autres, mais moins nombreux, témoignent d'une opposition systématique au projet de reconquête des berges. Je pense qu'il faut à un moment donné comme certains d'entre vous l'ont dit, aller de l'avant, cette reconquête des berges est souhaitée, est souhaitable, et de toute façon elle est en marche.

Je relèverai aussi peut-être de la part de M. TRÉMÈGE une certaine contradiction. Il souhaite à la fois que l'on augmente le nombre d'arrêts mais, en même temps, trouve que la dépense est trop élevée. Et puis bien sûr, je remercierai M. NAJDOVSKI, M. COUMET et M. MERCIER qui soulignent l'ambition de ce projet à laquelle bien évidemment beaucoup d'élus d'arrondissement mais aussi beaucoup d'élus de communes riveraines de la Seine sont associés.

Concernant le vœu de l'Exécutif, vous remarquerez qu'il reprend beaucoup de propositions faites à travers les neuf vœux qui ont été tous présentés, notamment la localisation des escales bien sûr, qui permet de favoriser l'intermodalité. Je pense également à la desserte des pôles d'activité et d'habitat qui sont situés le long du fleuve ; également, le fait que les escales doivent être localisées pour être en complémentarité avec les implantations logistiques existantes ou celles qui sont en cours de développement.

Concernant les bateaux, nous souhaitons plutôt une motorisation électrique. Et enfin, bien sûr, un cahier des charges qui à l'heure actuelle, encore une fois, je le dis car le document qui a été diffusé en même temps que la délibération, n'est pas le cahier des charges, ce cahier des charges n'est pas encore écrit, mais en tout ce cas, je peux assurer comme je l'ai fait auprès de Mme CUIGNACHE-GALLOIS et Mme DOUVIN en Commission, que les membres de la Commission seront bien évidemment étroitement associés à l'élaboration de ce cahier des charges, dès lors bien évidemment que le S.T.I.F. aura pu davantage travailler dessus.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup pour toutes ces réponses. Je vais me tourner vers les groupes pour vérifier s'ils maintiennent ou pas les vœux en contrepartie du vœu de l'Exécutif.

Christophe NAJDOVSKI, vœu retiré ? Je vous remercie.

Madame DOUVIN, Madame DATI, Monsieur TRÉMÈGE, les vœux de votre groupe sont-ils maintenus ou retirés ?

Mme Laurence DOUVIN. - Excusez-moi, vous n'allez pas vous en sortir comme cela, nous avons normalement pour chaque vœu rattaché trois minutes. C'est vrai que dans notre espace de cinq minutes, nous nous sommes avancés et avons proposé une partie des choses.

Néanmoins, on ne peut pas expédier cinq ou six vœux de cette manière, et je vais être amenée à faire une réponse par rapport aux vœux les uns après les autres. Il y en a certains que l'on retire et certains qu'on ne retirera pas. Je vais pouvoir m'en expliquer et Patrick TRÉMÈGE va compléter mon explication.

Je voudrais dire que le vœu n° 9 bis que vous présentez est un véritable copier-coller des nôtres.

D'une certaine manière, je m'en réjouis car je vois que le fond a été repris alors qu'il ne figurait pas dans le débat initial. D'une autre manière, je vois qu'il n'est fait nulle part mention des vœux déposés par notre groupe au départ. Je trouve qu'il s'agit donc d'une certaine mauvaise manière.

D'autre part, en ce qui concerne le fond des vœux, je passerai la parole à Patrick TRÉMÈGE sur le vœu n° 2.

Sur le vœu n° 3, nous sommes d'accord, cela correspond comme Mme LEPETIT vient de le dire, à l'avancée du projet et à sa communication en 3e Commission.

Sur le vœu n° 4, nous maintiendrons notre vœu, parce que nous pensons que le vœu n° 9 bis ne va pas suffisamment loin, nous demandons une conception d'escales et de bateaux qui permettent l'intermodalité, ceci ne se retrouve pas dans le vœu n° 9 bis.

Sur le vœu n° 5, les bateaux électriques, ceci y figure, nous le retirons.

Sur le vœu n° 6, nous le retirons également. La complémentarité est bien assurée.

Je crois que Mme DATI souhaite maintenir les vœux n° 7 et n° 8.

Donc je passerai maintenant la parole à Patrick TRÉMÈGE sur le vœu n° 2.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Si vous le voulez bien, c'est moi qui passerais la parole à M. TRÉMÈGE. Merci.

Monsieur TRÉMÈGE.

M. Patrick TRÉMÈGE. - Monsieur le Maire, je voudrais m'adresser à Mme LEPETIT, et le faire sans aucun esprit polémique car c'est pour faire vraiment avancer ce dossier.

Madame LEPETIT, je me suis sûrement mal exprimé mais jamais il n'a été dit dans ma bouche que la dépense était trop importante et que je souhaitais plus d'escales. Les escales, c'est très bien, et la dépense pourrait être plus élevée, Madame LEPETIT. C'est simplement pour optimiser la réussite du projet. C'est ce qui, au départ, manquait dans le projet : c'est l'optimisation financière.

Madame LEPETIT, encore une fois, reprenez mon exemple du touriste qui arrive de l'Est, qui s'arrête à Notre-Dame, puis qui s'arrêtera au Louvre, puis à Chaillot, puis à la Tour Eiffel, puis au Musée d'Orsay, etc. Si vous dissuadiez les cars de touristes de rentrer dans Paris et que vous fassiez en sorte de les obliger à s'arrêter sur un parking à Bercy, par exemple, là vous créez une escale où les touristes descendent de leur autocars - c'est un projet qui a été largement développé par mon ami d'ABOVILLE - à ce moment-là, vous amenez les touristes dans la navette.

Cela ne change rien et vous pouvez imaginer un partenariat entre les compagnies d'autocars et les compagnies de bateaux. Cela fait autant d'autocars en moins, et vous optimisez l'utilisation de ces bateaux. Cela me semble évident, facile, et en plus cela représente 3.000 autocars en moins pour le trafic de Paris. J'imagine qu'un certain nombre continuera de le faire.

Par conséquent, il est nécessaire de créer au Nord, au Sud, à l'Est, ou en tout cas à l'Ouest puisqu'on en a à l'Est, des parkings autocars. Acceptez au moins, dans le cadre du vœu que j'ai proposé, qu'il y ait une réflexion sur ce sujet. Je ne vous en demande pas davantage. Vous n'allez pas mettre en oeuvre la création de parkings d'un simple claquement de doigt. En tout cas, cela me semble intellectuellement tenir la route.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Cher collègue, je n'ai pas compris votre position sur le vœu n° 3. J'ai bien noté pour les autres. Est-il maintenu ou retiré ? Le vœu n°3 est retiré. Je vous remercie.

Je me tourne vers Mme CUIGNACHE-GALLOIS sur le vœu n° 9. Madame, est-il maintenu ou retiré ?

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - J'ai bien envie de maintenir mon vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - J'en prends acte.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - J'aimerais bien avoir une explication de vote, Monsieur, s'il vous plaît.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Pas sur un vœu que vous déposez, Madame. Je vous demande si vous le maintenez ou si vous le retirez. Si vous le maintenez, il est maintenu et nous passons au vote. Vous l'avez présenté tout à l'heure.

Madame LEPETIT, sur le vœu n° 2, y a-t-il un complément à faire ? Ou est-ce qu'on s'en tient à l'avis ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Si pour ménager, ce qui est normal, toutes les susceptibilités, il faut rajouter un considérant pour dire qu'il y a eu de nombreux vœux déposés et tout à fait intéressants, et que nous les reprenons, bien sûr pas dans leur totalité, je suis d'accord. En tout cas, Mme DOUVIN nous rend finalement hommage quand elle dit que c'est un "copié-collé", cela montre que nous avons justement, dans les considérants et dans les vœux proprement dits, tenu compte des arguments proposés dans les autres vœux.

S'il faut donc ajouter un considérant, même le premier d'ailleurs, sur le nombre et l'intérêt des vœux déposés dans le cadre de cette délibération, je suis prête à l'écrire pour que nous puissions voter le vœu de l'Exécutif dans une très belle unanimité. Ce serait fabuleux pour le service futur Voguéo, et bien évidemment pour l'ensemble des Parisiens, au-delà d'ailleurs des Parisiens.

Monsieur TRÉMÈGE, j'ai bien entendu votre exposé concernant les touristes. Il y a aujourd'hui des bateaux sur la Seine, qui sont pleins de touristes et ils ont la possibilité d'aller dans les lieux touristiques dont vous avez parlé.

S'ils utilisent, en plus des Parisiens ou des Franciliens, les navettes Voguéo pour faire du tourisme à Paris, à la place de monter dans des cars, je serai la première ravie. Ce que je veux dire, c'est qu'il existe déjà aujourd'hui, et il a existé avec Voguéo, des moyens pour un certain nombre de touristes de se déplacer par bateaux.

Nous allons le développer, mais sachez quand même que, dans notre esprit, le service Voguéo, que nous souhaitons développer, est d'abord et avant tout, bien évidemment, pour les riverains, pour les habitants, pour les Parisiens, pour les Franciliens. Mais rien n'empêche, bien au contraire, les touristes, qui viennent visiter nos beaux monuments, d'utiliser les bateaux sur la Seine, et notamment Voguéo.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci. Si j'ai bien compris, on rajouterait une référence dans les considérants aux différents vœux déposés. Est-ce cela la proposition ? Est-ce que cela vous convient, Madame DOUVIN ? Il faudrait que l'on puisse conclure.

Mme Laurence DOUVIN. - Bien sûr. Le fait d'introduire les considérants nous convient tout à fait. Mais nous allons bien sûr voter aussi sur les vœux qui sont maintenus. Nous sommes d'accord.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - D'accord.

Nous passons donc au vote sur les différents vœux.

Le vœu n° 1 est donc retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 2 avec un avis défavorable de l'Exécutif, même si les considérants font écho à l'esprit du vœu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Le vœu n° 3 est retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 4 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Le vœu n° 5 est retiré.

Le vœu n° 6 est retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 7 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 8 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 9 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 279).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 210 ainsi éclairé par le vœu de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DVD 210).

Je vous remercie.

2011, DVD 198 - Subvention pour l'achat de cyclomoteurs électriques et de vélos à assistance électrique pour les Parisiens, les commerçants, artisans, réparateurs, coursiers et livreurs ainsi que les professionnels de soins à domicile dont l'activité s'exerce à Paris.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'extension de la subvention pour les scooters de plus de 50 cm3.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DVD 198, sur lequel Mme Laurence DOUVIN, Mme Fabienne GIBOUDEAUX et Mme Pauline VERON sont inscrites. Annick LEPETIT vous répondra.

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

C'est le projet de délibération sur la subvention pour l'achat de cyclomoteurs électriques et de vélomoteurs à assistance électrique.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est un vœu que nous avons déposé en liaison avec cette délibération. Ce vœu est relatif à l'extension de la subvention existante, qui est aujourd'hui valable pour les deux ou trois-roues électriques de cylindrée inférieure à 50 centimètres cubes.

Nous souhaitons, étant donné que le terme cyclomoteur ne recouvre que les engins de cylindrée inférieure ou égale à 50 centimètres cubes, que cette disposition soit étendue parce que si les scooters de plus de 50 centimètres cubes électriques sont aujourd'hui peu nombreux, car ils sont chers, leur intégration dans le dispositif améliorerait la visibilité de la subvention qui est offerte.

Il est évident que nous souhaitons que cette subvention soit, bien entendu, limitée à 400 euros T.T.C., ce qui est le cas aujourd'hui, mais que le champ d'application soit ouvert aux deux ou trois-roues de plus de 50 centimètres cubes.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Fabienne GIBOUDEAUX ?

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Pour notre groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés", cette délibération est l'occasion de rappeler l'importance que nous avons toujours accordée à la promotion de l'usage du vélo dans notre ville. Pour les déplacements urbains individuels, le vélo répond aux aspirations des Parisiens, à une nouvelle urbanité, celle de la proximité et de la convivialité.

Le vélo à assistance électrique possède aussi d'immenses possibilités logistiques. Nous étions intervenus dès mars 2009 pour demander l'élargissement du dispositif de subventions en faveur du scooter au vélo à assistance électrique. Après le dépôt d'une première délibération de notre groupe en mai 2009, nous avons pu enfin en septembre 2009 voter à l'unanimité une délibération qui permet aujourd'hui de subventionner l'achat d'un vélo à assistance électrique à hauteur de 25 %, dans la limite de 400 euros.

La délibération d'aujourd'hui s'inscrit dans une politique plus générale pour le développement du vélo à Paris. En portant à 800 kilomètres le réseau d'aménagement cyclable d'ici 2020, en poursuivant la réalisation des double-sens cyclables, en expérimentant les tourne-à-droite aux feux pour les cyclistes, en créant plus de 1.000 places de stationnement sur voirie par an entre 2010 et 2014, mais aussi en créant et accompagnant les initiatives favorisant l'apprentissage, l'information, l'incitation à l'usage du vélo, notre collectivité se donne les moyens d'atteindre l'objectif d'un doublement de la pratique du vélo d'ici 2020.

Après avoir reconnu le bien-fondé du soutien à l'utilisation du vélo électrique, nous nous félicitons d'examiner aujourd'hui une délibération qui vient consolider et amplifier son usage. Elargir à d'autres professions le bénéfice de cette subvention vélo électrique est une très bonne initiative. Elle est particulièrement pertinente pour le transport de marchandises.

En effet, ce que l'on nomme le "dernier kilomètre" représente 20 % du coût de logistique pour la livraison d'une marchandise. Ce "dernier kilomètre" est celui qui génère proportionnellement le plus de nuisances, de pollution atmosphérique et d'encombrement de l'espace public. Pour une part très importante de la livraison finale, le vélo électrique constitue d'ores et déjà une solution optimale pour le client et surtout pour les citadins. Il produit infiniment moins de nuisances que les véhicules thermiques, tout en ayant un taux de livraisons effectives proche de 100 %, pour un taux d'échec des véhicules thermiques proche de 6 %.

Que ce soit pour les déplacements individuels ou professionnels, le vélo et le vélo électrique constituent la meilleure alternative à l'automobile et au deux-roues motorisé. Ces derniers, estimés à 120.000 en agglomération parisienne et dont le parc s'accroît en moyenne de 15 % par an, remplacent la pollution automobile par une autre pollution, sans compter les nuisances sonores et une accidentologie aggravée.

Il convient de rappeler que la distance de la plupart des déplacements urbains reste inférieure à 5 kilomètres, c'est-à-dire une distance sur laquelle l'utilisation du vélo est particulièrement appropriée.

Après plus de deux années de mise à disposition de cette subvention, nous aimerions disposer d'un bilan chiffré et détaillé : combien de subventions ont été accordées et de quelle manière elles se répartissent entre les scooters et les vélos.

Enfin, la politique cyclable que nous voulons mener ne peut être complète si l'on n'accompagne pas les mesures : par la création de places de stationnement suffisantes. Si nous voulons inciter les Parisiens à l'usage du vélo, nous ne pouvons nous arrêter au subventionnement à l'achat. Ce type de vélo est onéreux, donc précieux et convoité. A hauteur de 1.500 euros en moyenne le vélo, on réfléchit à deux fois pour remplacer un vélo à assistance électrique. Or, le vol est courant et se développe de plus en plus. Ce dispositif doit donc être accompagné par la création d'emplacements sécurisés pour les vélos à assistance électrique comme pour les vélos classiques.

Pour développer la livraison en vélo électrique, l'existence de plates-formes de logistique en centre ville est essentielle. La Ville doit continuer à apporter son soutien à leur création.

Pour conclure, nous incitons vivement notre Municipalité à prolonger ces dispositifs après novembre 2012, car changer les modes de déplacement, les habitudes et les mentalités demande de la constance dans l'affirmation des choix municipaux.

Il est nécessaire, enfin, de développer l'information, au-delà des magasins de cycles et de motocycles, pour que cela devienne une vraie incitation à l'usage de ces véhicules.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Nous poursuivons avec Pauline VERON.

Mme Pauline VERON. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, je souhaite saluer le succès de la subvention que la Ville attribue pour l'achat de cyclomoteurs et de vélos électriques depuis 2009. Compte tenu de son succès, la Ville propose aujourd'hui de l'étendre. En effet, cette aide participe de la politique de promotion de l'usage du vélo à Paris, avec d'autres mesures, comme la création de pistes cyclables, d'itinéraires cyclables, de contresens dans les zones 30, la création de places de stationnement sur la voirie et, bien sûr, le système Vélib'.

La Ville incite aussi, par cette aide, les Parisiens à opter pour un cyclomoteur électrique plutôt que thermique.

Par cette délibération, il est proposé de fusionner les deux aides avec une date commune de fin fixée à novembre 2012 et d'étendre les bénéficiaires à d'autres catégories professionnelles, comme les professionnels de soins à domicile, les coursiers, les livreurs, afin d'inciter ces professions à utiliser ces deux-roues électriques et même des triporteurs électriques.

Les deux-roues électriques sont particulièrement adaptés à notre Capitale, ville dense et peu étendue, d'où le succès de cette aide.

De plus, le cyclomoteur électrique et le vélo à assistance électrique, c'est, bien sûr, une limitation des gaz à effet de serre mais surtout, d'une part, un gain en termes d'émissions sonores et, d'autre part, une conduite plus apaisée, ce qui est particulièrement important ; j'y reviendrai tout à l'heure.

Les deux-roues électriques, c'est aussi économiquement intéressant, au regard des prix du carburant.

La Ville fait beaucoup pour les deux-roues en général, principalement pour les vélos - je n'y reviendrai pas, j'ai évoqué tout à l'heure les mesures qui sont prises - mais aussi pour les cyclomoteurs électriques, par cette délibération.

Mais je voudrais évoquer également les cyclomoteurs thermiques, pour lesquels la Ville crée de nombreuses places de stationnement afin de libérer et de désencombrer les trottoirs mais aussi tout simplement d'offrir une solution satisfaisante pour se garer.

Compte tenu de la politique menée en faveur également des cyclomoteurs thermiques, à travers cette politique de stationnement, je voudrais, à l'occasion de cette délibération, attirer l'attention notamment de la Préfecture de police sur le comportement des usagers de deux-roues thermiques. En effet, si beaucoup est fait aujourd'hui pour améliorer leur sécurité, compte tenu de leur particulière vulnérabilité, il me semble indispensable aujourd'hui d'entreprendre une campagne de sensibilisation de ces conducteurs sur le danger qu'ils représentent pour les usagers de l'espace public plus vulnérables qu'eux. C'est toute la réflexion qui est menée dans le cadre de ce que l'on a appelé à un moment donné "le code de la rue".

En effet, le nombre toujours plus important de motos et de scooters qui circulent sur les trottoirs, la conduite parfois agressive dont ils peuvent faire preuve, apparemment pour gagner quelques minutes de trajet, est une situation inquiétante qui prend aujourd'hui de l'ampleur à Paris. Cette sensibilisation des conducteurs de deux-roues motorisés thermiques, au-delà de la verbalisation, par exemple, par une campagne de communication de la Préfecture de police, il me semble, compléterait utilement la politique de la Ville en faveur des deux-roues.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre aux trois intervenantes, Annick LEPETIT qui en profitera pour donner le sentiment de l'Exécutif sur le vœu n° 10 de l'U.M.P.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

En effet, comme cela a été souligné par les précédents intervenants, il s'agit d'unifier les deux dispositifs que nous avons mis en place pour aider les Parisiens et certains professionnels à acquérir des cyclomoteurs électriques ou des vélos à assistance électrique, avec une date fixée au 2 novembre 2012.

Ce dispositif va donc être réactualisé et il nous permet, comme l'a dit d'ailleurs Fabienne GIBOUDEAUX, de poursuivre mais aussi d'amplifier notre action.

Juste quelques exemples.

Nous allons mettre en place, à travers Autolib', un réseau de bornes de recharge très dense, puisque 250 bornes sur voirie seront accessibles aux véhicules particuliers. Bien évidemment, ce réseau constituera un levier et pourra, je l'imagine, je l'espère en tout cas, convaincre davantage de Parisiens d'acquérir un deux-roues électrique.

D'autre part, nous élargissons la liste des bénéficiaires à de nouvelles catégories professionnelles, notamment les professionnels de la livraison de proximité, les coursiers, les professionnels du soin à domicile.

Cela s'inscrit en cohérence avec le travail sur la nouvelle charte marchandise que nous avons engagé avec les professionnels du secteur, et dont j'espère que la signature se fera… Allez ! j'annonce une date, parce qu'il faut toujours annoncer des dates même si elles sont proches, pour que les choses se fassent vraiment… une signature avant la fin de l'année 2011.

L'un des objectifs de cette charte est de développer davantage l'usage des véhicules électriques pour des livraisons de proximité, et cela répond à l'expression d'un certain nombre d'orateurs sur cette délibération. Les livraisons de proximité, celles dites du dernier kilomètre.

Enfin, je voudrais répondre à Fabienne GIBOUDEAUX, qui demandait à juste titre le bilan du nombre de subventions alloué. Ce bilan est globalement satisfaisant, très satisfaisant pour les vélos à assistance électrique, puisque le nombre de subventions est de 4.050.

En revanche, il est beaucoup moins satisfaisant pour les cyclomoteurs électriques puisque le nombre de subventions accordé est de 280.

Bien sûr, nous aurions souhaité pour les cyclomoteurs électriques des résultats plus probants. Nous allons poursuivre, mais je voudrais dire à ce stade que je regrette que la subvention qui avait été mise en place par l'A.D.E.M.E., une subvention de 400 euros concernant les cyclomoteurs électriques, se soit arrêtée en décembre 2008 et que malgré notre demande réitérée à plusieurs reprises, le Gouvernement n'ait pas mis en place une nouvelle subvention. Je pense particulièrement à l'aide aux constructeurs. Ce qui pose problème sur les cyclomoteurs électriques, c'est que nous en avons très peu et que les constructeurs, visiblement, notamment européens, sont extrêmement peu nombreux. Je pense qu'il conviendrait que l'État puisse inciter les constructeurs à prendre des initiatives sur le développement de la filière du deux-roues électrique.

Concernant le vœu de Mme DOUVIN, j'émets un avis défavorable. Nous nous sommes nous-mêmes posés la question qui est inscrite dans ce vœu, et il n'existe quasiment pas à l'heure actuelle de modèle de scooter électrique sur les plus grosses cylindrées, ou alors à des prix extrêmement élevés.

Je crois encore une fois, plutôt que de donner une subvention à l'acheteur, qu'il vaut mieux aider le constructeur, et cela est du ressort de l'État.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous pouvons passer au vote.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 10 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 198.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DVD 198).

2011, DVD 93 - Signature de l'avenant n° 1 à la convention de concession avec la société "Vinci Park France" pour la modernisation et l'exploitation du parc Bac Montalembert (7e).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DVD 93 relatif à un avenant n° 1 à la convention avec la société "Vinci Park France" pour le parc Bac Montalembert.

Mme DATI est inscrite, et Mme LEPETIT lui répondra.

Mme Rachida DATI, maire du 7e arrondissement. - Je serai brève. Nous avons déjà eu l'occasion d'examiner le renouvellement de la concession du parking en mai 2009, et l'Assemblée avait adopté un vœu du 7e arrondissement qui demandait un accès meilleur pour les personnes à mobilité réduite.

C'est vrai qu'un travail important a été fait en partenariat entre le concessionnaire, l'architecte des Bâtiments de France, la Ville de Paris et la mairie du 7e. On a été totalement satisfait, je le dis, Madame LEPETIT, du travail qui a été fait en commun, et chacun a d'ailleurs démontré son sens de l'intérêt général.

Simplement, on a un petit souci : on regrette toujours que la Ville de Paris n'ait pas souhaité adapter la politique tarifaire, qui lèse les usagers des parcs de stationnement, et donc n'incite pas à leur usage. C'est le point de désaccord que nous avions. En effet, on découpe le temps de stationnement par tranches d'une demi-heure. Il est donc moins intéressant de stationner en souterrain qu'en surface, où l'unité tarifaire est finalement au quart d'heure.

Les automobilistes, y compris ceux qui ont des voitures propres, ou qui ne sont pas forcément propriétaires dans la durée de leur véhicule, paient pour un service non rendu. Cela nous apparaît totalement inéquitable.

C'est pour cela que nous sommes pour l'instant contre cette délibération alors que nous avons été favorables à l'unanimité au départ. On a eu ce petit point de désaccord sur la politique tarifaire. On préférerait qu'en surface comme en souterrain, nous ayons la même politique tarifaire.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Annick LEPETIT ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je ne serai pas longue moi non plus sur cette délibération, d'autant qu'on a déjà eu l'occasion d'en parler. Je regrette simplement que le Conseil du 7e arrondissement ait voté contre. C'est dommage dans la mesure où vous aviez souhaité, comme vous l'avez souligné, Madame DATI, que ce parking soit modernisé.

Finalement, si j'allais au bout de votre logique, je me dirais que, moi aussi, je ne vais pas la voter et ce serait dommage parce qu'on refuserait un ascenseur aux personnes à mobilité réduite. Je ne crois pas que ce soit votre souhait, Madame DATI.

Mais quelquefois, il faut faire preuve d'un peu de responsabilité par rapport aux délibérations, surtout quand elles concernent votre arrondissement. Je trouve cela dommage, sous prétexte que nous ne pouvons pas faire de la découpe à la minute en termes de paiement horaires dans les parkings… peut-être qu'un jour, la modernisation des paiements permettra d'aller plus loin, mais pour le moment ce n'est pas le cas.

Je trouve dommage que vous ayez voté contre ce projet de délibération.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 93.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DVD 93).

2011, DVD 138 - Lancement et signature des marchés de travaux de signalisation lumineuse tricolore sur les voies ouvertes à la circulation publique sur le territoire de la Ville de Paris (2 lots).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Le projet de délibération DVD 138 porte sur des travaux de signalisation lumineuse tricolore.

Mme DREYFUSS est inscrite. Mme Annick LEPETIT lui répondra.

Mme Laurence DREYFUSS. - Je profite de ce projet de délibération, qui porte sur le lancement d'une consultation pour la réalisation de travaux de signalisation lumineuse tricolore à Paris en deux lots, et dont le lot n° 1 comporte entre autres le 16e arrondissement et les voies sur berges, pour avoir des précisions sur le calendrier des travaux de la mise en place du feu tricolore situé sur la rive droite entre le Musée d'Art moderne et la passerelle Debilly.

Merci, Monsieur le Maire.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

Annick LEPETIT ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - C'est une délibération assez technique puisqu'il s'agit d'un marché à bon de commande pour la pose et la réparation des signalisations lumineuses tricolores.

Le montant indiqué correspond à des montants inscrits au P.I.P.P. au titre de diverses opérations d'aménagement. Il s'agit des aménagements rue Cardinet, avenue de Clichy, rue de Rennes, sur les Grands Boulevards, et bien évidemment, l'opération des voies sur berges.

Concernant le calendrier des voies sur berges, la mise en place des feux rouges sera effectuée dans la première phase des travaux, même un peu avant l'été 2012, et je pense que ces feux seront posés à partir du mois de mai, juin au plus tard.

Je précise que ce marché permettra aussi, c'est important, de faire des opérations d'entretien, de réparation, de sécurité pour les feux rouges déjà existants et de remplacer un certain nombre d'entre eux dans les carrefours des arrondissements parisiens.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 138.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DVD 138).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'allongement des horaires de circulation du métro.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés a déposé le vœu n° 11 relatif à l'allongement des horaires de circulation du métro.

C'est M. Gilles ALAYRAC qui nous le présente dans la minute règlementaire. Mme Annick LEPETIT lui répondra.

M. Gilles ALAYRAC. - La ligne 14 du métro est entièrement automatisée. La ligne 1 commence à l'être et le sera complètement d'ici un an.

Les conditions sont maintenant réunies pour engager une réflexion sur l'allongement des horaires de circulation des métros 1 et 14 les soirs de week-end. Nous demandons une étude, et cette volonté d'offrir aux usagers une offre de transports publics nocturnes est celle d'ailleurs des radicaux de gauche depuis 2001.

Avec le groupe socialiste et radical de gauche, nous souhaitons maintenant reprendre les engagements successifs des majorités de gauche, à Paris et au sein de la Région, pris devant les électeurs en 2008 et 2010. Ceci nous le faisons en ayant à l'esprit les besoins et les intérêts des Parisiens et des Franciliens, qu'ils soient travailleurs, visiteurs de nuit, visiteurs ou simplement fêtards.

L'extension du métro jusqu'à 2 heures du matin a été probante, allons donc au-delà, toute la nuit, les vendredis et les samedis sur les lignes 1 et 14.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - La parole est à Mme Annick LEPETIT pour répondre.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - J'émets un avis favorable à ce vœu déposé par Gilles ALAYRAC, Laurence GOLDGRAB, Jean-Bernard BROS et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés puisqu'il s'agit bien évidemment de poursuivre le service de transports publics au-delà des heures qui sont déjà bien avancées par rapport à ce qui existait il y a encore quelques années.

Il faut toujours poursuivre nos efforts. Pour cela, bien entendu, il faut demander, et nous le ferons, au S.T.I.F. de lancer une étude, ce serait d'ailleurs très intéressant que nous puissions à travers cette étude savoir aussi quel est l'impact réel financier pour déterminer si c'est moins cher de faire rouler toute la nuit une ligne automatique qu'une ligne conduite par des conducteurs, par des cheminots.

Je suis certaine que l'ensemble du Conseil de Paris sera attentif dès lors que le S.T.I.F. aura fait cette étude et je ne manquerai pas, Monsieur le Maire, si vous en êtes d'accord, de venir la présenter ici.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Un rendez-vous est pris.

Je mets aux voix, à main levée, ce vœu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 280).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à un débat public sur l'avenir de la Petite Ceinture.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons le vœu n° 12 déposé par le groupe E.E.L.V.A., qui porte sur l'organisation d'un débat public sur l'avenir de la Petite Ceinture.

C'est M. Yves CONTASSOT qui nous le présente en une minute, et Mme Annick LEPETIT lui répondra en présentant le vœu n° 12 bis déposé par l'Exécutif.

M. Yves CONTASSOT. - Nous avons souhaité déposer un vœu parce que l'avenir de la Petite Ceinture est en débat depuis fort longtemps, près d'une dizaine d'années au sein de notre Municipalité et nous savons à quel point cette Petite Ceinture est l'objet d'enjeux extrêmement divers qui peuvent aller depuis la préservation de la biodiversité, et nous aurons l'occasion d'en reparler demain matin, jusqu'à certains projets immobiliers par ailleurs.

Il nous semble important qu'il y ait un débat autour de cet avenir, qu'il ne soit pas simplement limité évidemment aux seuls décideurs, la Ville d'un côté, R.F.F. de l'autre, mais que l'on puisse en faire un vrai enjeu d'avenir de Paris. C'est donc pourquoi nous avons souhaité qu'il y ait un débat public.

Nous avons vu le vœu de l'Exécutif qui propose de travailler avec un outil qui nous paraît intéressant, qui est la conférence de consensus et donc nous allons donner notre accord au vœu de l'Exécutif en substitution à notre vœu. Je demanderai juste que l'opération soit bien copilotée par l'ensemble des trois adjointes, en l'occurrence celles chargées des transports, de l'urbanisme et des espaces verts car les enjeux concernent ces trois délégations, nous semble-t-il.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Annick LEPETIT a la tâche simplifiée, Yves a déjà donné la réponse.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Bien sûr, je salue d'ailleurs ces propositions concernant la petite ceinture, parce que le devenir de cette petite ceinture ferroviaire nous préoccupe.

Nous avons été nombreux en tant qu'élus d'arrondissement depuis pas mal d'années pour les plus vieux d'entre nous, je pense même avant 2001, à interpeller R.F.F. pour qu'il y ait davantage d'entretien, à la fois sur les talus mais aussi concernant les gares qui pour beaucoup d'entre elles ont été laissées à l'abandon.

Je me félicite que sur certaines portions, la Petite Ceinture évolue comme cela a été le cas déjà dans un certain nombre d'endroits, grâce aux associations, aux élus qui soutiennent tous les projets dès lors que c'est possible. Mais à chaque fois c'est vrai qu'il faut de nombreuses négociations avec R.F.F. pour que l'on puisse se servir un peu de cette Petite Ceinture à des fins de promenade ou de jardins partagés.

Je tiens à dire que le vœu de l'Exécutif que je présente a reçu l'accord de mes collègues Anne HIDALGO, en charge de l'urbanisme, première adjointe au Maire de Paris, et Fabienne GIBOUDEAUX. L'important est que nous puissions travailler sur l'ensemble de cette Petite Ceinture, pour que R.F.F. enfin accepte de négocier sur un certain nombre de tronçons qui concernent certains arrondissements, sur d'autres il souhaite garder la main dans l'hypothèse future de voir rouler des trains.

Là où nous pouvons négocier et avancer avec R.F.F. faisons-le dans le cadre qui est proposé à travers ce vœu, qui me semble un cadre intéressant, qui peut faire émerger en plus beaucoup d'autres propositions et nous pourrons consacrer l'année 2012 à ce travail, aux discussions publiques avec nos concitoyens, avec les nombreuses associations qui sont engagées sur beaucoup de projets, et ce travail nous le mènerons bien évidemment en étroite relation avec R.F.F. et sous la houlette de l'Exécutif de la Ville de Paris. Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je prends acte du retrait du vœu n° 12.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 281).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'apposition de la dénomination "Place du 8 février 1962" à la station de métro Charonne.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Le groupe PC/PG a déposé le vœu n° 13 proposant de dénommer place du 8 février 1962, la station de métro Charonne.

C'est M. Alexis CORBIÈRE qui nous le présente, et Mme Annick LEPETIT lui répondra.

M. Alexis CORBIÈRE. - Je le présente, mais Catherine VIEU-CHARIER est pour beaucoup aussi dans ce vœu comme l'ensemble de notre groupe, groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, je suis du parti de gauche mais mes amis communistes seront sensibles à ce vœu, car cette manifestation qui fait partie de notre histoire nationale, du 8 février 1962, connue comme les événements de Charonne, a particulièrement marqué des militants qui étaient adhérents du parti communiste français ou avaient un engagement dans l'organisation syndicale C.G.T.

Cette manifestation, qui se situe dans les derniers mois de la guerre d'Algérie, un mois après les accords d'Évian, se soldera par un drame, une répression policière qui amènera à ce que 9 personnes dont 8 ont succombé directement dans l'enceinte de la station, perdront la vie du fait de la répression menée par les forces de police.

Cet événement avait beaucoup marqué la gauche française et l'ensemble de nos concitoyens et une grande manifestation de plus d'un demi-million de personnes avait répondu à ce drame. Cela a marqué l'histoire de France et c'est pourquoi nous souhaitons que dans cette station Charonne soit ajouté, de la même façon que nous le faisons à d'autres endroits, la dénomination "place du 8 février 1962", afin que cet événement tragique ne soit pas oublié, merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Annick LEPETIT pour la réponse.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci.

J'émets un avis favorable à ce vœu bien sûr. Il y a déjà une plaque commémorative qui rappelle les événements du 8 février 1962 installée dans la station Charonne. Le vœu va plus loin puisqu'il souhaite compléter le nom de la station Charonne par "Place du 8 février".

Je saisirai la R.A.T.P. à la suite du vote de ce vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Parfait, merci.

Je mets aux voix, à main levée, ce vœu avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 282).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la sécurité routière dans le 20e.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Le vœu n° 14 a été déposé par nos collègues Pierre MANSAT, Danielle SIMONNET et leur groupe. Il porte sur la sécurité routière dans le 20e arrondissement.

Mme Danielle SIMONNET le présente en une minute, Mme Annick LEPETIT lui répondra.

Mme Danielle SIMONNET. - Il s'agit d'un vœu, mes chers collègues, adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

Vous savez que le Conseil régional d'Ile-de-France va bientôt complètement redéfinir sa politique de sécurité routière via un rapport cadre qui devrait être voté début 2012 et nous demandons à travers ce vœu que la Ville de Paris intervienne auprès du Conseil régional afin que les sites des carrefours Martin-Nadaud - Gambetta - Rondeaux - Bidassoa et Gambetta - Tourelles soient intégrés au nouveau programme d'investissements régionaux qui seront définis dans le cadre de la nouvelle politique de sécurité routière, étant donné que ces carrefours sont très dangereux à traverser, qu'ils sont empruntés par de nombreux enfants qui se rendent dans leurs établissements scolaires et qu'ils ne sont pas équipés pour l'instant de signalisation tricolore.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je profite de ce vœu pour donner des informations à l'ensemble du Conseil de Paris, qui concernent ces aménagements.

C'est vrai que la Région cofinance chaque année des aménagements de sécurité routière, mais ces aménagements, il faut le savoir, sont éligibles à des subventions au taux maximum de 50 % du montant hors taxes. Les aménagements de sécurité routière qui sont soumis à la subvention régionale doivent d'abord être inscrits en dépense au budget d'investissement de la Ville de Paris.

Pour l'année 2012, le projet de budget d'investissement localisé pour le 20e arrondissement ne propose pas l'inscription des travaux d'aménagement des carrefours évoqués dans ce vœu.

Néanmoins, j'entends cette proposition et nous programmons, avec bien sûr l'accord des élus du 20e arrondissement et particulièrement celui de sa maire, les crédits nécessaires à la réalisation de ces aménagements au budget 2013. C'est pourquoi je souhaiterais que ce vœu soit retiré.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Madame Danielle SIMONNET ?

Mme Danielle SIMONNET. - Nous aurions par ailleurs préféré que cet engagement figure dans un vœu de l'Exécutif, mais nous saluons cet engagement pour 2013 et nous retirons notre vœu.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Le vœu n° 14 est donc retiré.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux flux de circulation rue de l'ingénieur Robert Keller.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous terminons pratiquement l'examen de la 3e Commission avec le vœu n° 15 déposé par le groupe U.M.P.P.A.

C'est M. Jean-Baptiste MENGUY qui va nous le présenter, il porte sur les flux de circulation rue de l'ingénieur-Robert-Keller.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu porte effectivement sur la rue de l'ingénieur-Robert-Keller, compte tenu de l'emprise du chantier Beaugrenelle qui impacte évidemment sur l'environnement quotidien.

Nous sommes allés régulièrement voir les habitants et les riverains qui souffrent de ce chantier avec Philippe GOUJON et Jean-François LAMOUR et je crois important de pouvoir essayer de régler au mieux les aléas de ce chantier qui, évidemment, ne nous satisfait pas.

Compte tenu des flux de circulation de ce quartier et des problématiques liées au chantier, le vœu demande à ce que des études puissent être faites pour améliorer les choses, puisque la rue de l'ingénieur-Robert-Keller est désormais utilisée de façon excessive, qu'il y a d'autres flux de circulation certainement possibles et que nous souhaitons des réponses concrètes, donc quant à la faisabilité d'autres flux de circulation avec l'implantation d'indicateurs et de panneaux à cette fin.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

J'émets un avis défavorable sur ce vœu qui parle de la situation des flux de circulation durant le chantier du centre commercial Beaugrenelle qui a commencé il y a quelques semaines dans la rue Keller.

Comme pour l'ensemble des chantiers dits privés, la Direction de la Voirie et des Déplacements veille à la bonne tenue du chantier et surtout au respect des flux, notamment les flux piétons.

Une étude de circulation a été menée, elle a été présentée au maire du 15e arrondissement. Sur la rue de l'Ingénieur Keller, on voit qu'il est prévu une augmentation d'à peine 200 véhicules par heure sur la semaine, ce qui ne représente pas une surcharge de trafic particulièrement importante.

Enfin, les véhicules qui aujourd'hui, en phase de chantier, veulent rejoindre le quai, n'empruntent pas cette voie de desserte, qui plus est avec la fermeture de la contre-allée à la circulation.

Enfin, comme vous le savez, la rue sera à terme réaménagée pour bien évidemment améliorer l'espace public et notamment son partage et la possibilité pour tous de s'y déplacer.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Monsieur MENGUY, un mot avant de passer au vote ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Juste un mot.

Je prends acte de l'étude qui a été faite avant l'étude préalable, seulement, là, nous sommes confrontés à un principe de réalité : en allant sur le terrain, en rencontrant les riverains qui vivent les choses tous les jours et en regardant ce qu'il se passe, on constate évidemment les limites de cette étude et nous demandons que cette étude soit refaite ou actualisée, compte tenu de la réalité du terrain. Entre la théorie et ce qui se passe vraiment en pratique, il y a un "gap" qu'il convient de combler.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Madame LEPETIT ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Monsieur le Maire, je ne peux pas m'empêcher, quand j'entends M. MENGUY nous dire qu'entre la théorie et la pratique il y a un "gap", de considérer que dans vos propos (pas les vôtres personnellement, mais dans ceux de votre groupe), il y a beaucoup de "gaps".

A chaque fois, vous nous demandez toujours des études supplémentaires. Celles qui ont été faites ne vous satisfont jamais, comme si les études étaient gratuites.

Vous ne pouvez pas passer votre temps, comme encore dernièrement votre président de groupe, à systématiquement mettre le Maire devant ses responsabilités et lui dire qu'il dépense trop, pour sans arrêt, à travers vos vœux ou vos interventions, nous demander toujours plus.

Il va falloir là aussi un peu de responsabilité. J'entends bien et je comprends, parce que c'est le cas de tous les riverains, ceux du 15e comme ceux d'ailleurs, que les travaux sont extrêmement pénibles, le temps des travaux, c'est vrai, mais c'est aussi le travail des élus d'arrondissement, des élus de proximité et bien sûr encore plus le nôtre, les élus de l'Exécutif, que de faire patienter nos concitoyens et de leur parler de l'après travaux, plutôt que de les conforter sans arrêt, dès qu'il y a le moindre problème.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - On ne va pas aller plus loin sur ce débat. Je vous ai redonné la parole au-delà du règlement, on arrête là.

Je vous ai entendu, je viens de vous répondre, vous êtes déjà intervenu en dehors de la présentation du vœu, on ne va pas en rajouter.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 15 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

2011, DVD 205 - Signature d'une convention de financement avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie et l'Ecole Nationale Supérieure des Techniques Avancées (ENSTA Paris Tech) d'une thèse portant sur le projet d'expérimentation de mise en place d'une Zone d'Actions Prioritaires pour l'Air.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DVD 205, sur lequel Mme Laurence DOUVIN est inscrite.

Je lui donne la parole, Mme LEPETIT et M. BAUPIN lui répondront.

Mme Laurence DOUVIN. - Mes chers collègues, nous avons depuis le début du débat sur les Z.A.P.A. affirmé tout notre intérêt pour ce projet, puisqu'il répond à l'initiative lancée par le Gouvernement dans le cadre du Grenelle.

En effet, améliorer la qualité de l'air dans les zones où elle ne répond pas aux exigences de santé publique, en particulier dans les zones de forte concentration urbaine, est pour nous un objectif prioritaire.

Parmi les outils susceptibles de converger vers cet objectif figurent les Z.A.P.A. C'est la raison pour laquelle mon groupe a demandé, depuis que la candidature de Paris a été déposée et acceptée, à être associé à la définition du projet.

Une étude de faisabilité est en cours, nous le savons, la thèse qui fait l'objet du projet de délibération qui nous est soumis fait partie de ce dispositif.

Nous en approuvons donc le principe.

D'autres organismes y participent, AIRPARIF et l'A.P.U.R. par exemple. Bien sûr, une étude fine sur l'impact économique et social d'une mesure de restriction à la circulation de véhicules, quelle que soit son ampleur, est absolument indispensable. On touche là, évidemment, à un domaine aux fortes conséquences, individuelles et collectives.

Les termes de cette délibération appellent de notre part plusieurs questions.

A quelle échéance l'étude de faisabilité doit-elle être terminée ? La durée de la convention pour la thèse en question est de trois ans, ce qui nous semble fort long.

D'autre part, deuxième question : quelle est la zone d'étude retenue ? Le territoire concerné est théoriquement limité à la Ville de Paris mais qu'en est-il de fait, étant donné qu'une telle mesure ne peut évidemment être restreinte à nos 104 kilomètres carrés.

Y a-t-il des contacts avec Plaine Commune, autre terrain proche d'une expérimentation semblable à la nôtre ?

Nous ne disposons pas d'éléments de réponse à ces questions, qui sont pourtant essentielles. C'est la raison pour laquelle nous demandons une communication d'un suivi de cette opération, ainsi que la tenue régulière de points d'information, qui pourraient se faire, par exemple, dans le cadre de la 3e Commission, comme pour Voguéo, ce que nous venons de voter, sachant que les commissions sont ouvertes à tous les conseillers de Paris qui seraient intéressés.

Je vous remercie donc par avance de répondre à ces questions.

(M. Christian SAUTTER, adjoint, remplace M. François DAGNAUD au fauteuil de la présidence).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame DOUVIN.

Je donne la parole successivement la parole à Mme LEPETIT ou à M. BAUPIN, dans l'ordre que vous voulez.

Alors, Monsieur BAUPIN.

M. Denis BAUPIN, adjoint, au nom de la 4e Commission. - Merci, Madame DOUVIN. Merci de votre appui à ce dispositif, dispositif qui vient de l'Etat et auquel la Ville de Paris a répondu avec "Paris Métropole", avec la Région, avec la Préfecture de police, avec lesquels nous avons des réunions régulières au sein du comité de pilotage.

Comme vous le savez, le dispositif qui a été mis en place donne lieu à des études en ce qui concerne la restriction de circulation pour les véhicules les plus polluants, des études qui jugent à la fois en termes d'impact sur la circulation, en termes de pollution de l'air et en termes d'impact socioéconomique. La délibération ici présente permet de faire une partie des études socioéconomiques.

Nous avons adopté lors de notre Conseil de septembre 2011 un vœu, suite à une proposition de votre groupe, qui prévoit que les études de faisabilité soient présentées aux groupes politiques de ce Conseil et qu'ensuite, il y ait un débat au Conseil de Paris. Au rythme où nous allons et vu les contraintes que nous imposent à la fois l'ADEME et l'Etat, je pense que cette présentation des études de faisabilité pourrait être faite au printemps devant les groupes. Il faut que l'on ait les éléments pour pouvoir les présenter parce que, sinon, cela rend les choses difficiles pour avoir une discussion et pour que, par ailleurs, le projet devant être déposé auprès de l'Etat en juillet 2012, une présentation, un débat au Conseil de Paris ait lieu, évidemment avant juillet 2012.

Je vous confirme que la zone concernée sur laquelle nous travaillons est bien celle que nous avons définie à plusieurs reprises, qui va jusqu'à l'A86, avec d'ailleurs différentes hypothèses selon que l'A86 est incluse ou non. La zone irait jusqu'à l'A86 mais l'autoroute ne serait pas concernée. Tout ce travail se fait avec Plaine Commune, qui a déposé aussi un dossier de Z.A.P.A., mais plus globalement avec Paris Métropole et la Région.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur BAUPIN.

Madame LEPETIT veut ajouter quelque chose ? Ce n'est pas obligatoire.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Juste un élément parce qu'on avait eu l'occasion d'en parler lors de la 3e Commission avec Mme DOUVIN. Je veux juste rappeler, puisqu'elle demandait que les élus soient associés, que s'il est exact que nous connaîtrons cette étude au bout d'une durée de trois ans, le chercheur devra produire des rapports tous les six mois, donc de façon très régulière, avec des conclusions d'étape.

Je voulais dire cela pour rassurer l'ensemble des élus qui siègent à la 3e Commission.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame LEPETIT.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 205.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DVD 205).

2011, DPA 74 - Signature du contrat de partenariat de performance énergétique relatif à 100 écoles parisiennes, avec la société NOV'ECOLES Paris.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons maintenant à la 4e Commission, avec le projet de délibération DPA 74 : signature du contrat de partenariat de performance énergétique relatif à 100 écoles parisiennes, avec la société NOV'ECOLES Paris.

Il y a trois intervenants : M. LHOSTIS, M. CONTASSOT, M. MARTINS et M. BAUPIN répondra.

Je commence par M. LHOSTIS.

M. Alain LHOSTIS. - Merci, Monsieur le Maire.

Je ne me suis inscrit que sur un des projets de délibération mais, bien évidemment, je parle des trois. Je pense que je resterai dans les temps mais j'ai essayé d'être économe du temps du Conseil.

Monsieur le Maire, lors de la séance du Conseil de Paris de juillet 2010, notre groupe est intervenu pour vous demander de renoncer à vous engager dans un partenariat public-privé pour la maîtrise de l'énergie dans les écoles parisiennes. Aujourd'hui, vous nous présentez un projet de délibération visant à confier cette mission à un groupe financier.

Le problème pour nous, élus Communistes et du Parti de Gauche, est le suivant.

L'objectif annoncé de réduire le plus rapidement possible de 30 % les émissions de gaz à effet de serre, nous le votons sans réserve. Le choix du mode opératoire qui nous proposé pour atteindre ces objectifs nous semble toujours contradictoire avec l'objectif même. En lien étroit avec l'énergie, c'est une des questions capitales pour l'avenir de la planète. Sur un enjeu comme celui-là, à l'instar de ce qui se fait dans la séance de demain matin pour la biodiversité, nous rappelons notre souhait d'un débat public.

Chacun sait que le bâti est le premier facteur d'émission dans ce domaine. Aujourd'hui, nous parlons, dans un premier temps, de 100 écoles mais avec, en perspective, le traitement de l'ensemble du patrimoine public immobilier Ville-Département, un ensemble considérable de millions de mètres carrés. Certains élus socialistes ou écologistes font mine de se rassurer en évoquant une expérimentation réversible. Ce n'est pas crédible !

Je rappelle ce que je disais lors de la séance de juillet 2010 : vous nous proposez d'en confier la gestion durant 20 ans au secteur privé via un contrat de partenariat de performance énergétique. Nous sommes pour le développement humain durable mais, là, on répond à l'attente des grandes sociétés qui lorgnent sur le business vert. On ouvre largement un nouveau marché à des opérateurs financiers qui ont compris que le développement durable, les économies d'énergies, cela pouvait être un marché extrêmement rentable. On mesure mieux l'intérêt de ces grosses sociétés du secteur, lorsque l'on regarde les quatre ayant répondu à l'appel d'offres parmi lesquelles "Bouygues Bâtiment". On peut penser que ces sociétés sont venues faire ce que l'on peut appeler un tour de chauffe : en quelque sorte, tester la réponse de nos services pour être fin prêts si le marché était ouvert sur la totalité du patrimoine immobilier public parisien.

Je veux vous mettre une nouvelle fois en garde, Monsieur le Maire, sur le fait que les conditions à remplir pour pouvoir faire appel au partenariat public-privé dans le cadre d'un contrat global, sont restrictives. Le Conseil constitutionnel a strictement encadré le recours aux contrats globaux, en soulignant que - je cite - "de telles dérogations au droit commun de la commande publique ne peuvent être admises que s'il y a des motifs d'intérêt général les justifiant, que répondre à un tel motif, outre la complexité du projet, l'urgence qui s'attache à la réalisation du projet et le bon emploi des deniers publics."

La notion d'urgence a été catégoriquement écartée par le cabinet de consultants que vous aviez appelé à vous conseiller.

Pour la complexité : changer les fenêtres dans les écoles, isoler des façades, changer des chaufferies s'apparentent à des travaux de restauration et de réhabilitation d'un immeuble, donc relevant de la loi MOP.

Plus grave : la production énergétique est confiée à la société NOV'ECOLES Paris, alors que dans les trois quarts des 100 écoles concernées, la maintenance et l'exploitation des centres thermiques se font en régie.

Eh bien, les personnels, les fonctionnaires devront obéir aux recommandations en matière d'économies d'énergies qui seront édictées par NOV'ECOLES Paris. Ce que vous proposez est tout simplement illégal, car cela implique que des fonctionnaires sont placés sous l'autorité d'une personne privée.

De plus, en cas de difficulté pour la partie délégataire à atteindre les objectifs fixés, cela pourrait l'amener à arguer du fait que cela résulte de la non-application de directives par un personnel dépendant de la partie délégante.

Troisième question : le bon emploi des deniers publics. J'avais relevé que le groupe financier qui emportera le marché se fixera une rentabilité financière de 12 % l'an, en tenant compte du coût plus élevé de l'appel à l'emprunt privé par rapport à l'emprunt public. En juillet 2010, j'avais relevé que la Ville serait, face aux banques, obligée de garantir à hauteur d'au moins 80 % les emprunts du prestataire choisi. Alors, vous nous sortez l'arme fatale. Je lis la convention que vous nous proposez d'approuver avec le Crédit Mutuel : "Afin d'optimiser ses conditions de financement, le titulaire a procédé à la cession à titre de garantie au profit des banques de certaines des créances qu'il détient sur la Ville de Paris."

Lumineux ! De garantie, la Ville passe en première ligne. Le prestataire privé, dans ces conditions, ne prend plus aucun risque. Celui-ci est totalement et en direct assumé par la Ville. Si j'osais une image, je dirais que la Ville prête sans intérêts son AAA aux banques. On ne voit pas, dans ces conditions, comme l'exige dorénavant l'Union européenne, que la Ville ne soit pas tenue d'intégrer dans son endettement, dès 2013, la totalité des montants de ce marché. Ainsi, tombe l'argument de ne pas accroître la dette en faisant appel à un PPP.

Enfin, au moment où le scandale de l'hôpital d'Evry-Corbeil-Essonne, réalisé en partenariat public-privé, démontre, s'il en était besoin, le caractère désastreux techniquement et financièrement de ce type de contrat qui amène la puissance publique à abandonner ses prérogatives de maître d'ouvrage, comment une municipalité de gauche peut-elle ainsi céder au chant des sirènes du capitalisme vert ?

En conclusion, je reprendrai mot à mot mon intervention de juillet 2010 : Oui à l'objectif, cent fois oui ! Non au PPP. Nous n'avons pas besoin de ce type de contrat pour coopérer avec le privé. Cela se fait tous les jours à la Ville de Paris dans le cadre de la loi M.O.P., par appel d'offres !

Pour piloter cette opération majeure qui va se développer sur de nombreuses années, pour mettre l'ensemble des bâtiments publics municipaux et départementaux aux normes pour la lutte en faveur de la réduction de la production de gaz carbonique, pour contrôler le travail des entreprises privées qui seront retenues dans le cadre de la loi M.O.P., il nous apparaît nécessaire de créer à partir des compétences internes existantes (S.T.E.G.C., S.L.A.) de recrutement de compétences externes nécessaires, une mission de pilotage public.

Pour toutes ces raisons, le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche votera contre cette délibération. Si j'étais intervenu trois fois, j'aurais eu 15 minutes.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Monsieur LHOSTIS, je vous remercie.

Je donne maintenant la parole à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Ce projet de délibération a pour objet l'attribution d'un contrat de performance énergétique pour la rénovation d'un lot de 100 écoles, avec pour objectif une diminution de 30 % de la consommation énergétique de ce parc à l'horizon 2020.

Les écoles maternelles et élémentaires, il faut le rappeler, constituent 20 % du parc des équipements publics parisiens, et agir sur leur consommation est donc un levier majeur pour atteindre les objectifs du Plan climat qui vise à réduire de 30 % les émissions de gaz à effet de serre et de consommation énergétique à l'horizon 2020.

La rénovation de 600 écoles devrait permettre d'économiser pas moins de 12.100 tonnes de CO2 d'ici 2020.

La passation de ce premier contrat est une étape importante dans l'avancement de ce projet. Il doit permettre d'engager la rénovation de 100 écoles pour un achèvement des travaux à l'été 2012 pour une partie d'entre elles, et 2013 pour l'autre.

La Ville a fait le choix d'avoir recours pour ce premier lot à une forme contractuelle encore très peu usitée : le contrat de partenariat de performance énergétique, qui a l'avantage d'imposer au groupement une obligation de résultat sur 20 ans. Ce contrat permet d'obtenir une garantie réelle permettant d'atteindre les objectifs de réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre, et ce, pendant toute la durée du contrat.

En effet, le C.P.P.E. consiste à financer en partie le coût des travaux d'efficacité énergétique par la réduction des consommations énergétiques.

Les travaux engagés sont ainsi réalisés en fonction des objectifs de réduction et des mécanismes de pénalités - bonus et malus - permettant de s'assurer que le C.P.P.E. continuera bien à garantir la réduction des consommations de 30 % pendant 20 ans. Le prestataire, le partenaire privé n'est payé qu'après réalisation des travaux et justification des résultats obtenus.

Outre le gain en termes de consommation énergétique, la rénovation des écoles doit aussi se traduire par un confort accru pour les occupants, aussi bien enseignants qu'élèves, qui supportent encore trop souvent des lieux surchauffés ou trop froids du fait d'une mauvaise régulation thermique.

J'entends les critiques sur le fait que ce serait un partenariat public-privé, alors que ce n'est pas tout à fait cela juridiquement. Je voudrais rappeler que la Ville ne réalise jamais elle-même les gros travaux, notamment de rénovation thermique des bâtiments dont elle est propriétaire. Je rajoute que les bailleurs sociaux passent des marchés, mais qu'il n'y a alors aucune obligation de résultat.

Fallait-il faire la même chose pour les écoles ?

J'entends qu'il s'agirait d'un P.P.P. et que ce serait la raison pour laquelle le groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche votera contre ce projet - c'est ce qui vient d'être dit par mon camarade Alain LHOSTIS.

Je dois dire que je suis un peu étonné devant une telle prise de position de la part d'un parti politique qui ne se prive pas de privatiser très largement ! Toutes les municipalités communistes d'Ile-de-France ont intégralement privatisé la collecte des déchets et bien d'autres activités.

Le maintien en privé de la distribution de l'eau au sein du S.E.D.I.F. n'a été possible qu'avec la voix et l'appoint de votes d'élus communistes. Un adjoint communiste au Maire de Paris, actuellement, se bat pour passer en privé l'entretien de certains espaces sportifs situés au sein d'espaces verts… où est la cohérence ? Où sont les contradictions ?

Parlons un peu de l'avenir. Il faut impérativement maintenir le rythme prévu pour atteindre les objectifs du Plan climat. L'Exécutif s'est engagé à ce que 300 écoles soient rénovées d'ici 2014, et 300 autres d'ici 2017. Il est donc urgent que les procédures concernant les 200 écoles à venir soient engagées sans plus attendre.

Il faut se donner les moyens pour renforcer encore la place des structures publiques dans le management des lots d'écoles suivants, même si je note que le partenariat est fait avec la Caisse des dépôts qui, à ce que je sache, n'est pas encore tout à fait privatisée.

Actuellement, ce n'est pas encore possible, faute d'outils. C'est pourquoi nous soutenons le projet de la Région Ile-de-France qui sera voté, je l'espère, à la fin de cette semaine, de créer une société d'économie mixte de tiers investissement qui pourrait répondre à ce type de marché.

Ce projet, piloté par Hélène GASSIN, vice-présidente de la Région Ile-de-France, doit déboucher sur la création d'une structure en 2012, et j'espère que la Ville de Paris participera activement à la réalisation de cette société d'économie mixte.

Merci.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur CONTASSOT.

Dernier orateur inscrit, M. Jean-François MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Le projet de délibération soumis aujourd'hui sur le contrat de partenariat de performance énergétique est évidemment un enjeu important dans le cadre de ce Plan climat.

Nous le rappelions lors du débat de juillet 2010 : les bâtiments publics de la Ville de Paris représentent 7 % à 8 % des émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble des bâtiments dans Paris. Ainsi, intervenir pour réduire notre dépense énergétique sur les bâtiments de la Ville est un enjeu majeur, autant d'efficacité énergétique que d'exemplarité politique.

Je ne suis pas, contrairement à d'autres dans cet hémicycle, un opposant idéologique et dogmatique au partenariat public-privé. Cependant, pour que ce partenariat se justifie dans sa pertinence, dans son coût et dans son efficacité, il y a quatre conditions, me semble-t-il, que je voudrais souligner sur ce contrat spécifique.

La première est d'avoir la certitude que l'autorité publique, la Ville de Paris, ne peut pas faire mieux ou aussi bien que le privé.

La deuxième est que le partenariat public-privé est intéressant dans la mesure où il est capable de faire réduire les dépenses de la Ville et où le coût est plus intéressant en passant par le privé qu'en faisant nous-mêmes.

Troisièmement, le partenariat public-privé est acceptable et pertinent s'il garantit le maintien des externalités sociales et environnementales de la maîtrise publique.

Enfin, dernier élément, surtout, le partenariat public-privé n'est acceptable que s'il conserve à la Ville sa liberté d'évaluer, de réévaluer et le cas échéant, de changer de prestataire ou de mode d'intervention.

Sur ce contrat spécifique de performance énergétique, je dois reconnaître que ces quatre conditions ne sont pas strictement remplies.

La première, avoir la certitude que la Ville ne pouvait pas faire mieux ou aussi bien qu'un partenaire privé en la matière, à l'exception évidemment de la formation des personnels et du niveau d'exigence technique et scientifique qu'imposent ces nouveaux travaux de performance énergétique, sur 20 ans, on avait largement le temps de former à la Ville de Paris des agents, un corps d'ingénieurs spécifiques et qualifiés pour intervenir dans les écoles.

Deuxième élément, la justification d'un partenariat public-privé en la matière aurait été qu'il permette un gain évident et important pour la Ville de Paris. Les premières estimations que vous nous donnez et celles que nous avons faites laissent plutôt à penser un surcoût de 10 % à 12 % par rapport à une intervention publique.

Troisième élément, le maintien des clauses sociales - je l'avais souligné en Conseil d'arrondissement du 14e et je le souligne à nouveau ici, - nous allons intervenir sur 100 écoles pendant près de 20 ans.

Nous avons une chance, quand nous intervenons en tant que Mairie de Paris, c'est celle de pouvoir imposer à nos prestataires des clauses sociales, et notamment de faire intervenir des chômeurs de longue durée, de pouvoir intégrer des personnes en situation de handicap.

Dans ce contrat de performance énergétique, nous n'imposons au partenaire, en l'occurrence NOV'ECOLES, aucune des clauses sociales et environnementales que nous imposons habituellement dans les C.C.P.A.P. des travaux habituels. Malheureusement, cela veut dire que l'on a une externalité sociale et environnementale moins maîtrisée qu'en cas d'intervention publique classique.

Dernier élément, un partenariat public-privé se justifie quand on a la capacité de pouvoir faire machine arrière, de pouvoir réévaluer en cours de contrat et de se poser la question de manière annuelle de la pertinence du coût et du mode d'intervention.

Ce contrat sur 20 ans, là où votre majorité, Monsieur le Maire, depuis qu'elle est là, depuis 2001, cherche à réduire à juste titre les concessions, à réduire la durée des délégations de service public, un contrat pour 20 ans, qui nous lierait donc pour 20 ans sans savoir ce que seront l'avenir du bâtiment ou des finances de la Ville me paraît pour le moins hasardeux.

Pour toutes ces raisons, elles ne sont pas dogmatiques, je ne suis pas opposé aux partenariats public-privé, mais il me semble que celui-ci est mal monté, et je m'y opposerai.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur MARTINS.

Pour répondre aux trois orateurs, M. Denis BAUPIN.

M. Denis BAUPIN, adjoint, au nom de la 4e Commission. - Je voudrais remercier les trois intervenants et redire à quel point cette délibération est importante, comme celle qui avait lancé le processus. Avec Colombe BROSSEL, les services de la D.P.A. et la DASCO, nous travaillons sur ce projet. C'est l'un des dossiers emblématiques du plan climat de la Ville de Paris pour faire en sorte de réduire de 30 % la consommation énergétique de nos bâtiments, et notamment des écoles.

Je vais reprendre les interventions les unes après les autres.

D'abord dire à M. LHOSTIS que le vote qu'il a indiqué pour son groupe est cohérent avec celui qu'il avait émis lors de la présentation du premier projet, même si en commission consultative des services publics locaux, où l'ensemble des groupes sont représentés, il y avait eu un avis favorable unanime par rapport à ce projet.

Mais, en tant que tel, je voudrais lui rappeler, d'une part que le C.P.P.E. est certes un P.P.P. mais un P.P.P. tout à fait particulier. Et si nous l'avons choisi, comme cela a d'ailleurs été rappelé par Yves CONTASSOT, c'est notamment parce qu'il a un mérite en ce qui concerne la garantie des résultats que nous voulons obtenir.

Je le dis à M. MARTINS, nous n'allons pas faire des travaux pendant vingt ans. Ce que nous voulons, c'est pouvoir pendant vingt ans constater que les travaux ont permis de maintenir systématiquement, et tous les ans, une réduction de 30 % de la consommation énergétique.

C'est cela l'objectif : faire en sorte que nous ne votions pas simplement un principe, l'idée - on est bien sûr tous favorables à réduire de 30 % - mais que l'on puisse le constater. C'est bien l'objectif que nous permet ce dispositif de C.P.P.P.E., même si, je veux le dire par avance, ce n'est pas ma tasse de thé. C'est aujourd'hui ce que nous permet la loi et je reviendrai en conclusion sur ce que nous voulons faire pour l'avenir.

Je voudrais préciser, pour rassurer M. LHOSTIS, deux choses. D'une part que ce dispositif est bien conforme à la loi et que nous avons pris évidemment toutes les garanties. Par ailleurs, en ce qui concerne les équipements qui sont aujourd'hui en régie, il est indiqué très clairement dans l'exposé des motifs "que l'exploitation et les maintenance seront strictement identiques à ce qu'elles sont aujourd'hui". Les agents des ateliers et des sections locales d'architecture de la D.P.A. auront le même périmètre d'intervention sur la maintenance. Qu'il n'y ait donc pas d'ambiguïté.

Par ailleurs, j'ai bien entendu ce que vous avez indiqué concernant la société EDF, puisqu'en l'occurrence le partenaire privé qui a obtenu le marché du C.P.P.E., s'appelle EDF. J'ai bien entendu que vous aviez fait une attaque en règle contre cette société qui représenterait, selon vous, le capitalisme vert. J'ai pour ma part un certain nombre de désaccords - mais je ne le dis pas au nom de la Municipalité - sur ce que peut faire cette société en général. Je note donc aujourd'hui que vous nous rejoignez sur la critique de la politique qui peut être menée par cette société. Je voulais profiter de l'occasion pour le souligner.

En ce qui concerne l'intervention d'Yves CONTASSOT, je souligne vraiment ce qu'il a indiqué, en plus évidemment des objectifs. Outre le fait de réduire la consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre, c'est aussi un confort accru qui est visé au travers de ces travaux. Dans pas mal de classes, qui peuvent être soit surchauffées, soit mal chauffées à cause de système thermiques, on vit mal et ce sont des choses qui doivent être améliorées, y compris à l'occasion de ce chantier.

Par rapport à ce que dit M. MARTINS, je voudrais lui rappeler que la délibération, pour lancer le dispositif, a été prise en prenant en compte une étude préalable qui a permis de vérifier que nous étions bien dans le cadre prévu. Vous nous indiquiez que vous pensiez qu'il n'y avait pas d'urgence à agir car on attendrait vingt ans. Non, on n'attend pas vingt ans pour agir, il a urgence au contraire à lutter contre le dérèglement climatique.

En termes de clauses sociales, il est prévu dans le dispositif, dans l'évaluation qui a été faite entre les différents candidats prestataires, qu'une part du contrat soit exécutée par des P.M.E. et des artisans. C'est un point sur lequel nous avions particulièrement insisté, y compris parce que c'est une critique qui est faite à juste titre par rapport à ce type de dispositif, à savoir le risque d'exclure les petites sociétés.

Enfin, je voudrais terminer en disant que nous avons fait appel à ce dispositif car, dans le cadre de la loi, c'est ce qui est prévu aujourd'hui. Peut-être que demain d'autres lois permettront d'autres choses. Je ne peux qu'espérer que d'autres majorités fassent en sorte que nous ayons des dispositifs qui nous permettent d'agir.

Sans attendre, nous faisons en sorte que ce dispositif, qui est lancé aujourd'hui, permettre une acquisition de compétences la plus importante possible par nos services, de façon à pouvoir évaluer pour les deux cents prochaines écoles qui vont être rénovées, voire pour les trois cents suivantes, s'il faut reproduire le même dispositif ou faire en sorte de l'organiser différemment.

Par ailleurs, avec la Région Ile-de-France, et cela a été rappelé par Yves CONTASSOT, nous sommes en train de travailler à la constitution d'une société d'économie mixte, qui sera chargée notamment de faire du développement des énergies renouvelables, mais aussi du tiers investissement, et donc qui sera capable éventuellement de répondre à ce type de projet, à la fois pour les écoles parisiennes évidemment, à la fois pour les lycées d'Ile-de-France, mais aussi pour des copropriétés.

Sur le territoire parisien, nous savons que nous avons aujourd'hui un maillon manquant dans nos dispositifs de réhabilitation thermique et que cette S.E.M. pourrait y remédier.

Voilà l'état d'esprit dans lequel nous sommes par rapport à ce projet, dans la volonté de le faire aboutir, de faire en sorte de tenir les engagements du Plan climat et d'essayer de faire progresser les dispositifs pour les écoles suivantes.

Merci.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur BAUPIN.

Une explication de vote de M. LHOSTIS, rapide.

M. Alain LHOSTIS. - Une explication de vote.

Je remercie M. BAUPIN d'avoir répondu à mes questionnements. Je remarque qu'il a fait preuve de plus d'esprit d'ouverture que la première fois, et notamment en reconnaissant qu'après tout on pourrait faire d'autres choix. Je note cela.

Je n'ai pas contesté le fait que l'intervention continuera à se faire en régie. Le périmètre de la régie sera préservé comme vous l'avez dit. Ce que j'ai contesté, c'est le fait que les travailleurs en régie, les fonctionnaires seront obligés d'obéir aux directives d'une entreprise privée. C'est cela que j'ai dit.

Concernant les établissements publics qui ont été retenus, Caisse des dépôts et EDF, M. PROGLIO n'est pas un de mes amis, et ce n'est pas parce qu'on a nationalisé les banques ou des établissements comme ceux-là que l'action qu'ils mènent est conforme à l'intérêt général…

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Monsieur LHOSTIS, ce n'est pas vraiment une explication de vote.

M. Alain LHOSTIS. - Pour moi, c'en est une.

Je suis désolé, Monsieur le Maire, de votre interprétation différente de la mienne, mais c'est mon interprétation. Peut-être que cela pourra faire aboutir à changer le vote de mon groupe.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Concluez vite, s'il vous plaît.

M. Alain LHOSTIS. - Oui, mais vous faites perdre du temps.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Restons calmes.

M. Alain LHOSTIS. - Si, si vous me coupez la parole, vous me faites perdre du temps. J'étais dans la minute d'intervention à laquelle j'avais droit.

Je dis simplement que je peux critiquer effectivement les objectifs d'entreprises nationalisées ou publiques qui répondent à des intérêts qui ne sont pas ceux que je défends. Je suis très intéressé par ce que vous avez dit sur la S.E.M., parce que cela correspond à ma conclusion sur l'idée d'utiliser des compétences internes existantes ou de faire appel à des compétences externes que l'on recruterait.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur LHOSTIS.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPA 74.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DPA 74).

2011, DEVE 140 - Approbation des modalités de passation des marchés de travaux d'aménagement du parc Clichy Batignolles Martin Luther King (17e).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons maintenant au projet de délibération DEVE 140 : approbation des modalités de passation des marchés de travaux d'aménagement du parc Clichy-Batignolles-Martin Luther King dans le 17e arrondissement.

La parole est à Patrick KLUGMAN et Mme GIBOUDEAUX répondra.

M. Patrick KLUGMAN. - Merci, Monsieur le Maire.

Il s'agit d'une délibération extrêmement importante qui porte sur 30 millions d'euros pour une surface de plus de 5 hectares sur un total de 10 hectares que compte le parc.

L'extension du parc Martin Luther King est un peu l'élément qui donne sens et humanité à l'opération Clichy-Batignolles, qui est l'une des plus ambitieuse actuellement en cours sur le territoire parisien.

Il y a la concrétisation d'un lieu d'échange, de rencontres, de loisirs, trait d'union des quartiers Epinettes et Saussure, dans ce qui était auparavant, je le souligne, un lieu de désolation en bordure d'une voie ferrée.

Mais j'insiste sur un dernier point, nous l'avons dit, c'est que c'est une opération d'urbanisme d'envergure et pourtant, dans cette opération d'urbanisme d'envergure, nous montrons une fois encore que les espaces verts, que les lieux d'aménagement et de loisirs, sont au même niveau de priorité.

C'est cela que je voulais souligner et c'est pourquoi, au nom des habitants du 17e arrondissement, et au nom de l'ensemble de notre collectivité d'ailleurs, je vous demande d'adopter cette délibération.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur KLUGMAN.

Madame GIBOUDEAUX, après ces compliments.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Merci.

Ce sont des compliments auxquels j'associe aussi la paysagiste, Jacqueline OSTY, qui va réaliser l'intégralité de ce parc.

La première tranche a été livrée il y a plus de deux ans. Ce parc a déjà une grande fréquentation et il fait le bonheur des riverains et des Parisiens qui s'y rendent. C'est un parc de grande qualité.

Comme cela a été dit, à terme, nous aurons un parc de 10 hectares au cœur d'une grande opération d'urbanisme. C'est vrai, on peut se féliciter du choix du Maire de Paris d'avoir fait en sorte que le parc soit déjà de taille importante avec 10 hectares et soit livré bien avant les opérations de logements et les opérations de bureaux.

Je voudrais rajouter que cette deuxième phase d'aménagement du parc va nous permettre d'avoir des aménagements qui vont enrichir les usages du parc, car on va créer un bâtiment passerelle au-dessus de la petite ceinture, qui va permettre de créer un belvédère ouvert au public, pour pouvoir jouir de la vue de ce quartier ainsi qu'une petite concession café-restaurant, qui va aussi créer une animation importante dans ce parc. Evidemment, je vous invite à voter cette délibération qui va permettre à terme la réalisation d'un des derniers peut-être grands parcs de Paris de 10 hectares. Je suis très heureuse que ce quartier puisse en bénéficier.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 140.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DEVE 140).

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'aménagement de l'espace vert au sein de la résidence angle rue de la Convention/rue de la Croix-Nivert.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous arrivons, chers collègues, aux vœux qui ne se rapportent à aucun projet de délibération. Commençons par le vœu n° 38 relatif à l'aménagement de l'espace vert au sein de la résidence située à l'angle de la rue de la Convention et de la rue de la Croix-Nivert, déposé par le groupe U.M.P.P.A. Il va être présenté par Mme MACÉ de LÉPINAY.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci, Monsieur le Maire.

Le Maire de Paris a dit ce matin qu'il ne voulait pas faire perdre de temps aux Parisiens. Voici la démonstration du contraire. Lors de notre dernière séance, Claire de CLERMONT-TONNERRE s'est exprimée de manière éloquente sur l'aménagement du jardin situé au cœur des immeubles entre la rue de la Croix-Nivert et la rue Lecourbe. Celui-ci avait été imaginé sans aucune concertation avec les riverains, et nous souhaitions que ce projet puisse être soumis au conseil de quartier Saint-Lambert. Mme GIBOUDEAUX, championne de l'écoute de ses concitoyens, n'a pas accepté de différer d'un mois l'examen de cette délibération.

Depuis, le conseil de quartier s'est réuni le 13 octobre et je peux dire que cela a été le naufrage du projet. Les habitants, les conseillers de quartier et les associations riveraines, en particulier la directrice de l'hôpital de jour Aurore, qui les a qualifiées d'"erreur stratégique monumentale", ont rejeté toutes les options d'aménagement sauf le jardin partagé.

C'est pourquoi nous proposons ce vœu qui vise à ce que les souhaits des habitants exprimés lors du conseil de quartier auquel nous participions, Gérard d'ABOVILLE et moi-même, soient pris en compte. Si vous êtes partisans de la démocratie participative, si vous considérez que les conseils de quartiers ont une utilité, je vous demande d'accepter notre vœu pour que ce jardin reste ce qu'il devait être à l'origine, un cheminement vert dans un quartier dense à forte circulation automobile.

Je vous remercie, mes chers collègues.

M. Christian SAUTTER , adjoint, président. - Merci, Madame.

Je donne la parole à Mme GIBOUDEAUX pour dire l'avis de l'Exécutif sur ce vœu.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Il s'agit d'un désaccord que nous avons avec la mairie du 15e sur l'aménagement de cet espace vert. À l'origine, quand nous avions présenté un projet sur cet espace vert de "Paris Habitat", nous avions proposé d'y installer des aires de jeu pour tout-petits sur une surface très réduite, un terrain de boules, et un espace de jeux pouvant accueillir tant un baby-foot qu'une table d'échecs, nous étions restés très ouverts. Cet aménagement avait été très demandé par la mairie du 15e et présenté à la mairie du 15e, et aujourd'hui, face à l'opposition de certains riverains qui ne veulent pas voir à côté de chez eux une aire de jeu pour les petits, vous vous retrouvez, en utilisant la démocratie participative, à dire qu'il ne faut plus rien faire, seulement laisser un passage dans cet espace vert.

La Ville a signé une convention avec "Paris Habitat", a investi des moyens, y compris un agent d'accueil et de sécurité, c'est un jardin qui sera accessible aux horaires d'ouverture des jardins, donc on n'aura pas de nuisances le soir, et comme on le fait pour tous les jardins, on essaie d'intégrer des équipements qui rendent un service à la population locale, je pense aux assistantes maternelles qui ont souvent peu d'espaces pour amener les enfants, et si vraiment ces espaces provoquaient la révolution, des nuisances insupportables pour les riverains, ce sont des équipements réversibles, on ajusterait l'installation de ces équipements.

Aujourd'hui, je préfère que l'on continue à travailler avec la division du 15e pour mettre en place ces équipements tout en prenant en compte des aménagements et des ajustements qui viendraient améliorer le projet, mais je ne souhaite pas que nous renoncions à l'installation d'une aire de jeu pour les petits, et éventuellement d'un terrain de boules dans cet espace qui est un espace assez grand. C'est important aussi à Paris de répondre aux familles qui ont besoin de ces aires de jeu pour tout-petits. Je demande le retrait de ce vœu.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Madame MACÉ de LÉPINAY, êtes-vous convaincue de retirer ce vœu ?

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Non pas du tout, j'invite Mme GIBOUDEAUX à venir avec moi sur les lieux. Ce n'est pas du tout la mairie du 15e qui refuse quoi que ce soit. Ce n'était pas prévu comme cela à l'origine, je ne sais pas pourquoi on veut absolument dépenser beaucoup d'argent dans ce lieu. Ce lieu est merveilleux comme il est, c'est un passage dans un quartier dense, vous allez installer des équipements qui vont créer beaucoup de nuisances pour les riverains, cela va beaucoup résonner ; ensuite il y a là un équipement extrêmement précieux, qui est un hôpital de jour pour des jeunes très gravement handicapés et on va mettre sous leurs fenêtres des équipements de petite enfance, c'est invraisemblable. Ce n'est même pas sous leurs fenêtres d'ailleurs, ils ont un espace protégé par des grilles qui donne dans ce jardin, ce n'est pas possible.

Comme je vous l'ai dit la dernière fois que nous avons eu une conversation, jamais dans un arrondissement de gauche vous n'auriez fait un équipement de ce type sans tenir compte de l'avis des habitants. Le conseil de quartier a été unanime, je vous assure qu'il fallait entendre ce qu'a dit en particulier la directrice du foyer Aurore, ce n'est pas possible de faire cet aménagement tel que vous l'avez prévu. Je regrette que les fonctionnaires de la D.E.V. aient beaucoup travaillé pour un projet qui n'est manifestement pas en adéquation avec ce que demandent les habitants et je regrette beaucoup votre position extrêmement dogmatique et butée.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame MACÉ de LÉPINAY.

Monsieur MENGUY, pour un rappel au règlement.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Un rappel au règlement sur les débats, les vœux et réponses de l'Exécutif. Voilà deux vœux que nous présentons, qui concernent le 15e, où devant l'opposition et devant tous les élus, l'Exécutif fait deux réponses diamétralement opposées. En termes de crédibilité, il convient que l'Exécutif soit cohérent dans ses réponses.

En réponse au premier vœu, on nous a dit, pas d'étude supplémentaire sur des flux de circulation parce que cela coûte de l'argent. Mme LEPETIT vient de le dire il y a une heure de cela. Ensuite, Mme GIBOUDEAUX, sur des équipements d'espaces verts nous dit, on va mettre des équipements et si cela se passe mal, ces équipements seront réversibles et on pourra les retirer.

Si cela ne coûte pas de l'argent non plus, je ne sais pas ce qu'est la politique municipale de l'Exécutif.

Je demande que les adjoints et l'Exécutif dans son ensemble, lorsqu'ils répondent aux vœux de l'opposition, plutôt que de chercher n'importe quel argument pour retoquer nos vœux, se coordonnent et ne disent pas d'un côté, on refuse votre vœu parce que cela coûte de l'argent, et de l'autre, on refuse votre vœu parce que de toute façon on va dépenser de l'argent. Pour la sérénité de nos débats, un peu de cohérence sur le fond de la part de l'Exécutif cela ne ferait de mal à personne.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Monsieur MENGUY, ceci n'a rien d'un rappel au règlement, mais je vous ai laissé aller jusqu'au bout de votre minute. Vos appels à la cohérence de l'Exécutif sonnent assez curieusement.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 38 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la création d'une maison funéraire civile.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons maintenant au vœu n° 39 relatif à la création d'une maison funéraire civile, déposé par le groupe "Europe Écologie - Les Verts". M. Jacques BOUTAULT le présente, et Mme GIBOUDEAUX répondra.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Monsieur le Maire, chers collègues, nous avons tous eu malheureusement l'occasion d'assister à des cérémonies d'obsèques qui se déroulaient dans un cimetière dehors en hiver quand il s'agissait de proches perdus qui avaient vécu en libres-penseurs ou en athée ou alors encore plus paradoxalement de leur rendre hommage dans le cadre d'un lieu de culte.

D'ailleurs cela n'est pas original puisque à Paris, 83 % des personnes qui décèdent sont inhumées ou subissent une crémation sans aucun hommage civil, sans aucun rite qui puisse leur être rendu. Or, le rituel d'un adieu à un proche est aussi indispensable à l'athée qu'au croyant. Mais les responsabilités municipales couvrant l'état-civil et notamment les décès, il me semble de notre responsabilité de mettre en place une maison funéraire à Paris, dans laquelle des hommages laïques, athés, pourraient être rendus aux personnes décédées avec un maître de cérémonie et en présence du cercueil, afin que le rite d'adieu puisse s'opérer comme cela se fait dans les cérémonies religieuses.

C'est la raison pour laquelle nous avons déposé ce vœu. Il est indiqué que les locaux désaffectés de la Poste centrale du Louvre dans le 1er arrondissement pourraient être un lieu tout à fait adapté.

C'est une piste simplement suggérée, tout autre lieu pouvant convenir pour une étude qui permettrait d'envisager la création de cette maison funéraire.

Je vous remercie de votre attention.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur BOUTAULT.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX va donner l'avis de l'Exécutif.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je remercie M. BOUTAULT d'attirer notre attention sur une question de société qui est importante et que, finalement, quand nous ne sommes pas touchés personnellement, nous avons tendance à oublier.

Je pense que notre mairie, notre collectivité doit s'engager et prendre en charge cette demande. C'est vrai, de plus en plus de familles confrontées à un décès souhaitent avoir la possibilité d'organiser des cérémonies civiles pour les défunts. C'est un phénomène en augmentation. On doit pouvoir y répondre.

Aujourd'hui, nous avons effectivement deux espaces, sur lesquels ces cérémonies sont possibles : c'est la chambre funéraire des Batignolles (mais qui ne peut pas répondre à tous les besoins) et le crématorium du Père-Lachaise où des cérémonies laïques peuvent être aussi organisées.

Aujourd'hui, l'administration municipale étudie la possibilité de créer de nouveaux équipements funéraires à Paris, tout particulièrement des chambres ou une maison funéraire qui intégreraient bien entendu la possibilité de cérémonies civiles et laïques.

Nous nous heurtons, comme vous pouvez l'imaginer, à des difficultés liées au manque d'espace foncier disponible dans notre ville et au mode de gestion de ces espaces.

Néanmoins, la Ville de Paris a la volonté de répondre à ces besoins. C'est pourquoi je donnerai un avis favorable à ce vœu. Je ne peux pas me prononcer sur la localisation évoquée dans ce vœu, sur l'emplacement de la Poste centrale du Louvre dans le 1er arrondissement, mais si M. BOUTAULT accepte que nous puissions faire une étude sur l'ensemble du territoire parisien et de retirer cette mention particulière à la Poste centrale du Louvre, je donnerai un avis favorable.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame GIBOUDEAUX.

Deux explications de vote, d'abord Mme BACHE au nom du groupe socialiste, puis M. LEGARET, une minute chacun.

Mme Marinette BACHE. - Rapidement, Monsieur le Maire, le groupe P.S.R.G.A. votera bien sûr ce vœu avec trois petites précisions que je voudrais apporter.

La première, Jacques BOUTAULT a raison, il existe bien un manque de lieux pour célébrer des obsèques dignes à Paris pour un certain nombre de familles, pas simplement pour des obsèques laïques, mais aussi pour des croyants qui n'appartiennent pas aux religions anciennement installées et qui manquent de lieux pour observer des rites funéraires.

La deuxième, c'est qu'il faudra bien répondre aussi à la très prochaine saturation du crématorium du Père-Lachaise. Le choix de la crémation atteint pratiquement les 50 % et augmente rapidement.

Le troisième point, comme le savent d'ailleurs tous les membres du Conseil d'administration de la S.E.M. des services funéraires que j'ai l'honneur de présider, membres de tous les groupes de cette assemblée, d'ailleurs, que je remercie, cette S.E.M. a travaillé et a proposé sa réflexion à notre Municipalité sur un projet bien plus large et apte à répondre à l'ensemble des problèmes, sur un véritable complexe funéraire.

Je voudrais souligner que ce vœu a le mérite de mettre enfin ce sujet en lumière, ce qui n'est pas souvent le cas.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame BACHE.

Je donne la parole à M. LEGARET. Je crois que vous avez droit à deux minutes, et pas une.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, en quelques mots, c'est un sujet tout à fait digne et digne d'intérêt. Je remercie Jacques BOUTAULT d'avoir soumis ce vœu qui est en plus rédigé de manière très respectueuse du problème.

Je suis, comme les élus de notre groupe, favorable à la recherche de solutions. Je suis plus réservé sur la Poste centrale du Louvre parce que c'est un lieu qui ne me paraît pas adapté et qu'il y a à l'heure actuelle des projets (dont je ne connais pas d'ailleurs totalement la teneur) qui ne me paraissent pas du tout intégrer une possibilité de cette nature.

J'aurais apprécié, au titre des relations de bon voisinage, que Jacques BOUTAULT évoque un sujet qui concerne très directement le 1er arrondissement, je pourrais lui dire alors : pourquoi pas le Palais Brongniart, où il y a aussi beaucoup de place ? A moins que ce ne soit, là aussi, un peu tard.

En résumé, j'ai bien entendu la réponse de Mme GIBOUDEAUX, si Jacques BOUTAULT maintient la référence à la Poste du Louvre, à titre personnel, je m'abstiendrai. Si l'on retire cette référence et que l'on parle de la recherche d'un lieu dans Paris et, "a fortiori", dans le centre de Paris, j'approuverai ce vœu.

J'attends la réponse de Jacques BOUTAULT.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur LEGARET.

Je me tourne vers M. BOUTAULT : est-ce que vous acceptez l'amendement de Mme GIBOUDEAUX, une localisation dans Paris ?

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - J'accepte l'amendement que propose Fabienne GIBOUDEAUX pour aller dans son sens et pour être agréable à Jean-François LEGARET. Néanmoins, je voudrais attirer l'attention de notre Assemblée sur le fait que la Poste centrale du Louvre a libéré des milliers de mètres carrés qui sont pour l'instant sans affectation, pour lesquels il y a peut-être des réflexions menées, mais nous ne sommes pas informés.

Il s'agissait simplement d'occuper une toute petite partie de ces mètres carrés qui méritent mieux qu'un nouveau centre commercial dont le Centre de Paris n'a pas besoin.

Bien entendu, la mention relative à la Poste centrale du Louvre est retirée.

Merci.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu amendé selon les souhaits de Mme GIBOUDEAUX.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté à l'unanimité. (2011, V. 287).

2011, DPE 76 - Approbation du rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement pour l'exercice 2010.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous arrivons maintenant au projet de délibération DPE 76 concernant l'approbation du rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement pour l'exercice 2010.

Il y a trois orateurs inscrits : M. BERTHAULT, Mme GASNIER et M. MARCOVITCH. Mme GIBOUDEAUX répondra.

Monsieur BERTHAULT ?

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Merci.

Monsieur le Maire, chers collègues, inutile d'aller bien loin dans la lecture de ce rapport annuel 2010. Dès l'éditorial, tout est dit. Il s'agit avant tout pour l'Exécutif parisien d'afficher une vitrine politique et de se convaincre du bien-fondé d'une décision idéologique.

Je soulignerai deux points, dans cet éditorial, qui ne peuvent que confirmer mes propos.

Tout d'abord le fait de souligner que le retour en régie au 1er janvier 2010 a été un changement majeur et historique pour le service de l'eau parisien, mais surtout que cette réforme, bien que menée dans un temps très court, est un succès.

J'aurai l'occasion de revenir sur ce succès plus que relatif, mais le climat actuel, au sein de l'opérateur public, montre bien qu'une telle présentation est assez éloignée de la réalité des faits.

Deuxième point assez surprenant, la volonté de mettre en avant dans le rapport annuel 2010 la baisse de 8 % du prix de l'eau potable effective au 1er juillet 2011.

Depuis que ce débat est ouvert, vous le savez, au nom de mon groupe, je m'interroge sur l'opportunité de votre décision et surtout sur les conditions de sa mise en œuvre.

Nous avons d'ailleurs régulièrement des échanges au sein du Conseil d'administration d'Eau de Paris, mais il me semble que la présentation de cette délibération en Conseil de Paris est l'occasion de faire valoir une nouvelle fois nos arguments devant les représentants des Parisiens.

Première étape, qui est l'objet principal de ce rapport, le retour en régie au 1er janvier 2010. Lorsque vous avez assumé cette décision, j'ai insisté sur les nombreuses difficultés à surmonter en interne, mais aussi sur le maintien de certaines orientations stratégiques. J'ai souligné la nécessité de maintenir le niveau des investissements à long terme pour assurer le maintien du rendement élevé du réseau et poursuivre la modernisation des usines afin de répondre aux exigences des nouvelles normes. J'avais aussi évoqué les difficultés liées au climat social en raison de la multiplicité des statuts et des origines des salariés de cette nouvelle régie.

J'ajoute la complexité administrative qui a accompagné cette décision et la désorganisation tout au long de l'année 2010, qui perdure encore dans de nombreux services, et qui aboutit à des retards intolérables de paiement des fournisseurs et à une dégradation au quotidien des conditions de travail des salariés de la régie.

Alors que tous ces problèmes n'ont pas trouvé de solution pérenne durant l'année 2010, le conseil d'administration a été sommé, sous la pression de l'Exécutif parisien, de voter une baisse de 8 % du prix de l'eau afin de parfaire cette vitrine médiatique que la Ville souhaitait afficher.

Cette politique de court terme est irresponsable et cette décision, qui a fait l'objet d'un vif débat parmi les administrateurs d'Eau de Paris, toutes tendances politiques confondues, n'a fait qu'accentuer le malaise, malaise lié à la pérennité du modèle économique de la régie.

Si tout le monde s'accorde à penser que les deux ou trois années qui viennent ne sont pas problématiques en matière d'équilibre financier, les prévisions budgétaires nous montrent que nous ne pourrons pas longtemps résister à cet effet de ciseau : d'un côté, une baisse régulière des recettes d'environ 2 % par an liée à la baisse de la consommation d'eau potable et à la diminution du prix de l'eau ; de l'autre, la nécessité de maintenir un niveau élevé d'investissement.

Malaise social que vous avez amplifié par cette décision. Comment expliquer clairement que nous pouvons nous passer de 76 millions d'euros, ce qui représente le coût de la baisse de 8 % du prix de l'eau, et rester à tort ou à raison rigide face aux revendications salariales qui ont conduit depuis plusieurs semaines aux mouvements sociaux sans précédent que nous connaissons actuellement à Eau de Paris ?

Comme vous le savez, malgré mon opposition aux décisions idéologiques prises pour favoriser ce retour en régie, je n'ai eu cesse de contribuer de façon la plus constructive possible à ce processus, conscient de l'implication des salariés qui ne souhaitent pas faire l'objet d'un conflit politique.

Mais je regrette aujourd'hui de ne pas avoir été suffisamment entendu ou compris, et j'ai le sentiment que la communication l'a emporté sur la raison au détriment de notre collectivité, car nous devrons à un moment donné rectifier la trajectoire.

D'ailleurs, pour la première fois, lors de notre récent débat sur les orientations budgétaires 2012 en conseil d'administration d'Eau de Paris, a été évoquée clairement la nécessité de réfléchir à des orientations stratégiques différentes dans les prochaines années, sans en dire plus sur les pistes à explorer.

Pour conclure, je vous dirai, Monsieur le Maire, que je ne peux que me satisfaire de cette prise de conscience, même tardive, mais que nous ne sommes qu'à mi-étape puisque vous posez la question sans y répondre.

Je tire donc une nouvelle fois le signal d'alarme dans un contexte fortement dégradé et dans un climat d'interrogation, voire de défiance, d'une grande partie des salariés d'Eau de Paris.

J'attends de la part de l'Exécutif municipal, qui me paraît se confondre assez facilement avec la présidence de notre régie, des réponses à ces nombreuses interrogations, mais aussi des perspectives stratégiques claires.

L'heure de la communication est passée, Monsieur le Maire, le temps est venu de la responsabilité, et je souhaite sincèrement que vous en preniez toute votre part.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur BERTHAULT.

La parole est à Mme GASNIER, pour cinq minutes.

Mme Fabienne GASNIER. - Après le passage en régie de l'ensemble du circuit de l'eau en janvier 2010, ce bilan d'activité est l'occasion de voir où en est aujourd'hui la situation et de s'interroger sur les évolutions auxquelles la régie devra faire face.

Qu'avons-nous pu observer depuis la création en fanfare de ce service public de l'eau ? D'abord, beaucoup, beaucoup de communication. C'est avant tout ce que l'on retient : des gourdes Philippe STARCK, des fontaines d'eau pétillante, des carafes estampillées "Eau de Paris"… il y a là un savoir-faire indéniable dans le faire savoir, comme l'évoquait M. BERTHAULT.

La baisse du prix de l'eau a elle aussi fait l'objet d'une belle promotion. Tout le projet de régie municipale était d'ailleurs fondé sur une promesse de baisse du prix de l'eau et d'un meilleur service aux Parisiens.

Il y a certes une stabilisation de la part distribution, puis l'annonce d'une baisse de 8 %. Vous avez bien eu raison de communiquer là-dessus car après la baisse viendra inévitablement le temps des augmentations : la situation nous y contraindra obligatoirement.

Permettrez-vous alors une hausse modérée du prix de l'eau, comme vous l'avez fait pour l'augmentation des impôts ?

Les Parisiens auront cette fois du mal à vous croire au vu de l'addition que vous leur avez présentée par suite. Vous n'aurez en effet pas d'autre choix au regard de l'augmentation des redevances dans la composante assainissement de la facture d'eau : + 3,86 % pour la part communale de la collecte, + 6,1 % pour la redevance transport-épuration fixée par le S.I.A.P., + 4,2 % pour la redevance pollution, + 4,2 % pour la redevance modernisation des réseaux de collecte.

La baisse structurelle de la consommation, le coût de la mise en conformité avec les nouvelles normes européennes et la nécessité d'investissements pour maintenir la qualité du réseau - quand les opérateurs ont d'ailleurs laissé en partant un état plutôt satisfaisant - vous y contraindront inévitablement.

Et cette fois, il n'y aura pas la possibilité de négocier avec un opérateur privé. Cette remunicipalisation et cette baisse du prix de l'eau, c'était votre arme doctrinaire et médiatique pour convaincre votre aile gauche et pour séduire les électeurs, mais c'est un fusil à un coup.

Maintenant, il reste à en assurer les conséquences, et cela aura aussi un coût, cette fois financier.

Concernant le service aux Parisiens, la reprise en régie n'est pas non plus la révolution du service qui devait en découler. Un service public passe d'abord par un service de proximité. Or, sur les neuf sites d'accueil des abonnés qui existaient du temps des opérateurs privés, huit ont été fermés par la régie. La restructuration semble en effet poser problème, des problèmes qu'Eau de Paris tente de gérer par la sous-traitance au privé.

Les marchés transitoires, comme le télérelevé, confiés aux privés, sont en train de devenir permanents. On peut tout le même s'étonner que la régie, dont l'objectif était de contrôler l'ensemble du services de l'eau, n'ait pas repris l'activité de relevé de compteur, qui est au cœur du service et qui permet le contact direct avec l'abonné.

Cette restructuration conduit à une réorganisation sur laquelle on peut donc s'interroger. Pourquoi fermer 12 sites d'embauche pour dans le même temps séparer l'administratif et le technique dans deux sites différents, respectivement Berger et Wallace ? Au-delà du symbole, cela pose des problèmes de gestion du personnel.

On perçoit les problèmes de réorganisation dans la sous-traitance qui se développe et dans la difficulté de gérer la facturation. Il a d'ailleurs fallu faire appel par deux fois à un cabinet extérieur pour résorber les factures en retard.

Bref, ce service public pose plus de problèmes qu'il n'offre de solutions pour l'avenir. Le climat social s'est dégradé - de nombreuses grèves.

Il fait peser sur la ville de nouvelles contraintes financières en raison des investissements structurels qu'elle devra assumer, et il complique la réalisation d'un grand Paris de l'eau que nous appelons depuis longtemps de nos vœux et qui aurait dû être la priorité de votre action.

Vous semblez vous réveiller sur ce sujet actuellement mais avec votre fusil à un coup, vous vous êtes tirés dans le pied et les dégâts vont être long à réparer !

(M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, remplace M. Christian SAUTTER au fauteuil de la présidence).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - On va peut-être revenir au déroulement du débat, chers collègues. Avant de donner la parole à M. MARCOVITCH, je voulais rassurer notre assemblée sur l'énumération de taxes qu'a faite Mme GASNIER.

Il n'apparaissait pas très clairement dans son propos que ces taxes ne sont pas de la responsabilité de la Ville. Aucune d'entre elles n'a été créée par la Ville et l'évolution de ces taxes n'est pas due à des délibérations de notre Assemblée.

Je donne donc la parole à M. MARCOVITCH, pour cinq minutes.

M. Daniel MARCOVITCH. - Lors du vote sur le passage à la régie il y a maintenant deux ans, j'étais intervenu pour rappeler à nos collègues de la minorité qu'il s'agissait là d'un engagement du Maire pendant sa campagne et même si ce n'est pas dans les habitudes de ceux qui sont au sommet de l'Etat et que vous soutenez, pour nous le respect de la parole donnée a encore un sens. Le retour à la régie semblait donc quelque chose de normal, de naturel après plus de 25 ans de délégation sans contrôle réel de la Ville de Paris sur ses délégataires.

Il en est de même pour la baisse du prix de l'eau, voulue et annoncée par le Maire lors de ses vœux en janvier dernier. Certes il s'agissait là d'une question de principe car le retour à la régie devait servir aux Parisiens et aux salariés d'Eau de Paris.

Nous avons décidé collectivement, ici, au Conseil de Paris et en Conseil d'administration de la régie, de baisser de 8 % le prix de l'eau alors que cela faisait un quart de siècle que celui-ci augmentait régulièrement. En 25 ans ce sont 260 % de plus que les Parisiens avaient dû payer.

Certes, les délégataires n'ont pas fait 260 % de bénéfices : il y avait des investissements nécessaires, et il est normal puisqu'il y avait une délégation, de remplir des contrats pour lesquels ils gagnaient énormément d'argent. Et même si la totalité de ces sommes n'est pas uniquement allée grossir les bénéfices des délégataires, nous savons néanmoins que l'argent engrangé pendant ces décennies n'a jamais profité aux Parisiens.

C'est en cela que la mesure aujourd'hui est historique. En même temps, elle est symbolique parce qu'un service public se fait au bénéfice de ses usagers. Les Parisiens financent l'intégralité du budget de l'eau, avec leur facture. Ils doivent donc être les premiers bénéficiaires des économies réalisées par le passage en régie.

C'est vrai, il y a ce que l'on appelle un "one shot", un bénéfice qui ne se fait que sur la première année d'exercice. Les autres années étant mécaniquement moins importantes, c'est principalement sur cette année que nous pouvions agir. J'en profite pour dire à Jean-Didier BERTHAULT que ce ne sont pas 76 millions par an mais sur cinq ans.

En effet, 8 % de 250 millions d'euros, cela fait environ 18 millions par an, ce qui fait à peu près 76 millions en 5 ans.

C'est cette partie du bénéfice qui représente les 8 %. Pour les usagers le prix de l'eau potable passe donc de 1 euro et 4 ou 5 centimes à 96 centimes par mètre cube : c'est le moins cher de toute la Région parisienne, c'est un des moins chers de toute la France. Je crois que nous devons en être fiers et satisfaits pour les Parisiens.

En même temps, cette baisse n'était pas tout à fait suffisante. Je rappelle que, dans ce domaine, la Ville a fait de sérieux efforts en direction des plus démunis. En particulier avec les budgets sociaux, 40.000 familles qui bénéficiaient de l'allocation logement ont reçu une aide qui divise par deux leur facture d'eau. Par ailleurs, Eau de Paris participe pour 500.000 euros à l'abondement du F.S.L. pour aider aussi les gens qui ont des difficultés à régler leurs factures.

Ceci étant, c'est normal, c'est le rôle de la Ville, et c'était le rôle de la régie de faire ce travail.

En ce qui concerne les mouvements sociaux, c'est vrai qu'il y a eu une grève d'une journée il y a un mois et l'annonce d'une grève qui a commencé le lundi 7 et qui s'est terminée relativement vite. Peut-être d'ailleurs parce que elle n'était pas franchement suivie et qu'elle ne recueillait pas l'assentiment de la plupart des salariés de la régie.

Dans ces conditions, des propositions ont été faites par la direction aux syndicats. Ce sera à eux de savoir maintenant s'ils veulent rentrer dans le jeu de la négociation.

Enfin, je voudrais rappeler, comme l'a fait tout à l'heure M. le Maire, que la plupart des taxes que vous avez évoquées relèvent du S.I.A.A.P. et des agences de l'eau, agences de l'eau dont le budget est en réalité fixé par l'Etat, par le Ministère des Finances. On ne peut pas accuser aujourd'hui la Ville de vouloir amortir une partie des taxes supplémentaires, que le Président de la République ne voulait surtout pas augmenter, mais qui passent très bien dans des domaines aussi simples que ceux de l'eau puisqu'en général les usagers n'ont pas leur facture directement. C'était donc de nature à faire augmenter sérieusement le prix.

Dernier point, Madame GASNIER. C'est vrai qu'on ferme un certain nombre de lieux de gestion, mais c'est pour améliorer l'efficacité des services, pour éviter que des salariés ne soient obligés de se déplacer d'un lieu à un autre très régulièrement. Je crois savoir d'ailleurs que vous avez voté avec nous le regroupement, dans un nouveau bâtiment dans le 13e arrondissement, des locaux d'Eau de Paris et que nous allons avoir, je l'espère, une meilleure efficacité des services, beaucoup d'économie sur le plan énergétique, parce que c'est un immeuble de qualité. Et que tout ceci permettra d'avoir aussi une gestion mieux équilibrée de la régie.

En conclusion, je veux dire que je suis loin de partager votre catastrophisme. Je sais que cela dérange que la régie fonctionne même s'il lui a fallu un certain temps pour trouver son rythme de croisière. Réjouissons nous que nos concitoyens reçoivent enfin les dividendes des choix politiques qu'ils ont fait en 2008.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur MARCOVITCH.

Pour vous répondre, la parole est à Mme LE STRAT.

Mme Anne LE STRAT, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, d'abord je vous remercie d'être intervenus sur cet ensemble de délibérations et d'avoir, chacun à votre façon, posé des questions relatives au fonctionnement et aux activités de la régie, sachant que nous avons là à examiner l'année 2010.

Je vais revenir sur quelques points qui ont été évoqués. Je ne reviendrai pas sur le différend qui nous oppose, quand vous parlez de vitrine politique et idéologique concernant la création de la régie. Nous avons déjà débattu de cette question, c'est en effet un différend fort.

Nous, nous plaidons pour une gestion publique et je pense que nous pouvons montrer que la gestion publique du service de l'eau est une réussite. Je le ferai en quelques points, en répondant au passage aux différentes questions évoquées lors de vos interventions.

Pourquoi c'est une réussite ? Parce que nous avons réussi à assurer l'ensemble des métiers du service de l'eau, que ce soit la production, la distribution et la facturation - la facturation étant un nouveau métier - sans qu'il y ait eu aucune discontinuité du service.

Nous avons réussi à fusionner quatre structures : l'ancienne société d'économie mixte d'Eau de Paris, une partie du laboratoire du CRECEP et les deux distributeurs, Véolia et Suez, enfin leurs filiales, dans une seule et unique structure, pour permettre une meilleure organisation institutionnelle, une meilleure lisibilité du service, une meilleure maîtrise du service, et tout cela dans un temps record.

On peut dire, au regard des différentes fusions de structure que nous pouvons voir de l'extérieur, que celle-ci fut, non seulement réussie grâce à la motivation du personnel et à son implication, mais fut aussi réussie dans le service alloué aux Parisiens.

Elle s'accompagne de gains économiques importants, dès la première année, et c'est ce que nous examinons aujourd'hui. Ces gains, nous avons décidé de les répartir selon trois tiers environ.

Un retour à juste titre à l'usager parisien, puisque c'est lui qui contribue au service par sa facture de l'eau : c'est la baisse du prix de l'eau qui a été délibérée et votée en conseil d'administration, et que vous avez évoqué ici comme une malheureuse décision.

Or, je pense qu'on ne peut pas qualifier de malheureuse décision le fait d'avoir un service au meilleur coût et à la meilleure qualité, un service que l'usager parisien paye au juste coût. Or, payer le service de l'eau au juste coût, de fait, vu les gains générés par la régie, s'accompagnait d'une baisse du prix de l'eau. Mais nous l'avons fait de manière responsable, c'est pourquoi c'est une baisse raisonnable, parce que nous avons tenu compte d'abord de l'harmonisation sociale nécessaire pour l'ensemble du personnel.

C'est l'énorme travail que nous avons conduit en 2010, qui s'est d'ailleurs prolongé en 2011, pour harmoniser les statuts et les cultures de ces quatre entités fusionnées en une seule, qui est la régie Eau de Paris.

Cela s'est accompagné, vous dites, d'une méfiance, voire d'une défiance des salariés. Non, cela s'est accompagné de négociations sociales, comme c'est l'usage. Cela s'est accompagné d'accords, nous avons signé beaucoup d'accords et nous sommes en train de finaliser, si tout se passe bien, un accord avec l'ensemble des syndicats, sur les dernières avancées des négociations sociales.

Cela se fait, je peux vous le dire (d'ailleurs, des chiffres ont été énoncés dans la presse), au bénéfice des salariés qui ont eu tout à gagner, je tiens à le dire et à le souligner, de la création de cette régie.

Mais le troisième tiers, qui est important, qui doit évidemment nous assurer la pérennité du service, ce troisième tiers concerne les investissements et la valorisation du patrimoine de notre service.

D'ailleurs, Monsieur BERTHAULT, quand vous dites que nous n'avons pas d'orientation stratégique ni de perspective budgétaire, honnêtement et pour être un administrateur assidu d'Eau de Paris, vous savez très bien que ces orientations budgétaires ont été examinées de manière très détaillées et débattues au sein du Conseil d'administration.

Nous avons un programme d'investissement très ambitieux qui indique, pour ne donner qu'un seul exemple, que nous allons investir sur le réseau de distribution à hauteur de 16 à 18 millions d'euros par an, c'est-à-dire un montant supérieur à ce que faisaient les distributeurs auparavant.

Après, vous parlez de la réorganisation du service. Nous avons plaidé dès le départ pour que cette grande réforme s'accompagne d'une meilleure organisation du service.

Nous sommes en train de finaliser un programme de regroupement des différents sites et des différentes équipes pour qu'il y ait une meilleure culture d'entreprise entre les différents personnels et pour qu'il y ait une meilleure efficacité (comme l'a dit Daniel MARCOVITCH que je remercie d'être intervenu) entre les services, notamment sur les sites d'accueil.

On peut le regretter, Madame GASNIER, mais très peu de Parisiens se déplacent sur les sites d'accueil qui existaient auparavant, le personnel lui-même sur le terrain admet qu'à peine une dizaine de personnes par jour viennent demander des informations sur le service. Or, nous avons la volonté de créer une vraie agence usagers, beaucoup mieux connue et reconnue, pour assurer un meilleur service aux usagers que ce qui avait été fait auparavant.

Vous parlez enfin, comme l'une des raisons pour lesquelles l'année 2010 aura *été une mauvaise année pour la régie*, du fait que l'on externalise de plus en plus de marchés, mais pas du tout. Comme je l'ai dit, on a réinternalisé des fonctions et des métiers que nous n'avions pas auparavant, c'est-à-dire tous les métiers de facturation, tous les métiers en contact avec les usagers, le centre d'appels et le traitement des courriers. Nous ne l'avions pas auparavant, même pas avant 1985, alors que c'était une régie directe.

Je pense que cela fait partie des métiers essentiels pour un service public local. Nous l'avons internalisé. Par contre, ce que nous continuons à externaliser, et je pense que vous nous en donnerez crédit, c'est ce qui n'est économiquement pas intéressant pour la régie.

En effet, pour des questions de fontainerie, de relevé de compteurs, nous n'avons pas la taille critique pour le faire en interne, donc nous faisons toujours appel à des marchés publics, comme ce que faisaient d'ailleurs les distributeurs qui, avant, faisaient appel pour ces marchés à leurs filiales. Ils ne le faisaient pas non plus en direct.

Nous faisons maintenant appel à d'autres prestataires, par des marchés publics. Là aussi, encore un chiffre pour vous dire la part d'externalisation que nous faisons pour l'exploitation de la régie. Cela ne représente même pas 2 % de notre chiffre d'affaires.

C'est une vraie régie qui fonctionne, dans l'intérêt à la fois des usagers, de la collectivité et du personnel, dont nous pouvons montrer quasiment deux ans après toute la pertinence.

Le dernier point, je conclurai là-dessus, vous avez parlé du Grand Paris de l'eau, Madame GASNIER, c'est une question importante. Vous savez très bien que je suis favorable à la tenue d'une conférence métropolitaine de l'eau. Depuis longtemps, nous sommes nombreux ici à penser que la question de l'eau ne peut pas se limiter au territoire administratif, au territoire politique. Je plaide comme vous pour qu'il y ait une conférence métropolitaine, je pense que cela doit se faire aussi dans le cadre du Syndicat mixte Paris métropole.

J'espère que cette conférence métropolitaine se tiendra dans l'année qui vient. Si nous pouvons être d'accord sur le fait que ces enjeux dépassent aussi les seuls enjeux de territoire administratif, nous pourrons travailler à ce que cette question métropolitaine soit mieux reconnue par l'ensemble des acteurs.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 76.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DPE 76).

2011, DPE 79 - DGRI 77 - Subvention (150.000 euros) avec avenant à la convention passée avec l'association PREMIERE URGENCE relative au projet d'amélioration de l'accès et de la gestion de l'eau dans le district de Qalqilya (Cisjordanie - Territoires palestiniens).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DPE 79 - DGRI 77 relatif à l'attribution d'une subvention de 150.000 euros à "Première Urgence".

Je donne la parole à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci, Monsieur le Maire.

Il s'agit d'un avenant à la convention passée avec l'association "Première Urgence", relative au projet d'amélioration de l'accès et de la gestion de l'eau dans le district de Qalqilya en Cisjordanie, dans les territoires palestiniens.

Ce projet de délibération fait suite à une première subvention que nous avons votée, qui visait à permettre l'accès à l'eau pour une partie des 3.600 habitants qui sont répartis entre deux villages du district de Qalqilya en Cisjordanie.

C'est un territoire enclavé par la construction du mur de séparation avec Israël, le Nord-ouest de la Cisjordanie, comme tout le monde le sait, étant particulièrement touché par une crise économique sans précédent et devant faire face à l'effondrement du secteur privé et à l'abandon des terres agricoles.

La vulnérabilité des ménages y est très importante, face au manque d'infrastructures et de services. C'est particulièrement le cas dans ces deux villages qui, avant la réalisation du projet, n'étaient pas reliés au réseau d'eau israélien qui dessert les colonies voisines.

L'approvisionnement en eau s'y faisait par camions-citernes et stockage individuel dans des citernes. Cette desserte coûteuse pesait pour 25 % environ des dépenses des foyers.

J'ai souhaité intervenir sur ce projet de délibération, parce que le rapport technique et financier final a établi que le projet a atteint et même dépassé (ce qui est assez rare pour être souligné) l'objectif initial du nombre de bénéficiaires, pour atteindre la totalité des habitants de ces deux villages.

L'accès direct à une eau potable et de qualité, est donc garanti pour tous les habitants de ces deux localités. Nous pouvons nous réjouir que l'O.N.G. "Première Urgence" ait fort bien utilisé cette subvention pour aider à résoudre localement une question majeure dans cette région.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour répondre, la parole est à Anne LE STRAT.

(M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, remplace M. Bernard GAUDILLÈRE au fauteuil de la présidence).

Mme Anne LE STRAT, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

J'interviendrai très brièvement, puisque Danielle FOURNIER a rappelé tout l'intérêt et l'importance de cette subvention. Elle sait l'intérêt que je porte à ces questions et à ces territoires. Je l'ai d'ailleurs dit en 4e Commission : nous ne ferons jamais assez au regard des déséquilibres d'accès à l'eau, entre les populations israéliennes et les populations palestiniennes.

C'est un apport supplémentaire. Il reste toujours une inégalité très forte de répartition des ressources entre ces deux peuples.

Vous avez bien précisé que le projet est allé au-delà des objectifs initiaux. Cela a été possible grâce à l'implication très forte des acteurs locaux, ce qui est toujours un gage de réussite des projets que nous menons sur le terrain.

Je ne peux que vous féliciter d'avoir pointé ce projet et nous encourager à en mener d'autres, non seulement sur ces territoires, mais aussi sur d'autres avec la même ambition dans l'accès à l'eau équitable pour tous.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 79 - DGRI 77.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DPE 79 - DGRI 77).

Dépôt de questions d'actualité.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Avant de suspendre la séance, je vous informe que des questions d'actualité ont été déposées.

La première émane du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés. Elle concerne "la baisse des effectifs policiers dans les arrondissements parisiens".

La deuxième question d'actualité, posée par le groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés", est relative "à la situation dans l'Education nationale en générale et au malaise des élèves, des enseignants et des parents d'élèves de la cité scolaire Balzac à Paris (17e) ainsi qu'à la gestion du maintien de l'ordre lors d'un blocus de l'établissement.

Elle est ainsi rédigée :

"Grève d'enseignants, blocages d'établissement par les lycéens, manifestations, opérations classes "mortes", depuis le début du mois de novembre, la situation est particulièrement tendue au sein de la cité scolaire Balzac à Paris, dans le 17e arrondissement.

Après avoir été reçus au Rectorat jeudi dernier, les élèves, les enseignants et les parents d'élèves manifestent à nouveau, aujourd'hui même, devant le Ministère de l'Education nationale.

Situé boulevard Bessières, à proximité de quartiers populaires, cet établissement, à la fois collège et lycée, accueille 2.000 élèves. Sa situation est malheureusement a priori assez banale et ressemble à celle de beaucoup d'établissements scolaires publics touchés par la catastrophique politique du Gouvernement en matière d'éducation : classes surchargées, manque de moyens, enseignants absents non remplacés.

Mais à Balzac, ajoutant sans doute au malaise ressenti, le personnel d'encadrement est réduit à portion congrue. Le poste du 2e agent qui contrôle les entrées n'est pas reconduit, il manque un ou une infirmière et cinq surveillants. Et les documentalistes ne sont pas en nombre suffisant pour assurer l'accueil et le conseil aux élèves dans un établissement de cette taille.

C'est sur ce terreau que la mise en place de la réforme des lycées, lancée en 2010, est venue faire éclore la colère. Avec des moyens réduits, il est particulièrement difficile de faire cohabiter les sections internationales et les fameux "enseignements d'exploration".

Résultats : dans certains emplois du temps, la pause méridienne est parfois inférieure à une heure. Des élèves comptent six heures de trou dans la journée et viennent tous les jours, y compris le samedi. Certains cours se chevauchent. Des élèves ne disposent pas de manuels pour travailler.

La proviseure a été mise en cause pour des erreurs d'organisation, mais la situation témoigne surtout des difficultés que rencontrent de plus en plus de chefs d'établissement auxquels on demande de faire toujours plus avec moins.

C'est dans ce contexte que la situation a dégénéré mardi 8 novembre. Pour soutenir la grève des enseignants, les lycéens avaient décidé de filtrer les entrées de l'établissement, ne laissant passer que les collégiens. C'est alors que la police a décidé d'intervenir.

D'après les témoignages, un policier a attrapé un élève à la gorge, avant de le plaquer au sol et de le rouer de coups. Il a ensuite été menotté et emmené au commissariat. Il devra comparaître devant la Justice pour "rébellion" et "outrage". Dans la bousculade qui a suivi, une jeune fille a eu le tibia fracturé et une autre a été légèrement blessée. Les élèves sont très choqués et le retour au calme semble difficile.

Monsieur le Maire, nous souhaitons savoir si vous partagez notre inquiétude concernant cette situation particulière que nous venons d'évoquer dans cet établissement, qui est symbolique de la dégradation des conditions d'éducation dans notre pays.

Comptez-vous interpeller le Rectorat de Paris afin que des effectifs d'enseignants et d'encadrements supplémentaires soient affectés au collège-lycée Balzac, afin que soient rétablies les conditions normales de l'exercice de l'éducation ?

Nous souhaiterions demander à M. le Préfet de police des précisions sur les conditions de l'interpellation du jeune lycéen et les raisons pour lesquelles une intervention musclée a été mise en œuvre, conduisant à dégrader plus encore la situation au sein de cet établissement et aux abords ?"

La troisième question d'actualité, posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, est relative "à la situation des ascenseurs".

La quatrième question, posée par le groupe U.M.P.P.A., est relative "au pass Navigo".

Enfin, la dernière question posée par le groupe Centre et Indépendants, concerne "l'axe ferroviaire - Paris-Seine".

Merci et bon appétit.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures cinq minutes, est reprise à quatorze heures quarante-cinq minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, tout le monde est installé au calme et s'apprête à écouter.

Les maires, avec leurs premiers adjoints, ont fini les concertations.

Examen des questions d'actualité.

I - Question d'actualité du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relative à la baisse des effectifs policiers dans les arrondissements parisiens.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je donne donc la parole d'abord à Daniel VAILLANT pour interroger M. le Préfet de police au nom du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. Daniel VAILLANT, maire du 18e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Préfet, pour les élus socialistes, radicaux de gauche et apparentés, la sécurité est une valeur essentielle indispensable à l'exercice de la liberté, donc de la démocratie.

Sécurité et liberté sont indissociables.

En période de crise économique et sociale, comme celle que nous traversons, il est d'autant plus nécessaire de lutter efficacement et avec discernement contre l'insécurité grandissante.

Celle-ci frappe d'abord les habitants des quartiers populaires. Cette lutte ne peut s'envisager que de manière partenariale dans le cadre du Contrat local de sécurité.

La Ville de Paris, qui finance de manière importante la Préfecture de police, n'a jamais manqué au Préfet de police, quel qu'il soit, notamment en finançant en 2001 les A.S.P. et en soutenant votre initiative visant à installer la vidéoprotection dans la Capitale, moyennant un encadrement rigoureux.

Bien sûr, la police ne peut à elle seule assurer la sécurité. La justice est aussi un acteur essentiel. L'éducation, négligée et maltraitée par l'Etat depuis neuf ans, devra à l'avenir retrouver sa place au premier rang des priorités. L'éducation d'aujourd'hui, c'est la sécurité de demain.

A Paris, les maires d'arrondissement ont aussi un rôle essentiel à assurer comme partenaires de proximité. La Ville de Paris et les maires d'arrondissement jouent du mieux qu'ils peuvent le rôle de coproducteurs de sécurité, mais ne peuvent se substituer à l'Etat qui, depuis quelques années, se montre défaillant.

Malgré l'augmentation constante de la dotation financière de la Ville à la Préfecture de police, l'engagement de l'Etat n'a pas été tenu. Les effectifs policiers sur le terrain ont très sensiblement diminué.

La fameuse révision des politiques publiques, R.G.P.P., frappe sans discernement et les missions régaliennes de l'Etat sont mises à mal. La Préfecture de police n'échappe pas à cette politique dangereuse conduite par le Gouvernement.

Comment comprendre la baisse des effectifs policiers (-3.148 policiers et gendarmes cette année) qui, ajoutée à celles des années précédentes, porte la saignée à -12.5000 emplois supprimés à l'initiative de François FILLON, qui décidément aime bien Paris, et de Nicolas SARKOZY qui a oublié les fonctions de Ministre de l'Intérieur qu'il a occupées. Il faut sourire.

A Paris, la baisse est aussi sensible et cachée depuis deux ans. La police d'agglomération a bien eu les effets redoutés sur Paris. Les effectifs des gardiens de la paix, des gradés et des adjoints de sécurité ont diminué. 399 emplois au moins ont été supprimés.

S'ajoute à cela le rapport alarmant de la Cour des comptes sur la gestion des effectifs. Face à ces situations, le recours à la réserve civile avec de jeunes retraités de la police nationale ne constituera qu'un cache-misère.

Aujourd'hui, vous êtes, Monsieur le Préfet de police, autorisé à livrer enfin les chiffres de la baisse des effectifs parisiens de la police. Dans le seul 18e arrondissement, j'évalue la coupe sombre à plus de 100 policiers au moins et, pendant ce temps, l'espace public est détourné de son usage citoyen : prostitution, trafic, sauvette et contrefaçon privent les habitants du 18e arrondissement de leur sécurité, de leur liberté, de leur tranquillité et d'autres arrondissements sont concernés.

La situation, Monsieur le Préfet, je veux vous le dire, est devenue inacceptable.

Ma question sera simple : pouvez-vous, au nom du Gouvernement, nous dire la vérité sur les chiffres des effectifs policiers, arrondissement par arrondissement, grade par grade, l'évolution à la baisse enregistrée depuis plusieurs années et les baisses prévisionnelles pour l'avenir ?

Je vous remercie de vos réponses.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur le Ministre.

La parole est au Préfet de police.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Monsieur le Maire, Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs les Conseillers, tout d'abord je suis amené à rappeler ce que j'avais dit la dernière fois sur le libellé exact des questions, car on m'a donné à 11 heures 30 une question qui concernait les effectifs à Paris.

Je suis donc amené, par rapport à la réponse qu'ont préparé mes valeureux collaborateurs, à répondre directement à M. le Ministre VAILLANT sur un certain nombre de choses qui ne correspondent pas exactement à la question à laquelle je m'attendais, celle des effectifs à laquelle je répondrai.

S'agissant de l'insécurité grandissante à Paris, je voudrais rappeler tout simplement (vous avez cité M. JOSPIN et M. SARKOZY, quand il était Ministre) que je suis bien sûr, sur ce sujet, le Représentant de l'Etat et je me dois de représenter le Gouvernement, mais je ne peux pas laisser dire aujourd'hui, Monsieur le Ministre, avec beaucoup de respect, qu'à Paris on est devant une situation d'insécurité grandissante dans la mesure où la délinquance a baissé depuis 2001 de 23 % dans cette ville grâce à l'action non seulement du Préfet de police mais de l'ensemble des policiers qui travaillent tous les jours dans cette ville, afin d'assurer une sécurité plus importante.

Lorsque vous parlez de défaillance, je le dis avec beaucoup de retenue, je pense qu'il n'y a aucune défaillance, et je vais rentrer à la Préfecture pour travailler avec la DOPC sur le problème des manifestations, sur la façon d'encadrer ces manifestations, nous travaillons, et sachez que tous les policiers sont à la manœuvre.

S'agissant ensuite des effectifs que j'ai précisés, je trouve maintenant que ces propos sont injustes pour les policiers qui travaillent dans cette Préfecture de police comme au niveau national pour que la délinquance recule. Ce n'est pas une chose facile, mais sachez que depuis quelques années, l'orientation n'est pas aussi catastrophique qu'on le dit dans certains milieux.

S'agissant des effectifs, s'agissant de la façon de gérer la dépense publique, la période de crise européenne aiguë que nous vivons, dont nous suivons l'inquiétante chronique semaine après semaine comprend une dimension relative aux finances publiques. Le niveau des dépenses, la dynamique des déficits, de la dette sont devenus insoutenables et, chacun le reconnaît, exigent des efforts de tous, des citoyens à travers l'impôt, des entreprises, des institutions et bien sûr des administrations publiques.

Ce qui doit être souligné, Monsieur le Ministre, vous avez été à la tête de ce Ministère, notre patron, c'est que ces efforts ne peuvent pas être effectués de manière rampante et escamotée. Ils le sont de façon lucide. Comment nos concitoyens auraient-il compris qu'il n'y ait pas une évolution des effectifs au Ministère de l'Intérieur comme cela a été le cas, comme c'est le cas, on le reconnaît, à l'Education nationale et dans les hôpitaux.

Dans des ministères comme le nôtre, que vous connaissez parfaitement, où la masse salariale représente 85 % du budget, on ne peut pas sérieusement prétendre maîtriser les dépenses publiques sans que cela ne concerne au moins de manière modérée les recrutements et le niveau des effectifs. Contrairement à des clichés tenaces, la Préfecture de police n'est pas une principauté isolée, elle participe pleinement à cette solidarité commune. Mais cette éthique de la responsabilité budgétaire rappelée par le Ministre de l'Intérieur s'exerce en respectant plusieurs principes.

Le premier de ces principes c'est l'équité, Paris n'est pas traitée de manière défavorable par rapport au reste du territoire, je tiens à vous l'assurer, et j'en avais pris l'engagement. Je dirais même que l'acuité des problèmes de sécurité, des besoins franciliens est prise en compte d'une façon particulière, d'ailleurs depuis deux ans que je suis en charge de la sécurité de l'ensemble de l'agglomération parisienne, je m'efforce aussi de faire preuve de pédagogie sur les enjeux de sécurité parisiens à l'égard des élus de banlieue qui considèrent que Paris est trop riche en effectif.

Je ne cesse de répondre à des lettres d'élus de Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne qui comparent le nombre de fonctionnaires de police dans un arrondissement et dans leur commune. Ce n'est pas comparable dans la mesure où à Paris, il y a les habitants certes, mais aussi tous les visiteurs, ceux qui travaillent à Paris, il y a tous les touristes, et on ne peut pas faire cette comparaison. On sait par ailleurs que les effectifs sont en moyenne plus jeunes à Paris, donc plus directement affectés par la baisse du volume des recrutements.

Dans ce souci, sachant qu'il allait y avoir des évolutions probablement plus dures, vous avez cité les chiffres nationaux, j'ai veillé jusqu'en 2008 à ce que des effectifs soient affectés à Paris en surnombre par rapport aux effectifs de référence, parce qu'on sait très bien, vous vous y êtes employés, d'autres s'y emploient depuis, que les affectations se font en région parisienne et que le vœu de beaucoup de nos agents est de repartir en province.

Nous avions donc renforcé les effectifs, c'est pourquoi, Monsieur le Maire, puisque je vous ai également répondu, car vous êtes légitimement préoccupé de cette question, il me paraît intellectuellement justifié de comparer l'évolution récente des effectifs non pas par rapport à ce pic artificiel qui a été celui d'il y a deux ou trois ans, mais sur une période plus longue.

Aujourd'hui, je peux signaler qu'il y a davantage d'effectifs, très précisément 6.400 fonctionnaires à Paris intra muros, contre 6.200 en 2000. Il n'y a pas eu de baisse des effectifs même si comme je vous l'ai écrit, il y a eu sur la période récente, 399 fonctionnaires de moins par rapport à une période où nous avions gonflé les effectifs.

Second principe, c'est la façon évidemment d'organiser les services de police. C'est une intelligence de l'action opérationnelle sur les sites aux horaires les plus sensibles. Pour maintenir et augmenter le nombre de patrouilles, nous avons multiplié les patrouilles à deux policiers. Alors qu'ils pouvaient auparavant se déplacer trop fréquemment à deux ou trois, nous leur demandons de multiplier les rondes à pied ou en VTT ; afin de ne pas sacrifier le cœur de métier de l'action policière, la présence sur la voie publique, les enquêtes judiciaires, l'accueil des victimes, des réformes structurelles fortes ont été menées pour gagner en productivité sur le plan opérationnel.

Ainsi, tout en prenant en charge, par exemple, les services d'ordre en banlieue, la Direction de l'Ordre public et de la Circulation a absorbé sans effectif supplémentaire l'augmentation sans précédent des services d'ordre alors qu'il y a eu + 30 % de manifestations depuis deux ans à Paris. Manifestations qui concernent souvent des enjeux géopolitiques lointains avec des modalités d'action ultra répétitives qui paraissent d'ailleurs parfois abusives au risque de déprécier le droit de manifester. Il y a eu le week-end dernier 14 manifestations dans Paris. C'est très bien. Nous les accompagnons et souhaitons que tout le monde puisse exprimer ses souhaits. Mais il faut savoir que nous utilisons des effectifs pour accompagner ces différentes manifestations.

Donc, l'effort principal est gagé sur la productivité des fonctions supports grâce à des réformes structurelles (police d'agglomération, rapprochement police gendarmerie, simplification des organigrammes). Je souhaite personnellement le dire, je ne l'ai jamais dit, je montre personnellement l'exemple : quand je suis arrivé à la Préfecture de police il y avait 160 fonctionnaires à la compagnie de garde, j'ai rendu 50 fonctionnaires, c'est-à-dire qu'il n'y a plus que 110 fonctionnaires et nous sommes, je l'espère, avec l'appui de la vidéo protection qui n'existait pas, mieux, aussi bien en tout cas, protégés à la Préfecture de police.

Le troisième principe, c'est la progressivité et la modération. Il y a 10 ans avec la réduction du temps de travail, les services de police ont dû absorber un recul du potentiel horaire disponible d'une année sur l'autre de 11 %. Les ajustements cumulés auxquels nous devons nous adapter sont plus modérés et lissés et en outre, le Ministre a obtenu très récemment des heures supplémentaires, nous avons donc pu faire travailler plus longuement, notamment dans le cadre des périmètres de sécurité renforcée que nous avons demandés dans le cadre d'ailleurs du travail partenarial que nous menons avec la Ville sur Château-Rouge.

Puisque vous êtes évidemment, Monsieur le Ministre, très attaché au 18e, nous faisons beaucoup sur Montmartre et sur le mois dernier les heures supplémentaires que nous avons obtenues ont permis de dégager 300 équivalents temps plein de fonctionnaires de police.

Donc, ne nous leurrons pas, à la différence de ce qui se passerait si nous n'avions engagé aucune réforme de nos méthodes de travail, si nous avions dû subir les mêmes contraintes, ces réformes que nous avons faites commencent à porter leurs fruits.

Qui peut sérieusement contester aujourd'hui le surcroît d'efficacité et de réactivité que nous apporte depuis deux ans la police d'agglomération en termes de lutte contre les bandes, les trafiquants de drogue, les cambrioleurs itinérants, en matière d'élucidation judiciaire et de réactivité du potentiel anti-délinquance.

La vidéoprotection ne se substituera pas à la présence sur le terrain, j'ai bien entendu ce matin le débat auquel j'ai assisté sur l'accueil de façon globale dans les services de la Mairie, et j'ai entendu ce discours tout à fait compréhensible sur le fait que la machine ne doit pas remplacer l'homme. Eh bien sur la vidéoprotection, je le redis en remerciant à nouveau M. le Maire de Paris d'avoir accepté de travailler avec nous, même si au niveau du financement, je ne vais pas citer de chiffre, ce n'est peut-être pas au même niveau que l'État, mais en tout cas sur le plan du principe, nous avons eu, comme nous l'avons en matière de CLSPD, un travail partenarial particulièrement intéressant que je tiens à souligner.

Les effectifs, ils sont importants, si nous avions 400 fonctionnaires de plus, nous serions sans doute encore plus efficaces, mais ce qui compte, ce sont les résultats. Pour les résultats, je travaille depuis quatre ans et demi à la Préfecture de police et je ne peux pas laisser dire que nous n'obtenons pas de résultats.

Je ne veux pas rentrer dans des polémiques qui ne sont pas de mon niveau, mais il faut savoir que, le mois dernier, le taux d'élucidation à Paris a été de 41,7 %. En 1999, il était de 15,51 %. Donc, je ne pense pas que l'on puisse parler aujourd'hui d'une insécurité grandissante à Paris.

Voilà, Monsieur le Maire, Monsieur le Ministre VAILLANT, pour lequel j'ai beaucoup d'estime - il a été mon patron, j'étais à l'époque préfet du Gard - je m'efforce, dans le travail que je conduis, de rester dans ma mission de défendre les fonctionnaires qui travaillent avec nous. Ils commencent à considérer qu'il est difficile d'entendre dire que la politique d'insécurité est un échec, dans cette ville où elle a baissé de 24 % et où le taux d'élucidation a été multiplié par deux en dix ans.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Avant de donner la parole à Myriam EL KHOMRI, très brièvement, si elle le souhaite, car M. le Ministre interroge M. le Préfet de police, et les propos ont été entendus, je voudrais, Monsieur le Préfet de police, faire deux petites mises au point très sereines.

Oui, si vous voulez, des remarques, car vous allez voir que cela revient au même.

Premièrement, que pour ce qui concerne le libellé des questions d'actualité, nous sommes logés à la même enseigne : tous les groupes interrogent avec des libellés très laconiques.

Si la Conférence d'organisation souhaite, à la demande du Préfet de police et du Maire de Paris, que le libellé des questions soit plus précis, voire que les questions soient transmises dans leur rédaction, moi, en tout cas, je suis prêt à m'associer au Préfet de police sur cette demande.

Je ne suis pas sûr que tous les groupes soient d'accord, donc je mets cette suggestion à l'ordre du jour de la prochaine Conférence d'organisation.

Enfin, Monsieur le Préfet de police, vous êtes un homme d'expérience, un haut fonctionnaire, je veux simplement vous rappeler que, lorsque les élus contestent la politique du Gouvernement - ce qui est bien la moindre des choses en démocratie, comme vous avez peut-être remarqué, suivant nos séances, que des élus contestent beaucoup la politique du Maire de Paris -, cela ne signifie pas que nous mettons en cause les fonctionnaires de police.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Je suis prêt à vous défendre, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous le demande.

Mais, ce que je précise, c'est que lorsque nous interrogeons, que nous posons des questions, que nous débattons même de manière contradictoire, cela ne met nullement en cause l'honorabilité et la gratitude que nous avons pour les fonctionnaires de police. Il y a les fonctionnaires de police et la manière dont ils font bien leur travail, et les débats légitimes, quoi qu'en pense tel ou tel, sur les orientations politiques qui sont avancées par les élus que nous sommes. Voilà.

La parole est à Mme Myriam EL KHOMRI, très brièvement.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je crois qu'une volonté politique, c'est un budget et donc des choix qui s'imposent.

Je suis désolée, mais entre un bouclier fiscal et une présence humaine de policiers sur le terrain, nous n'aurions pas fait les mêmes choix !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Attendez une seconde ! Attendez une seconde !

Il y a quelque chose d'assez drôle dans cette assemblée. Jusqu'à nouvel ordre, l'opposition est l'opposition. Bien. Eh bien, chaque fois que l'on dit quelque chose qui ne leur plaît pas, ils hurlent. Nous qui sommes plutôt majoritaires, me semble-t-il, qu'est-ce qu'on entend ! Et moi-même, j'écoute patiemment, humblement, les nombreuses critiques de la Droite parisienne, et ils ne supportent pas la moindre critique. C'est bizarre cela.

Alors, mes chers collègues, que vous soyez de la majorité ou de l'opposition, supportez qu'il soit parfois tenu des propos qui ne vous conviennent pas.

Myriam EL KHOMRI.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je disais donc que ce sont des choix. Nous n'aurions pas fait les mêmes choix et ce n'est pas un combat entre les élus parisiens et les élus de banlieue, c'est aussi notre conception de la police, notre conception des gardiens de la paix : une présence humaine dans les quartiers qui en ont le plus besoin, et non pas un service d'ordre. Je crois que les demandes formulées par Daniel VAILLANT, et de nombreux maires d'arrondissement, prennent également en compte cette souffrance des habitants.

Nous n'attendions pas que vous nous rassuriez, et aujourd'hui vous avez voulu nous rassurer, mais nous attendons que vous assumiez et que vous expliquiez.

Assumez d'abord cette baisse importante d'effectifs policiers à l'heure où l'Etat ne cesse de nous promettre plus de sécurité, avec une insistance qui tient pour moi de l'inconscience pure et simple. Et puis parlons des résultats, comme vous l'avez dit.

Assumez ensuite l'impact de ces baisses d'effectifs sur l'espace public parisien, à un moment particulièrement critique où se multiplient les formes d'occupations sauvages et les tensions.

Assumez enfin une réduction du champ des missions que ne manquera pas d'entraîner la réduction des effectifs.

Je pense que tout le monde est sensible au fait que la sécurité privée prend de plus en plus de place. Au fait également que, certes, vous nous dites que le nombre global d'effectifs est constant, mais regardez au niveau des commissariats d'arrondissement : il y a des nouveaux peut-être sur la brigade ferrée, il y a d'autres services qui ont peut-être reçu plus d'effectifs mais, au niveau des arrondissements, au niveau de notre conception de la police, de la présence humaine rassurante, il y a une très forte baisse d'effectifs.

En cela, vous ne nous avez pas non plus répondu sur la question de la répartition entre les différents arrondissements parisiens. Pour moi, cela pose un vrai problème.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Ecoutez, nous avons passé beaucoup de temps sur ce sujet et, à mon avis, ce n'est pas terminé. Bien. Notamment sur la dernière demande que fait Myriam EL KHOMRI, que j'ai fait moi-même, c'est-à-dire que nous souhaitons avoir des informations sur la répartition par arrondissement. Voilà. Le débat va se poursuivre.

En attendant, il faut passer aux autres questions quand même.

II - Question d'actualité posée par le groupe E.E.L.V.A. à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police, relative à la situation dans l'Education nationale en général et au malaise des élèves, des enseignants et des parents d'élèves de la cité Balzac à Paris 17e.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant, je donne la parole à M. BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Grève d'enseignants, blocage d'établissements par les lycéens, manifestation opération classes mortes, depuis le début du mois de novembre, la situation est particulièrement tendue au sein de la cité scolaire Balzac dans le 17e arrondissement.

Après avoir été reçus au Rectorat jeudi dernier, les élèves, les enseignants et les parents d'élèves manifestent aujourd'hui même devant le Ministère de l'Education nationale.

Situé boulevard Bessières, à proximité de quartiers populaires, cet établissement, à la fois collège et lycée, accueille 2.000 élèves. Sa situation est malheureusement a priori assez banale et ressemble à celle de beaucoup d'établissements scolaires publics touchés par la catastrophique politique du Gouvernement en matière d'éducation : classes surchargées, manque de moyens, enseignants absents non remplacés.

Mais à Balzac, ajoutant sans doute au malaise ressenti, le personnel d'encadrement est réduit à portion congrue : le poste du deuxième agent qui contrôle les entrées n'est pas reconduit ; il manque un ou une infirmière et cinq surveillants ; les documentalistes ne sont pas en nombre suffisant pour assurer l'accueil et le conseil aux élèves dans un établissement de cette taille.

C'est sur ce terreau que la mise en place de la réforme des lycées, lancée en 2010, est venue faire éclater la colère. Avec des moyens réduits, il est particulièrement difficile de faire cohabiter les sections internationales et les fameux enseignements d'exploration.

Résultats : dans certains emplois du temps, la pause méridienne est parfois inférieure à une heure ; des élèves comptent six heures de trou dans leur emploi du temps durant une journée et viennent tous les jours, y compris le samedi ; certains cours se chevauchent ; des élèves ne disposent pas de manuels pour travailler.

La proviseure a été mise en cause pour des erreurs d'organisation, mais la situation témoigne surtout des difficultés que rencontrent de plus en plus de chefs d'établissement auxquels on demande de faire toujours plus avec moins.

C'est dans ce contexte que la situation a dégénéré mardi 8 novembre.

Pour soutenir la grève des enseignants, les lycéens avaient décidé de filtrer les entrées de l'établissement, ne laissant passer que les collégiens. C'est alors que la police a décidé d'intervenir.

D'après les témoignages, un policier a attrapé un élève à la gorge, avant de le plaquer au sol et de le rouer de coups. Il a ensuite été menotté et emmené au commissariat. Il devra comparaître devant la Justice pour rébellion et outrage. Dans la bousculade qui a suivi, une jeune fille a eu le tibia fracturé et une autre a été légèrement blessée. Les élèves sont très choqués et le retour au calme semble difficile.

Monsieur le Maire, nous souhaitons savoir si vous partagez notre inquiétude concernant la situation particulière que nous venons d'évoquer dans cet établissement, qui est symbolique de la dégradation des conditions d'éducation dans notre pays.

Comptez-vous interpeller le Rectorat de Paris afin que des effectifs d'enseignants et d'encadrement supplémentaires soient affectés au collège-lycée Balzac, afin que soient rétablies les conditions normales de l'exercice de l'éducation ?

Monsieur le Préfet, nous souhaiterions vous demander des précisions sur les conditions de l'interpellation du jeune lycéen, et les raisons pour lesquelles une intervention musclée a été mise en œuvre, conduisant à dégrader plus encore la situation au sein de cet établissement et aux abords.

Je vous remercie pour votre attention. Ma question ayant été transmise dans son intégralité, je ne doute pas de la précision des réponses que vous m'apporterez.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est quand même une occasion que je saisis…

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Nous sommes le seul groupe à l'avoir fait, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - J'ai compris, et je souhaite que vous serviez d'exemple. Je souhaite, François DAGNAUD, que tout le monde fasse comme le groupe verts sur ce sujet.

Ce n'est pas non plus le cas de votre groupe, cher Alain DESTREM, quand il m'interroge moi.

Tous les lundis après-midi de séance, vous êtes un peu en forme…

Écoutez, nous avons du travail : il faut tenir les temps.

Là, personne ne tient les temps : ni les élus qui interrogent, ni les élus qui répondent, ni personne.

Colombe BROSSEL, soyez brève.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci, Monsieur BOUTAULT.

Vous nous interrogez pour savoir si le Maire de Paris partage votre inquiétude sur la situation des services publics d'éducation en général et la situation du collège-lycée Balzac en particulier.

Évidemment, nous dénonçons sans relâche depuis des mois déjà les conditions dans lesquelles les économies réalisées par le Gouvernement sur le dos du service public de l'éducation dégradent… cela fait grogner à ma gauche… dégradent quotidiennement, nous le voyons, et ce n'est qu'une traduction supplémentaire…

À ma gauche, à votre droite… bref ! vous les aurez remis dans l'ordre…

… dégradent réellement les conditions d'enseignement et d'étude…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous en prie ! Quand on commence comme cela l'après-midi en étant moins concentré, ce n'est pas bien. On écoute tous les orateurs, quels qu'ils soient.

Colombe BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Traduction concrète du fait que oui, couper année après année les budgets de l'éducation fait du mal à l'éducation et ne permet plus à l'éducation de fonctionner.

C'est la raison pour laquelle nous étions, avec l'ensemble de mes collègues vice-présidents des conseils généraux de gauche, présents le 27 septembre avec un certain nombre d'élus parisiens aux côtés des parents, des enseignants qui manifestaient dans la rue car ce n'est plus possible.

Les coutures craquent de tous les côtés. Et aujourd'hui, si la communauté éducative dans son ensemble nous interpelle à Balzac, dans son ensemble, j'insiste, les lycéens, les collégiens, leurs parents, les enseignants, c'est bien parce que les coutures craquent et que cela ne peut plus fonctionner.

Alors, oui, évidemment, nous sommes à leurs côtés ; nous l'avons toujours été. Je me permets de rajouter que depuis le début de l'année, nous faisons état du fait que ce type de dysfonctionnement apparaît dans l'ensemble des établissements de la périphérie parisienne.

Thomas Mann : 43 élèves non financés ; pas de DHG pour accompagner ces enfants.

Dans le 19e arrondissement, des enseignants qui ne sont pas remplacés parce qu'il n'y a plus de moyens.

Alors oui, nous continuerons à être aux côtés de l'ensemble de ces établissements. Balzac était à l'évidence l'un des établissements que nous soutenions, notamment dans le cadre du million. C'est un établissement dans lequel nous avions accompagné un projet de résidence d'artiste car c'est là qu'il faut être présent, et c'est là que nous mettons en œuvre ce que nous avons proposé dans le cadre de l'accompagnement des collèges les plus fragiles.

Oui, nous continuerons à être présents, mais notre présence ne pourra pas faire revenir comme par magie ce qui manque aujourd'hui dans un établissement comme Balzac : des enseignants, des infirmières, des CPE, des…

Je termine par un mot, Monsieur le Maire.

Vous avez interpellé le Préfet de police sur les conditions dans lesquelles un certain nombre d'événements se sont déroulées. Je le laisserai évidemment répondre. Je me permets de signaler qu'Annick LEPETIT et Henriette ZOUGHEBI, vice-présidente de la Région, ont également interpellé le Préfet de police pour savoir dans quelles conditions tout cela s'était passé.

Nous continuerons à dire que lorsque des enfants, quand des mineurs sont mobilisés pour leurs conditions d'éducation, alors il faut le dialogue, le dialogue, le dialogue ! C'est le seul moyen de restaurer la confiance dans l'ensemble de la communauté éducative.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur le Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers, je voudrais d'abord remercier le groupe des Verts de nous avoir donné, en terme de méthode, cette leçon qui consiste à nous préciser la question, ce qui me permet de répondre évidemment avec beaucoup plus de précision, et je les remercie d'avoir posé cette question afin de pouvoir parfaitement éclairer cette situation, de la même façon que, comme vient de le dire Mme BROSSEL, cela m'a été demandé par Mme LEPETIT, à qui j'ai bien sûr répondu et peut-être que M. HUCHON m'interrogera, et c'est avec le même plaisir que je répondrai au Président de la Région.

Tous les policiers expérimentés vous diront qu'encadrer au titre de la protection de l'ordre public des mouvements impliquant de jeunes lycéens et des collégiens fait partie des missions les plus difficiles. Nous en sommes tout à fait conscients, nous qui, comme je l'indiquais à l'instant, avons à faire face à une augmentation de 30 % des manifestations générales depuis deux ans, et de 130 % des manifestations inopinées.

Oui, oui, Monsieur, la police française et la police de Paris est une police particulièrement républicaine qui canalise ces demandes de manifestations. Il faut le savoir, parce que personne ne le dit jamais et ne met en exergue, comme je vais le dire maintenant, un certain nombre d'événements.

Mais si nous exigeons un professionnalisme sans faille de la part des policiers sur le terrain, il me semble que la même exigence de prudence et de retenue devrait s'appliquer dans l'expression publique sur certains épisodes, afin que ne soient pas diffusées des informations erronées, voire mensongères, dont l'origine non recoupée peut avoir des visées manipulatrices et susceptibles d'entraîner des conséquences délicates chez des manifestants jeunes dont la culture politique est souvent très récente.

Dans le cadre de cette manifestation non régulièrement déclarée, bien sûr, un groupe de lycéens et de soutiens extérieurs a tenté mardi dernier de procéder au blocage des entrées du lycée Honoré de Balzac aux moyens de poubelle et de barrières de travaux prélevées sur la voie publique, ce qui a conduit la police à intervenir de façon périphérique pour encadrer les choses.

Les autorités académiques, de même que la Préfecture de police, ont souhaité bien sur là encore respecter, ce qui est tout à fait normal, la liberté de manifester. Mais il n'était ni admissible, ni conforme aux règles élémentaires de sécurité que l'ensemble des accès soient condamnés ni, a fortiori, que l'accès réservé aux véhicules de pompiers en cas d'urgence, 116 boulevard Bessières, l'entrée principale étant située au 118, soit enchaînée, cadenassée, créant un risque fort pour les personnes à l'intérieur des locaux en cas d'accident.

Le commissaire central de l'arrondissement s'est personnellement rendu sur les lieux afin d'évaluer la situation et de piloter l'éventuelle intervention des policiers présents à titre préventif devant les entrées secondaires, et en civil, afin d'éviter les tensions, comme nous l'avons fait depuis la rentrée scolaire à de nombreuses reprises - je n'ai pas le chiffre, mais je suis certain que c'est au moins 100 à 150 opérations que nous avons menées à titre préventif.

Au moment de la neutralisation des chaînes empêchant l'accès réservé aux pompiers, un individu virulent a tenté de frapper un policier. Je le confirme expressément : les policiers ont été pris à partie, et non l'inverse. Le perturbateur a donc fait à juste titre l'objet d'une interpellation au cours de laquelle il s'est violemment débattu. Plusieurs personnes ont tenté de s'opposer à cette interpellation, et donc ont été repoussées.

Le mis en cause est convoqué devant la Justice le 1er décembre dans le cadre d'une mesure alternative de composition pénale.

L'information selon laquelle une jeune femme aurait été gravement blessée au cours d'une bousculade - une fracture du tibia, nous a-t-on dit - s'est révélée être un mensonge diffusé à dessein. Aucune conduite en milieu hospitalier n'a été effectuée par les sapeurs-pompiers, aucune demande de dépôt de plainte n'a été enregistrée six jours après les faits.

Toutefois, il est exact qu'une élève de seconde a été légèrement blessée au tibia dans la bousculade consécutive à l'intervention. Remarquons que cette jeune personne ne s'est manifestée auprès d'aucun service de secours, pas plus que de l'infirmerie du lycée, et qu'elle était présente le lendemain matin au lycée. Il m'apparaît donc nécessaire de recadrer l'information délivrée sur les événements, les proportions très limitées de cette affaire devant conduire à un apaisement rapide de la situation

Je livre d'ailleurs une photographie, qui est la photographie, et je m'en réjouis, de cette jeune fille, le lendemain, dans l'établissement, qui certes avait une béquille, mais qui, fort heureusement, n'apparaît pas comme victime d'une fracture du tibia.

Je crois que, dans toutes ces affaires, il faut que l'on soit vraiment très modéré dans ce qui est dit et ce qui est relayé par la presse.

Ce matin, je lisais, sur une autre affaire, qu'il y avait eu un double meurtre, le meurtre d'un garçon, ce qui est très triste, de la P.A.F. en Seine-Saint-Denis, qui a été retrouvé mort. Cela n'a absolument rien à voir avec les faits.

Soyons très prudents, à la fois en termes de médiatisation des événements et en termes de relation des événements.

Sachez que, sous notre autorité, les forces de police se livrent à un travail souvent très délicat, surtout quand il s'agit de jeunes et il convient là encore, Monsieur le Maire (je suis obligé de le redire) de respecter leur travail. Nous ne sommes pas à la tête de troupes de gens qui se livreraient à des brutalités dans notre pays et je m'en réjouis. Si c'était le cas, je démissionnerais.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Bien.

III - Question d'actualité posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Maire de Paris relative à la situation des ascenseurs.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Aujourd'hui, on ne va pas vite sur les questions d'actualité. Nous passons à la question de Ian BROSSAT.

Bien sûr que c'est intéressant, tout est intéressant. La présente question aussi est très intéressante.

Monsieur BROSSAT, vous avez la parole.

M. Ian BROSSAT. - Monsieur le Maire, il y a maintenant deux semaines, la question des ascenseurs est tragiquement revenue sur le devant de la scène : trois blessés graves (une mère et deux enfants) et des locataires exaspérés et inquiets.

Il appartiendra évidemment à l'enquête en cours de déterminer les responsabilités des uns et des autres. Comme l'avait indiqué la Mission d'information et d'évaluation du Conseil de Paris que j'ai eu l'honneur de présider, la situation des ascenseurs du parc social parisien réclame des mesures urgentes.

Moyen de transport le plus utilisé par les habitants de notre Ville, l'ascenseur parisien est, en effet, en plus mauvais état que dans la plupart des capitales d'Europe, plus souvent en panne qu'ailleurs.

Le drame, survenu dans le 11e arrondissement, vient nous rappeler le coût exorbitant de la négligence, car, en matière d'ascenseurs, la négligence est avérée. Il faut rappeler les responsabilités écrasantes des grandes entreprises multinationales ascensoristes, condamnées par ailleurs à un milliard d'euros de pénalité pour entente illicite par la Commission européenne.

Leur politique du moindre coût et de compression du personnel, dont les conséquences sur la sécurité sont évidentes, amènent aujourd'hui un technicien à travailler sur près de 150 appareils contre 50 il y a 15 ans.

Rappelons d'ailleurs qu'en 2002, un enfant de Strasbourg, le petit Bilal, est mort d'un accident d'ascenseur et que le jugement qui s'en était suivi avait très clairement établi que le technicien en charge de l'entretien de cet ascenseur s'occupait de 144 appareils, ce qui ne lui permettait pas de faire son travail convenablement.

Combien d'accidents faudra-t-il attendre pour qu'enfin les entreprises ascensoristes soient placées face à leurs responsabilités ?

En juin 2011, dans leur rapport, les élus parisiens, membres de la mission d'information et d'évaluation, avaient émis un certain nombre de préconisations. Il nous paraît à présent indispensable d'en faire le bilan et de savoir dans quelle mesure les bailleurs sociaux les ont prises en compte.

Le rapport de la Mission d'information et d'évaluation suggérait d'ailleurs qu'un point annuel puisse être fait en Conseil de Paris sur cette question des ascenseurs.

Au vu de l'actualité, et parce qu'il s'agit d'un engagement pris dans le cadre de notre mission, mon groupe propose qu'un tel débat puisse être organisé en Conseil de Paris dès la prochaine séance de décembre. Nous souhaiterions connaître la réponse que l'Exécutif municipal entend donner à cette proposition.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Jean-Yves MANO ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Monsieur le Maire, merci.

Monsieur BROSSAT, vous intervenez effectivement suite au dramatique accident qui a eu lieu dans le 11e arrondissement, dont je peux dans un premier temps vous donner quelques éléments.

D'abord, sur la situation des personnes dont heureusement leurs conditions de santé semblent s'améliorer.

Sur les faits eux-mêmes, permettez-moi de rester prudent, dans la mesure où une investigation est en cours à la police judiciaire, avec un certain nombre d'experts, des membres de la société ainsi que des membres du personnel de "Paris Habitat", spécialistes de ces questions.

Je ne saurais aller trop vite en besogne quant aux causes réelles de l'accident grave qui s'est produit.

Néanmoins, par précaution, "Paris Habitat" a dans un premier temps évidemment bloqué la totalité des ascenseurs de l'ensemble immobilier, ascenseurs qui ont été remis en circulation au bout de huit jours, après contrôles spécifiques de la société Veritas et quelques travaux qui ont pu être nécessaires.

Par mesure de précaution encore, nous avons décidé de faire vérifier par Veritas 500 ascenseurs de cette même génération, dont je rappelle qu'ils sont récents. C'est un immeuble des années 1995-1996, à l'époque où d'ailleurs "Paris Habitat" avait un marché particulier de M.E.T.P., je tiens à le signaler.

Bien évidemment, ceci démontre une fois de plus les difficultés de l'ensemble des bailleurs sociaux, pas uniquement parisiens, sur l'ensemble du territoire avec les ascensoristes.

L'Union H.L.M. a fait part à plusieurs reprises vis-à-vis de l'Etat comme vis-à-vis du secteur professionnel, des difficultés qu'elle rencontrait, notamment quant à la rapidité, l'exécution et la fiabilité des travaux entrepris.

La mission que vous avez conduite, Monsieur BROSSAT, a mis en évidence ces difficultés. Reconnaissons que c'est une question de rapport de force entre les bailleurs sociaux et les sociétés prestataires de service. Ce rapport de force, aujourd'hui, témoigne d'une certaine efficacité, puisque nous pouvons constater, par exemple, sur "Paris Habitat", qu'il y a 40 % de pannes en moins qu'avant les débats organisés avec vous, dans le rapport de force que nous avons entrepris de créer avec des prestataires de service.

Bien évidemment, le Maire de Paris, moi-même et vous-mêmes, comme l'ensemble des personnels des bailleurs sociaux, nous sommes, me semble-t-il, attentifs aux questions de sécurité des locataires du parc social.

Ce sujet est majeur, pour la sécurité des Parisiens. Il me semble légitime que notre Assemblée puisse en débattre.

M. le Maire a décidé que, lors du Conseil de Paris du mois de décembre, un temps soit consacré à débattre de ce sujet et des suites du rapport.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Je suis effectivement désireux qu'on en parle très vite. Simplement, j'attire votre attention sur le fait que, en général, pendant les séances budgétaires qui prennent beaucoup de temps, on évite les débats.

Cela dit, s'il ne faut pas attendre la première séance de 2012, j'accepte volontiers que ce soit en décembre. Je le souhaite même, mais il y aura une question d'organisation du temps. Sinon, après, vous allez me dire qu'il y a trop de choses à l'ordre du jour.

IV - Question d'actualité posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au pass navigo.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je donne maintenant la parole à M. LAMOUR.

M. Jean-François LAMOUR. - Monsieur le Maire, on le sait bien, vous avez négocié le pass Navigo à tarif unique en fin de campagne des régionales.

Il faut le reconnaître, vous n'étiez guère enthousiaste, mais le mot d'ordre était avant tout de gagner les voix vertes, indispensables au maintien de Jean-Paul HUCHON à la tête de la Région.

Bel effet d'annonce, il faut le reconnaître, pour les Franciliens, mais, bien entendu, vous aviez soigneusement évité d'évoquer le financement d'une telle mesure.

Aujourd'hui, vous êtes au pied du mur, pris au piège de vos promesses que vos amis écologistes vous rappellent avec insistance, allant même jusqu'au chantage pour le vote du budget 2012 du Conseil régional jeudi prochain.

Si Jean-Paul HUCHON tente de temporiser pour la mise en œuvre de cet accord, vous-mêmes demeurez étrangement silencieux, malgré son impact économique, lourd de conséquences pour les usagers parisiens.

Selon une étude du S.T.I.F., le pass Navigo doit être fixé à 89 euros pour être neutre budgétairement. Cela signifie pour les Parisiens une augmentation de leur abonnement de 30 % au 1er juillet 2012. Elle viendra alourdir une hausse de près de 10 % déjà infligée en trois ans pour des transports toujours aussi peu fiables et indignes d'une métropole comme Paris.

Quant à Cécile DUFLOT, elle plaide pour un pass Navigo unique à 65 euros, songeant sans doute à ne pas faire peur à ses futurs électeurs parisiens. Cette mesure coûterait 550 millions d'euros par an aux collectivités et par ricochet aux contribuables.

Nouvelle facture pour les Parisiens, désormais coutumiers du fait, et encore une fois otages de vos dépenses incontrôlées.

Avec cet accord, ils seront doublement victimes, soit d'une hausse sans précédent de leur pass Navigo, si ce dernier est fixé à 89 euros, soit d'une nouvelle ponction fiscale pour financer un pass Navigo à 65 euros, qu'ils soient usagers des transports ou non.

En outre, dans tous les cas, la qualité de service sera en baisse. Je cite : "Chaque euro dépensé pour des mesures de tarification ne servira pas à l'amélioration de la qualité de service", c'est votre adjoint aux finances qui affirmait cela dans les journaux il y a encore quelques semaines.

Les urgences parisiennes ne manquent pas. La ligne 13, le RER A saturé, la ligne 4 et la ligne C vétustes, les Parisiens ne comprennent pas d'ailleurs pourquoi vous tenez un double langage qui consiste à les contraindre à abandonner leurs véhicules (fermeture des voies sur berges, réaménagement de voiries hostiles à l'automobile) sans offrir d'alternatives crédibles en matière de transport en commun.

Pour répondre à cette priorité, l'État a, lui, pris des engagements. Le Gouvernement a signé en septembre dernier une convention avec la Région pour mobiliser 2,7 milliards d'euros pour la période 2011-2013. Plus de 1 milliard d'euros sera financé par l'État pour la rénovation de la ligne C, le prolongement d'Éole à l'Ouest ou encore du T3 jusqu'à la Porte d'Asnières. Sous l'impulsion du Président de la République, de son projet du Grand Paris, les Parisiens bénéficieront dans moins de 10 ans d'un nouveau réseau de transport rapide, fiable et confortable. Alors que l'État donne au S.T.I.F. et à la Région des moyens supplémentaires pour leur permettre de financer la mise à niveau du réseau existant et les infrastructures nouvelles, vous privilégiez un arrangement politique au détriment de la qualité de vie et de l'intérêt des Parisiens.

Je vous le demande aujourd'hui, Monsieur le Maire, clairement : maintenez-vous votre position ? Et surtout, que signifie votre silence ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Annick LEPETIT va vous répondre, mais il n'y a pas pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. La position que vous me prêtez n'est pas celle que j'ai exprimé plusieurs fois publiquement avec les présidents des conseils généraux du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis. Ou vous n'avez pas été attentifs et on va vous faire passer tous les communiqués, ou alors je ne sais pas où est la bonne foi. Mais Annick LEPETIT va être plus complète.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire. Je vais tenter d'être pédagogique.

Le pass Navigo, pour la zone 1-2 est à 62 euros. Je vous rappelle, Monsieur LAMOUR, que la contribution des Parisiens est de plus de 360 millions d'euros par an alors que là nous sommes bien sur le fonctionnement. Tout à l'heure, vous avez parlé d'investissement, Monsieur LAMOUR, à partir du moment où nous parlons tarif, parlons tarif. Alors, sans contribution supplémentaire des collectivités, le pass Navigo serait de 91 euros et pas de 89 euros car l'étude à laquelle vous faites référence date déjà, ce qui montre d'ailleurs que ces débats nous les avons depuis un moment et que la position du Maire est constante sur cette question. Si le pass Navigo était de 91 euros...

M. LE MAIRE DE PARIS. - J'essaie de faire en sorte que tout le monde écoute tout le monde. Vous permettez. Tout à l'heure, c'était même pendant que le Préfet de police intervenait que quelqu'un de l'opposition parlait fort. M. le Président du groupe U.M.P.P.A. interroge l'Exécutif. L'Exécutif répond. Respectons la parole de M. LAMOUR, respectons la parole de la personne qui lui répond. Où on est sinon ? Mais qu'est-ce que cette espèce de sectarisme ? Arrêtez avec ce sectarisme. Cela ne vous a vraiment pas réussi jusqu'ici, remarquez j'aime autant que cela continue ! Mais je vous assure que l'on peut débattre sans sectarisme. C'est possible.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Je poursuis la démonstration. Le pass Navigo serait donc de 91 euros pour tous les usagers, soit une augmentation de 50 % pour la zone 1-2 et de plus de 60 % pour la zone 4-5, en grande couronne, par exemple. Il n'y a pas que les Parisiens qui seraient concernés, Monsieur LAMOUR, par cette augmentation mais tous les forfaits deux zones qui représentent 40 % des détenteurs des pass Navigo. Si le tarif unique est de 78 euros comme le propose un certain nombre d'élus "Europe Ecologie - Les Verts", alors il faudrait trouver 250 millions d'euros pour équilibrer le budget du S.T.I.F. Qui va donc payer ?

Tous les détenteurs de forfait deux zones et les tickets à l'unité qui sont achetés, on le sait, majoritairement par les plus modestes. Les collectivités et donc Paris principalement devront aussi augmenter leur contribution pour boucler le budget. Si les entreprises augmentaient leur contribution au titre du versement transport, comme je le demande chaque année à l'Assemblée nationale, l'effort pour les contribuables et les usagers serait moindre. Mais, Monsieur le député LAMOUR, vous n'avez jamais voulu soutenir cette demande auprès de votre groupe et de votre Gouvernement. Il serait temps que l'État se saisisse enfin de l'enjeu du fonctionnement des transports en Ile-de-France.

Je vous rappelle que nos priorités sont le développement de l'offre et la qualité de service comme l'a exprimé très clairement le Maire de Paris avec les présidents des Départements du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis, dans un communiqué de presse diffusé le 29 septembre dernier. Comme l'écrit d'ailleurs récemment l'Association des usagers des transports dans une lettre qu'elle a rendu publique mercredi dernier.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup. Brièvement, je crois que l'on vous a éclairés vraiment bien sur ma position.

M. Jean-François LAMOUR. - On n'a pas été éclairé suffisamment. Mme LEPETIT n'a pas répondu à la question. Quelle va être votre position sur le pass Navigo à tarif unique ? Vous n'avez pas répondu à la question. Surtout comment allez-vous sortir de ce piège de la promesse faite aux Verts lors de la campagne pour les régionales, vous vous êtes engagé sur ce programme commun et vous ne savez plus comment vous en dépêtrer. Je vois une seule chose : les Parisiens au bout du compte vont payer la note. Voilà tout ce que j'avais à dire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur LAMOUR, vous êtes vraiment tenace mais dans l'ignorance des faits.

Attendez, je me suis exprimé publiquement là-dessus clairement en réponse à ce que vous venez de dire. Je vous l'ai dit, Annick LEPETIT vous le dit. Je demande que l'on fasse tout de suite porter en mains propres à M. LAMOUR le communiqué que j'ai publié, il y a déjà plusieurs semaines, avec les présidents des conseils généraux de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne car tout est dit depuis le début avec la plus grande clarté.

Annick LEPETIT le lui remet.

(Mme LEPETIT se lève et remet un document à M. LAMOUR).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Voilà. Annick comme j'ai l'impression que les autres collègues de l'opposition ne sont pas totalement convaincus, aurais-tu la gentillesse, s'il te plaît, de demander que l'on fasse une photocopie pour chacun des membres de l'opposition municipale !

V - Question d'actualité du groupe Centre et Indépendants relative à l'axe ferroviaire Paris-Seine.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je donne maintenant la parole à Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, le 10 octobre dernier, le Président de la République a rappelé sa détermination à voir naître une liaison ferroviaire à grande vitesse le long de l'axe Paris-Seine pour desservir les villes normandes de Rouen, Le Havre et Caen via Mantes-la-Jolie.

Comme disait Napoléon Bonaparte, Paris, Rouen et Le Havre sont une même ville dont la Seine est la grande rue. On sait que cette desserte ne sera pas un TGV…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Auriez-vous la gentillesse d'écouter notre collègue. Non, ils ne veulent pas ! ! ! C'est incroyable, même quand c'est une élue de l'opposition qui interroge, vous ne voulez pas écouter.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Je reprends, on sait que cette desserte ne sera pas un TGV à proprement parler, la distance étant trop courte pour ce type de train. Pour le reste, le tracé reste à l'étude et plusieurs hypothèses sont envisagées. L'ancien maire du Havre, Antoine RUFENACHT, est chargé de superviser l'enquête. Même si les questions de transports ferroviaires relèvent essentiellement de la Région et du S.T.I.F., notre Assemblée ne peut, dans une logique Grand Paris, rester insensible à ce dossier. Aussi, Monsieur le Maire, souhaiterions-nous avoir votre avis sur les modalités pratiques de cette liaison essentielle pour les relations entre Paris, Ile-de-France et nos voisins Normands. Ou placer le barreau ferroviaire reliant Caen à l'axe Paris Le Havre ?

Comment relier directement cette nouvelle ligne à l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle ? Comment répartir les trains de banlieue, les trains grande ligne et les dessertes à grande vitesse entre la gare Saint-Lazare et la gare souterraine de La Défense ? Comment planifier la rénovation du réseau existant, la nouvelle liaison ne faisant que se superposer à l'offre existante de dessertes de la Normandie qui est, comme le savent les dizaines de milliers de Normands travaillant à Paris, nettement insuffisante, voire complètement saturée sur certains trajets ?

Je rappelle que le simple trajet Paris-Rouen dure actuellement au minimum 1 heure 11 minutes, alors qu'avec la vapeur, cette ville n'était qu'à 45 minutes de Paris. Nous avons donc considérablement régressé.

Je m'interroge, enfin, sur les craintes exprimées par les personnels de la S.N.C.F. quant à la capacité d'accueil dans la nouvelle gare Saint-Lazare. C'est un point sur lequel il faut que nous soyons vigilants.

Ces questions sont, à nos yeux, très importantes, car elles relèvent de l'attractivité économique de notre ville. On le sait, Le Havre est destiné à devenir le premier port français, un des premiers ports européens et à constituer une fenêtre d'ouverture de Paris sur la Manche et l'Atlantique.

De plus, n'oublions pas, à la veille des négociations sur la Politique agricole commune, que le port de Rouen est notre premier port céréalier.

Enfin, n'oublions pas non plus les touristes étrangers de passage à Paris qui vont volontiers passer la journée à Giverny pour visiter le village Claude Monet ou le musée des Beaux-Arts de Rouen. Ils y vont en train, évidemment.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Maire, merci de nous donner votre avis sur les modalités de réalisation du nouvel axe ferroviaire Paris-Seine-Normandie, notamment dans son volet francilien et parisien.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chère Madame, je vous remercie beaucoup de cette question parce que, vraiment, je la trouve extrêmement pertinente et que j'ai été amené à m'associer à beaucoup de démarches avec des élus de Normandie, notamment M. RUFENACHT et son successeur, mais aussi Laurent FABIUS et quelques autres élus. Je trouve que c'est très bien qu'au Conseil de Paris, on se préoccupe de cela. C'est aussi l'affaire des Parisiens et l'intérêt des Parisiens.

Je vous remercie très sincèrement de cette question.

Pierre MANSAT ?

M. Pierre MANSAT, adjoint. - La réalisation de la ligne nouvelle Paris-Normandie est la réponse indispensable et urgente à apporter aux enjeux nationaux de l'axe de la Seine, confronté à la saturation des infrastructures ferroviaires existantes. Elle constitue un moyen essentiel pour renforcer l'ouverture de la métropole parisienne sur la mer. Ce sont ces objectifs que, depuis avril 2009, le Maire de Paris poursuit en ayant pris l'initiative de réunir les élus normands pour inventer une coopération dont l'échelle et la forme sont sans précédent.

Les questions que vous posez me donnent également l'occasion de faire un point d'étape sur ce grand projet et me permettent de vous indiquer la manière dont la Ville de Paris contribue à ce débat, même si, n'ayant pas eu connaissance de la totalité de vos questions, je m'efforcerai, malgré tout, d'y répondre le plus précisément possible.

C'est la consultation internationale sur le Grand Paris qui a permis de mettre au premier plan la question du lien de Paris avec la mer et, dès avril 2009, Bertrand DELANOË a réuni Antoine RUFENACHT et Valérie FOURNEYRON, la Maire de Rouen, pour concrétiser cette idée. La volonté de construire une ligne à grande vitesse est évidemment le fil rouge de cette coopération.

Depuis 2009, ce projet a été confirmé et amplifié. Le 4 mai 2010, au Havre, les trois villes, rejointes par les régions et les départements concernés, ont souligné leur attachement au maintien d'un lien direct entre la Normandie et le cœur de la métropole, avec la gare Saint-Lazare comme terminus, ce qui n'était pas forcément acquis. Ce point est aujourd'hui acté dans l'ensemble des tracés présentés au public.

Le 23 mai dernier, à Rouen, la convergence des points de vue entre Edouard PHILIPPE, le nouveau Maire du Havre, Laurent FABIUS et Bertrand DELANOË a permis d'aboutir à l'objectif d'une contribution commune lors du débat public qui est organisé du 3 octobre au 3 février 2012 ; une contribution commune sous la forme de cahiers d'acteurs communs. C'est cette vision qui aujourd'hui est en cours de finalisation, en lien avec toutes les collectivités concernées.

Paris, qui participe au comité de pilotage de la ligne Paris-Normandie depuis la première heure, est un acteur à part entière de ce débat. En définissant une position commune, nous lui donnons les moyens d'amplifier notre message. La communauté de vue est forte, vous l'avez souligné dans votre question. Les enjeux sont partagés :

- offrir aux 15 millions d'habitants du bassin Paris-Seine-Normandie des déplacements fiables, plus fréquents et plus rapides,

- rapprocher Paris et la vallée industrielle de la Seine de sa porte maritime naturelle,

- favoriser la construction du "Seine Gateway", décisif pour la compétitivité de la France,

- faciliter les échanges économiques et universitaires, développer une mobilité durable.

Dans cet esprit, les éléments que nous souhaitons porter en commun sont structurants :

- d'abord, garantir une meilleure offre de service aux voyageurs avec, à titre d'exemple, des temps de parcours réduits (par exemple, Paris-Le Havre en 1 heure 15, Paris-Rouen en 45 minutes) ;

- et également développer le fret ferroviaire, bien sûr, un sujet numéro 1 pour le développement et la compétitivité des ports de l'axe Seine (port de Paris, grands ports maritimes de Rouen et du Havre).

Ainsi, la Ville de Paris est un acteur à part entière dans ce projet, tant par le choix du terminus à la gare Saint-Lazare que pour la desserte et l'approvisionnement de la Capitale.

C'est pourquoi, d'ailleurs, le Maire de Paris s'est étonné que la seule réunion prévue à Paris pendant le débat public ne porte que sur le financement du projet. Une nouvelle réunion locale serait l'occasion d'informer les Parisiens et les élus du Conseil de Paris qui le souhaitent, sur les enjeux de cette ligne et singulièrement sur la situation de la gare Saint-Lazare.

Enfin, pour poursuivre cette dynamique, le troisième colloque Paris-Rouen-Le Havre sera organisé à Paris à l'automne 2012 entre Bertrand DELANOË, Edouard PHILIPPE et Laurent FABIUS et il sera l'occasion d'une expression renouvelée pour cette ligne nouvelle Paris-Normandie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup. C'était très, très bien mais vous avez largement dépassé le temps de parole. Merci.

M. LAMOUR veut reposer une question ! Faites attention, vous n'avez droit qu'à une question d'actualité !

Pas de questions de fond, attention !

M. Jean-François LAMOUR. - Bien sûr, ne vous inquiétez pas ! Cela va bien se passer.

Nos deux collègues, Edith CUIGNACHE-GALLOIS, Pierre MANSAT, m'excuseront mais j'ai profité de la dernière question pour prendre connaissance de ce communiqué de presse.

Monsieur le Maire, cela confirme bien nos craintes : vous ne vous opposez pas à la mesure d'un pass Navigo unique, vous vous opposez…

Je vous cite, Monsieur le Maire ! Pour une fois que je vous cite, profitez-en !

… "au calendrier de mise en œuvre de cette proposition". La réalité est bien là, vous ne vous opposez pas au pass Navigo unique et donc à une augmentation de 30 à 50 % de ce pass pour les Parisiennes et les Parisiens.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur LAMOUR ! Vous avez trouvé un bon prétexte pour parler trois fois sur la même question. Bon ! C'est de bonne guerre, mais en même temps…

M. Jean-François LAMOUR. - Relisez-vous, Monsieur le Maire !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je sais ce que je dis, là et ailleurs.

D'ailleurs, tout à l'heure, j'ai vu la presse et j'ai re-argumenté dans le même sens, donc je n'arrive pas à convaincre M. LAMOUR, je suis désespéré ! Mais, vraiment, je crois que c'était un objectif au-dessus de toutes mes forces !

Les Parisiens, pour le moment, je les ai convaincus mieux que vous, Monsieur LAMOUR.

Maintenant…

Oui, merci.

Maintenant, on va passer au Conseil général et on va parler du Plan départemental d'insertion.

Au revoir, Monsieur le Préfet.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à quinze heures cinquante-cinq minutes, est reprise à dix-huit heures vingt minutes, sous la présidence de Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Mes chers collègues, la séance est reprise.

2011, DPP 25 - Subvention (10.000 euros) avec convention avec le Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales (20e).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous passons à la 5e Commission avec le projet de délibération DPP 25.

La parole est à Mme Marinette BACHE.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Madame la Maire.

Juste quelques mots pour me réjouir de la subvention attribuée par Paris à cette association. Dans le contexte d'une société fragilisée, comme c'est le cas aujourd'hui, on peut craindre que de plus en plus de personnes, et pas seulement des jeunes, ne deviennent des proies faciles pour les sectes.

Or, le C.C.M.M. est confronté très durement à une sévère perte de financement de l'Etat, sa subvention ayant été pratiquement divisée par deux.

Il faut pourtant saluer cette association qui est aujourd'hui le premier centre d'information et de documentation sur les dérives sectaires. Elle a su par exemple dépister les nombreuses tentatives, quelquefois réussies, des sectes d'infiltrer les domaines de la formation et du "coaching".

Je suis également tout à fait sensible à ce que cette association, d'inspiration laïque, intervienne pour des actions de prévention en milieu scolaire. C'est en effet indispensable d'éveiller la jeunesse à l'esprit critique, afin de lui apprendre à penser par elle-même et ne pas la laisser tomber dans le piège des manipulations classiques des organisations sectaires : mythification du leader, encadrement rassurant, promesse d'un avenir meilleur, etc.

Je me réjouis également que, outre l'aide psychologique aux victimes et aux proches, cette association puisse apporter une aide juridique et conseiller dans les démarches, car, en ce domaine, il n'y a pas égalité entre d'une part les victimes, leur famille, souvent peu au fait de leurs droits et du système judiciaire, soumises à pressions, quelquefois honteuses de ce qu'elles ont subi et, d'autre part, les organisations sectaires pourvues de gros moyens financiers, avec des spécialistes juridiques et prêtes à utiliser toutes les failles de notre système judiciaire.

On vient de le voir avec la dite "Eglise" de Scientologie et le dépôt des cinq questions prioritaires de constitutionnalité par ses avocats afin d'entraver la bonne marche des débats, Q.P.C. d'ailleurs justement et heureusement rejetées par la Cour d'appel de Paris.

Avant de terminer, je voudrais saluer la mémoire de Jacques Miquel, ancien président du C.C.M.M., qui nous a quittés cette année après avoir accompli un travail formidable, tant par son ampleur que par sa qualité, et souhaiter bon courage à sa nouvelle présidente.

Madame EL KHOMRI, merci de permettre à cette association de continuer à lutter contre les manipulations mentales en lui accordant cette subvention.

Je vous remercie.

(M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, remplace Mme Gisèle STIEVENARD au fauteuil de la présidence).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

La réponse, Madame EL KHOMRI.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe, au nom de la 5e Commission. - Je remercie Marinette BACHE pour son intervention sur la question des dérives sectaires puisque c'est un axe de travail extrêmement important au titre du contrat parisien de sécurité, axe sur lequel nous travaillons à la fois avec nos partenaires de l'État - la Préfecture de police et la M.I.V.I.L.U.D.E.S. -, mais aussi avec deux acteurs associatifs incontournables : le C.C.M.M. et l'A.D.F.I. Paris.

Il s'agit pour nous d'avoir un dispositif de vigilance. Paris a été divisée en deux secteurs, et ces deux associations permettent justement d'avoir des actions d'accueil, d'écoute de victimes et de leur famille, et de détecter les infractions pénales.

Elles interviennent en milieu scolaire et c'est quelque chose de très important. Nous finançons donc à la fois le C.C.M.M. et l'A.D.F.I. Paris, mais sachez que notre engagement n'a pas faibli car le C.C.M.M. a vu sa subvention doubler dès 2010 pour pallier ses difficultés de trésorerie car l'État avait diminué de 50 % son soutien et ne permettait plus la prestation de psychologue, très importante en direction des victimes.

Nous continuons dans le cadre de la cellule de vigilance, qui va être réunie le 10 janvier prochain sous mon égide, avec ces associations, avec les différents services de l'État et tous les référents dans les mairies d'arrondissement qui ont été formés à la question des luttes contre les dérives sectaires.

Cela nous permet d'avoir vraiment une vigilance sur les mouvements sectaires à Paris, d'avoir également une sensibilisation des acteurs comme l'Éducation nationale, membre de cette cellule de vigilance. Il y a également la M.I.V.I.L.U.D.E.S., le député FENNEC, qui est aussi présent lors de ce comité.

Nous allons aussi continuer en 2012 plusieurs formations sur des thématiques particulières comme la santé, le danger des médecines non conventionnelles, la question de la location de salles. Parfois, des associations ou des élus sont invités à des colloques, et il n'est pas toujours facile de déceler dans quel guet-apens on peut être entraîné. C'est très important aussi de ne pas permettre à ces sectes de gagner en utilisant les élus. Les thématiques concernent également la formation professionnelle et l'éducation.

Je me permets aussi dans le cadre de cette délibération que j'appelle bien sûr à voter favorablement de remercier l'ensemble des bénévoles du C.C.M.M. qui a vécu en effet une période très difficile avec le décès de son président et, comme vous, de souhaiter aussi une bonne continuation à la nouvelle présidente de l'association, mais vraiment de remercier l'ensemble des bénévoles de ces deux associations de travailler sur ces mouvements-là, et sachez qu'ils ne dorment pas.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 25.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DPP 25).

2011, DPP 35 - Subvention à Paris Habitat OPH dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. - Montant : 4.264.133 euros.
2011, DPP 36 - Subvention (203.434 euros) avec convention à l'Immobilière 3F dans le cadre de la surveillance de logements sociaux.
2011, DPP 37 - Subvention (963.002 euros) avec convention à la RIVP dans le cadre de la surveillance de logements sociaux.
2011, DPP 38 - Subvention (150.987 euros) avec convention à ICF La Sablière dans le cadre de la surveillance de logements sociaux.
2011, DPP 39 - Subvention (131.993 euros) avec convention au Logement Francilien dans le cadre de la surveillance de logements sociaux.
2011, DPP 40 - Subvention (143.320 euros) avec convention à la SIEMP dans le cadre de la surveillance de logements sociaux.
2011, DPP 41 - Subvention (73.131 euros) avec convention à EFIDIS dans le cadre de la surveillance de logements sociaux.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DPP 35. Il s'agit de la subvention à "Paris Habitat" dans le cadre de la surveillance de logements sociaux.

La parole est à M. Gilles ALAYRAC, pour cinq minutes.

M. Gilles ALAYRAC. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, ce projet de délibération, ainsi que les suivants d'ailleurs, s'inscrivent dans une démarche initiée par notre majorité dès 2004, avec la création du Groupement parisien interbailleur de surveillance, le G.P.I.S.

Quelle est la signification de ce dispositif ? Il s'agit simplement d'un moyen intelligent, en tout cas je le crois, initié par notre Municipalité pour permettre aux bailleurs sociaux de se regrouper afin de mutualiser leurs moyens par un gardiennage mobile de leur patrimoine. Je dis bien de leur patrimoine.

Car il s'agit bien d'ensembles d'immeubles qui n'appartiennent pas à la Ville. Si la Ville encourage, si elle finance, et elle le fait de plus en plus puisque sa contribution au G.P.I.S. a augmenté, me semble-t-il, de 1 million d'euros en six ans, c'est qu'elle est convaincue de la nécessité absolue de concourir à la sécurité et à la tranquillité des 170.000 locataires sociaux qui peuvent bénéficier aujourd'hui de ce dispositif.

Ce patrimoine, je le redis, est celui des bailleurs qui en sont les propriétaires. Et on ne peut que s'étonner de la proposition qu'a faite en 5e Commission M. Philippe GOUJON, de fondre le G.P.I.S. au sein de la DPP de la Ville de Paris.

On est d'ailleurs doublement étonné car on peut d'abord s'interroger sur la légalité d'une intervention des agents de la DPP sur un patrimoine qui n'est pour ainsi dire pas municipal mais aussi, on aurait envie de sourire quand on entend l'opposition fustiger la création de postes de fonctionnaires alors qu'ils correspondent, on le sait, à de nouveaux services rendus aux Parisiens - nouvelles piscines, nouveaux gymnases, nouvelles médiathèques par exemple.

Voilà donc l'opposition nous faire la leçon et prôner des économies vertueuses sans nous dire où, d'ailleurs. Cette même opposition prônait l'intégration de 113 agents du G.P.I.S. au sein des services municipaux de Paris. On n'est pas à une contradiction près.

Alors il faut bien reconnaître que le travail du G.P.I.S. représente un volume considérable. Sur un an, ce sont 400 sites surveillés représentant pas moins de 3.000 halls d'immeubles, plus de 48.000 évictions pour occupation abusive des parties communes.

Je veux rendre au nom des mon groupe un hommage à ces équipes. Ces hommes ne sont pas armés, je le rappelle, et ces équipes, parfois insultées sur le terrain, comptent aussi nombre de blessés.

Au vu des éléments dont on dispose, on constate des tendances encourageantes. Ainsi, les résidents des immeubles hésitent de moins en moins à solliciter directement les agents du G.P.I.S. Les appels pour des demandes de passage connaissent une augmentation constante. Mais ceci n'empêche pas de dire que l'action menée par le G.P.I.S. doit être évaluée de façon sérieuse et approfondie, même si à ce stade il semble qu'elle soit mieux identifiée aujourd'hui par les locataires, et je crois même appréciée.

En tout cas, tout est loin d'être réglé sur le terrain. Je crois qu'on en est tous conscient, ce que je pourrai illustrer par de courts exemples.

Par exemple, Madame la Maire, qu'en est-il du temps mis par les équipes pour se rendre sur les patrimoines des 12e, 13e, 14e et 15e arrondissements qui sont, on le sait, éloignés de la base du G.P.I.S., située au Nord de la Capitale ?

En tout état de cause, il me semble que doit être posé le principe de l'égalité de traitement d'un appel d'un habitant, qu'il réside dans le 18e ou dans le Sud de Paris. Je crois que tout ce qui ira dans le sens d'un raccourcissement des délais d'intervention pour les logements du Sud de la Capitale méritera attention.

La seconde illustration témoignant de la persistance des problèmes concerne les visites approfondies des parties communes. Et là je crois qu'on peut faire mieux. Je pense aux escaliers de secours parfois occupés ou salis. Je pense aussi aux sous-sols ou aux parkings où parfois on n'ose plus s'aventurer, où parfois on sous-loue des boxes, où on trouve aussi du recel, ou tout autre usage non conforme à sa destination.

Enfin, Madame la Maire, Monsieur le Représentant du Préfet de police, bien des élus ici, comme moi, ressentent une lassitude et même une impuissance vis-à-vis des occupations de halls d'immeubles que les amicales de locataires nous signalent.

Un commissaire de police invité à s'exprimer dans un journal de mairie d'arrondissement expliquait récemment que, je cite : "Les bailleurs ont tendance à délaisser leurs missions de sécurité dans l'enceinte de leurs immeubles".

Qu'en est-il, justement, Madame la Maire, de la responsabilité des uns et des autres ? Quelle place occupe la police aujourd'hui dans nos cités, et le travail avec le G.P.I.S. se fait-il en commun ? À qui revient la responsabilité de régler le problème des occupations de parties communes qui sont sources de nuisances et souvent intimidantes pour les locataires ?

Je rappelle ce que dit la loi : le fait d'occuper en réunion les espaces communs en empêchant l'accès ou la libre circulation des personnes est puni de deux mois d'emprisonnement et de 3.500 euros d'amende. Cette loi, mes chers collègues, nous le savons tous, n'est pas aujourd'hui appliquée et d'ailleurs, je me demande si elle est bien applicable. Aucun chiffrage sur ses effets, d'ailleurs, ne nous est connu.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Pouvez-vous conclure ?

M. Gilles ALAYRAC. - Il est temps que les choses changent, la représentation doit se saisir de cette question.

Je terminerai simplement en évoquant la proposition de M. le Préfet de police dans son livre blanc sur la sécurité, d'une police de contact en immersion dans le quotidien de la population.

Eh bien, nous, élus socialistes et radicaux de gauche, c'est cette proximité qui pour nous doit être le mot d'ordre de la surveillance réalisée par le G.P.I.S. Cela doit aussi être l'objectif de notre police nationale que nous voulons revoir sur le terrain.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à M. GOUJON.

Monsieur GOUJON, vous êtes inscrit sur de nombreuses délibérations qui ont trait à un objet analogue.

Je pense que vous allez rassembler vos propos pour tenir le plus possible dans la limite des cinq minutes. Je vous remercie à l'avance.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je ne suis pas sûr de ne faire que 5 minutes, mais ce sera loin de 35, ce sera plutôt entre 6 et 7 minutes, si vous le permettez. Effectivement, j'interviens une seule fois, ce qui fera gagner du temps à notre Conseil.

Le rappel historique de M. ALAYRAC - mais c'est un jeune conseiller, donc il ne sait pas encore ce qui s'est passé - et je ne lui tiens donc pas rigueur de ne pas savoir ce qui s'est passé, à savoir que ce dispositif d'agents de surveillance sous différentes formes, c'est vrai, a été mis en place dans les années 90 par Jacques CHIRAC, qui était Maire de Paris à l'époque. C'est un système qui existe depuis lors, et il ne faut pas se parer non plus des plumes du paon, même s'il a été transformé depuis lors.

D'ailleurs, c'est sous couvert de raisonnements d'ordre juridique, acceptables - mais on peut faire dire ce que l'on veut aux textes - que la Municipalité parisienne a décidé en 2003 de changer la nature du dispositif, en le confiant aux bailleurs sociaux.

Pourquoi pas ? Ce que j'ai regretté à l'époque, et ce que je regrette encore aujourd'hui, c'est que ce changement d'ordre juridique a permis de modifier la voilure du système. La Ville en a profité pour diminuer considérablement son aide financière à ce dispositif.

En effet, la Mairie de Paris, qui le contrôlait directement avant 2003, ne versait pas moins de 11 millions d'euros, même si c'étaient des francs à l'époque, pour une surveillance qui s'exerçait dans la totalité des immeubles qui le nécessitaient dans la totalité des arrondissements concernés, et pas seulement dans les immeubles des quartiers politique de la ville, et dans une plage horaires qui était de 24 heures sur 24, alors que cette plage horaire a été réduite d'abord à 18 heures - 5 heures du matin, et aujourd'hui à 19 heures 30 - 4 heures 30. Ce sont des réalités qu'il faut aussi rappeler.

Certes, le nombre de logements surveillés a augmenté, puisqu'il s'établit aujourd'hui à 73.648 logements, contre 69.995 l'an passé, ou 67.000 en 2001. Mais cela est purement théorique, reconnaissez-le, à partir du moment où les moyens correspondants n'ont pas suivi. On a augmenté le nombre de logements à surveiller, mais on a diminué les moyens de surveillance.

Le budget, excusez-moi de vous le dire, est stable depuis des années. Et cette année, c'est une augmentation de 30.000 euros, à peine l'incidence du coût de la vie.

Oui, mais il a été divisé par deux en 2003. C'est ce que vous oubliez de dire.

En réalité, ce sont les bailleurs sociaux qui compensent la réduction de moitié de la subvention municipale, en ayant augmenté la leur de moitié d'ailleurs. Pourquoi pas, à la limite, cela fait des économies à la Ville, mais ce qui est ennuyeux c'est qu'ils l'ont répercuté évidemment sur les loyers !!! C'est une des raisons de la hausse des loyers chez les bailleurs sociaux. D'ailleurs, les loyers de "Paris Habitat" n'ont jamais augmenté autant que depuis ces dernières années, même si ce n'est pas la seule cause d'augmentation des loyers.

Cela ne suffit pas puisqu'une bonne vingtaine de sites commence à échapper à votre contrôle, évoluant dangereusement vers une situation que l'on connaît dans certaines banlieues. D'ailleurs, je pense qu'il serait opportun - nous en avons parlé en commission - que nous ayons connaissance de l'audit réalisé sur le G.P.I.S., qui ferait état par exemple d'une prestation de piètre qualité dans les parkings.

Les moyens du G.P.I.S., selon moi, devraient effectivement être renforcés, afin d'étendre ses horaires d'intervention, ainsi que son périmètre d'action, à la totalité des immeubles sociaux qui le nécessitent.

Les I.S.V.P., je l'ai dit et nous sommes en désaccord là-dessus, doivent pouvoir renforcer le dispositif de surveillance, comme le permet la loi. Je rappelle l'évolution de la loi à M. ALAYRAC, qui n'a pas l'air de la connaître, à savoir que la loi relative à la prévention de la délinquance permet dorénavant aux fonctionnaires municipaux de participer à cette mission. Je le sais d'autant mieux que c'est un amendement que j'ai défendu à l'époque et qui a été voté.

Je déplore d'ailleurs que la Ville n'ait jamais voulu mettre en œuvre cette disposition. En réalité, pourquoi ? Faute d'effectifs, puisque le corps des I.S.V.P. - il faut le dire ici et je pense que nous aurons un débat prochainement là-dessus dans le cadre de la réforme de la DPP - a fondu comme neige au soleil.

Or, ce qui se passe, Monsieur ALAYRAC, alors que je vous entends parler de privatisation de la sécurité, c'est que faute d'effectifs suffisants, le G.P.I.S. est amené à sous-traiter certaines missions à des sociétés de sécurité privées, qui interviennent, comme dans un arrondissement qui nous est cher à tous les deux, le 15e, ce qui revient à rétablir en quelque sorte le système antérieur, d'une certaine façon sans le dire. Qui d'ailleurs donnait des résultats aussi!

Il faut aussi - là je partage votre sentiment - changer le système dans le 15e arrondissement. Ce que je propose - cela nous avait été proposé à l'époque par des responsables municipaux -, c'est d'implanter une base supplémentaire dans le Sud-Ouest parisien, pour permettre aux agents d'intervenir plus rapidement sur zone. D'ailleurs, cela comprendrait à la fois le 14e et 15e arrondissements.

Je pense qu'il ne suffit pas, comme on nous l'a expliqué en commission, d'avancer l'heure de prise de service car cela ne change pas le nombre d'heures surveillées, même si cela amène un traitement plus égalitaire entre les arrondissements. C'est le sens du vœu que je défendrai au nom du groupe.

Concernant le suivi, une évolution est perceptible, c'est vrai, puisque les maires reçoivent désormais les statistiques d'activité mensuelle du G.P.I.S. et je vous en donne acte. En 2007, au moment du renouvellement des conventions signées avec les différents bailleurs sociaux, l'Exécutif avait pris l'engagement d'établir un bilan du dispositif pour nous permettre de voir - c'est ce qui était important et non pas d'avoir des chiffres pour avoir des chiffres - s'il y aurait lieu de modifier ce dispositif, d'accroître ou pourquoi pas de réduire les financements de la Ville, mais nous attendons toujours ce bilan annuel. A partir du moment où on a un bilan mensuel par arrondissement, ce serait bien d'avoir un bilan annuel, comme cela existait à une certaine époque.

Là où je diverge également avec vous, c'est que les bailleurs sociaux ne sont pas du tout des spécialistes de la sécurité. Ce n'est pas leur cœur de métier, c'est celui de la D.P.P. Et pour ma part, je souhaite, non pas Monsieur ALAYRAC - vous faites d'ailleurs une erreur d'interprétation sur ma proposition - non pas que la D.P.P. intègre les agents de sécurité du G.P.I.S. en les transformant en fonctionnaires municipaux, ce n'est pas du tout ce que je demande - je connais bien les contraintes du temps en matière budgétaire -, ce que je désire, c'est simplement que, comme autrefois, et pendant deux ans, du temps de votre majorité entre 2001 et 2003, que ce soit la D.P.P. qui contrôle, qu'il y ait des contrôleurs, qui permettent de contrôler le dispositif. C'est moins le contrôler d'ailleurs que l'enrichir de leur savoir-faire et de leur expérience de spécialistes de la sécurité.

Il me semble que la D.P.P. est tout à fait à même d'améliorer le système, car il s'agit là de véritables professionnels de la sécurité qui œuvrent dans cette direction.

Je suggère que l'on profite de la réforme de la D.P.P. pour y pourvoir.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur GOUJON, vous avez parlé de contraintes du temps. Moi aussi, je connais.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je ne parlerai pas 35 minutes, rassurez-vous.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Non, mais vous avez dit 7 minutes.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je termine.

Je voudrais terminer sur les halls d'immeuble parce que c'est vrai qu'il manque une vision d'ensemble pour corriger les effets de saisonnalité.

On constate une occupation accrue des halls d'immeubles, quand il fait froid par exemple, mais la loi, révisée par la Loppsi 2, permet aujourd'hui qu'elle soit mieux appliquée par les tribunaux. Le problème n'est pas celui d'une intervention policière, le problème est un problème d'interprétation par les tribunaux.

La Loppsi 2, grâce à un amendement que j'ai soutenu également, permet aujourd'hui à la loi d'être mieux appliquée par les tribunaux. Mais je pense que son efficacité sera renforcée, si vous installez un système de vidéoprotection, uniquement là où c'est nécessaire dans un certain nombre d'espaces publics de ces ensemble immobiliers sociaux, les images pouvant aussi, grâce à Loppsi 2, désormais être retransmises à la police.

Dans quelque temps, le Préfet de police pourra le confirmer, le dispositif de vidéoprotection de la Préfecture de police sera mis en place. Je vous le signale, je préfère aujourd'hui prendre date : il faudra empêcher les effets de report, par exemple, même si les effets de plumeau ne sont pas systématiques.

Je suis aussi d'accord avec la proposition de l'adjointe de systématiser les T.I.G. pour réhabiliter les halls dégradés. Voilà une idée qui est très bonne. Elle nous a cité un exemple dans tel ou tel arrondissement. Je pense que ce sont des choses qu'il faudrait renforcer.

Enfin, les agents du G.P.I.S. accomplissent un travail difficile, comme en témoignent leurs 113 blessés annuels, ce qui justifie pleinement qu'ils puissent se protéger au moyen d'arme de seconde catégorie de type "Tonfa", le bâton de défense, comme leur permet aussi l'amendement à la loi sur les bandes que j'ai fait adopter, mais qui tarde à être appliqué. Ce serait pas mal qu'il soit appliqué par l'Etat rapidement. Voilà.

Ce que je voulais simplement dire pour terminer, c'est que j'évoquais, dans mon intervention quelques propositions constructives, qu'on peut accepter ou refuser bien sûr, mais constructives. D'ailleurs, nous voterons les projets de délibération. Mais des améliorations constructives pour améliorer la sécurité des locataires des ensembles sociaux, en vous proposant en même temps de vous saisir des nouvelles possibilités juridiques que vous donnent les lois nouvelles adoptées par cette majorité.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour la réponse, la parole est à Mme Myriam EL KHOMRI.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe, au nom de la 5e Commission. - Ecoutez, je suis assez étonnée de vous entendre parler du G.P.I.S., des problèmes de sécurité dans les halls d'immeubles en mentionnant les inspecteurs de la Ville de Paris, sans mentionner à aucun moment la Préfecture de police et l'effectif policier. Tout à l'heure, nous avons eu une discussion sur les 400 policiers en moins, je crois qu'on ne peut pas avoir une vision de la sécurité qui s'arrête aux halls d'immeubles où il ne se passe plus rien dans l'espace public. Et justement, je crois que la question de la coproduction de la sécurité vise également à parler de tout le monde et ne pas se limiter aux inspecteurs de sécurité et aux agents du G.P.I.S.

Pour répondre tout à fait par rapport à la question des inspecteurs de sécurité, nous menons une réforme, justement, pour valoriser et mieux reconnaître le travail des inspecteurs de sécurité qui est un bon travail, mais pour faire un bon travail il faut clarifier les missions et ne pas avoir 10.000 priorités. Moi, mes priorités, c'est la sécurité dans les équipements municipaux, à savoir les parcs et jardins et les équipements sportifs, et la lutte contre les incivilités dans l'espace public. Je mènerai cette réforme jusqu'au bout avec ces agents qui sont extrêmement motivés, mais dans ce cadre-là et non pas en éparpillant les missions.

Par ailleurs, si nous avons créé le G.P.I.S., avec 13 bailleurs sociaux, c'est parce que justement le système antérieur ne fonctionnait pas et posait de nombreuses difficultés.

D'ailleurs, la Préfecture de police est, je crois, assez contente de l'action du G.P.I.S. et je pense que l'on a vraiment amélioré également la formation… Je vous ai écoutés, je pense que vous pouvez aussi m'écouter.

On a également amélioré énormément la formation de ces agents et c'est aussi un élément important, tout à l'heure on a eu quelques mots sur la sécurité privée, je crois que les agents du G.P.I.S. sont des personnels bien formés, et cette formation s'améliore d'année en année et puis notre subvention a augmenté de près de un million en six ans. Je pense que c'est à la fois la volonté de la Ville de Paris de soutenir les bailleurs sociaux dans cette obligation de sécurité des parties communes et c'est un aspect important. Il y a des choses moins bonnes, comme la sécurité des parkings dont nous avons parlé justement lors de la 5e Commission, mais aujourd'hui, il faut que nous ayons une vision beaucoup plus globale, c'est-à-dire que la Ville travaille quotidiennement avec le G.P.I.S. en orientant le cas échéant l'action des services de police vers les situations les plus graves.

D'ailleurs, c'est dans le cadre de ce travail partenarial que Jean-Yves MANO et moi-même, nous avons communiqué conjointement avec le directeur de "Paris Habitat" et le directeur du G.P.I.S. il y a un mois au Préfet de police un certain nombre d'adresses en passe de devenir de plus en plus dures et extrêmement compliquées. Des adresses où les services de police interviennent régulièrement depuis un moins à notre demande avec des visites approfondies du patrimoine. Cela montre bien que pour une sécurité des locataires de ces immeubles-là, il n'y a que l'action combinée des différents acteurs qui nous permettra de les régler.

Pour moi, le G.P.I.S. est un bon outil qui ne trouve sa pleine efficacité que si par ailleurs les dispositifs sécurité et médiation fonctionnent bien et il y en a ! Vous avez cité le travail d'intérêt général. En effet, je compte continuer à travailler sur la réparation pénale en direction des mineurs dans ce cadre-là… Quand vous dites que les bailleurs sociaux ne sont pas des spécialistes de la sécurité, j'ai connu des cas où la réhabilitation des halls et les retournements de halls vers l'extérieur, au lieu d'avoir des halls enfermés à l'intérieur du groupe immobilier, et les chantiers d'insertion ont permis de pacifier des groupes d'immeubles particulièrement durs. Je crois qu'il ne faut pas avoir une vision trop limitée de ces actions et puis, je pense que chacun dans son domaine et dans vraiment le respect de la doctrine d'emploi doit contribuer à la sécurité de tous.

Le G.P.I.S. peut compter sur nous pour continuer à travailler et améliorer les choses, notamment je remercie Gilles ALAYRAC pour les éléments positifs dont il a fait état. Il y a des questions et je vous ai proposé justement qu'en 5e Commission nous puissions avoir une discussion avec le directeur du G.P.I.S., je suis contente qu'un audit ait été demandé par le Conseil d'administration du G.P.I.S., où nous ne siégeons pas, puisque nous finançons les bailleurs, c'est le cadre de ces délibérations, qui eux financent le G.P.I.S.

Je répondrai tout à l'heure dans le cadre du vœu sur la question de la base du Sud, je pense qu'aujourd'hui on peut travailler sur des questions telles que le bilan annuel bien évidemment, sans aucune difficulté, mais s'il vous plaît, admettez qu'il y a eu une amélioration de cette sécurisation des immeubles sociaux depuis qu'il y a le G.P.I.S. ou du moins justement que la mutualisation des services de prévention et de surveillance est extrêmement importante quand il y a une difficulté sur un groupe. Le G.P.I.S. est un très bon outil, un vrai service permettant d'apporter un peu de paix quand il y a des troubles de jouissance dans les parties communes.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

M. le Préfet de police a la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Un mot pour répondre aux interrogations qui ont été émises à l'adresse de la Préfecture de police. Pour répondre à M. ALAYRAC, je voudrais dire que nous considérons le G.P.I.S. non pas comme des supplétifs mais comme des partenaires à part entière et en quatre ans de présence à la P.P., je n'ai jamais eu connaissance de la moindre difficulté ou de différends opérationnels entre des agents du G.P.I.S. et des policiers. Pour moi, les relations territoriales et locales sont excellentes. C'est vrai qu'on pourrait peut-être, on en a discuté récemment, aller un peu plus loin dans la structuration des échanges, peut-être qu'on pourrait se réunir plus souvent avec l'adjointe et le nouveau directeur de cabinet de M. MANO, pour vérifier les questions de pilotage. Je pense que la coopération fonctionne bien.

D'une part, l'existence du G.P.I.S. répond à une obligation légale pour les bailleurs de consacrer des fonds à la surveillance des ensembles sociaux depuis 1995, cette loi maintenant est bien ancrée dans les esprits. Et à l'inverse ce n'est pas parce que le G.P.I.S. existe que nous nous retirons des halls d'immeubles. Pour nous, le Préfet le dit souvent, dans un contexte de baisse de la délinquance très significatif, la question des halls d'immeubles comme celle des squares, ou les occupations sauvages de l'espace public restent des questions importantes, nous y allons très régulièrement, nous nous efforçons d'appliquer la loi de 2003 modifiée.

C'est vrai que les conditions posées par la jurisprudence sont draconiennes. Néanmoins, par exemple dans le 19e arrondissement l'an dernier, grâce à l'engagement du commissaire CHER, il y a eu beaucoup, là où il y avait des situations très difficiles, de procédures judiciaires engagées, ce qui a produit des effets, donc nous continuerons à agir dans cette voie.

Evidemment, nous sommes soucieux aussi de l'armement des agents concernés, c'est un sujet qui tenait très fortement à cœur à la Ville de Paris et à M. GOUJON qui a fait voter un amendement sur ce sujet et là je suis très heureux de vous dire que demain se tient au Conseil d'État la séance de la section de l'intérieur pour valider ce texte, qui devrait donc sortir très prochainement. Le retard n'a pas été imputable à la Préfecture de police, en tout cas, vous pouvez compter sur nous pour continuer à travailler avec le G.P.I.S. et les bailleurs sociaux.

Je crois que, effectivement, dans ce genre de lieux il n'est pas aisé pour les services de police d'être efficaces dans la durée, car il est plus difficile d'y mener des surveillances que sur la voie publique, on n'a pas de sous-marins, on ne peut pas faire de surveillance discrète, tout de suite on est repéré, c'est pourquoi il faut une articulation sans faille avec le G.P.I.S. qui a beaucoup d'informations opérationnelles, les représentants des bailleurs, éventuellement certains locataires qu'on peut recevoir y compris de façon discrète. On est là pour faire ce travail et agir de manière très chirurgicale quand cela va mal.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération de DPP 35.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DPP 35).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération de DPP 36.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DPP 36).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération de DPP 37.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DPP 37).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération de DPP 38.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DPP 38).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération de DPP 39.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DPP 39).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération de DPP 40.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DPP 40).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération de DPP 41.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DPP 41).

2011, PP 77 - Décision modificative n° 2 du budget spécial de la préfecture de police pour 2011.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération PP 77. Il s'agit d'une décision modificative du budget spécial de la Préfecture de police pour 2011. La parole est à M. Philippe GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Monsieur le Maire, c'est une D.M. minimaliste puisque c'est la première fois que nous est présenté un document budgétaire qui contient aussi peu de mouvements. En matière d'investissement, les opérations immobilières sont inchangées, sur les autres équipements, la programmation initiale a été correctement évaluée, il faut le souligner par rapport à d'autres années plus difficiles. En matière de fonctionnement, c'est la deuxième année consécutive que la D.M. 2 ne comporte pas de transfert de plusieurs millions d'euros, de l'article 921-1211 qui supporte les dépenses concernant les A.S.P. vers les lignes de rémunération des personnels traités par les articles 920-200 et 920-27, ce qui veut dire que le recrutement des A.S.P., me semble-t-il, s'est bien déroulé, il faut le souligner.

Néanmoins cette D.M. 2 ne prévoit aucune mesure nouvelle. C'est assez regrettable, mais c'est la dureté des temps.

En troisième lieu surtout, cette D.M. 2 n'enregistre que des opérations d'ordre, ces opérations vont en fait servir essentiellement à augmenter de 790.000 euros les crédits, à l'article 920-27, destinés au marché d'enlèvement des véhicules.

Pour réaliser cette opération, la Préfecture de police a dû, je pense, d'une part, utiliser la totalité des crédits du chapitre 938, c'est-à-dire les dépenses imprévues, soit 550.000 euros, et, d'autre part, prélever 240.000 euros sur la dotation budgétaire destinée à la rémunération des agents du Service interdépartemental de la Protection Civile.

Je rappelle qu'en juin dernier, lors de l'examen du compte administratif du budget spécial de 2010, j'avais fait remarquer, en raison d'ailleurs d'une sous-dotation traditionnelle, hélas, des crédits relatifs à ces marchés d'enlèvement, que si l'activité d'enlèvement de 2010 se confirmait, il manquerait en 2011 à la Préfecture de police 1,2 million d'euros qu'elle devrait trouver ailleurs que dans des crédits supplémentaires en provenance de la Ville de Paris.

A quoi bon prêcher dans le désert, mais voilà ! Comme les années précédentes, les faits me donnent raison, puisqu'il est écrit dans l'exposé des motifs de la D.M. 2 elle-même - je cite - que "la participation de la Ville de Paris est inchangée".

La participation de la Ville de Paris est inchangée !

La Municipalité n'a donc pas donné 1 euro de plus à la Préfecture de police, alors que, je le rappelle, il s'agit de financer une activité qui est juridiquement à la charge de la Ville de Paris comme dépense obligatoire.

J'ajoute, enfin, que si l'activité d'enlèvement de véhicules se poursuit au même rythme qu'en 2010, et il n'y a pas de raison qu'il en soit autrement - cela risque même d'augmenter -, ces 790.000 euros seront loin de couvrir l'exercice budgétaire 2011 et qu'il manquera environ 470.000 euros que la P.P. devra alors prendre dans sa substance en sacrifiant, bien sûr, d'autres dépenses de fonctionnement. J'attends que le compte administratif 2011, encore une fois, me donne raison ; je préférerais que l'on inscrive les crédits pour les dépenses obligatoires dans les budgets primitifs ou les décisions modificatives.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur Philippe GOUJON.

Pour la réponse, Myriam EL KHOMRI.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe, au nom de la 5e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais laisser le Représentant du Préfet de police répondre à cette délibération essentiellement technique, en faisant précéder ses explications par une petite mise au point.

Comme vous l'avez fait en 5e Commission mercredi dernier, vous vous plaisez à sous-entendre que la Ville de Paris ne contribue pas assez au budget spécial de la Préfecture de police, que les marges de gestion sont trop faibles, en un mot, que nous paupérisons, mois après mois, année après année, la Préfecture de police.

Cela est faux !

Deux chiffres pour vous en convaincre, mais souhaitez-vous vraiment en être convaincu ?

En fonctionnement, le budget spécial de la P.P., c'était 175 millions avant ; c'est 279 millions en 2011. Il me semble qu'on a fait un peu plus que couvrir l'inflation et équiper la B.S.P.P.

La D.M. 2, visée par la délibération PP 77, est technique. Elle réalloue à l'intérieur de l'enveloppe le budget voté pour coller au plus près de son exécution. Elle ne répond à aucune demande d'abondement.

Je vais parler de la deuxième délibération, cela ira plus vite.

Quant à la délibération PP 81, portant approbation des modalités d'attribution et autorisation de signer les marchés similaires relatifs aux opérations d'enlèvement de la voie publique des engins à moteur en stationnement illicite, elle est également technique. Elle permet à la Préfecture de police de conserver son marché actuel d'enlèvement, tant que les appels d'offres lancés imposent des surcoûts importants et injustifiés.

Je ne vois là que la mise en application des principes de bonne gestion. Ce sont ces principes de bonne gestion que vous vous obstinez à confondre, sans l'excuse de la bonne foi qu'on accorde aux débutants, avec des mesures de coupe budgétaire.

Loin de votre traduction biaisée de ces deux délibérations, je souhaite insister, Monsieur GOUJON, sur la qualité du dialogue entre la Ville et la Préfecture de police sur les questions liées au budget spécial. Sur les effectifs et les missions, vous l'avez vu tout à l'heure, nous avons un autre débat sur les missions régaliennes dans un autre cadre.

Dans la continuité du travail entamé il y a quelques années, la Préfecture de police remet aux normes son budget spécial, dans un esprit de transparence aux élus parisiens et de traçabilité des crédits. Nous saluons cet effort qui a coûté un travail important et qui rend aux élus parisiens un vrai rôle de contrôle et d'orientation.

Les relations permanentes avec la Préfecture de police sur le sujet du budget spécial me permettent donc de vous dire que les budgets sont construits dans un esprit de concertation, que les difficultés rencontrées par la Préfecture de police nous sont communiquées en temps réel et qu'elles font l'objet d'un traitement équilibré qui, à ce jour, à ma connaissance, n'a lésé personne.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur le Préfet ?

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame la Maire, Monsieur le Conseiller, la Préfecture de police n'a pas deux langages avec ses deux sources institutionnelles de financement.

De la même manière que le Préfet de police expliquait tout à l'heure qu'il assumait une certaine rigueur dans la gestion des deniers publics de l'Etat, depuis trois ans, la Préfecture de police, je crois, est exemplaire dans l'évolution de ses budgets, financés par le contribuable parisien. Je crois que la modération des évolutions enregistrées ces trois dernières années est là pour en témoigner.

Bien évidemment, sur certains segments, cela pose quelques difficultés et, sur les fourrières, M. GOUJON peut souligner, à juste titre, que c'est peut-être le seul point avec lequel nous sommes en accord avec la Chambre régionale des comptes sur le fait que la sincérité budgétaire n'est pas encore atteinte.

Néanmoins, et je rassure M. GOUJON, nous avons progressé puisqu'un des paradoxes souvent souligné par le Préfet de police est que la réforme des administrations déconcentrées de l'Etat a permis, en redéployant le S.T.I.C. vers l'Etat qui a pris à sa charge une des dépenses nouvelles, d'améliorer la sincérité budgétaire du compte des fourrières.

On a fait une partie du chemin, il en reste encore et le Préfet de police proposera sans doute au prochain Conseil de faire une part de chemin complémentaire, afin de limiter effectivement ses dépenses de fin d'année en D.M. 2.

Par contre, je souhaite qu'il soit souligné, comme cela a été le cas, que depuis trois ou quatre ans, il n'est plus pris sur les comptes de financement des A.S.P. pour financer le reste du budget spécial. C'est un progrès budgétaire important pour votre Assemblée.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Maintenant, je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération PP 77.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, PP 77).

2011, PP 81 - Approbation des modalités d'attribution et autorisation de signer les marchés similaires relatifs aux opérations d'enlèvement de la voie publique des engins à moteur, deux, trois ou quatre roues en stationnement illicite à Paris.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - J'ai entendu Mme EL KHOMRI qui disait qu'elle répondait aussi pour le PP 81.

Monsieur GOUJON, vous êtes inscrit. Voulez-vous parler, malgré tout ?

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je voudrais revenir sur le PP 81. Il s'agit d'un appel d'offres infructueux qui nous amène à évoquer encore une fois cette question sensible des enlèvements en fourrière.

On connaît les termes du débat, c'est pour cela que je serai court. On connaît les termes du débat, évoqués régulièrement en séance, aussi bien par Laurence DOUVIN, mon excellente collègue, que par moi-même : disparition de plus de 10 % de l'offre de stationnement à Paris, sans compter Autolib' prochainement et malgré l'ouverture réussie, je dois le souligner, la nuit des places de livraison.

D'ailleurs, j'en profite pour suggérer qu'on y ajoute également, c'est une demande que je fais plutôt au Préfet de police, d'ailleurs, les places réservées aux transports de fonds devant les banques parce que, à ma connaissance, il n'y a pas de livraison de fonds la nuit dans les banques. Donc, je pense que ces places pourraient être également ouvertes au stationnement.

La pénurie de places provoque le harcèlement, même la nuit maintenant, grâce aux nouveaux marchés d'enlèvement qui sont passés. On est ainsi passé d'environ 200.000 enlèvements à 2001 à 250.000 aujourd'hui, pour reprendre les chiffres de Laurence DOUVIN, notre experte ; en grande partie, d'ailleurs, pour des raisons financières, car je pense que la Préfecture de police, on l'a vu dans l'intervention précédente, alimente, au moins en partie, ainsi, un budget spécial qui est, une fois encore, et malgré les réponses généralistes et politiciennes de Mme EL KHOMRI, insuffisamment doté par la Ville. C'est ce que prouvent tous les comptes administratifs, année après année ; ce sont les chiffres !

On enlève, du coup, là où c'est le plus facile, pas là où c'est le plus gênant, parfois même d'ailleurs sans attendre que l'avis d'enlèvement soit apposé. Beaucoup d'élus peuvent le constater.

Un débat sur la politique du stationnement et d'enlèvement, comme l'a demandé Laurence DOUVIN, qui m'écoute attentivement, me paraît aujourd'hui indispensable pour que chacun mette cartes sur table dans ce sujet suffisamment important pour la vie quotidienne des Parisiens.

Le Maire de Paris ce matin disait qu'il multipliait les débats sur les sujets importants les plus variés. Un débat sur la politique du stationnement et de la circulation me paraît aussi intéressant.

Je n'ai aucun tabou, M. VUILLERMOZ d'ailleurs appréciera sans doute mon propos, puisqu'on peut même se poser la question de la municipalisation de cette mission qui, aujourd'hui, est une simple variable d'ajustement du budget spécial de la Préfecture de police, permettant aussi à la Ville, et je le redis à Mme EL KHOMRI, d'alléger sa contribution financière.

J'en sais quelque chose, puisque j'étais adjoint dans ces fonctions avant vous !

Enfin, où en est la proposition exprimée par le Préfet de police - mais je pense qu'on aura des réponses - l'an passé de réaliser, dans chaque arrondissement, avec les maires, des diagnostics de circulation et de stationnement, ainsi que l'audit qui avait été prévu ?

Dans l'attente d'une réorganisation ou d'une amélioration du système, je pense que le mieux est que nous nous abstenions sur ce projet de délibération.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame EL KHOMRI, vous voulez dire un mot ?

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe, au nom de la 5e Commission. - La Préfecture de police a fait un audit sur les questions des fourrières, donc je pense que le Représentant du Préfet de police peut nous donner quelques éléments dans ce cadre.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur le Représentant du Préfet de police ?

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Trois choses.

D'abord, nous sommes soucieux des deniers du contribuable parisien, ce qui nous a amenés le 25 août dernier à déclarer infructueux l'appel d'offres, puisque les augmentations étaient faramineuses et que nous ne les trouvions pas justifiées.

C'est pourquoi nous soumettons aujourd'hui à votre Assemblée l'approbation d'un marché similaire. Du coup, avec ce marché similaire, l'augmentation unitaire des tarifs est de 9 % par rapport aux tarifs d'il y a trois ans, ce qui, compte tenu de l'évolution du prix des carburants et des charges de personnel, reste tout à fait raisonnable.

De ce point de vue, nous sommes soucieux des deniers du contribuable parisien, mais on a voulu aller au-delà de ce simple constat ponctuel et conjoncturel pour se reposer la question en permanence de la soutenabilité, de l'équilibre et de la pertinence de notre politique dans le domaine du stationnement.

Je ferai trois remarques. D'abord, le taux d'activité des agents de la Préfecture de police ou ceux de la Ville de Paris placés sous l'autorité du Préfet de police, les A.S.P., est plutôt à un niveau élevé. S'agissant des verbalisations pour le stationnement payant où une incivilité trop forte fait que peu de personnes payent leur stationnement, on va cette année sans doute dépasser le record de 10 ans.

Il y a un phénomène de numérisation du travail des agents verbalisateurs. Cela va plus vite, cela coûte moins cher en traitement, mais on va dépasser sans doute le record de 10 ans.

Dans le même temps, il n'y a pas d'effet de vases communicants puisque, en termes d'enlèvement du stationnement gênant et de conduite en fourrière, on reste à un niveau assez élevé, ce ne sera pas le plus haut niveau, mais ce sera à quelques pourcents près un niveau assez élevé. On voit qu'on travaille sur les deux bouts de la chaîne, le payant et le gênant.

D'autre part, par rapport à il y a trois ans, c'était une critique qui nous était faite de manière récurrente, notamment de la part de M. GOUJON, nous avons progressé en termes d'équité, car évidemment il ne s'agit pas de faire une course au rendement. Nous sommes un service public, nous devrons respecter une équité entre les différents arrondissements.

Alors qu'il y a cinq ans, six arrondissements se caractérisaient, en raison de leur éloignement des fourrières, par un taux très faible d'enlèvements par rapport aux demandes d'enlèvement, aujourd'hui il n'y a plus qu'un seul arrondissement dans ce cas et il flirte avec la limite que l'on avait fixée, soit 20 %. Désormais, on a amélioré l'équité.

Enfin, s'agissant de l'éventuelle municipalisation, le Préfet de police a toujours dit que ce n'était pas un tabou, c'est un choix qui est à la disposition du Conseil de Paris. On a d'ailleurs étudié le sujet sur le plan juridique, on ne sait pas tout à fait si une telle évolution nécessite une loi ou une simple délibération en Conseil de Paris.

En tout cas, ce n'est pas un tabou. Par contre, nous devons convaincre que nous travaillons de manière efficace. De ce point de vue, nous avons proposé aux services de la Ville et éventuellement à l'ensemble des groupes politiques de venir voir la salle des enlèvements, le pilotage que nous faisons et d'expliquer aux personnes la façon dont nous travaillons.

Avec la numérisation et le développement des systèmes de terminaux numériques, on va pouvoir dans un ou deux ans avoir une vision très fine du pilotage et de la réalisation des enlèvements.

C'est à ce moment-là que les diagnostics de circulation et de stationnement que nous avons évoqués comme perspectives d'avenir seront pertinents. Tant qu'on n'a pas ces outils technologiques, la manipulation manuelle demandera un travail énorme.

Par contre, effectivement, d'ici un an ou deux, lorsque l'on aura tout numérisé, on pourra chaque année aller voir la Mairie de Paris et chaque maire d'arrondissement pour expliquer ce que nous faisons, où nous le faisons, de manière cartographique et précise.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération PP 81.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, PP 81).

Vœu déposé par les groupes PSRGA, PCF/PG relatif au retrait des frais de sécurisation par la police aux organisateurs de la course hors stade des 10 km du 9e.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen de vœux qui ne se rapportent à aucun projet de délibération. Il s'agit du vœu n° 40 relatif au retrait des frais de sécurisation par la police aux organisateurs de la course hors stade des 10 kilomètres du 9e, déposé conjointement par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés et par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

La parole est à Jacques BRAVO.

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, j'interviens comme maire du 9e arrondissement sur un problème du 9e arrondissement, mais la difficulté que je vais signaler impacte les 19 autres arrondissement.

L'O.M.S. du 9e organise chaque année depuis neuf ans dans le 9e arrondissement une course populaire de 10 kilomètres. Cela appelle un grand nombre de bénévoles pour sécuriser le parcours et cela appelle aussi le soutien de la police sur un tel événement sportif. C'est dans ma conception une véritable obligation indispensable pour préserver la sécurité de tous dans des traversées comme la place Clichy, la gare Saint-Lazare, la proximité de l'Opéra ou la traversée de la rue Lafayette.

Or, je constate d'une part que les effectifs de policiers mis à notre disposition pour réaliser cette priorité diminuent fortement et, d'autre part, la bizarrerie de la réception d'une facture, pour être précis de 687,05 euros, pour justement couvrir les frais de sécurisation par la police.

Je ne suis pas venu ici pour chipoter, même si la mairie fait face à l'hôtel des ventes Drouot, on n'est pas venu pour marchander le montant de la facture. C'est le signal envoyé à la communauté sportive et à tous les arrondissements qui est un signal très inquiétant pour l'avenir des nombreuses courses hors stade qui se déroulent toute l'année à Paris.

Le vœu souhaite que le Maire de Paris interpelle le Préfet de police pour obtenir le retrait ou le report de cette facture, de la facture que ses services ont présenté aux organisateurs de la course hors stade du 9e, au titre de sa sécurisation.

Je souhaite que le problème soit bien réglé. Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Myriam EL KHOMRI ?

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Suite à ce vœu relatif au retrait des frais de sécurisation par la police aux organisateurs de la course hors stade des 10 kilomètres du 9e arrondissement, je souhaite vous faire part rapidement de l'avis positif de l'Exécutif, Exécutif que je représente, mais que vous représentez également, Monsieur le Maire, puisqu'il y a plus d'un mois vous m'avez alertée également sur ces difficultés.

Tout d'abord, il a toujours été de tradition que les factures ne soient pas présentées lorsque la mairie et donc l'O.M.S. est l'organisatrice d'une course sportive sur la voie publique. Or, c'est le cas de cette course des 10 kilomètres du 9e arrondissement.

Cette facturation est une première, serait-elle une des conséquences de la R.G.P.P. ?

Ce vœu illustre parfaitement la volonté du Maire de Paris que les effectifs de police soient maintenus à Paris, et ce de façon équitable, pour des missions diverses relevant du service public. C'était d'ailleurs le sens de la question d'actualité de ce jour.

C'est pourquoi l'Exécutif émet un avis favorable à ce vœu concernant une situation à laquelle a été confrontée la mairie du 9e arrondissement et dont Jacques BRAVO a très bien parlé, mais qui pourrait, si nous n'étions pas vigilants, concerner toutes les mairies d'arrondissement.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Avant de vous donner la parole, Monsieur le Représentant du Préfet de police, je dois dire que je partage ce qui vient d'être dit.

Il y a une crainte maintenant très grande de la part de l'ensemble des organisations sportives qui organisent des courses hors stade de se retrouver dans cette situation, où elles vont être amenées à payer des représentants de la Préfecture de police, alors qu'elles pensent que, dans le cadre du budget spécial de la Préfecture de police, on paie déjà une partie du personnel. Cela ne nous semble pas tout à fait logique.

Je vous donne la parole, évidemment.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire, Madame la Maire.

La question du remboursement à l'Etat des frais engagés par les forces de police ou de gendarmerie pour des missions qui dépassent leurs obligations normales, celles qui incombent à la puissance publique, ne date pas de la R.G.P.P. ni d'hier, elle date d'une loi qui a été votée le 20 janvier 1995 et jamais abrogée depuis, avec des textes d'application qui datent de 1997 et précisés en 2010.

Cette question n'est pas nouvelle et le principe est donc enraciné dans notre droit.

L'augmentation significative du nombre de manifestations, le Préfet a eu l'occasion d'y revenir, pose problème. On ne peut pas vivre avec une augmentation perpétuelle de 30 % des manifestations revendicatives en deux ans et de 20 % d'une année sur l'autre des manifestations récréatives, sans avoir un problème ensuite de patrouillage ou de tenue de la voie publique. Il faut donc mettre des limites.

Bien évidemment, de ce point de vue, la question du remboursement des missions hors normes participe de ce mouvement.

Néanmoins, nous sommes conscients que lorsqu'il y a des politiques publiques particulières, sportives ou d'animation, on doit tenir compte de ce contexte.

Aussi, le Préfet de police d'abord applique un principe assez libéral vis-à-vis des activités de la Mairie de Paris et il souhaite faire de même vis-à-vis des mairies d'arrondissement.

On va donner prochainement aux commissaires d'arrondissement des instructions afin que, chaque année, dans les arrondissements, il puisse y avoir une franchise sur deux ou trois opérations au choix, négociées entre le maire et le commissaire, ce qui permettra notamment de prendre en compte ces dispositifs.

Toutefois, des conditions strictes devront être respectées. Les événements en cause devront relever directement d'une politique publique et non concerner des événements simplement parrainés par la mairie d'arrondissement.

D'autre part, il devra s'agir d'événements à but non lucratif, sans possibilité de financement commercial ou de "sponsoring".

Enfin, la nécessité de mobiliser des matériels techniques lourds donnera lieu naturellement à la facturation des prestations.

J'ajoute que la facturation, ce n'est pas pour faire du bénéfice. C'est un élément symbolique. Par rapport à la mobilisation des effectifs que cela demande, le tarif reste très raisonnable.

Enfin, par rapport à la situation d'espèce qui nous est évoquée, l'application de cette règle pourrait en tout cas d'ores et déjà réduire la facturation de 50 %.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Madame BURKLI, vous avez demandé une explication de vote.

Mme Delphine BURKLI. - Je voudrais lever un malentendu pour éviter que nous tombions dans le piège que vous nous tendez ici, sur le fait que l'organisation de la prochaine course des 10 kilomètres du 9e, qui doit avoir lieu le 27 novembre prochain, serait fragilisée ou entravée par la Préfecture de police.

D'abord, une réalité, car votre vœu n'est pas très clair sur les niveaux de responsabilité des uns et des autres dans cette affaire : la Mairie de Paris n'est pas l'organisatrice de cette manifestation. C'est une course pilotée par une association, l'O.M.S., et qui remporte un franc succès parmi les Parisiens, et pas seulement ceux du 9e.

Vous n'êtes plus à l'origine de cette course parce que depuis votre décision en 2002 de supprimer l'office municipal des sports pour déléguer à des associations privées et subventionnées la pratique du sport à Paris, vous n'avez plus la main sur ce type de manifestations.

La Ville subventionne à hauteur de plusieurs millions d'euros ces associations, comme c'est le cas ici, et elles sont libres dans leur gestion comptable et dans leur programme d'activité.

Ceci posé, vous insinuez que la sécurité des participants à la course du 9e ne serait plus parfaitement assurée car la Préfecture de police, comme pour toute manifestation privée, facturerait les frais de sécurisation liés à cette manifestation.

Pour ma part, je ne suis pas choquée par le fait que les services de l'État facturent des prestations à des associations car au nom de quoi le contribuable parisien devrait payer deux fois pour ce type d'activité, d'abord par une subvention que nous votons ici, et ensuite pour des frais de sécurisation alors que la subvention peut couvrir ces frais éminemment importants pour la sécurité des participants.

Je rajoute aussi, et vous n'êtes pas sans le savoir, que cette activité sportive est payante : les organisateurs demandent 10 euros à chaque participant au titre des frais d'engagement à cette course.

Vous savez aussi, et M. BRAVO le premier, que ces manifestations hors stade comme cette course sont rentables financièrement pour les organisateurs.

Rien que pour cette manifestation le 27 novembre prochain, 7.000 euros doivent être encaissés. C'est sans compter sur la subvention de la Ville que nous leur accordons chaque année. C'est sans compter sur les mécènes privés - commerçants de quartier, grandes enseignes -, qui participent à l'organisation de ce type de manifestations.

Votre vœu n'a donc pas lieu d'être, sauf de vouloir créer une mauvaise polémique avec les services de la Préfecture de police, qui sont à mes yeux et pour mes collègues des alliés et des partenaires essentiels de la Ville. Les services de police, M. REVEL peut nous le confirmer, veilleront au bon déroulement de la prochaine course des 10 kilomètres le 27 novembre prochain.

Pour ma part, il n'y a donc pas de débat, et nous voterons contre ce vœu.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je pense que les Parisiens et les Parisiennes qui vont courir dans Paris et participer à ces courses dans les arrondissements - car je rappelle qu'il y a maintenant une course des 10 kilomètres dans chaque arrondissement - vous auront écoutée et entendue et sauront quoi en penser.

Je mets aux voix, à main levée, ce vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 288).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'unité motocycliste de la DPP dans le bois de Boulogne.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu n° 41, relatif à l'unité motocycliste de la DPP dans le bois de Boulogne, a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

La parole est à Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER, pour une minute.

Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER. - Depuis fin 2009, début 2010, la mairie du 16e arrondissement a mis en place une coordination pour les maraudes et le plan hivernal.

L'association "Aurore" représente le référent de cette coordination. Or la DPP effectuait une mission particulièrement importante dans le bois de Boulogne avec une équipe de motards et intervenants. Cette équipe très efficace savait parfaitement où se trouvaient les sans domicile fixe et les campements.

Une récente réorganisation a privé les motards de la DPP de cette mission. Ceci a engendré immédiatement une augmentation relativement sensible du nombre de sans-abri à l'intérieur du bois de Boulogne alors que cette équipe avait obtenu des résultats encourageants.

Le bois comptait jusqu'alors une trentaine de personnes sans domicile fixe. Ce nombre a augmenté de 30 à 35 % suite au départ des motards. Considérant l'importance humanitaire et sanitaire de leur travail dont la qualité est unanimement saluée par l'ensemble des intervenants du C.S.P.D.A. 16 et des acteurs sociaux engagés dans l'accompagnement des sans-abri, la mairie du 16e émet le vœu que la Ville de Paris conserve à l'unité motocycliste de la Direction de la prévention et de la protection l'intégralité, en temps comme en moyens, de sa mission d'assistance aux sans-abri du bois de Boulogne.

Ce vœu a été voté à l'unanimité de notre Conseil d'arrondissement.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame EL KHOMRI, vous avez la parole.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Je suis heureuse de vous voir aborder aujourd'hui la question de la grande pauvreté sous l'angle de la protection et de l'assistance dues aux populations vulnérables.

Je suis heureuse de vous voir saluer la dimension humanitaire et sanitaire du travail de la Direction de la prévention et de la protection auprès des sans domicile fixe.

Ce souci des exclus et cette idée que la force publique doit aux plus vulnérables une protection sérieuse et continue me semble plus fécond que les précédents vœux de M. GOASGUEN sur l'extension à l'ensemble de la Capitale de l'arrêté anti-mendicité.

Une nuance néanmoins au sujet de votre dernier considérant. Ce que nous avons à craindre d'un abaissement de la surveillance à l'approche de l'hiver n'est pas tant l'augmentation du nombre de campements de fortune que le décès de personnes livrées à elles-mêmes en périphérie de notre ville et de nos vies.

Votre prise de conscience, à l'approche de l'hiver, de l'exposition des personnes vulnérables vous conduit à demander à la Ville de Paris de conserver à l'unité motocycliste de la DPP l'intégralité, en temps comme en moyens, de sa mission d'assistance aux sans-abri du bois de Boulogne.

L'Exécutif émet un avis défavorable à votre vœu, qui méconnaît l'esprit et la lettre de la réforme DPP 2011 qui, contrairement à ce que vous indiquez, n'a toujours pas été mise en œuvre car c'est un projet de réforme en cours.

Sans m'étendre ici sur cette réforme, que j'ai présentée en 5e Commission, et dont je suis bien sûr prête à discuter avec vous, je veux rappeler qu'il s'agit de déconcentrer l'action de la Direction de la prévention et de la protection pour un service rendu aux Parisiens au plus près des réalités locales et en lien avec les arrondissements.

Ce projet de réforme consacre l'existence d'une unité motocycliste dotée d'un minimum de 12 agents. Cette unité est à ce jour essentiellement polyvalente. Elle est engagée sur l'assistance aux sans-abri, mais également à la surveillance des marchés.

Ses missions sont appelées à être recentrées sur deux priorités : l'intervention d'urgence, d'une part, la surveillance des bois de Vincennes et de Boulogne, en appui notamment des agents de l'unité d'assistance aux sans-abri, d'autre part.

C'est aux inspecteurs polyvalents non motards dont on veut favoriser les patrouilles à pied et en vélo qu'incombera la responsabilité de renforcer notamment la lutte contre les incivilités.

Dans la mesure où les missions de l'unité motocycliste se voient renforcées par la réforme DPP 2011, votre vœu me semble sans objet.

Quant au bois de Boulogne, sachez qu'il mobilise, en plus des motocyclistes, l'unité d'assistance aux personnes sans-abri. Elle y dispose de deux brigades, sept inspecteurs de sécurité, qui tournent de 7 heures à 20 heures, trois fois par semaine et de 7 heures à 15 heures le week-end.

En outre, depuis le 1er novembre, et ce, jusqu'à fin mars, avec le déclenchement du plan grand froid, une équipe de trois inspecteurs est présente quotidiennement jusqu'à 22 heures et jusqu'à 2 heures du matin si les températures sont négatives afin de repérer des situations de détresse particulière ou de danger manifeste.

En cas de besoin, un véhicule de transport accompagne les sans-abri en demande d'un hébergement.

Cette présence quotidienne d'agents de la DPP, qui connaissent parfaitement et individuellement la totalité des personnes SDF amenées à dormir dans le bois, en lien constat avec la DEVE, permet de limiter à quelques dizaines de personnes ces implantations, là où de nombreux sites de la périphérie parisienne ont connu une réelle explosion des campements de personnes sans-abri.

Soyez donc rassurés sur le fait que la DPP dans son ensemble est particulièrement mobilisée dans les bois de Boulogne et de Vincennes, mais mobilisez-vous également avec M. GOASGUEN comme député, pour porter à la connaissance du Gouvernement l'explosion de la grande précarité dans la Capitale, une explosion face à laquelle la Ville et le Département ne pourront pas toujours faire face seuls.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur GOUJON, je sais bien, mais vous savez bien que vous n'avez pas théoriquement à faire d'explication de vote pour un vœu que vous déposez.

Je veux bien vous donner la parole, mais une seconde.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Pour dire simplement que la réponse de Mme l'adjointe ne nous a pas du tout rassuré.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je m'en doutais…

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Parce que le travail de l'unité d'assistance aux personnes sans-abri n'est pas du tout le même que celui de l'unité motocycliste, et que l'un ne va pas sans l'autre.

Nous allons assister à ce qui n'existe pas encore aujourd'hui dans les bois, c'est-à-dire une augmentation assez importante des personnes sans domicile fixe, ce qui n'est l'objectif de personne. Ils avaient une action tout à fait complémentaire, et je ne vois pas comment, dans le cadre de la réorganisation de la DPP, avec 12 effectifs à l'unité motocycliste au lieu d'une soixantaine aujourd'hui, vous allez pouvoir remplir toutes ces missions de protection des marchés, de surveillance, ainsi que des bois.

Nous soutenons donc ce vœu parce que votre réponse ne nous rassure absolument pas, bien au contraire.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Oui, Madame EL KHOMRI ?

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Quand vous fermez cet été 4.500 places d'hébergement, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait davantage de campements ; premier point.

Pour le second, cela fait dix ans que vous n'êtes plus adjoint chargé de la prévention et de la sécurité. Je suis en train de mener une réforme qui était attendue par des agents particulièrement valeureux sur le terrain, et sachez que l'unité moto ne compte absolument pas 60 personnes : ils sont 14 aujourd'hui.

S'il vous plaît, laissez-moi le crédit de mener ma réforme telle que je l'entends pour un meilleur service aux Parisiens !

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci !

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 41, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place de correspondants de nuit dans le 17e.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous abordons le vœu n° 42 relatif à la mise en place de correspondants de nuit dans le 17e.

La parole est à Mme Brigitte KUSTER, pour une minute.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Plusieurs sujets pourraient être évoquées à travers ce vœu, en réponse à la demande de correspondants de nuit, puisque dans le 17e comme dans d'autres arrondissements de Paris, nous avons connu ces temps-ci des difficultés.

Nous avons d'ailleurs un autre vœu concernant le quartier Pitet Curnonsky sur lequel, même s'il y a eu des améliorations, Jean-Didier BERTHAULT en charge du conseil de quartier Champerret-Berthier, reviendra.

Je voudrais revenir sur la question des correspondants de nuit, que vous connaissez bien, Madame la Maire, puisque nous avions déjà fait une demande lors d'un précédent Conseil. Nous avons une demande que nous souhaitons particulièrement voir aboutir cette fois dans le quartier Saint-Ange. Je voudrais que nous nous mettions bien d'accord aujourd'hui en séance, puisque des engagements avaient été pris, mais à ce jour je souhaiterais qu'ils soient confirmés dans le cadre de cette enceinte.

Ce dispositif, vous le savez, nous convient parfaitement. Nous avions initié avec Jean-François DIVRY à l'époque, adjoint en charge de la sécurité dans le cadre du C.S.P.D.A., une mise en place très précise dans des quartiers très précis. Là, nous avons un manque, sur lequel nous pouvons nous retrouver. Nous avons donc fait de nombreuses demandes répétées.

C'est pourquoi aujourd'hui j'aimerais, au nom de tous les élus du 17e, en tout cas de la majorité municipale, que cette arrivée de correspondants de nuit soit confirmée, sachant les problèmes budgétaires, que vous pouvez éventuellement connaître par ailleurs, mais j'insiste pour que dans le 17e, ils soient présents. Et que la mairie d'arrondissements, ainsi que le C.L.S.P.D., soient associés à la définition de ces quartiers prioritaires avec un maillage local de mise en place fait en partenariat.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame EL KHOMRI, vous avez la parole.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame la Maire, je me propose de vous donner quelques éléments d'explication au vu desquels, il me semble, vous pourrez retirer votre vœu, l'Exécutif travaillant déjà activement à bâtir ce que vous demandez.

Dès ma prise de fonction en janvier dernier, je vous avais rencontrée, j'avais écrit à Annick LEPETIT, également députée de la 17e circonscription, en jugeant cette demande d'implantation d'une nouvelle équipe de correspondants de nuit tout à fait légitime à Porte Pouchet dans le quartier des Epinettes.

Pour appuyer cette demande du 17e arrondissement, et en lien avec vous, j'ai présenté un vœu de l'Exécutif, en février dernier au Conseil de Paris, afin qu'une étude soit réalisée durant l'année 2011 par les services de la Ville, en concertation avec les partenaires institutionnels, associatifs et les amicales de locataires, dans le cadre du budget prévisionnel 2012.

A ce jour, les premières analyses, effectuées par l'administration au niveau central, confirment la pertinence d'un tel dispositif sur un territoire comprenant la porte Pouchet et le quartier des Epinettes.

Je peux donc vous confirmer ce qui apparaissait déjà très clairement dans vœu de l'Exécutif de février, à savoir que la prochaine implantation d'une équipe de correspondants de nuit sur le territoire parisien s'effectuera prioritairement dans ce secteur.

Les arbitrages budgétaires étant actuellement en cours, dans un contexte national qui ne vous a pas échappé, je ne suis pas en mesure aujourd'hui de fournir une date précise pour la constitution de cette équipe. Nous ne pouvons donc pas voter votre vœu en l'état.

C'est en vous réaffirmant que la priorité absolue sera accordée au 17e arrondissement pour la constitution d'une nouvelle équipe de correspondants de nuit que je vous suggère de retirer votre vœu.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame, retirez-vous votre vœu ?

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Oui, Monsieur le Maire. C'est bien la preuve de l'intérêt des vœux, puisqu'en effet, Madame la Maire, vous avez rappelé qu'un vœu était intervenu en février et nous sommes en novembre. C'est bien qu'il y ait de temps des piqûres de rappel, même si je ne remets pas en cause votre bonne foi et votre volonté d'avancer, en tout cas sur ce dossier en particulier dans le 17e.

Mais comprenez quand même que nous sommes à la veille d'une discussion budgétaire, en tout cas à la fin de l'année, et je pense que plus nous ancrerons le fait que c'est bien dans le 17e que l'implantation de la nouvelle équipe doit s'effectuer, mieux ce sera. Je maintiens donc ce vœu.

J'entends bien vos propos positifs, mais comprenez que je le maintienne.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 42 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la vidéoprotection dans le quartier Pitet-Curnonsky.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu n° 43, relatif à la vidéoprotection dans le quartier Pitet-Curnonsky, a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

La parole est à M. Jean-Didier BERTHAULT, pour une minute.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est l'occasion de revenir, une fois de plus, sur une partie de ce 17e avec le quartier Pitet-Curnonsky puisque, depuis maintenant de nombreuses années, ce quartier est soumis régulièrement à des problèmes d'insécurité, et notamment à un trafic de drogue qui perdure.

L'année 2011 a vu l'aboutissement d'une enquête judiciaire compliquée et, grâce à l'efficacité des services de police, un certain nombre de réseaux ont pu être démantelés mais ils ont tendance à se reconstituer rapidement.

Dans ce cadre, il est temps de trouver des mesures complémentaires, ce qui avait été proposé dans le cadre du conseil de quartier lorsque nous avions évoqué le plan "1000 caméras pour Paris" de la Préfecture de police, avec l'implantation de deux caméras que nous souhaitions : l'une à l'angle des rues Pitet et Curnonsky, et l'autre sur le boulevard de Reims, ce qui permettait d'avoir une vision assez précise de ce qui se passait dans le quartier.

Récemment, à la suite d'une visite de terrain en présence des bailleurs sociaux, et de façon à faire le tour complet du parc social, nous avons estimé qu'il fallait un dispositif complémentaire qui permettrait au bailleur social de mieux appréhender les problématiques d'insécurité sur le quartier.

C'est la raison pour laquelle je demande à ce que rapidement on puisse s'accorder, entre le bailleur social et la Préfecture de police, sur une analyse de la cartographie, puisque la responsabilité des installations qui seront au sein du parc social incombe au bailleur…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur BERTHAULT, il faut conclure !

M. Jean-Didier BERTHAULT. - … alors que la responsabilité de la Préfecture concerne les caméras de vidéoprotection sur la voie publique et, en fonction de cela, que l'on puisse aboutir à une solution rapide et à un schéma global d'implantation de ces différentes caméras dans les meilleurs délais.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Vous avez vu que vous êtes à 1 minute 50. Théoriquement, c'est une minute. Si on veut finir la 6e commission ce soir, essayons de resserrer un peu. Qu'est-ce que vous voulez, c'est le règlement !

Madame EL KHOMRI, vous avez la parole.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu qui fait état de cette situation difficile pour les habitants de l'ensemble immobilier Pitet-Curnonsky mélange deux sujets très différents : la question de la vidéoprotection dans l'espace public d'une part, et la question de la vidéoprotection au sein du patrimoine des bailleurs d'autre part.

Cette seule confusion justifie que nous émettions un avis défavorable sur ce vœu. On ne peut pas sérieusement demander de la vidéoprotection en faisant abstraction du type d'espace où elle s'inscrit, du type de mission qu'on lui s'assigne.

Je vais essayer de répondre.

En ce qui concerne la vidéoprotection sur l'espace public, je rappelle que le choix de l'emplacement des caméras du plan du P.V.P.P. s'est effectué au terme d'une consultation des mairies d'arrondissement et qu'il n'est pas question d'augmenter l'enveloppe globale de caméras au gré des événements qui peuvent intervenir dans les quartiers.

Monsieur BERTHAULT, l'élu de terrain que vous êtes ne peut ignorer que ce n'est pas de plus de caméras qu'ont besoin ceux de nos quartiers qui souffrent de l'insécurité, mais de la présence humaine de policiers en chair et en os : une présence de proximité d'une part pour rassurer l'immense majorité de celles et ceux qui demandent simplement à vivre en paix, une présence en profondeur des services d'investigation d'autre part pour réprimer les trafiquants, démanteler les réseaux et empêcher une minorité criminelle de s'approprier les territoires que tous doivent partager.

En ce qui concerne la vidéoprotection au sein du patrimoine du bailleur, la configuration de l'ensemble immobilier, la perméabilité entre les espaces extérieurs des immeubles et l'espace public, l'étendue du site et la volatilité du trafic posent en soi un problème.

Si ce dispositif est utilisé par Paris Habitat dans certains parkings, dans le cadre d'une stratégie globale de reconquête, il n'est pas certain qu'il soit efficacement transposable aux espaces extérieurs ou intérieurs communs.

Tout cela s'inscrit donc pour "Paris Habitat" dans une réflexion globale portant sur l'ensemble du patrimoine. Cette réflexion est d'ores et déjà engagée et sera poursuivie dans le cadre d'un partenariat avec la Préfecture de police.

En ce qui concerne la situation des habitants, je souhaite rappeler que la Mairie de Paris et "Paris Habitat" travaillent pour améliorer leurs conditions de vie à vos côtés. Un programme de travaux a été lancé sur 2011 et 2012 en concertation avec l'amicale des locataires, incluant une action de d'insertion.

Des rondes renforcées du G.P.I.S. ont été mises en place et des actions coordonnées G.P.I.S. et police ont eu lieu, notamment cinq ont été renforcées durant le mois d'octobre.

Nous émettons donc un avis défavorable sur ce vœu, tout en vous assurant que nous restons mobilisés à vos côtés pour que les habitants de l'ensemble immobilier de Pitet-Curnonsky puissent reprendre possession de leur espace commun.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur le Représentant du Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous souhaitons - le Préfet l'a dit à plusieurs reprises - ne pas opposer la vidéoprotection et les policiers en chair et en os, car la vidéoprotection va aider la policiers, non seulement à élucider a posteriori les affaires, mais également à être proactifs sur le terrain, en étant plus réactifs, en envoyant les troupes qu'il faut et là où il faut au bon moment, et donc en ne divertissant pas des patrouilles à pied ou en voiture qui patrouillaient tranquillement pour aller surprotéger un endroit, alors qu'il n'en est pas besoin.

La vidéoprotection va donc vraiment servir à améliorer la présence policière dans l'espace et donc à avoir des policiers en chair et en os, là où ils sont nécessaires.

S'agissant de la vidéoprotection également, nous avions dit, lors de la concertation, qu'il fallait envisager un maillage. Il n'est nullement question de vidéoprotéger tout l'espace parisien, mais par contre des caméras bien positionnées ont aussi un effet sur le hors champs, car lorsqu'on fait des trafics, on approche du lieu de trafic, parfois on part en étant dérangé et en devant fuir et il y a un moment où on peut passer dans le champ d'une caméra. Donc, même un maillage limité peut avoir un effet sur le hors champ.

Enfin, s'agissant des relations avec les bailleurs sur la prévention situationnelle, nous sommes toujours à disposition, que ce soit à l'I.G.S., dans le service d'information sûreté ou dans les commissariats, pour donner des conseils et des diagnostics de sécurité.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix le vœu n° 43…

Non, on ne peut pas. Je l'ai autorisé tout à l'heure mais ce n'est pas normal qu'on redonne la parole pour une explication de vote sur un vœu qui vient d'être déposé. Donc, non, je n'aurais pas dû le faire pour M. GOUJON tout à l'heure, non sinon cela va devenir l'habitude, ce n'est pas dans le règlement, donc je ne le fais pas, vous avez des explications, vous expliquerez après.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 43 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la nécessité d'implanter une antenne permanente du GPIS dans le sud-ouest parisien.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu n° 44 relatif à la nécessité d'implanter une antenne permanente du GIPS dans le Sud-Ouest parisien a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

La parole est à M. Philippe GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je donnerais bien mon temps de parole à mon collègue, Jean-Didier BERTHAULT, étant donné que j'ai défendu ce vœu dans mon intervention générale en vue d'installer une base dans le 15e ou dans le 14e.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Merci beaucoup. Ce sont vraiment de mauvaises manières, je ne vais pas allonger les débats, mais quant à l'explication donnée par Mme EL KHOMRI, je pense avoir présenté ce vœu dans un esprit le plus constructif possible.

Je ne comprends pas la réponse polémique que vous avez faite, puisque ce que je demande, c'est que pour une meilleure efficacité du schéma d'implantation, à la demande du bailleur social et des représentants de la police qui étaient présents à la suite de cette visite de quartier, on étudie la meilleure complémentarité possible entre l'installation de vidéoprotection au sein du parc social et sur l'espace public.

Je n'ai pas demandé l'implantation supplémentaire de caméras sur la voie publique. J'ai demandé que l'on en parle pour les orienter le mieux possible car cela correspond à un vrai besoin. Je pense que vous auriez pu légitimement accepter ce vœu.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - On est sur le vœu n° 44, Myriam EL KHOMRI, si vous voulez rajouter un mot, c'est à vous de gérer votre temps aussi, vous avez la possibilité de le faire.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - J'irai voir M. BERTHAULT pour discuter du vœu. Je voudrais répondre s'agissant de l'éventuelle création d'une base du G.P.I.S. dans le Sud de Paris pour répondre à l'éloignement entre la base actuelle du G.P.I.S. dans le 17e arrondissement et le Sud de la Capitale.

Monsieur GOUJON, vous préconisez la création d'une base Sud-Ouest. Les effectifs affectés à ce secteur couvriraient les 13e, 14e et 15e, soit 25 % du patrimoine sous surveillance en 2011. Cette idée tout à fait légitime est de prime abord séduisante, mais une étude plus approfondie montre qu'elle contribuerait à la réduction de la capacité opérationnelle du G.P.I.S. aussi bien dans ce secteur que sur le reste de Paris.

L'audit du G.P.I.S. qui nous a été remis évoque ces difficultés. Une réduction de la capacité opérationnelle d'abord parce que la création d'une base délocalisée du G.P.I.S. engendre des coûts (coût du déménagement, coût de l'allocation espace supplémentaire, coût lié à l'installation de moyens de communication spécifiques), a un impact en matière de ressources humaines avec le nécessaire recrutement au sein de cette nouvelle base, d'un cadre, d'un chef de base, d'un agent administratif alors même que le rapport d'audit transmis aux membres du CA montre qu'il faut diminuer les fonctions support, un impact sur les procédures opérationnelles, notamment la gestion de crise et les procédure d'urgence.

La démultiplication des bases de l'organisation pour renforcer la présence du G.P.I.S., ce que vous appelez de vos vœux, conduirait à l'effet inverse avec à terme une perte d'efficience du dispositif opérationnel.

Perte d'efficience qui se déclinerait d'abord en perte de capacité opérationnelle. Perte d'efficience qui ne serait pas ou peu compensée par la diminution du temps de déplacement des patrouilles.

Perte d'efficience qui se déclinerait avec la remise en cause de la doctrine d'emploi du G.P.I.S. sur la question de la fidélisation des agents dans un secteur donné, cette doctrine d'emploi interdisant la mise en place d'équipages spécifiquement affectés sur les patrouilles surveillées, afin d'éviter les pièges liés à la routine et au copinage que l'on a pu observer par le passé avec la société NS2.

Monsieur le Député-Maire, c'est après avoir étudié en profondeur cette proposition et constaté qu'elle était porteuse non pas d'une plus-value, mais d'une moins-value en termes de services aux Parisiens, que nous émettons un avis défavorable sans pour autant remettre en cause une centralisation qui à ce jour est à la fois un gage de maîtrise déontologique et de réactivité opérationnelle. Nous travaillons avec la Préfecture de police à réduire les délais de déplacement des équipes pour un service optimal rendu aux Parisiens.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 44 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la vente à la sauvette.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous abordons les vœux n° 45 et n° 45 bis relatifs à la vente à la sauvette, déposés par le groupe U.M.P.P.A. et par l'Exécutif.

La parole est à M. Patrick TRÉMÈGE.

M. Patrick TRÉMÈGE. - Je voudrais, à l'occasion de ces vœux, féliciter les services de police pour le succès qu'ils ont remporté avec le démantèlement de ce que l'on appelait les ventes de petites Tour Eiffel. J'ai lu cela dans la presse, cela va dans la droite ligne de mon propos.

J'avais déposé ce vœu dans le 13e arrondissement, qui a été repris par le maire, et donc il ne s'agit pas d'un vœu concernant simplement le 13e arrondissement mais tout Paris.

Je suis désolé de constater tous les jours davantage, dans tous les arrondissements de Paris, pas simplement dans le 16e ou dans le 7e où il y a une vente de petits objets liés au tourisme, mais singulièrement dans les arrondissements de l'Est, une multiplication de petits vendeurs qui vendent des fruits et légumes, des livres, etc., et je suis extrêmement surpris qu'il n'y ait pas une verbalisation immédiate de ces contrevenants. Celà à deux titres, celui de la Préfecture de police, et celui des droits de voirie.

Je comprends que sur le fond la Préfecture de police se préoccupe avant tout des trafics les plus importants. Il n'en reste pas moins que visuellement vis-à-vis de nos concitoyens, ces contrevenants font un mal incroyable à la perception que l'on a de l'insécurité, à telle enseigne d'ailleurs que dans le 13e arrondissement les étalages sont fermés avec des chaînes et des cadenas, c'est donc que cela continue, les services de verbalisation passent à côté, vos services de police passent à côté, cela commence à 8 heures le matin et se termine à 20 heures, ce n'est pas un type qui vient là 5 minutes et vend 3 tomates.

Et les droits de voirie, quand la terrasse d'un commerçant dépasse de 1 centimètre, il est immédiatement verbalisé. Or là, il y a la possibilité pour les services de la Ville d'aller verbaliser ces vendeurs à la sauvette. Cela n'est pas supportable pour la population et cet avis est partagé par la grande majorité de cet hémicycle, la preuve, dans le 13e arrondissement…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Madame EL KHOMRI, vous avez la parole et ensuite M. le Préfet de police.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Je comprends tout à fait le souci évoqué par Patrick TRÉMÈGE, on a souvent eu dans cette enceinte des débats par rapport également à la situation de Belleville, de la Porte Montmartre, de Château Rouge.

Je félicite les services de police pour leur action, mais c'est vrai que dans les quartiers populaires nous souhaiterions que des réseaux soient démantelés, je pense par exemple aux cigarettes frelatées, aux produits de blanchiment de peau, à plein d'objets qui sont aussi vecteurs de véritables problèmes de santé publique.

Je comprends tout à fait, nous avons proposé un vœu de l'Exécutif par rapport aux éléments que vous avez évoqués, pour essayer d'élargir le panel. Nous mettons en œuvre des arrêtés municipaux et s'agissant des droits de voirie, nous verbalisons quand les autorisations de voirie ne sont pas respectées.

Là, il s'agit de ventes à la sauvette, qui relèvent de la compétence de la Préfecture de police.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur le Représentant du Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Nous ne hiérarchisons pas à la Préfecture de police toutes les déréglementations ou les mauvais usages de l'espace public, il n'y a pas de noble ou de moins noble. Bien évidemment, ce n'est pas tous les quatre matins, au terme de plusieurs mois d'enquête, que l'on trouve 270 tonnes, je dis bien 270 tonnes de Tour Effel.

Là, effectivement, cela a un impact médiatique un peu inhabituel. Néanmoins, y compris sur les questions de vente de fruits et légumes sur la voie publique de manière sauvage dans le 13e arrondissement, nous agissons au quotidien et par exemple, en six mois depuis le 1er mai 2011, nous avons procédé à 117 interpellations dans le 13e arrondissement.

Nous avons mené plusieurs procédures judiciaires approfondies avec des dispositifs de surveillance pour mettre en cause non seulement les vendeurs parce qu'une contravention pas toujours récupérable ni payée, n'a pas forcément beaucoup d'effets. Par contre, nous avons essayé de remonter à plusieurs reprises l'ensemble de la chaîne de livraison. Chaque fois, nous interpellons l'ensemble de la chaîne, les personnes sont systématiquement placées en garde à vue et déferrées. Ainsi, le 30 mai, une action a permis d'interpeller un fournisseur manutentionnaire à Rungis et 7 vendeurs de fruits et légumes implantés aux abords de la ligne 6. Le 15 septembre 2011, après plusieurs jours de surveillance, nous avons à nouveau interpellé un fournisseur qui s'approvisionnait à Rungis ainsi que 5 vendeurs habituels de l'arrondissement. La marchandise, argent, téléphone portable, véhicule du fournisseur étaient saisis, ce qui est un signe très fort adressé aux trafiquants.

Bien évidemment aussi, nous avons eu une action en dehors du secteur des fruits et légumes. Ainsi, par exemple, le 12 octobre 2011, des supports vidéo contrefaits ont été saisis et trois personnes ont été interpellées, là aussi encore dans le 13e arrondissement, avec la saisie de 5.408 DVD contrefaits. Nous avons saisi la Fédération nationale des distributeurs de films pour qu'elle dépose plainte et qu'ensuite, on puisse avoir une enquête au long cours.

Je puis vous assurer, Monsieur TRÉMÈGE, que ce n'est peut-être pas suffisamment visible de votre point de vue, je comprends l'impatience des riverains, mais nous agissons, y compris sur plusieurs secteurs de l'arrondissement et nous continuerons à le faire afin d'améliorer la visibilité et la physionomie de l'espace public.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur TRÉMÈGE, retirez-vous votre vœu ?

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 45 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 289).

2011, DPVI 261 - Subvention (30.000 euros) à l'Agence de Valorisation des Inititatives Socio-économiques (AVISE) pour un projet de développement des accorderies sur le territoire de la Ville de Paris.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DPVI 261. Il s'agit d'une subvention de 30.000 euros à l'Agence de Valorisation des Initiatives Socio-Economiques (AVISE).

La parole est à Jacques BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Monsieur le Maire, chers collègues, une accorderie s'apparente à un dispositif de l'économie sociale et solidaire et a pour vocation de permettre aux personnes à faibles revenus d'améliorer leurs conditions socioéconomiques en favorisant l'organisation de nouvelles formes de solidarité à l'échelle d'un territoire.

Les accorderies sont nées au Québec en 2002, où elles comptent près de 2.000 accordeurs, échangeant plus de 700 services entre eux.

Comment fonctionne une accorderie ? On y fait des échanges de service entre accordeurs sur un territoire donné. La monnaie d'échange est le temps : une heure donnée, une heure reçue. Les échanges sont multilatéraux : celui qui donne ne sera pas nécessairement celui qui reçoit. Il y a trois niveaux d'échange : individuel, collectif et associatif. Les accordeurs qui participent à la vie de l'accorderie sont crédités en temps. Il n'y a pas de bénévolat stricto sensu.

Au Québec, en plus de leur système d'échange de services, les accorderies octroient des micro-prêts aux habitants qui justifient un besoin de toute nature et proposent des services d'achats groupés.

Ce dispositif rappelle celui des systèmes d'échanges locaux ou S.E.L. qui existe en France depuis 1995. A Paris, trois S.E.L. regroupent plus de 600 personnes et 3.000 en Ile-de-France.

Quelques différences, cependant : les accorderies fonctionnent sur une base institutionnelle et sont financées, au Québec et actuellement en France, par la fondation MACIF, titulaire de la propriété intellectuelle des accorderies en France, là où les S.E.L. reposent sur des systèmes associatifs et sur le bénévolat des membres de leur conseil d'administration. Les accorderies s'adressent à un public large, qui déborde le public traditionnel des S.E.L., pour aller vers un public plus jeune et dans des situations économiques ou sociales plus difficiles. Par leur taille plus importante que les S.E.L., les accorderies permettent d'échanger des services plus divers et, donc, sont susceptibles d'intéresser et de fidéliser un public plus large.

Dans la pratique, pourtant, le réseau des S.E.L., existant depuis le milieu des années 1990 en France, est vivace, et notamment à Paris où u il a acquis une certaine expérience en termes de solidarité ou même d'insertion, le public des S.E.L. parisiens étant, contrairement à ce que l'on peut dire, plutôt modeste, voire en difficultés financières avérées.

Il est très dommage, dans ces conditions, que les S.E.L. Paris n'aient pas été associés à la mise en place de l'accorderie. La première étude de faisabilité du dispositif à Paris dans le 19e n'avait, semble-t-il, pas jugé utile de bénéficier de l'expérience de ce réseau, pourtant fort de 600 personnes. Sera-t-il de même pour cette nouvelle étude ?

On peut regretter également une sorte de dérive de l'innovation sociale, où une institution privée, la fondation MACIF, s'approprie un concept de solidarité en s'en octroyant la propriété intellectuelle, autant d'ailleurs des concepts que des outils de gestion pour tout le territoire français, sous prétexte - je cite - "de se faire le garant de la philosophie initiale du projet et des valeurs qui lui sont associées".

Cependant, multiplier les réseaux d'entraide sociale à Paris doit être bien accueilli, fussent-ils redondants avec les initiatives existantes. En effet, la situation économique des Parisiens les plus modestes ne cesse de s'aggraver et toutes les initiatives ayant pour objectif d'améliorer leurs conditions sont les bienvenues.

Ces projets d'accorderies sont donc une bonne nouvelle, tant du point de vue du lien social qui se crée autour de ces accorderies, de la mise en place d'une économie intermédiaire de proximité basée sur la solidarité que du pouvoir d'agir des personnes - je fais allusion à l'estime de soi - et de l'expérimentation d'un autre rapport aux échanges et donc à l'argent.

Rappelons-nous seulement que les S.E.L. font peu ou prou la même chose depuis plus de 15 ans et espérons qu'ils bénéficient d'un engouement nouveau, conséquence du succès attendu des accorderies.

Je vous remercie de votre attention.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Mme Gisèle STIEVENARD a la parole pour répondre.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe. - Je remercie Jacques BOUTAULT de mettre en avant le développement des accorderies à Paris. Cela fait partie des nouvelles mesures inscrites dans la communication du Maire de Paris en mars dernier.

C'est un dispositif innovant en prise avec les réalités et les souhaits des habitants de nos quartiers. Cela ne méconnaît pas pour autant l'antériorité des S.E.L. qui ont bien évidemment toute leur place à Paris, et nous ferons les jonctions nécessaires entre les uns et les autres, mais il s'agit là justement d'élargir la palette de l'offre.

Ce projet d'accorderie, comme vous l'avez fort bien dit, n'est pas seulement un système d'échange de services : c'est aussi un projet qui renforce le lien social, qui favorise la mixité sociale par des échanges entre des foyers et des personnes de niveaux socioéconomiques variés.

La première accorderie parisienne portée par la régie de quartier 19e nord connaît un bon démarrage, avec une centaine d'accordeurs qui favorisent l'entraide entre ces différents groupes sociaux qui, trop souvent, se côtoient peu.

Aujourd'hui nous voulons lancer une étude d'opportunité et de faisabilité confiée à AVISE, qui a déjà porté l'accorderie du 19e, pour déterminer les conditions de la réussite pour les accorderies suivantes envisagées dans trois territoires classés en politique de la ville, dans le 14e, le 18e, et le Grand Belleville.

Je pense qu'AVISE prendra l'attache des S.E.L. pour que les choses se fassent en bonne intelligence, dans un souci d'élargir le type d'offre en direction des habitants des quartiers populaires parisiens.

Si l'expérience se révèle fructueuse, on pourrait envisager à terme des extensions territoriales.

Je vous engage à voter favorablement ce projet de délibération.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 261.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DPVI 261).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je vous propose quelque chose de concret : trois délibérations passent en DPVI et sont sous la responsabilité d'Olga TROSTIANSKY. À chaque fois, il y a un intervenant. Nous suspendrions ensuite la séance. Je vous propose de tenir cet ordre du jour. Il y a trois délibérations d'Olga TROSTIANSKY au début de la 6e Commission. À chaque fois, un intervenant est inscrit avec une réponse.

Tenons-nous cet ordre du jour ?

Pour l'instant, on ne passe que les trois premières.

2011, DPVI 221 - Subvention (7.000 euros) à l'Association Réseau d'Assistance aux Victimes d'Agressions et de Discriminations (RAVAD) au titre de la lutte contre les discriminations.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons maintenant au projet de délibération DPVI 221. Il s'agit de l'assistance aux victimes d'agression, R.A.V.A.D., et je donne la parole à M. François VAUGLIN.

Essayez de synthétiser le plus possible votre intervention.

M. François VAUGLIN. - Tout le monde connaît l'association "SOS homophobie", qui est l'Observatoire de l'homophobie en France et qui publie chaque année un rapport à la fois édifiant et instructif pour qui veut mieux connaître ce phénomène.

Le R.A.V.A.D. est peut-être un peu moins connu, mais son action est complémentaire et indispensable. Complémentaire, car ce Réseau d'Assistance aux Victimes d'Agressions et de Discrimination oriente son travail sur les victimes d'homophobie. Indispensable, car il ne se limite pas à l'observation, il agit directement auprès des victimes.

Ainsi, le R.A.V.A.D. s'attaque à l'ensemble du triste panel d'actes homophobes, de discrimination, d'injures et d'agressions physiques.

Grâce à une ligne téléphonique, toute victime peut demander de l'aide dans ses démarches. Le R.A.V.A.D. rassemble de nombreux avocats et travaille avec des réseaux médicosociaux pour offrir aux personnes qui les appellent au secours une écoute, un suivi médical, une orientation vers les services sociaux compétents et des avocats spécialisés pour donner une suite légale et ne pas laisser la chape de silence retomber sur la victime.

En complément, le R.A.V.A.D. forme des cadres associatifs, des écoutants et des accueillants. Il a mis en route une base de données sur la jurisprudence liée à l'homophobie afin de renforcer la pertinence et la réactivité des avocats qui interviennent.

Le R.A.V.A.D. s'implique aussi dans des travaux européens et dans des actions interministérielles d'aide aux victimes.

Personne ne sait vraiment aujourd'hui si l'homophobie progresse ou recule dans notre société. Ce qui est certain, c'est qu'elle est présente. Ce constat à lui seul suffit à motiver l'action publique, car l'attaque d'un de nos concitoyens pour sa différence, c'est une atteinte à la citoyenneté dans son ensemble.

Ce réseau est présidé par Jean-Bernard GEOFFROY, militant associatif et avocat reconnu pour son combat contre l'homophobie et plus généralement contre toutes formes de discrimination. Je veux ici saluer à travers lui et l'ensemble de ses bénévoles le travail hélas indispensable du R.A.V.A.D.

Voici, chers collègues, les raisons fondamentales qui nous conduisent avec mon groupe - et je l'espère de manière unanime dans notre Assemblée - à apporter notre modeste concours au R.A.V.A.D.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Madame Olga TROSTIANSKY, vous intervenez à la place de Mme Yamina BENGUIGUI.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, au lieu et place de Mme Yamina BENGUIGUI, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Je voulais remercier M. VAUGLIN de son intervention et d'avoir pris le soin effectivement d'apporter tout son soutien.

Il y avait beaucoup d'arguments en faveur de cette association Réseau d'Assistance aux Victimes d'Agression et de Discriminations. Avec Yamina BENGUIGUI, nous souhaitons effectivement un vote à l'unanimité sur ce projet de délibération.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 221.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DPVI 221).

2011, DPVI 258 - Subvention (1.100 euros) et une convention avec de la Fondation Nationale des Sciences Politiques (7e).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je passe maintenant au projet de délibération DPVI 258. Il s'agit d'une subvention de 1.100 euros et une convention avec la Fondation nationale des Sciences Politiques.

Mme Olivia POLSKI intervient.

Mme Olivia POLSKI. - Merci.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, comme vous le savez, l'Institut d'études politiques de Paris Sciences Po est très engagé dans la promotion de l'égalité des chances.

Jusqu'à présent, aucun lycée parisien ne bénéficiait d'une convention avec Sciences Po et je veux donc saluer au travers de cette délibération l'engagement et la volonté de Mme Yamina BENGUIGUI dans ce projet ambitieux de signature d'une convention avec la Ville de Paris qui va pour la première fois permettre à des Parisiens habitant les quartiers populaires d'entrer dans cette grande école.

Cette convention dite d'éducation prioritaire va permettre plus précisément à des jeunes talents des lycées Colbert dans le 10e et Bergson dans le 19e arrondissement d'accéder à l'une des quatre voies d'entrée à cette école, permettant ainsi à l'ascenseur social si malmené actuellement de fonctionner.

Ces deux conventions visent en effet à lutter contre le manque d'informations sur l'enseignement supérieur, le manque de moyens financiers et l'autocensure.

Cette délibération permet aussi dans le même sens d'abonder le fonds des bourses d'étude de 1.100 euros. Je vous engage donc, mes chers collègues, à voter cette délibération que je tiens particulièrement à saluer.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Pour vous répondre, la parole est à Olga TROSTIANSKY.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, au lieu et place de Mme Yamina BENGUIGUI, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Sur ce projet de délibération également, avec Yamina BENGUIGUI, nous saluons l'intervention d'Olivia POLSKI et les arguments qu'elle a utilisés pour vous convaincre, j'espère à l'unanimité, de voter pour ce projet de délibération, cette subvention de 1.100 euros.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 258.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DPVI 258).

Vœu déposé par le groupe PCF/PG pour que Paris défende la laïcité.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Enfin, nous abordons l'examen du vœu n° 46 relatif à une campagne de promotion de la laïcité, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche. Il ne se rapporte à aucun projet de délibération.

La parole est à Mme Danielle SIMONNET pour une minute.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, comme vous le savez, la laïcité, depuis la rentrée, a été particulièrement attaquée. J'en veux pour preuve les manifestations avec prière publique contre l'I.V.G. devant le centre I.V.G. Tenon, les manifestations et actions violentes organisées par des groupes politico-religieux de prière publique, devant le théâtre parisien, pour interdire certaines créations artistiques et évidemment l'acte criminel d'origine encore inconnue, détruisant la rédaction de l'hebdomadaire satirique "Charlie Hebdo", en réaction au choix de ce journal de faire de l'humour à propos d'une religion, tel qu'il en a l'habitude de faire depuis sa création.

Il faut rappeler qu'il n'existe pas et ne peut exister en République laïque aucune forme de délit de blasphème et que, en conséquence, il doit toujours et en toutes circonstances rester possible de critiquer librement les religions, particulièrement par la création artistique et l'humour.

A travers ce vœu, nous souhaitons que la laïcité, qui est garante de la liberté de conscience et par conséquent de la liberté de culte, puisse être mieux enseignée, puisque la laïcité cela s'apprend et cela s'enseigne.

Il est nécessaire et urgent de mettre en place une pédagogie active et vivante en direction des Parisiennes et des Parisiens sur son utilité, son sens et sa portée.

C'est pourquoi nous proposons à la fois à travers ce vœu d'affirmer notre solidarité totale avec toutes les victimes (habitants, artistes, créateurs, journalistes) des attaques répétées de ces deux derniers mois contre la liberté d'expression et de conscience et contre la laïcité. Nous demandons que s'engage une campagne municipale active et publique de promotion et de défense de la laïcité, en direction particulièrement de la jeunesse scolarisée, mais aussi de l'ensemble de la population parisienne.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame TROSTIANSKY, vous avez la parole.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Monsieur le Maire, avec Yamina BENGUIGUI et l'ensemble de l'Exécutif parisien, je veux ici condamner avec la même fermeté que les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche ces actes de violences qui ont récemment touché la rédaction de "Charlie Hebdo".

A Paris, nous défendrons toujours ensemble la liberté de création et d'expression, qui sont les valeurs fondamentales de notre République.

La liberté d'expression est plus qu'une composante de la laïcité, elle en est l'origine. Aujourd'hui, cette liberté d'expression est menacée par certains groupes qui censurent violemment une opinion qui est différente, sous couvert d'une dignité blessée.

La Ville de Paris ne va pas cesser de réaffirmer la continuité de son engagement actif dans la défense de la laïcité, engagement qui passe par plusieurs actions. L'une d'elle, essentielle, consiste en la mise en place d'un Observatoire de la laïcité, véritable lieu d'échange et de réflexion sur les politiques municipales liées à l'application de ce principe, qui sera installé durant le premier trimestre 2012.

L'existence et les avis de cet observatoire constitueront une pièce essentielle de la défense de cette valeur fondamentale de la République.

La Ville de Paris développe par ailleurs une campagne de sensibilisation à la lutte contre les discriminations auprès des classes de troisième, par des associations spécialisées.

Cette année, l'ensemble des 110 collèges parisiens, soit environ 13.000 élèves, devrait bénéficier de cette campagne. Ces actions participent de la défense de la laïcité en ce qu'elles rappellent ce principe de l'égalité de traitement de tous les individus, quelles que soient leurs particularités, y compris religieuses, et la nécessité du vivre ensemble dans un espace public commun.

Monsieur le Maire, concernant la proposition de campagne de promotion et de défense de la laïcité en direction de la jeunesse, je donne bien sûr un avis favorable, sous réserve de n'en énoncer que le principe.

En effet, les modalités concrètes devront être définies ultérieurement, toute campagne de sensibilisation devant être menée en partenariat avec l'Inspection académique.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame SIMONNET, est-ce que vous acceptez la proposition qui vous est faite ?

Mme Danielle SIMONNET. - Bien évidemment.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu ainsi amendé assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté à l'unanimité. (2011, V. 290).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, on suspend la séance. Reprise demain matin à 9 heures.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à vingt heures cinq minutes le lundi 14 novembre 2011, est reprise le mardi 15 novembre 2011 à neuf heures sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, nous reprenons nos travaux.

2011, DEVE 55 - Plan Biodiversité de Paris - Programme d'actions pour préserver et enrichir la biodiversité à Paris.
Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à la mise en oeuvre de l'élaboration des trames vertes et bleues de Paris intra-muros.
Vœu déposé par l'Exécutif.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la protection du patrimoine végétal.
Vœu déposé par l'Exécutif.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la création d'une coulée verte sur les boulevards de Charonne, de Ménilmontant et de Belleville.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif au volet

départemental de la taxe d'aménagement rattaché au Plan Biodiversité.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la création d'une commission extra-municipale pour renforcer les espaces de biodiversité dans le 13e.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la création d'une commission extra municipale pour renforcer les espaces de biodiversité dans Paris.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la création d'une Maison de la Nature dans l'ancienne de Vaugirard sur la petite ceinture ferroviaire.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à une meilleure mise en valeur des outils pédagogiques relatifs à la biodiversité, ainsi qu'à l'installation de nouvelles structures dans le 15e.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'intégration de certaines emprises de la rue Castagnary dans le réaménagement de la petite ceinture en coulée verte.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la réhabilitation et la mise en valeur de l'Ile aux Cygnes.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la faisabilité d'un jardin terrasse sur le toit du gymnase Falguière.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la faisabilité d'un jardin terrasse sur le toit de la piscine René et André Mourlon.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif au classement de la parcelle longeant les voies ferrées de Saint-Lazare en jardin partagé.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la revégétalisation des espaces verts appartenant aux bailleurs sociaux.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'adhésion de la Ville à la stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020.
Vœu déposé par les groupes UMPPA et CI relatif à la couverture du périphérique entre les portes Ternes, Villiers et Champerret.
Vœu déposé par les groupes UMPPA et CI relatif à la requalification de l'axe Etoile-Pont de Neuilly.
Vœu déposé par les groupes UMPPA et CI relatif à la réalisation d'une trame verte sur le boulevard Péreire.
Vœu déposé par les groupes UMPPA et CI relatif à la végétalisation de la façade de la mairie du 17e.
Vœu déposé par le groupe CI relatif au Champ de Mars.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous abordons la discussion générale sur le Plan Biodiversité de Paris.

La biodiversité dans la ville est un enjeu essentiel pour l'avenir de notre ville. Il s'agit du volet très dynamique de la politique globale et résolue, qu'à notre échelle, nous menons en faveur de l'écologie urbaine.

Aujourd'hui, la qualité environnementale doit s'inscrire au cœur même du développement de notre métropole. En France, la surface urbanisée représente désormais presque 10 % du pays et couvre un tiers de la Région Ile-de-France. Les villes sont donc pour la faune et pour la flore un espace nécessaire à leur développement.

C'est pourquoi nous avons entrepris, l'année dernière, l'élaboration du Plan Biodiversité de Paris.

Je veux rappeler que ce plan résulte d'une démarche participative inédite qui nous a permis de définir dans un Livre blanc les propositions des Parisiens et des professionnels de l'environnement ; c'était notre première priorité.

La seconde est d'intégrer l'environnement lui-même dans chacune des actions que mène notre collectivité pour mieux tenir compte des contraintes de tous ordres, car la Ville est aussi cet écosystème complexe dans lequel habitent désormais la moitié de l'humanité et les trois quarts des Français. C'est un immense défi de santé publique et, au quotidien, c'est un enjeu majeur de qualité de vie qui implique tous les secteurs de notre gestion municipale, qu'il s'agisse d'éliminer les pesticides dans les espaces verts, d'éviter les matériaux polluants dans les nouvelles constructions ou de favoriser les filières agricoles courtes pour diminuer les transports.

J'ajoute que 300 ruches sont d'ores et déjà installées dans notre ville, témoignant, de fait, de l'amélioration de la qualité de notre environnement.

D'ici 2020, nous créerons à Paris au moins sept hectares de toitures végétalisées dont 15 jardins en terrasse.

Dès aujourd'hui, nous devons faire évoluer la ville pour que la vie sous les formes les plus diverses puisse s'y épanouir. Cependant, la biodiversité ne connaît pas les frontières administratives et nous devons travailler avec l'ensemble de la métropole. La Seine, les bois et les canaux structurent l'univers de la biodiversité à une échelle régionale.

Plus généralement, nous sommes tous concernés par la menace qui pèse sur de nombreuses espèces ou les ravages de la déforestation qui produisent un impact négatif pour l'ensemble de notre planète.

Aussi, l'engagement en faveur de la biodiversité en ville doit-il être accompagné sur le long terme par une véritable éducation civique.

C'est pourquoi nous menons de nombreuses actions de sensibilisation, qui constituent le troisième volet du Plan Biodiversité de Paris dans toutes les écoles de la Ville comme, plus largement, auprès des Parisiens.

Alors que nous habitons des territoires, par définition, artificiels, c'est-à-dire conquis sur la nature, je voudrais vraiment souligner l'importance particulière qu'il y a à préserver des arbres, aménager des squares fleuris, créer des plans d'eau.

Bien sûr, les villes sont conçues et aménagées d'abord pour l'homme, mais notre devoir est de ne pas faire de la métropole un univers clos, étranger à la nature, mais d'inscrire, au contraire, le fait urbain dans un écosystème qui l'englobe et l'inclut.

A cet égard, je veux saluer la détermination sans faille de Fabienne GIBOUDEAUX pour tenter d'apporter des solutions audacieuses et innovantes et, ainsi, répondre au défi environnemental décisif pour notre présent comme pour la civilisation urbaine toute entière.

Il nous appartient donc, dès aujourd'hui, de nous en donner tous les moyens. C'est ce que je vous propose à travers l'adoption de ce Plan Biodiversité.

Je vous remercie.

Mes chers collègues, conformément aux décisions de la Conférence d'organisation, je vous rappelle que deux amendements ont été déposés par M. ALPHAND et Mme DREYFUSS, que, pour sa part, le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés a déposé un vœu, le groupe U.M.P.P.A. 18 vœux et le groupe Centre et Indépendants un vœu.

Je demande donc aux intervenants de plaider pour leur thèse dans le débat général, de respecter les temps de parole et je donne tout de suite la parole à Mme Fabienne GASNIER.

Mme Fabienne GASNIER. - Monsieur le Maire, la biodiversité est un sujet qui nous concerne tous.

La construction d'une ville durable, dans laquelle nous pourrions parvenir à un meilleur équilibre entre l'activité urbaine et la valorisation de l'environnement, est un travail de longue haleine.

Le choix d'objectifs dans ce sens est une bonne chose, car cela nous permet de définir des priorités pour l'avenir.

A l'échelle mondiale, le changement climatique est une préoccupation majeure.

Depuis le Sommet de la terre de Johannesburg en 2002 jusqu'au Grenelle de l'environnement, la France, par ses initiatives, témoigne, malgré tout, de sa volonté forte de faire évoluer les mentalités et les pratiques.

Nous ne partons pas de zéro. En particulier, à Paris, où nous avons la chance de ne pas avoir subi une érosion du patrimoine vivant. Au contraire, dans la Capitale, on mesure un enrichissement de la biodiversité sur les 20 dernières années. L'Agence de l'écologie urbaine l'a dit plusieurs fois, notamment dans de nombreuses enquêtes.

Il ne s'agit pas d'occulter les progrès qu'il reste à faire, mais cela doit au contraire être un encouragement. Si je partage donc le souci d'améliorer la biodiversité à Paris, je voudrais néanmoins souligner quelques interrogations sur ce plan, pour l'horizon 2020, et vous proposer quelques initiatives pour l'enrichir.

Sur le plan lui-même, on peut s'interroger sur son opportunité. Nous avons voté le Plan Climat en 2007 à l'unanimité, qui a déjà précisément vocation à réduire l'impact environnemental de notre capitale à travers des grands objectifs.

Entre le Plan Climat et le Plan Biodiversité, l'objet est pratiquement le même. Ce dernier apparaît plutôt comme un volet du Plan Climat et les objectifs ont tendance à se superposer.

On a du mal à voir en quoi ce dernier apporte quelque chose de neuf. La répétition a la vertu du rappel à la mémoire, mais qu'apporte-t-il véritablement de nouveau ?

Une autre interrogation concerne la création d'un observatoire pour, je vous cite, "fédérer et développer les connaissances, mobiliser les Parisiens, diffuser les bonnes pratiques et mettre en réseau les différents acteurs".

Malgré vos déclarations arguant qu'il ne s'agit pas de créer une usine à gaz, on se demande comment vous comptez éviter les redondances.

D'abord parce que l'Agence de l'Ecologie Urbaine réalise déjà un travail d'expertise très sérieux et très efficace au sein de la D.E.V.E., ensuite parce que l'Agence Parisienne du Climat est déjà censée remplir le rôle de conseil, d'information et de communication auprès des différents acteurs, sur toutes ces questions d'environnement, que ce soit pour les particuliers ou les entreprises.

Vous dites vouloir faire de l'observatoire le guichet unique. C'est précisément ce qui devait être la fonction de l'Agence Parisienne du Climat, afin de garantir une bonne lisibilité.

On voit mal comment l'ajout d'une nouvelle structure sur le même domaine pourrait améliorer sa visibilité et son efficacité, alors que l'Agence Parisienne du Climat vient tout juste de voir le jour et que son action peine encore à décoller auprès des différents acteurs.

Bref, il nous semble que l'accumulation des chartes et des structures et l'éparpillement des mesures risque d'aboutir à un effet catalogue. Prenons le renforcement de la biodiversité dans les cimetières. On peut apprécier l'ironie poétique de l'implantation du vivant au milieu des tombes, mais l'effet catalogue c'est surtout la tentation des promesses non tenues.

La création de sept hectares nouveaux de toitures végétalisées (c'est à peu près la taille du parc Monceau) ou la création de 40 mares en milieu humide, est-ce vraiment réaliste quand on sait qu'on attend toujours le fameux balcon vert qui devait trôner au-dessus des voies de la gare de l'Est ?

Le risque, c'est donc que nous allions vers un plan plus velléitaire que véritablement efficace. Au-delà des mesures éparses, il faudrait mieux privilégier quelques grandes initiatives pour renforcer la biodiversité : la revalorisation de l'Ile-aux-Cygnes, comme le demande la mairie du 15e arrondissement, ou par exemple celle du Champ de Mars. Nous avons d'ailleurs déposé un vœu à ce sujet pour qu'il revienne à sa vocation originelle d'espace vert dédié à tous les promeneurs et moins comme un lieu événementiel pour de grands rassemblements qui ont d'ailleurs explosé ces dernières années sur ce poumon vert de Paris.

Au-delà de la mise en valeur des espaces verts, nous devons développer la biodiversité par quelques grands projets de requalification. Je veux parler de l'ancienne petite ceinture du boulevard Pereire dans le 17e arrondissement, qui attend depuis des années d'être couverte entièrement (le projet ayant d'ailleurs été envisagé dans le cadre de la candidature de Paris pour les Jeux Olympiques en 2012).

Dans la perspective d'une métropole durable, il y a aussi la requalification de l'axe Etoile - Pont de Neuilly à travers la création d'une trame verte doit être aussi une priorité.

Si, véritablement, nous voulons que ce projet voie le jour, il faut l'inscrire parmi les objectifs. C'est essentiel.

Je voudrais insister sur un autre point important. La biodiversité passe d'abord par une meilleure gestion de la propreté. C'est une condition indispensable, sans quoi on ne peut espérer un environnement dans lequel elle pourrait s'épanouir.

Or, Paris demeure une ville sale, on connaît les difficultés de gestion de la Ville dans ce domaine, les enquêtes d'opinion le montrent, le rapport de la Chambre régionale des comptes également.

On ne peut donc dissocier la biodiversité du traitement de la propreté. Prenons l'exemple de l'arrêt de l'utilisation de produits phytosanitaires de synthèse, c'est une bonne chose, mais les pieds d'arbres parisiens sont de plus en plus envahis de pousses diverses où s'amassent des détritus, car les services de la propreté ne parviennent pas à gérer le retour de ces espaces à l'état naturel.

Comment ne pas s'interroger sur les conséquences de la création de 40 mares et de sept hectares nouveaux de toitures végétalisées, sur à la fois l'entretien et la maintenance ? Quel intérêt, si la Ville n'a pas la capacité de les entretenir sans moyens ? Ces toitures végétalisées deviendront peut-être des friches et ces mares des eaux croupies.

Pour améliorer la biodiversité, il faut avant tout commencer par renforcer les moyens de propreté. C'est notre priorité.

La biodiversité, ce doit être la recherche de l'équilibre entre les contingences urbaines et les besoins environnementaux. Cet équilibre, il faut qu'il s'exprime dans une cohérence.

Je voudrais ici revenir sur le projet des voies sur berges. La Ville veut fermer un axe structurant, sous prétexte de rendre le fleuve aux Parisiens. Le projet est vendu comme un projet de reconquête écologique, mais qu'y a-t-il véritablement d'environnemental dans la mise en place de cette sorte de "rambla" ludoculturelle, est-ce vraiment par là que passe la biodiversité ?

Je crois que la Ville se trompe sur ce sujet de direction. Si l'on souhaite enrichir efficacement la biodiversité sur les berges de la Seine, ce n'est pas dans l'hypercentre qu'elle doit concentrer ces efforts, mais au contraire en valorisant et en végétalisant en priorité les berges non circulées, celle par exemple de l'Est parisien qui sont depuis longtemps délaissées.

Certes, l'effet direct est moins voyant, moins clinquant, mais il viserait un travail environnemental sur la durée, en profondeur.

Au-delà des déclarations d'intention, Paris a besoin d'une cohérence dans son action pour que la multiplication des plans, aussi bien intentionnés soient-ils, n'en fasse pas des plans sur la comète.

Dans le projet des Halles, nous gardons en mémoire la suppression du jardin de la place René-Cassin, 300 arbres abattus en une nuit. Monsieur le Maire, on est loin de l'image rêveuse d'un Paris bucolique.

En dépit des réserves que je viens d'exprimer et au regard des suggestions que nous souhaiterions être prises en compte, le groupe "Centre et Indépendants" se prononcera favorablement pour la préservation de l'environnement, de la biodiversité et bien sûr son enrichissement.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Madame.

Je précise qu'on ne supprime pas d'arbres place René-Cassin et qu'il y aura plus de végétation aux Halles.

Monsieur CHERKI, vous avez la parole.

M. Pascal CHERKI, maire du 14e arrondissement. - Merci.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, depuis 2001, grâce à votre action résolue, Monsieur le Maire, grâce à celle de l'Exécutif parisien et des maires d'arrondissement, Paris a entrepris une mutation culturelle d'une ampleur jamais atteinte de afin de réconcilier les Parisiens avec les enjeux incontournables du développement durable et de la préservation de la biodiversité.

Qu'il est désormais loin le temps où un Président de la République pouvait se permettre d'affirmer que Paris était dans l'obligation de s'adapter à la voiture, sans être substantiellement contredit !

S'il est une rupture que nous avons accomplie ensemble, depuis 2001, c'est celle positive qui aspire à changer les mentalités sur le territoire parisien.

L'enjeu est de taille : la préservation de la biodiversité à l'échelle de la planète est devenue une nécessité afin de ne pas rompre la symbiose existante entre l'homme et son milieu naturel.

Bien sûr, il ne saurait être question de figer des évolutions qui gouvernent l'homme depuis qu'il a entrepris sa longue et patiente œuvre de maîtrise de la nature, sans laquelle il aurait le plus grand mal à se distinguer de la condition animale.

Mais, maîtriser la nature, c'est d'abord et avant tout la respecter en préservant certains grands équilibres. Au premier chef, il y a le respect de la variété des espèces, animales et végétales, qui fait écho à la diversité de l'espèce humaine.

Et si, à l'échelle de la planète, la biodiversité urbaine occupe, comme vous le dites très justement dans la délibération qui nous est présentée, une place des plus modestes, cette place ne saurait pour autant être négligée en raison de ce que, aujourd'hui, près d'un être humain sur deux vit dans des villes et cette proportion atteint les trois quarts de la population de notre pays.

Conquérir le cœur des citadins, c'est contribuer à une prise de conscience indispensable, à la nécessaire maîtrise d'un productivisme effréné qui opprime les hommes et ravage la nature.

A leur échelle, les villes peuvent contribuer de manière substantielle à la préservation de la biodiversité, tout d'abord sur leur propre territoire, en y renforçant la place de la nature et en y apportant une utile contribution à un meilleur équilibre de la diversité globale, mais également en développant, comme vous le suggérez, une politique des achats adaptée, avec le développement des filières courtes pour l'approvisionnement alimentaire, par exemple.

Ce n'est pas le président de la Caisse d'école du 14e arrondissement que je suis qui pourrait vous dire le contraire.

Beaucoup a déjà été accompli sous la première mandature. Depuis 2008, sous votre impulsion et celle de votre très dynamique et très compétente adjointe Fabienne GIBOUDEAUX, une étape nouvelle est en passe d'être franchie grâce à ce Plan Biodiversité dont nous débattons aujourd'hui et qui allie des objectifs quantitatifs et qualitatifs ambitieux.

Je voudrais insister sur une des actions les plus fécondes qu'il prévoit, celle du renforcement des continuités écologiques, notamment au moyen de la création d'une ceinture verte, faite de la petite ceinture et des talus du boulevard périphérique.

Concernant la petite ceinture, de nombreuses actions ont déjà été engagées, dont les plus emblématiques sont l'ouverture déjà réalisée du tronçon Charles-Péguy dans le 12e arrondissement et l'ouverture très prochaine et très attendue du secteur du 15e.

Cet effort doit être amplifié et nous attendons avec enthousiasme l'ouverture dans la prochaine mandature du tronçon du 14e arrondissement.

C'est pourquoi nous souhaitons que des études soient lancées dès à présent pour préparer cet indispensable et tant attendu aménagement de ce tronçon, en conciliant l'aspiration légitime à sa réappropriation par le public, avec la préservation de la biodiversité.

En ce sens, notre groupe a déposé un vœu pour favoriser l'association des habitants à la réflexion sur la trame verte et la trame bleue.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, que ce soit à l'école, dans nos magnifiques jardins ou par leur implication croissante dans les jardins partagés, les Parisiennes et les Parisiens aspirent plus que jamais à se réapproprier la nature dans leur ville. Ils aspirent, grâce à elle, à réenchanter un peu plus leur vie et leur ville qui est déjà la plus belle du monde et qu'il ne tient qu'à nous qu'elle ne devienne toujours et encore plus l'une des plus respectueuses de son environnement.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

J'attire l'attention des groupes qui ont plusieurs orateurs pour que ce soit cohérent.

Madame FOURNIER, vous avez la parole.

Mme Danielle FOURNIER. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, depuis plusieurs décennies, nous sommes sensibilisés par les scientifiques à la question de la disparition de certaines espèces et à la dégradation de la biodiversité, mais on a longtemps pensé que la lutte contre l'extinction des espèces se jouait essentiellement dans les grands espaces naturels emblématiques que sont les océans et les forêts. Une sensibilisation forte des hommes, qui en sont les principaux acteurs mais qui en sont aussi potentiellement les seuls à pouvoir la stopper, émerge depuis quelques années et cette communication prend en compte le rôle majeur des villes et de notre Ville dans la sensibilisation des citoyens à la biodiversité ordinaire, pour une prise de conscience forte, et donne des moyens pour sauvegarder la biodiversité urbaine.

La Ville, vous l'avez rappelé, est un écosystème en soi. La diversité biologique est un des paramètres qui contribuent à l'équilibre de l'écosystème urbain, ainsi qu'à la qualité du cadre de vie des habitants.

Aussi, cette communication est-elle très novatrice par son sujet et la façon de l'aborder.

En effet, elle nous situe dans le long terme, puisque les effets du Plan Biodiversité s'inscrivent dans un calendrier qui prend en compte l'urgence de la situation mais qui laisse aussi du temps pour mettre en place des résultats durables, des évolutions qui nous dépassent.

Je souhaite évoquer la méthode qui a présidé à la création de ce plan original.

Dès le départ, l'élaboration du plan a misé sur l'implication directe des acteurs du territoire. Les ateliers participatifs ont donné naissance au "Livre blanc sur la biodiversité", riche de 100 propositions. Au-delà des services de la Ville, fortement impliqués dès le départ dans ce travail de réflexion puis de construction, de nombreux professionnels (aménageurs, paysagistes, urbanistes, chercheurs, associations) mais aussi les simples citoyens ont fait part de leurs expériences, de leurs attentes, de leur vision de cette problématique nouvelle.

C'est de ces très nombreux dialogues que sont nés les engagements que porte le plan et c'est ce qui en fait aussi la force.

En effet, les nombreux projets qui émergent actuellement dans les arrondissements nous montrent tout l'intérêt porté par les habitants, les associations ou les artistes, dont l'implication dans ce combat est essentielle ; je fais référence non seulement à la mise en place des jardins partagés mais aussi à la création des trames vertes ou bleues, à la mobilisation de certains conseils de quartier qui ont permis justement d'avancer sur cette question.

La Ville porte également de nombreux projets innovants, comme le dispositif "Nature Plus" de la DPVI tandis que la DASCO sensibilise les scolaires, les jeunes, dans les centres de loisirs aussi, ce qui fait que les jeunes générations parisiennes s'emparent de ces questions et que les habitants ont déjà commencé à se retrousser les manches. C'est une nouvelle façon de faire la ville, de la concevoir, qui se met en place.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le vœu de notre groupe pour la Petite ceinture : que l'aménagement de cet espace de 50 hectares soit le fruit d'un débat approfondi avec les habitants.

L'autre aspect sur lequel je voudrais m'arrêter est l'objectif de justice sociale de ce plan.

Les urbains et les Parisiens sont très sensibles à la présence d'espaces verts à proximité de leur habitation et les études sur la fréquentation de ces espaces montrent que les jeunes, aussi bien que les plus âgés, les plébiscitent parce que ce sont des lieux de rencontre, de mixité et que leur accès est gratuit.

Nous sommes tous conscients dans cette assemblée que la demande des Parisiens d'un contact quotidien avec des formes de nature est de plus en plus forte, même si Paris, par rapport à d'autres villes européennes, a un fort déficit d'espaces verts. Il faut donc favoriser la création et le maintien d'espaces de nature et d'espaces récréatifs de proximité, complètement gratuits, et, pour cela, faire preuve d'inventivité et de créativité avec la végétalisation des toits ou la création de jardins en terrasse.

Enfin, dans un contexte de crise, développer les espaces verts de proximité, c'est développer le seul lien à la nature pour de très nombreux Parisiens et Parisiennes. Le travail sur les trames, vertes ou bleues, est une opportunité pour restaurer des continuités biologiques et créer des liaisons douces vers des espaces naturels franciliens, particulièrement riches mais souvent méconnus des habitants de Paris. Cela ouvre une piste métropolitaine qui permet de penser qu'avec des transports facilités, par exemple, un Passe Navigo à prix unique, les Parisiens pourront aussi accéder à la nature proche autour de Paris, puisque la biodiversité ne s'arrête pas aux frontières administratives.

Aussi, ce qui a été jusque-là un constat de scientifiques devient la base d'une réflexion collective. L'érosion de la biodiversité est l'un des grands enjeux du XXIe siècle, au même titre que la lutte contre le dérèglement climatique et, là aussi, la qualité des réponses apportées permet d'envisager de faire la ville autrement.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci bien.

Je donne la parole à Mme Danielle SIMONNET.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, l'équilibre écologique de la planète n'est pas très loin du seuil de rupture. Nous connaissons les grands dangers : la question de la biodiversité en fait partie, tout comme la pollution, la raréfaction de certaines ressources naturelles et, bien évidemment, le réchauffement climatique.

Mais l'urgence écologique ne concerne pas la nature comme un environnement qui nous serait extérieur. La préservation de notre biodiversité est l'affaire de tous. Comme l'expose très justement la délibération dans son exposé des motifs, notre humanité dépend totalement de la biodiversité, tant est forte l'interdépendance des espèces et tant les services qu'elle rend sont essentiels. Aussi, la biodiversité ne se limite pas aux seules terres lointaines mais concerne bien tous les territoires, y compris urbains, surtout dans un pays comme la France, où plus de 75 % de la population vit en ville.

Donc, nous ne nous préoccupons pas de biodiversité comme une fin en soi mais bien pour préserver nos propres conditions de vie et en assurer la qualité et la pérennité.

Là, je voudrais faire une parenthèse et exprimer, comme l'ont fait mes collègues hier soir, toute l'indignation du groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche vis-à-vis du vœu de l'opposition municipale, relatif au projet d'aire dédiée aux gens du voyage dans le bois de Vincennes. L'U.M.P., dans sa course de vitesse avec le Front national, n'a rien trouvé de mieux que de nous faire croire qu'elle se préoccupait tant de biodiversité qu'elle jugeait incompatible l'implantation de cette aire dans le bois de Vincennes. Après l'invention du capitalisme vert, qui n'a de vert que la couleur, l'U.M.P. nous invente une discrimination verte !

Mais revenons aux enjeux de la biodiversité. Comment en est-on arrivé à être confronté à cette urgence écologique ?

La réponse, mes chers collègues, tient en quelques mots : le système capitaliste et son modèle productiviste. Ce système place le profit au-dessus de toute autre considération, prône l'accumulation matérielle, la recherche de la croissance économique à tout prix, au mépris de toute considération sociale et écologique. Et la nature, reconnaissons-le, y est traitée en ressources à exploiter ou en marchandises à échanger, tout comme l'homme pour sa force de travail.

L'urgence écologique doit être prise en compte dans une vision d'ensemble. Elle implique la rupture avec la logique même du système. Elle nécessite de remettre en cause nos modes de production et de développement et l'aménagement du territoire.

Pour ce faire, nous devons anticiper et planifier, afin d'organiser l'ensemble des transitions nécessaires qui s'imposent. Nous devons, en effet, inscrire notre action dans le temps long pour répondre à l'intérêt général.

C'est pour cette raison que les élus du groupe Communiste et les élus du Parti de Gauche défendent, dans le cadre du Front de Gauche, l'idée de planification écologique. Il serait temps que l'ensemble des forces de gauche, qui affirment se préoccuper des enjeux écologiques, s'inscrivent également dans cette bataille pour la planification écologique.

Pourtant, le thème fait encore débat, y compris à E.E.L.V., alors que le concept était, il y a encore quelques années, défendu chez "Les Verts".

Nous ne croyons pas que nous puissions maîtriser le problème de l'urgence écologique seulement par de petites touches. L'ensemble des collectivités, et bien évidemment aussi l'Etat, doivent s'y impliquer. D'ailleurs, avec ce Plan Biodiversité qui vient s'ajouter au Plan Climat, au Projet local de l'habitat et au Plan d'alimentation durable, la Ville s'engage bel et bien dans une planification sur plusieurs années. Elle se fixe bien des objectifs sur l'ensemble de son territoire jusqu'à 2020 et s'engage à les évaluer.

Je salue, par ailleurs, le travail engagé par Fabienne GIBOUDEAUX en la matière.

D'autres collègues ont déjà développé les différents points avant moi : il s'agit notamment de réaliser 7 hectares nouveaux de toiture végétalisée dont au moins 15 nouveaux jardins en terrasse, de généraliser la présence de réserves d'évolution naturelle, de créer 40 nouvelles mares en milieu humide, d'arrêter définitivement l'utilisation de produits phytosanitaires de synthèse, de concourir à une gestion favorisant la biodiversité de la trame bleue et de renforcer les corridors écologiques pour relier les espaces verts de Paris aux grands espaces naturels régionaux.

La délibération signale aussi l'importance, au-delà du territoire, de favoriser une politique d'achat privilégiant les filières courtes, notamment pour l'approvisionnement alimentaire. Pour le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, ce soutien à l'agriculture paysanne et au bio est aussi essentiel pour la biodiversité.

Mais la question de la biodiversité ne connaît pas de frontières. La Ville doit inscrire son action dans le schéma régional de cohérence écologique d'Île-de-France. Et là, nous estimons, mes chers collègues, que nous manquons d'ambition.

On se félicite, bien sûr, de la création de nouveaux franchissements favorisant les continuités entre Paris et la métropole, tel que le jardin Serge Gainsbourg de la porte des Lilas ou le jardin de la Dalle des fougères.

Mais pourquoi se limiter, pour la porte de Vincennes, à un pont végétalisé quand la population revendique un jardin au-dessus du périphérique ?

Nous souhaitons que l'on poursuive la couverture du périphérique car, on le voit bien, cette couverture répond à des enjeux autant écologiques que sociaux.

Aussi, à juste titre, la Ville lie la maîtrise de ces objectifs avec une implication citoyenne, une conscience collective écologique et républicaine à renforcer. Il est utile d'apprendre aux enfants et aux adultes à découvrir ou redécouvrir les richesses de la biodiversité de la faune et de la flore parisiennes.

Le livre blanc, d'ailleurs, s'est aussi appuyé sur toute une implication démocratique des Parisiennes et des Parisiens.

Mais permettez-nous d'être plus enthousiastes à l'idée qu'on prenne demain enfin autant en compte les revendications des riverains des Maréchaux pour la couverture du périph' que la capacité des Parisiens à distinguer le cri de la fouine dans le cimetière du Père-Lachaise - oui, il y a à nouveau des fouines dans ce cimetière, et nous nous en réjouissons.

Faisons le pari de la planification écologique et démocratique.

Et j'en profite pour me féliciter de la manifestation de samedi dernier qui est allée jusqu'à Paris pour protester contre le projet d'aéroport Notre Dame des Landes, comme les mobilisations en Seine-et-Marne contre l'extraction des gaz et huiles de schiste ou contre le projet de remise en cause de la promenade verte le long de l'aqueduc de la Dhuis. L'implication citoyenne se manifeste aussi de cette façon-là.

Pour conclure, la Ville doit prendre toute sa place dans la bataille pour bousculer l'aménagement du territoire de la Région Ile-de-France, et quand les élus du Front de gauche se battent au Conseil régional pour que plus aucun financement n'aille aux villes qui refusent d'appliquer la loi S.R.U. sur le logement social, c'est aussi une mesure écologique et sociale qui aura une incidence sur la biodiversité.

Alors, pourquoi, ni le groupe socialiste, ni le groupe écologique du Conseil régional ne l'ont soutenu et ont-ils même voté contre ? La Droite, on s'en doute, mais on assume. Le communautarisme des ghettos de riches doit cesser. Mais on ne réduira pas nos empreintes écologiques et on ne défendra pas réellement la biodiversité si on ne prend pas à bras-le-corps le problème de la réduction des trajets domicile-travail.

Nous devons agir pour la mixité d'activité et de population dans chaque territoire. La biodiversité se traite de manière transversale sur l'ensemble des débats, et je pense que ce débat se poursuivra dans le cadre de l'élaboration du S.D.R.I.F.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à M. Patrick TRÉMÈGE.

M. Patrick TRÉMÈGE. - Monsieur le Maire, merci.

Permettez-moi, Monsieur le Maire, pour commencer, de remercier votre adjointe Mme Fabienne GIBOUDEAUX d'avoir pris le temps de venir exposer le plan dont nous parlons aujourd'hui au groupe U.M.P. C'est une excellente façon de travailler, et je ne saurais trop engager la totalité de vos adjoints à faire de la même façon.

Monsieur le Maire, la biodiversité est une affaire complexe en ville. Par définition, les aires urbaines ne sont pas propices à la préservation et encore moins au développement de la biodiversité. C'est pour cette raison que l'action publique est d'autant plus indispensable.

La ville-nature reste un concept relativement récent qui trouve ces racines dans le mouvement hygiéniste du début du siècle concrétisé par la plantation d'arbres le long des boulevards.

Or, ce type d'aménagement des villes n'a jamais été favorable, en réalité, à la biodiversité, tout simplement parce que nous avons pendant trop longtemps voulu maîtriser la nature en ville, la cantonner à des alignements, à des formes géométriques, mais cette nature-là n'a rien de naturel en réalité.

Certains ont même appelé cela le béton vert : une nature domestiquée sans intérêt réel pour la biodiversité.

Pourtant, la demande de nos concitoyens est très forte depuis plusieurs années. Nombreux sont ceux qui refusent le bétonnage massif et exigent une plus grande place accordée à la nature de proximité. Ils souhaitent une ville plus verte où la biodiversité a toute sa place. Les listes d'attente longues de plusieurs mois, voire plusieurs années, pour accéder à un jardin partagé attestent de l'impatience des Parisiens.

Face à cette attente, il faut veiller à ne pas verser dans l'excès en voyant de la biodiversité un peu partout. Je prends l'exemple de l'entretien des grilles d'arbre : on ne me fera pas croire que laisser quelques herbes folles au pied des arbres d'alignement constitue des îlots de biodiversité. Être excessif sur ce point serait largement contreproductif, les citadins risquant de réduire la biodiversité à un défaut d'entretien.

Si les Parisiens sont désormais bien au fait des enjeux du réchauffement climatique et plus largement, du développement durable, la notion de biodiversité est encore bien floue pour eux car elle est complexe.

Peu de citadins ont en effet conscience de la multitude de la faune en dehors des pigeons, et de la flore en dehors des platanes, qui évolue dans leur quotidien. Or, face à un enjeu de préservation de la biodiversité, la prise de conscience est essentielle. La mission de sensibilisation portée par le plan biodiversité s'inscrit parfaitement dans cette démarche. Les citoyens sont pleins de bonne volonté, sont réceptifs aux messages qu'on peut leur adresser.

Les mauvaises habitudes sont malheureusement tenaces. Prenons l'exemple du nourrissage des espèces à tendance, non pas invasive comme les pigeons mais envahissantes, nombre de Parisiens trouvent fort sympathiques de leur donner quelques morceaux de pain en dépit du risque de verbalisation. Pourtant, ce faisant, ils menacent l'équilibre de l'écosystème en assurant la prédominance d'une espèce sur les autres.

Autre exemple à Londres, où la multiplication par 10 des perruches pose problème car elles s'attaquent aux cultures de toute la région.

La mission de l'observatoire sera donc essentielle sur ce point. La pédagogie sera indispensable pour que les écogestes des citoyens prennent en compte la biodiversité.

En effet, tout le travail de la Ville et de ses partenaires serait vidé de sens si les 2 millions de Parisiens et les visiteurs de Paris ont des comportements qui vont dans le sens contraire. À la manière des continuités écologiques, la biodiversité a besoin d'une continuité de comportement entre tous les acteurs.

La France a pris l'engagement à Nagoya, en 2010, d'agir pour enrayer la perte de la biodiversité. La stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020 en est la traduction au niveau national. Elle repose sur la mobilisation de tous les acteurs de la société civile, qu'ils soient élus, associations, O.N.G., syndicats ou établissement publics.

Permettez-moi donc, Monsieur le Maire, de déplorer que Paris ne soit pas adhérente à cette stratégie. Il est indispensable que la capitale symbolise son engagement en faveur de la préservation de la biodiversité : c'est le sens d'un vœu de mon groupe

Sans attendre la biodiversité de Paris, l'État a d'ores et déjà mis en œuvre les actions complémentaires à celles déjà initiées dans le cadre du Grenelle de l'environnement et du Grenelle de la mer.

Elles s'articulent selon quatre axes plus ou moins repris par le Plan Biodiversité de Paris :

Restaurer les continuités écologiques avec des trames vertes et bleues ;

Restaurer les milieux dégradés ;

Intégrer la biodiversité dans les politiques sectorielles ;

Améliorer les connaissances.

Sur ce dernier point, on ne peut que regretter que le plan ne comporte pas un état des lieux de la biodiversité à Paris. L'observatoire a certes pour mission de coordonner la connaissance scientifique sur ce point précis, mais le plan d'action de la Ville aurait gagné en pertinence s'il était adossé à un constat précis. Nous espérons que ce bilan sera rapidement dressé afin de pouvoir évidemment adapter en conséquence notre plan.

Ce plan d'action comporte des objectifs comme la création de 40 milieux humides et 15 toits végétalisés. Si Claire de CLERMONT-TONNERRE vous présentera ensuite plusieurs propositions pour atteindre ces objectifs, nous pensons qu'il est indispensable de mettre en place une commission extramunicipale de la biodiversité.

Les acteurs potentiels dans ce domaine sont nombreux et sont très enthousiastes, Monsieur le Maire : élus, conseils de quartier, associations, partenaires publics ou privés, mais le plan que nous allons adopter aujourd'hui ne fonctionnera que si toutes ces initiatives sont coordonnées.

Par définition, une trame verte ou bleue n'aura pas de sens si elle se cantonne à l'échelle d'un arrondissement. C'est pourquoi il me paraît intéressant de généraliser le vœu adopté en conseil du 13e arrondissement.

Monsieur le Maire, vous l'aurez compris, notre groupe votera votre plan relatif à la biodiversité.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Madame PIGEON, vous partagez 11 minutes avec votre collègue François VAUGLIN.

Mme Frédérique PIGEON. - Sont menacés d'extinction dans le monde plus d'un mammifère sur cinq, plus d'un oiseau sur huit, plus d'un conifère sur quatre.

Sont en danger critique d'extinction, en danger ou considérés comme vulnérables près de 80.000 autres animaux et végétaux.

C'est le bilan des espèces et sous-espèces que vient de tirer l'Union internationale pour la conservation de la nature, l'U.I.C.N., il y a à peine quelques jours.

Encore tout proche de nous, l'Île de la Réunion, à quelques jours de la sortie de ce rapport, connaît une nouvelle catastrophe écologique, avec des incendies de milliers d'hectares dans son parc national. Particulièrement riches, faune et flore de ce parc inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO paient un lourd tribut, par exemple la forêt des tamarins.

On le voit, la survie et le développement des espèces est un dossier tout à la fois urgent et au long cours. Eh oui, les villes sont concernées, sont tout à fait concernées - Pascal CHERKI l'indiquait. Les villes rassemblent en effet la majeure partie des populations. Leur empreinte écologique doit absolument être réduite et leur biodiversité relancée.

En France, tour à tour, les villes agissent : Paris, Lyon, Marseille, Strasbourg, Grenoble. De grandes agglomérations mondiales font de même.

La Ville de Paris fait le choix d'un plan concerté avec citoyens, associatifs et professionnels.

Au groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, nous appuyons cette démarche avec le vœu proposé par Jérôme COUMET, pour qu'un schéma intra-muros des trames vertes et bleues soit élaboré d'ici 2014 de manière participative, avec les conseillers de quartier, les conseils de la jeunesse, les associations, etc.

Au fond de ce dossier, notre Plan Biodiversité répond à des enjeux écologiques et, vous l'avez dit, Monsieur le Maire, à des attentes sociétales et sociales.

Reconstituer une continuité verte et bleue est, bien sûr, la condition sine qua non d'une augmentation de la biodiversité, et notamment des animaux.

Ramener la nature dans la ville, c'est aussi répondre à une attente forte des habitants des villes denses, et notamment des quartiers populaires, pour eux-mêmes et leurs enfants.

Alors, en quelques mots, quoi faire ? Beaucoup a été dit, je vais développer en particulier trois points.

Premier axe : renforcer les corridors écologiques de Paris avec la trame verte de la Petite Ceinture, qui concerne de nombreux quartiers populaires (17e, 18e, 19e, 20e, 13e, 14e), avec de futures zones forestières de Paris Nord-est ou des liaisons bois de Vincennes - Seine - parc de Bercy, avec les grands espaces déjà créés d'Eole à Batignolles, mais il s'agit également de renforcer les trames bleues des berges réaménagées de la Seine et de nos canaux.

Deuxième axe : multiplier des agencements fins dans les quartiers. Talus, jardins et gares de la Petite Ceinture constituent des espaces relais précieux, continuons à en disposer dans la ville, grâce aux opérations d'urbanisme, aux toitures et murs végétalisés, aux jardins terrasses, regardés de très près notamment par les acteurs du 18e arrondissement de Chapelle International.

Pour finir, créons des agrafes, arbres d'alignement, jardins entre Paris et la métropole, comme dans le 19e, le 20e et le 14e, ponts végétalisés comme dans le 12e et le 19e, intégration dans le Schéma régional de cohérence écologique d'ici 2012, protocole de coopération entre Paris et la Seine-et-Marne pour prolonger nos trois corridors écologiques de la trame régionale.

Alors, ce n'est certes pas la seule action de Paris qui fera repartir la biodiversité mondiale à la hausse et la liste rouge à la baisse, mais nous y prenons notre part et toute notre part avec ce plan qui relie les nombreuses politiques sectorielles concernées déjà à l'œuvre et, pour mieux conjuguer urgence et long terme, la mise en place de l'Observatoire de la biodiversité me semble une mesure essentielle.

Je vous remercie de votre attention.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Yves CONTASSOT ?

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

A la suite de Danielle FOURNIER, je voudrais intervenir en pointant deux éléments qui me paraissent tout à fait essentiels.

D'abord, la dimension métropolitaine, car il ne faut pas l'oublier, on ne peut pas parler de biodiversité en imaginant qu'il y a des frontières dans ce domaine, pas plus qu'il n'y en a dans d'autres, d'ailleurs, contrairement à ce qui avait été dit à une certaine époque.

Je crois qu'il est extrêmement important que le Plan Biodiversité, et la Ville de Paris derrière, participe au développement de cette culture de la biodiversité au sein de la métropole et que pour cela, il y ait l'élaboration d'une stratégie qui s'intègre dans les réflexions métropolitaines et qui s'articule évidemment avec les stratégies limitrophes, comme c'est indiqué.

Je crois que les schémas directeurs qui visent à renforcer ces continuités écologiques sont des outils tout à fait pertinents. Pour cela, évidemment, il faut diagnostiquer, cartographier les continuités vertes et bleues à l'échelle métropolitaine, c'est une dimension essentielle, d'autant plus que Paris, on l'oublie quelquefois, possède, évidemment, énormément de biens, d'espaces ou d'équipements en dehors de son territoire propre ; je ne parle évidemment pas des bois, mais des cimetières, des pépinières, des berges, évidemment, de la Seine, des canaux, des domaines tels Beauregard et, évidemment, et cela a été évoqué, les talus du périphérique. On a, de ce point de vue, une dimension métropolitaine de fait à travers les propriétés de la Ville de Paris et je crois que les actions déjà entreprises avec le Conseil général de Seine-et-Marne ou la Communauté d'agglomération d'Est ensemble montrent bien comment on doit travailler à l'échelle métropolitaine.

Le deuxième point concerne l'Observatoire de la biodiversité. Je crois que la nécessité d'avoir une meilleure connaissance de la biodiversité n'est pas contestable, pas plus que ne l'est cette sorte d'outil d'aide à la décision que doit devenir l'Observatoire de la biodiversité, car il faut que l'on intègre cette dimension dans toutes les politiques de la Ville de Paris, évidemment, et qu'on aide les acteurs du territoire parisien à prendre cette dimension en considération dans toutes leurs actions.

Alors, il est évident qu'il y a une coordination à prévoir avec d'autres organismes comme Natureparif, comme l'Observatoire de la Seine-Saint-Denis, avec le muséum, avec l'I.N.R.A., parce qu'il y a aussi des compétences, et nous ne sommes ni les seuls ni les premiers, mais, en tout cas, c'est déjà une bonne détermination que de créer cet observatoire.

Et puis, je le redis, nous avons l'expertise de l'Agence de l'écologie urbaine sur laquelle nous devons nous appuyer.

Nous comptons, en ce qui nous concerne, beaucoup sur cet observatoire, car la biodiversité, sa préservation, doit être un souci partagé par toutes les directions de la Ville et par, évidemment, tous les acteurs, tous les adjoints également.

De ce point de vue, nous souhaitons, évidemment, qu'un bilan soit fait de certaines politiques telles que l'artificialisation ou l'imperméabilisation des sols à travers les pelouses synthétiques ou la bétonnisation prévue du square Le Gall, de manière à ce qu'en amont des décisions, on sache quelles seront les conséquences en matière de biodiversité.

De la même manière, nous l'avons dit, nous souhaitons qu'il y ait une expertise préalable avant toute décision définitive concernant un éventuel déménagement des remarquables collections du jardin botanique dans les serres d'Auteuil.

Pour l'avenir, nous souhaitons, et cela a déjà été dit, la poursuite de la végétalisation de l'espace public, des toitures, mais aussi la suppression de l'ensemble des produits phytosanitaires, y compris, et on sait que c'est compliqué, dans les cimetières, parce qu'il y a un rapport à la mort et aux cimetières spécifiques, qui rend plus compliqué le fait de laisser la nature s'exprimer, mais cela nous semble indispensable, car, assez paradoxalement, les villes deviennent des réserves de biodiversité entourées par des surfaces agricoles, des terrains agricoles, chaque jour plus abîmés par l'accroissement de l'utilisation des phytotoxiques.

C'est pourquoi l'action exemplaire de Paris doit devenir une référence pour les villes et pour les métropoles.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

En plus, vous avez été exactement dans le temps de parole de votre groupe, donc chapeau ! Cela fait deux fois que les Verts, en une séance, sont exemplaires, les textes des questions sont donnés complètement… Il faut que je m'inquiète.

Alain LHOSTIS ?

M. Alain LHOSTIS. - Tout d'abord, Monsieur le Maire, je veux me féliciter avec mon groupe de l'important travail réalisé autour du thème de la biodiversité, travail élaboré en relation avec les services de la Ville et le monde associatif.

Nous nous réjouissons que ce Plan Biodiversité issu de ce travail affirme sa cohérence avec les différents plans : le Plan local d'urbanisme, d'aménagement du développement durable, le Plan climat, le Plan prévention bruit et environnement, le Plan de déplacements de Paris, surtout que ce Plan insiste fortement, cela vient d'être rappelé, sur l'obligation de s'inscrire dans le Schéma régional de cohérence écologique en Ile-de-France.

Dans ce cadre, les trois grands axes que se fixe le Plan : premièrement de renforcer les continuités écologiques, deuxièmement d'intégrer la biodiversité dans le développement durable, troisièmement de développer les messages avec tout particulièrement l'importance soulignée de la création d'un observatoire de la biodiversité à Paris, nous semblent une bonne approche.

Nous voudrions dans ce cadre apporter quelques réflexions d'ensemble et formuler quelques sugesstions.

Nous nous réjouissons que les textes se multiplient sur la biodiversité. Cette connaissance est un élément fondamental de la démocratie.

L'enjeu est de comprendre les types de relations qu'entretiennent les espèces entre elles - à commencer l'espèce humaine - et avec leur milieu, mais n'est-ce pas l'objet même de l'écologie, vaste programme scientifique qui ne peut se dérouler qu'en lien permanent avec les gens.

La "biodiversité - je cite Rio en 1992 - est la variabilité des organismes vivants de toute origine, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie". A Rio, on ajoutait : "c'est une construction sociale, économique, juridique et politique".

Toutefois, la diversité n'est pas synonyme de stabilité, les perturbations ne sont pas obligatoirement des catastrophes, les paysages ont une histoire naturelle et humaine. De ce point de vue, travailler sur la biodiversité en milieu urbain, et tout particulièrement à Paris, pourrait paraître relever de l'oxymore…

La conservation n'est pas le fixisme. Il faut harmoniser les recherches sur la nature des changements, sur le potentiel évolutif, sur ce que l'homme doit faire. Il s'agit de comprendre les processus qui induisent des transformations.

La création à l'image du G.I.E.C. d'une plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les écosystèmes en témoigne. Robert BARBAULT, directeur du Département de gestion de la biodiversité au muséum d'Histoire naturelle de Paris écrit : "par rapport au débat classique qui oppose l'homme et la nature, traiter de la biodiversité c'est faire prendre conscience que l'homme en fait partie, car il y a des relations de parenté entre toutes les espèces du tissu vivant". Il poursuit : "La biodiversité est la plus grosse entreprise de la planète et toutes les autres en dépendent".

La Ville de Paris a engagé un travail important des actions fortes dans ce domaine. Par exemple, le cahier des recommandations environnementales adjoint au P.L.U. a une valeur contraignante en matière environnementale pour la Ville dans la réalisation de projets urbains qu'elle réalise et dans lesquels elle est partenaire.

La réflexion proposée sur la végétalisation des cœurs d'îlots, au travers de la majoration du C.O.S., pour programmes performants en matière énergétique, est une piste intéressante mais je ne veux pas réduire la portée des nombreuses propositions contenues dans ce Plan Biodiversité. Je veux rappeler l'importance accordée à juste titre à la création de l'Observatoire de la biodiversité. Toutefois, devant le foisonnement de missions qui vont lui être confiées, annoncer que la dotation en personnel se fera par redéploiement nous semble contradictoire avec l'objectif recherché. Allons-nous retirer du personnel dans les parcs et jardins ?

Par ailleurs, une mission de préfiguration est annoncée avec une grande diversité d'acteurs pour y participer. C'est très bien mais il est regrettable que, s'agissant d'une action à caractère très politique, la présence des élus ne soit pas même évoquée. On mesure mieux l'importance de la participation des élus lorsque le plan évoque la possibilité de la création d'un Schéma départemental des espaces naturels sensibles, ce qui est très bien et, pour en financer les actions, la création d'une taxe départementale des espaces naturels sensibles, ce qui mérite au moins un débat.

Nous nous interrogeons également sur une opération qualifiée de pilote. Le Plan propose que, je cite : "Les politiques en faveur de la biodiversité s'accompagnent de nouveaux instruments financiers et contractuels". Pour anticiper cette évolution, la Ville de Paris étudie la faisabilité de l'expérimentation, proposée par la Caisse des dépôts et consignations, qui consisterait à acheter des tronçons de la Petite Ceinture ferroviaire en vue de leur aménagement écologique et à financer ces achats dans le cadre des mesures de compensation réglementaire (dans le cadre d'opérations d'aménagement aux portes de Paris, par exemple) ou volontaires (des entreprises venant s'installer à Paris, soucieuses pour une question d'image d'agir en faveur de l'environnement). Mais nous avons une réponse à cette interrogation : non, la Ville de Paris ne doit pas s'engager dans cette démarche de financiarisation de la biodiversité. Encore moins s'il s'agit d'une opération pilote. La tentation du capitalisme vert n'est pas dans les gènes de notre groupe.

Enfin, nous voulons relever, pour la déplorer, une formulation pour le moins maladroite à l'égard d'une partie de la population parisienne, qui figure de plus dans l'introduction du plan par deux phrases :

"L'enjeu est également de rendre la nature accessible au plus grand nombre dans un contexte de crise sociale et de déplacements toujours plus onéreux qui font que de plus en plus les espaces verts de proximité s'avèrent être le seul lien à la nature pour les personnes à faibles revenus. Renforcer la nature en ville répond donc aussi à un objectif de justice sociale."

Nous préférons penser qu'il s'agit d'une maladresse. La politique de la Ville en matière sociale de logements, de crèches, etc., que nous soutenons, nous semble être le fondement de la justice sociale.

Comme je le rappelais en début de mon intervention, la défense de la biodiversité, qui plus est urbaine, doit placer l'homme et son bien-être au cœur de sa démarche.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Malgré la rapidité, vous dépassez.

M. Alain LHOSTIS. - Nous voterons le projet.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous avez battu un record : comment dire un maximum en très peu de temps. Je ne me mêle pas des relations internes.

Avant de passer la parole à Mme de CLERMONT-TONNERRE, je voudrais lui dire que pour les trois orateurs U.M.P.P.A., sans compter M. ALPHAND, il reste 9 minutes 37.

Madame de CLERMONT-TONNERRE.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, en février 2010, dans le cadre de l'Année mondiale de la biodiversité, vous nous annonciez une année de travail pour l'élaboration et l'adoption du Plan parisien de la biodiversité.

Nous pouvons donc à la fois nous réjouir que ce Plan nous soit enfin soumis, mais aussi regretter que Paris accuse un temps de retard, permettant ainsi à Montpellier de nous ravir la place de capitale française de la biodiversité.

Si nous partageons les grands axes du plan parisien qui s'inscrit dans la nouvelle stratégie nationale de la biodiversité 2011-2020, portée par Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, plusieurs regrets et propositions accompagneront notre vote.

Des regrets d'abord.

Des regrets sur votre conception d'une biodiversité à deux vitesses, avec d'un côté un catalogue de mesures fort opportunes et de l'autre un certain mépris pour la biodiversité, dès lors qu'elle contrarie vos projets : abattages en série, démolition du jardin des Halles, voire aux yeux de certains la remise en cause des serres d'Auteuil.

Je pourrais également mentionner votre désintérêt pour la porte Brancion, où depuis l'achèvement de la couverture du périphérique en 2008, l'aménagement végétalisé se résume à du bitume entouré de palissades vert fluo. Ou encore évoquer le quartier Castagnary, où vous venez d'inventer le concept de "jardin à roulettes", en déplaçant un square de proximité pour le relocaliser en coeur d'îlot.

Je rappelle également le retard pris pour la Petite Ceinture du 15e : annoncée en 2008, son ouverture est repoussée à 2013.

Je rappelle enfin votre mépris pour la reconquête des berges situées dans les arrondissements périphériques ou encore votre manque d'intérêt pour l'Ile aux cygnes laissée pour compte de votre Plan berges.

J'en viens aux propositions.

Dans le cadre de la création d'un réseau de trames vertes connecté avec les collectivités voisines, nous souhaitons une réactualisation du contenu des chartes de coopération signées entre la Ville et les communes riveraines. Certaines étant restées à l'état de déclarations d'intentions, le futur schéma de cohérence écologique représente une bonne opportunité pour relancer les discussions bilatérales, par exemple avec Vanves et Issy-les-Moulineaux, où les transformations urbanistiques en projet dans le Sud du 15e offrent des perspectives intéressantes pour de nouvelles continuités biologiques.

Il en va de même dans le 17e arrondissement avec la demande portée par mes collègues Brigitte KUSTER et Laurence DOUVIN, d'inscrire dans les objectifs du Plan biodiversité la création d'une trame verte dans le cadre de la requalification de l'axe Etoile Pont de Neuilly.

Pour mieux intégrer la biodiversité en ville, la végétalisation des toitures terrasses mérite une étude fine. D'après l'A.P.U.R., plus de 300 hectares de toitures plates pourraient offrir de nouvelles opportunités de nature à améliorer biodiversité et qualité paysagère, en particulier dans les secteurs où les I.G.H. surplombent les bâtiments bas.

Plusieurs opérations de rénovation pourraient ainsi donner lieu à la création de toitures jardins, par exemple sur le Front de Seine, dans le secteur Bargue, ou sur les halls de Paris Expo.

S'agissant de la sensibilisation de nos concitoyens, j'insiste sur notre demande d'ouverture d'une maison de la biodiversité dans l'ancienne gare de Vaugirard située de plain-pied avec la Petite Ceinture et son exceptionnelle richesse faunistique et floristique.

J'en viens maintenant à la création d'un nouvel Observatoire, mesure phare du Plan biodiversité. Une bonne initiative, mais je reste cependant perplexe devant cette floraison d'observatoires municipaux qui sortent de terre, Conseil après Conseil. J'en ai recensé plus d'une vingtaine, parmi lesquels l'Observatoire de la laïcité, l'Observatoire du funéraire, l'Observatoire du recyclage des déchets, etc.

Ne pensez-vous pas, mes chers collègues, qu'à un moment donné, il serait opportun de réaliser un bilan de l'efficacité de ces structures et de leur coût pour la collectivité ?

Pour conclure, trois remarques.

En premier lieu, la biodiversité ne doit pas tendre à transformer notre capitale en jungle, ni à sombrer dans l'excès des propos tenus en page 5 du Plan biodiversité, où il est proposé, je cite : "de nous faire changer notre représentation culturelle des rats et des cafards et nos normes esthétiques sur les tours d'arbres en friche".

Deuxièmement, afin d'amortir les investissements réalisés pour végétaliser les façades et les terrasses des bâtiments municipaux, nous souhaitons que la Ville, comme ses S.E.M. d'ailleurs, mettent en place des dispositifs d'entretien de nature à maintenir la qualité des aménagements réalisés.

J'ajoute, dans un souci de développer la biodiversité, qu'il serait opportun de confier la gestion écologique de certains sites comme l'Ile aux cygnes ou les espaces verts protégés des bailleurs sociaux à l'association d'insertion "Espaces" et à ses écocantonniers qui réalisent un travail remarquable sur la Petite Ceinture.

J'en viens maintenant à l'épineuse question des moyens financiers. Avec la Gauche, c'est simple, à chaque mois son nouvel impôt ! Après l'augmentation de la C.F.E. et la refonte de la taxe de balayage en septembre, sous couvert de biodiversité, vous évoquez la création d'une nouvelle taxe. Sur ce point, nous sommes en désaccord et nous ne manquerons pas de vous rappeler, lors du prochain débat budgétaire, que la mobilisation de la cagnotte, constituée par le milliard de droits de mutation encaissés, peut dégager des moyens conséquents pour conduire une politique ambitieuse de nature à améliorer durablement l'environnement des Parisiens et des Parisiennes.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur François VAUGLIN pour 7 minutes. Il vous reste 7 minutes.

M. François VAUGLIN. - Paris agit pour la biodiversité. D'aucuns pourraient y voir un gadget de l'affichage ou un oxymore, tant ville et nature sont deux notions étrangères. Eh bien, chers collègues, au-delà des objectifs concrets déjà évoqués, je voudrais vous convaincre de combien il est non seulement utile mais même indispensable que notre Ville s'engage sur la protection de la biodiversité.

Chacun sait combien celle-ci est menacée aujourd'hui. Frédérique PIGEON rappelait les chiffres alarmants publiés par l'Union internationale pour la conservation de la nature récemment.

Pourtant, les services rendus par la biodiversité sont irremplaçables. C'est le vivant qui assure l'équilibre chimique de l'air que nous respirons, de l'eau que nous buvons, ce sont les chaînes alimentaires complexes qui apportent la nourriture quotidienne des 7 milliards d'humains. Recherche médicale, pollinisation des cultures, résilience des écosystèmes après une catastrophe, et même paradoxe, la majorité des énergies que nous utilisons (pétrole, charbon, bois, biomasse), tout cela a reposé ou repose aujourd'hui sur l'action du vivant.

Chaque espèce a sa place dans l'écosystème global dont l'équilibre est fragile. Si la lutte contre la disparition d'espèces emblématiques, comme l'ours ou le panda, est nécessaire pour que chacun mesure la rapidité des changements en cours, le plus inquiétant est peut-être lié à l'appauvrissement de la biodiversité ordinaire, car elle est plus que massive et plus présente dans les cycles écologiques dont notre survie dépend entièrement.

Ainsi, chaque année, de l'ordre de 10.000 espèces sont définitivement rayées de la planète. Chez nous, la population de l'hirondelle a chuté de 40 % en quinze ans, et les populations d'oiseaux communs sont en chute libre en France.

Après ce constat bien sombre, que pouvons-nous faire en tant qu'élus parisiens ? Déjà prendre conscience que les zones urbanisées, et donc Paris, sont une barrière. Or, les espèces se déplacent sous l'effet du réchauffement climatique. Selon Météo France et les experts du G.I.E.C., Paris pourrait avoir en 2100 le climat de Cordoue au Sud de l'Espagne. Cette transition climatique entraîne l'obligation, pour les espèces vivantes, faunes comme flore, de se déplacer vers des endroits plus frais : le Nord ou en altitude. Les chercheurs du Muséum national d'histoire naturelle évaluent ce déplacement des habitats naturels à une valeur de 20 centimètres par heure à nos latitudes.

Pour les espèces d'oiseaux communs, les chercheurs ont constaté un déplacement moyen de leurs habitats de 100 kilomètres en 20 ans. Or, lorsqu'une zone urbaine comme Paris se trouve sur le chemin de cette migration des espèces, il faut que celles-ci arrivent à la franchir. Voici une raison essentielle pour mettre en place ce plan pour la biodiversité.

Avec ses réseaux de jardins, de murs et de toitures végétalisés, de mares, l'enjeu est de créer cette trame verte et bleue qui permet les circulations d'espèces qui, d'ailleurs, soit dit en passant, apportent aussi des masses d'air frais en période caniculaire.

N'oublions pas que l'obstacle pour le déplacement des espèces en Ile-de-France ne provient pas que de l'urbanisation. L'agriculture intensive des plaines de la Beauce et de la Brie induit aussi de redoutables obstacles à franchir, car l'utilisation massive des pesticides et autres produits phytosanitaires font de ces espaces, qui semblent verts, en réalité de véritables déserts pour le vivant.

Il n'y a qu'à se promener dans l'un de ces champs, grattouiller la terre pour réaliser qu'il n'y a plus rien de vivant, plus rien que la monoculture produite intensivement.

En vérité, la biodiversité est maintenant parfois plus importante à la ville qu'à la campagne, c'est dire où nous en sommes !

Il est donc indispensable de penser les trames vertes et bleues à l'échelle régionale, mais le défi n'est pas simple, car il faut prendre garde à ne pas offrir des corridors de progression pour les espèces invasives. C'est un point évoqué par le plan dont nous débattons, mais j'y insiste, car je crois qu'on a là un enjeu majeur devant nous. C'est aussi pourquoi Paris devra s'impliquer fortement dans la définition du Schéma régional de cohérence écologique en cours d'élaboration.

Pour Paris, le Plan Biodiversité dont nous débattons est aussi une bonne nouvelle, parce qu'il permettra de sensibiliser nos concitoyens. L'utilisation individuelle de produits phytosanitaires conduit souvent à des surdosages et elle est en tout cas évidemment superflue, comme le montre l'exemple des espaces verts parisiens, qui poussent désormais sans ces produits.

Le Plan Biodiversité permettra de faire connaître ces démarches et d'inciter chacun à les reproduire, et pourquoi ne pas en profiter, je fais une proposition à Fabienne GIBOUDEAUX qui porte cette délibération : pourquoi ne pas distribuer des produits alternatifs aux phytosanitaires, distribuer du purin d'orties, des larves de coccinelles (comme certaines communes le font déjà aujourd'hui) ou des résidus broyés pour couvrir les sols l'hiver ?

Voilà autant d'idées, que nous pourrions multiplier d'ailleurs, que la Ville pourrait reprendre pour accompagner sa démarche.

Le P.L.U. et l'instrument fiscal ont été évoqués à l'instant, mais ce sont de puissants moyens d'incitation à végétaliser les surfaces aujourd'hui artificielles.

La taxe départementale des espaces naturels sensibles peut constituer un levier majeur dans cette politique dont la finalité est de préserver la diversité du vivant et qui produit aussi d'autres effets positifs.

Alors, oui, Madame GASNIER, le Plan Biodiversité est cohérent, nécessaire et complémentaire avec l'action municipale, le Plan Climat et l'Agence Parisienne du Climat.

Chers collègues, vous vous honorez en appuyant ce plan pour la biodiversité au-delà de nos différences, car une biodiversité riche en ville, c'est à l'évidence un indicateur de la qualité de vie dans la ville. C'est un enrichissement de notre patrimoine, qu'il soit vivant ou bâti, mais c'est aussi le moyen de réconcilier, enfin, la nature avec le développement humain.

De soutenir cela, je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, temps tenu.

Madame TISSOT ?

Mme Claude-Annick TISSOT. - Monsieur le Maire, compte tenu du temps qui m'est imparti, je vais me limiter à défendre trois vœux que j'ai déposés avec Claire de CLERMONT-TONNERRE et les élus de mon groupe.

Ces trois vœux ont pour seul et unique objectif de souligner trois omissions qui nous paraissent graves, dans le plan que vous nous proposez.

Le premier concerne le patrimoine arboré de la Capitale. Vous dites que "les arbres à Paris participent à la lutte contre les îlots de chaleur, à la fixation des polluants atmosphériques et participent au développement de la biodiversité".

Or, malheureusement, après la disparition des ormes, victimes de la graphiose, dont la population est passée, je le rappelle, de 30.000 à 1.000 arbres, l'ensemble des platanes, plus de 30.000, sont touchés par la maladie que propage un champignon, le chancre coloré, et sont donc destinés à disparaître.

De la même façon, les 20.000 marronniers à fleurs blanches, touchés par la mineuse du marronnier, contre laquelle aucun traitement n'est possible, sont aussi destinés à disparaître.

On le voit, l'ensemble du patrimoine arboré de Paris est donc aujourd'hui très menacé. Etonnamment, voire bizarrement, ce plan passe sous silence cette menace grave.

Aussi, nous réclamons, face à cette situation d'une extrême gravité, la présentation au Conseil de Paris d'un plan d'urgence pour la sauvegarde des arbres à Paris, avec la mise en œuvre d'une carte sanitaire des arbres par arrondissement (c'est d'ailleurs une demande que nous avions déjà faite depuis un an, sans succès), afin de permettre une programmation technique et financière du traitement et du remplacement de ces arbres malades à Paris.

Deuxième vœu, que nous souhaitons déposer également : les chantiers phares en matière de trame urbaine prévus dans ce plan omettent une promesse, Monsieur le Maire, que vous aviez faite depuis 2001, à savoir la création d'une coulée verte, avec la rénovation et la revégétalisation des boulevards de Charonne, de Ménilmontant et de Belleville, à l'image des réalisations faites avant 2001, notamment avec le réaménagement du boulevard Richard-Lenoir dans le 11e arrondissement et la création de la promenade plantée du 12e arrondissement.

Nous réclamons donc que la création d'une coulée verte sur ces boulevards, qui d'ailleurs sont limitrophes du cimetière du Père-Lachaise (qui est lui-même, comme on l'a dit tout à l'heure, une réserve de biodiversité tout à fait intéressante), puisse être ajoutée au programme des projets d'aménagement qui participent au maillage écologique du territoire parisien.

Enfin, nous pensons que les jardins qui sont situés au pied des immeubles sociaux de la Ville constituent une véritable réserve d'espaces verts. Or, souvent, ils sont aujourd'hui abandonnés. Leur abandon avec une destruction de la végétation, à l'image de l'ensemble immobilier que je connais bien, passage du Bureau dans le 11e arrondissement, nous paraît tout à fait dommageable.

Nous demandons donc que la Ville de Paris impose aux bailleurs sociaux la revégétalisation de ces ensembles au pied des immeubles sociaux dans le cadre du Plan Biodiversité, que nous voterons bien sûr, aujourd'hui, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Madame MONTANDON, si je compte large, il vous reste deux minutes.

Mme Valérie MONTANDON. - Merci, Monsieur le Maire.

Lorsque nous lisons que les axes du Plan Biodiversité de la Ville de Paris sont de faire de la biodiversité un élément structurant de l'action municipale, notamment pour la gestion des espaces verts, permettez-moi de douter de certaines de vos bonnes intentions.

La Charte d'aménagement du bois de Vincennes, élaborée en 2003, et le Plan arboricole 2006-2020 comportent des points communs avec le Plan Biodiversité.

Cependant, de nombreux projets en cours de réalisation ne respectent pas cette charte et ce plan déjà existant. Expliquez-moi, Monsieur le Maire, comment la réalisation du bâtiment Adoma, à l'orée du bois de Vincennes, s'inscrit dans le Plan Biodiversité ? C'est un outrage écologique et visuel, et vous le savez !

De même, le maintien de la Foire du Trône, qui abîme la pelouse de Reuilly, empêche la réalisation d'un espace vert de liaison, justement, entre la Ville et le bois, qui pourrait s'inscrire en conformité avec les orientations du Plan Biodiversité. J'avais déposé un vœu dans ce sens, rattaché au débat, mais vous l'avez détaché du débat.

Je vous rappelle aussi que ces deux décisions, la construction du bâtiment Adoma ainsi que le maintien de la Foire du Trône, ont été prises contre l'avis des Verts qui, sauf erreur de ma part, appartiennent à votre majorité.

Nous avons eu l'occasion d'échanger hier sur le projet des aires d'accueil des gens du voyage dans le bois de Vincennes. Ce que je retiendrais de ces échanges, c'est que, en effet, le bois de Vincennes est bien considéré comme une réserve foncière par la Mairie de Paris. Le bois de Vincennes est hélas soumis à des logiques contradictoires et changeantes, il est mis à contribution pour des équipements sans rapport avec sa vocation naturelle.

Une autre incohérence dans ce projet (vous allez me dire, on n'est plus à cela près) : 16 arbres sont détruits sur les 21 existants. Vous allez certes en replanter, mais apparemment à des emplacements totalement identiques. Ne pouvez-vous pas essayer de les conserver ?

En parlant d'abattage d'arbres, puis-je vous rappeler aussi le massacre des 240 arbres du jardin des Halles que vous avez perpétré en février dernier ? Sur ces 240 arbres, 222 étaient en parfait état et concouraient en plein centre de Paris aux objectifs du Plan Carbone voté en Conseil de Paris.

Enfin, il y a un an, un habitant du 12e arrondissement, communément appelé "l'homme des bois", était expulsé de son jardin par la mairie. Ce passionné avait investi son argent, ses économies, toute son énergie pour la création d'un espace botanique, et ce depuis plus de 20 ans, avec plus de 2.000 plantes et 500 variétés. Le jardin a été confié à une association dont on ne connaît pas le projet.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ce serait bien de conclure !

Mme Valérie MONTANDON. - Je vais conclure, ne vous en faites pas !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Si, je m'en fais !

Mme Valérie MONTANDON. - Ceci démontre encore une incohérence dans vos actions.

Alors, oui, bien sûr, nous sommes d'accord avec les orientations et les objectifs du Plan Biodiversité, mais ce que nous voulons par-dessus tout, ce ne sont pas simplement des intentions mais des actes et, pour l'instant, les signes émis sont parfois, comme je l'ai démontré, contradictoires.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Madame. Je ne relève pas mais s'il y a tant d'horreurs dans ce plan, il ne faut pas le voter ! Mais bon !

Le débat général est terminé, mais je crois qu'il est prévu une minute pour Mme DREYFUSS pour plaider pour un ou deux amendements.

Allez-y, Madame.

Mme Laurence DREYFUSS. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

Comment parler du Plan Biodiversité de Paris sans dire un seul mot de l'un de ses symboles, à savoir le Jardin des serres d'Auteuil !

Un jardin dédié à la botanique depuis 1761 !

Alors que toutes les grandes villes françaises et européennes cherchent à garder leurs collections et à les concentrer, la F.F.T. et la Ville de Paris souhaitent réaliser le phénomène inverse, c'est-à-dire la dispersion et le démantèlement de celles-ci.

En effet, le groupe dit "des serres chaudes" abrite sous ses 9 chapelles des collections rarissimes. Un total de 2.337 taxons dont 38 ont le label U.I.C.N. (Union Internationale pour la Conservation de la Nature), donc espèce en voie de disparition dans son milieu d'origine ou déjà disparue.

Parmi les arbres qui seraient déracinés, on note le pistachier téréhenthe ou le celtis Koraiensis méritant le label "Arbre remarquable".

Sans compter l'Ailanthus Giraldii, labellisé "Arbre remarquable" par la Ville de Paris elle-même !

Avez-vous pris conscience de ces pertes qui se révéleraient irréversibles sur le plan botanique ?

C'est pourquoi, avec mon collègue David ALPHAND, nous avons déposé les amendements n° 16 et n° 17.

Merci, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Madame.

Je crois que M. MARTINS avait été oublié, donc je vous donne la parole très rapidement.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, l'urbanisation exponentielle et la densification des villes durant les cinq dernières années nous interrogent chaque jour sur notre rapport à la ville, sur notre rapport à l'Homme, notre organisation de la société et de l'aménagement du territoire.

Au-delà de ces questions urbanistiques, la densification des villes doit également nous interroger sur notre rapport à la nature, à l'environnement et à nos écosystèmes. L'éloignement progressif des lieux d'habitation et de la nature, la distance croissante entre nos lieux de résidence et les lieux de production végétale et animale nécessaires à notre subsistance rendent de moins en moins concret et de moins en moins évident notre rapport pourtant essentiel à la nature.

De ce point de vue, une capitale comme Paris se doit d'être exemplaire et responsable en matière d'environnement et donc de biodiversité.

Après le Plan Climat, adopté en 2001, la Ville de Paris s'honore aujourd'hui d'une nouvelle étape dans sa stratégie pour être une ville responsable, durable, mieux intégrée à son environnement et soucieuse des générations futures.

Au-delà de l'intention, que je salue, je tenais à souligner ce matin la qualité de ce plan, dans son approche comme dans son exécution.

Dans son approche, car vous avez fait le choix de penser la biodiversité comme un élément transversal à intégrer dans l'ensemble des opérations de la Ville et en particulier à imposer dans les cahiers d'aménagement urbain, dans les opérations d'urbanisme et dans les modes d'intervention de la Ville et de ses partenaires dans l'espace public.

Car, vous le savez, Monsieur le Maire, c'est en sortant de l'écologie gadget pour entrer dans l'écologie comme pilote des politiques publiques que nous changerons réellement nos modes de vie et notre impact sur la planète.

Je le salue dans son intention mais aussi dans son exécution, car ce plan se base, me semble-t-il, sur une approche réaliste.

Réaliste parce qu'il se base sur les atouts de Paris : ses bois, ses espaces verts, qui sont valorisés. Il valorise la réalité de notre patrimoine avec notamment la requalification de la Petite Ceinture et il n'oublie pas la dimension nécessairement métropolitaine de cette question, en intégrant la question de la continuité écologique avec nos villes voisines.

Je regrette très rapidement trois absences :

- la première est une approche peut-être plus défensive qu'offensive. L'ensemble du plan est quand même essentiellement centré sur la préservation et trop peu sur la réintégration d'espèces végétales et animales dans les espaces naturels de Paris.

- la deuxième est une absence d'objectif chiffrés et concrets sur deux, trois éléments qui me paraissent pourtant essentiels et qui ne concernent pas seulement la biodiversité mais l'ensemble de l'environnement à Paris : c'est la question de la baisse de la pollution sonore et lumineuse, qui ne fait pas l'objet d'objectifs concrets.

- dernière absence, qui s'adresse évidemment à Mme GIBOUDEAUX, dont je salue le travail, mais peut-être aussi à M. GAUDILLÈRE : il n'y a pas, dans ce plan, une programmation budgétaire qui s'y associe pour démontrer que notre effort sera pluriannuel, durable et sanctuarisé dans le temps, indépendamment des majorités qui seront à l'œuvre pour la décennie qui vient, car ce sujet dépasse, je le crois, le choix de majorité.

Mais j'approuverai ce plan, comme je l'ai expliqué.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Merci à tous, d'ailleurs, parce que j'ai trouvé ce débat vraiment de très bon niveau. C'était très intéressant.

Je souhaite donc que Mme Fabienne GIBOUDEAUX réagisse et, si elle a des arguments à faire valoir sur tel ou tel amendement, c'est maintenant parce que, après, ce sera juste pour ou contre.

Fabienne GIBOUDEAUX ?

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Avant de répondre aux intervenants et aux vœux et amendements qui ont été proposés, je voudrais remercier, tout d'abord, Régine ENGSTRÖM, directrice de la Direction des Espaces Verts et de l'Environnement, qui, dès son arrivée voici deux ans, a pris ce sujet avec sérieux et a permis à toute la Direction de s'investir sur cette thématique. Cela va des ingénieurs jusqu'aux jardiniers et aux agents d'accueil.

Vraiment, je la remercie vivement !

Je remercie aussi Bernard VIEL, responsable de l'Agence d'Ecologie Urbaine, qui nous a accompagnés dans l'élaboration de ce plan à la fois sur le volet de la concertation, pour trouver une méthodologie, et dans le plan tel qu'il est aujourd'hui, pour lui donner une force, une cohérence et une planification à long terme.

Je remercie aussi Philippe JACOB et Claude FRISON, écologues de l'Agence d'Ecologie Urbaine, qui, depuis de nombreuses années, travaillent sur ce sujet, parfois souvent méconnu et peu reconnu.

J'ai aujourd'hui l'occasion de les remercier. Ils auront une lourde responsabilité dans les années qui viennent pour faire vivre cet observatoire et cette mise en place de la politique de la biodiversité dans toutes les directions.

Je remercie, enfin, tous les participants du "Livre blanc". Ils ont été nombreux, ils ont donné beaucoup de temps. C'est grâce à eux, grâce à la richesse de leurs propositions qu'on a aussi un plan d'actions adapté à notre politique urbaine. Je pense que l'on peut construire aujourd'hui des politiques environnementales pas forcément par des lois autoritaires à partir d'en haut, mais on peut, à partir des territoires, construire des politiques environnementales. Je pense que cela s'applique à d'autres politiques comme l'innovation sociale et je pense que Paris, en tout cas, peut se féliciter d'avoir ce type de pratique.

Je remercie tous mes collègues élus qui ont participé :

- Pierre MANSAT qui a participé même à des ateliers sur le volet métropolitain ;

- Anne LE STRAT pour son action et son soutien, notamment sur l'étude que nous menons aujourd'hui sur la Seine avec l'Agence de l'Eau, pour montrer que justement l'aménagement des voies sur berges n'est pas un gadget mais qu'on l'a pris bien au sérieux et que ce sera une opportunité intéressante, pour enrichir et, en tout cas, prendre en compte la biodiversité présente dans la Seine, et aussi tout le travail qu'elle fait sur les canaux. On a déjà, dès aujourd'hui, sans attendre le plan, des réalisations tout à fait concrètes qui nous montrent que l'on peut, en tout cas en tant que propriétaire de foncier, faire un travail tout à fait intéressant avec les communes riveraines.

Le volet éducatif est important ; cela a été dit, on n'a pas attendu aujourd'hui pour commencer à travailler avec la Direction des Affaires Scolaires. Je remercie aussi Colombe BROSSEL pour le soutien qu'elle apporte à toutes ces actions, car c'est vraiment important aujourd'hui de travailler avec les enfants.

Pour répondre un peu plus particulièrement sur les interventions, d'abord, je voudrais aussi me féliciter de la qualité des interventions qu'il y a eu sur ce débat. Il y a d'ailleurs beaucoup de points communs entre tous les intervenants.

Beaucoup ont souligné l'importance de la dimension métropolitaine. Elle n'est pas simple. Il faut travailler à toutes les échelles, partir de l'échelle régionale jusqu'à une échelle plus fine de travail avec les communes riveraines et mettre nos projets en cohérence avec toute cette échelle régionale et métropolitaine. Je pense que c'est un beau défi. En tout cas, les contacts que nous avons avec les collectivités, que ce soient les départements ou les communes, montrent que cela les intéresse et que l'on peut concrètement développer des projets.

Il a été évoqué par Fabienne GASNIER une remise en question de l'utilité de cet observatoire et aussi de ce Plan Biodiversité, sachant qu'on a un Plan Climat. Je pense que ce sont des thématiques qui se rejoignent mais qui sont un peu complémentaires et différentes. On a, notamment dans le Plan Climat, évoqué la nécessité de la végétalisation de la Ville étant donné les services que rend la végétalisation, notamment sur les problèmes d'îlots de chaleur en ville, mais je pense que c'était un peu un parent pauvre du Plan Climat. On n'avait pas vraiment d'objectif chiffré, de stratégie affichée à long terme.

Là, ce Plan Biodiversité, en tout cas, permet de revenir sur cette question avec de vrais objectifs et de vrais engagements.

La biodiversité aussi, pour répondre à Mme GASNIER, ne fait pas travailler forcément les mêmes scientifiques et les mêmes associations et c'est aussi un enrichissement de la politique environnementale à Paris de travailler plus profondément avec notamment les scientifiques du Muséum, qui nous aident beaucoup dans ce que nous faisons aujourd'hui, mais aussi toutes les associations environnementales qui étaient jusqu'alors peu en lien avec les politiques de la Ville.

A été évoquée la question des pieds d'arbre qui fait effectivement beaucoup polémique aujourd'hui, mais je pense qu'il faut avoir une vision un peu plus pragmatique et avoir peut-être une gestion différenciée des pieds d'arbre. On le sait, il y a des endroits où on a beaucoup d'activités et beaucoup de problèmes de propreté sur les grandes avenues, et je pense que là, effectivement, la végétalisation n'est pas adéquate, mais je pense aussi que dans certaines rues, dans certains secteurs, on peut tout à fait continuer et encourager cette végétalisation des pieds d'arbres. La Ville de Montréal le fait avec la participation des habitants avec succès.

Je pense qu'il faudrait peut-être qu'on réfléchisse aussi pour ne pas faire peser l'entretien uniquement sur le personnel municipal et engager aussi les citoyens à prendre un peu conscience de la propreté devant chez eux et de comment ils peuvent y participer. Je pense qu'on a encore beaucoup de progrès à faire dans ce domaine.

Danielle FOURNIER a évoqué le temps long ; c'est vrai que c'est important, dans les politiques environnementales, de ne pas, justement, faire que de la communication. Il est important aujourd'hui de communiquer, mais il est important aussi que la Ville s'engage dans toutes ces politiques sectorielles, que ce soit l'espace public, la Direction de l'urbanisme, évidemment, mais aussi la Direction des Affaires scolaires, que toutes les directions soient parties prenantes de ce projet et qu'elles s'engagent dans la longue durée. Je pense que c'est de cette manière-là qu'on arrivera, en tout cas, à faire progresser nos politiques environnementales.

Il y a d'autres pays, et je citerai l'Allemagne, qui, depuis pas mal d'années, travaillent plus dans le long terme sur ces politiques-là, avec beaucoup plus de succès que nous, en France, où, souvent, nous nous clivons sur des sujets alors que eux, avec du consensus, arrivent à construire des politiques environnementales beaucoup plus efficientes sur leur territoire. Je pense que l'on pourrait, de temps en temps, s'en inspirer.

Sur l'aspect social, qui a été évoqué par Danielle SIMONNET et Danielle FOURNIER, je crois qu'il faut rappeler que près de 30 % des Français ne partent pas en vacances à Paris ; il s'agit surtout, dans des quartiers très sociaux, de personnes qui n'ont pas d'autre expérience de la nature que celle qu'ils ont autour de chez eux. Je ne trouve pas cela stigmatisant, je trouve, au contraire, que c'est important que la Ville se soucie de cette dimension sociale qui ne s'oppose pas du tout à la création de logements sociaux ou d'autres sujets sociaux.

D'ailleurs, je voudrais rappeler que le programme Natureplus, qui mobilise les associations sur ces questions environnementales notamment, travaille beaucoup dans les quartiers politique de la ville et beaucoup, notamment, près du périphérique. Je vous parlais de la porte de Vincennes tout à l'heure et du secteur du 20e que je connais bien, nous avons des associations qui travaillent, notamment avec des enfants, et qui n'ont pas d'autre regard de la nature que ce qu'ils voient autour de chez eux.

Je pense qu'il ne faut pas opposer un volet social à un volet environnemental. En tout cas, ce n'est pas mon intention et ce n'est pas, en tout cas, le combat que je mène quotidiennement aux côtés de Gisèle STIEVENARD pour arriver à développer des moyens et des moyens d'action pour toutes ces associations qui font un très beau travail sur le territoire parisien.

Ont été évoquées les couvertures du périphérique ; évidemment, ce serait bien de pouvoir développer des projets de couverture du périphérique, mais ils sont très onéreux et la participation de l'Etat s'est beaucoup réduite. Je ne pense pas hélas qu'aujourd'hui, on puisse envisager de couvrir le périphérique de façon importante sur plusieurs quartiers parisiens ; les quartiers de l'Ouest ont été évoqués, mais il y a aussi les quartiers, notamment, du Nord-Est parisien, qui sont demandeurs de ces couvertures.

Effectivement, le Plan Biodiversité ne peut pas régler tous les problèmes, notamment financiers, avec l'Etat, pour accélérer ces couvertures.

Il a été aussi présenté une vision un peu noire et catastrophique de la politique de la Ville de Paris que je ne partage pas.

La question des arbres, notamment. Cela fait pas mal d'années que le Service de l'arbre travaille sur la question des maladies, sur le remplacement de ce patrimoine arboré. Je proposerai qu'une communication soit faite en 4e Commission, sur le travail que mène le Service de l'arbre, pour rassurer Mme TISSOT, mais aussi montrer toute l'attention que porte notre Direction sur cette question-là.

La question des maladies des arbres, d'ailleurs, concerne d'autres villes en France et dans le monde ; tous y travaillent, donc on n'est pas dans une situation particulière à Paris où il y aurait des maladies qui viendraient complètement mettre à bas notre patrimoine arboré.

Sur la politique que nous menons depuis 2001, je voudrais dire quand même, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, qu'on a fait de gros efforts, y compris budgétaires, pour créer de nouveaux espaces verts, avec un rééquilibrage aussi Est-Ouest important. La création du parc Clichy-Batignolles et du parc d'Eole montre que la Ville a mis les moyens et continue d'ailleurs à le faire dans le cadre de cette mandature pour recréer de nouveaux espaces verts. Je pense qu'il est important de le dire et ne pas avoir une vision complètement négative de cette question.

La végétalisation des toitures a été évoquée ; nous en avons déjà fait, donc ce n'est pas nouveau ; depuis 2005, nous avons engagé plus de quatre hectares de toitures végétalisées. Ce sont des toitures qui fonctionnent. Ce plan s'inscrit donc aussi dans la continuité d'un travail qui a déjà démarré et c'est donc tout à fait possible, c'est un plan tout à fait réaliste, on ne vient pas créer une nouvelle technologie, c'est tout à fait innovant, dans le cadre des jardins sur les toits, dans le cadre des toitures végétalisées.

Pour répondre plus particulièrement aux vœux qui ont été proposés, je propose deux vœux de l'Exécutif : un vœu qui reprend les demandes qui sont faites notamment en matière de concertation et de travail avec les arrondissements ; plusieurs vœux ont été posés sur cette question, notamment la création de commissions extra municipales. Evidemment, il est important de travailler à l'échelle des arrondissements sur ces questions. Nous proposons un vœu pour que la concertation et les propositions qui sont faites par les arrondissements soient prises en compte dans le Schéma des trames vertes, quelle que soit la forme de concertation qui sera choisie par les arrondissements ; nous ne nous opposons à aucune forme ; cela peut être des C.I.C.A., des réunions de travail, tout cela peut être laissé à l'initiative des arrondissements.

Nous proposons aussi une méthodologie, car le Plan Biodiversité, c'est bien qu'il crée du désir, mais on ne peut pas y incorporer tous les projets des arrondissements, les projets anciens, les projets nouveaux ; c'est vrai que c'est important, mais il faut qu'on ait une méthodologie pour pouvoir déterminer quels projets seront financés, cela a été évoqué.

On s'est engagé, par exemple, sur 15 jardins en toiture. Il faudra que l'on repère et qu'on fasse des études pour savoir s'il est possible de créer des jardins en toiture dans les nouvelles réalisations, sur des bâtiments déjà existants, en fonction de la trame verte qui sera élaborée par la Ville, mais aussi en fonction de la pénurie d'espaces verts dans certains arrondissements ; je pense notamment au 9e et au 2e arrondissements qui disposent de peu d'espaces verts et qui ne seront pas oubliés dans ces créations de toitures et de jardins sur les toits.

Je propose une méthodologie, c'est-à-dire qu'on fasse deux réunions, une première réunion en 2012 pour expliquer la méthodologie des trames vertes à Paris, qu'ensuite, les arrondissements travaillent et fassent des propositions et qu'au final, une deuxième réunion vienne finaliser les trames.

Cela reprend toutes les propositions qui sont faites concernant le tracé de l'ancienne enceinte des fermiers généraux, les façades végétalisées et aussi les toits qui sont proposés dans le 15e arrondissement.

Il y a eu des vœux plus spécifiques, notamment concernant l'Ile aux Cygnes. C'était prévu dans le Schéma d'aménagement des berges de la Seine, donc je donnerai un avis favorable.

Nous avons aussi une demande de suppression sur la taxe d'aménagement au Plan Biodiversité. Il s'agit en fait d'étudier la mise en place de cette taxe. Je suis un peu étonnée, d'ailleurs, que le groupe U.M.P. propose cet amendement, car, M. FILLON, Premier Ministre, avait demandé un rapport à M. Guillaume SAINTENY sur cette taxe et il pointait le fait que la Ville de Paris était un des rares Départements à ne pas l'appliquer et il nous taxait d'être le mauvais élève, le Département qui n'appliquait pas cette taxe.

Je ne comprends pas bien la cohérence du groupe U.M.P.P.A. sur cette question, parce que si c'est appliqué dans 95 départements, dont beaucoup sont présidés encore par des élus U.M.P., je ne comprends pas pourquoi Paris serait une exception dans ce paysage national et viendrait en contradiction avec les préconisations de M. FILLON.

Beaucoup de vœux et d'interventions ont été faits sur la petite ceinture, mais le vœu que nous avons voté hier pour les conférences de consensus permettra de décider s'il est opportun ou pas de faire des couvertures sur des portions de la petite ceinture, car il y a un vœu qui porte sur cette question-là. On y répond en partie avec le vœu 2 bis, qui prend en compte, évidemment, la petite ceinture dans les trames vertes.

Sur le patrimoine végétal, nous avons répondu par un vœu bis qui nous engage à faire une présentation en 4e commission. Cette présentation fera l'objet de documents qui pourront être diffusés dans les arrondissements, afin de faire connaître le travail que fait le Service de l'arbre de la Ville de Paris pour entretenir son patrimoine arboré.

Je pense n'avoir oublié aucune…

M. LE MAIRE DE PARIS. - L'amendement peut-être ?

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, rapporteure. - Sur le Champ de Mars, ah oui… on oppose un peu les usages au fait que le Champ de Mars serait un immense réservoir de biodiversité.

Évidemment, c'est important de trouver un équilibre entre les usages et la gestion de ce site qui a une valeur historique mais aussi une valeur écologique.

Nous avons proposé de mettre en place une charte des usages qui sera présentée bientôt, qui permet de trouver un équilibre.

Mais je voudrais rappeler que dans les dernières manifestations organisées sur le Champ de Mars, beaucoup ont été faites avec l'autorisation de la mairie du 7e arrondissement. Ce sont aussi des manifestations qui ont parfois un impact très limité, qui notamment s'adressent à des associations caritatives. J'ai noté des associations liées au handicap, aux milieux de la santé, à des associations locales qui utilisent le Champ de Mars pour faire des manifestations.

Je pense qu'il faut aussi garder un équilibre et ne pas interdire toutes ces manifestations qui peuvent avoir un intérêt. Il faut aussi être cohérent avec les autorisations données par la mairie du 7e.

C'est pour cela que nous serons défavorables au vœu qui oppose les usages au site du Champ de Mars tel qu'il est aujourd'hui.

Je pense avoir fait le tour de tous les vœux et amendements, sachant que le vœu n° 2 bis répond aux vœux nos 18, 20, 22, 23, 26, 28, 29, 34 et 36. Il concerne à la fois la participation des habitants, l'intégration des projets dans la trame verte parisienne. Il engage aussi la Ville à étudier la mise en place de toitures végétalisées et de toit végétalisés.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous pouvez l'applaudir !

Elle veut recommencer pour être une deuxième fois applaudie.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, rapporteure. - Deux amendements sont proposés par M. ALPHAND et Mme DREYFUSS concernant les serres d'Auteuil. Nous y donnerons un avis défavorable tout en disant que j'attacherai une importance particulière au maintien des collections sur place et que nous trouverons - nous sommes en train d'y travailler - des solutions pour que le patrimoine végétal et scientifique soit préservé, y compris sur le site. Et qu'une attention particulière sera apportée aux arbres remarquables du site. Nous essaierons de trouver des solutions pour les préserver.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Très bien, merci beaucoup. D'ailleurs j'approuve l'ensemble de ce que vous avez dit, y compris la dernière intervention que vous venez de faire. L'ensemble du travail est remarquable. D'ailleurs, cela a été salué par l'ensemble des groupes. Après, qu'il y ait encore des différences d'appréciation, je ne trouve pas cela du tout inquiétant, et je trouve au contraire que le débat d'aujourd'hui, le travail qui l'a préparé est tout à fait exemplaire.

Je vais mettre maintenant aux voix les amendements et les vœux avant de mettre aux voix la délibération.

D'abord, je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 16 de M. ALPHAND et de Mme DREYFUSS, avec un avis défavorable de l'Exécutif

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 16 est rejeté.

Ensuite, je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 17 de Mme DREYFUSS et de M. ALPHAND, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 17 est rejeté.

En réponse au vœu n° 18 du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, mais aussi d'une partie des vœux du groupe U.M.P.P.A., nos 20, 22, 23, 26, 28, 29, 34 et 36, a été déposé le vœu n° 18 bis évoqué par Fabienne GIBOUDEAUX au nom de l'Exécutif.

Le vœu n° 18 du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés est retiré.

Pour le groupe U.M.P.P.A., est-ce que cette partie-là de vos vœux est retirée, Monsieur le Président ? Je pensais que le vœu n° 18 bis répondait à ces vœux-là.

Je vous en prie, mais brièvement.

M. Jean-François LAMOUR. - Vous avez sollicité mon avis : je vais vous le donner, Monsieur le Maire.

J'ai fait hier martin un rappel au règlement sur cette méthode des vœux bis qui, en permanence, permet à l'Exécutif municipal de récupérer les vœux de l'opposition pour en faire ses propres vœux.

Je vous incite, vœu par vœu, Monsieur le Maire, à voter nos vœux. Cela se fait à l'Assemblée nationale : on n'en est pas mort ! Plutôt qu'à chaque fois donner l'impression que c'est l'Exécutif qui prend une initiative d'améliorer les textes ou les communications qui sont faites.

Monsieur le Maire, nous maintenons les vœux. Ce n'est pas pour autant que nous allons, vous le verrez bien, voter contre les vœux bis, mais cette méthode qui, en permanence, asphyxie l'opposition ou qui tente de l'asphyxier et tente de minimiser ses propositions, est inacceptable.

Je vous l'ai dit hier matin. Semble-t-il, cela n'a rien changé aux méthodes utilisées. Nous maintenons donc ces vœux tels que nous les avons proposés, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous sommes en fait en désaccord, Monsieur LAMOUR : il faut l'assumer. Effectivement, quand l'opposition nous convainc sur tel ou tel aspect mais qu'on a besoin de chercher un compromis et de formuler les choses différemment, c'est de notre responsabilité, comme l'a très bien fait Fabienne GIBOUDEAUX, de proposer des formules de compromis. Si vous ne les voulez pas, c'est bien votre droit de les maintenir.

Je mets donc aux voix le vœu n° 20 du groupe U.M.P.P.A., avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

C'est votre droit...

Oui, enfin… on ne va pas se convaincre.

M. Jean-François LAMOUR. - Je voulais faire mes propositions. À ce moment-là, indiquez dans les vœux de l'Exécutif que c'est à l'initiative des groupes, y compris des groupes d'opposition, que vous écrivez ce vœu. À ce moment-là, je pense que nous trouverons une solution.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Écoutez… on cherchera à l'avenir, Monsieur LAMOUR.

M. Jean-François LAMOUR. - Laissez-moi terminer.

Si à chaque fois on disparaît du vœu de l'Exécutif à votre profit, il faut bien comprendre que nous maintiendrons nos vœux, mais si vous nous indiquez effectivement sur le vœu de l'Exécutif que c'est à notre initiative que vous avez rédigé ces vœux de l'Exécutif, je trouve que c'est une formule acceptable par tous, et c'est très bien comme cela.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur LAMOUR, nous perdons notre temps. Il y a des vœux que vous présentez, si, je vous explique, auxquels nous sommes favorables.

Sur le 25 et le 27, vous nous avez convaincus : nous sommes favorables, on va les voter tout simplement. Sur les autres, nous avons proposé un compromis qui reprend en partie vos idées mais qui modifie les choses, parce que l'on ne s'est pas mis complètement d'accord.

Sur le 25 et le 27, vous nous avez convaincus : on les vote sans hésiter ! Voilà, et ce sont les vœux du groupe U.M.P.P.A.

Je ne sais pas pourquoi on poursuit mais quelquefois on est d'accord avec vous, et on le vote, et quand on n'est pas d'accord, on ne le vote pas, ou on tente un compromis.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le vœu n° 20 du groupe U.M.P.P.A., avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le vœu n° 22, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu n° 22 est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 23 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu n° 23 est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 26 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu n° 26 est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 28 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu n° 28 est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 29 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu n° 29 est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 34 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu n° 34 est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 36 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu n° 36 est rejeté.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le vœu bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 283).

En réponse au vœu n° 19 du groupe U.M.P.P.A., l'Exécutif a déposé le vœu n° 19 bis, mais j'imagine que vous maintenez le n° 19.

M. Jean-François LAMOUR. - Oui.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 19 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 284).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 21 du groupe U.M.P.P.A. avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 24 du groupe U.M.P.P.A. avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 25 du groupe U.M.P.P.A. assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 285).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 27 du groupe U.M.P.P.A. assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 286).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 30 du groupe U.M.P.P.A. assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 31 du groupe U.M.P.P.A. assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 32 du groupe U.M.P.P.A. assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 33 du groupe U.M.P.P.A. assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 35 du groupe U.M.P.P.A. assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 37 du groupe Centre et Indépendants assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 55.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Je vois une abstention.

Dans l'Assemblée. - Pour le Champ de Mars.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous faites ce que vous voulez, vous êtes libres. On ne commente pas pendant les votes.

Le projet de délibération est adopté. (2011, DEVE 55).

Merci.

2011, SG 205 - Subvention (3.000 euros) à l'Association Libres Terres des Femmes (19e).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons au projet de délibération SG 205, qui est en 6e Commission.

Je donne la parole à Aline ARROUZE.

Mme Aline ARROUZE. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues…

M. LE MAIRE DE PARIS. - On poursuit nos travaux et on écoute tous les orateurs sereinement.

Aline ARROUZE ?

Mme Aline ARROUZE. - Chers collègues, en temps de crise, la tentation est grande dans une société de reléguer la lutte contre les violences faites aux femmes à ce qui serait un supplément d'âme. Il y a là pour toute notre société un grand danger.

Nous tenions, Hélène BIDARD et moi-même, à vous interpeller, Madame la Maire. Nous pensons tout au contraire que votre délégation prend encore plus, avec la crise économique (je parle de Mme Fatima LALEM, qui est en charge de ce dossier), une importance primordiale pour les Parisiennes et pour les Parisiens.

(M. Christophe GIRARD, adjoint, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

Plus largement, nous aimerions d'ailleurs rapidement qu'une communication…

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Chers collègues, est-il possible de faire du silence ?

Voilà. Reprenez la parole.

Mme Aline ARROUZE. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous aimerions d'ailleurs rapidement qu'une communication du Maire permette à l'ensemble du Conseil de Paris de se saisir et de s'exprimer sur ce sujet et aussi de l'égalité entre les hommes et les femmes à Paris.

Les affaires médiatiques sordides de cette année nous ont surtout interpellés lorsqu'on a vu resurgir des propos très inquiétants concernant les violences faites aux femmes, les minimisant, avec des conséquences pouvant mettre en doute la parole des femmes ou encore pouvant les encourager à ne pas porter plainte alors que, d'ores et déjà, très peu de femmes le font.

La manifestation du 5 novembre dernier contre les violences faites aux femmes était aussi pour nous le moment d'exiger des moyens économiques et humains pour une réelle application de la loi contre les violences faites aux femmes.

Nous regrettons d'ailleurs qu'il n'y ait pas eu plus de nos collègues, notamment à droite de l'hémicycle, présents en écharpe lors de cette manifestation.

Dans le cadre de votre délégation, Madame Fatima LALEM, Madame la Maire, vous soutenez de nombreuses associations qui œuvrent avec la Municipalité contre les violences faites aux femmes.

L'association présentée par le projet de délibération, l'association "Libres Terres des Femmes", est une association dont le but est la solidarité concrète avec toutes les femmes victimes de violences, sans limitation de frontières.

Son objectif, que nous partageons, est d'aider à mieux prendre en compte les enfants, exposés aux violences conjugales. Ce n'est pas un hasard si beaucoup d'artistes contemporains nous proposent, qui des films, qui une chorégraphie comme celle de Boris CHARMATZ au Théâtre de la Ville, qui avait comme titre "Enfants", enfants expulsés, enfants maltraités, enfants violés ou enfants traumatisés par les situations de violence dont ils sont témoins.

Madame la Maire, vous agissez dans le cadre de votre délégation à la fois en accompagnement des femmes violentées, mais aussi en agissant dans le cadre de politiques de prévention auprès des jeunes, dans le cadre scolaire, mais aussi hors temps scolaire.

Le domaine est vaste, les femmes violentées ont besoin d'accompagnements sociaux, d'être aidées à une reconstruction psychologique. Elles ont besoin de logements d'urgence, mais aussi de logements plus pérennes. Dans l'attribution des logements sociaux de la Ville de Paris, le critère "violence conjugale" est pour nous une priorité.

Elles ont besoin d'écoute, d'information et d'accès pour faire respecter leurs droits, certaines ont des enfants avec elles. Leurs emplois ne sont pas pérennes. Elles ont parfois besoin de formation et, là aussi, il y a un travail éducatif et culturel à faire.

Les violences contre les femmes n'ont pas de frontières, ni géographiques ni sociales. Nous profitons de ce projet de délibération pour appeler comme vous, Madame la Maire, le 25 novembre, à la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Je termine : nous espérons que la parole de la Ville de Paris sera forte dans ce cadre et nous tenons à saluer d'ores et déjà l'action de la Ville de Paris, en partenariat avec de nombreuses associations contre les violences faites aux femmes.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Mes chers collègues, il faut que nous nous ressaisissions, nous avons pris un retard incommensurable et nous risquons une séance de nuit.

Je nous appelle tous à être rapides dans notre expression, synthétiques et convaincants.

Mme LALEM, pour vous répondre, au nom de l'Exécutif.

Mme Fatima LALEM, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Merci, Monsieur le Président, merci chère Aline ARROUZE. Je voudrais aussi remercier Hélène BIDARD et tout votre groupe, dont on connaît l'engagement indéfectible en faveur des droits des femmes et de l'égalité.

Vous faites référence à la manifestation du 5 novembre. Oui, chaque année, au mois de novembre, les féministes défilent contre les violences faites aux femmes et interpellent les pouvoirs publics.

J'ai pour ma part déploré le traitement qui en a été fait cette année. Une fois de plus, on a voulu nous vendre le feuilleton de la figure du bourreau célèbre et de ses victimes devenues célèbres, au risque d'une surdose médiatique, totalement contreproductive quant à l'enjeu de la réalité des violences faites aux femmes, à leur coût social et économique. Je voudrais rappeler que ce coût a été évalué à 2 milliards par an.

Moi, je voudrais vous parler, chers collègues (en tout cas à ceux qui sont restés dans l'hémicycle pour m'écouter !), de ces 75.000 femmes violées chaque année, de ces milliers de femmes battues, humiliées, certaines tuées par l'homme qui partage leur vie, de ces 92 % de femmes victimes qui n'osent porter plainte, car trop de peur et trop de honte ; vous parler aussi de ces associations qui accueillent chaque jour ces victimes, les écoutent, les accompagnent et qui se débattent au quotidien pour boucler un budget de survie, leurs finances étant asséchées petit à petit par le Gouvernement.

Je voudrais vous parler de ces deux centres…

Puis-je continuer dans le silence, Monsieur le Président ? C'est insupportable !

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - J'ai demandé le silence deux fois. Le silence, malheureusement, est gêné… Personne ne parle, mais je sais que c'est très gênant, le brouhaha, et je comprends très bien notre collègue, mais il y a un brouhaha extérieur qui vient perturber la séance également.

Madame LALEM, la parole est à vous et à vous seule !

Mme Fatima LALEM, adjointe, rapporteure. - Merci, Monsieur le Président.

Je disais, chers collègues, que je voudrais vous parler de ces deux centres d'hébergement que nous voulons ouvrir dans cette mandature, l'un dans le 15e et l'autre dans le 18e, pour lesquels, comme pour les 1.000 places d'hébergement de la mandature, nous sommes confrontés au refus du Gouvernement de s'engager pour en financer le fonctionnement, un fonctionnement qui relève pourtant de ses responsabilités.

Je voudrais, enfin, vous parler, une fois de plus, de cette nécessaire éducation contre le sexisme et pour l'égalité, qui repose encore et toujours sur quelques rares bonnes volontés au sein de l'Education nationale, et dont la prise en charge est, au final, assurée par les collectivités territoriales, au premier rang desquelles la Municipalité parisienne.

Là aussi, on aurait pu s'attendre à quelques décisions et actions significatives de la part des pouvoirs publics, notamment suite au feuilleton de l'été dernier, où on a beaucoup parlé, beaucoup dénoncé, dans les médias, le sexisme et les violences sexistes.

En dehors du petit quart d'heure médiatique pour quelques-uns et quelques-unes, je n'ai rien vu venir.

Alors, chers collègues, pour ne pas être trop longue et abuser de votre temps précieux, je voudrais, pour finir, rappeler l'engagement fort du Maire de Paris, qui a fait de la lutte contre les violences faites aux femmes et de l'égalité un enjeu de premier ordre, engagement qui renforce ma détermination contre vents et marées pour agir au quotidien contre toutes les formes de violences faites aux femmes et pour cette égalité qui me semble être un enjeu sociétal de premier ordre.

Merci, chers collègues.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup, Madame LALEM.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 205.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, SG 205).

Je vous remercie.

2011, DASES 40 - Subvention et convention (93.000 euros) à l'INSERM - DR Paris 6 - pour l'équipe de recherche médicale dirigée par Manuel MAMELI.
2011, DASES 41 - Subvention et convention (93.000 euros) à l'INSERM - DR Paris 6 - en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Claire WYART, lauréate 2011

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons aux projets de délibération DASES 40 et DASES 41.

DASES 40, il s'agit d'une subvention et convention à l'I.N.S.E.R.M. pour l'équipe de recherche médicale dirigée par Manuel MAMELI, et le projet de délibération DASES 41 : subvention et convention à l'I.N.S.E.R.M. en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Claire WYART, lauréate 2011.

La parole est à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci, Monsieur le Maire.

En fait, il y a quatre projets de délibération qui concernent le financement de programmes de recherche qui sont aujourd'hui soumis à notre vote ; deux de ces projets de délibération présentent des recherches qui ont des applications assez directes pour la santé humaine, alors que les deux autres, sur lesquels je voudrais intervenir, sont des programmes de recherche fondamentale.

On nous propose de subventionner chacune des quatre équipes de recherche à hauteur de 293.000 euros sur quatre ans, et donc de verser une première annuité de presque 100.000 euros.

J'ai lu attentivement ces projets de délibération et il s'avère que les équipes de recherche mentionnées dans les deux projets de délibération DASES 40 et 41 ont recours à l'utilisation d'animaux et à la vivisection.

Manuel MAMELI cherche à comprendre comment les drogues peuvent amener à l'altération des mécanismes de prise de décision, entraînant des pathologies comportementales et, pour ce faire, il va utiliser des techniques de l'électrophysiologie in vitro sur des rats et souris morts. Les cerveaux sont découpés en lamelles, puis stimulés localement pour déclencher et enregistrer des phénomènes électrochimiques afin, dit-on, de mieux connaître les mécanismes cellulaires et les processus neuronaux altérés par la prise de drogue.

Claire WYART, elle, a l'intention d'implanter un dispositif lumineux dans le cerveau de larves de poissons zèbres, afin d'analyser comment les entrées mécano-sensorielles contribuent à la dynamique dans l'établissement de mouvements complexes des vertébrés. Les résultats attendus fourniront des hypothèses de travail pour des études futures chez les mammifères. L'idée, parce qu'il y en a une, forcément, vertueuse, est de créer une interface cerveau/machine, capable de guider à distance la locomotion des patients paraplégiques.

Or, il se trouve que lors d'un Conseil précédent, en novembre 2010, le groupe "Europe écologie - Les Verts" avait fait voter un vœu demandant que la Ville de Paris cesse de financer des projets de recherche ayant recours à l'expérimentation animale et soutienne les alternatives à cette pratique, ce qui avait permis de modifier le règlement de l'appel à projets "Emergence", en stipulant que le lien explicite avec la recherche médicale soit démontré et que cette utilisation soit conforme à la directive européenne relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques.

Or, il me semble que les deux projets de recherche en question n'ont pas de lien explicite avec la recherche médicale de manière directe et qu'on nous laisse miroiter des applications miraculeuses dans un futur éloigné et hypothétique.

Il faut savoir qu'en France, environ 2 millions de rongeurs sont utilisés chaque année pour l'expérimentation animale et la transposabilité de ces tests est, certes, variable, mais toujours extrêmement faible. Globalement, la transposabilité de ces études à l'homme est faisable dans moins de 1 % des études menées sur les animaux.

De plus, en ce qui concerne les recherches en neurosciences, réaliser des tests sur les animaux revient à nier des millions d'années d'évolution biologique et culturelle pour l'homme. En effet, un cerveau de rat est très différent d'un cerveau d'homme, que ce soit structurellement, mais aussi en termes de fonctionnement.

Aussi, nous demandons que la modification du règlement de l'appel à projets soit réellement mise en œuvre et que les projets de recherche fondamentale qui ont recours à l'utilisation d'animaux, notamment en neurosciences, et dont le lien avec des applications médicales directes est discutable - c'est le moins que l'on puisse dire - ne soient pas soutenus par la Ville de Paris.

C'est pourquoi, pour notre part, nous nous abstiendrons sur ces deux projets de délibération.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup, Madame FOURNIER.

Cette comparaison entre le rat et l'homme nous laisse dans l'inquiétude.

Madame EL KHOMRI, au nom de l'Exécutif, vous répond.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe, au lieu et place de M. Jean-Marie LE GUEN, adjoint, au nom de la 6e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous vous en doutez, je ne suis pas une spécialiste de ces questions ni des rats ni des crapauds par ailleurs, mais en l'absence de mes collègues Jean-Louis MISSIKA et Jean-Marie LE GUEN, je vais vous apporter la réponse qu'ils m'ont communiquée.

Dans le cadre de son appel à projets "Emergence", recherche médicale et santé, la Ville de Paris soutient des projets de recherche de chercheurs ou d'enseignants-chercheurs sélectionnés par un jury scientifique composé d'experts renommés.

Vous l'avez cité, suite à un vœu porté par votre groupe en 2010, nous avons intégré deux alinéas dans le règlement de cet appel à projets concernant l'expérimentation animale.

Tout d'abord, il faut qu'un lien explicite entre la recherche médicale et l'utilisation d'organismes modèles éligibles soit démontré. Ensuite, dans le respect de la directive européenne, notre règlement vise à restreindre le recours à l'expérimentation animale. Dans les protocoles de recherche scientifique, cette expérimentation est limitée aux cas où il n'existe pas de possibilité raisonnable et pratique d'avoir recours à une autre méthode scientifiquement acceptable.

Le jury de scientifiques de renom sélectionne les lauréats sur des critères d'excellence médicale et scientifique, il suit les travaux à mi-parcours et je leur fais toute confiance pour respecter les règles qui s'imposent en matière de protection animale.

L'un des projets sélectionnés consiste, par exemple, à étudier les effets des drogues sur les mécanismes de prise de décision et les éventuelles pathologies comportementales.

Grâce à des techniques avant-gardistes, cette équipe participera à l'amélioration de la connaissance sur les processus altérés par la prise de drogue.

Bref, comme vous, nous souhaitons que nos actions poursuivent à la fois un engagement déterminé au service du progrès scientifique qui, en matière médicale, est source de développement et de progrès humain et respectent dans le même temps le plus haut niveau possible de considération éthique.

Pour les éventuelles questions techniques, sachez que Jean-Marie LE GUEN reste tout à fait à votre disposition.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASES 40.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DASES 40).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASES 41.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DASES 41).

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans des jurys d'architecture.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous propose de procéder à la désignation au scrutin secret, des représentants suivants au sein des jurys d'architecture ci-après :

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la construction d'un gymnase et d'une salle de sport en structure légère au stade Suchet, 25, avenue du Maréchal Franchet d'Esperey (16e) (R. 43) :

Titulaires :

Mme Claudine BOUYGUES

Mme Pauline VERON

Mme Liliane CAPELLE

Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER

M. Pierre AURIACOMBE

Suppléants :

Mme Anne-Christine LANG

Mme Frédérique PIGEON

M. Gilles ALAYRAC

M. Pierre GABORIAU

Mme Valérie HOFFENBERG

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la construction d'un gymnase au stade Géo André 2, rue du Commandant Guilbaud (16e) (R. 44) :

Titulaires :

M. Jean-Yves MANO

Mme Isabelle GACHET

Mme Pauline VERON

M. Pierre GABORIAU

M. Pierre AURIACOMBE

Suppléants :

M. Claude DARGENT

Mme Frédérique PIGEON

Mme Anne-Christine LANG

Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER

Mme Valérie HOFFENBERG

Y a-t-il d'autres candidatures ?

Il n'y en a pas.

Les scrutins sont ouverts.

2011, DFPE 379 - Subvention (35.000 euros) et convention avec l'association "Réseau Môm'artre" (18e) pour ses antennes (12e et 20e).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DFPE 379 : subvention et convention avec l'association "Réseau Môm'artre" dans le 18e arrondissement pour ses antennes 12e et 20e arrondissements.

La parole est Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Lors de la mission sur les familles monoparentales, nous avions auditionné les responsables de l'association "Môm'artre" et nous avions tous été très favorablement impressionnés par la qualité des prestations que cette association fournit, et d'ailleurs aussi par le pouvoir de conviction de ses représentants.

Nous avions été particulièrement sensibles et intéressés au fait que l'association organise, à la fois des manifestations et des moments ludiques destinés aux seuls parents, mais aussi en commun avec parents et enfants, ce qui nous a semblé vraiment très complémentaire.

Le fait que cette association introduise également un volet culturel et artistique dans ses activités était également très convaincant, ainsi que les rencontres organisées régulièrement avec les artistes des quartiers concernés.

Jusqu'ici l'association était présente dans le 18e arrondissement et le 20e arrondissement, avec "Môm'artre" 2, rue de la Barrière-Blanche et "Môm'Ganne", 4, place de la Porte de Bagnolet. L'association va se développer dans les 12 et 20e arrondissements, avec une antenne rue Pelleport, "Môm'Pelleport" et une autre rue Jean Bouton avec "Môm'Fresnay".

C'est une subvention de 35.000 euros qui nous est proposée pour aider au fonctionnement de ces deux antennes. Dans notre rapport, nous avions fait figurer les propositions et le souhait de voir se développer les projets associatifs qui proposent justement des sorties et des autres moments ludiques aux familles monoparentales.

Cette proposition avait, je dois le dire, dès ce moment était inspirée par les activités du Réseau Môm'artre. C'est pourquoi nous ne pouvons que nous féliciter de ce projet de délibération qui encourage ainsi cette association à se développer, à l'instar de la visite de Mme BACHELOT puisqu'elle est allée leur rendre visite sur place le 11 octobre dernier.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup, Madame DOUVIN, d'avoir été très rapide.

Mme TROSTIANSKY a la parole pour vous répondre.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Madame DOUVIN, merci de mettre un nouveau coup de projecteur sur cette association, qui est en plein développement à Paris. En effet, rares sont les associations qui offrent simultanément des activités périscolaires sur horaires décalés jusqu'à 20 heures et des activités de loisirs en famille le mercredi, le week-end et pendant les vacances. Ces horaires décalés permettent notamment aux parents de travailler en étant assurés d'un service qui est la fois fiable et complet, autour de l'éveil artistique pour leurs enfants, jusqu'à leur retour du travail.

On a effectivement ouvert une troisième antenne, rue de Pelleport, à la frontière du 19e et du 20e arrondissement. Ce quartier est l'un des quartiers qui comptent le plus de foyers monoparentaux à Paris : plus de 40 % contre 28 % à Paris. Comme l'a rappelé le rapport de la M.I.E. sur les foyers monoparentaux, le type de service que l'association propose est donc essentiel pour ces familles, afin qu'elles puissent continuer leur activité professionnelle.

Alors comme les élus de la M.I.E. l'avaient préconisé, et comme l'Exécutif parisien l'a souhaité, nous avons dès le mois de mai expertisé l'ouverture de deux nouvelles antennes dans les 12e et 14e arrondissements.

Monsieur le Maire, avec l'ouverture d'antennes Môm'artre et la semaine dernière de la ludothèque Nautilude dans le 11e arrondissement, je me réjouis donc que de nombreux espaces adaptés à la vie des familles aient pu voir le jour cette année, et de permettre ainsi de rendre Paris encore plus accueillant aux familles.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup, Madame TROSTIANSKY.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 379.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DFPE 379).

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif à la généralisation du dispositif "Relais Info Familles".

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous examinons le vœu n° 47 relatif à la généralisation du dispositif "Relais Informations Familles", vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

Monsieur BROSSAT, vous avez la parole.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu porte effectivement sur les Relais Informations Familles. Nous en avons parlé hier dans le cadre de la communication sur la relation entre la Ville et ses usagers. On sait aujourd'hui qu'il y a, je crois, 8 Relais Informations Familles à Paris.

Notre objectif, à travers ce vœu, est de généraliser ces dispositifs dans l'ensemble des arrondissements, en priorité dans les arrondissements qui comptent un grand nombre de familles monoparentales qui ont besoin d'avoir des informations sur leurs droits.

C'était d'ailleurs l'une des préconisations de la mission d'information et d'évaluation sur les familles monoparentales dont parlait ma collègue Laurence DOUVIN tout à l'heure.

C'est l'objet de ce vœu.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Madame TROSTIANSKY, vous avez la parole.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, la création des R.I.F., il y a maintenant plus de cinq ans, est apparue nécessaire pour faciliter l'accès des familles aux équipements ou services proches de chez eux.

Ces guichets uniques complètent l'information en ligne de paris.fr et proposent un accueil physique pour les familles qui n'ont pas accès à Internet à la maison ou qui rencontrent des difficultés spécifiques. Ils permettent, en outre, aux maires d'arrondissement de compléter et aussi de valoriser la qualité d'accueil de la mairie, ce dont nous avons effectivement parlé hier avec Mao PENINOU et Maïté ERRECART.

Donc, nous venons d'inaugurer le R.I.F. du 2e arrondissement et nous inaugurons un R.I.F. qui m'est très cher à la mairie du 10e arrondissement, mercredi. Effectivement, nous avons 8 R.I.F. ouvert avec celui du 6e arrondissement. A la fin de l'année, 10 R.I.F. seront ouverts avec ceux des mairies du 8e arrondissement et du 14e arrondissement.

Nous espérons en ouvrir 5 nouveaux l'année prochaine.

Monsieur BROSSAT, vous voyez, nous sommes déjà dans une phase de généralisation, en particulier pour les arrondissements qui comptent de nombreuses familles monoparentales. Donc le maillage du territoire s'achève petit à petit, contribuant à faire de Paris cette ville, dont je parlais tout à l'heure, plus accueillante aux familles.

J'appelle, Monsieur le Maire, à voter ce vœu, tout en précisant qu'un développement plus rapide dépendra en grande partie, à la fois de la disponibilité des locaux au sein des mairies d'arrondissement et de la dotation d'agents pour accueillir les familles.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 291).

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif à la solidarité avec les familles Roms victimes de l'incendie, 163, rue des Pyrénées (20e).
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous examinons les vœux n° 48 et n° 48 bis relatifs à la solidarité avec les familles Roms victimes de l'incendie au n° 163, rue des Pyrénées, dans le 20e arrondissement.

Ce vœu a été déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et par l'Exécutif.

Mme SIMONNET a la parole.

Mme Danielle SIMONNET. - Comme vous le savez, dans la soirée du 24 octobre, un incendie a embrasé les hangars du 163, rue des Pyrénées dans le 20e arrondissement, qui étaient occupés par des familles Roms, et une personne est décédée dans les flammes, dans ce que les occupants appelaient la baraka, la maison des Roms.

A travers ce vœu, et comme je n'ai qu'une minute, je ne rappellerai pas toutes les actions d'ores et déjà menées par la mairie d'arrondissement, les services sociaux de la Ville et les associations.

Le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche souhaite que le suivi en matière d'hébergement et de logement se poursuive, afin que des solutions pérennes soient trouvées pour l'ensemble des personnes, sans éloignement ni séparation des générations, et surtout que les familles qui ont des enfants scolarisés dans le 20e arrondissement puissent bénéficier d'une solution dans l'arrondissement ou à proximité.

Deuxième chose, nous souhaitons qu'un cadre de suivi de la situation soit mis en place pour permettre au comité de soutien qui s'est constitué nouvellement autour des familles Roms de pouvoir être tenu informé, de pouvoir apporter des contributions complémentaires dans les médiations utiles avec les familles.

Qu'une campagne de lutte contre le racisme soit engagée et qu'elle inclue notamment, sans stigmatisation, les problématiques des populations Roms.

Car vous savez, même si l'enquête est toujours en cours, pour déceler quelle est l'origine de l'incendie, il y avait de toute façon eu des propos et actes racistes antérieurement à l'incendie, autour de la maison de la baraka contre les familles Roms.

Nous demandons enfin que le Conseil de Paris demande au Maire de Paris d'interpeller le Préfet de Région pour qu'une table ronde régionale soit mise en place, sous la responsabilité de l'Etat et en associant l'ensemble des collectivités concernées, pour dégager enfin des solutions concernant les populations Roms résidant en Ile-de-France, qu'il s'agisse de l'accompagnement des familles vers un logement décent et pérenne, de la scolarisation des enfants, des dispositifs d'accompagnement vers l'insertion sociale et professionnelle des adultes.

Pour finir que le Conseil de Paris demande au Maire de Paris d'interpeller le Gouvernement pour que cessent les mesures transitoires à l'encontre des ressortissants roumains et bulgares qui doivent avoir accès aux mêmes droits communs que l'ensemble des ressortissants européens et jouir de la même manière de leur liberté de circulation. Car, comme vous le savez, les Roumains et Bulgares, s'ils ont le droit de circuler en Europe, n'ont pas le même accès au niveau du droit du travail, et ces discriminations représentent un facteur important dans la situation de très grande précarité et discrimination dont ils sont victimes.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Mme TROSTIANSKY a la parole pour vous répondre.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Monsieur le Maire, depuis quelques mois, les familles roms avec souvent de très jeunes enfants, sont de plus en plus nombreuses à dormir dans les rues de Paris. Elles arrivent bien souvent suite aux évacuations brutales de campements en Île-de-France, sans proposition préalable d'hébergement, et c'est dans ce contexte qu'elles ont squatté un immeuble appartenant à la Ville de Paris.

Compte tenu de la dangerosité de ce site, la Ville de Paris devait le faire évacuer suite à une décision de justice, un travail a été engagé avec l'association "Emmaüs - coup de main" pour trouver des solutions adaptées à chaque situation familiale lorsque l'incendie s'est déclaré.

Monsieur le Maire, je voudrais saluer tout particulièrement tous les acteurs et actrices qui se sont mobilisés lors de ce dramatique incendie, et en premier lieu la mairie du 20e arrondissement qui a accueilli les familles, les services et directions de la Ville et enfin, l'association "Emmaüs - coup de main".

Les trois semaines qui se sont écoulées depuis l'incendie ont été consacrées à continuer le travail engagé avec les familles avant l'incendie malgré toutes les difficultés liées notamment à la situation administrative des personnes.

Monsieur le Maire, aujourd'hui à l'initiative des élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, l'Exécutif souhaite présenter un vœu qui porte à la fois sur l'avenir des familles de la rue des Pyrénées ayant des enfants scolarisés ou des problèmes de santé, et au-delà sur le sort des Roms à Paris et en Île-de-France, en demandant une nouvelle fois l'organisation d'une table ronde par l'État associant les collectivités locales franciliennes concernées.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je vous remercie.

Donc, en réponse au vœu n° 48, nous avons déposé… quelle est votre position en deux mots ?

Mme Danielle SIMONNET. - Nous nous réjouissons, au niveau du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, que nous ayons pu travailler ensemble sur ce vœu de l'Exécutif. Nous le soutiendrons, bien évidemment.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Retrait du vœu n° 48 au bénéfice du vœu n° 48 bis.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 292).

2011, DFPE 377 - DPVI 248 - Subventions (24.500 euros) et conventions avec les associations APASO et Môm'rue ganne, pour l'expérimentation, dans les quartiers "politique de la ville" des 14e et 20e arrondissements, de projets locaux de lutte contre l'isolement des familles monoparentales, notamment fondés sur l'émergence de solidarités de voisinage.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DFPE 377 - DPVI 248 : subventions et conventions avec les associations "APASO" et "Môm'rue ganne" pour l'expérimentation dans les quartiers "politique de la ville" des 14e et 20e arrondissements, de projets locaux de lutte contre l'isolement des familles monoparentales, notamment fondées sur l'émergence de solidarités de voisinage.

Monsieur BROSSAT, vous avez la parole.

M. Ian BROSSAT. - Monsieur le Maire, chers collègues, le rapport de la mission d'information et d'évaluation sur les familles monoparentales, que nous avons présenté en avril dernier, débouche aujourd'hui sur un certain nombre de mesures importantes.

Comme vous le savez, la situation est si précaire pour certaines de ces familles qu'il s'agit d'agir sans délai, et je ne peux que me féliciter de la réactivité de la Ville.

En effet, le nombre de familles monoparentales est de 40 % plus important à Paris qu'ailleurs et surtout, celles-ci, déjà négligées par la plupart des politiques sociales nationales, sont plus précaires que les autres. C'est la raison pour laquelle nous devons mieux les écouter, leur redonner confiance, leur faciliter la vie.

Comme nous l'avons montré dans le rapport de la mission d'information et d'évaluation, l'une des grandes vulnérabilités des familles monoparentales est l'isolement.

Dans la plupart des cas, la mère, de démarches en démarches, seule pour faire face au quotidien, n'a même plus le temps de solliciter de l'aide. Aller vers ces parents, nous rapprocher d'eux est donc essentiel. C'est d'ailleurs le sens du vœu que nous avons déposé, qui demande la généralisation des relais "info familles" dans chaque arrondissement ; c'est aussi le sens de ce projet de délibération, qui insiste sur les solidarités de voisinage et les coopérations de quartier, un élément essentiel pour ces familles qui ne peuvent trop souvent que s'en remettre à elles-mêmes.

Ainsi, dans le 14e arrondissement, l'association "APASO" propose de mettre en place un projet intitulé "espace local de coopération", c'est-à-dire un accompagnement de proximité.

Dans un contexte de mutualisation des échanges, des expériences, des compétences et des questionnements, les actions de l'association ont pour ambition de rapprocher les familles monoparentales et de les aider à s'insérer socialement.

Dans le 20e arrondissement, l'association "Môm'rue ganne" s'occupe, elle, d'un espace d'accueil pour de nombreuses familles, notamment monoparentales. Dans le cadre de la convention avec la Ville, une subvention importante va permettre la mise en place d'un espace de rencontres et d'échanges, de sorties le week-end grâce à un accueil personnalisé.

Ces deux associations et leurs projets s'inscrivent dans les préconisations de la mission d'information et d'évaluation et répondent en effet à des besoins des familles monoparentales.

Dans le cas de ces familles, le repli sur soi est courant. La répétition du quotidien, l'absence de moments de détente, de loisirs ou de sorties arrivent toujours trop vite. Plus que les autres, elles ont besoin de s'ouvrir vers l'extérieur, de nouer des liens avec d'autres familles, de vivre la ville entièrement.

Ce projet de délibération est une première étape dont il faut se réjouir, et nous nous en félicitons. Il s'agit évidemment d'un premier geste pour une cause qui en réclame bien d'autres.

Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question des familles monoparentales, je n'en doute pas, à l'occasion du budget, par le biais d'amendements que déposera mon groupe.

En tout état de cause, nous nous félicitons une fois de plus de ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci.

Madame Olivia POLSKI, vous avez la parole.

Mme Olivia POLSKI. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, il s'agit du deuxième projet de délibération faisant suite à l'amendement qui avait déjà été proposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés au budget prévisionnel 2011 et voté en Conseil de Paris le 2 décembre 2010, qui prévoyait l'attribution de 50.000 euros pour l'expérimentation de quatre projets menés autour des solidarités de voisinage pour les foyers monoparentaux dans les quartiers "politique de la ville".

En effet, comme l'avait d'ailleurs souligné la mission familles monoparentales, les foyers monoparentaux s'y retrouvent en moyenne surreprésentés, comme l'a dit mon collègue Ian BROSSAT, puisque 33 % des familles sont monoparentales dans ces quartiers, contre 28 % dans tout Paris.

Une première délibération a été votée au Conseil de Paris de juillet dernier, sous l'impulsion de Mmes les adjointes Gisèle STIEVENARD et Olga TROSTIANSKY, afin de financer des actions des associations "Adage" et "Projet 19", respectivement sur les quartiers Porte Montmartre-Porte de Clignancourt dans le 18e, et Danube dans le 19e.

Aujourd'hui, pour les deux derniers quartiers ciblés par l'expérimentation que nous allons voter, Porte de Vanves dans le 14e et Python-Duvernois dans le 20e, les associations "APASO" et "Môm' rue ganne" proposent deux nouvelles actions à destination des familles vivant dans des situations de précarité socioéconomique.

Comme il l'a été déjà dit précédemment, dans le quartier de la Porte de Vanves, il est donc proposé que l'association pour la prévention, l'accueil, le soutien et l'orientation, "APASO", qui mène déjà des actions, puisse monter un projet très innovant sur un espace local de coopération basé sur des échanges d'expérience et de savoir-faire pour les habitants du quartier.

Dans le 20e, "Môm' rue ganne"… on a déjà parlé de "Môm'artre", qui monte des projets dans plusieurs arrondissements. "Môm' rue ganne", qui gère déjà un espace d'accueil périscolaire sur le quartier depuis 2009, proposera la mise en place d'un espace de rencontres et d'échanges le week-end pour les familles monoparentales et les habitants du quartier Python-Duvernois.

Je me réjouis donc, comme mes collègues précédemment, de ces deux nouveaux projets innovants qui correspondent tout à fait aux préconisations de la mission sur les familles monoparentales, et je tiens d'ailleurs à remercier vivement pour leur action Mmes STIEVENARD et TROSTIANSKY.

Je vous remercie et vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir adopter ce projet de délibération.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce projet de délibération est relatif à l'expérimentation dans les quartiers "politique de la ville" des 14e et 20e, de deux projets de solidarité de voisinage, celui qui est porté par l'association "APASO", qui vise à favoriser les échanges de services et de compétences entre les familles monoparentales, et un second, porté par l'association "Môm' rue ganne", qui dépend du réseau "Môm'artre" que nous venons d'évoquer précédemment, et qui envisage de mettre en place un espace de rencontres et d'échanges le week-end pour les familles monoparentales.

Comme je viens de l'exprimer lors de la délibération précédente, et comme l'a d'ailleurs rappelé à l'instant Ian BROSSAT, dans le rapport que nous avons établi sur les familles monoparentales, nous avions présenté la proposition de développer la solidarité de voisinage.

En effet, nous l'avions vue mise en œuvre par les diverses associations que nous avons auditionnées ou bien aussi à la rencontre desquelles nous étions allés.

Or, les deux démarches que je viens de citer vont dans ce sens, et c'est pourquoi nous les approuvons.

En effet, tout ce qui favorise l'émergence de réseaux de solidarité de voisinage contribue à développer les nouvelles formes de solidarité. C'est bien d'ailleurs ce que nous ont demandé associations, experts, et les familles elles-mêmes.

Ces réseaux permettent l'émergence de nouvelles formes d'échanges et de services, qui ont toute leur valeur, non seulement pour les services eux-mêmes (garde ou éducation des enfants, par exemple, ou accès à la culture et aux loisirs, ou encore aide à la recherche d'emploi et aux démarches administratives), mais au moins autant pour les liens sociaux qu'ils créent contribuant ainsi à lutter contre l'isolement des parents de familles monoparentales et aidant à leur insertion.

Je termine cette intervention en rappelant que nous avions demandé qu'il y ait, comme le principe en avait d'ailleurs été accepté, un suivi de notre mission, c'est-à-dire que nous puissions effectivement suivre les mesures prises par la Ville de Paris pour voir leur conformité avec les recommandations de la mission.

Tout en me réjouissant de constater que tel est bien le cas pour ces projets de délibération que nous votons à présent, je souhaiterais vivement voir ce vœu se formaliser, comme cela avait d'ailleurs été annoncé et rappelé avant l'été en conférence d'organisation.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Pour vous répondre, la parole est à Mme TROSTIANSKY et ensuite à Mme STIEVENARD.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Monsieur le Maire, très rapidement peut-être pour se réjouir comme vous de cette expérimentation que nous menons conjointement avec Gisèle STIEVENARD, afin de faire émerger des réseaux de solidarité de voisinage à destination des foyers monoparentaux, dans les quartiers "politique de la ville".

Cette expérimentation va être mise en œuvre dans quatre quartiers "politique de la ville", dont les taux de foyers monoparentaux dépassent 40 % des familles.

L'essentiel a été dit et présenté par les trois orateurs. Nous serons, avec Gisèle STIEVENARD, très attentives aux résultats de cette expérimentation, qui nous permettent d'apporter des solutions adaptées aux territoires, concrètes, innovantes, aux difficultés quotidiennes rencontrées par les foyers monoparentaux.

Par rapport à la question précise de Mme DOUVIN, je voulais dire que nous nous étions effectivement engagés au Conseil de Paris et nous avons déjà préparé le travail avec le Secrétariat général, afin de rendre compte du suivi du plan d'action voté par le Conseil de Paris. Ce compte rendu se fera, je pense, un an après, c'est-à-dire en mai 2012, le temps que les directions et les services aient pu réfléchir et nous aider aussi à avancer sur les préconisations.

Donc, comme nous l'avons proposé et tel que cela a été voté dans le vœu, nous ferons ce compte rendu en 6e Commission.

Voilà, Monsieur le Maire, les éléments que je voulais apporter aux différents points qui ont été évoqués.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Madame STIEVENARD, vous avez la parole.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, au nom de la 5e Commission. - Je veux simplement remercier les oratrices et orateurs qui s'intéressent à ce sujet qui le mérite amplement.

Ce sont des projets de délibération très utiles, d'un coût somme toute modeste, qui rendent de réels services aux familles monoparentales.

Elles sont suivies avec attention au-delà de Paris. Cela s'inscrit dans le versant de ma délégation qui traite de l'engagement solidaire. On voit qu'il y a encore beaucoup de pistes à explorer pour réellement être en soutien aux familles monoparentales et leur permettre de souffler.

Je remercie chaleureusement la D.P.V.I. et la Mission familles, qui se sont fortement impliquées dans la réalisation de ces beaux projets, dont nous ferons le bilan après un an d'expérimentation.

Il y aura matière éventuellement à les étendre sur le territoire parisien, mais nous avons fait le choix d'inscrire ces actions prioritairement dans les quartiers populaires parisiens.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 377 - DPVI 248.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DFPE 377 - DPVI 248).

2011, DASCO 102 - Subvention contractuelle (52.875 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 1er arrondissement.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la demande de réajustement du montant de la subvention contractuelle de la Ville à la Caisse des écoles du 1er.
2011, DASCO 107 - Subvention contractuelle (18.849 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 6e arrondissement.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la demande de réajustement du montant de la subvention contractuelle de la Ville à la Caisse des écoles du 1er.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DASCO 102, sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé le vœu n° 49. Il s'agit d'une subvention contractuelle et d'une convention avec la Caisse des écoles du 1er arrondissement.

Monsieur LEGARET, vous avez la parole.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, je voulais présenter ce vœu qui se suffit à lui-même.

Nous demandons le réajustement de la subvention contractuelle de la Caisse des écoles du 1er arrondissement et nous demandons le rétablissement à son niveau de 2010, en faisant observer que, pour tout ce qui concerne la part restauration de la subvention contractuelle, il est proposé de la passer de 55.548 en 2010 à 47.863, soit une baisse de près de 14 %.

Nous nous sommes rencontrés, avec Mme Colombe BROSSEL, jeudi dernier. Elle m'a expliqué qu'on allait travailler sur de nouveaux critères, de nouvelles modalités de subvention, ce dont nous acceptons bien entendu le principe.

Je lui signale d'ailleurs que le coût de revient par repas que l'on a évoqué ce jour-là n'est effectivement pas conforme aux modalités du nouveau marché. Il faudra que l'on puisse avoir une nouvelle discussion sur la base du nouveau marché qui a été passé par la Caisse des écoles du 1er arrondissement.

Nous demandons pour l'instant le rétablissement du montant de la subvention sur le système de subventionnement antérieur, qui a cours jusqu'au quart d'heure présent. Nous ne comprenons pas que, en dépit des efforts qui ont été faits par la Caisse des écoles du 1er arrondissement, notamment l'introduction de plus en plus importante du bio dans l'alimentation, on nous impose une réduction de notre subvention d'une telle importance et dont nous ne comprenons pas la justification.

Nous proposons effectivement le maintien et le rétablissement sur les bases de calcul antérieures.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

La parole est à Mme BROSSEL, pour vous rassurer, Monsieur LEGARET.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, au nom de la 7e Commission. - Si je peux me permettre une suggestion, il y avait d'autres inscriptions sur les subventions contractuelles. Je ne vois pas les autres inscrits. Il faut peut-être faire les deux interventions avant que je réponde.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Très bonne idée.

Monsieur LECOQ, vous avez la parole.

M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement. - Cela me paraît également une bonne idée.

Monsieur le Maire, Madame la Maire, chers collègues, j'ai souhaité intervenir sur cette subvention versée à la Caisse des écoles du 6e arrondissement, mais mon propos englobera l'ensemble du problème que nous connaissons avec nos Caisses des écoles.

Laissez-moi effectivement, comme vient de le faire Jean-François LEGARET, rappeler à Mme BROSSEL (qui le sait bien) qu'elle nous avait dit à plusieurs reprises - et d'ailleurs des consultations ont été effectivement entreprises, tant avec nous-mêmes qu'avec nos directeurs des Caisses des écoles - que le régime de subventionnement des 20 Caisses devait changer et, nous avait-on dit, serait présenté (dans un premier temps on nous avait dit avant l'été 2011, maintenant nous croyons comprendre que cela sera avant la fin de l'année, il faut donc sans doute se dépêcher), une modification de ce régime de subventionnement. Nous avons compris que seraient prises en compte les dépenses réelles engagées par chaque Caisse.

Madame la Maire, pouvez-vous nous dire où vous en êtes de l'élaboration de cette réforme ? Rencontrez-vous des difficultés avec certains maires, avec certains de vos amis maires ? Cela expliquerait peut-être - mais je ne veux pas faire de procès d'intention - le retard que prend cette réforme.

A partir du moment où vous travaillez sur ce dossier, qui est un dossier d'importance, pour quelle raison avez-vous voulu faire adopter, j'allais dire un peu à la dernière minute, ces nouvelles subventions contractuelles consenties pour 2011, mais dont les montants, pardonnez-moi, constituent (je vais employer un terme un peu fort) une provocation ?

En effet, alors que, si je les totalise, les subventions attribuées aux huit mairies d'Opposition atteignaient 13 % en 2009, contre 87 % pour les 12 mairies faisant partie de la Majorité municipale, ce total est passé à moins de 12 % en 2010 et à moins de 10 % en 2011. C'est-à-dire que l'on progresse, mais l'on progresse à rebours.

Quelles sont les raisons qui justifient un rapport de un à cinq entre certaines Caisses, alors que l'exposé des motifs de chacun des projets de délibération afférents à ces subventions ne l'explique absolument pas ? Ou plutôt on nous dit que certaines ont introduit le bio, mais toutes sont actuellement en train d'introduire le bio et je n'évoque pas, par charité, les subventions exceptionnelles accordées régulièrement, et notamment depuis plusieurs années : en 2011, 640.000 euros à la caisse des écoles du 18e, sans parler de la situation ubuesque du 4e arrondissement qui recevra 450.000 euros en 2011, après 250.000 euros en 2010 et 130.000 euros en 2012.

Je vous demande donc, mes chers collègues, que nous ayons une vision claire de la politique adoptée vis-à-vis de chaque caisse et d'ailleurs, à partir du moment où vous voulez changer le mode de subventionnement, je crois qu'il serait bon - nous savons qu'une étude a été diligentée et nous en avons d'ailleurs reçu les premiers éléments - que soit portée à la connaissance du Conseil la situation financière exacte de chaque caisse, quelle est sa politique de facturation et de recouvrement, car il faut, non seulement, facturer mais également recouvrer, et j'ai le sentiment que certaines caisses ont un petit peu de mal à recouvrer, et quand je dis un peu de mal, c'est un euphémisme, et puis, également, tenir compte de certaines ventes exceptionnelles.

J'ai appris, par exemple, en lisant une revue d'une commune de Loire-Atlantique, que la caisse des écoles du 12e arrondissement avait vendu un bien exceptionnel qui allait être transformé en complexe de thalassothérapie. Je m'en réjouis pour la caisse des écoles du 12e arrondissement, mais, là encore, je crois qu'il faut que les choses soient dites et qu'elles soient claires.

La situation financière de chaque caisse n'est pas la même, c'est normal, ce sont des caisses autonomes, elles ont d'ailleurs un statut spécifique ; c'est vrai que sur ce sujet, nous avons déjà débattu l'année dernière, nous n'étions pas d'accord, en ce qui concerne notre capacité de fixer la politique de prix. Je crois que si vous voulez véritablement prendre en compte la situation de chaque caisse, il faut qu'il y ait un état des lieux, un diagnostic qui soit clair, et c'est ce que j'appelle de mes vœux, en tout cas, pour une de nos prochaines séances.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup pour ces nouvelles en direct du Pouliguen et de "Ouest-France".

La parole est à Mme BROSSEL pour vous répondre.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, rapporteure. - Pornichet ! Le Pouliguen, c'était ailleurs.

Merci beaucoup, Messieurs, pour vos interventions.

Si vous le permettez, je vais peut-être reprendre les choses un peu plus globalement et répondre aux interrogations de M. LECOQ, puis j'en viendrai au vœu qui est plus spécifique au 1er arrondissement.

Comme je vous l'avais annoncé, et c'est une discussion que nous avions eue avec l'ensemble des maires d'arrondissement qui ont souhaité me rencontrer sur le principe, effectivement, je suis en train de rencontrer aujourd'hui l'ensemble des maires d'arrondissement sur une proposition d'un nouveau mode de relation entre les caisses des écoles et la Ville de Paris, nouveau mode de relation, j'insiste, parce que s'il y a une dimension financière, il me semble aussi qu'il est important de mettre en place un cadre de relations stratégiques et un cadre de relations pluriannuelles entre la Ville de Paris et les caisses des écoles.

Je suis donc, en ce moment même, après avoir évoqué les principes avec un certain nombre de maires d'arrondissement, après que la DASCO a travaillé avec vos directeurs de caisses des écoles, en train de rencontrer les 20 maires d'arrondissement pour que nous puissions adopter en décembre - voilà quel serait le calendrier prévisionnel - une délibération.

Pourquoi en décembre ? C'est, pour le coup, le travail avec les directeurs de caisses qui a fait émerger le fait que les caisses des écoles fonctionnant avec une comptabilité sur l'année civile et non pas sur l'année scolaire, il était important de démarrer un nouveau mode de financement au 1er janvier, d'où un projet de délibération au mois de décembre, d'où un dernier vote, je l'espère, c'est notre assemblée qui en décidera, d'une subvention contractuelle, puisque la proposition que je suis en train de présenter à l'ensemble des maires d'arrondissement verrait la disparition de la subvention contractuelle, dont je suis d'ailleurs prête, en public et en séance du Conseil, à vous concéder un certain nombre d'inconvénients et de faiblesses. Je ne trouve pas ce mode de fonctionnement satisfaisant, nous avons eu l'occasion d'échanger ici ou ailleurs sur ce sujet et nous devrions voir la disparition de la subvention contractuelle, ce dont, je pense, personne ne se plaindra.

Vous avez posé un certain nombre de questions, Monsieur LECOQ, sur la diversité des informations, sur le besoin d'avoir des informations complètes et précises et dans une vision parisienne. En vous écoutant, je me disais que sur les items que vous pointiez, beaucoup des réponses se trouvaient dans l'audit de Service Public 2000, puisque j'ai souhaité que l'ensemble des maires d'arrondissement disposent de l'audit de Service Public 2000, puisque, à dessein, ne souhaitant pas que la DASCO soit - pardon, Madame la directrice - juge et partie, j'ai souhaité que l'on confie à un cabinet extérieur ce travail d'audit. Je pense qu'un certain nombre de réponses s'y trouvent.

La comparaison que vous effectuez sur les modalités de financement - vous avez pointé un certain nombre de pourcentages - ne me paraît pas exacte en termes de méthodologie, puisqu'elle inclut la globalité des subventions contractuelles dont fait partie le financement des séjours de vacances et, pour le coup, il y a bien, dans la subvention contractuelle, deux parties : la partie restauration et la partie séjours de vacances, qui, d'ailleurs, à terme, ne devra plus faire partie du financement de la restauration scolaire. Vous conviendrez avec moi que les séjours de vacances ne sont pas de la restauration scolaire.

De ce point de vue, il me semble que les totaux que vous avez faits et leur décroissance ne me paraissent pas justes méthodologiquement.

Enfin, pour terminer, rendez-vous en décembre, Monsieur LECOQ, pour que nous ayons un débat sur le nouveau mode de relation entre la Ville et les caisses des écoles. D'ici là, j'aurai rencontré l'ensemble des maires d'arrondissement.

Pour terminer sur le vœu de M. LEGARET, comme j'ai eu l'occasion de vous l'écrire, la subvention contractuelle de l'année dernière portait une part importante d'accompagnement de la réforme des tarifs, puisque la réforme des tarifs a été l'occasion, dans un certain nombre de caisses des écoles, de mettre en place, soit des nouveaux logiciels, soit de la formation des différents acteurs, et donc ce montant avait été pris en compte dans les différentes subventions contractuelles pour les 20 caisses des écoles, au regard de ce qui avait été fait dans chacune d'entre elles.

Cette année, les montants de formation qui ont été transmis à la DASCO étaient d'un montant notablement inférieur. C'est la raison pour laquelle le montant de la subvention contractuelle a baissé.

C'est la raison pour laquelle j'apporterai un avis négatif à votre vœu.

Par ailleurs, nous poursuivrons, évidemment, la discussion sur le sujet que vous avez évoqué et que nous avions évoqué dans votre bureau sur l'impact du nouveau marché sur la caisse du 1er arrondissement.

Je vous remercie et vous prie de m'excuser d'avoir été un peu longue.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

On va un petit peu accélérer.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 49 assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 102.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DASCO 102).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 107.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DASCO 107).

Merci, mes chers collègues.

Le retard se résorbe, mais, néanmoins, nous sommes toujours dans une perspective de séance de nuit.

Vœu déposé par les groupes Communiste et élus du Parti de Gauche et socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'arrivée de personnels contractuels au sein des écoles parisiennes.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu n° 50 qui ne se rattache à aucun projet de délibération.

Ce vœu, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, est relatif à l'arrivée de personnels contractuels au sein des écoles parisiennes.

Monsieur BROSSAT, vous avez la parole.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

On n'a pas fini de mesurer les conséquences de la casse de l'Education nationale à laquelle le Gouvernement se livre avec beaucoup de méthode. On a ainsi découvert, à la fin du mois dernier, que 180 étudiants en deuxième année de Master en 2010-2011 ou déjà titulaires de ce diplôme, ayant échoué au concours 2011 de recrutement des enseignants ont été destinataires d'un courrier du Rectorat de Paris, où il leur était proposé, sur la base d'un contrat public, d'assurer un service complet d'enseignement devant classe pour une période qui pourrait aller de quelques semaines à quelques mois. En réalité, il s'agit ni plus ni moins que de l'introduction de personnels contractuels au sein des écoles parisiennes sur fond, vous le savez bien, de suppressions de postes massives : 77 suppressions de postes de professeurs des écoles à la rentrée 2011 à Paris.

Cette introduction de personnels contractuels n'est bonne pour personne, pas bonne pour les élèves, pas bonne non plus pour ces jeunes qui, du coup, se trouvent en situation de précarité.

L'objet de ce vœu est que le Maire de Paris interpelle le Ministre de l'Education nationale pour que soient recrutés dans les meilleurs délais des personnels sur la liste complémentaire au concours de professeurs des écoles de la session 2011 et que soit augmenté le nombre de places offertes au concours à Paris.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Mme BROSSEL pour vous répondre.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci, Monsieur BROSSAT. Je pourrais répondre longuement à votre interpellation. C'est une habitude que nous avons dans ce Conseil, mais le retard qui est le nôtre et le caractère un peu défaillant de ma voix vont me priver de ce plaisir !

Evidemment, j'apporterai un avis extrêmement favorable à votre vœu, avec, en rappel, en toile de fond, le contexte extrêmement défavorable dans lequel nous sommes puisque, de nouveau, le budget 2012 de l'Education nationale prévoit 14.000 suppressions de postes. C'est donc de nouveau des enseignants qui ne seront plus devant les classes, c'est de nouveau des classes surchargées, c'est de nouveau des professeurs qui ne seront pas remplacés et c'est donc peu à peu, lentement mais inexorablement, la destruction de notre système public d'éducation nationale.

Vous comprendrez donc que j'apporte un avis extrêmement favorable à ce vœu.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Avant de passer au vote, explication de vote du groupe U.M.P.P.A. par M. MENGUY.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais vous lire juste un des considérants du vœu : "Considérant que le recours à du personnel contractuel aura, faute d'une formation adaptée, des conséquences préjudiciables sur les conditions d'apprentissage des élèves."

Voilà, mes chers collègues, nous y sommes : voilà révélé finalement le point le plus important pour la gauche en matière de politique éducative. Ce n'est pas, finalement, la qualité et le professionnalisme des enseignants qui pourraient être recrutés, ce n'est même pas le fait qu'ils soient recrutés, ce qui compte pour vous et qui fait la qualité, c'est finalement qu'ils soient contractuels ou non, alors même que, dans votre vœu, vous précisez que ces 180 destinataires du courrier du Rectorat étaient soit étudiants en deuxième année de Master, soit même déjà titulaires de ce diplôme.

On voit là une position idéologique de la gauche qui veut du recrutement à tour de bras, qui veut des fonctionnaires à tour de bras, dans une logique quantitative, alors même que, depuis 1990, il y a plus d'enseignants, il y a moins d'élèves. Nous, nous refusons cette logique purement comptable, purement quantitative parce que nous pensons que l'éducation, c'est aussi une question de qualité et d'enseignement adapté aux besoins non seulement des élèves mais aussi du corps professoral.

Compte tenu de ces éléments, compte tenu de la contradiction même qui est dans ce vœu, nous voterons, bien évidemment, contre un tel dispositif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 293).

2011, DJS 403 - Signature d'une convention annuelle de mise à disposition, à titre précaire, de locaux avec Les M.A.C.A.Q. Troubadours (17e).
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'implantation d'une crèche dans les locaux du 123, rue de Tocqueville (17e).
Vœu déposé par le groupe CI relatif à l'occupation du 123, rue de Tocqueville (17e) par l'association "les Macaq-Troubadours".
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DJS 403, sur lequel trois vœux ont été déposés : signature d'une convention annuelle de mise à disposition à titre précaire de locaux avec "Les Macaq Troubadours" dans le 17e.

Monsieur Jérôme DUBUS, vous avez la parole.

M. Jérôme DUBUS. - Mes chers collègues, dossier Macaq suite et fin !

On peut se poser la question.

Suite, oui, puisque, aujourd'hui, nous avons un nouveau projet de délibération.

Fin, je n'en suis pas certain, car de nombreuses zones d'ombre subsistent encore.

Lors du Conseil de Paris du 7 février dernier, j'avais, par une question d'actualité, interpellé le Maire sur les privilèges dont bénéficiait cette association depuis plusieurs années. J'avais, à cette occasion, demandé qu'une enquête de l'Inspection générale des services soit diligentée par l'Exécutif sur les agissements de "Macaq". Cette enquête a été engagée le 3 février et le rapport rendu public le 1er septembre. La lettre de saisine du Maire était très limitative et le rapport est à l'image de la lettre : limité, partial et loin de la réalité du mode de fonctionnement de cette association.

Il paraît - je cite le rapport de l'Inspection - que "les Macaq foisonnent d'idées".

En matière de sous-location de surfaces liant "Les Macaq" à la Ville ou à "Paris Habitat" par des baux précaires, il y a en effet foisonnement d'idées !

En matière d'obtention de marchés de centres d'animation, comme le centre du 13e, il y a, en effet, foisonnement d'idées.

Mais, de tout cela, il n'en est pas question dans ce rapport.

Ce projet de délibération est d'ailleurs assez curieux. On constate l'illégalité indéniable de la gestion "Macaq", notamment en matière de sous-location, au 24, rue de la Banque comme au 123, rue de Tocqueville dans le 17e, siège de l'association. Pour la seule année 2009 et uniquement pour l'adresse du 17e, on constate une recette de sous-location de 12.500 euros à deux sociétés.

Mais vous n'en tirez pas les conséquences et vous les tirez seulement à terme : pourquoi "Les Macaq", puisque la faute est clairement constatée, devraient-ils être autorisés à rester dans les lieux jusqu'en mars 2012 ?

C'est immédiatement que cette association devrait quitter les lieux, cette adresse ; toutes les fautes sont lourdes et récurrentes. Non, il ne s'agit pas de faute de jeunesse ou d'amateurisme dans la gestion de cette association ! Il s'agit, bien au contraire, d'un système bien organisé, professionnel, qui a duré plusieurs années, à l'insu de la Ville, de "Paris Habitat" ou d'autres structures.

Assez de fausse naïveté !

La Ville doit également demander le remboursement du loyer du 123, rue de Tocqueville, conformément à l'article 12 de la convention d'objectifs qui vous lie à l'association.

C'est l'objet de notre vœu qui a pour objectif une application totale, et non pas partielle, des conclusions qui s'imposent sur ce dossier.

Mes chers collègues, Monsieur JULLIARD, ne vous réjouissez pas trop vite ! Nous reparlerons des Macaq plus vite que vous ne l'imaginez. Peut-être pas dans cet hémicycle mais plutôt dans l'hémicycle régional de la rue Barbet-de-Jouy !

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Mme KUSTER, qui arrive d'une réunion que j'ai organisée sur le cinéma. Ensuite, M. Bruno JULLIARD prendra la parole également.

Madame KUSTER ?

J'espère que la réunion s'est bien passée !

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous savez d'où j'arrive puisque j'étais avec vos services.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Tout à fait, c'était dans mes bureaux !

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - J'interviens suite à Jérôme DUBUS qui a déjà dû s'exprimer sur le sujet correspondant à un vœu relatif à l'utilisation des locaux qui sont au 123, rue de Tocqueville. Ce n'est pas la première fois que je suis amenée à m'exprimer sur l'utilisation de ces locaux au sein de cet hémicycle. Je voudrais me faire le porte-parole de l'équipe municipale du 17e, pour qu'une réflexion soit menée pour une nouvelle utilisation de ces locaux.

Vous le savez, nous sommes en grand déficit de places en crèche, dans notre arrondissement comme ailleurs, et la surface du 123, rue de Tocqueville qui va être bientôt libérée est à peu près de 500 mètres carrés, ce qui nous permettrait évidemment d'installer là une structure de petite enfance.

Le bail prenant fin prochainement, comme cela a été, j'imagine, rappelé il y a quelques instants, nous souhaitons que soit proposé en remplacement cet équipement de proximité de petite enfance.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Monsieur JULLIARD ?

M. Bruno JULLIARD, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous développons, avec Jérôme DUBUS, un certain don de répétition, Conseil après Conseil, mais comme l'heure tourne, je ferai peut-être plus bref que les fois précédentes et j'éviterai de trop répéter.

Le projet de délibération qui vous est proposé aujourd'hui porte sur le renouvellement de la convention d'occupation précaire pour une durée de trois mois, donc du 1er décembre jusqu'à fin février, qui est soumis à vos voix aujourd'hui. Ce projet de délibération fait, en effet, suite aux évènements survenus en début d'année, notamment rue de la Banque, qui avaient amené le Maire de Paris à demander un rapport à l'Inspection générale sur l'utilisation des subventions de la Mairie de Paris par l'association "Macaq". Ce rapport a été rendu public le 1er septembre dernier, y compris d'ailleurs à la suite d'un certain nombre d'articles de presse révélant certaines pratiques de l'association.

Le rapport de l'Inspection générale n'est pas incomplet, n'est pas partial, mais il note avec rigueur à la fois les aspects positifs de la gestion de "Macaq" et, en même temps, un certain nombre de dysfonctionnements, notamment comptables, de l'association "Macaq".

Le Maire de Paris a pris un certain nombre de décisions, suite à ces dysfonctionnements, notamment la fin des subventions au titre de l'année 2011 jusqu'à ce que "Macaq" puisse être en mesure de se conformer à l'ensemble des recommandations de l'Inspection générale. Il a également décidé de mettre fin au bail d'occupation précaire, dont l'association bénéficie, au 123, rue de Tocqueville, à compter du 1er mars 2012.

La raison pour laquelle nous souhaitons prolonger de trois mois le bail d'occupation précaire, c'est qu'il faut d'abord laisser à l'association le temps de gérer, auprès du public parisien, notamment du 17e arrondissement, la continuité des activités et les animations qui ont été reconnues comme étant de bonne qualité et en grand nombre, par bon nombre d'habitants du 17e arrondissement.

Il faut également gérer les activités d'autres associations qui sont elles-mêmes localisées ponctuellement dans les locaux de la rue de Tocqueville. Il faut donc que ces trois mois soient utiles pour gérer ces situations.

Enfin, je vous rappelle qu'il y a le sort, Monsieur DUBUS, d'un certain nombre de salariés, et il appartient à l'association, mais aussi à nous-mêmes, d'assumer le fait que ces salariés soient bien traités par l'association "Macaq".

J'émets donc un avis négatif au vœu n° 52 déposé par le groupe Centre et Indépendants.

Concernant le vœu de la mairie du 17e arrondissement, il nous faut effectivement utiliser les trois mois qui viennent, et la suite, pour enclencher un certain nombre d'études, pour étudier différentes hypothèses de localisation d'activités dans cet immeuble du 123, rue de Tocqueville.

J'ai proposé au nom de l'Exécutif un vœu bis, qui permet que nous étudiions l'ensemble des possibilités d'implantation de structures dans cet immeuble, qui est assez particulier. Votre prédécesseur, Madame la Maire, avait proposé l'implantation d'une antenne de commissariat, il y a quelques années, ce n'était pas possible. Nous avions essayé d'y mettre également des logements, cela n'est pas non plus possible, puisque l'architecture de ce lieu est bien particulière.

Je vous propose que, dans ce vœu bis présenté par l'Exécutif, nous évaluions l'ensemble des propositions, y compris - c'est notamment noté dans les considérants - la proposition de la mairie du 17e d'implanter un équipement de petite enfance dans ces locaux, notamment au rez-de-chaussée et au premier étage - j'en ai parlé à l'adjoint au Maire concerné. D'autres hypothèses peuvent exister.

Je vous propose qu'en lien avec vous-même, votre équipe, les associations, les directions, nous puissions évaluer l'ensemble des hypothèses et, en effet, comme cela a été prévu d'ailleurs depuis 2007, que nous ayons une destination pérenne pour l'ensemble de l'immeuble.

Je souhaite le faire en concertation évidemment avec l'ensemble des parties prenantes, dont la mairie du 17e.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Le vœu n° 51 est-il maintenu ou retiré ?

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Je le maintiens et, si vous le permettez, je m'en explique.

D'abord, je remercie l'esprit d'ouverture de M. JULLIARD, mais je voudrais lui rappeler que la proposition que nous avons faite, concernant cet équipement de petite enfance, n'est pas nouvelle, et que nous avions déjà demandé à la Ville la faisabilité et une étude technique sur ce sujet.

Nous avions été amenés à faire cette proposition, lorsque nous avions déjà proposé qu'il y ait dans ces locaux la Maison des associations du 17e. Je voudrais insister car nous ne partons pas de rien. Je ne voudrais pas que, sous couvert de regarder ce que l'on peut faire…Mais j'entends aussi cette proposition.

Donc, nous voterons votre vœu, Monsieur JULLIARD, et je vous remercie d'y associer les élus du 17e. Néanmoins, nous souhaitons particulièrement, en raison du déficit de places en crèche de la Plaine Monceau, maintenir notre souhait prioritaire d'un établissement de petite enfance dans ces locaux.

M. Bruno JULLIARD, adjoint, rapporteur. - Etant donné la rédaction du vœu, je ne peux malheureusement qu'émettre un avis défavorable, puisque vous ne proposez pas des études pour l'implantation d'un équipement de petite enfance mais vous proposez que nous décidions de l'implantation et, sans étude préalable, nous sommes en incapacité, avec mon collègue NAJDOVSKI, d'émettre un avis favorable.

C'est donc un avis défavorable pour le vœu et favorable pour le vœu de l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 51 présenté par le groupe U.M.P.P.A. avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le vœu bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 294).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 52 du groupe Centre et Indépendants avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 403.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DJS 403).

2011, DFPE 48 - Subvention (94.021 euros) et avenant n° 2 avec l'association L'Oeuvre de la Chaussée du Maine-Céasil (15e) pour la crèche collective Plein Ciel.
2011, DFPE 49 - Subvention (98.336 euros) et avenant n° 2 avec l'association l'Oeuvre de la Chaussée du Maine Céasil (15e) pour la halte garderie du même nom.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant les projets de délibération DFPE 48 et DFPE 49 sur lesquels le groupe U.M.P.P.A. a déposé deux amendements n° 53 et n° 54.

Il s'agit pour le projet de délibération DFPE 48 d'une subvention et d'un avenant n° 2 avec l'association "Œuvre de la chaussée du Maine-Céasil" dans le 15e arrondissement, pour la crèche collective Plein Ciel.

Ensuite, pour le DFPE 49, il s'agit de la subvention et de l'avenant n° 2 avec l'association "Œuvre de la chaussée du Maine-Céasil" pour la halte-garderie du même nom.

Je donne la parole à Mme MACÉ de LÉPINAY.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci, Monsieur le Maire.

Je serai très rapide et m'exprimerai effectivement sur les deux projets de délibération et sur les deux amendements, concernant l'attribution de la subvention à l'OCM-Céasil pour la gestion de la halte-garderie et de la crèche de la rue Vigée Lebrun.

L'OCM-Céasil est une association très active dans un quartier difficile où elle gère un centre social à destination des adultes, des enfants et des tout-petits.

Or, vous nous proposez de baisser les subventions de la Ville pour la halte-garderie et pour la crèche, et ceci sans raison particulière. Cette baisse, qui correspond à 4 % du budget total des deux établissements, risque de mettre en péril leur fonctionnement.

C'est pourquoi, après le rapport de Françoise MALASSIS, adjointe au Maire chargée de la Petite enfance devant le Conseil du 15e arrondissement, nous vous proposons ces deux amendements, visant à rétablir le montant de la subvention au niveau qu'il avait atteint l'année dernière.

Je vous remercie, Monsieur le Maire.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup, Madame de LÉPINAY.

Monsieur NAJDOVSKI, pour répondre.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais dire aux élus du groupe U.M.P.P.A. et à l'Assemblée que, pour chaque établissement et chaque association subventionnés par la Ville de Paris, les demandes formulées font l'objet d'un examen attentif par les services de la Direction des Familles et de la Petite Enfance.

Le montant des subventions est évalué au regard de ces demandes et au regard des éléments apportés, à savoir le taux d'occupation, le taux de fréquentation, les prévisions de dépenses. Cela concerne les achats, les services extérieurs, les rémunérations, les taxes, les charges, les provisions. Cela concerne aussi les prévisions de recettes, avec les prestations versées par la C.A.F. et aussi les participations familiales.

C'est avec cette méthode éprouvée qu'a été suivie l'instruction de la demande de subvention de l'OCM-Céasil. Lors de l'examen de ces demandes de subventions, qui sont présentées par l'association, et des budgets prévisionnels de 2011, il a été constaté que certains postes de dépenses présentaient des hausses importantes ou qui n'étaient pas justifiées.

Les subventions ont donc été calculées sur la base de budgets cadrés. Ainsi les frais de siège ont été gelés, l'augmentation des postes achats a été limité à + 3 % pour la halte-garderie au lieu de + 23 % demandés, et à + 15 % pour la crèche au lieu de + 29 % demandés.

Les dépenses de personnel ont été revues et limitées pour la halte-garderie, notamment aux seuls agents en poste en 2011, puisque jusqu'à l'année 2010 était en effet en poste une directrice qui n'a pas été remplacée.

Concernant la crèche, la proposition de subvention, bien qu'inférieure à celle souhaitée par l'association, est la plus élevée depuis 2006, Madame MACÉ de LEPINAY, je le précise.

Concernant la halte-garderie, la subvention est en baisse, mais cette baisse s'explique par les raisons que je viens de vous citer. En outre, l'association incluait, dans ses demandes de subvention pour 2011, une provision pour frais prud'homaux, qui ne sont pour l'heure que des frais éventuels.

Certes, la trésorerie de cette association est tendue depuis plusieurs années, mais sa situation fait l'objet d'un suivi attentif par les services. L'association a été reçue à plusieurs reprises en 2010 et 2011, et ce suivi sera bien entendu poursuivi.

J'ajoute par ailleurs que je me suis rendu dans le 15e arrondissement, au siège de l'association, que j'ai visité la crèche et la halte-garderie, et que je connais bien M. HOUSSIN que j'ai rencontré à de multiples reprise, y compris ici à l'Hôtel de Ville encore dernièrement.

Lors de la dernière réunion qui s'est tenue entre la DFPE et l'association le 18 octobre dernier, il a été convenu que l'association transmette à la DFPE des éléments précis d'actualisation de sa trésorerie. La DFPE est en attente depuis cette date de ces éléments.

Un audit a été réalisé en 2010 par des consultants extérieurs, en accord avec l'association, et la Ville a conclu que la situation financière de l'association était, certes, fragile mais que la stabilisation de l'équipe et une diminution de certains postes de dépense devraient permettre d'améliorer sensiblement cette situation.

Pour conclure, je dirai que nous sommes attentifs à la situation de cette association. Nous l'accompagnons avec bienveillance et vigilance afin que soit garantie et pérennisée son activité, contrairement à ce qui était affirmé dans l'un des considérants de l'amendement.

Compte tenu des éléments que j'ai cités précédemment et qui sont précisés dans cette réponse, l'Exécutif émet un avis défavorable à ces deux amendements.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Explication de vote, n'est-ce pas ?

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je ne peux pas partager les explications de M. NAJDOVSKI dans la mesure où… j'ai bien entendu ses explications techniques, mais il faut bien dire que cela aboutit à une réduction d'environ un quart des subventions.

Qu'il y ait un audit, des dépenses à reconsidérer, très bien, mais je pense qu'il vaut mieux d'abord avoir les résultats de cet audit, que des économies soient faites et qu'ensuite, on réduise la subvention.

Là, je maintiens le fait que cela risque de mettre en difficulté budgétaire et financière cette association qui l'est déjà. Mon inquiétude est qu'en limitant, et même en diminuant d'un quart, ce qui est très important, les subventions pour cette association qui gère des crèches, mais pas seulement, qui gère un centre social, on ne fragilise ce centre social.

J'ose espérer que cela ne préfigure pas un abandon par la Mairie de Paris de ce centre social. Nous n'en avons que deux dans le 15e. Celui-ci est dans un quartier extrêmement difficile, M. NAJDOVSKI le sait bien car il y est allé, comme il l'a rappelé. Ce centre social fait un travail important très important, qui est pour beaucoup de familles du secteur le seul lieu où elles peuvent avoir un certain nombres d'activités ; il joue un rôle très important pour le lien social dans ce quartier difficile du 15e, et je voudrais alerter la Ville : je pense que ce n'est pas là qu'il faut faire des économies de cette importance.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Mme MACÉ de LÉPINAY avait déjà expliqué votre position.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 53, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 53 est donc rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 48.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est donc adopté. (2011, DFPE 48).

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 54, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 54 est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 49.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DFPE 49).

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la création d'un Relais assistantes maternelles dans le 16e.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen de vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération.

Le vœu n° 55 déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la création d'un Relais assistantes maternelles dans le 16e arrondissement.

Monsieur Pierre AURIACOMBE, vous avez la parole.

M. Pierre AURIACOMBE. - Merci, Monsieur le Maire.

Les problèmes de places en crèche et des gardes d'enfants dans le 16e arrondissement sont des problèmes récurrents, vous le savez fort bien.

Nous sommes en effet l'arrondissement le plus mal loti en matière de places en crèche par rapport au nombre d'enfants.

Parallèlement à cela, nous pouvons constater le succès des Relais d'Assistantes Maternelles, les R.A.M., qui tendent à se multiplier dans Paris, dans le 10e, le 12e, le 13e, 14e, 15e, 17e, 18e, 19e et 20e, et nous souhaitons aujourd'hui que ce dispositif soit mis en place également dans le 16e arrondissement.

D'où le vœu émis par M. Claude GOASGUEN, vœu voté à l'unanimité, tant par les élus socialistes que par les élus U.M.P. et Centre, demandant qu'un Relais d'Assistantes Maternelles soit créé dans le 16e arrondissement.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Monsieur NAJDOVSKI, vous avez la parole.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Il y a un an, au Conseil de Paris de novembre 2010, nous avions déjà voté un vœu déposé par les élus du groupe U.M.P.P.A., demandant qu'un Relais Assistantes Maternelles soit implanté dans le 16e arrondissement.

Le vœu que nous examinons aujourd'hui est rigoureusement identique à celui qui avait déjà été adopté, à l'exception d'un considérant qui a été ajouté et dans lequel il est affirmé : "que le manque de places dans les établissements d'accueil dépendant de la Ville de Paris dans le 16e s'aggrave indéniablement".

Je ne peux pas laisser dire cela puisque depuis le début de la mandature, ce sont environ 130 places nouvelles dans les structures collectives qui ont été créées dans le 16e arrondissement.

Je voudrais rappeler à notre Assemblée que nous avons récemment inauguré avec Mme JUNOT, adjointe au Maire du 16e arrondissement, la crèche de la rue Erlanger - 50 places supplémentaires.

Nous avons rouvert la crèche de la rue Chaillot qui a vu sa capacité augmenter pour atteindre désormais 83 places.

Nous avons également ouvert la crèche municipale de l'avenue de Versailles, d'une capacité de 60 places, etc.

Nous avons d'ailleurs d'autres projets dans les tuyaux dans le 16e arrondissement : place Possoz, rue de la Pompe, gare d'Auteuil, projet qui est d'ailleurs bloqué et qui n'est pas soutenu parce qu'il déplaît à certaines personnes dans le 16e arrondissement puisqu'il est couplé avec des logements sociaux.

Nous avons des projets dans le 16e arrondissement, qui a été certes oublié à l'époque où Bertrand DELANÖE n'était pas encore Maire de Paris, mais depuis 10 ans, nous essayons de rattraper le retard dans le 16e arrondissement.

Concernant la création d'un R.A.M. dans le 16e, la Ville de Paris y est bien entendu favorable - je l'ai dit : nous avons déjà voté un vœu en ce sens l'an dernier.

Ceci étant un problème que chacun ne peut ignorer, c'est la difficulté de trouver du foncier. Nous comptons également sur vous et sur les élus du 16e arrondissement pour nous faire des propositions.

Nous devons aussi prendre en compte un autre paramètre, c'est le faible nombre d'assistantes maternelles dans le 16e arrondissement, et nous devons trouver une implantation la plus pertinente possible. Une solution pourrait être de coupler ce futur R.A.M. avec d'autres arrondissements non desservis, tel le 8e arrondissement.

La création de ce R.A.M. impliquerait aussi la création d'un poste d'éducateur de jeunes enfants, qui a d'ailleurs été demandé au projet de budget 2012.

Afin de diversifier les modes d'accueil, la création des Relais Assistantes Maternelles et des antennes de R.A.M. s'ajoutant aux 10 relais et à la cinquantaine d'antennes actuellement ouverts est une priorité de la Ville.

J'émets donc un avis favorable à ce vœu à condition, Monsieur AURIACOMBE, que vous retiriez le considérant que j'ai évoqué.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - C'est un vœu amendé, est-ce que ce vœu ainsi amendé vous convient ?

M. Pierre AURIACOMBE. - Oui, tout à fait. Nous pouvons supprimer ce troisième considérant, si vous le souhaitez, notre objectif étant d'arriver à la création du R.A.M.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 55 ainsi amendé, assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté à l'unanimité. (2011, V. 295).

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'actualisation des données chiffrées délivrées lors de la M.I.E. Petite Enfance.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu n° 56, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'actualisation des données chiffrées délivrées lors de la M.I.E. Petite Enfance.

Je donne la parole à Mme ONGHENA.

Avant cela, j'aimerais saluer en notre nom la classe qui est arrivée au Conseil de Paris, qui écoute attentivement nos débats, qui un jour aura peut-être elle-même des élus parmi ses rangs.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Monsieur NAJDOVSKI, c'est un peu une partie de ping-pong entre nous sur le sujet de l'actualisation des données fournies aux membres de la Mission de la Petite Enfance en 2009.

À plusieurs reprises, je vous ai sollicité. Vous m'avez dit oui par écrit. J'ai fait plusieurs vœux pour vous rappeler que les données n'arrivaient pas. Vous m'avez dit que je les trouverais dans le document qui s'appelle comité de suivi de la création des places en crèche, que j'ai lu très attentivement.

Pour autant, je n'ai pas trouvé les données que j'attendais, qui permettent de connaître de manière très précise, établissement par établissement, le taux d'occupation, des données d'information sur le personnel, sur les coûts de revient de chacune des places dans chacun des établissements.

Nous restons donc sur notre faim, et je renouvelle cette demande qui est très importante au regard de l'effort important consenti par le Gouvernement pour accompagner la création des places en crèche.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Monsieur NAJDOVSKI, pour répondre.

Je précise que M.I.E. veut dire mission d'information et d'évaluation.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire, pour cette précision sémantique.

Votre groupe, Madame ONGHENA, a sollicité en 2009 une mission d'information et d'évaluation, une M.I.E., spécifique sur la petite enfance, dont les rapports, annexes et conclusions furent communiqués et débattus au Conseil de Paris de juillet 2009.

A l'occasion de cette mission, d'une durée de six mois, à quelques semaines de la fin de ses travaux, les membres de la mission issus de votre groupe avaient déposé une liste de 53 questions comprenant elles-mêmes des sous-questions et des demandes de tableaux chiffrés.

En dépit du caractère tardif et non concerté de la demande, une réponse détaillée à chacune des 53 questions fut pourtant préparée, dans des conditions difficiles, et communiquée aux membres de la mission dont vous faisiez partie, Madame ONGHENA.

Ce sont ainsi plus de 16.000 données chiffrées, je dis bien 16.000 données, sur la situation de la petite enfance, y compris arrondissement par arrondissement, qui vous ont été transmises.

Ainsi, il vous a été précisé - et pardonnez-moi de détailler, mais c'est utile pour que chacun mesure bien l'effort de transparence réalisé par la Municipalité et que malheureusement vous mettez en doute - pour chacun des 420 établissements municipaux :

- le nombre de places,

- le nombre de personnels auprès des enfants,

- l'amplitude horaire journalière d'accueil,

- le nombre d'équivalents temps plein,

- le temps de travail disponible annualisé,

- les taux d'absence,

- le pourcentage de personnels résidant dans Paris, dans la petite couronne, dans la grande couronne,

- le pourcentage de personnels résidant en province,

- le nombre d'accidents du travail,

- le nombre de temps partiels,

- le taux d'occupation,

- le nombre de familles par tranche de revenus mensuels,

- le montant des participations financières des familles,

- le budget total pour chaque crèche,

- les dépenses alimentaires,

- les salaires versés,

- le montant des travaux,

- le coût de fonctionnement par place…

J'arrête là la liste.

A peine après six mois après la remise de ces données, vous demandiez déjà avec insistance que celles-ci soient réactualisées. N'ayant pas d'opposition à transmettre des données, je vous ai fait une première réponse de principe en février 2010, favorable, mais à y regarder dans le détail, comme j'ai essayé de vous en convaincre à deux reprises, vos demandes nécessiteraient un travail considérable des services centraux de la D.F.P.E. Ces services ne peuvent être mobilisés constamment pour réaliser des travaux statistiques aussi précis que ceux réalisés dans le cadre de la M.I.E. dont l'activité n'est d'ailleurs pas permanente.

L'ensemble des élus siégeant au sein de la mission avaient d'ailleurs reconnu la difficulté de l'exercice et salué le travail considérable accompli par l'administration pour réunir ces données, car, chaque jour, ces mêmes services doivent se mobiliser pour coordonner l'accueil de 32.000 enfants dans des conditions optimales et c'est pour nous, comme pour vous je l'imagine, une priorité.

D'une part, les données transmises en juin 2009 n'ont évolué qu'à la marge et permettent de disposer d'un panorama précis et toujours actuel de la situation dans chaque arrondissement et d'en tirer une évaluation de la politique actuellement menée et, d'autre part, vous demandez par exemple le nombre de places d'accueil collectif municipal et associatif par arrondissement et selon le type de structure, or, je le répète, vous disposez d'ores et déjà de ces données dans le rapport de la M.I.E., qui ont été complétées avec les chiffres de création de places qui sont communiqués chaque année lors du comité de suivi des places, instance pluraliste où tous les groupes sont représentés.

Dans ces conditions, je ne m'étalerai pas sur les différentes données que nous avons déjà transmises. En tout état de cause, au cours du premier semestre 2012 aura lieu le prochain comité de suivi des places en crèche, qui fera le point sur l'état d'avancement du programme de création des 4.500 places de crèche par arrondissement.

Je demanderai que soient ajoutées un certain nombre d'autres données :

- le parc global des places et des structures d'accueil collectif,

- des données en matière d'accueil individuel,

- des données sur les effectifs globaux et les moyens financiers mobilisés,

- les projets de restructuration et de travaux de grosse réparation,

- la situation des établissements pratiquant des horaires élargis ou atypiques.

L'ensemble de ces informations et de ces chiffres sera présenté dans un document complet qui sera remis aux membres du comité et qui sera adressé à tous les membres du Conseil de Paris.

Ces données seront actualisées à fin 2011 et des informations complémentaires pourront être présentées pour améliorer encore votre information.

Je signale également que, dans ce même esprit de transparence, si les missions d'information et d'évaluation, les M.I.E., ont un début et nécessairement une fin, les recommandations retenues font l'objet d'une mise en œuvre sous la conduite de l'Exécutif. Ce dernier a souhaité qu'un suivi de cette mise en œuvre puisse être mis en place.

Dans ce nouveau cadre, je vous propose qu'un premier bilan de ces recommandations issues de la M.I.E. Petite Enfance soit présenté aux élus l'an prochain.

Comme vous pouvez le constater, la Ville ne parle pas simplement de transparence, elle multiplie les outils concrets : M.I.E., comité de suivi des places créées, suivi des recommandations qui permettent une bonne information de l'ensemble des élus et des Parisiens, notamment concernant le service de la petite enfance à Paris.

Voilà les éléments que je souhaitais porter à votre connaissance et, dans ces conditions, j'émets un avis défavorable à votre vœu.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 56 assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Souhaits de bienvenue à un groupe d'élèves de l'école de la Brèche aux Loups (12e).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Mes chers collègues, l'école qui est présente dans les deux tribunes est un groupe de 30 élèves de classe CM1 SB de l'école de la Brèche aux Loups du 12e arrondissement, accompagné de leur institutrice et de deux parents.

Je trouve que c'est bien, en présence de Mme la Maire Michèle BLUMENTHAL du 12e arrondissement et de quatre conseillers de Paris, M. NAJDOVSKI, Mme MONTANDON, M. REY et Mme VIEU-CHARIER, d'avoir une école du 12e arrondissement.

2011, DJS 347 - Subvention et convention (120.000 euros) avec le Club des Français Volants.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Reprenons un peu notre rythme, car nous nous sommes un peu assoupis. Nous examinons le projet de délibération DJS 347, subvention et convention avec le club des Français Volants.

Monsieur David ALPHAND, vous avez la parole.

M. David ALPHAND. - Merci.

Je suis heureux d'ailleurs...

C'est dommage, nos jeunes spectateurs quittent notre salle. Ils sont du 12e arrondissement et peut-être connaissent-ils le club de hockey des Français volants qui joue sur la patinoire de Bercy, qui est un club mythique qui peut peut-être les accueillir, ou en tout cas certains d'entre eux, le hockey étant un sport éminemment éducatif pour notre jeunesse, mais trop délaissé dans la capitale.

Je profite du projet de délibération qui nous est présenté et qui vise à accorder une subvention de 120.000 euros aux Français volants pour rappeler que c'est un club qui a véritablement constitué un des acteurs majeurs du championnat de France de hockey, la ligue Magnus, pendant des années.

Pourquoi l'a-t-on appelé les Français volants ? Parce qu'à l'époque, au début de la constitution de ce championnat, cette équipe de hockey était la seule qui rendait visite, lors des matchs à l'extérieur, à leurs opposants en avion et on les a donc appelés "les Français volants".

Malheureusement, ces Français volants connaissent aujourd'hui une perte d'altitude certaine à Paris. Je voudrais interroger M. VUILLERMOZ, de ce point de vue : Monsieur VUILLERMOZ, quelles sont les dispositions qui sont prises, depuis que vous êtes en charge de votre secteur de compétences, pour dynamiser le hockey à Paris ?

Malheureusement, on peut constater que, du côté du patinage artistique, c'est une figure imposée si j'ose dire, les résultats du club ne sont pas particulièrement décevants. En revanche, en matière de hockey, le club est descendu en deuxième ligue et on n'a pas le sentiment que ce soit une préoccupation particulière de l'Exécutif municipal.

Cet Exécutif préfère probablement se consacrer à des sports plus emblématiques, plus médiatiques comme le rugby au stade Jean-Bouin avec le Stade Français, ou encore la petite balle de tennis à Roland-Garros, mais, malheureusement, il y a aussi d'autres sports qui sont aujourd'hui véritablement délaissés dans notre Capitale.

Quand on lit le projet de convention qui nous est proposé, on s'aperçoit vraiment que c'est un projet de convention minimaliste, qui ne pose aucun objectif, qui ne soutient absolument pas le club et qui ne joue pas son rôle d'accompagnement tel que devrait le faire la Mairie de Paris aujourd'hui auprès des Français volants.

Monsieur VUILLERMOZ, je vous pose la question : quel est le pilotage de la Ville de Paris à l'égard des Français volants et comment allez-vous faire pour faire en sorte que la capitale ait un club à la hauteur de sa réputation, alors que d'autres villes, comme Grenoble avec les Brûleurs de Loups, voire même que Briançon avec les Diables Rouges obtiennent le haut du pavé ?

Ce n'est pas convenable de laisser le club des Français volants péricliter comme vous le faites depuis des années et des années.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Pour vous répondre, devant ce mouvement qui périclite, la parole est à M. Jean VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Dans un premier temps, je voudrais remercier M. ALPHAND, parce que c'est vrai que l'on ne s'intéresse pas forcément toujours aux Français Volants, et donc c'est bien de s'y intéresser, parce que, évidemment, il n'y a pas de sports délaissés à Paris et tous les sports comptent, le hockey sur glace et le patinage artistique également.

Evidemment, il y a peut-être un peu plus d'intérêt pour des villes comme Grenoble ou Briançon à s'intéresser aux sports de glace qu'à Paris, mais on s'y intéresse également.

Monsieur ALPHAND, comme vous suivez cette affaire, vous avez vu quand même que les résultats des Français Volants sont relativement meilleurs depuis deux ou trois ans. C'est quand même important, puisqu'il est vrai que ce club, comme vous l'avez dit, avait été champion de France de hockey sur glace en 1989, mais depuis 1989, ce club n'a fait que baisser.

Il est vrai que depuis l'an passé, et notamment cette année, puisqu'ils sont premiers de la pool A de deuxième division, ils ont repris un peu de force, puisque les autres années, ils étaient vraiment très bas.

Ce n'est donc pas seulement une question de subvention. C'est vrai que l'année dernière, mais je crois que vous n'étiez pas intervenu l'an passé, on avait baissé la subvention de 50.000 euros ; ils avaient 177.000 euros de subvention et on les avaient baissés l'an passé à 120.000 et c'est vrai que cette année, on reproduit cette même subvention de 120.000.

Il faut savoir aussi qu'ils ne payent aucun frais de créneaux, c'est-à-dire que c'est la Ville de Paris qui paye et qui met à disposition la patinoire Sonja Henie, qui est dans le P.O.P.B., et ce coût pour la Ville de Paris est de 428.000 euros par an, donc ce n'est pas quelque chose de négligeable, c'est-à-dire qu'il y a une subvention de 120.000 euros, mais il y a une mise à disposition de la patinoire qui coûte à la Ville 428.000 euros.

C'est pourquoi, l'année dernière, j'avais pensé qu'il était utile quand même de baisser un peu la subvention, parce que cela faisait quand même une subvention très importante pour un club qui, certes, est très important, mais qui n'avait pas les résultats que l'on aurait pu penser pour une ville comme Paris.

Depuis, cela se redresse un peu. C'est vrai qu'au niveau du patinage artistique, ils ont quelques athlètes qui vont concourir aux Jeux olympiques, donc c'est quelque chose d'intéressant, qui font les championnats du monde, qui ont des résultats ; même si ce ne sont pas des médailles d'or, ce sont quand même des gens qui ont de bons résultats.

En matière de hockey sur glace, comme je viens de le dire, le club est en train de progresser, en espérant peut-être que l'an prochain, il sera à nouveau en première division.

Deuxième chose que je voulais dire, vous savez que cela a fait l'objet d'une étude de l'inspection générale des services et que l'inspection a donné des résultats qui sont relativement positifs, avec deux petites restrictions. La première est qu'elle demande de clarifier la relation que peuvent avoir les Français Volants avec la Fédération française des sports sur glace, puisqu'il n'y a pas lieu que la subvention de la Ville de Paris paye, par exemple, le pôle espoir qui est le pôle espoir de la Fédération. De ce point de vue, il nous avait semblé nécessaire aussi de rectifier cette situation.

Voilà, Monsieur ALPHAND, je vous redis qu'il n'y a pas de sports délaissés à Paris, y compris de sports de haut niveau, puisque souvent, il y a des attaques contre le haut niveau ; les Français Volants est un club de haut niveau, il joue en division 2, mais il a aussi des athlètes en patinage artistique qui font des grands championnats internationaux.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 347 pour la somme, je le rappelle, de 120.000 euros, ce qui fait presque 800.000 nouveaux francs.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DJS 347).

2011, DJS 423 - Subvention (20.000 euros) et convention avec la SASP Paris Handball.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Maintenant, nous examinons le projet de délibération DJS 423, subvention de 20.000 euros et convention avec la S.A.S.P. Paris Handball.

M. ALPHAND a de nouveau la parole.

M. David ALPHAND. - Merci, Monsieur le Maire.

On parlait de sports délaissés ; en voilà un autre : le hand, le hand à Paris.

D'ailleurs, je me souviens que je ne suis pas le seul, nous ne sommes pas les seuls à partager ce point de vue parmi les travées de notre hémicycle, puisque M. MARTINS lui-même était intervenu, il y a de cela quelque temps, et avait porté des propos tout à fait convergents avec ceux que je vais tenir ce matin.

Le hand est délaissé, effectivement, à Paris, Monsieur VUILLERMOZ, et l'équipe de hand de Paris n'est pas au niveau de ce que l'on pourrait attendre de la capitale non plus, je suis navré de vous le dire.

Ce projet de subvention de 20.000 euros me permet de vous interroger sur deux points, Monsieur VUILLERMOZ.

Le premier, on comprend bien qu'il s'agit là d'accorder une rallonge budgétaire pour permettre l'acquisition d'un terrain amovible, la Fédération française de hand ayant décidé, en quelque sorte, de changer les règles du jeu en cours de saison concernant le marquage au sol sur les terrains de hand.

Ma première question est la suivante : est-il légitime qu'une fédération de sport de haut niveau change les règles en cours de route et qu'une collectivité locale doive en assumer les conséquences en votant, comme on s'apprête à le faire ce matin, une rallonge budgétaire qui est quand même substantielle, parce que le coût, c'est presque 50.000 euros, dont 20.000 à la charge de la collectivité parisienne ?

Ma seconde question, parce qu'il s'est passé beaucoup de choses du côté du Paris Handball au cours des dernières semaines et depuis le début de saison, je voulais vous interroger, Monsieur VUILLERMOZ, sur le nouveau modèle économique, qui est aujourd'hui en cours d'application concernant ce club, qui a trouvé un nouveau partenaire, et je voulais connaître votre analyse du financement tel qu'il est abordé désormais au Paris Handball et comment la collectivité parisienne souhaite accompagner ce nouveau mode de gestion pour un club qui devrait, encore une fois, être un club phare de notre Capitale ?

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Monsieur VUILLERMOZ ?

Mes chers collègues, nous prenons du retard ; je compte sur vous !

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Oui, mais il faut bien que je réponde à M. ALPHAND.

Dire que nous délaissons à nouveau le Paris Handball, c'est vraiment… j'allais dire ridicule, mais c'est quand même de l'excès, Monsieur ALPHAND, franchement !

Vous savez, le Paris Handball a une subvention de la Ville de 950.000 euros, son budget l'année dernière était relativement faible et il est arrivé au mois de juin, pour nous rencontrer, en nous disant qu'il avait 300.000 euros de déficit, qu'un sponsor privé ne lui avait pas donné 300.000 euros, qu'il était donc en déficit et en cessation de paiement.

Nous l'avons donc sauvé, parce que nous avons fait une avance de 300.000 euros sur la subvention de 950.000 de cette année. C'est vrai que cette année, nous lui avons fait l'avance de 300.000 sur le budget de l'an passé, donc l'année dernière, nous avions mis un budget de 1.250.000 et cette année, évidemment, nous allons avoir un budget de 650.000.

Il faut bien, à partir de là, que le Paris Hand, qui doit avoir un budget pour rester en première division qui équivaut à peu près à 2 millions, qui est le budget qu'ont d'autres clubs de première division comme Ivry, le Tremblay ou comme Créteil, il faut qu'ils trouvent des sponsors privés.

Ces sponsors privés, ce n'est pas toujours facile de les trouver, notamment à Paris, parce qu'à Paris, pour avoir des sponsors il faut faire du spectacle. C'est un cercle vicieux ; c'est-à-dire que pour avoir de l'argent, il faut faire du spectacle et pour faire du spectacle, il faut avoir de l'argent pour avoir des vedettes dans son équipe, donc c'est très compliqué.

Il a donc trouvé des sponsors qui peuvent fonctionner en faisant en sorte que la Ville mette à disposition du Paris Handball et de personne d'autre des créneaux à Coubertin, qui sont évidemment libres et qui ne sont pas pris par d'autres sports ou d'autres activités.

Le Paris Handball bénéficie donc de créneaux, dans la journée ou le soir, souvent en semaine, qui lui permettent de faire des activités qui ne sont pas forcément directement liées avec le sport. C'est cela qui lui permet, à un moment, d'avoir une possibilité d'avoir un sponsor qui lui donne de l'argent, puisqu'à chaque fois, il y a quand même une somme d'argent qui va directement au club du Paris Hand.

C'était par rapport à la deuxième question que vous m'avez posée.

Par rapport à la première question sur ce qui est l'intérêt de ce projet de délibération, c'est vrai que la Ligue nationale de Handball impose pour la saison 2011-2012 deux nouvelles contraintes aux salles accueillant des matchs de championnats de D1. Vous savez qu'à travers l'ANDES, dont la Ville de Paris est membre, nous agissons auprès des fédérations pour faire en sorte qu'elles comprennent que les municipalités, quelle que soit leur taille, n'ont pas forcément les moyens de répondre à toutes les sollicitations que nous font les ligues nationales ou les fédérations, mais quand nous n'arrivons pas à convaincre les fédérations, que faisons-nous, Monsieur ? Puisque vous nous dites que nous délaissons le handball ! Alors, si nous ne mettions pas en œuvre les orientations qui ont été prévues par la Ligue nationale de Handball, nous mettrions le club en dehors du championnat et il serait rétrogradé dans la Division 2 ou même en dessous.

Nous agissons donc pour faire en sorte que le handball à Paris puisse vivre et puisse aussi être télévisé, puisque ces moquettes n'existent que quand le club est télévisé.

Comme nous n'avons pas qu'une salle, ce n'est pas seulement Coubertin, mais nous demandons de temps en temps au club de handball de venir jouer à Charpy, il est évident qu'il faut qu'il y ait une moquette amovible qui soit mise de temps en temps à Coubertin et à Charpy.

Comme cette moquette coûte près de 50.000 euros, nous avons proposé au club et nous vous proposons de voter une subvention de 20.000 euros qui est une subvention d'investissement pour permettre au club d'être télévisé et de rester en Division 1.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 423 concernant le handball.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DJS 423).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. pour favoriser la parité au Parc des Princes.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous examinons des vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération. Le vœu n° 57, déposé par le groupe E.E.L.V.A., est relatif à la parité au Parc des Princes.

Monsieur GAREL, vous avez la parole.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, j'ai déposé ce vœu après avoir lu, comme, j'imagine, beaucoup de mes collègues, dans la presse une chose qui m'a scandalisé : c'est le fait que les gestionnaires du Parc des Princes ont refusé publiquement à l'équipe féminine du PSG de pouvoir jouer au sein du Parc des Princes qui appartient à la Ville, même s'il a été donné en concession aux personnes qui gèrent aujourd'hui l'équipe du PSG.

Je trouve cela particulièrement scandaleux qu'à un moment où on essaie d'aller, un peu partout, vers des décisions paritaires, lors d'un match important, l'équipe féminine du PSG ne puisse pas jouer au sein du Parc des Princes, alors qu'elles l'avaient demandé.

Cela renvoie à d'autres inégalités extrêmement flagrantes, comme celle des salaires, puisque, vous le savez, la plupart des joueuses du PSG gagnent moins de 1.000 euros par mois, alors que certains joueurs masculins du PSG gagnent plusieurs centaines de milliers d'euros par mois, ce qui est tout à fait inadmissible !

C'est pour cela que j'ai déposé ce vœu, pour demander plusieurs choses : d'abord, que des matchs féminins puissent être organisés au sein du PSG au cours de l'année et aussi pour que la Ville, qui achète encore - encore trop, à notre avis - des billets pour le PSG, utilise une partie de cet argent pour acheter des billets pour les matchs féminins.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Donc le Parc des Princes et des Princesses, Monsieur VUILLERMOZ ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Cela faisait longtemps que je n'avais pas entendu Sylvain GAREL parler du sport de haut niveau de façon positive, donc j'en suis vraiment très content ! Parce que c'est vrai que le football féminin est en train de prendre une dimension importante au niveau national comme au niveau international. L'équipe de France a fait de très bons résultats. L'équipe de Lyon fait de très bons résultats au niveau européen et l'équipe de Paris, je le rassure, cela fait longtemps aussi que nous nous occupons de l'équipe féminine du Paris Saint-Germain, est en train, depuis deux ans, de prendre vraiment une très grande dimension, puisque l'année dernière, elle a fini… enfin, l'année d'avant, elle avait gagné le Challenge de France qui est l'équivalent de la Coupe de France pour les hommes. L'année dernière, elle a fini seconde du Championnat de France, ce qui fait qu'elle a été qualifiée pour la "Champions League", donc elle joue des matchs internationaux au niveau européen. C'est très bien.

C'est donc du haut niveau.

Je suis d'accord avec M. GAREL aussi qu'au niveau des salaires, il y a une très grande différence entre les hommes et les femmes, notamment au niveau du Paris Saint-Germain.

Mais je souhaite - je ne sais pas s'il sera d'accord avec moi - que le statut de l'équipe féminine du PSG devienne un statut professionnel pour qu'elles puissent progresser dans leurs revenus et qu'elles ne soient plus forcément tributaires de leur salaire simplement.

Cela dit, c'est pour tirer l'ensemble du football féminin à Paris, qui obtient déjà de grands résultats parce que nous soutenons beaucoup le sport féminin, y compris le football.

Je suis évidemment d'accord avec les préoccupations exposées dans ce vœu. Vous savez que je suis récemment intervenu dans la presse. Cela a été cité : je vois que M. GAREL lit aussi les commentaires sportifs dans la presse, et aussi les émissions de radio et de télévision, puisqu'il s'est trouvé que je suis souvent intervenu pour les soutenir et pour regretter publiquement la décision du PSG de ne pas accueillir le match féminin PSG-Lyon au Parc des Princes.

La Ville a également été en première ligne quand il a fallu organiser en 2009 le match PSG-Juvisy au Parc des Princes - c'était la première fois que l'équipe féminine jouait au Parc des Princes -, match qui a enregistré à l'époque le record du nombre de spectateurs pour une rencontre de championnat de football féminin avec plus de 5.000 spectateurs.

J'ajoute que le 5 octobre et le 9 novembre, la Ville de Paris a accueilli le PSG féminin au stade Charléty pour la tenue des deux matchs de Coupe d'Europe ou "Champions League", dont je venais de parler. Il se trouve qu'elle a gagné le premier, a été battue au second et est maintenant éliminée de la "Champions League", mais je pense que nous aurons l'année prochaine d'autres occasions de la faire jouer, notamment au Parc des Princes.

Je voudrais aussi indiquer au Conseil de Paris que les difficultés qui peuvent exister pour permettre aux filles du PSG de jouer au Parc des Princes ne sont pas apparues cette année avec la nouvelle direction, ces difficultés existaient auparavant.

Ceci dit, je rappelle que le PSG a, depuis plusieurs saisons, œuvré malgré tout au développement du football féminin avec une vraie réussite.

D'ailleurs, je souhaite que l'on puisse dans les années à venir obtenir les mêmes avancées dans d'autres sports collectifs. Je pense notamment au basket et au rugby, basket pour lequel je vais essayer d'œuvrer pour faire en sorte qu'il y ait une grande équipe à Paris comme je l'ai fait pour le handball féminin.

Au rugby, c'est plus compliqué, mais pourquoi pas ? Et cela notamment avec la construction de la Maison du rugby à Jean-Bouin. La Ville sera très attentive aux opportunités d'accueillir des rencontres féminines.

Je suis donc prêt à émettre un avis favorable à ce vœu tout en précisant deux points.

Je ne souhaite pas interpeller le PSG sur un nombre prédéterminé de matches au Parc des Princes. Je vous demande donc de substituer la référence à "un minimum de cinq matchs" par le terme "plusieurs". Il ne faut pas oublier que pour remplir ce stade avec un match de football féminin, cela implique de réaliser des opérations de communication très importantes et de mobiliser de nombreux moyens humains et matériels.

C'est donc au cours de la discussion avec le PSG que nous pourrons identifier des matchs susceptibles d'être accueillis au Parc des Princes.

Concernant le marché de billetterie, j'indique simplement que les matchs du PSG féminin au Camp des loges sont gratuits et que lors des opérations spéciales qui ont eu lieu au Parc des Princes et à Charléty, la Ville a bien entendu réservé un certain nombre de places. À l'avenir, ce modèle sera forcément reconduit à chaque fois que le PSG féminin jouera dans un grand stade parisien, si le Conseil de Paris et vous-mêmes nous y autorisez.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci. Nous avançons à la vitesse du panda.

Monsieur GAREL, est-ce que cela vous convient ?

M. Sylvain GAREL. - Tout à fait, ces modifications me vont.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Très bien. Explication de vote : Monsieur ALPHAND.

Rapidement, mes chers collègues, car la séance se termine à 12 heures 45 pour reprendre à 14 heures 15. Et je pense qu'il est bien que nous pensions aux personnels du Conseil de Paris.

Monsieur ALPHAND, je vous en prie.

M. David ALPHAND. - Tout d'abord, pour saluer les performances absolument remarquables des filles du PSG, qui ont beaucoup de mérite d'obtenir de tels résultats.

M. VUILLERMOZ l'a rappelé, deuxièmes vice-championnes de France lors de la saison passée, dans des conditions matérielles qui ne sont pas des plus favorables.

On rappelait le statut professionnel des joueuses de l'Olympique lyonnais, c'est probablement la direction qu'il faudrait suivre à Paris dans les mois et dans les années qui viennent.

Je veux quand même rappeler une certaine passivité de la part de l'Exécutif qui, outre les discours et les effets d'annonce de M. VUILLERMOZ, pourrait par exemple prévoir dans la prochaine convention concernant le Parc des Princes une clause spécifique pour les matchs du Paris Saint-Germain et en particulier les filles.

Vous voyez, Monsieur VUILLERMOZ, on peut aussi faire preuve de propositions vous concernant.

Il y a un paradoxe, on ne peut pas accueillir les femmes au Parc des Princes dans les tribunes et les refuser sur la pelouse. Nous voterons le vœu, tel qu'il a été amendé, même si nous considérons qu'il est un peu timoré. Oui, Monsieur GAREL, cela peut vous surprendre, mais, pour une fois, je vous trouve timoré sur le P.S.G. et on pourrait considérer que le principe c'est que les filles jouent au Parc des Princes et qu'après, les exceptions, c'est qu'elles jouent à Créteil sur le stade Dominique-Duvauchelle, à Charléty ou ailleurs, mais c'est un bon geste quand même de la part des Verts, auquel nous nous associons avec le groupe U.M.P.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Très bien, devant cette grande sagesse du koala, je mets aux voix, à main levée, le vœu ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté à l'unanimité. (2011, V. 296).

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la piscine Molitor.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Le dernier vœu n° 58 par le groupe U.M.P.P.A. est relatif à la piscine Molitor.

Monsieur Pierre AURIACOMBE, pour une minute ?

M. Pierre AURIACOMBE. - Je vais parler d'un serpent de mer, que l'on espère voir aboutir, la piscine Molitor, qui se trouve aujourd'hui, pour ce qui est du permis de construire, purgée de tout éventuel recours.

Nous avons vu d'ailleurs apparaître les baraquements de chantier, nous nous réjouissons : les travaux vont pouvoir commencer.

Je vais essayer de défendre le sport de proximité, ce que l'on essaie de faire à la mairie du 16e arrondissement et je voudrais que le Maire de Paris ou son représentant, M. VUILLERMOZ, nous confirme qu'un tarif attractif sera mis en place pour le public, ce qui a été demandé de longue date, et que la Ville de Paris nous rassure sur la mise à disposition de lignes d'eau au bénéfice des scolaires et des établissements et associations du 16e.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup, Monsieur AURIACOMBE, pour ce temps de parole plus que respecté.

Monsieur VUILLERMOZ ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Je vais essayer parce que serpent de mer, raton laveur, je comprends très bien, dans cette période où les perspectives de mise en chantier de la piscine Molitor se rapprochent, que la question des tarifs revienne en débat, tant pour les Parisiens que pour les scolaires et les associatifs.

Mais ce que je vous avais dit lors du Conseil de Paris de novembre 2008 sur ces mêmes sujets reste inchangé et je ne peux que réitérer mes propos : il convient en effet de vous rappeler que, dans une procédure de B.E.A., c'est ce qui a été proposé pour la piscine Molitor, il n'appartient pas à la Mairie de Paris de décider des tarifs appliqués par le gestionnaire.

Par contre, je vous le redis, les tarifs envisagés qui vous avaient été communiqués ont été fournis par le candidat à titre purement indicatif.

Quels étaient-ils ? 4,50 euros pour une entrée adulte et 2,50 euros pour une entrée enfant, pour le bassin hiver, tarifs certes supérieurs aux tarifs municipaux, mais comparables aux tarifs pratiqués de certaines piscines proches de Paris, du côté de Neuilly-sur-Seine.

Ce niveau de tarif, tel qu'il avait été communiqué par le futur gestionnaire, ne constitue pas un obstacle pour l'accès d'un large public.

Sur les réservations de lignes d'eau, là aussi, le candidat s'est engagé à réserver aux scolaires et aux associations un certain nombre de créneaux horaires. Nous pourrons donc dans cette perspective permettre aux scolaires prioritairement de trouver dans cette piscine un lieu d'apprentissage et aussi un lieu d'entraînement pour les associations.

Sur ce dernier point, il s'agira d'examiner en temps voulu, c'est-à-dire à l'achèvement des travaux et avec le gestionnaire les modalités concrètes qui seront proposées à la Ville dans l'esprit des indications communiquées par le candidat retenu pour le B.E.A.

Vous serez bien entendu, en ce qui concerne les élus du 16e arrondissement, tenus informés de ces données mais, pour l'heure, nous avons un objectif, comme vous, un objectif commun, que les travaux de Molitor commencent.

C'est pourquoi votre vœu à mon avis est prématuré, je suggère de le retirer, car à ce stade des travaux je ne peux y donner un avis favorable.

Si vous le mainteniez, je serai appelé à voter contre.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Le Président LAMOUR avait précisé que les vœux seraient maintenus.

Le vœu étant maintenu…

Vous le retirez ?

M. Pierre AURIACOMBE. - C'est une première réponse de M. VUILLERMOZ, je le prends pour l'instant comme cela et je retire le vœu qui n'a pas dans ce cas vocation à être mis au vote.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Très bien.

Le vœu n° 58 est donc retiré.

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans des jurys d'architecture (suite).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je vous informe que les scrutins sont clos.

(Il est procédé au dépouillement).

Après dépouillement, je vous annonce les résultats :

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la construction d'un gymnase et d'une salle de sport en structure légère au stade Suchet, 25 avenue du Maréchal Franchet d'Esperey (16e) (R. 43) :

Nombre d'inscrits : 163

Nombre de votants : 25

Non participation au vote : 138

Bulletin blanc ou nul : 0

Suffrages exprimés : 25

Majorité absolue : 13

Pour : 25

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la construction d'un gymnase au stade Géo André 2, rue du Commandant Guilbaud (16e) (R. 44) :

Nombre d'inscrits : 163

Nombre de votants : 26

Non participation au vote : 137

Bulletin blanc ou nul : 1

Suffrages exprimés : 25

Majorité absolue : 13

Pour : 25

Les candidatures proposées sont adoptées. (2011, R. 43 à R. 44).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je vous souhaite un bon appétit d'ornithorynque.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à douze heures quarante-cinq minutes, est reprise à quatorze heures quinze minutes, sous la présidence de M. Pierre SCHAPIRA, adjoint).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mesdames et Messieurs, je vois qu'on a fait salle comble ! La digestion se passera bien pour nous tous.

Souhait de bienvenue à M. le Maire de Québec.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Bref, je veux d'abord accueillir ici, dans la tribune, notre collègue le Maire de Québec qui est venu aujourd'hui nous rencontrer. Je lui souhaite un bon séjour à Paris. Vous êtes toujours le bienvenu, cher ami, à l'Hôtel de Ville de Paris. Merci de votre visite en séance.

2011, DU 240 - Suppression de Z.A.C. Porte des Lilas (19e et 20e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons en 8e Commission le projet de délibération DU 240, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 58 A.

La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Sur ce projet de délibération, c'est un amendement technique. Je ne commenterai pas plus. C'est vraiment une dimension technique. Ce n'est pas en réponse à un vœu ou quoi que ce soit.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 58 A.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 58 A est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 240 ainsi amendé .

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2011, DU 240).

2011, DU 241 - Secteur Paul Meurice (20e) :approbation de la création de l'opération d'aménagement, désignation de la S.E.M.A.V.I.P. comme attributaire du traité de concession,approbation du principe du déclassement et autorisation donnée à la S.E.M.A.V.I.P. de déposer les déclarations préalables, demandes de permis d'aménager, de permis de construire et de démolir.
Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif aux locaux scolaires dans le Nord-est du 20e.
Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif aux locaux scolaires dans le Nord-est du 20e.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DU 241, sur lequel le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés a déposé le vœu n° 59 et le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche le vœu n° 60.

Secteur Paul-Meurice dans le 20e arrondissement, approbation de la création de l'opération d'aménagement. Désignation de la S.E.M.A.V.I.P. comme attributaire du traité de concession. Approbation de principe du déclassement et autorisation donnée à la S.E.M.A.V.I.P. de déposer une déclaration préalable. Demande de permis d'aménager, de permis de construire et de démolir.

Je donne la parole à Mme Marinette BACHE.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Le secteur Nord-est du 20e arrondissement présente depuis un an des problèmes majeurs concernant la capacité d'accueil de ses écoles. Problèmes sur lesquels je vais un peu m'attarder.

Le 20e arrondissement accueille volontiers de nouveaux logements sociaux, bien que ce type d'habitat y représente déjà 27 % des logements. Durant la mandature, plus de 1.500 logements familiaux vont y voir le jour, dont un tiers dans le Nord-est de l'arrondissement.

Depuis 2008, la mairie du 20e arrondissement a fréquemment sollicité les services de l'Hôtel de Ville, afin de s'assurer que l'offre de service public serait à la hauteur des nouvelles programmations de logements. A cette rentrée, le déficit en locaux scolaires est devenu tangible, visible aux yeux de tous. Le préfabriqué, posé en urgence dans la cour de l'école Tourelles, pendant l'été 2011, pour accueillir une classe de CM2 en est l'illustration.

La sectorisation sera modifiée à l'entrée 2012 mais on atteint les limites de l'exercice. Si les écoles Surmelin, Bretonneau et 103 Gambetta verront leur secteur restreint par transfert sur l'école Foncin qui a encore quelques capacités d'accueil, il n'a pas été possible de trouver de solution pour l'école Tourelles.

Nous craignons aussi de devoir ouvrir une 13e classe à Bretonneau alors que notre objectif aurait été de fermer la 12e pour que les élèves soient scolarisés dans de meilleures conditions. Nous sommes inquiets pour le 236 Belleville, qui n'a pas pu accueillir tous ses CP et pour l'école 29 Télégraphe.

Tout cela dans le Nord-est du 20e arrondissement.

Le bureau des prévisions scolaires utilise un modèle qui ne tient pas compte des sur-occupations des logements auxquelles nous sommes maintenant tous confrontés.

En 2010, lors du lancement de la procédure de désignation d'un aménageur pour Paul-Meurice - Porte des Lilas, ces données n'étaient pas encore en notre possession. Aujourd'hui, nous savons que cette nouvelle opération impactera davantage la situation scolaire du nord-est du 20e arrondissement, avec la programmation des logements familiaux, tant dans le secteur social que dans le privé.

Il faut donc, qu'en parallèle de l'opération Paul-Meurice, des études sur l'accueil scolaire des enfants soient engagées, afin de mesurer la pertinence et la faisabilité, soit d'une extension d'école, soit d'une construction d'école neuve dans ce secteur.

Voilà pourquoi le Conseil d'arrondissement du 20e arrondissement, sur proposition de son Exécutif, a adopté ce vœu à l'unanimité. Et voilà pourquoi nous le proposons au Conseil de Paris.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à Pierre MANSAT.

M. Pierre MANSAT, adjoint. - Il s'agit d'un vœu identique. Je ne reprendrai pas l'excellent argumentaire que vient de développer Marinette BACHE. J'insisterai simplement sur le fait que la pression foncière est de plus en plus forte dans le 20e arrondissement, et donc les capacités de réaliser des équipements publics se réduisent de façon extrêmement importante.

Nous sommes dans une période un peu charnière de ce point de vue-là et les réserves, pour une future école du 20e arrondissement ou future extension, seraient tout à fait bienvenues.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, cher collègue.

Je donne la parole à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je fais une réponse conjointe à Marinette BACHE et à Pierre MANSAT, puisque les deux vœux vont effectivement dans le même sens. Et ce sera un avis favorable de l'Exécutif.

C'est vrai que ce projet de délibération va permettre de poursuivre l'aménagement de ce secteur, qui avait été créé en 2003. Le Nord-est parisien change de visage, vous l'avez dit, et sous l'impulsion qui est la nôtre. D'ailleurs, vous y contribuez tous les deux fortement.

Notamment Pierre MANSAT, puisque le nord-est parisien fait partie de ces secteurs d'aménagement qui sont en couture avec les autres communes et les autres collectivités. La dynamique, qui a été induite par ces opérations d'aménagement, a effectivement, vous l'avez très bien rappelé, un effet sur la population, sur la démographie, sur l'arrivée de jeunes couples - on s'en réjouit - dans ces quartiers populaires qui étaient autrefois délaissés.

Bien évidemment, il faut que nous accompagnions cette mutation, notamment sur la question scolaire, mais plus largement sur tout ce qui touche au bon vivre ensemble. Nous savons que l'école publique, bien sûr, joue le rôle essentiel de pilier du vivre ensemble.

J'émets un avis favorable et nous serons extrêmement attentifs, avec ma collègue Colombe BROSSEL, à l'accompagnement de ce vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 297).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 298).

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 241.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DU 241).

2011, DU 254 - Approbation du principe du déclassement de la partie du terrain faisant partie du domaine public, terrain municipal place de la Porte de Vanves (14e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DU 254 : approbation du principe de déclassement de la partie du terrain faisant partie du domaine public, terrain municipal, place de la porte de Vanves, dans le 14e arrondissement.

Je donne la parole à René DUTREY pour 5 minutes.

M. René DUTREY. - Pour beaucoup moins, Monsieur le Maire.

Sur ce sujet, beaucoup de choses nous rassemblent, ce sujet nous divise effectivement, le groupe Vert considérait que cet endroit, cette opportunité de terrain public dans le 14e arrondissement pouvait accueillir d'autres types d'activité qu'un hôtel 4 étoiles.

Quand je dis d'autres activités, il est évident que ce n'était pas vraiment l'endroit qui pouvait accueillir du logement ni un équipement public à vocation sociale, dans le quartier déjà bien pourvu, mais une activité plus en liaison avec le secteur et qui permette de le dynamiser.

On avait proposé à l'époque un hôtel d'activités plus orientées vers les petits artisans. Nous avons déjà un hôtel d'activités dans le 14e arrondissement et qui est plus orienté hautes technologies. Voilà, de trouver quelque chose qui puisse en même temps développer économiquement le quartier et profiter aussi localement.

Il y a eu le choix arrêté de faire cet hôtel 4 étoiles. Nous avons proposé d'autres compromis et, entre autres, j'aimerais vous parler de toutes ces résidences "appart'hôtel" qui se créent un peu partout.

Pour avoir lu un certain nombre de rapport sur le tourisme à Paris, on remarque tout de même que nous avons un gros problème d'accueil sur les familles. Avec quatre ou cinq personnes, on peut tout à fait comprendre, c'est assez difficile quand on est touriste de trouver un logement pour cinq personnes. Ces "appart'hôtel" répondent à cette demande. Et le gros avantage de ces résidences hôtelières et appartements - vous savez que lorsque le groupe ACCOR aujourd'hui ouvre un hôtel à Paris, il intègre dans son plan de financement le fait que l'A.S.E. lui réservera un certain nombre de chambres. Nous en sommes là dans les plans de financement d'hôtel. Et ces "appart'hôtel" disposent de cuisines et peuvent également servir, si besoin est, pour accueillir des familles dans de bonnes conditions avec des cuisines.

J'ai bien compris que ce ne serait pas possible sur ce terrain-là. Ce sont des pistes prospectives sur d'autres terrains et par rapport au tourisme à Paris.

Juste pour l'anecdote, ce projet de délibération, c'est vrai que cela fait sept ans qu'on est sur ce dossier à peu près, on a mis sept ans à découvrir qu'il y avait une bande de terrain qui soutenait l'autopont. Cela arrive, mais c'est vrai que c'est toujours intéressant de souligner ces délibérations un peu "ovnis".

En tout cas, sur cette histoire "d'appartement hôtel", j'invite l'Exécutif à réfléchir à ce type de possibilité, pour pouvoir, en même temps, développer le tourisme, en même temps donner des meilleures conditions aux familles de l'A.S.E. et dynamiser un quartier, aussi bien économiquement que socialement.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Je remercie René DUTREY, on avait déjà eu l'occasion de parler de cet hôtel.

Je prends sa remarque plus globale de la nécessité d'avoir une hôtellerie qui corresponde aussi aux besoins des familles comme un élément important. Je crois que dans l'offre d'hôtellerie parisienne, c'est quelque chose que nous devons intégrer. Les "appart'hôtels" aussi, même si on est sur des gammes de prix souvent très élevées pour les familles. En tous les cas, c'est un élément important.

Je prends aussi avec intérêt acte du fait que René DUTREY considère que, peut-être pas à cet endroit, puisque là, les choses sont lancées et qu'effectivement, on avait évoqué la nécessité d'avoir une mixité d'activités et cet hôtel à côté de la résidence étudiante, puisqu'il y a une résidence étudiante également, va apporter aussi une mixité et de l'emploi dans ce secteur. Je prends acte du fait que sa proposition vise plus largement l'offre hôtelière de Paris ; avec Christian SAUTTER, qui porte ce sujet, nous y serons attentifs.

En tous les cas, merci pour cette intervention.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 254.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DU 254).

2011, SG 113 - Quartier des Halles (1er). Déclassement des emprises de voirie, de jardin et des équipements publics municipaux et assimilés nécessaires à la réalisation du projet, promesse de vente des volumes commerciaux de la Canopée, actes rectificatifs et complémentaires de rétrocession et d'acquisition de surfaces commerciales.
2011, SG 182 - Réaménagement du quartier des Halles (1er) : signature d'un protocole entre la Ville de Paris, la Sem Paris Seine et Mme Claude LALANNE.
2011, SG 112 - Communication du bilan d'avancement du projet de réaménagement du quartier des Halles.
2011, SG 207 - Réaménagement du quartier des Halles (1er). Approbation d'une convention constitutive d'un groupement de commandes dans le cadre de la sécurité incendie de l'ERP de première catégorie du Nouveau Forum des Halles.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à une demande de réalisation d'un audit de sécurité à l'occasion des travaux de réaménagement du quartier des Halles.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je vous propose d'examiner conjointement les projets de délibération SG 113, 182, 112 et 207, sur lesquels le groupe U.M.P.P.A. a déposé le vœu n° 61, qui ont trait au réaménagement du quartier Les Halles.

Je donne la parole à Jean-François LEGARET, cinq minutes.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Oui, Monsieur le Maire, Madame la première adjointe, mes chers collègues, si vous voulez bien, je vais intervenir conjointement sur les quatre textes. On m'avait promis peut-être un peu plus que cinq minutes, mais je n'en abuserai pas, s'agissant d'une quadruple intervention : tout d'abord, sur la communication SG 112, communication sans vote, il s'agit du bilan d'avancement du projet de réaménagement du quartier des Halles, sur le projet de délibération SG 113 (déclassement des emprises de voiries, jardins, équipements publics, commerces, etc.), ce sont des actes rectificatifs et complémentaires d'acquisitions et de rétrocessions essentiellement de surfaces commerciales, sur le projet de délibération SG 182, protocole Ville de Paris - S.E.M. PariSeine, Mme Claude LALANNE, et sur le projet de délibération SG 207, création d'un groupement de commandes sécurité incendie du nouveau Forum des Halles.

J'indique tout de suite qu'avec les élus de notre groupe, nous voterons les deux projets de délibération SG 113 et 207 sur les rectifications marginales d'actes notariés et sur la création d'un groupement de commandes sécurité du nouveau forum des Halles.

Venons-en à la communication, qui est donc le bilan d'avancement du projet de rénovation du quartier des Halles.

Je voudrais faire trois observations.

D'abord, dans ce bilan d'avancement, on trouve un certain nombre d'informations, y compris un ou deux scoops, des informations qui n'avaient pas été portées à la connaissance, jusqu'alors, des partenaires, et notamment pas des élus du 1er arrondissement.

Néanmoins, cette communication ne permet pas d'en savoir beaucoup plus sur l'ampleur des dérapages. Les dérapages, nous ne connaissons que cela, sur ce projet, depuis qu'il a été annoncé par le Maire de Paris ; je voudrais rappeler, d'ailleurs, que cette annonce remonte aux élections municipales de 2001, donc nous avons franchi déjà la décennie, et au cours de cette décennie, on n'a pas vu beaucoup de travaux définitifs, on a assisté depuis maintenant plus de six mois aux travaux de démolition et on a vu déraper conjointement les délais et les budgets.

Je voudrais rappeler, au titre des budgets, qu'en avril 2009,on avait chiffré l'opération à 760 millions T.T.C. en valeur janvier 2009 et qu'un an plus tard, on avait réévalué cette opération à 802 millions hors taxes.

J'avais donc dit dès cette époque que 802 millions hors taxes, il était assez facile d'imaginer que l'on franchirait la barre du milliard d'euros T.T.C. pour cette opération de rénovation, ce qui représente, évidemment, une somme que je ne qualifierai pas d'astronomique ou de pharaonique, mais qui est quand même totalement hors normes pour une réalisation pilotée par la Ville de Paris et ses partenaires.

Alors, dans ce chiffrage, il y a, bien entendu, le coût de la canopée, qui est une construction inédite, complexe et qui doit être montée avec des précautions très particulières en ce qui concerne la sécurité des publics, puisque cette opération se fait en site occupé au-dessus du forum commercial en activité et au-dessus du pôle transports naturellement aussi en activité.

Alors, l'attribution du marché canopée a donné lieu à des imprévus, et notamment un infructueux que nous avons vu en commission d'appel d'offres.

Finalement, on l'a attribué il y a maintenant quelques semaines, mais on l'a attribué près de 22 % au-dessus de l'estimation qui avait été faite par la Ville de Paris.

Alors, l'estimation était à 176 millions et on attribue à 216, ce qui représente plus de 22 % de dérive. Comment finance-t-on le surcoût ?

On nous l'a dit de la manière la plus simple, on finance cela en prélevant sur les provisions prévues pour les aléas. Sur les 60 millions qui avaient été provisionnés pour les aléas, on a décidé de prélever 40 millions dès le jour de l'attribution du marché de la canopée, parce qu'on a considéré que c'était la manière la plus rationnelle de financer le surcoût.

Pour une opération aussi importante, aussi chargée d'incertitude, aussi contrainte sur le plan de l'environnement des consignes de sécurité, aussi incertaine sur le plan de l'achèvement de l'opération, parce que quand on nous dit que la canopée sera achevée fin 2013, j'en accepte l'augure, mais l'ensemble de l'opération des Halles, si on lit attentivement les documents qui nous ont été soumis jusqu'à présent, on est plutôt sur un objectif fin 2017 si tout va bien.

On prélève donc les deux tiers des aléas, et puis, comme si cela ne suffisait pas, finalement, depuis lors, il s'est produit d'autres aléas et on découvre en lisant la communication qu'aux incidents graves qui s'étaient déjà produits et que nous connaissions, des enfants qui ont été blessés dans l'aire de jeu provisoire, des policiers qui ont été blessés parce qu'une porte d'accès au forum leur est tombée dessus, le forum des images dont les locaux étaient tout neufs qui a été inondé, des émanations toxiques dans notre Maison de jeunes, le centre d'animation, là, c'est un plafond des boutiques H&M qui a été percé, malencontreusement, par les entreprises de démolition, fort heureusement sans blesser personne, mais une partie de la dalle en béton est tombée sur le sol des locaux commerciaux de H&M.

J'imagine que sur les 60 millions pour aléas, les 20 millions qui restaient sont déjà virtuellement consommés par les aléas qui sont d'ores et déjà constatés.

La question que je pose est : que reste-t-il comme provision pour aléas pour mener cette opération jusqu'à son terme, connaissant les incertitudes, la difficulté, d'un tel marché ?

Pendant ce temps-là, M. MANGIN, on continue à réévaluer sa rémunération, on se demande bien pourquoi d'ailleurs, puisque M. MANGIN ne participe plus à rien, que son projet de jardin n'a strictement pas évolué, mais on a continué à lui attribuer des avenants, puisque, par rapport au marché initial qui était un peu inférieur, à 7 millions, de ses rémunérations, des honoraires du cabinet SEURA, 6.972.000 euros, on est passé à la suite du deuxième avenant à 7.787.275 euros.

Alors, s'agissant de cette question de sécurité, je vous avoue qu'elle nous préoccupe beaucoup, non seulement pour la sécurité des publics, pour toutes les personnes qui utilisent tous les jours le Pôle Transport, qui utilisent le Forum des Halles, mais aussi pour les riverains qui sont très directement exposés aux engins qui circulent ou qui viennent intervenir, la noria des camions qui enlèvent les gravats de démolition et qui amèneront les matériaux de construction.

C'est la raison pour laquelle nous avons déposé un vœu numéroté 61M. Nous souhaitons qu'un audit soit lancé pour revoir tout le périmètre de sécurité du public présent dans le forum et dans le Pôle Transport et des riverains qui peuvent être concernés par la sécurité de ce chantier.

Par ailleurs et parallèlement, j'ai écrit à Mme Anne HIDALGO, première adjointe et adjointe chargée de l'urbanisme, en lui demandant que l'on réunisse le comité de pilotage, qui ne s'est pas réuni depuis très longtemps.

L'avantage du comité de pilotage, c'est qu'il associe, en dehors des deux coprésidents que nous sommes…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il faut conclure, Monsieur le Maire, 8 minutes 55.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je vais aller à 10 minutes et on s'arrêtera.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous aviez dit six.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je m'arrête tout de suite, si vous voulez. C'est un débat important, il n'y a pas grand monde en séance.

J'ai écrit pour demander qu'on réunisse ce comité de pilotage. L'avantage du comité de pilotage, c'est qu'il réunit aussi les maires des 2e, 3e et 4e arrondissements qui posent des questions, comme d'ailleurs Jacques BOUTAULT l'a fait par une question écrite lors de la précédente séance et en posant des questions légitimes.

Madame HIDALGO, vous m'avez répondu par lettre en me disant qu'il n'y a pas besoin de réunir le comité de pilotage, parce qu'il y avait des comités de suivi, des conférences de voirie et des réunions avec le responsable de la S.E.M. PariSeine. Je l'ai rencontré après les incidents graves produits chez H&M, il n'a pas été capable de m'en informer. Je ne sais pas à quoi servent ces réunions ?

Je terminerai simplement sur le projet de délibération de convention avec Mme LALANNE. Je regrette beaucoup, j'avais déposé un amendement qui a été, je crois bien, adopté à l'unanimité par notre assemblée, souhaitant que l'on maintienne dans le jardin des Halles quelque chose qui évoque l'état d'esprit et l'œuvre des grands artistes que sont les Lalanne.

Le résultat de tout cela est inexistant. D'ailleurs M. Christophe GIRARD s'était engagé à ce que l'on ait une négociation avec Mme LALANNE pour que l'on conserve "in situ" quelque chose qui reste des Lalanne.

On nous dit aujourd'hui que les rhinocéros vont partir dans un jardin du 18e arrondissement et que les éléphants vont partir au Jardin des Plantes. Très bien, c'est la place naturelle des éléphants que le Jardin des Plantes, mais je regrette infiniment que l'on n'ait fait absolument aucun effort auprès de M. MANGIN, dont on connaît la rigidité, pour ne pas en dire davantage, pour conserver "in situ" l'œuvre des Lalanne qui avait été conçue pour ce jardin.

Je considère que l'amendement qui a été adopté sur ma proposition par le Conseil de Paris n'est pas respecté et je considère donc que ce projet de délibération n'est absolument pas conforme à la délibération cadre du Conseil de Paris.

Naturellement, je voterai contre avec les élus de notre groupe, mais, vraiment, j'aimerais que sur ce point on fasse encore un effort. Il est encore possible de voir avec Mme LALANNE la possibilité de conserver dans le jardin des Halles quelque chose qui évoque l'œuvre très originale que, avec son mari aujourd'hui disparu, ils avaient conçue ensemble.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous avez à peine dépassé !

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - J'ai moins dérapé que le chantier.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le maire du 1er arrondissement fait preuve d'humour, je l'en remercie. On va voir si le maire du 2e en a autant.

Vous avez la parole.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Je risque de vous décevoir, parce que je vais être assez grave dans mon intervention, puisque je voudrais surtout mettre l'accent sur le nouvel incident, grave lui-même, qui s'est produit le 20 septembre dernier dans le cadre de la démolition du Forum des Halles.

Ce n'est d'ailleurs que trois semaines plus tard que l'information en a été donnée, ce qui rajoute à l'inquiétude.

Un plafond du magasin H&M s'est effondré en partie, fort heureusement juste avant l'heure d'ouverture au public. En cause : les opérations de démolition qui se déroulaient juste au-dessus.

Cet incident ne serait pas si inquiétant s'il ne succédait pas à d'autres tout aussi alarmants. Je cite - et cela a été rappelé par mon collègue Jean-François LEGARET - des émanations toxiques dans le système d'aération du centre d'animation "Les Halles - Le Marais", pendant l'occupation, notamment par des enfants. Cette émanation toxique a été consécutive à une erreur de manipulation et de stockage de produits chimiques, nous a-t-on expliqué.

Ensuite, on a vu des inondations à répétition dans le hall du nouveau forum, place Carré, à la sortie du R.E.R., les jours de forte pluie (terrain glissant garanti). Ces inondations ont également gagné le Forum des Images et rendu inaccessibles plusieurs salles récemment rénovées à grands frais, sans oublier qu'au mois de février ou de mars, deux policiers du commissariat du 1er arrondissement ont été blessés, dont l'un gravement, par la chute d'un portillon métallique mal installé.

Interrogé en Conseil d'administration sur la pertinence du maintien des travaux en site ouvert, le directeur de la Sem PariSeine, maître d'ouvrage délégué, s'est montré fataliste. Il a répondu : "Nous allons rappeler aux entreprises qui travaillent sur le chantier la nécessité de respecter les règles de sécurité", comme si les règles de sécurité étaient jusqu'à présent optionnelles !

Plusieurs questions se posent. J'aimerais savoir qui a pris en charge le coût de l'incident de H&M : est-ce l'entreprise, la Ville ou les assurances ?

Quelles sont les mesures concrètes qui seront prises pour qu'il n'y ait plus d'accident ?

Autre inquiétude : les accès aux transports en commun sont-ils suffisamment sécurisés ?

Nous aimerions aussi avoir l'assurance que les commerçants peuvent continuer à accueillir le public sans risque durant les travaux.

Ces travaux pharaoniques ont déjà été évalués à près d'un milliard d'euros, désormais. Ils risquent de s'alourdir encore si, ne pouvant plus travailler dans des conditions de sécurité optimales, les salariés des commerces décidaient de faire jouer leur droit de retrait.

Jusqu'où va aller l'addition ?

Le projet de David MANGIN retenu en 2004 devait coûter 200 millions d'euros, tout compris, c'est-à-dire le Carreau qui a ultérieurement été remplacé par la Canopée, le jardin, les espaces de la R.A.T.P., les voiries souterraines et les travaux de surface sur le secteur piétonnier.

Je rappelle qu'il avait été retenu, ce projet, pour son côté minimaliste. Or, aujourd'hui la facture se monte à 802 millions d'euros, hors taxes, pour l'ensemble du projet, c'est-à-dire beaucoup plus que les projets les plus coûteux de l'époque (celui de KOOLHAAS était évalué à 300 millions d'euros et celui de NOUVEL à 400).

Comment une telle dérive a-t-elle été possible ? La Canopée retenue en juillet 2007 en remplacement du Carreau devait coûter à l'époque 120 millions d'euros. Son prix est passé à 155 millions d'euros, puis à 176 millions d'euros et, maintenant, cette Canopée est évaluée à 216 millions d'euros hors taxes, alors que la première pierre n'est pas encore posée.

Une grande partie de cette explosion du prix vient de la complexité technique du toit, présenté comme expérimental. Dans ces conditions, on comprend mal pourquoi le prototype de maquette à l'échelle 1, construite sur un terrain en Seine-et-Marne, a été détruite avant que les élus par exemple puissent venir la voir. D'ailleurs, on peut aussi se demander à quoi va servir cet immense toit de verre qui va couvrir le cratère du Forum ?

Enfin, question récurrente : au regard des difficultés financières et des restrictions budgétaires auxquelles la Ville est confrontée, ne pourrait-on pas se contenter d'un projet moins gigantesque et consacrer notre budget à des projets plus utiles aux Parisiens ?

Je vous remercie pour votre attention.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. VAUGLIN.

M. François VAUGLIN. - Le projet des Halles, ce n'est plus déjà tout à fait un projet, pas encore un résultat (qui sera beau), mais c'est clairement un chantier qui avance et qui avance bien, malgré sa très grande complexité. MM. LEGARET et BOUTAULT ont souligné cette complexité à leur manière à l'instant.

Dès le début de l'année prochaine, les déconstructions des pavillons Willerval seront achevées et la construction de la Canopée pourra débuter, parallèlement aux aménagements en surface et dans la salle d'échanges R.E.R.

C'est dans quelques semaines, début 2012, que l'aire de jeux pour enfants sera mise en service, suivie l'année suivante des premières livraisons des parties du Forum des Halles rénovées.

Fin 2013, nous aurons déjà la nouvelle porte Rambuteau, la partie nord-ouest du jardin et l'enveloppe extérieure de la Canopée sera construite.

Paris ne s'est pas construite en un jour ; le Forum des Halles ne sera pas rénové, lui non plus, en un jour, mais vous voyez qu'il progresse à un rythme tout à fait satisfaisant.

Je veux donc saluer le travail des équipes, à commencer par celles qui interviennent sur le chantier, dans un contexte compliqué ; cela a été rappelé. Saluer les équipes de la Sem PariSeine et celles de la Direction de l'Urbanisme, sans oublier que rien de tout cela ne serait possible sans la direction vigilante d'Anne HIDALGO.

Voici un an, nous avions eu ici même un débat sur les coûts et les délais, et j'ai l'impression de réentendre les mêmes choses sur un certain nombre de points.

Il y a un an, nous avons décidé de vendre les surfaces commerciales du Forum, car la Ville n'a pas vocation à rester propriétaire d'un centre commercial. C'est donc en cohérence avec les décisions que nous avions alors prises que les projets de délibération qui nous sont soumis aujourd'hui, très techniques sur de multiples sujets, organisent la vente des volumes commerciaux, cette fois-ci de la Canopée, soit près de 6.000 mètres carrés pour un montant de plus de 50 millions d'euros. Cette recette substantielle sera bienvenue pour contribuer au financement de l'ensemble des travaux et, comme prévu, elle pourra être augmentée d'un prix complémentaire pour tenir compte de la valeur ajoutée par la requalification de l'ensemble des Halles.

Soulignons à cette occasion que le montant des travaux estimés à 802 millions d'euros il y a déjà un an, lorsque nous avions eu ce débat, n'a pas bougé, alors que la moitié des marchés sont d'ores et déjà attribués et même notifiés aux entreprises, et j'insiste sur le fait que cette partie des marchés attribués représente la quasi-totalité des marchés les plus complexes.

Donc, certes, il y a des aléas. Qui pourrait imaginer qu'il n'y en aurait pas dans un projet de cette nature ? En l'occurrence, ils sont pris en compte et nous avons une affaire bien gérée.

Par ailleurs, les projets de délibération dont nous débattons mettent un point final au contentieux organisé autour du Jardin Lalanne et les tribunaux ont donné raison à la Ville dans cette affaire. Nous approuvons donc le protocole entre les parties concernées, qui prévoit que plusieurs des animaux sculptés trouvent leur place dans d'autres jardins parisiens.

Rappelons enfin que les Halles, c'est avant tout une incroyable porte parisienne, porte d'entrée à Paris vers des services publics, des commerces dans les quartiers les plus centraux. C'est aussi et surtout l'accès aux nombreux transports en commun qui passent dans ses sous-sols.

Cette porte d'entrée présente aujourd'hui de nombreux dysfonctionnements et insuffisances liés à la sécurité, l'accueil du public ou encore l'accessibilité des personnes handicapées.

Ce point d'étape était donc bienvenu, car il était nécessaire d'agir. Il doit donc rassurer tous ceux qui s'étaient affolés lors de nos débats précédents car, malgré sa complexité, chacun devra bien reconnaître que les délais et les budgets sont respectés, ce qui n'est pas une mince affaire.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jérôme DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, neuf mois se sont écoulés entre les deux derniers bilans sur les marchés publics concernant ce projet des Halles. Neuf mois qui ont vu la phase opérationnelle s'intensifier :

- le Jardin Lalanne a disparu ;

- les sculptures animalières de François-Xavier Lalanne sont dispersées ;

- quant aux pavillons Willerval, ils ne se dresseront bientôt plus que dans les albums souvenirs !

Oui, ce chantier avance, vous l'avez dit, malgré la complexité technique d'un site en activité et parfois avec des incidents, comme cette regrettable chute en octobre dernier d'éléments de la dalle plafond d'un des magasins du Forum ; cela a été évoqué par M. BOUTAULT, futur Maire de Paris !

Rappelons que c'est la Ville qui s'engage à indemniser Unibail, en raison des pertes de loyers liées aux travaux.

La phase administrative poursuit également son cours mais un cours qui n'est pas un fleuve tranquille, si l'on en juge par les difficultés d'attribution du lot majeur, celui relatif à l'élément emblématique de l'opération : j'ai nommé la Canopée, présentée par les architectes comme - je les cite - "une forme calme, légère, fluide" et, par d'autres encore, comme une "élégante raie manta ondoyante" !

Lancé en juillet 2010, l'appel d'offres restreint n'a suscité que peu de candidatures et encore moins d'offres conformes à l'enveloppe prévue, au point qu'il a fallu déclarer le marché infructueux. En effet, les trois propositions analysées dépassaient largement le budget alloué entre + 36 à + 91 %.

Finalement, ce sont les Chantiers Modernes, filiale du groupe Vinci, qui emportent le marché pour un montant de 150 millions d'euros hors taxes.

De cet épisode, on pourrait conclure à une sous-estimation originale de l'enveloppe, fixée à 125 millions d'euros avec une limite de dépassement à 176 millions d'euros, mais les observations ne s'arrêtent pas là.

Premièrement, qu'en sera-t-il vraiment du prix de revient global de l'opération ? Car si la Municipalité arrive à se féliciter à l'issue des négociations, il faut quand même, pour abonder ce seul marché de la Canopée, prélever 40 millions d'euros des 60 millions d'euros de la provision pour aléas. Il ne reste donc plus que 20 millions d'euros, alors que nous n'en sommes qu'à la moitié des marchés.

S'il y a diminution des coûts, comme l'assure l'Exécutif, c'est par rapport aux premières offres et non au regard de l'enveloppe initiale. Il ne reste donc, je l'ai dit tout à l'heure, que 20 millions en prévision de risques, alors que des marchés sont encore à attribuer et l'essentiel des travaux à exécuter.

Mon interrogation se fonde, en outre, sur le rapport éloquent des estimations successives.

Je m'en tiendrai aux deux dernières années, sans reprendre les annonces à vocation anesthésiante qui assuraient que l'opération serait financièrement indolore, ainsi que le déclarait très fièrement en 2004 Christian SAUTTER - je le cite : "La Ville ne lâchera pas un euro pour les Halles !" C'était en 2004 !

Nous en sommes à 802 millions d'euros hors taxes, coût global, contre 760 millions d'euros en 2009, avec près de 500 millions d'euros pour la Ville.

Le chantier des Halles est certes un aménagement structurant. Il l'est aussi incontestablement pour les finances municipales et la prévision de M. SAUTTER se trouve totalement battue en brèche.

Deuxième question : qu'en est-il précisément de la réalisation du toit, la fameuse Canopée ? Le groupe Vinci a obtenu le contrat en imposant un mode de construction de la verrière différent de celui conçu par les architectes BERGER et ANZIUTTI. Vous connaissez certainement les doutes qui ont pu être émis par le milieu professionnel à propos de la faisabilité technique de ce voile de feuilles de verre, ordonnées comme des persiennes. Nous aimerions connaître l'impact exact de l'intervention du constructeur et de ses techniques sur le programme architectural initial.

Madame la Maire, vous avez eu la chance de voir récemment le prototype réalisé sur un site de la S.N.C.F. pour la modique somme de 1 million d'euros, soit l'équivalent de l'aide moyenne de la Ville pour la réservation de 16 logements sociaux. Le public et les simples conseillers de Paris n'auront pas accès à ce pavillon modèle qui a été détruit peu après sa réalisation. Quel regret ! Quel dommage ! Nous aurions aimé, nous aussi, nous extasier sur le résultat, "encore plus beau", avez-vous dit, que les maquettes et dessins publiés jusqu'à présent !

Mais je pense que, pour réparer cette affaire de destruction, les architectes accepteront volontiers une exposition des photographies dans le local d'information ouvert place des Innocents ! C'est en tout cas notre souhait.

En réalité, mes chers collègues, l'élégante raie initiale va-t-elle se métamorphoser en un gros cachalot ?!

Déjà rehaussée, alourdie par les structures latérales, que subsistera-t-il de la forme légère évoquée ? Nos enfants ne nous diront-ils pas qu'un cétacé s'est échoué au coeur de Paris ?!

Je reprends la phrase de Bertrand DELANOË en 2000 à propos des Halles - je le cite : "Le tort de celles et ceux qui ont décidé du futur de ce lieu est de n'avoir pas pris ni le temps ni la méthode pour imaginer ce que serait son âme, sa fonctionnalité, sa beauté 25 ans plus tard."

Je ne suis pas certain, mes chers collègues, que toutes les leçons de cette déclaration aient été tirées par son propre auteur, quand on assiste aux dérives actuelles du projet le plus emblématique de l'ère DELANOË.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUBUS.

La parole est à Mme Marinette BACHE.

Mme Marinette BACHE. - Monsieur le Maire, si je me suis inscrite sur ce projet de délibération, c'est bien entendu pour réaffirmer l'attachement des élues républicaines socialistes à cet immense projet de transformation et de modernisation du cœur de Paris.

Ce projet sera un des grands symboles de cette mandature. Son seul parti pris est celui de la modernité et du renouveau ; un renouveau d'ailleurs largement nécessaire du fait de l'état des lieux. Si nous avions attendu, que seraient devenues les Halles dans 15 ou dans 20 ans ? Où en seraient les problèmes de sécurité et de délabrement ?

Bien sûr, les Halles n'étaient plus à la hauteur d'une ville jeune et moderne. Nous ne pouvions laisser cet abcès au centre d'une des plus belles capitales du monde.

Et pourtant, certains, à droite - pas tous -, n'ont de cesse de retarder ce projet. Que dire de l'extravagante intervention de M. LAMOUR, hier matin, en ouverture de notre conseil, truffée de contrevérités qui, même proférées avec un incroyable aplomb, ne deviennent pas pour autant des réalités.

Quant à M. LEGARET, directement concerné en tant que maire du 1er, on a quand même le sentiment qu'il tente tout pour l'entraver.

Nous ne sommes pas dans une cour de récréation ! Plus d'une fois, la main a été tendue afin d'associer chacun pleinement à ce projet. À chaque fois, cette main a été ignorée.

Et pourtant, ce n'est pas un jeu : c'est l'avenir du centre de Paris, de la vision de Paris du XXIe siècle qui se joue là sous nos yeux.

La droite semble être prête à profiter de toutes les occasions, y compris, comme le montre son vœu, à se saisir du moindre incident ou à profiter de toute tragédie pour tenter de retarder ce projet nécessaire.

En fait, il est bien facile sur ce sujet de vous juger à vos actes. Foin de l'intérêt de l'ensemble des Parisiennes et des Parisiens ! Pour tenter de redonner vie à un quartier et à faire des Halles le véritable poumon de Paris, il n'y a personne mais pour sauver un jardin quasi privatif de fait, vous seriez presque prêts à monter une barricade ! Presque !

Aussi, je salue donc le volontarisme de Bertrand DELANOË et d'Anne HIDALGO qui, loin de se laisser impressionner par ceux qui sont debout sur les freins, portent ce projet majeur et cohérent.

Et si ce projet est particulièrement ambitieux, cela n'a pas empêché que la Ville le mène dans la plus grande transparence, au contraire. Après les multiples réunions de concertation, la mise en place du comité de suivi, l'adoption de la charte de suivi avec les associations, les délibérations d'avancement du projet en sont une illustration supplémentaire.

Pendant que vos amis SARKOZY et FILLON ne prennent pas les décrets permettant le référendum d'initiative populaire, s'assoient sur les référendums, prennent les peuples du monde et leurs représentants pour des laquais, nous prenons, nous, l'intérêt et l'avis de nos concitoyens au sérieux. Peut-être au fond est-ce cela qui vous gêne le plus ?

Nous sommes heureux de constater que malgré toutes les embûches, lot commun à tout projet de cette ampleur, comme le soulignait M. VAUGLIN, et la lutte d'arrière-garde de certains, la Municipalité, non seulement garde le cap, mais réussit à maintenir le projet conforme à son coût de prévision et à son calendrier.

Mieux, alors que la plupart des marchés complexes sont passés, dont celui de la Canopée, 20 millions d'euros de provisions pour aléas demeurent. Anne HIDALGO et son cabinet méritent nos félicitations pour cette gestion.

De plus, ce projet à hauteur de 802 millions d'euros tombe à pic. Pendant que François FILLON, si j'ai bien compris mais je n'en suis pas sûre, future tête de liste de la droite parisienne, parade sur les plateaux télé pour promouvoir comme seule solution à la crise une politique d'austérité sans précédent, cet investissement majeur permet aussi de donner de l'air aux salariés et aux entreprises du bâtiment.

Bien sûr, Paris…

Cela a l'air de vous gêner, ce que je dis !

Bien sûr, Paris ne peut pas tout, mais je suis certaine…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - S'il vous plaît ! Attendez ! Ne vous énervez pas quand on parle du Premier Ministre.

Mme Marinette BACHE. - C'est normal que cela les énerve, Monsieur le Maire : je serai patiente !

M. Jérôme DUBUS. - Cela n'a rien à voir avec les Halles !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Monsieur DUBUS, tout à l'heure vous avez parlé du futur Maire de Paris, et elle parle aussi du futur maire de Paris, peut-être…

Mme Marinette BACHE. - Je disais donc que Paris ne peut donc pas tout, mais je suis certaine que ce projet aide bien mieux l'emploi que le bouclier fiscal et l'augmentation de la T.V.A.

Pour toutes ces raisons, je comprends que la droite soit fébrile. Avec ses prises de position, pas étonnant qu'elle se fasse rejeter à Paris, dans les régions, au Sénat et bientôt à la tête du pays, c'est donc avec une totale satisfaction que nous voterons ce projet de délibération et que bien évidemment, nous ne soutiendrons pas le vœu opportuniste de la droite.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Approbation sur tous les bancs ! M. LELLOUCHE est absent : on passe.

La parole est à M. MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, chers collègues, je ne veux pas nourrir plus la polémique, et le sujet est trop important puisqu'il concerne le cœur de Paris, un lieu de vie et d'emploi pour des milliers de Franciliens, mais je constate que les Conseils de Paris sur les Halles se suivent et se ressemblent avec, pas une volonté polémique de notre part mais une volonté d'avoir des réponses à un certain nombre de questions et à un certain nombre d'incertitudes qui planent systématiquement.

On ne veut pas faire porter à Anne HIDALGO la responsabilité des problèmes techniques de chantier. On sait, Madame HIDALGO, que vous n'avez ni casque, ni gilet orange… je sais que vous n'êtes pas responsable.

Mais pour autant, vous êtes responsable de nous informer des points d'incertitude et de faire la clarté sur ce qui est aujourd'hui flou dans ce projet. Laissez-moi vous en citer quelques-uns

Le premier n'est pas un flou, c'est ce que je considère comme un drame politique, c'est le péché originel d'avoir vendu les Halles à Unibail et d'avoir mis la Ville dans une situation où elle n'a plus de capacité d'intervention publique au cœur de Paris.

Deuxième incertitude politique, c'est globalement l'opacité du projet. On est maintenant deux ans et demi après les premières délibérations qui nous ont permis d'avancer et pour autant, aucun d'entre nous, à votre exception, Madame HIDALGO, n'a pu voir à quoi allait ressembler le projet définitif, la Canopée, et même le jardin plat.

Deuxième incertitude : elle est urbanistique et juridique. Juridique, ce dossier est un flot incessant d'incertitudes juridiques qui va de décision du tribunal administratif en décision du Conseil d'État, les jardins, la sécurité…

Jour après jour, on se rend compte que les tribunaux aussi valident et constatent l'incertitude et le flottement dans les délibérations.

Et puis, au-delà de cela, une incertitude urbanistique qui a commencé il y a déjà très longtemps, puisque le choix du projet MANGIN s'était fait notamment sur le choix du jardin, d'un fameux jardin plat, qu'il y a maintenant un an et demi vous affirmiez ne plus être possible à l'époque, rappelez-vous, à cause des élégissements sur lesquels nous n'avons toujours pas obtenu de réponse sur les modifications qu'ils avaient apportées au projet architectural.

Dernière incertitude, beaucoup de mes collègues l'ont relevé aujourd'hui, c'est l'incertitude financière. D'un projet à 200 millions d'euros dont parlait Jacques BOUTAULT, à celui à 760 millions T.T.C. dont parlait M. LEGARET il y a encore deux ans, nous sommes bientôt au 1 milliard d'euros T.T.C. - puisque personne n'a osé dire le chiffre, affirmons-le sans ambages - dont les quelques millions d'euros qui nous restaient pour couvrir et provisionner les aléas ont été largement dépensés - près de deux tiers pour repenser cette canopée qui n'était visiblement pas techniquement réalisable dès le départ.

Or, les aléas, il y en a déjà eu beaucoup : Jacques BOUTAULT en a rappelés, je viens de parler des élégissements, il y a les problèmes de sécurité que nous voyons au quotidien.

La question n'est pas de tout remettre en cause ; la question n'est pas d'opposer les progressistes et les conservateurs, ceux qui voudraient changer le cœur de Paris et ceux qui ne le voudraient pas.

La question est d'opposer ceux qui veulent qu'un projet aussi important pour Paris et pour la métropole parisienne se fasse dans la transparence, la clarté, la certitude, et dans un coût budgétaire responsable pour les Parisiens.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur MARTINS.

La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Merci, Monsieur le Maire. Permettez-moi de remercier l'ensemble des orateurs. Je vais faire une réponse sur l'ensemble des projets de délibération, peut-être rappeler, comme l'avait fait Jean-François LEGARET dans l'intervention préliminaire, qu'il y a une communication et trois projets de délibération qui sont proposés.

La communication, qui est ce à quoi nous nous sommes engagés suite à un vœu d'ailleurs voté ici, vise à présenter le bilan d'avancement du projet de réaménagement du quartier des Halles, et comme nous l'avions décidé ensemble, nous faisons cette communication après chaque signature de marché et passage important en CAO, ce qui est le cas.

Et puis il y a trois autres projets de délibération. L'un sur les œuvres et le protocole d'accord avec Claude LALANNE, les œuvres de l'artiste Lalanne, et deux autres projets de délibération, SG 113 et SG 207, sur lesquels j'ai enregistré tout à fait positivement, avec satisfaction, le vote notamment de l'U.M.P., mais aussi des groupes qui se sont exprimés.

Alors rappelons peut-être quelques éléments qui ont été très bien précisés, notamment dans les interventions de François VAUGLIN et de Marinette BACHE. Je crois qu'il faut, chaque fois que l'on parle des Halles, resituer l'ensemble du projet, projet parti en 2002, puisque le Maire de Paris, dans la précédente mandature, a porté, a pris la décision qu'il fallait poser des actes importants sur le quartier des Halles et sur le forum des Halles.

La question alors nous était posée : fait-on des aménagements "cosmétiques" où doit-on entreprendre une refondation de ce quartier et intervenir de façon beaucoup plus structurante ? Après étude? Après une procédure qui a mis en compétition des équipes sur un marché de définition, et pas sur un concours d'architecture ; au bout de dix ans, il y a encore un certain nombre d'incompréhensions sur ce qu'ont été les concours, notamment de Rem Koolhaas et de bien d'autres.

L'idée à l'époque était d'aider la Ville à savoir, à partir d'une approche urbaine, ce que nous pouvions faire, ce que nous devions faire sur ce quartier des Halles.

A la suite de ce marché de définition, l'architecte MANGIN a été retenu parce qu'il proposait, notamment sur le plan urbain - il a une approche des déplacements, il a une proposition de jardin, de grande prairie qui sera un poumon tout à fait intéressant dans le cœur de Paris - c'était celui qui avait l'approche la plus urbaine du lieu.

Le Maire de Paris a décidé de confier la coordination, la réflexion d'ensemble et le travail sur le jardin à MANGIN et de lancer un concours d'architecture, puisque aucune esquisse, qui avait été proposée par les architectes sur le marché de définition, n'était convaincante et ne permettait d'ailleurs de choisir un projet. C'était lancer un concours et celui-ci, je le rappelle, c'est Patrick BERGER qui avec l'unanimité du jury a été reconnu.

Si, c'était l'unanimité du jury. Je n'y étais pas, c'était dans la précédente mandature, mais Jean-François LEGARET qui y était le confirme.

Il y a avait unanimité des votants du jury sur le projet de canopée de Pierre BERGER. Ce n'est pas un détail : c'est un fait et c'est une réalité. On peut être en désaccord sur ce point-là mais pas sur la vérité des faits. Je continue.

La canopée a été choisie et, à partir de là, nous sommes allés plus loin dans la définition du programme. C'est dans cette mandature et dans la responsabilité qui est la mienne depuis 2008 que nous avons continué à travailler, préciser ce qui devait être les surfaces dédiées au commerce - puisque c'est historiquement un lieu commercial - mais aussi les espaces dédiés aux services publics, car pour nous la ville ne se conçoit pas sans une dimension de services publics importante.

Il a fallu démêler le méli-mélo administratif et financier, tout à fait légal, qui existait sur l'ensemble de ce site, savoir dire ce qui était du ressort du privé, ce qui était du ressort du public, rétablir ce qui était également les espaces publics. Bref, on a fait ce travail-là. Ce travail nous a conduits à une négociation. Une négociation qui nous a conduits à céder les surfaces qui seront du commerce, et toujours du commerce, à la société qui exploite les commerces sur le lieu, et à garder bien sûr dans le patrimoine de la ville tout ce qui relève des services publics. Vous savez que beaucoup d'équipements publics très innovants seront construits. Je pense notamment au conservatoire, à la maison des pratiques amateurs ou encore au projet que porte également Bruno JULLIARD sur le hip hop et les cultures urbaines aux Halles.

Donc nous avançons. Le chantier a connu une phase maintenant vraiment de réalisation, puisque la démolition des pavillons Willerval va s'achever d'ici la fin de l'année et le début de l'année prochaine. Ensuite, l'installation complète de la cité de chantier va se faire.

Je rebondis sur ce que disait Marinette BACHE. Oui, 802 millions d'euros d'investissement pour le cœur de Paris, ce n'était pas du luxe. Ce n'était pas du luxe parce que cela comporte les espaces publics, les voiries, un jardin que l'on va offrir au cœur de la métropole et aussi les travaux qui vont se poursuivre, notamment sur le pôle d'échanges de la R.A.T.P. Je vous donne un ordre de grandeur, mais le tramway c'est autour de 700 millions d'euros. La rénovation et l'automatisation de la ligne 1 du métro, ce sont 700 millions d'euros.

Donc, 800 millions d'euros consacrés au cœur de Paris, ce n'est pas un luxe, surtout avec le niveau de protection que nous prenons. Pour ceux qui, par les temps qui courent, considèrent que l'emploi, la relance, ce n'est rien, mille ouvriers et coordonnateurs qui vont travailler sur ce chantier, ce n'est pas rien non plus.

Oui, notre collectivité, qui prend l'investissement le plus important, les deux tiers de cette somme, pour le chantier des Halles contribue aussi à la dynamique des entreprises, moi, je ne rougis pas, je suis plutôt contente par les temps qui courent de pouvoir également porter la dynamique d'un certain nombre d'entreprises, et notamment du secteur du bâtiment parce que c'est la dynamique de l'emploi.

Je reviens sur la communication sur le bilan d'aménagement, et notamment sur la question du coût.

Un certain nombre d'entre vous avaient été très approximatifs. Monsieur MARTINS, vous ne pouvez pas évoquer - je reprends vos termes - d'incertitude. Vous dites que nous faisons des affirmations, mais nous avons des preuves et vous, vous faites des affirmations sans preuve. Je vous le dis, Monsieur MARTINS, et tout cela est tout à fait consultable. D'ailleurs, je crois que ce n'est pas remis en question: les 802 millions d'euros sur lesquels nous avons voté - c'est vrai qu'au départ, on était parti sur 760 millions d'euros mais avant que l'on vote ici, mais bien avant et on était ensemble dans cette conférence de presse avec Jean-François LEGARET - de 760 à 802 millions, pour une opération de cette nature, je ne dirai pas que c'est l'épaisseur du trait, loin s'en faut, mais ce sont 802 millions…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Laissez parler.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Monsieur LEGARET, je vous ai vraiment écouté avec beaucoup d'attention.

802 millions d'euros, c'est le montant sur lequel nous sommes, et nous respectons cette enveloppe financière. D'ailleurs, dans les marchés qui ont été passés, et c'est ici factuel, on n'est pas dans l'interprétation de quoi que ce soit, plus de 60 % des marchés relatifs à l'opération des Halles, et notamment à la canopée, et notamment les marchés les plus importants, les plus lourds avec les montants les plus significatifs, ont été passés en commission d'appels d'offres et notifiés.

Nous sommes aujourd'hui vraiment dans l'enveloppe et nous avons encore des marges. Bien sûr, sur une opération comme celle-là, nous avions prévu 60 millions d'euros de provisions pour aléas, car nous sommes aussi dans une gestion rigoureuse et prudentielle. La canopée, elle, coûtera 216 millions d'euros, c'est le montant du marché.

Je voudrais, puisque nous sommes non seulement dans le bilan financier, mais vraiment regarder ce qui passe en commission d'appels d'offres. Ma collègue, Camille MONTACIÉ, qui préside cette commission d'appels d'offres vous le dira. Vous avez tous les éléments sous les yeux. On est dans la transparence totale. Il n'y a pas un marché qui ne passe pas par la commission d'appel d'offres et donc il n'y a pas un chiffre, une somme qui manque à l'addition du global que nous pouvons faire.

Voilà. Je vous donne les éléments de fait, et cela n'enlève rien, je le sais, à des oppositions historiques, anciennes, sur ce projet. Pour autant, sur les montants sur lesquels nous sommes aujourd'hui, il n'y a absolument pas de dérapage.

Dans le calendrier que je peux vous annoncer, donc l'ouverture du terrain d'aventure pour les 7-12 ans sur lequel nous travaillons avec Fabienne, qui sera un lieu exceptionnel pour les enfants, cela se fera début 2012. Je vous l'ai dit tout à l'heure, l'achèvement de la construction de la cité de chantier va s'achever aussi début 2012. Ainsi que la démolition des pavillons Willerval.

De 2012 à 2013, c'est la construction de la canopée. Là, je ferai une remarque, notamment par rapport à ce que disait Monsieur DUBUS. Monsieur DUBUS nous dit : vous vous êtes fait imposer une technique de construction. Je vous rappelle que, quand on a lancé le marché pour la construction de la canopée, que les entreprises ont répondu, que nous avons déclaré ce marché infructueux parce qu'ils demandaient des sommes bien supérieures à ce que nous avions fixé, vous nous aviez dit, par presse interposée et même ici : vous n'y arriverez jamais, la canopée n'est pas constructible, vous le voyez bien, et ces pauvres entreprises, vous n'acceptez même pas de payer le prix.

Pas vous, mais j'ai vu une association dans la presse m'accuser de ne pas accepter de payer le prix qui nous était imposé par les grandes sociétés du bâtiment. Non, parce qu'on est des gens sérieux. Qu'avons nous fait ? La S.E.M. PariSeine, à laquelle je veux vraiment rendre hommage car c'est un chantier extrêmement difficile, et notamment Claude PRALIAUD le directeur et Dominique HUCHER qui est responsable de l'opération des Halles, ont entrepris ce qu'on appelle une négociation. C'est prévu dans le cadre juridique des négociations de marché avec les entreprises. Il y avait trois entreprises au départ et finalement deux ont accepté le dialogue compétitif. Et sur les deux propositions, une des entreprises, celles qui in fine a gagné - il s'agit de Vinci, l'autre entreprise était Eiffage - qui sont des spécialistes de ce genre d'ouvrage, nous a fait une proposition de méthode de construction à laquelle les architectes et les ingénieurs n'avaient pas pensé, mais qui s'avère tout à fait intéressante du point de vue du coût et du point de vue des délais de l'opération.

La commission d'appel d'offres a effectivement statué pour cette proposition qui a été faite et, personnellement, je m'en réjouis, bien que ne siégeant pas dans la commission d'appel d'offres. Nous sommes avec, aujourd'hui, un projet qui va se réaliser dans les temps, malgré sa complexité.

Vous avez été plusieurs à évoquer, et c'est vrai, la question de la sécurité, et notamment Jacques BOUTAULT et Jean-François LEGARET. A juste titre, la question de la sécurité sur une opération comme celle-ci est, pour nous, extrêmement importante et, bien sûr, nous la prenons très au sérieux.

C'est vrai que la complexité de ce chantier qui, d'abord, se déroule en site occupé, ce qui n'est quand même pas simple, site occupé, c'est à la fois pour les commerces mais aussi pour l'activité de la R.A.T.P., cela mérite, bien évidemment, que toutes les précautions soient prises pour qu'on évite tous les accidents et il y a eu des accidents et des incidents qui, heureusement, ne se sont pas avérés avoir des conséquences pour les personnes, mais qui auraient pu, et cela personne ne le nie.

La question de la sécurité est un sujet extrêmement important sur lequel nous sommes tous en alerte, mais la question de la sécurité, puisque vous avez fait référence à ce qui s'est passé notamment avec H&M, dès que nous en avons eu connaissance, nous avons fait un communiqué, pour, d'une part, dire combien nous étions attentifs à la question de la sécurité sur ce site occupé et pour dire également, en ce qui concerne l'accident qui s'est déroulé chez H&M, que la Ville et la S.E.M. ne sont en rien en cause, dans l'accident qu'il y a eu, c'est une intervention de l'entreprise qui s'est déroulée en dehors des protocoles d'intervention qui étaient les siens. L'entreprise a entrepris des travaux sur le toit de H&M et cela s'est effondré, fort heureusement, à une heure où le magasin n'était pas ouvert, puisque c'était à 8 heures 30 du matin, mais au départ, il y a une responsabilité de l'entreprise que personne ne met en cause.

Suite à cela, il y a eu un référé de la part de H&M et ce référé a conclu, effectivement, à la non-responsabilité de la Ville, mais a conclu qu'il fallait geler, neutraliser les travaux sur l'espace en question, ce qui ne nous paraît pas possible, nous paraît assez disproportionné. C'est pourquoi la Ville a introduit un recours.

Nous devrions avoir, normalement, le 16 novembre, c'est-à-dire demain, le jugement en Conseil d'Etat en appel sur ce référé. Tant qu'il n'y a pas cette décision du Conseil d'Etat, c'est difficile pour nous de communiquer. Bien sûr, je reviendrai vers vous et je vous dirai ce qu'il en est à la suite de ce qui aura été dit, mais nous considérons qu'il faut prendre toutes les mesures, il faut les prendre, mais, en même temps, endosser la responsabilité qui est la nôtre et pas celle qui est liée à des interventions qui n'ont pas respecté un certain nombre de protocoles.

Je voudrais dire aussi que ce qui est compliqué sur ce chantier, sur cette opération, non seulement c'est en site occupé, mais on est aussi sur des ouvrages des années soixante-dix, c'est-à-dire une époque où la question du développement durable n'existait pas, où la construction ne se faisait pas avec les précautions que nous prenons aujourd'hui, que l'on découvre… Cela m'est arrivé aussi sur un autre chantier, Beaugrenelle, où l'on découvrait des éléments en creusant et en faisant les travaux qui ne figuraient pas dans les plans du site, parce qu'il n'y avait pas du tout la même rigueur dans la façon de conduire ces grandes opérations d'aménagement.

On n'est jamais à l'abri d'un certain nombre de surprises liées aussi à la façon dont l'ouvrage a été conçu, et cela, il faut qu'on l'accepte, qu'on minimise, et c'est vraiment notre objectif, tous les aléas, pour éviter tous les accidents ; on est bien d'accord avec cet objectif.

Je fais vraiment confiance au professionnalisme et à la compétence de Dominique HUCHER notamment là-dessus. Il est vraiment aussi recruté sur cette dimension-là.

Je voulais vous faire cette réponse. Je ne pourrai pas accepter votre vœu, parce que la question d'un audit de sécurité n'est pas le sujet. En revanche, je veux bien, si, effectivement, on a tardé, ce qui n'est pas normal, dans l'information des élus, tout faire, en tous les cas, vraiment, je vous le dis et je m'y engage, faire en sorte que vous soyez informés en temps réel. Après, il y a des sujets sur lesquels on peut vous informer de l'accident, mais on ne connaît peut-être pas les causes ni même les conséquences. Il faut aussi admettre que tant qu'il n'y a pas eu un certain nombre d'expertises, on n'a peut-être pas tous les éléments pour communiquer à l'extérieur, mais je m'engage en tous les cas pour que vous soyez, l'ensemble des élus, notamment les maires d'arrondissement, ce qui me paraît une évidence, informés plus rapidement si, en effet, je le reconnais, tel n'a pas été le cas sur cet accident concernant H&M.

Enfin, M. LEGARET nous a parlé de la signature du protocole de la Ville, la S.E.M., avec Mme Claude LALANNE. Un protocole a été signé ; je remercie vraiment Christophe GIRARD de s'être impliqué personnellement dans la recherche des solutions. Vous avez parlé des hippopotames… des rhinocéros, pardon... Il y a eu beaucoup de noms d'animaux. Il y a même eu une image, vraiment, si vous dites cela à Patrick BERGER, à juste titre, il ne sera pas content, vous avez parlé, Monsieur DUBUS, de gros crapaud et de cachalot.

D'abord c'est un langage animalier qui occupe aujourd'hui les débats, je me demande vraiment pourquoi, mais d'autres peuvent parler de grandes ailes d'oiseau ou de papillon, on peut même parler d'effet papillon, bref, sur cette question du jardin Lalanne et des œuvres Lalanne, vraiment, je remercie Christophe de s'être impliqué de la sorte pour qu'on obtienne ce protocole.

Vous pouvez être insatisfait, mais, en tous les cas, Mme LALANNE signe ce protocole et on va continuer à travailler avec elle jusqu'à ce que nous obtenions ensemble tous les emplacements qui conviennent.

Je crois avoir répondu à l'ensemble de vos remarques. J'espère ne pas avoir laissé de question importante en suspens. Je voudrais vous dire que c'est un chantier compliqué, mais que cela avance.

Vous m'avez parlé, pardon, du prototype. Vous savez, le prototype, c'est normal que les architectes fassent des prototypes, surtout pour des ouvrages de cette nature. Cela fait partie, en tous les cas pour l'architecte en question, d'éléments qui lui servent dans l'élaboration de son ouvrage et nous aurons très vite…

En tous les cas, là aussi, c'est important, un prototype, ce n'est pas l'élément définitif, cela sert à voir grandeur nature sur un espace et un volume ce que cela va donner.

D'accord, permettez qu'on puisse y travailler, en tous les cas que le Maire de Paris ait quand même son mot à dire sur des choses aussi importantes que la teinte du verre ou la nature des matériaux utilisés. Permettez que dans ma responsabilité d'adjointe en charge de l'urbanisme et de l'architecture, j'ai un dialogue principal avec les architectes et que tant que l'architecte recherche, on ne le montre pas, mais là, maintenant, on est en mesure de le faire, d'abord parce qu'on a arrêté le marché de construction et qu'on a également le procédé pour pouvoir fabriquer cette canopée.

Je comprends votre impatience, mais je serais ravie de pouvoir faire avec vous la visite du chantier et que nous découvrions ensemble les éléments de cette structure à la fois métallique et de verre pour cette très belle aile d'oiseau, d'avion, de ce que vous voulez, qui viendra faire ce toit magnifique au dessus de ce que l'on appelait jadis le trou des Halles.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame, de toutes ces explications précises.

Je mets aux voix le projet de délibération SG 113.

Vous avez parlé 10 minutes, vous voulez encore parler ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Très rapidement, je voudrais dire à Mme BACHE que je n'accepte pas les termes qu'elle a employés.

Je fais cette intervention en invoquant un fait personnel : elle m'a accusé d'entraver la bonne marche de ce chantier, de faire de l'opportunisme et d'exploiter des incidents mineurs.

Je dois vous dire, Madame BACHE, qu'il ne s'agit pas d'incidents mineurs et que si vous voulez connaître la gravité des accidents qui se sont produits… Laissez-moi terminer, Mme BACHE m'a mis en cause de manière totalement inacceptable et injustifiée.

Pour ce qui est d'entraver, je crois m'être comporté depuis des années en partenaire actif de ce projet des Halles. Votre intervention et les termes que vous avez employés sont totalement indignes de ce débat et totalement inappropriés.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Bien, on se calme, on reprend nos esprits et nous allons voter.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 113.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, SG 113).

Dans l'Assemblée. - NPPV.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Ah ! Voilà un sénateur digne de ce nom, centriste, évidemment ! Il n'est pas cachalot, il est centriste.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 182.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, SG 182).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 61 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 207.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, SG 207).

Comme on le disait justement, le SG 112 est une communication, il n'y a pas de vote.

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à la parcelle dite Kemmler.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner des vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération.

Les vœux n° 62 du groupe E.E.L.V.A. et n° 62 bis de l'Exécutif ont trait à la parcelle dite Kemmler.

La parole est à Mme GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Très rapidement, ce vœu a été voté à l'unanimité du Conseil du 20e arrondissement le lundi 7 novembre et il demande que la Ville intervienne auprès des propriétaires de la parcelle Kemmler, qui se trouve entre le 43-45 rue de l'Ermitage et le 42 rue des Cascades afin de pouvoir engager un projet de jardin, car c'est une parcelle qui avait été repérée dans le cadre du plan local d'urbanisme, dans le cadre de la concertation menée avec les riverains et les associations.

Cette parcelle est abandonnée depuis de nombreuses années, avec un bâtiment qui se détériore, qui est très souvent squatté et qui pose des problèmes de sécurité dans le quartier.

C'est pourquoi nous demandons que la Ville intervienne afin de pouvoir réaliser pour la prochaine mandature un espace vert très attendu dans un quartier très densément construit et très densément habité.

Une proposition a été faite d'un vœu bis, le 62 bis qui me convient. Pour gagner du temps, je retire mon vœu et j'accepte le vœu bis qui nous permet de continuer d'avoir des rapports avec les propriétaires afin d'accélérer l'acquisition de cette parcelle, de faire un projet sur ce jardin et, ensuite, si l'on n'arrive pas à aboutir avec les propriétaires, d'engager une D.U.P. afin de pouvoir créer ce jardin dans la prochaine mandature.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Les conversations, vous pouvez les faire à l'extérieur, ce sera plus simple, au bistrot. A la buvette, pardon !

La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais remercier Fabienne GIBOUDEAUX et lui dire, comme c'est dit dans le vœu de l'Exécutif (mais nous nous sommes retrouvées), que nous voulons effectivement poursuivre les discussions avec les propriétaires, puisque c'est une histoire d'indivision, que nous ne sommes pas du tout d'accord avec la situation telle qu'elle est, et que nous lancerons une D.U.P. si effectivement ces discussions n'aboutissent pas, parce que nous considérons comme elle, comme les élus qui ont porté le vœu, qu'un espace vert dans ce quartier est tout à fait important.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci. Le vœu n° 62 est retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 299).

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à la pollution de l'air dans le cadre du GPRU porte de Vincennes.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 63 déposé par le groupe E.E.L.V.A. est relatif à la pollution de l'air dans le cadre du G.P.R.U. porte de Vincennes.

La parole est à Mme GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Il s'agit aussi d'un vœu qui a été adopté à l'unanimité du Conseil du 20e arrondissement, le lundi 7 novembre. Il concerne une préoccupation que nous avons tous sur la pollution de l'air dans le secteur du G.P.R.U. porte de Vincennes.

Comme vous le savez, des aménagements importants vont être faits dans le cadre du G.P.R.U. Nous n'avons pas la possibilité, pour des questions financières (nous le regrettons), de couvrir le périphérique à cet endroit, alors que c'est une forte demande, à la fois de la mairie du 20e arrondissement, mais aussi des riverains.

Ces aménagements vont se faire sans couverture du périphérique, toujours les bâtiments existants subissent à la fois les nuisances sonores, mais aussi la pollution du périphérique.

Il nous semble important que, dans le cadre du projet de G.P.R.U., cette dimension soit prise en compte sous la forme d'une étude qui serait faite pour mesurer la qualité de l'air intérieur, selon les étages des immeubles. On sait que, selon la hauteur dans laquelle on se trouve dans un immeuble, la pollution est différente dans l'air intérieur.

En même temps, je pense que ce serait peut-être plus intéressant, dans un second temps, à la suite des résultats des études, que soient recherchés des aménagements de ventilation de ces immeubles, pour améliorer la qualité de l'air intérieur et les consommations d'énergie.

Nous le savons : avec un système de ventilation qui vient chercher de l'air un peu plus loin que le périphérique, on peut nettement améliorer l'air intérieur de ces immeubles. Comme ces immeubles ne seront pas détruits, mais maintenus, c'est important que nous innovions dans ce domaine pour améliorer la qualité de vie des habitants.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je remercie Fabienne GIBOUDEAUX, nous avons eu d'ailleurs une réunion publique, il y a peu de temps, sur le G.P.R.U. de la porte de Vincennes, en présence de nombreux adjoints, mais aussi des deux maires d'arrondissement du 20e et du 12e arrondissement.

Je suis favorable à ce vœu mais peut-être, je l'ai perçu dans l'intervention de Fabienne GIBOUDEAUX, il y a un point qui me gêne : il faut attendre le résultat des études pour réexaminer cette question à court et moyen terme.

Je donnerai un avis favorable, si vous acceptiez de retirer la dernière partie de votre vœu, c'est-à-dire accord pour engager les études, mais en attendant les conclusions pour lancer les travaux.

Il y a déjà, sur les 88 logements par exemple de l'immeuble dit Vincennes 1, situé rue de Lagny, qui appartient à la R.I.V.P., une opération de réhabilitation qui va accroître le confort thermique et acoustique. Les travaux débutent en 2012 pour s'achever en 2013.

La R.I.V.P. s'est aussi engagée auprès de la Ville à mettre en œuvre une démarche de développement durable et notamment à atteindre des objectifs thermiques, mais aussi le confort lié notamment à la question acoustique.

C'est vrai, dans la réunion publique que nous avons eue, le principal sujet de pollution, au-delà de la pollution atmosphérique liée au périphérique, c'est la pollution acoustique.

Nous sommes extrêmement sensibles à cela, mais, en même temps, je vous propose d'attendre le résultat des études pour réexaminer la question vraiment très rapidement.

Il faut qu'on donne satisfaction à la population, mais, en même temps, qu'on tienne compte de ce qui est déjà entrepris pour améliorer le confort en termes d'acoustique des habitants de ce quartier.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Vous voulez dire deux mots ?

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - J'accepte les propositions que fait Anne HIDALGO, mais j'insiste sur la rapidité de l'étude, car il ne faudrait pas que l'étude prenne trop de temps, que les travaux soient déjà engagés et qu'on ne puisse plus rien faire sur ces immeubles.

Il y a un gros problème de pollution, on le sait, ces immeubles ne seront pas détruits avant de nombreuses années, la couverture n'aura pas lieu. Il faut vraiment rapidement qu'on puisse réagir en fonction des études pour faire les aménagements, ce ne sont pas forcément des aménagements lourds et coûteux, qui prennent en compte cette dimension.

J'accepte la proposition d'Anne HIDALGO.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu ainsi amendé assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté. (2011, V. 300).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au GPRU Porte de Vincennes et aux logements rue Elie Faure (12e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 64, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif au G.P.R.U. porte de Vincennes et aux logements rue Élie Faure, dans le 12e.

La parole est à M. NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire, il s'agit d'une extension, si je puis dire, du vœu précédent. Nous l'avons présenté séparément compte tenu du fait que le vœu précédent avait été déposé par l'ensemble de la majorité municipale dans le 20e arrondissement.

Comme le G.P.R.U. est à cheval sur les 20e et 12e arrondissement et que les logements concernés sont des logements qui se situent de part et d'autre de l'avenue de la porte de Vincennes, nous avons la même problématique dans le 12e arrondissement pour les logements R.I.V.P. de la rue Élie Faure. C'est exactement la même situation que pour les logements de la R.I.V.P. de la rue du Commandant-l'Herminier.

La demande que je formule ici, qui n'avait pas été évidemment présentée au conseil du 20e arrondissement, serait de faire en sorte que cette étude soit élargie au périmètre du 12e arrondissement, toujours dans le même secteur du G.P.R.U.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - C'est un avis favorable dans le prolongement de ce qu'on a dit tout à l'heure, puisque c'est le même quartier, à cheval sur le 12e et le 20e arrondissement, et qu'on est exactement sur la même problématique.

Par ailleurs, les études liées à la qualité de l'air seront menées, pas uniquement pour les logements de la rue Élie Faure, mais sur l'ensemble du périmètre de l'opération d'aménagement.

Donc un avis favorable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 301).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux futures passerelles surplombant la rue Linois (15e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 65, déposé par le groupe U.M.P.P.A., est relatif aux futures passerelles surplombant la rue Linois.

Je donne la parole à Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous conviendrez avec moi, Madame HIDALGO, que nous avons rarement été d'accord sur le dossier Beaugrenelle, mais sur ce point précis de la suppression des passerelles rue Linois, j'étais depuis le début entièrement d'accord : il fallait les supprimer.

Depuis la présentation du projet, à la fois du nouveau centre commercial et de la restructuration de la dalle Beaugrenelle, nous avons toujours entendu parler de passerelles de remplacement qui seraient allégées, qui permettraient une perspective sur la Seine et donc une vue dégagée sur la rue Linois.

Nous avons eu des présentations de maquettes pendant des mois et des mois, et nous avons vu une passerelle plutôt réussie proposée par la S.C.I. Beaugrenelle.

Or, très récemment, cet été pour être tout à fait précise, la S.E.M. PariSeine a présenté son projet de passerelle, qui est totalement décevant, parce qu'encore une passerelle en béton qui n'est pas en harmonie avec celle proposée par la S.C.I. Beaugrenelle.

Il n'y a pas eu de concertation. Les habitants découvrent ce projet. On a l'impression qu'on passe en force.

Donc ce vœu propose de revoir le projet de la S.C.I. Beaugrenelle pour permettre une plus grande harmonie, une adéquation entre ces deux passerelles. C'est un souhait des habitants, et nous demandons au Maire de Paris qui examine le permis de construire de donner un avis défavorable pour que la copie soit révisée.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je suis désolée, Madame POIRAULT-GAUVIN, mais nous n'avons jamais été d'accord sur Beaugrenelle et cela va continuer.

J'émets un avis défavorable à votre vœu. Voilà, vous vous mettez maintenant, à nouveau, sur un autre registre - je le note avec plaisir -, mais vous remettez quand même en cause l'architecture future d'une des passerelles et soi-disant le manque d'harmonie qui en résulterait.

Je ne suis pas d'accord avec cela. Nous sommes sur un processus avec des décisions déjà actées. Là aussi, c'est un chantier. Si vous vous promenez le long de Beaugrenelle, vous verrez qu'il y a six ou sept grues sur le site. Les choses sont vraiment très fortement engagées. Je crois qu'il est temps maintenant de sortir des polémiques, sur lesquelles, comme pour les Halles, nous avons gagné tous les procès, voilà ! Il est temps maintenant d'aller de l'avant.

Je suis tout à fait partante pour que l'on puisse discuter ensemble, voir comment, dès lors que les choses sont vraiment lancées et que pas grand-chose ne pourrait les arrêter, eh bien, comment nous pouvons converger sur un sujet sur lequel nous avons tant divergé, mais j'émets un avis défavorable à votre vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix le vœu n° 65, avec un avis défavorable…

Ah ! Monsieur MENGUY ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Monsieur le Maire, je voudrais prendre la parole pour une explication de vote suite à la réponse de Mme HIDALGO.

Madame HIDALGO, ce vœu sur le chantier Beaugrenelle, comme sur d'autres projets de cette municipalité pour le 15e, révèle vraisemblablement et encore une fois un problème de méthode.

Ce problème de méthode est le suivant : encore une fois, vous voulez passer en force malgré l'avis des riverains.

Ce chantier Beaugrenelle, on en a parlé hier pour un vœu sur les flux de circulation de la rue de l'Ingénieur Robert Keller, présente des inconvénients pour les riverains, et ce sont les riverains qui, au quotidien, vivent ces travaux, vivent ce chantier avec tous les aléas et le feuilleton que Beaugrenelle a révélé. Et ce n'est que légitime que les élus de terrain que nous sommes puissent relayer les demandes des habitants. Nous regrettons encore une fois dans votre méthode qui fait fi de la démocratie de proximité, fi des avis des conseils de quartiers, fi de l'avis des habitants, de l'avis des riverains qui subissent les nuisances et qui vont vivre avec ce centre, et donc avec ce manque d'harmonie entre deux passerelles…

Bon sang ! Madame HIDALGO, deux passerelles, ce n'est quand même pas vous demander de traverser l'Atlantique à la marche et à reculons ! C'est franchement là un manque d'ouverture de votre part, encore une fois, mais comme pour Boucicaut, comme pour d'autres chantiers.

Vous avez décrété que vous aviez la vérité car c'était votre avis. C'est quelque chose avec lequel nous ne sommes pas d'accord parce que nous considérons qu'avant même votre avis et avant votre perception de la beauté et de l'esthétique d'un chantier, il y a ce que vivent les habitants au quotidien.

C'est la raison pour laquelle nous avons déposé ce vœu, et compte tenu de votre réponse, c'est bien évidemment la raison pour laquelle nous voterons ce vœu en regrettant votre position sectaire.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait, c'est clair !

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 65 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place d'un comité de pilotage et de suivi du chantier Beaugrenelle.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 66, déposé par le groupe U.M.P.P.A., est relatif à la mise en place du comité de pilotage et de suivi du chantier Beaugrenelle.

La parole est à Mme POIRAULT-GAUVIN, pour une minute.

(Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, remplace M. Pierre SCHAPIRA au fauteuil de la présidence).

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Toujours sur ce dossier de Beaugrenelle, lors d'un C.I.C.A. qui s'est tenu le 9 décembre à la mairie du 15e, il a été proposé qu'un comité de pilotage réunissant tous les acteurs sur ce dossier puisse se réunir régulièrement pour accompagner le chantier qui crée de très nombreuses nuisances. Je pense qu'il est important que tous les interlocuteurs soient autour de la table pour avoir les bonnes réponses, pour que nous puissions soutenir les habitants qui, quand même, vivent des grosses difficultés avec ce chantier gigantesque.

La S.C.I. Beaugrenelle a fait part de son refus de participer à ce comité de pilotage. Nous le regrettons. Nous le regrettons d'autant plus qu'elle organise des réunions pendant les séances du conseil d'arrondissement, ce qui fait que les élus ne peuvent pas assister à ces réunions, ce qui est tout à fait dommageable.

Nous demandons donc la position de la Ville de Paris. La Mairie de Paris et la Sem PariSeine n'ont pas eu la correction de répondre au maire du 15e. Nous souhaitons donc qu'une réponse soit apportée et que tous les acteurs puissent enfin travailler dans l'intérêt général des habitants de ce quartier.

Quelle est la position de la Mairie de Paris, Madame HIDALGO, et de la Sem PariSeine par la même occasion ?

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - J'émets là aussi un avis défavorable. On s'est souvent affronté, même très durement, pendant des années. C'est un projet qui a été conçu dans la première mandature et qui a valu beaucoup de joutes oratoires, ici, dans ce Conseil de Paris.

Je ne vois pas comment, au bout du processus, au moment où on est en train d'aboutir à la construction d'un centre commercial avec une offre commerciale qui sera tout à fait intéressante, on va arriver à se mettre d'accord.

Par ailleurs, je voulais vous dire que ce vœu me paraît sans objet parce qu'il y a un espace d'information qui est situé à proximité du chantier, au cœur de Beaugrenelle, qui est très fréquenté, vraiment très fréquenté par la population.

Il y a des réunions publiques mensuelles organisées, comme c'est normal, par les promoteurs du projet et la S.E.M.

Il y a des documents d'information distribués à tous les riverains, un site Internet, et des possibilités de contacts très variées : un numéro vert, une boîte mail, des réunions de conseils de quartier auxquels la S.C.I. Beaugrenelle participe, il y a eu le C.I.C.A., bref ! Des réunions publiques qui sont tenues de façon régulière, et une réponse immédiate et une information immédiate sur toutes les évolutions du chantier à tous les riverains.

Voilà, je crois qu'il est un peu tard, maintenant, pour demander un comité de pilotage puisque, comme cette opération avait été tant décriée et niée par la mairie du 15e, l'organisation s'est faite autrement et fonctionne plutôt bien avec les riverains.

J'émets donc un avis défavorable à votre vœu.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Pour une explication de vote, je donne la parole à M. MENGUY, pour l'U.M.P.P.A.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Madame la Maire.

Ecoutez, Madame HIDALGO, en deux vœux successifs, vous venez de vous contredire.

D'un côté, vous dites, dans le vœu précédent, qu'il est temps de converger compte tenu de l'avancée du chantier. On vous fait une demande qui vient des habitants, que vous refusez. Et, de l'autre, dans ce vœu, vous nous expliquez toutes les réunions d'information qui se tiennent, les réunions de conseils de quartier, etc., en valorisant finalement la démocratie de proximité et donc, a priori, les demandes des habitants, alors que vous venez de refuser, dans le vœu précédent, une de leurs demandes, ce qui nous paraissait élémentaire.

Franchement, votre position contradictoire est inacceptable. Mme LEPETIT a fait pareil hier, donc il n'y a pas de problème. Vous ne pouvez pas refuser un vœu sous un prétexte et refuser l'autre vœu en prenant la position à 180 degrés, tout cela parce que cela vous arrange !

C'est vraiment encore une méthode qui n'est pas acceptable.

C'est la raison pour laquelle nous voterons ce vœu parce que, vraiment, la démocratie de proximité, ce n'est pas à la carte, quand cela vous arrange, c'est seulement quand cela arrange les habitants. Je crois que c'est bien l'essentiel de notre démarche.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 66 déposé par l'U.M.P.P.A. avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

2011, DU 263 - Attribution de la dénomination place de la laïcité à une place du 15e.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la dénomination "Esplanade Élisabeth SKOBTSOV" de la partie centrale du quai André Citroën (15e).

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Nous avons maintenant un projet de délibération DU 263 sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé un vœu.

M. GAREL a la parole.

M. Sylvain GAREL. - Oui, assez rapidement, vu l'heure qu'il est.

Cette place de la Laïcité, c'est la troisième fois en trois Conseils que nous avons un vœu puis un projet de délibération.

D'abord, je voudrais faire une remarque de forme.

Je remarque que certains vœux se transforment beaucoup plus rapidement en projet de délibération que certains autres. Il a fallu juste un mois pour qu'un vœu devienne un projet de délibération. J'ai rarement vu que nos vœux ou ceux d'autres partis de cette assemblée se transforment en projet de délibération aussi rapidement. Simplement, je soulève ce point.

Deuxièmement, nous ne prendrons pas part au vote sur ce vœu, nous l'avons déjà dit, tant qu'il y aura une place Jean-Paul II. Voter une place de la Laïcité nous semble une contradiction, à moins que - on l'a, là aussi, déjà dit mais on le redit - ce soit la place Jean-Paul II qui devienne la place de la Laïcité, ce qui aurait, à ce moment-là, un sens.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci.

Monsieur MENGUY, pour 3 minutes, pour l'U.M.P.P.A.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Madame la Maire.

C'est effectivement, comme l'a dit Sylvain GAREL, un bien étrange feuilleton auquel nous participons par ce projet de délibération et ce vœu puisque, suivant un certain nombre de procédés que l'opposition et une partie de la majorité municipale ont dénoncés, je tiens juste, pour cela, à citer Gilles ALAYRAC qui - je cite -, en conseil d'arrondissement, a dit : "Nous découvrons ce soir que les décisions ont été prises en dehors de cette instance - le conseil d'arrondissement -, ce que je regrette."

Je crois que, là, le débat sur la laïcité, qui est un beau débat, un vrai débat politique et avec des décisions que nous devons prendre de façon forte pour rappeler un certain nombre de principes fondamentaux de notre République, ce débat a été largement mis à mal par des procédés, des procédures entre un vœu de la gauche, puis un projet de délibération, puis le projet de délibération avant le vœu, etc. Tout ce cafouillage n'était assurément pas sérieux.

En ce qui concerne le vœu que nous avons déposé, c'est un vœu que nous déposons pour deux raisons.

D'abord, nous considérons qu'en matière de laïcité, le 15e prend toute sa part par le projet du patronage laïque. Je pense que Mme HIDALGO pourrait en parler longuement : c'est un projet qui appelle à beaucoup de critiques mais, en tout état de cause, nous avons déjà, dans le 15e et proche du Parc Citroën, un emplacement qui rappelle l'importance et notre attachement à la laïcité, au principe de laïcité. Finalement, je ne suis pas certain que deux endroits à proximité soient vraiment un choix judicieux.

Le second point, c'est qu'en proposant que cette esplanade porte le nom d'Elisabeth Skobtsov, c'est aussi un double hommage.

Le premier hommage parce qu'aux alentours est également rappelée la mémoire de deux résistants : André Chamson et Max Guedj. Cela a tout son sens : par cette dénomination, nous continuons de rappeler quel a été le sacrifice de ces résistants, quelle a été la démarche, le combat qu'ils ont eu contre toutes les intolérances, contre tous les obscurantisme, contre tous les extrémismes et, à n'en point douter, Elisabeth Skobtsov a pris toute sa part au péril de sa vie et sa déportation lui a coûté la vie. Je crois que nous devons aussi rappeler notre attachement à la liberté qu'elle a voulu défendre et aussi à la lutte contre toutes les intolérances, notamment l'obscurantisme religieux qui a fait partie de son combat.

Par ce choix, par cette proposition que, je crois, nous voulons constructive, de rappeler la mémoire de cette grande résistante, nous faisons aussi le choix du symbole.

Le choix du symbole : alors même que la laïcité a son emplacement dans le 15e, avenue Félix Faure, nous demandons que ce symbole soit décidé pour l'esplanade du parc Citroën qui s'ouvre sur la Seine. Voilà un beau symbole pour célébrer la mémoire d'une résistante qui a perdu la vie, emprisonnée, réduite à la plus simple expression de sa vie, que de lui donner l'appellation d'un endroit qui est ouvert sur le monde pour rappeler que les élus que nous sommes réaffirmons le principe que la liberté n'est pas négociable, que les obscurantismes ne peuvent pas prendre le pas sur ce genre de combat, sur ces sacrifices.

C'est tout le sens de notre vœu : que finalement nous dépassions les clivages et nous dépassions les petites manœuvres de procédure sur un projet de délibération ou un vœu sur la laïcité pour que nous puissions aller au-delà. C'est aussi cela, le rôle des élus que nous sommes de rappeler que la liberté est le plus beau des combats.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Pour vous répondre, je donne la parole à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - D'abord, pour vous rappeler que nous sommes tout à fait dans la procédure classique. Il y a eu un vœu. Le vœu que nous avions présenté une première fois en Conseil de Paris n'avait pas de localisation. D'ailleurs, cela nous a permis de clarifier le fait que le 15e était d'accord et que la famille de Geneviève Anthonioz-de Gaulle était d'accord aussi pour donner suite à un vœu précédent sur une place Geneviève Anthonioz-de Gaulle dans le 15e.

Donc, il y a eu un premier vœu sans localisation précise.

Puis un deuxième vœu avec la localisation : devant le parc Citroën.

Comme on fait habituellement pour passer au stade de la dénomination, il y a un projet de délibération et nous sommes au stade du projet de délibération qui localise cette esplanade de la Laïcité dans le 15e arrondissement, à côté du parc André Citroën, une très, très belle esplanade, d'ailleurs, le long de la Seine. Je pense que notre ville, comme d'autres grandes villes françaises, s'honorera de donner le nom de "Laïcité" à un espace public important.

Le 15e arrondissement nous explique qu'ils sont tout à fait pour parce que, d'abord, on a un patronage laïque, même s'ils disent qu'ils ont beaucoup de choses à redire sur le patronage laïque et que, finalement, c'est pour solde de tout compte.

Je crois qu'on n'est jamais pour solde de tout compte avec la laïcité. En tous les cas, je pense que c'est à cet emplacement-là, c'est-à-dire dans un espace digne, un espace généreux, un espace vraiment important, très fréquenté aussi, qu'il convient de donner le nom de "place de la Laïcité".

Vous avez une proposition alternative concernant notamment Elisabeth Skobtsov. Je suis tout à fait partante pour que l'on regarde effectivement un emplacement dans le 15e, un joli lieu aussi où on pourrait donner ce nom, mais j'émets un avis défavorable sur le principe de la localisation, à la place, comme par hasard…

Ne soyez pas crispés sur la laïcité, c'est important et c'est un petit bijou auquel les républicains que nous sommes ont plutôt intérêt à se raccrocher par les temps qui courent. En tous les cas, c'est ma conviction profonde et je sais qu'elle est partagée sur les bancs de cet hémicycle. Cela a été dit par Marinette BACHE dans les Conseils précédents, et par d'autres collègues aussi, par Claude DARGENT notamment.

Ne soyons pas crispés là-dessus. Le nom, la personne que vous proposez trouvera sa place dans le 15e arrondissement et à Paris. J'en prends l'engagement, mais pas à cet endroit.

Je vous demande de bien vouloir accepter, sur la partie centrale du quai André-Citroën, la création de l'esplanade de la laïcité, qui d'ailleurs, puisque nous sommes dans les temps, devrait être inaugurée le 9 décembre, qui est le jour de la laïcité.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame HIDALGO. Désolée, M. MENGUY, mais je ne peux pas vous redonner la parole maintenant.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 67 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 263 pour donner le nom de place de la laïcité à cette place du 15e arrondissement.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DU 263).

Merci, mes chers collègues.

2011, DLH 109 - Financement complémentaire des programmes de logements familiaux, de résidence étudiante et de foyer de jeunes travailleurs 141-219, boulevard MacDonald (19e).

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Nous allons examiner le projet de délibération DLH 109 : financement complémentaire de programmes de logements familiaux, de résidence étudiante et de foyer de jeunes travailleurs, au 141-219, boulevard MacDonald.

Je donne la parole à Anne-Constance ONGHENA, pour le groupe U.M.P.P.A.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - A travers ce projet de délibération, vous nous demandez de voter une subvention complémentaire de 7 millions d'euros pour les bailleurs sociaux en charge de la réalisation de ces projets immobiliers sur le secteur MacDonald.

Cette subvention complémentaire correspond à une hausse de plus de 16 % du budget prévisionnel.

Avec les élus de mon groupe, nous nous interrogeons : qu'est-ce qui justifie une augmentation de 16 % alors que la subvention initiale à été accordée il y a moins d'un an ? Vous pourrez sûrement nous apporter quelques explications sur la sous-évaluation du budget prévisionnel.

M. DAGNAUD, en conseil d'arrondissement parlait, je crois, de "battement de cil" pour qualifier les 7 millions, c'est tout de même un battement de cil qui représente un cinquième du budget prévisionnel de l'opération et c'est un sérieux battement de cil.

Comme le précise le document, nous sommes dans le cadre d'un partenariat public privé. N'y aurait-il pas moyen de partager l'effort de manière à ne pas faire supporter le coût supplémentaire totalement au contribuable parisien ?

Enfin, nous nous interrogeons vraiment sur ce point, quelle garantie avons-nous aujourd'hui sur le fait qu'Icade apporte aux contribuables à travers cet appel d'offres toutes les garanties pour maîtriser le budget, puisque nous sommes aujourd'hui déjà en train de voter 16 % d'augmentation ?

En 8e Commission, vous disiez également que ce projet était dans un quartier difficile et qu'il fallait mettre beaucoup d'argent, je n'ai jamais cru comprendre que mettre beaucoup d'argent, c'était faire des dépassements aussi importants sur les budgets des opérations.

Je tenais aussi à vous rappeler que vous parlez de quartiers difficiles sur lesquels il faut mettre beaucoup d'argent, mais vous trouvez tout de même le moyen de construire du logement social coincé entre les maréchaux, le périphérique et le faisceau ferroviaire.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci.

Pour vous répondre, je donne la parole à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Effectivement, il s'agit d'un projet extrêmement ambitieux de reconquête du Nord-est de Paris, avec une volonté de transformer les entrepôts MacDonald en un lieu de vie plutôt qu'en lieu d'entrepôt. Dans une diversité de produits, mélangeant aux bureaux, logement privé, logement social, logement à loyer maîtrisé, foyer de jeunes travailleurs, activités commerciales. Tous ceux qui se déplacent dans ce secteur aujourd'hui constatent, j'espère de façon positive, la transformation de ce morceau de ville.

Effectivement, avec un pari important qui a été pris, non pas la démolition mais la transformation des entrepôts MacDonald, bâtiments de 600 mètres de long, par lesquels nous passons en partie, puisque nous construisons une rue, nous faisons passer le tramway, et nous construisons des logements, évidemment de qualité dans une mixité bien comprise.

Avec un opérateur privé, qui s'appelle Icade, avec lequel objectivement nous avons discuté pied à pied, y compris le coût de ces opérations et le coût financier, mais tout cela est une VEFA (vente en état futur d'achèvement).

Compte tenu des contraintes techniques entre les estimations initiales et la réalité des coûts, malgré nos négociations, nous devons objectivement constater une réévaluation en fonction des choix architecturaux qui ont été faits, mais qui compte tenu du lieu méritent un apport complémentaire de subvention.

Vraisemblablement le fait que le groupe Icade, dans sa mission, a eu des exigences de portage ou de coûts globaux qui font qu'aujourd'hui nous sommes dans l'obligation, pour aider l'ensemble des bailleurs, qu'ils soient Ville de Paris ou hors Ville d'ailleurs, puisque vous constatez comme moi que vous avez des E.S.H. chez des sociétés proches de la Ville de Paris, qui sont de concert dans ce projet. Cela veut dire que l'ensemble de ces bailleurs y croit. Aujourd'hui, nous arrivons à un prix moyen de construction de 5.211 euros le mètre carré, ce qui pour Paris, dans un projet de cette ambition, est un coût encore raisonnable.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MANO.

Je vais mettre aux voix ce projet de délibération... Pardon ? Sur les délibérations, Madame ONGHENA, je suis désolée mais il n'est pas prévu que vous répondiez à l'Exécutif.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 109.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DLH 109).

2011, DLH 178 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris pour un emprunt Eco Prêt réhabilitation à contracter par EFIDIS en vue de compléter le financement d'un programme de réhabilitation comportant 132 logements 58, rue Riquet / 102 rue d'Aubervilliers (19e).

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Nous avons un projet de délibération DLH 178 pour l'octroi de la garantie de la Ville de Paris pour un emprunt pour 132 logements, 58 rue Riquet - 102 rue d'Aubervilliers dans le 19e arrondissement.

La parole est de nouveau à Mme Anne-Constance ONGHENA.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Bien. Je vais faire mon explication de vote maintenant. Voilà. Pour vous dire, Monsieur MANO, que vous n'avez apporté aucune réponse probante pour expliquer les 16 % d'augmentation. Vous ne nous avez pas dit : cela va coûter 16 % de plus pour telle et telle raison. A part avoir fait quelques belles phrases, il n'y a pas d'arguments concrets.

Dans le fil conducteur de ce projet de délibération, cette fois, c'est une augmentation de 400.000 euros, suite au refus des Architectes et bâtiments de France de voir remplacer des menuiseries en bois par des menuiseries métalliques. En Conseil d'arrondissement, certains élus avaient pourtant dit que des menuiseries en bois seraient sûrement plus pertinentes. Cela fait deux ans et on aura perdu deux ans.

Votre projet de délibération n'apporte aucune garantie sur la non augmentation du coût des loyers pour les habitants de ce programme de logements sociaux, qui comme vous le disiez tout à l'heure est également situé dans une zone en difficulté du 19e arrondissement.

On aimerait bien que vous puissiez nous apporter des garanties pour bien mettre sous contrôle la non augmentation des loyers, suite à cette augmentation de 400.000 euros.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame.

Pour vous répondre, je donne de nouveau la parole à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Très honnêtement, nous sommes dans un projet classique de travaux sur des bâtiments que nous reprenons, avec des travaux aménagés, et dont les loyers du secteur social sont des loyers plafonnés qui respectent une réglementation extrêmement précise.

Il n'y a pas de particularité spéciale sur ce dossier. Cela fait partie des projets de délibération que vous aurez l'occasion de voir, peut-être y compris lors d'une prochaine séance en nombre, compte tenu du nombre de propositions qui vous seront faites. Il n'y a pas d'anomalie, mais si vous voulez systématiquement trouver un prétexte pour vous opposer à la construction de logements, au développement de logements sociaux, à l'amélioration de la qualité de logements dans l'est parisien, dites-le.

En même temps, vous êtes contre l'est et vous êtes aussi contre quand on développe chez vous ! Cela pose un certain nombre de problèmes. En général, à l'U.M.P., vous êtes contre quand on développe du logement social à l'ouest et au centre de Paris, et vous êtes contre quand on en fait également à l'est. En clair, vous ne voulez jamais de logement social !

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 178.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DLH 178).

2011, DLH 208 - Réalisation par Paris Habitat OPH, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 4 logements PLA-I, 13 logements PLUS et 3 logements PLS, Passage de la Vierge, 56 rue Cler (7e).

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DLH 208 : réalisation par "Paris Habitat" d'un programme comportant 4 logements P.L.A.I., 13 logements PLUS et 3 logements P.L.S. au passage de la Vierge dans le 7e arrondissement.

La parole est à M. Yves POZZO di BORGO.

M. Yves POZZO di BORGO. - Mes chers collègues, en cette fin d'année budgétaire, il est classique que les dossiers de financement d'opérations de logement social se précipitent.

En l'occurrence, trois projets concernent le 7e arrondissement : le DLH 208, sur lequel je suis inscrit, les DLH 237 et 238.

Mon propos concentre d'ailleurs les trois sujets, dans la mesure où ils peuvent faire l'objet d'un commentaire général.

Au total, ce sont donc 57 unités nouvelles qui viendront participer au respect de la loi S.R.U., pas de quoi, j'en conviens, bouleverser l'ordre sur le podium des arrondissements présentant les plus hauts taux de logement social.

Je reconnais également que si la proportion de demandeurs inscrits dans le 7e s'avère l'une des plus faibles de Paris, elle ne peut être négligée, avec près de 870 candidatures.

La brochure éditée par l'APUR sur l'accès au logement social à Paris fournit d'ailleurs la répartition des demandes en attente selon les plafonds de ressources des ménages ; Jean-Yves MANO ne manquera pas d'évoquer le nombre de ceux ressortissant du P.L.A.I., tant au niveau local que parisien.

Mais une lecture complémentaire montre aussi que dans le 7e, plus de 200 d'entre eux relèvent du PLUS et une centaine des catégories P.L.S. ou intermédiaires. Or, sur les 57 offres nouvelles, 13 seulement sont financées en PLUS et 3 en P.L.S., pas exactement la distribution idéale pour satisfaire la déclaration municipale sur son souhait de contenir le départ des classes moyennes.

Quoi qu'il en soit, la formation à laquelle j'appartiens défend le principe d'une distribution plus équilibrée du parc aidé sur l'ensemble du territoire parisien. Aussi, ne conteste-t-elle pas cette contribution au logement social parisien.

Nous refusons, en revanche, mais vous le savez, la démagogie d'un exercice consistant à acheter à des prix exorbitants des immeubles occupés. Je note que ces dossiers relèvent d'une autre pratique, puisqu'ils livreront à terme des logements disponibles.

Deux d'entre eux, rue Cler et Villa de Saxe, ressortissent à des prix raisonnables au regard du contexte foncier local dans l'arrondissement.

Nous avions déjà fait la remarque que le processus d'acquisition en V.E.F.A. (vente en état futur d'achèvement) se révèle étonnamment bien plus économe qu'une construction directe par les bailleurs sociaux. Il est vraisemblable, en l'occurrence, que les acquéreurs des appartements en accession privée porteront aussi indirectement le poids de cette V.E.F.A.

S'agissant de l'adresse rue Cler, je ne reviendrai pas sur les arguments parfaitement défendus par la maire du 7e arrondissement en 2009 lorsqu'il s'est agi d'inscrire sur cette parcelle une servitude pour le logement social.

Je maintiens qu'une occasion a été perdue d'y réaliser une structure dédiée à la Petite Enfance. Nous sommes là dans un quartier plutôt jeune et familial, qui est en droit de bénéficier des équipements d'accompagnement que tout ménage attend de son quartier. Or, les 61 nouveaux logements prévus par cette opération alourdiront le déficit actuel de structures sociales ; c'est la raison pour laquelle, sur ce dossier, je m'abstiendrai.

Il n'en sera pas de même du projet de délibération concernant les 5/7 Villa de Saxe, que je voterai sans réserve, mais non sans mentionner que je me réjouis que "Paris Habitat" ait choisi, pour gérer la résidence sociale, l'association "Habitat et Humanisme" ; son engagement social et son expérience garantiront la qualité de l'accompagnement des jeunes gens admis dans ce foyer.

Enfin, pour terminer, venons-en rapidement à cette vieille affaire du 96, rue de Sèvres. Il aura fallu presque 10 ans entre la préemption municipale et ce second montage financier pour espérer la réhabilitation de l'immeuble. Entre-temps, le coût de l'opération aura été fortement renchéri. Se paye donc aujourd'hui le prix d'une précipitation compulsive sur le 7e arrondissement.

Je vous remercie de votre attention.

Bien naturellement, je n'interviendrai pas sur les projets de délibération suivants, si ce n'est pour voter.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur POZZO di BORGO.

Pour vous répondre, je donne la parole à Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Monsieur POZZO di BORGO, effectivement, ce ne sera pas la révolution quantitative dans le 7e, mais avouons que c'est rare d'avoir trois projets de délibération concernant du logement social dans sa diversité de produits dans le 7e arrondissement et je crois comprendre qu'à titre personnel au moins, et je ne sais pas ce qu'a fait la mairie du 7e arrondissement, vous les soutenez au moins dans l'esprit dans lequel cela a été fait.

Oui, dans un premier temps, sur le passage rue Cler, c'est une opportunité extrêmement intéressante, il y aura du logement social et, comme vous le savez, à Paris, sur l'ensemble du territoire parisien, dans le cadre de l'imposition des 25 % de logements sociaux, nous avons des négociations directes avec les promoteurs et nous fixons le prix de sortie d'acquisition des logements. Ceci est une contrainte qui est connue de l'ensemble des promoteurs et donc, à ma connaissance, ce ne sont pas les acquéreurs qui supportent le coût de réalisation du logement social, mais si, éventuellement, les opérateurs, c'est-à-dire les promoteurs, se laissent aller dans des propositions financières qui dépassent l'équilibre normal et classique des prix, ils s'en prennent à eux-mêmes, mais à ma connaissance, ce n'est pas leur responsabilité, l'envolée des coûts ne revient donc pas sur le logement social.

Sur l'opération de structure d'accueil des jeunes, je me réjouis, comme vous, qu'"Habitat et Humanisme" puisse gérer 20 à 25 logements. Comme vous, je vais faire appel au sérieux de cet organisme, avec lequel nous avons l'habitude de travailler sur le territoire parisien.

En ce qui concerne l'immeuble de la rue de Sèvres, c'est effectivement, vous avez raison, un vieux projet, qui a rencontré des difficultés dans les négociations commerciales avec les occupants du commerce. Aujourd'hui, il y a eu un accord et des travaux d'importance sont à réaliser sur cet immeuble qui était, à l'évidence, en mauvais état. Nous avons bien fait de l'acquérir pour éviter un immeuble insalubre qui n'aurait pas été tout à fait en adéquation avec la qualité du 7e arrondissement.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 208 sur la rue Cler.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DLH 208).

Monsieur MENGUY ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Je voudrais faire un bref rappel au règlement sur la base des articles 2 et 5 de notre règlement sur les réponses que l'Exécutif nous adresse sur la question des derniers projets de délibération.

Monsieur MANO, vous avez dit deux choses.

La première est que l'U.M.P. était contre, finalement, un peu tout en matière de logement social, nous venons de faire la démonstration, si vous en aviez encore besoin, mais je m'étonne que vous n'ayez toujours pas compris au fil des séances, que nous ne sommes pas contre le logement social. La seule chose, c'est que nous sommes contre le logement social à n'importe quel prix, Monsieur MANO, et à n'importe quelle qualité, Monsieur MANO, et cette qualité des logements sociaux vaut pour le 7e, comme vous venez de le dire, puisqu'il ne faudrait pas qu'un logement insalubre soit proposé dans le 7e compte tenu de la qualité du 7e arrondissement, c'est ce que vous venez de dire, mais cela vaut pour tous les arrondissements de Paris, Monsieur MANO.

Ce que nous demandons dans la réponse de l'Exécutif quand nous intervenons, nonobstant la question du temps de parole, c'est, bien évidemment, un peu de cohérence et de ne pas dire n'importe quoi.

La qualité du logement, cela a été abordé hier aux questions d'actualité par le président d'un groupe de votre majorité, Monsieur MANO, alors plutôt que de raconter n'importe quoi dans les réponses de l'Exécutif, essayez d'avoir des réponses par l'Exécutif à la hauteur des enjeux, Monsieur MANO, plutôt que de nous faire la leçon en permanence et qui ne trompe personne lorsque vous répondez à nos vœux, que vous présentez des vœux bis ou que vous répondez à nos interventions sur les projets de délibération en termes de logement social, venez sur le terrain, je suis persuadé que mes collègues de l'Est parisien seront heureux de vous inviter à voir l'état dans lequel sont les logements sociaux des bailleurs de la Ville, mais comme dans les arrondissements de l'Ouest, on en a autant à votre service dans le 15e, mais soyez un peu cohérent, ayez le respect de l'opposition, vous aurez aussi le respect des habitants qui occupent ces logements sociaux.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Monsieur MENGUY, quand vous demandez un rappel au règlement, il serait respectueux aussi de rester dans le respect au règlement. Vous avez parlé sur le fond, nous avons entendu.

2011, DLH 238 - Réalisation par la SGIM d'un programme comportant 6 logements PLA-I, 96 rue de Sèvres (7e).

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Nous allons maintenant examiner le projet de délibération DLH 238, réalisation d'un programme au 96, rue de Sèvres dans le 7e arrondissement.

La parole est à M. Michel DUMONT.

M. Michel DUMONT. - Merci, Madame la Maire.

Effectivement, comme on vient de l'expliquer à l'instant, nous avons eu trois projets de délibération relatifs à des programmes de logements sociaux dans le 7e arrondissement : rue de Sèvres, rue Cler et Villa de Saxe.

Comme l'ont dit très justement mes deux collègues précédemment, nous ne sommes pas, par principe, opposés à la réalisation de logements sociaux.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Conseil du 7e arrondissement a voté sans réserve les projets de la rue Cler et de l'avenue de Saxe. Par contre, le projet de la rue de Sèvres nous interpelle et peut-être que M. MANO va pouvoir nous donner une explication d'ordre purement technique, parce que ma question est technique.

Ce programme de rénovation de la rue de Sèvres s'élève à 6.052 euros du mètre carré sans charges foncières.

On peut s'interroger sur ce montant particulièrement élevé et on peut surtout s'interroger sur la subvention de la Ville, qui augmente de 50 % entre 2005, lorsque le projet a été confié à la SEMEA 15 - à l'époque, la subvention de la Ville était de 312.000 euros - et 2011 où le projet est confié maintenant à la S.G.I.M. pour un montant de subvention de 469.038 euros. Il y a manifestement là un problème d'ordre financier.

Je suis étonné d'avoir entendu la réponse de M. MANO à la précédente intervention à celle d'Yves POZZO di BORGO, disant que, finalement, si j'ai bien compris, la Ville avait sauvé cet immeuble d'une situation dramatique. J'imagine difficilement que cet immeuble n'ait pas trouvé preneur, dans la mesure où il est situé juste en face de l'hôpital Necker.

On peut effectivement s'interroger sur le fait de savoir pourquoi la Ville se transforme en promoteur en rachetant des immeubles fort chers d'une part et en engageant ensuite des dépenses de rénovation phénoménales ? Je rappelle le chiffre que j'ai cité tout à l'heure, 6.052 euros du mètre carré.

Vous avez pourtant des challenges non réalisés, en ce qui concerne l'éradication de l'habitat insalubre ou l'entretien du parc des immeubles trop souvent vétustes. Je suis assez surpris d'ailleurs de voir votre propre groupe déposer un vœu pour le contrôle des ascenseurs dans le parc des logements des bailleurs sociaux. C'est quand même assez curieux, face à une situation particulièrement dramatique (qui, j'imagine, entraîne ce vœu), alors que, logiquement, la Ville aurait déjà dû prendre les mesures nécessaires pour faire entretenir l'ensemble des ascenseurs de son parc social.

C'est la raison pour laquelle, après avoir eu bien entendu la réponse technique de M. MANO sur l'aspect financier de ce projet, nous voterons contre ce projet de délibération qui n'est pas conforme à une saine gestion des finances de la Ville.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Le coût de cette opération, dans le cadre de l'entretien, nous avons un immeuble de petite taille, avec des reprises structurelles importantes, les planchers de bois ayant été détériorés sont changés, le remplacement des réseaux extérieurs, la mise aux normes des garde-corps, la création des réseaux neufs et la mise aux normes de l'électricité et de la plomberie, la reprise de la charpente et la couverture du bâtiment.

C'est dire si ce bâtiment nécessitait des interventions lourdes, ce qui amène au coût d'aujourd'hui avec l'indexation des travaux.

Très honnêtement, je ne peux pas laisser dire que, parce que ce serait la S.G.I.M., il y aurait un surcoût. Non, la S.G.I.M. est une société qui fait des travaux d'extrême qualité à des coûts maîtrisés, en règle générale, et si nous sommes arrivés à ce coût, je peux vous dire que cela a été fortement négocié par eux, parce qu'en général, ils nous sortent des produits d'extrême qualité à des coûts extrêmement maîtrisés.

Il y a des contraintes techniques qui s'imposent et, si on est propriétaire d'un bâtiment, on le rénove tel qu'il doit l'être, pour fournir du logement social de qualité comme nous le faisons partout sur l'ensemble du territoire parisien.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 238.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DLH 238).

2011, DLH 262 - Réalisation par "Toit et Joie" d'un programme d'acquisition-conventionnement de 52 logements PLUS répartis dans les 11e, 12e, 13e, 18e, 19e et 20e arrondissements.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DLH 262 : réalisation par "Toit et Joie" d'un programme d'acquisition conventionnement de logements PLUS, répartis dans les 11e, 12e, 13e, 18e, 19e et 20e arrondissements.

Je donne la parole à Mme Anne-Constance ONGHENA.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Merci, Madame le Maire.

A travers ce projet de délibération, vous nous proposez de voter pour acquérir des appartements dans des copropriétés.

Quelques rappels : le nombre de demandeurs de logements sociaux à Paris fin 2009 s'établissait à environ 122.000 foyers demandeurs, soit une augmentation de 18 % depuis l'arrivée de votre majorité à la Mairie de Paris.

Pour le 19e arrondissement, on dénombre 11.000 foyers demandeurs à cette même date.

Acquérir des logements occupés par des postiers ne résoudra en rien la problématique essentielle pour les Parisiens, à savoir produire du logement social pour répondre à la demande croissante.

Nous pensons que votre politique, à travers ce type de projets de délibération, vise plutôt aujourd'hui à atteindre les 20 % de logements S.R.U. promis par le Maire de Paris, coûte que coûte, quel qu'en soit le prix.

Nous n'avons pas à soutenir cette politique que nous trouvons injuste. Il faut utiliser les fonds du logement social pour permettre aux foyers demandeurs de trouver un logement social. Vous détournez ainsi le sens profond de la loi S.R.U.

Si vous nous trouvez à vos côtés quand il s'agit de protéger les occupants d'immeuble lors de ventes à la découpe, vous ne nous trouverez pas à vos côtés pour pénaliser les demandeurs de logements sociaux en attente de proposition.

Nous ne souhaitons pas que 2,3 millions d'euros pour le 19e arrondissement servent à acheter à la Poste des logements occupés. Nous préférerions que cet argent soit investi dans la production de logements vides ou bien soit investi dans les réhabilitations des programmes de logements sociaux du 19e arrondissement qui sont fortement dégradés.

Monsieur MANO, ne nous faites pas la ritournelle de : "On est contre le logement social", c'est tout à fait faux, on est pour la production de logement social de qualité et surtout pour l'entretien du parc social.

Si vous voulez, avec M. GIANNESINI, on vous emmène vous balader dans les programmes de logements sociaux du 19e et vous verrez à quoi les locataires de "Paris Habitat" et de la R.I.V.P. sont confrontés tous les jours.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame.

Nous allons laisser M. Jean-Yves MANO s'exprimer directement, je lui donne la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Il s'agit d'un projet de délibération qui concerne plusieurs arrondissements, mais, décidément, le 19e est en forme !

Nous avons six arrondissements concernés par une appropriation par la société "Toit et Joie", une société dépendante de la Poste, qui se propose d'acquérir des lots de copropriété, précédemment propriété de la société "Postimmo".

Il se trouve que la société "Postimmo" a décidé de vendre un certain nombre d'appartements aux occupants et nous avions un accord tacite avec cette société en disant que, à partir du moment où les appartements ne pouvaient pas être achetés par leurs occupants, il y avait lieu de trouver une solution pour permettre aux locataires, qui sont des postiers utiles aux Parisiens quotidiennement, de pouvoir demeurer sur le territoire parisien et dans ces appartements.

Je pense que nous avons fait œuvre utile, pour permettre à ces personnes que l'on considère comme des couches moyennes, moyennes basses, compte tenu de leur salaire, qui sont à la disposition des Parisiens quotidiennement, de rester vivre à Paris.

C'est pourquoi je vous demande de soutenir totalement la proposition qui nous est faite d'acquérir l'ensemble de ces 52 lots, en copropriété certes, mais utiles aux Parisiens en général.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 262.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DLH 262).

2011, DLH 266 - Réalisation par "Toit et Joie" d'un programme d'acquisition-conventionnement comportant 19 logements PLUS, 8 rue Boucry (18e).

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DLH 266 concernant la réalisation par "Toit et Joie" d'un programme d'acquisition conventionnement comportant 19 logements PLUS, 18, rue Boucry dans le 18e arrondissement.

Je donne la parole à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Madame la Maire.

Chers collègues, le projet de délibération qui nous est soumis me donne l'occasion de revenir ici sur un mal significatif des politiques publiques actuelles et ses conséquences sur les populations.

Il s'agit du démantèlement et de la vente à la découpe de logements sociaux. Si le cas particulier de la rue Boucry connaît aujourd'hui une issue favorable aux locataires, ce n'est que grâce à la mobilisation des habitants, à l'intervention de la Ville et à l'implication de ses élus.

A l'origine, au 8, rue Boucry dans le 18e arrondissement, les P.T.T. étaient propriétaires de plusieurs dizaines de logements qu'ils destinaient à leurs salariés. Devenus des logements de France Telecom et de la Poste, suite au démantèlement des P.T.T., ces logements ont été reconnus logements sociaux de fait, puisque les deux entreprises y pratiquaient des loyers modérés.

En juillet 2006, le Conseil de Paris a adopté un vœu sur proposition de mon ami Jacques DAGUENET, élu du 11e, relatif aux logements sociaux appartenant à France Telecom et à la Poste, dans l'immeuble du 8 rue Boucry.

En mai 2008, un nouveau vœu présenté par mon groupe a été adopté, demandant que ces logements passent sous contrôle d'un bailleur social. En effet, cette décision nous paraissait indispensable, car, depuis plusieurs années, France Telecom, désormais privatisé, a délogé les habitants de cet immeuble et vendu son patrimoine immobilier à la découpe au mépris de la crise immobilière à Paris.

Cette situation était dans la continuité de la politique de désengagement et de vente engagée par France Telecom au milieu des années 2000, par la délivrance de congés pour vente à des locataires en fin de carrière ou n'étant plus salariés de l'entreprise.

Face à cette situation, le Conseil de Paris a donc réagi en adoptant le vœu de notre groupe et la Ville de Paris a demandé en 2010 à "Toit et Joie", entreprise sociale pour l'habitat historiquement liée aux P.T.T. puis à la Poste, de se rapprocher de France Telecom pour étudier l'acquisition des 22 logements en question.

Un accord semble donc avoir été conclu. Trois des logements étant vacants, ils seront mis en vente sur le marché. Les 19 autres étant occupés, ils seront cédés en bloc à "Toit et Joie" en vue de leur transformation en logements sociaux.

Permettez-moi, Monsieur le Maire, d'insister sur le fait que cet accord est global, il ne s'agit donc plus de vente à la découpe et les locataires dans leur ensemble pourront demeurer dans un logement social. Toutes ces raisons font que nous nous félicitons de l'issue positive et du coup du fait que ces locataires du 8 rue Boucry pourront continuer d'habiter là où ils habitent depuis de nombreuses années.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur BROSSAT.

Pour vous répondre, la parole est à Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Comme M. BROSSAT, je me réjouis de la possibilité d'avoir des accords de ce type, permettant aux habitants de pouvoir demeurer des Parisiens, comme d'ailleurs pour le projet de délibération précédent.

Il est vrai que la mobilisation des habitants est utile, dans les négociations que nous avons avec les différents propriétaires pour aller au bout de ces actions spécifiques ciblées, qui nous permettent de faire des acquisitions à des coûts compatibles avec le financement du logement social, et je souhaite que les choses puissent se poursuivre ainsi sur le territoire parisien.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 266.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DLH 266).

2011, DLH 273 - Signature d'une convention relative au contrôle des règles d'hygiène de l'habitat à Paris avec l'Agence Régionale de Santé.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Nous avons maintenant à examiner le projet de délibération DLH 273. Signature d'une convention relative au contrôle des règles l'hygiène de l'habitat à Paris avec l'Agence régionale de santé.

Je donne la parole à Mme Laurence DREYFUSS, pour l'U.M.P.P.A., qui s'est inscrite.

Mme Laurence DREYFUSS. - Merci, Madame le Maire.

Ce projet de délibération porte sur la signature d'une convention relative au contrôle des règles d'hygiène de l'habitat à Paris avec l'Agence régionale de santé.

Le montant du financement accordé par l'A.R.S. au titre de la convention s'élève à 900.000 euros pour l'année 2011. Je souhaiterais en fait connaître un bilan global et actualisé sur l'insalubrité à Paris, Monsieur MANO.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame DREYFUSS.

M. Jean-Yves MANO a la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Il va nous être difficile, dans le temps imparti, de faire un bilan sur la situation de l'insalubrité.

Je vous rappelle simplement que nous avons créé un Observatoire de l'insalubrité, ou du moins de l'habitat en voie de dégradation, suite à l'action de fond que nous avons conduite depuis 2002 sur le traitement des 1.030 immeubles insalubres, et nous avons pris un certain nombre de dispositions complémentaires avec la création de la SOREQA, qui fera suite à l'action spécifique de la S.I.E.M.P. en matière de traitement des immeubles.

À partir du moment où nous constaterons qu'un immeuble copropriété privée n'est pas en mesure, malgré les soutiens de l'A.N.A.H. et de la Ville de Paris, de sortir de la situation indigne dans laquelle il se trouve, nous transférerons par une déclaration d'utilité publique à la SOREQA. Ceci est du cas par cas. Aujourd'hui, la SOREQA a 20 à 22 immeubles en gestation et en suivi, et nous opérons des contrôles réguliers à travers les services techniques de l'habitat sur tous les signalements qui nous sont faits par les habitants ou par les copropriétaires, de situations de risque potentiel d'indignité sur l'ensemble du territoire parisien.

Sachez que nous sommes extrêmement vigilants, et j'espère que nous ne reconnaîtrons jamais l'état dans lequel nous avons trouvé la Ville de Paris en 2001, car je vous rappelle que plus de 1.030 immeubles étaient insalubres.

C'est cela, c'est la réalité !

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 273.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DLH 273).

2011, DLH 289 - Signature de la charte du réseau national des collectivités en matière d'habitat participatif.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le ce projet de délibération DLH 289. Signature de la Charte du réseau national des collectivités en matière d'habitat participatif.

Je donne d'abord la parole à M. René DUTREY, pour le groupe E.E.L.V.A.

M. René DUTREY. - Merci.

L'habitat participatif, comment vous le décrire ? Comment lever tout ces préjugés que vous pourriez avoir sur l'habitat participatif ? Vous dire certainement : "Ah ! mince, les écolos nous refont l'histoire de l'habitat communautaire des années 70 !"

Eh non, ce n'est absolument pas le cas. L'habitat participatif est un modèle absolument moderne qui se développe actuellement dans toute l'Europe.

Qu'est-ce que c'est ? Cela veut dire acheter ou faire construire à plusieurs, se rassembler, que la participation et l'action des habitants doit être au cœur du projet puisqu'ils peuvent être jusqu'à maître d'ouvrage.

Qu'au sein du bâtiment acheté ou construit, des services et des espaces sont mis en commun. Cela va de la mise en commun d'un simple espace de fête pour les enfants habitant le lieu jusqu'à la mise en commun de la cuisine collective, des sanitaires ou d'autres lieux.

Avec une démarche d'écoconstruction systématique plus ou moins poussée selon le projet. D'ailleurs, sous ce vocable, se retrouvent les formes d'habitat coopératif, les formes de coopératives d'HLM, différentes formes juridiques.

Les formes juridiques sont multiples aujourd'hui car il faut souligner qu'en 1973, l'abandon des lois qui permettaient les sociétés coopératives d'habitants a été un coup très dur à un moment où ce mouvement commençait à émerger. Depuis, ces groupes d'habitants sont obligés d'employer des structures juridiques pas toujours adéquates.

Aujourd'hui, les projets sont nombreux. Déjà, en Europe, nous sommes vraiment sortis d'une situation de projets de niches de quelques personnes se rassemblant pour faire un projet à des villes comme Tübingen, en Allemagne, où plus de 7.000 personnes sont dans un habitat coopératif ; des villes comme Lausanne, Zürich, où cette part d'habitat a pris une part importante dans les politiques de logement. Nous ne sommes absolument pas sur de l'anecdotique ou de la niche, mais bien sur un outil de création de logement avec une certaine mixité sociale, et même un outil d'aménagement.

À Tübingen, ce quartier d'habitat coopératif pense maintenant aménager le quartier d'à côté. On n'est pas dans une logique de vivre ensemble seuls et séparés du monde mais bien dans une logique incluse dans l'aménagement de la ville.

Les projets en France commencent à être nombreux. Demain à Villeurbanne, est posée la première pierre du village vertical, projet porté par l'association "Habicoop", c'est le modèle suisse, sur la base d'une société coopérative où l'ensemble des habitants sont locataires. La première pierre est posée demain.

En Ile-de-France de nombreux projets existent aujourd'hui, sont en cours d'émergence à Montreuil, à Saint-Denis.

Je soulignerai l'existence du projet de Nanterre, avec une démarche très intéressante puisque la Ville de Nanterre s'est tournée vers les occupants de son parc social, a demandé qui pouvait être intéressé pour participer à un projet d'habitat coopératif.

Ils ont monté un groupe sur la base d'habitants du parc social pour leur faire accéder à la coopérative d'habitants. C'est le projet du "grand portail" à Nanterre. Le permis de construire vient d'être délivré et ce projet est en cours.

Je serai un peu plus critique sur le projet "diapason" dans le 19e arrondissement. Ce projet a un peu essuyé les plâtres : il est arrivé un peu tôt dans la série des projets, mais il rassemble un certain nombre de problèmes qui ne sont pas à mon avis une bonne image par rapport à l'habitat coopératif - je le développerai un peu plus tard.

L'histoire du réseau, cette charte que nous signons aujourd'hui, j'en suis très heureux, et je me suis beaucoup impliqué pour que ce réseau des collectivités puisse émerger.

Il y a deux ans, nous nous sommes rassemblés à Strasbourg. Les groupes habitants avaient l'habitude de se rassembler chaque année. Pour la première fois, à Strasbourg, il y a deux ans, les collectivités étaient présentes, l'ensemble des grandes villes de France, et nous avons décidé ensemble de créer ce réseau des collectivités pour soutenir l'habitat coopératif.

Cette charte doit être signée jeudi prochain à Grenoble, et je suis fier et heureux que la Ville de Paris puisse y participer.

Pourquoi une collectivité doit soutenir l'habitat coopératif ?

Pour trois raisons importantes qui font que cette forme d'habitat peut être totalement intégrée dans nos politiques publiques de logement.

Premièrement, le fait d'acheter à plusieurs entraîne une économie d'échelle qui fait baisser le prix de la charge foncière. Nous réussissons donc à faire accéder au logement des gens qui ne pourraient pas accéder à la propriété, à part imaginer un taux d'endettement dix fois trop important, et dans une vision, une logique et une structure juridique parfaitement sécurisées.

Cette baisse de la charge foncière est donc très intéressante pour les groupes et pour les collectivités.

Deuxièmement, la plupart de ces projets, de plus en plus, sont absolument antispéculatifs. Pourquoi ? Parce que simplement, quand vous montez un projet, que vous mettez une part par exemple à 50.000 euros et que la vie fait que des gens veulent sortir de ce projet, le principe est que vous puissiez rentrer à nouveau au même niveau, que les parts n'augmentent pas. Ces projets sont donc complètement antispéculatifs et en imaginant qu'ils se dénombrent, cela pourra même avoir un effet sur le prix.

La formule du bail emphytéotique, qui est de plus en plus revendiquée par les associations, dont "Habicoop", est une formule, dans les secteurs tendus comme à Paris, qui s'adapte parfaitement à l'habitat coopératif.

Dernier point, bien sûr, ces projets d'habitat, dès qu'ils arrivent dans un quartier, créent du lien social, sont de véritables générateurs de solidarité, et rayonnent sur tout un quartier. L'existence d'une salle commune devient rapidement la salle associative du quartier, avec des effets vraiment très intéressants.

C'est une sorte de politique d'accession sociale à la propriété. Le groupe Vert et la Ville de Paris a abandonné l'accession sociale à la propriété car il était injustifiable de laisser des terrains en accession sociale.

L'habitat coopératif peut permettre d'aller dans cette voie. Je ne serai pas plus long. Juste pour vous dire qu'on est sur une nouvelle forme. La Ville de Paris a joué le jeu et est particulièrement innovante sur ce projet.

J'espère que de nombreux projets d'habitat participatif pourront émerger. Je n'ai pas eu le temps de vous rappeler les éléments que nous avons votés dans le Plan local de l'habitat, mais que ce soit dans le Plan local de l'habitat ou la participation de la Ville à cette charte, nous sommes à la pointe et je m'en réjouis.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur DUTREY.

Je donne la parole à Mme Laurence DREYFUSS, pour le groupe U.M.P.P.A.

Mme Laurence DREYFUSS. - Je ne reviendrai pas sur ce que vient de dire mon collègue René DUTREY parce que je suis absolument d'accord avec les éléments qu'il vient de nous donner.

Je suis pour un parcours résidentiel diversifié et c'est vrai que ce projet est intéressant.

J'aurai juste une question pour M. MANO, qui est de savoir si, dans Paris intra muros, nous avons une ou plusieurs parcelles qui pourraient être des opérations pilotes pour la Ville de Paris.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame DREYFUSS.

La parole est à Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Merci, Madame la Maire.

Pendant toute la campagne de 2008, Bertrand DELANOË nous a promis qu'avec lui, Paris aurait un temps d'avance.

Mais, en matière de logement, nous voyons bien que les idées neuves et les solutions ne sont pas de votre côté et que Paris, avec vous, est finalement à la traîne. À part encaisser les droits de mutation, cela ne phosphore pas beaucoup sur les rangs de la gauche pour résoudre la crise du logement, tant pour la réflexion que pour l'action d'ailleurs, et, franchement, c'est la déception à tous les niveaux.

L'habitat participatif : voilà donc une idée séduisante qui a fait ses preuves depuis quelque temps dans d'autres pays européens (l'Allemagne, le Danemark) et qui pourrait être une solution en période de flambée des loyers et d'explosion des prix de vente au mètre carré.

De quoi s'agit-il ? Cela a été dit. L'habitat participatif, c'est finalement habiter autrement, c'est un concept qui est basé sur l'entraide à l'auto-construction, à la réalisation d'un habitat qui est tourné vers le vivre-ensemble. Des personnes seules, des familles choisissent finalement de se regrouper autour d'un projet de construction, des espaces communs - cela a été dit -, permettent de rationaliser les usages, ce qui est particulièrement intéressant dans une ville comme Paris où chaque mètre carré compte.

Les citoyens deviennent finalement les maîtres d'ouvrage, ce qui permet de supprimer le coût du promoteur immobilier ou du bailleur dans le projet, ce qui, là encore, est un gain au profit des habitants.

En ville, il est plutôt sous la forme de copropriétés ou d'immeubles à rénover.

Ce qui est intéressant dans l'habitat participatif, c'est finalement la pluralité des formes qu'il permet, l'inventivité, la créativité qu'il laisse aux habitants mais aussi aux élus qui, à mon avis, doivent être des acteurs à part entière dans des projets en tant que facilitateurs.

Mais, surtout, l'habitat participatif doit être respectueux de l'environnement et même être à l'avant-garde dans ce domaine.

La mixité sociale et fonctionnelle des programmes constitue, enfin, un atout incontestable pour une ville comme Paris.

En France, finalement, et cela a été dit, la ville de Strasbourg, qui est à l'avant-garde sur ce sujet, même si l'expérience des coopératives d'habitants a vu le jour avant la naissance des H.L.M., dans les années 1950, avec le mouvement des Castors.

Paris n'a donc pas de temps d'avance sur ce sujet. Le projet de délibération que nous examinons propose, finalement, que la Ville signe la charte du réseau national des collectivités en matière d'habitat participatif.

C'est bien de mettre en commun des connaissances, c'est très bien, mais en temps de crise du logement, c'est un petit peu court. Il faudrait que Paris, qui pourrait alors prendre exemple sur Lille, lance des appels à projets.

Je propose d'ailleurs que Paris s'organise très rapidement pour lancer un appel à projets participatifs par arrondissement auprès des Parisiens. Cela ferait donc 20 arrondissements dans Paris.

La crise du logement nous impose d'agir, et d'agir vite, d'agir même très vite et nous n'en sommes plus au stade de la réflexion, des colloques, de la réunionnite ; nous devons passer à l'action. Une mise en commun des connaissances au niveau national d'ailleurs, quand l'expérience et surtout le recul et l'évaluation nécessaires se trouvent en dehors de nos frontières, là, franchement, ce n'est pas l'idéal. Je plaide donc pour une plateforme d'échange d'expériences plus larges, plus internationales.

Vous proposez, dans ce projet de délibération, un comité de pilotage. Je constate qu'il n'y a pas du tout de place pour les élus de l'opposition. C'est vraiment dommage parce que nous aimerions être associés à ces travaux.

En tout cas, l'entraide, l'accès à la propriété, la mise en valeur de la citoyenneté, le respect de l'environnement, ce sont des valeurs qui sont partagées par ma famille politique parce que la France des propriétaires ne doit pas se passer des Parisiens parce que les Parisiens aussi ont le droit de devenir propriétaires. Donc, Paris doit être à l'avant-garde des idées neuves, de ces idées finalement pragmatiques.

Nous voterons donc ce projet de délibération mais nous demandons à être associés aux travaux de ce réseau national et nous souhaitons que des propositions concrètes soient faites à Paris pour que l'on ne soit plus à la remorque de la bonne vieille ville de Lille.

Merci.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame.

Pour vous répondre, je donne la parole à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Nous allons nous réjouir collectivement de cette initiative.

Oui, l'habitat participatif est un concept qui revient ou qui est tout à fait d'actualité, compte tenu notamment de l'évolution des prix du foncier, mais que, d'autre part, également, se développent peut-être de nouvelles perceptions du vivre-ensemble au sein des immeuble. Cela, je crois que c'est assez intéressant et je me réjouis de voir l'ensemble, a priori, des membres de cette assemblée soutenir ces notions différentes de l'habitat en commun.

Oui, nous allons signer la charte à Grenoble au nom de la Ville de Paris. Je pense que la Ville de Paris doit être associée à cette démarche. Nous avons déjà une première initiative dans le 19e arrondissement, nous avons des projets dans le 14e arrondissement et nous regarderons, chaque fois que c'est possible, de réserver une place pour ce type de constructions, qui nécessitent préalablement, je le dis, le rassemblement de personnes qui ont une volonté commune.

On ne met pas sur le marché un espace pour avoir un habitat meilleur marché que la promotion immobilière. Cela dépasse uniquement l'aspect financier des choses. Il y a des modes de vie, des méthodes, un esprit particulier à développer. Il ne s'agit pas pour nous de faire faire une bonne opération financière à ceux qui se lancent dans de tels projets. On est dans une autre démarche et, d'ailleurs, toutes les mesures que nous prendrons dans les documents qui seront présentés au Conseil de Paris dans le cadre de cessions de parcelles foncières mettront bien en évidence ce type d'engagement et les contraintes que nous mettrons pour éviter les opportunités de plus-values scandaleuses qui ne respecteraient pas l'esprit initial.

Oui, nous allons dans ce sens-là.

Je rêve, et d'ailleurs, je vous le dis carrément : au-delà des frontières parisiennes, j'ai demandé aux bailleurs sociaux parisiens, qui avaient des terrains autour de Paris, de voir comment la densification était possible, avec des propositions à faire dans le cadre de ces espaces-là, au nom de la mixité, au nom du parcours résidentiel. Car, tout en soutenant, bien évidemment, cette démarche sur le territoire parisien, soyons tout simplement conscients que les choses sont compliquées mais que, peut-être, nous avons des possibilités d'aller au-delà, sur ce qui peut appartenir soit à la Ville de Paris, soit aux bailleurs sociaux, en dehors des frontières du périphérique et, pourquoi pas, permettre là aussi un accès à la propriété par ce type de méthode.

Voilà, réjouissons-nous collectivement et j'espère que ce projet de délibération aura un vote unanime.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 289.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est donc adopté à l'unanimité. (2011, DLH 289).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au contrôle des ascenseurs dans le parc de logements des bailleurs sociaux.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Mes chers collègues, nous allons maintenant examiner des vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération.

Le vœu n° 68 est déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés. Il est relatif au contrôle des ascenseurs dans le parc de logement des bailleurs sociaux.

Je donne la parole à Mme Maïté ERRECART pour le présenter.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - En fait, je vous présente ce vœu parce qu'il a été voté au conseil du 11e arrondissement.

Vous savez sans doute qu'un grave accident d'ascenseur a eu lieu le 27 octobre au sein du parc d'un bailleur social parisien dans le 11e. Une dame et deux de ses enfants ont été blessés. Heureusement, leurs jours ne sont pas en danger.

Toutefois, et c'est normal, cela a créé, bien sûr, de l'émotion et surtout de l'inquiétude pour la suite.

Comme la M.I.E. qui a travaillé sur les ascenseurs avait prévu de demander aux bailleurs sociaux de préciser leur stratégie en matière de travaux et de gestion des ascenseurs pour chacun de leur parc, ce vœu, sur proposition des élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, propose de demander aux bailleurs sociaux parisiens un bilan exhaustif des contrôles et des contrats d'entretien des ascenseurs au sein de leurs parcs respectifs.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame ERRECART.

Pour vous répondre, je donne la parole à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Cette question a déjà été abordée hier en question d'actualité. Il a été répondu que, bien évidemment, un débat serait organisé au sein du Conseil de Paris avec l'ensemble des éléments sur la suite de la M.I.E., de la mission d'inspection sur les bailleurs sociaux et les contrats qui les lient aux prestataires de services ascensoristes.

Je voudrais quand même rassurer l'ensemble des membres de cette assemblée.

Bien évidemment, les bailleurs sociaux ont leurs ascenseurs en conformité avec la loi de Robien. Bien évidemment ! Dès aujourd'hui.

Ils renégocient pied à pied l'ensemble des contrats d'entretien avec les prestataires de services, qui sont, hélas, peu nombreux, donc en situation de quasi-monopole, ce qui est un problème de façon globale dans la négociation avec un secteur qui a le quasi-monopole de l'ensemble de son activité économique.

Je rappelle que l'ensemble des bailleurs sociaux parisiens doivent gérer à peu près 8.000 ascenseurs sur le territoire parisien. Il y a là potentiellement quelques difficultés.

Néanmoins, l'ensemble des bailleurs sont mobilisés. Le personnel des bailleurs est mobilisé sur, bien sûr, le respect de la sécurité et le fait que la moindre des choses est que l'ascenseur marche pour répondre aux besoins des locataires.

Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Ce débat aura lieu et je trouve légitime, bien sûr, qu'il y ait une certaine inquiétude.

Par rapport à l'événement qui s'est passé, je vous demanderai d'être un tout petit peu prudent, car, d'après les premières expertises qui ont été faites, il est possible - cela reste à vérifier - que la cause soit liée à la défaillance d'une pièce technique et non pas forcément à une défaillance du contrat d'entretien.

Je le dis parce que arrêtons de véhiculer le fait que systématiquement les ascensoristes ne font pas leur boulot ou que les bailleurs sociaux ne font pas leur boulot.

Merci.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Donc, vous donnez un avis favorable à ce vœu, Monsieur MANO. Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, ce vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 302).

Vœu déposé par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et E.E.L.V.A. relatif au bâtiment de l'ex-maison des étudiants des états d'Afrique de l'Ouest (12e).

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Le vœu n° 69 est déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés et par le groupe E.E.L.V.A. Il est relatif au bâtiment de l'ex-maison des étudiants des Etats d'Afrique de l'Ouest, dans le 12e arrondissement.

Pour le présenter, je donne la parole à M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Madame la Maire.

Il s'agit d'un vœu qui a été déposé par les élus de la majorité municipale du 12e arrondissement et adopté dans le 12e arrondissement, et co-présenté par Michèle BLUMENTHAL et moi-même.

Il est relatif à l'ancienne maison des étudiants de l'Afrique de l'Ouest, puisque ce bâtiment a été évacué il y a de cela un an. Au terme d'une longue procédure judiciaire, l'Etat français est devenu propriétaire de cet immeuble en 2009.

Des engagements ont été pris, à la fois par la Préfecture de Paris, Préfecture de région et par la Préfecture de police, concernant les anciens occupants de bonne foi de l'immeuble. Pour ce qui est de la Préfecture de Région, des engagements avaient été pris en matière de relogement des étudiants. Pour ce qui est de la Préfecture de Police, des engagements avaient été pris sur un examen bienveillant des situations administratives des occupants de bonne foi de l'ancienne maison.

Ce vœu demande à ce que le Maire de Paris puisse intervenir, à la fois auprès du Préfet de Paris et auprès du Préfet de police concernant ces deux questions, et enfin que l'immeuble puisse être rapidement réhabilité et qu'une opération de logement, qui reste à définir, logement social, logement étudiant ou foyer de travailleurs migrants, y soit réalisée afin de répondre aux besoins en la matière sur le territoire parisien. Enfin, que la mémoire de cette ancienne maison y soit conservée.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Pour vous répondre, je donne la parole à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Je rendrai un avis favorable au vœu qui nous est présenté par les élus du 12e arrondissement, car cet immeuble particulier, qui a toute une histoire, une symbolique, a effectivement été acheté par l'Etat et a mis fin à une occupation illégale avec l'exploitation, il faut le dire, des occupants par quelques personnes peu recommandables.

Derrière cette acquisition, il y a des engagements de l'Etat vis-à-vis des occupants initiaux qui, pour l'essentiel, ont été relogés. D'autre part, la destination de cet immeuble, au départ affecté à la création de logement et d'une structure d'accueil, bien sûr nous ne pouvons que penser légitime le fait que ce projet doit trouver une concrétisation, avec un bailleur choisi par l'Etat qui en est propriétaire.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MANO.

La parole est à M. le Représentant du Préfet de police de Paris.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Madame la Maire.

Sur la question posée au Préfet de police, sur les engagements pris sur la situation individuelle de personnes en situation irrégulière, la Préfecture a tenu ses engagements puisque 41 sous-dossiers avaient été mentionnés par la Ligue des droits de l'homme sur ce dossier, 10 dossiers ont dû être abandonnés puisqu'il n'y a pas eu de dépôt de dossiers complets de fréquentation des personnes, il en reste donc 31.

Sur ces 31 dossiers, 21 personnes ont été admises au séjour exceptionnel, soit au titre du travail, soit au titre de la vie privée et familiale, 8 dossiers n'ont pas pu aboutir favorablement en raison des conditions d'ancienneté trop récente ou de l'absence de projet personnel fort et durable sur le territoire, et enfin deux projets sont en cours d'examen.

Donc, ce sont 21 régularisations sur 31, ce qui fait deux tiers.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur le Préfet.

Je mets aux voix, à main levée, ce vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 303).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux répercussions de la refonte de la taxe de balayage sur les locataires du parc social parisien.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Les vœux n° 70, présenté par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et n° 70 bis de l'Exécutif ont trait aux répercussions de la refonte de la taxe de balayage sur les locataires du parc social parisien.

Pour présenter ce vœu, je donne la parole à M. Ian BROSSAT du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Madame la Maire.

Ce vœu porte effectivement sur la refonte de la taxe de balayage sur les locataires du parc social parisien.

Lors du dernier Conseil de Paris, nous avons voté une refonte de la taxe de balayage, qui se traduira pour bien des habitants par une augmentation, certes, modeste mais une augmentation quand même. Or, vous le savez, la taxe de balayage est payée par les propriétaires qui décident ou pas de la répercuter sur leurs locataires.

L'objectif de ce vœu est que le Conseil de Paris demande aux bailleurs sociaux parisiens de ne pas répercuter les conséquences de la réforme de la taxe de balayage sur leurs locataires qui ont déjà, pour bon nombre d'entre eux, des problèmes de pouvoir d'achat et qu'il ne s'agirait pas de mettre encore plus en difficulté.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci.

Pour vous répondre, je donne la parole à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Sur ce vœu, l'Exécutif a fait distribuer un vœu n° 70 bis. Je le signale car je ne sais pas s'il a été distribué.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Oui, il a été distribué. Allez-y.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Très honnêtement, Monsieur BROSSAT, toute hausse se traduit évidemment par quelques charges complémentaires qui se situent entre 1,20 euro et 2 euros par mois pour les locataires. J'ai bien noté le souci qui est le vôtre, que je partage, et les difficultés d'un grand nombre de nos locataires.

Néanmoins, je me permets aussi d'insister sur le fait que certaines mesures récentes, dans le cadre budgétaire faisant augmenter la TVA de 5,5 à 7 %, notamment sur les travaux d'entretien, y compris la construction neuve, alourdissent la gestion des bailleurs sociaux.

Néanmoins, sensible aux arguments que vous développez, le vœu n° 70 bis propose de sensibiliser l'ensemble des bailleurs sur les effets néfastes de toute hausse des taxes et d'étaler dans le temps, s'il le souhaite, la charge pour les locataires.

Voilà ce que je vous soumets comme proposition, que j'espère vous accepterez.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Pour des explications de vote, je donne la parole à M. GABORIAU pour l'U.M.P.P.A.

M. Pierre GABORIAU. - Merci, Madame le Maire.

On peut s'étonner d'un tel vœu de la part d'un groupe appartenant à la majorité municipale, puisqu'il faut se rappeler qu'au dernier Conseil de Paris, la majorité municipale a présenté et voté la refonte de cette taxe de balayage qui comportait la possibilité par le propriétaire de faire supporter aux locataires l'augmentation de cette taxe.

Malgré la demande de notre groupe U.M.P.P.A. de renoncer à cette nouvelle taxe et d'en revoir les conditions dans un esprit de concertation, notamment avec les maires d'arrondissement, les représentants d'organisations professionnelles, dont les bailleurs sociaux, vous avez rejeté notre vœu pour passer en force et asséner 30 % d'augmentation de la taxe de balayage à tous les propriétaires d'immeuble.

La question aujourd'hui est donc de revenir sur l'ensemble du dispositif d'augmentation lié à la refonte de cette taxe, non seulement pour les locataires issus du parc social mais également pour ceux du parc privé, pour lesquels tout propriétaire peut répercuter l'augmentation de cette taxe.

Le groupe U.M.P.P.A. votera contre le vœu car l'Exécutif parisien qui ne supprime pas le dispositif d'augmentation de la taxe, mais propose seulement de l'étaler dans le temps pour la répercussion de cette taxe.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci.

Monsieur BROSSAT, devant le dépôt du vœu...

M. DUBUS, c'est pour une explication de vote ?

Je vous donne la parole.

M. Jérôme DUBUS. - Très rapidement, parce que ce vœu est d'une démagogie incroyable. On a rappelé à plusieurs reprises quel était l'impact sur les locataires, il est assez dérisoire: 1 ou 2 euros, pas plus. Vous voyez que finalement si le propriétaire bailleur ne répercutait pas sur le locataire son coût, l'augmentation serait de cet ordre.

A plusieurs reprises, j'ai déposé, mon groupe a déposé - je crois que le groupe U.M.P.P.A. l'a fait aussi - une non augmentation des loyers des bailleurs sociaux. Un gel des loyers des bailleurs sociaux. Chaque année, nous l'avons proposé et M. BROSSAT, vous l'avez refusé. À chaque fois, vous avez voté contre. Et maintenant, vous voulez nous proposer une diminution ou une non augmentation de 1 à 2 euros par mois ? Mais de qui se moque-t-on ? La vraie mesure, c'est le gel des loyers, c'est la vraie mesure et vous n'en voulez pas.

Bien évidemment nous voterons également contre.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Monsieur BROSSAT, non seulement vous demandez une explication de vote, mais pouvez-vous aussi nous dire si vous maintenez votre vœu ?

M. Ian BROSSAT. - Rapidement pour répondre à M. DUBUS qui m'a interpellé par son intervention. D'abord, il y a un lieu où on vote ou pas les augmentations de loyer dans le parc social : ce sont les conseils d'administration où nous siégeons les uns et les autres. Je suis par exemple membre du conseil d'administration d'ICF La Sablière et je m'oppose systématiquement aux augmentations de loyer.

Vous voyez, en l'occurrence, que vous êtes mal tombé. Ce qui compte, ce ne sont pas les vœux que vous faites adopter ou pas en Conseil de Paris, c'est ce qu'on fait dans les conseils d'administration dont on est membre.

Deuxièmement, pour ce qui concerne les propositions qui sont faites dans le vœu de l'Exécutif par Jean-Yves MANO, je note avec satisfaction qu'il est prévu d'étaler dans le temps cette hausse, qu'il est prévu de le faire tout particulièrement pour les foyers modestes. Je pense que tout cela n'a rien de démagogique, au contraire, et que les habitants du parc social, qui bénéficieront de cette mesure d'étalement dans le temps, seront heureux de savoir que nous avons tenu compte de leur situation.

Bref, que nous faisons tout l'inverse de ce que fait le Gouvernement en ce moment, qui fait peser lourdement des augmentations, notamment de la TVA, par exemple, qui vont peser très fort sur le pouvoir d'achat des ménages. Nous faisons le contraire de vous, c'est très bien comme cela.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci. J'ai bien compris, Monsieur BROSSAT, que vous retirez le vœu n° 70 au profit du vœu n° 70 bis.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 304).

Merci, mes chers collègues.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'agrément de la Confédération nationale du logement.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Le vœu n° 71 est déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche. Il est relatif à l'agrément de la Confédération nationale du logement.

C'est Mme Emmanuel BECKER qui nous le présente.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci.

La Confédération nationale du logement vient de se voir retirer l'agrément de l'Etat. De ce fait, elle ne touchera plus sa subvention annuelle de 270.000 euros.

Le rôle de la C.N.L., fondée en 1916, est considérable dans la défense des locataires et elle tient une place de tout premier plan dans la lutte pour le droit au logement.

Elle constitue un réseau qui compte aujourd'hui environ 85.000 familles adhérentes.

La C.N.L., malgré son importance, n'est plus une association de consommateurs agréée et ne pourra plus défendre en justice les locataires dont les droits sont bafoués.

La situation de crise du logement traversée par Paris nécessite plus que jamais l'action efficace de la C.N.L. et, notamment, ses permanences juridiques.

C'est pourquoi nous souhaitons que le Maire de Paris intervienne directement auprès du Secrétaire d'Etat chargé du logement, afin que la C.N.L. retrouve son agrément, ainsi que sa subvention.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame BECKER.

Je donne la parole à M. Jean-Yves MANO pour vous répondre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - C'est bien volontiers que la mairie de Paris et le Maire de Paris soutiendront la démarche de la C.N.L.

Je voulais simplement signaler à notre interlocutrice que, me semble-t-il, le Ministre concerné est le Ministre de la Consommation qui labellise ou pas les organisations de consommateurs au sens large et non pas M. APPARU, spécialiste des questions uniquement de logement.

Nous enverrons la démarche au bon ministre.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci.

Pour une explication de vote, M. GABORIAU a demandé la parole pour le groupe U.M.P.P.A. Je vous la donne.

M. Pierre GABORIAU. - Merci, Madame le Maire.

Les auteurs de ce vœu sont, apparemment, mal informés des conditions relatives à l'agrément donné à la C.N.L. et à l'octroi d'une subvention par l'Etat.

Comme vient de le dire M. MANO, adjoint au Maire, il faut savoir que conformément au Code de la consommation, une association peut être agréée au niveau national pour la défense des consommateurs par le Ministre chargé de la consommation et le Garde des sceaux après avis du procureur général, près de la cour d'appel dans le ressort de laquelle l'association a son siège.

La C.N.L. a, en effet, déféré un dossier de demande de renouvellement d'agrément en mars 2010, mais celui-ci ne comportait pas tous les éléments de justification.

En conséquence, M. NOVELLI, Ministre en charge de la consommation et conformément à l'avis du ministère de la justice n'a pu que rejeter la demande de renouvellement d'agrément de la C.N.L.

En mai 2011, la C.N.L. a déposé une nouvelle demande, conformément aux dispositions du Code de la consommation. Cette nouvelle demande a été transmise au procureur général, qui devra s'assurer de la validité du dossier.

Enfin, il faut tout de même rappeler que le ministère du Logement a subventionné la C.N.L. à hauteur de 426.600 euros ces trois dernières années.

Le groupe U.M.P.P.A. s'abstiendra donc, en attendant la décision du procureur général.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu ainsi amendé avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté. (2011, V. 305).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'immeuble du 357-359, rue des Pyrénées (20e).

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Le vœu n° 72, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche est relatif à l'immeuble du 357-359, rue des Pyrénées, dans le 20e.

Pour le présenter, je donne la parole à Mme Aline ARROUZE.

Mme Aline ARROUZE. - Merci, Madame la Maire.

Je dois excuser Danielle SIMONNET, qui a été obligée de s'absenter.

Ce vœu a été adopté en Conseil du 20e arrondissement. Il concerne l'immeuble du 357-359, rue des Pyrénées, qui se trouve dans un état d'insalubrité.

Les propriétaires de cet immeuble souhaitent le céder et des négociations ont été engagées de longue date avec la Ville de Paris pour qu'elle s'en porte acquéreur.

Un grand nombre de familles habitant à cette adresse sont actuellement en recherche de logement social. Il est possible d'implanter un foyer de jeunes travailleurs de 128 chambres sur ce site, ce qui permettrait de répondre à la demande très importante de jeunes actifs en matière de logement.

Sur proposition de Pierre MANSAT, de Danielle SIMONNET, des élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, le Conseil de Paris émet le vœu que la Ville de Paris puisse se porter acquéreur le plus vite possible de l'immeuble 357-359, rue des Pyrénées pour créer un nouveau foyer de jeunes travailleurs dans le 20e.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame.

Je donne la parole à Jean-Yves MANO pour vous répondre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Je comprends bien le souci des élus du 20e arrondissement. Néanmoins, je confirme bien que la Ville de Paris est en négociation avec le propriétaire et je ne pense pas que ce soit nous aider dans la négociation de voter un vœu qui demande à la Ville de Paris d'acheter à tout prix cet immeuble. Cela ne facilite pas financièrement la négociation, j'espère que vous le comprenez, et il me semblerait utile et nécessaire que vous retiriez votre vœu et je m'engage, bien sûr, à tenir les élus du 20e informés de l'état de nos négociations.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MANO.

Réponse de Mme ARROUZE ?

Mme Aline ARROUZE. - Nous retirons le vœu, mais s'il n'était pas effectif, nous le représenterions.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux relations entre les bailleurs sociaux et leurs locataires.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Le vœu n° 73, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche est relatif aux relations entre les bailleurs sociaux et leurs locataires.

Pour le présenter, je donne la parole à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Madame la Maire, nous sommes effectivement, comme élus, régulièrement interpellés par des habitants du parc social qui nous posent un certain nombre de questions, qui nous font part, parfois, de leur insatisfaction, on le constate également dans les comptes rendus de mandat qui ont lieu en ce moment. L'objet de ce vœu est double, il s'agit de deux choses.

D'abord, de demander qu'un débat puisse être organisé concernant les relations entre les bailleurs de logements sociaux et leurs locataires, que ce débat puisse avoir lieu au premier semestre 2012, et puis, ensuite, qu'une mission soit réalisée sur le rôle et le renforcement des gardiens d'immeubles au sein du parc social parisien. Il s'agit, j'en suis convaincu, d'un vrai sujet, une mission, qui mériterait que l'on y travaille.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci.

Monsieur Jean-Yves MANO, pour la réponse ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - J'imagine que M. BROSSAT souhaite, au cours de cette discussion, de ce débat qui aura lieu, connaître la totalité des initiatives prises par l'ensemble des bailleurs sociaux parisiens dans leur diversité, que ce soit dans leur rôle d'animateur social, de lien social, d'investissement dans la proximité des acteurs de terrain que sont l'ensemble du personnel des bailleurs sociaux et à cette occasion, d'ailleurs, permettez-moi de souligner la qualité professionnelle de l'ensemble du personnel qui gère les logements sociaux du territoire parisien, qui sont aujourd'hui à peu près 260.000.

Ici et là, il est toujours facile de dire que nous rencontrons toujours quelqu'un qui n'est pas satisfait, mais combien se taisent, satisfaits d'avoir un logement de qualité sur le territoire parisien ? Je voudrais qu'on n'oublie pas aussi ceux-là.

Néanmoins, bien évidemment, nous sommes d'accord pour organiser un débat qui mettra en évidence et en valeur la totalité de l'investissement du personnel et des initiatives prises par l'ensemble des bailleurs parisiens.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 306).

Je vous remercie, mes chers collègues.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'entretien du parc social du 16e.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Le vœu n° 74, déposé par le groupe U.M.P.P.A., est relatif à l'entretien du parc social du 16e arrondissement.

Qui le présente ?

Très bien. Je vous donne la parole, Monsieur.

M. Pierre AURIACOMBE. - Nous allons continuer sur l'entretien du parc social, mais dans un arrondissement qui vous est cher, Monsieur MANO, qui est le 16e arrondissement, vu que vous y êtes élu.

Nous avons voté à l'unanimité le souci d'avoir un point sur l'état actuel de l'entretien du parc social dans le 16e arrondissement et nous vous demandons, Monsieur MANO, de faire un point et d'acter cette situation dans le 16e arrondissement.

Merci.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci.

Pour répondre à cette question présentée par M. AURIACOMBE, je donne la parole à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Pour être constructif, Monsieur AURIACOMBE, et efficace, je vous proposerai la solution suivante. Je ne doute pas que l'état du patrimoine des bailleurs sociaux sur le 16e arrondissement intéresse l'ensemble du Conseil de Paris. Néanmoins, je pense qu'il serait préférable que dans le cadre d'un C.I.C.A. notamment, c'est du moins ce que je vous propose, vous puissiez inviter, en tant que représentant de la mairie du 16e, l'ensemble des bailleurs sociaux pour vous expliquer la totalité des investissements et de la politique qu'ils mènent, y compris dans le 16e arrondissement.

C'est pourquoi je rejetterai le vœu tout en vous faisant une proposition très concrète, peut-être plus efficace : que ce soit au niveau de l'arrondissement plutôt qu'au Conseil de Paris.

Peut-être pourriez-vous retirer votre vœu, compte tenu de la proposition que je vous fais.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Monsieur AURIACOMBE, retirez-vous ce vœu ?

M. Pierre AURIACOMBE. - En raison de la proposition de M. MANO d'organiser un C.I.C.A. et sous réserve que les associations l'acceptent, vu que théoriquement, l'ordre du jour est décidé par les associations, je retire le vœu.

Merci.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur AURIACOMBE.

Le vœu n° 74 est retiré.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la présentation dès 2012 d'une communication annuelle de l'activité du Conseil du patrimoine.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Le vœu n° 75 est déposé aussi par le groupe U.M.P.P.A. Il est relatif à la présentation dès 2012 d'une communication annuelle sur l'activité du Conseil du patrimoine.

C'est Mme Laurence DREYFUSS qui le présente.

Mme Laurence DREYFUSS. - Merci.

En fait ce vœu est rattaché à la délibération DU 214, puisque c'est relatif à la vente d'un pavillon à Saint-Mandé, et je peux présenter les deux en même temps.

Par cette cession, la Ville va toucher 1.440.000 euros qui alimenteront ses caisses.

On sait qu'à chaque budget primitif de la Mairie de Paris, il est mentionné des cessions d'actifs inutiles qui correspondent à ces ventes dites du domaine de la Ville de Paris, pour un montant de l'ordre en moyenne de 150 millions d'euros par an.

Ces ventes de biens communaux représentent donc des recettes non négligeables pour la Mairie de Paris.

Avec mon collègue Jean-François LEGARET, nous souhaitons qu'une communication annuelle de l'activité du Conseil du patrimoine de la Ville de Paris soit présentée en Conseil de Paris, et cela dès 2012.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame DREYFUSS.

Pour vous répondre, je donne la parole à Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Je voudrais rassurer Mme DREYFUSS, car effectivement je lui confirme qu'au cours du premier trimestre ou semestre 2012 sera présenté au Conseil de Paris l'état des travaux de la Commission du patrimoine, tel que c'est prévu initialement dans les textes.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci. Si j'ai bien compris, il y a un avis favorable pour le vœu. Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, ce vœu avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 307).

Vœu déposé par le groupe CI relatif aux résultats des enquêtes de satisfaction conduites auprès des locataires du parc social.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Le vœu n° 76 du groupe Centre et Indépendants et n° 76 bis de l'Exécutif ont trait aux résultats des enquêtes de satisfaction conduites auprès des locataires du parc social.

Pour présenter le vœu n° 76, je donne la parole à M. Jérôme DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - C'est le même vœu que M. BROSSAT, tout à l'heure. Une fois n'est pas coutume.

Tout le monde le votera sûrement à l'unanimité, puisqu'il s'agit en réalité des enquêtes de satisfaction des locataires du parc social, présentées par l'A.O.R.I.F. qui est le représentant régional de l'U.S.H., des bailleurs sociaux publics ou à caractère public.

Il se trouve que cette enquête a été publiée au mois de septembre et qu'elle a montré, bien que la satisfaction reste très élevée (puisque l'on est à plus de 80 %), une dégradation, surtout sur un certain nombre d'items qui sont l'entretien des espaces verts, les ascenseurs, etc., une dégradation assez nette du pourcentage de satisfaction, puisqu'on est quand même quatre à cinq points en dessous de l'enquête de 2008.

Il serait intéressant que l'on puisse avoir une communication sur ce qui concerne les bailleurs sociaux parisiens et sur la satisfaction des locataires des bailleurs sociaux parisiens et qu'effectivement, je rejoins le vœu de Ian BROSSAT, l'on ait peut-être une mission d'information sur ce sujet courant 2012, à laquelle nous participerons, bien évidemment.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci.

Pour vous répondre, je donne la parole à Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - L'Exécutif propose à M. DUBUS un vœu allant dans son sens, mais élargissant la comparaison, car je crois qu'il est utile, certes, d'avoir les résultats des taux de satisfaction, la perception des locataires sur différents items, la perception favorable ou défavorable de leur présence dans le logement social.

Réjouissons-nous d'abord, comme vous le faites remarquer vous-même, Monsieur DUBUS, que, globalement parlant, l'ensemble des locataires sont satisfaits dans des fourchettes entre 75 et 80 %, suivant les items.

Ceci démontre que, contrairement à ce que veulent dire certains, les locataires sont en général satisfaits de leur présence au sein du parc social.

Néanmoins, il est légitime de faire des éléments comparatifs, c'est pourquoi l'Exécutif propose de demander à l'A.O.R.I.F. de faire une présentation comparative entre les différents bailleurs ciblés, certes, mais en même temps comparable à des moyennes sur la totalité de l'Ile-de-France.

C'est pourquoi je vous propose le vœu n° 76 bis.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MANO.

Monsieur DUBUS, que répondez-vous ?

M. Jérôme DUBUS. - Il faut que cette comparaison soit objective. Si l'on compare avec La Courneuve, effectivement, on aura des résultats parisiens exceptionnels. Je compte sur votre objectivité. C'est mieux qu'à La Courneuve, c'est sûr.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Le vœu n° 76 est donc retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. Je vous en remercie, mes chers collègues. (2011, V. 308).

Vœu déposé par Mme POIRAULT-GAUVIN relatif à la réalisation du programme de réhabilitation des 613 logements rue des Quatre Frères Peignot (15e).

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Le vœu n° 77 de Mme POIRAULT-GAUVIN est relatif à la réalisation d'un programme de réhabilitation de 613 logements rue des Quatre-Frères-Peignot dans le 15e arrondissement.

Je vous donne la parole, Madame, pour le présenter.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Merci, Madame la Maire.

Il y a pratiquement plus d'un an, en mai 2010, nous avons examiné ce projet de réhabilitation de ces 613 logements sociaux gérés par Paris Habitat rue des Quatre-Frères-Peignot dans le 15e.

Déjà, à l'époque, nous avions été surpris de la subvention totalement insuffisante pour cet ensemble qui est vieillissant et qui mérite vraiment des travaux de grande ampleur, aussi bien dans les parties communes que dans les appartements.

Je suis de très près cette réhabilitation. Je vais régulièrement sur le terrain et, visiblement, les habitants et les locataires sont très mécontents de la réalisation de ces travaux, de l'étalement des travaux dans le temps.

Sur les îlots déjà terminés, on voit qu'il y a encore des problèmes dans les parties communes, la peinture tombe en lambeaux dans les cages d'escalier, les marches sont chaotiques. Ce n'est pas sérieux, les travaux ne sont pas menés correctement et, surtout, le budget qui a été alloué est totalement insuffisant. Il suffit de regarder la loge du gardien du 14 rue des Quatre-Frères-Peignot pour voir que c'est totalement inadmissible.

C'est la raison pour laquelle je demande, puisque je suis seule sur ce dossier dans le 15e, à ce qu'un véritable diagnostic soit fait sur ces différents îlots et qu'une subvention complémentaire soit allouée pour que nous assistions à une réhabilitation digne de ce nom.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame.

Pour vous répondre, la parole est à Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Madame POIRAULT-GAUVIN, sur cet immeuble, rien ne va, et pourtant…

Si nous devons intervenir aujourd'hui dans une réhabilitation lourde, dans un immeuble certes des années vingt, c'est qu'une réhabilitation précédente, organisée autour des années 1995, avait réalisé l'exploit de développer des pièces humides sur du plancher. Je vous laisse imaginer les conséquences d'une réhabilitation loupée, ratée, qui aujourd'hui entraîne effectivement des restructurations lourdes.

Il se trouve, Madame POIRAULT-GAUVIN, que j'étais moi-même il y a de cela dix jours en contact avec l'ensemble du personnel de cet ensemble immobilier, comme des locataires d'ailleurs. A priori, on n'a pas dû rencontrer les mêmes, car, pour ma part, j'ai rencontré des locataires heureux des travaux qui étaient faits chez eux, félicitant l'entreprise qui fait des travaux en milieu occupé, ce qui n'est pas simple quand on refait l'électricité, que l'on restructure des pièces d'eau, des toilettes ou des cuisines.

Oui, ce sont des chantiers, oui, il faut déménager les personnes. Il y a un travail extrêmement important. Là aussi, je me permets de souligner l'engagement personnel des structures délocalisées, décentralisées de "Paris Habitat" sur cet ensemble immobilier, je l'avoue difficile.

Historiquement, il y a eu là une concentration d'un certain nombre de personnes en vraie difficulté sociale, qui aujourd'hui auraient besoin d'un soutien psychologique, d'un accompagnement social personnalisé pour un grand nombre d'entre eux.

Oui, le personnel de "Paris Habitat" est mobilisé, y compris sur ce sujet, car il faut à la fois réhabiliter le patrimoine, ce que nous faisons, mais également réapprendre à certains à vivre dans un appartement. Oui, nous en sommes là par rapport à la situation de personnes, notamment âgées, qui n'ont plus hélas toutes leurs facultés.

Voilà l'immensité du chantier. Oui, Madame POIRAULT-GAUVIN, les travaux ne sont pas terminés, mais, par pitié, arrêtez d'avoir des jugements à l'emporte-pièce avant que les travaux soient terminés.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Donc, Monsieur MANO, c'est un avis défavorable que l'Exécutif donne au vœu n° 77 déposé par Mme POIRAULT-GAUVIN.

Je mets donc aux voix, à main levée, ce vœu avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

2011, DU 214 - Cession du pavillon communal, 44 avenue de la Chaussée de l'Etang (94 Saint Mandé).

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DU 214 relatif à la cession du pavillon communal situé 44, avenue de la Chaussée-de-l'Etang à Saint-Mandé.

Mme Laurence DREYFUSS a la parole. Vous en avez déjà parlé tout à l'heure.

Mme Laurence DREYFUSS. - C'était pour la présentation du vœu, en même temps que le projet de délibération.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Peut-être que M. MANSAT a une réponse à apporter ? Non plus.

Je mets aux voix, à main levée, ce projet de délibération DU 214.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DU 214).

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif à l'aqueduc de la Dhuis.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Mes chers collègues, nous allons maintenant examiner le vœu n° 78, qui ne se rattache à aucun projet de délibération. Ce vœu a été déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, il est relatif à l'aqueduc de la Dhuis, c'est M. Alain LHOSTIS qui le présente.

Vous avez la parole, Monsieur.

M. Alain LHOSTIS. - Je présente ce vœu, en l'absence de ma collègue Danielle SIMONNET.

Il s'agit de l'aqueduc souterrain de Seine-et-Marne, patrimoine historique construit au XIXe siècle et de 130 kilomètres de long, qui relie Pargny-la-Dhuis, dans l'Aisne, au réservoir de Ménilmontant, tout parisien connaît cette histoire et dans le 20e arrondissement de Paris où se situe le réservoir de Ménilmontant.

Cette promenade relie 13 communes, l'agence des espaces verts a engagé des investissements pour l'aménagement de cette promenade et le Conseil général de Seine et Marne a fait connaître publiquement son opposition au projet de cession qui s'inscrivait dans le cadre d'un projet d'exploitation d'une carrière de gypse.

De nombreuses associations de défense ont voté une motion contre le projet de couverture et une pétition à leur initiative a déjà recueilli plus de 3.000 signatures.

La Ville de Paris avait prévu de présenter, sans information préalable, un projet de délibération au Conseil de Paris d'octobre, visant à céder le terrain à une entreprise privée.

Considérant que les premiers travaux sont déjà en cours sur l'aqueduc de la Dhuis, notamment sur la commune de Coubron, afin de combler l'aqueduc, et que ces travaux ont été concédés à la société SOLETANCHE-BACHY à l'issue de l'appel d'offres qui précise que ces comblements seront à effectuer sur 1.410 mètres, répartis sur trois zones géographiques, en introduisant 3.000 mètres cubes de coulis de comblement et purge d'air, car un tel comblement aura pour conséquence que l'aqueduc ne pourra plus jamais amener de l'eau jusqu'à Paris.

Sur proposition de Danielle SIMONNET et du groupe Communiste, nous proposons que le Conseil de Paris émette le vœu qu'une information précise à propos de ces travaux et de sa signification relative éventuelle au projet antérieur soit effectuée auprès des élus du Conseil de Paris, des collectivités concernées ainsi que des associations impliquées sur le sujet.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur LHOSTIS.

Pour vous répondre, je donne la parole à M. Pierre MANSAT.

M. Pierre MANSAT, adjoint. - Madame la Maire, cette demande vise donc à éclaircir les liens éventuels entre des travaux sur l'aqueduc de la Dhuis sur la commune de Coubron et un projet qui est aujourd'hui sans actualité d'exploitation du gypse le long de l'aqueduc.

Très clairement et très directement, il n'existe absolument aucun lien entre ces travaux et l'éventualité d'une exploitation d'une carrière de gypse, mais je vais pouvoir vous en dire plus.

Les travaux en cours visent à consolider l'aqueduc, ils interviennent sur un des tronçons où l'aqueduc a été reconverti en promenade plantée, cette promenade a été inaugurée en septembre 2008, elle est développée, aménagée et gérée par l'agence des espaces verts, en lien avec le Conseil général de Seine-et-Marne et la Ville de Paris.

Il s'agit donc de sécuriser une promenade ouverte au public, sur un passage situé au droit de l'aqueduc.

Ces travaux sont réalisés pour le compte d'Eau de Paris, gestionnaire de l'aqueduc de la Dhuis. Si on entre un peu dans le détail, les travaux doivent permettre le comblement de l'ouvrage sur un linéaire de 1.410 mètres. Il est prévu d'infiltrer 3.000 mètres cubes de matériaux de comblement, qui présentent la particularité d'être ré-excavables.

Ils sont nécessaires pour la vétusté de l'aqueduc. L'instabilité de cet aqueduc s'explique aisément pour des raisons structurelles. Dès l'origine, Eugène Belgrand indiquait que cet ouvrage traversait des terrains instables et que l'on pouvait s'attendre à l'apparition de désordres récurrents.

De fait, on note la présence de nombreuses fissures, infiltrations et effondrements, comme l'atteste un diagnostic réalisé pour le compte de la S.A.G.E.P. en 2005. Donc ces travaux étaient tout à fait nécessaires pour assurer la sécurité des promeneurs sur la promenade.

D'autre part, les considérants du vœu s'inquiètent du fait que la distribution d'eau serait ainsi complètement impossible. Je tiens à préciser que cet aqueduc est aujourd'hui complètement désaffecté. La Dhuis, aujourd'hui, ne sert plus à acheminer de l'eau que sur une très faible partie du linéaire, de Pargny-la-Dhuis à Coupvray, et au seul bénéfice du centre Val d'Europe.

Le choix de désaffecter l'essentiel de l'aqueduc est ancien. Dès 1983, le Conseil de Paris a délibéré sur le sujet, et cette orientation a été régulièrement confirmée, tant et si bien que l'approvisionnement en eau de Paris par la Dhuis a été interrompu définitivement en 2002-2003. Ce choix a été fait pour tenir compte du faible débit (20.000 mètres cubes) qui représentait 2 % des besoins en eau parisien et déjà, de l'état de l'ouvrage.

Cette dernière remarque montre clairement que ce ne sont pas les travaux de comblement qui ont pour conséquence que l'aqueduc ne pourra jamais plus emmener d'eau jusqu'à Paris.

J'espère que cette réponse répond aux attentes de Danielle SIMONNET et d'Alain LHOSTIS et qu'elle leur permet ainsi, toutes ces précisions ayant été données, de retirer leur vœu.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MANSAT.

Monsieur LHOSTIS...

M. Alain LHOSTIS. - Merci, Pierre MANSAT, de toutes ces précisions. Bien sûr, je retire le vœu, et je pense que Mme SIMONNET m'accordera sa confiance sur cette décision.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci.

2011, DAC 200 - Subvention (4.000 euros) à l'association "Les Chanteurs de Saint-Eustache" (1er).

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen des projets de délibération de la 9e Commission, et nous examinons le projet de délibération DAC 200, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 79 A.

Je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Il s'agit d'un amendement technique qui ne mérite aucun débat. Je vous propose de le voter : il permet de régulariser une situation… Je vous propose d'adopter cet amendement qui permet de rectifier une erreur commise dans les tuyaux.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, l'amendement technique n° 79 A.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 79 A est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 200 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2011, DAC 200).

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif à la liberté de création dans les théâtres de la Ville.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Nous allons maintenant examiner des vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération.

Le vœu n° 79 est déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche. Il est relatif à la liberté de création dans les théâtres de la Ville de Paris.

Pour le présenter, je donne la parole à Mme Emmanuelle BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci.

Depuis le 20 octobre, date de la première au Théâtre de la Ville, les représentations de la pièce "Sur le concept du visage du fils de Dieu" donnent lieu à des événements graves.

Des groupuscules royalistes, antiparlementaires, fascistes et intégristes religieux prétendent interdire la représentation de cette pièce par des démonstrations de force sauvages.

Des riverains, des spectateurs, des comédiens, des techniciens, des agents de la Ville ont eu à subir des agressions répétées, parfois physiques, morales, verbales de ces hordes fascisantes.

Ces attaques répétées, ainsi que les rassemblements d'extrême droite aux abords du 104 constituent autant d'atteintes graves à la laïcité, principe constitutionnel, et à la liberté de création, principe protégé par la déclaration universelle des Droits de l'Homme.

La création artistique, et notamment la création dramatique, contribuent pour une part essentielle et fondamentale à la vie culturelle de notre ville.

C'est pourquoi le vœu que nous proposons vise à ce que le Conseil de Paris rappelle sa pleine solidarité à la direction et au personnel du Théâtre de la Ville face aux menaces et attaques répétées dont ils sont victimes.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame BECKER.

Sur ce sujet important, je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - En effet, au cours des 15 derniers jours, nous avons à plusieurs reprises, le Maire et moi-même, exprimé notre consternation et inquiétude face aux actes inacceptables d'entrave à la liberté de création qui ont été commis.

Je ne vais pas vous rappeler que tous les soirs j'étais présent à chaque représentation, et que cette représentation ensuite a été donnée au 104 pour sept représentations, et que le même dispositif a été mis en place. Chaque soir, donc, je partais porter plainte dans un commissariat différent pour assurer un suivi judiciaire approprié.

Nous avons affirmé notre soutien à Emmanuel DEMARCY-MOTA, directeur du Théâtre de la Ville, à José Manuel GONÇALVÈS, directeur du 104, au personnel de ces deux établissements, à Romeo CASTELUCCI, le metteur en scène, aux comédiens, pris à partie lorsque les manifestants, souvent des jeunes, envoyés soit par le curé de Saint Nicolas du Chardonnet ou par d'autres personnes qui n'avaient pas le courage d'aller elles-mêmes manifester mais envoyaient ces jeunes dans la salle pour monter sur scène, ainsi qu'aux techniciens et aux comédiens qui ont su faire front, gérer cette violente pression avec sang-froid et détermination, et qui ont réussi malgré les perturbations à tout mettre en œuvre pour que le spectacle continue, comme cela s'est passé au Théâtre national de Bretagne le week-end dernier.

Nous avons également décidé conjointement avec le Théâtre de la Ville de déposer plainte contre les personnes s'étant rendues responsables d'actes de dégradation du domaine public - article 322, alinéa 2 du Code pénal -, et d'atteinte à la liberté de création et d'expression artistique - article 431.1 du Code pénal.

Je tiens aussi à remercier ma collègue Myriam EL KHOMRI, son cabinet, la DPP et la Préfecture de police, ainsi que les commissaires de police concernés et leurs unités pour leur mobilisation sans faille et l'efficacité des dispositifs de sécurité qui ont été mis en œuvre pour protéger les spectateurs et permettre que les 17 représentations du spectacle se tiennent dans les meilleures conditions possibles.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur GIRARD.

Je donne la parole à M. DUBUS pour des explications de vote.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Madame le Maire.

Ce vœu se serait limité au soutien que vous proposez en conclusion de votre texte, nous l'aurions voté sans hésiter. Et bien évidemment, nous renouvelons notre soutien à toutes celles et ceux qui ont résisté aux pressions et aux attaques qui ont eu lieu récemment.

Mais vos considérants sont complètement excessifs. Vous parlez, je vous cite, de "hordes fascisantes" à cause de la présence d'un ou deux groupuscules de gamins excités qui ont été vite calmés par la police qui a fait là un travail remarquable - cela a été souligné par Christophe GIRARD - en liaison avec les adjoints concernés.

Ce n'est pas très respectueux pour ceux et celles qui, dans l'histoire, ont été les victimes du vrai fascisme. Je dirai même que c'est un relativisme, il faut bien le dire, un peu indécent. Il n'y a pas aujourd'hui de menace d'apparition d'un fascisme en France. Vous êtes dans le fantasme. Nous sommes opposés à toute censure de manifestation culturelle, mais aussi respectueux du droit de manifester librement.

Le cardinal archevêque de Paris, Mgr André Vingt-Trois, a condamné clairement les violences occasionnées par ces excités. D'ailleurs, je n'ai vu ni entendu aucune personnalité politique prendre leur défense.

Nous sommes donc là devant un problème de police qui a été géré et bien géré. Vous ne pouvez pas nous faire peur avec ces hordes fascisantes. Il est de notre devoir d'élus de concourir à l'apaisement et non pas de jeter de l'huile sur le feu.

C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas nous associer à ce vœu.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Je regrette que le Conseil de Paris ne soit pas unanime sur ce genre de sujet.

Je mets donc aux voix le vœu…

Y a-t-il une autre demande ?

Monsieur COUDERT, explication de vote.

M. Thierry COUDERT. - Le groupe U.M.P.P.A. votera ce vœu car quels qu'en soient les termes, il est attaché à la liberté d'expression en matière culturelle.

Comme d'ailleurs le Ministre de la Culture s'était exprimé ces derniers jours sur ce sujet, nous considérons qu'il y a certes la liberté de manifester en face de la liberté d'expression, mais lorsque celle-ci porte atteinte à la liberté d'expression culturelle et fait entrave à des spectacles, on est dans quelque chose de tout à fait inapproprié et scandaleux.

Donc nous voterons ce vœu.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur COUDERT.

Je mets donc aux voix, à main levée, ce vœu avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est donc adopté. (2011, V. 309).

Je vous en remercie, chers collègues.

2011, DAC 833 - Modification des statuts de la Commission du Vieux Paris.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. -Nous examinons maintenant le projet de délibération DAC 833 relatif à la modification des statuts de la Commission du Vieux Paris.

Mme de CLERMONT-TONNERRE est inscrite pour l'U.M.P.P.A.

Je vous donne la parole, Madame.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Merci, Madame la Maire.

Si avec mes collègues Hélène MACÉ de LÉPINAY et Jean-François LEGARET, nous tenons à saluer le travail réalisé par le personnel de la Commission du Vieux Paris ainsi que la récente organisation d'un colloque sur le développement durable et le patrimoine architectural parisien, nous constatons, en revanche, que les départs plus ou moins spontanés des secrétaires généraux de la Commission traduisent des difficultés que cette institution plus que centenaire traverse depuis 2001.

Madame la Maire, nous déplorons que les réformes successives que vous avez engagées au fil de vos dix ans de mandat aient inutilement fragilisé la Commission et terni son image.

Aujourd'hui, vous décidez de dissocier les fonctions de secrétaire général de la Commission et de chef du D.H.A.A.P. C'est là une remise en cause d'une organisation que vous avez vous-même imposée lors de votre dernière réforme.

Cela étant dit, je souhaite que cette nouvelle configuration permette au futur secrétaire général de disposer d'une "immunité diplomatique", si je puis dire, lui permettant de résister aux pressions qui peuvent s'exercer et de mener en toute indépendance les combats liés à la défense du patrimoine parisien, notamment sur des sujets aussi sensibles que ceux des Serres d'Auteuil ou de la Halle Freyssinet.

Ce projet de délibération me donne, par ailleurs, l'occasion de vous rappeler, Madame la Maire, plusieurs engagements non tenus.

En premier lieu, nous vous demandons l'application de l'article 6 des statuts de la Commission qui prévoit qu'en fin d'exercice annuel de la Commission du Vieux Paris, celle-ci rende compte de ses activités par un rapport communiqué au Conseil de Paris. Vous vous y étiez engagée une nouvelle fois devant le Conseil en novembre 2009 ; je suis au regret de constater que, deux ans après, les statuts que vous avez vous-même proposés ne sont toujours pas respectés.

En second lieu, nous souhaitons que vous demandiez aux S.E.M., et à Paris Habitat en particulier, de saisir la Commission bien en amont des projets de démolition, afin de mettre un terme à cette politique du fait accompli que nous subissons lors de nos séances.

Enfin, nous attendons plus de transparence sur les décisions du Maire de Paris de suivre ou non les avis votés par la Commission.

Je crois, mes chers collègues, qu'un débat au Conseil de Paris serait utile afin de débattre de tous ces points et d'affirmer clairement devant notre assemblée la volonté de votre Exécutif de laisser la Commission jouer pleinement son rôle au service du patrimoine parisien.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Je vais commencer par remercier Claire de CLERMONT-TONNERRE de s'être inscrite sur ce projet de délibération qui va effectivement me permettre de faire un point d'étape sur la Commission du Vieux Paris et de répondre à quelques questions.

Vous l'avez souligné, d'une certaine manière, ce projet de délibération n'a qu'un seul objectif : permettre un meilleur fonctionnement à la fois de la Commission du Vieux Paris et du Département d'Histoire de l'Art et d'Archéologie de Paris, le D.H.A.A.P.

Vous le savez, et vous l'avez rappelé, en 2003, une première réforme avait à la fois transformé le Secrétariat Général de la C.V.P. en service de la Ville - c'est devenu le D.H.A.A.P. - et transféré celui-ci, qui était précédemment rattaché au directeur de cabinet du Maire, à la DAC et plus précisément à la sous-direction du Patrimoine et de l'Histoire.

De ce fait, avait été créée une situation qui confondait en un même poste le secrétariat général de la C.V.P. et le chef de service du D.H.A.A.P., ce qui était, vous en conviendrez, quelque peu incongru : la même personne, par ailleurs choisie parmi les experts de la Commission, se retrouvant à la fois chef d'un service de la Ville et Secrétaire Général d'une commission consultative indépendante composée d'élus et d'experts.

Aujourd'hui, nous ne défaisons pas ce que nous avons fait en 2003, nous allons un peu plus loin : nous normalisons la situation du D.H.A.A.P., service de la Ville, qui aura donc un chef de service, et nous donnons au secrétaire général de la C.V.P. une plus grande indépendance, à défaut d'immunité diplomatique dont je ne connais pas bien la signification en termes de Code des collectivités.

Au-delà de ces aspects administratifs, je pense que cela va permettre d'élargir et d'enrichir le travail de chacune des deux entités :

- d'une part, le D.H.A.A.P., dont les missions vont de l'archéologie à l'étude et à la protection de l'ensemble du patrimoine parisien. Ce service, qui présente une dimension scientifique affirmée, pourra proposer et organiser des études et recherches en lien avec les autres directions de la Ville, comme la journée d'étude du 12 octobre dernier qui portait sur le patrimoine architectural et le développement durable. Je crois que vous l'avez vous-même citée. J'en profite pour dire que cette journée a rencontré un grand succès de participation et, de l'avis de tous, a présenté un grand intérêt scientifique. Je tiens à vous préciser que des actes seront diffusés d'ici peu.

- d'autre part, la Commission du Vieux Paris et son Secrétaire Général, qui sera déchargé des contraintes de la gestion du service et qui pourra pleinement se consacrer à l'animation des séances de la Commission et à la valorisation des travaux de la Commission. Je fais partie de ceux qui pensent qu'il y a des trésors dans les fiches historiques préparées pour nos réunions, qui mériteraient d'être mieux mises en valeur, en tout cas exploitées.

J'ai le plaisir de vous annoncer que, dès le vote de ce projet de délibération, le nouveau chef de service du D.H.A.A.P. et le nouveau secrétaire général de la C.V.P. seront nommés et que nous serons donc en ordre de marche pour la commission de décembre.

Bien entendu, dès la séance de février, puisque, comme vous le savez, ce n'est pas possible en décembre puisque c'est la session budgétaire, je présenterai le rapport prévu par l'article 6 des statuts, que j'ai demandé à la Secrétaire Générale démissionnaire de préparer avant son départ.

Vous savez que je partage votre souhait que les différentes S.E.M. de logement, dont Paris Habitat, consultent la Commission du Vieux Paris aussi souvent que faire se peut en faisabilité sur des dossiers.

Je crois que nous avons eu plusieurs exemples récents dans lesquelles, effectivement, nous avons été consultés en faisabilité. Vous savez aussi que ce n'est pas toujours facile, puisque les membres de la C.V.P. souhaitent en même temps avoir le projet qui va se substituer à l'éventuel édifice démoli.

Il faut aussi que la C.V.P. se régule en interne dans son fonctionnement pour ne pas avoir des injonctions contradictoires à l'égard de nos S.E.M. En tout cas, vous savez que vous pouvez compter sur moi pour essayer de faire en sorte, effectivement, que la collaboration avec les S.E.M. permette, aussi souvent que cela peut se faire, de procéder à des réhabilitations plutôt qu'à des démolitions.

Je pense que la présentation du rapport en Conseil de Paris, à laquelle je me suis engagée mais qui a effectivement dû être différée du fait de la démission de la Secrétaire Générale, vous donnera les réponses à ce que vous appelez la transparence sur les décisions du Maire.

Je crois que la réforme proposée par ce projet de délibération ne pourra qu'améliorer le fonctionnement de la Commission et j'espère qu'il va être voté et soutenu par tous les bancs de cette Assemblée.

Merci.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 833.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité, là encore ! Mes chers collègues, je suis extrêmement gâtée cet après-midi. Merci beaucoup. (2011, DAC 833).

Vœu déposé par le groupe CI relatif à la pose d'une plaque à la mémoire de Xavier Grall 58, rue du Théâtre (18e).

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Le vœu n° 80 n'étant pas présenté est donc retiré.

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif aux citoyens d'honneur.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Nous allons maintenant examiner des vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération : les vœux n° 81 du groupe E.E.L.V.A. et n° 81 bis de l'Exécutif sont relatifs aux citoyens d'honneur.

Pour présenter le vœu n° 81 du groupe E.E.L.V.A., je donne la parole à Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Je vais exposer très brièvement ce vœu. Il demande au Maire de Paris d'offrir la possibilité aux citoyens d'honneur de la Ville de Paris - ils sont 12 aujourd'hui - de s'exprimer au sein du Conseil, s'ils ont la possibilité de le faire et s'ils souhaitent le faire, afin de mieux faire connaître la raison pour laquelle ils ont été choisis et donner plus de visibilité à ces citoyens d'honneur, qui sont des figures reconnues pour leur engagement, leur valeur dans différents domaines.

Il y a un vœu de l'Exécutif qui propose qu'on tienne compte, effectivement, de la disponibilité des citoyens d'honneur et que le Maire de Paris prenne en compte ces contraintes.

Evidemment, nous acceptons le vœu n° 81 bis qui est proposé par M. SCHAPIRA.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame GIBOUDEAUX.

Pour vous répondre, M. SCHAPIRA a la parole.

Si vous voulez bien ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Oui, simplement.

Nous avons fait un vœu n° 81 bis pour bien expliquer que, évidemment, si on le fait à l'intérieur du Conseil de Paris, c'est parfait.

Ce qui m'inquiétait, c'est que, mais peut-être la solennité du Conseil de Paris fera que les élus viendront, mais à chaque fois que nous avons pu remettre - je dis bien "pu", parce que beaucoup sont en prison - le diplôme, nous l'avons fait publiquement, le Maire invitant tous les conseillers de Paris.

Pour le dernier citoyen d'honneur, le chef RAONI, il y avait deux conseillers de Paris, alors que les 163 avaient reçu l'invitation, mais évidemment, je défends ce vœu n° 81 bis pour que les citoyens d'honneur qui le souhaitent puissent venir s'exprimer, en fonction, évidemment, de l'organisation et des contraintes d'organisation de la séance, devant le Conseil de Paris.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur SCHAPIRA.

Si j'ai bien compris, Madame GIBOUDEAUX, vous retirez votre vœu n° 81 au bénéfice du vœu n° 81 bis de l'Exécutif.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 310).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'attribution du nom de Catherine Lagatu à un équipement public du 10e.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Nous en sommes au vœu n° 82, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche. Il est relatif à l'attribution du nom Catherine Lagatu à un équipement public du 10e arrondissement.

C'est M. Alain LHOSTIS lui-même qui le présente.

M. Alain LHOSTIS. - Il s'agit de rendre hommage à une femme exceptionnelle, de grande qualité morale, Catherine Lagatu, décédée le 16 mars 2007, il y a bientôt cinq ans.

Elle était née en 1917 dans le Finistère, elle est venue à Paris comme enseignante, elle a enseigné dans le 10e arrondissement, mais dès 1944, avant de venir à Paris, elle appartenait au mouvement de résistance Libération Nord.

Sur Paris, elle devient une militante active du Parti Communiste et elle est élue au Conseil de Paris en 1954, où elle siégera jusqu'en 1965.

Elle a représenté notre parti à un certain nombre d'élections, notamment des élections législatives, dans le 10e arrondissement.

Elle a été, ensuite, élue au Sénat de 1968 à 1977.

La République, reconnaissant ses mérites, lui a décerné la Légion d'honneur.

Catherine Lagatu était une élue proche des gens, connue, reconnue, et même ses adversaires politiques la respectaient dans une période où, pourtant, les affrontements étaient parfois rudes.

Elle est à l'origine de plusieurs créations d'équipements publics dans le 10e arrondissement et le conseil d'arrondissement du 10e a adopté un vœu demandant que le Conseil de Paris propose que le nom de Catherine Lagatu soit donné à un équipement public du 10e arrondissement.

Ce vœu a également le soutien, je viens de le dire, du maire de l'arrondissement, ainsi que de Tony DREYFUS, son député.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur LHOSTIS.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe. - Chers collègues, je me réjouis de ce vœu, car, effectivement, d'abord, c'est une femme, Catherine Lagatu, qui était issue d'un milieu extrêmement modeste, puisque son père était ouvrier agricole, que sa mère était au foyer et qu'elle a profité de ce formidable ascenseur social qu'étaient les écoles normales d'institutrices, qui permettaient ainsi aux gens très modestes d'accéder à la culture et de devenir eux-mêmes des enseignants.

Catherine Lagatu, comme l'a rappelé mon collègue Alain LHOSTIS, s'est engagée dans la résistance, ce qui lui a permis de prendre toute sa place dans la vie politique, notamment celle de Paris, et, comme Alain nous l'a rappelé, elle a servi avec passion son parti et la République française, ce qui lui a valu la Légion d'honneur.

Outre le fait qu'elle a servi la République, elle a aussi servi les Parisiens de proximité et, effectivement, elle était tout à fait à l'écoute des gens de son quartier et je trouverais justice qu'un équipement de proximité porte son nom. Ce serait tout à fait symbolique et tout à fait mérité.

Un avis favorable est donné à ce vœu.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame VIEU-CHARIER.

Je mets aux voix, à main levée, ce vœu avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 311).

Merci beaucoup, chers collègues.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche visant l'apposition d'une plaque en mémoire des Algériens torturés au 28, rue de la Goutte d'Or.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Le vœu n° 83 est déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche. Il est relatif à l'apposition d'une plaque en mémoire des Algériens torturés au 28, rue de la Goutte d'Or, dans le 18e arrondissement.

Pour le présenter, je donne la parole à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Madame la Maire.

Ce vœu reprend un vœu qui a été adopté à l'unanimité dans le 18e arrondissement par l'ensemble des groupes représentés dans notre Conseil.

Nous avons commémoré, il y a un mois maintenant, les 50 ans du 17 octobre 1961 et les massacres dont les Algériens qui se battaient pour l'indépendance ont été victimes à Paris.

Le 28 rue de la Goutte d'Or fait partie de ces adresses où ont eu lieu des tortures, des tortures de militants du F.L.N. et l'objet de ce vœu est de faire en sorte qu'au 28 rue de la Goutte d'Or, dans cet hôtel meublé où des Algériens qui se battaient pour l'indépendance ont été torturés, que sur ce lieu-là, il puisse y avoir une plaque qui nous rappelle précisément ces massacres.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur BROSSAT.

Pour vous répondre, je donne la parole à Catherine VIEU-CHARIER.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe. - Chers collègues, nous allons commémorer dans quelques semaines, dans quelques mois, le 50e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, qui est un événement heureux, puisque c'est l'accession d'un pays à son indépendance, et je trouve tout à fait juste qu'au moment où nous allons commémorer ce formidable progrès qu'a été l'indépendance de l'Algérie, on se souvienne que des hommes sont morts, justement, pour la liberté et pour l'indépendance de leur pays ici, sur le sol de la France et, particulièrement, dans les quartiers parisiens.

C'est pour cela que je trouve que ce vœu est tout à fait pertinent et que je donne un avis favorable.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

C'est un peu tard… Il faut me demander une explication de vote avant que je mette aux voix. C'est un peu trop difficile.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 312).

Je suis désolé, Monsieur POZZO di BORGO, mais il faut vraiment se préparer un petit peu à l'avance.

2011, DF 62 - Convention d'occupation du domaine public, concession de travaux pour l'aménagement et l'exploitation de la culée du pont Alexandre III rive gauche (7e).

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Mes chers collègues, nous allons maintenant passer à la 1ère Commission et aux projets de délibération qui s'y réfèrent.

Nous examinons le projet de délibération DF 62, "convention d'occupation du domaine public, concession de travaux pour l'aménagement et l'exploitation de la culée du pont Alexandre III dans le 7e arrondissement".

C'est d'ailleurs M. POZZO di BORGO qui a la parole le premier.

M. Yves POZZO di BORGO. - Madame le Maire, chers collègues, nous sommes invités à approuver la convention d'occupation domaniale de la culée du pont Alexandre III au profit de la société VFE-2, beaucoup moins connue que son gérant.

Je ne vous surprendrai certainement pas en indiquant que je ne voterai pas ce projet de délibération ni mon groupe.

Je ne vous surprendrai pas non plus en rappelant ce qui s'impose pour moi comme une priorité absolue : protéger Paris d'une inondation dévastatrice à l'image de ce qui s'est passé à Prague ou actuellement à Bangkok.

Pour certains experts, il ne s'agit plus, en effet, de savoir s'il existe une possibilité de répétition d'une crue centennale, mais de prévoir quand elle se produira, et donc de s'y préparer. Or, et ce n'est contesté par personne, le projet du barrage de la Bassée est une solution à cette menace, l'ouvrage canaliserait les débordements critiques sur de nombreux sites entre Montereau et la Capitale.

Le dossier présenté par son maître d'ouvrage, les Grands lacs de Seine, est, enfin, en cours de consultation par la Commission nationale du débat public, il reste, en cette période économique des plus critiques, à s'assurer de la pérennité d'un plan de financement de près de 500 millions d'euros.

Cette question, je n'ai pas manqué de la poser et de la reposer au Gouvernement, mais j'estime que pour un enjeu métropolitain aussi essentiel, Paris Capitale aurait dû jouer un rôle majeur d'impulsion en tant que capitale. Il aurait été plus urgent de s'intéresser au processus de réalisation de la Bassée qu'à l'animation des berges, la contribution parisienne étant, dans les deux projets, de niveau similaire, mais nul ne contestera, en revanche, la détermination avec laquelle vous avez conduit la reconversion des espaces sous le pont Alexandre III.

Ainsi, la consultation pour ce marché a été lancée en novembre 2010, alors que l'enquête publique n'avait pas débuté et qu'en juin 2011, le Maire de Paris sollicitait l'autorisation de déposer les demandes d'urbanisme pour la partie 7e arrondissement.

Tout juste un an après, vous avez donc un concessionnaire et un projet d'occupation d'un des plus beaux sites parisiens, avant même l'autorisation préfectorale de fermeture des berges. C'est dire combien cette appropriation du pont Alexandre III vous semble primordiale.

En ciblant cet espace et en le privatisant, le bannissement de la circulation automobile est "de facto" organisé, l'aménagement de la rive gauche peut débuter.

Encore faudrait-il lever deux hypothèses, le risque d'inondation et la menace très sérieuse d'une thrombose de la circulation automobile.

A cet égard, j'ai noté les réserves inscrites dans la convention qui protège les intérêts de la Ville vis-à-vis de son concessionnaire en cas d'utilisation discontinue du site.

La commission d'enquête ne vient-elle pas d'ailleurs de retenir au nombre de ces réserves la nécessité d'une réversibilité de l'opération ?

Mes chers collègues, avez-vous remarqué que le premier acte de la transformation des berges consiste à dédier près de 2.000 mètres carrés de domaine public à des activités commerciales ?

Permettre aux riverains des Invalides, aux Parisiens et aux touristes, de consommer et boire à toute heure et, s'ils ont encore une petite faim, d'acheter des produits d'épicerie fine dans l'espace concédé du tunnel, voilà sans doute ce que vous appelez une animation conviviale.

Pour ma part, je ne suis pas certain que nous soyons exactement dans la reconquête paysagère, la promenade paisible des bords de l'eau ou la communion retrouvée des Parisiens avec leur fleuve, ces images tant publiées. C'était déjà l'observation de ma collègue Edith CUIGNACHE-GALLOIS en juin dernier.

Quant aux prestations culturelles et événementielles, également évoquées dans la convention (arts du cirque, concerts et autres défilés de mode), je n'y vois pas l'expression d'animations dévolues aux scolaires ou aux associations qui manquent pourtant d'espace dans le 7e arrondissement et autour.

C'est l'effet narcisse du fleuve. S'y mirer jusqu'à oublier la réalité des besoins locaux.

En revanche, le niveau de la redevance versée par le futur concessionnaire n'est pas oublié, elle se situe à 350.000 euros annuels sur une durée de 14 ans et s'ajoutera au milliard de rentrées annuelles qu'on a sur les mutations immobilières.

C'est en tout cas, et de loin, la meilleure offre des cinq candidatures. L'exposé des motifs ne précisant la pondération des trois critères de sélection, j'aimerais si possible connaître la part prise par cet élément financier dans le choix des candidats.

Enfin, j'en termine en vous demandant de me dire ce que deviendront les candidats malheureux de ce marché qui, jusqu'à présent, animaient l'espace clos de la culée et avait su attirer un public tout aussi renouvelé que fidèle.

Je vous remercie.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - La parole est à M. Michel DUMONT.

M. Michel DUMONT. - Merci, Madame la Maire.

Madame la Maire, la finalité de votre projet de convention d'occupation du domaine public pour l'aménagement et l'exploitation de la culée du pont Alexandre-III est résumée par cet extrait (je cite l'extrait du projet de délibération) : "doit faire l'objet d'un projet d'une grande ambition artistique et culturelle, soutenue par des perspectives commerciales fortes et contribuant ainsi à la composante développement économique du projet d'aménagement des berges".

A mon avis, il faut lire cette phrase en inversant les composants : contribuer à la composante développement économique du projet d'aménagement des berges, je crois qu'il faut comprendre une recette maximum. Des perspectives commerciales fortes, il faut comprendre un projet très rentable. Un projet d'une grande ambition artistique et culturelle, là, je ne sais pas très bien ce qu'il faut comprendre, car l'ambition n'est pas au rendez-vous, reléguée derrière la buvette et la restauration, sources de rentrées financières pour répondre aux deux premières composantes.

Le projet VF2 retenu n'est certainement pas à la hauteur de ce monument historique qu'est le site du pont Alexandre-III, mais que peut-on espérer lorsque l'objectif est (je vous cite de nouveau) "la création d'espaces d'activités commerciales ouverts à un public large et diversifié et servant de points d'ancrage à une animation spontanée et conviviale des berges tout au long de l'année" ?

La boucle est bouclée, la VF2 propose effectivement dans cette hypothèse la meilleure proposition de redevance.

Mais, ce que révèle votre projet de délibération, c'est le deuxième volet de la partie conditionnelle pour l'occupation du tunnel, pour laquelle il est écrit, et je vous cite à nouveau le projet de délibération, que "l'exploitation du tunnel est conditionnée par la fermeture à la circulation de la voie sur berges rive gauche".

Vous nous demandez de vous autoriser à signer une convention qui ne vaut pas autorisation de travaux, mais simplement autorisation pour le concessionnaire à déposer toute demande d'autorisation administrative nécessaire à la réalisation de ce projet.

En réalité, Monsieur le Maire, vous saucissonnez votre projet d'aménagement des voies sur berges pour mieux le faire passer, alors qu'aucun débat n'a encore été engagé à la suite du dépôt du rapport du commissaire enquêteur qui soulève de nombreuses questions, comme vient de l'exprimer mon collègue.

Vous escamotez totalement aujourd'hui ce débat de fond. Ce n'est véritablement pas sérieux et nous voterons donc contre ce projet de délibération.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur.

La parole est maintenant à Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Madame la Maire.

Le Maire de Paris a fait passer aux forceps son projet d'aménagement des voies sur berges, il a même fait délibérer le Conseil de Paris sur les travaux à mener avant la conclusion de l'enquête publique, ce qui est un comble.

Aujourd'hui, nous avons le résultat de cette enquête publique. Nous avons aussi connaissance de l'orientation des interventions de ceux qui se sont manifestés lors de cette enquête.

Le moins qu'on puisse en dire est que ces résultats, mes chers collègues, ne vont pas dans le même sens que les "sondages" que vous nous aviez fournis auparavant, ils vont dans le sens inverse. Ils expriment une forte inquiétude sur la circulation et une déception concernant les installations prévues et la nature même du projet.

Nous sommes loin du rêve initial que vous avez voulu exposer. Nous avons atterri dans la réalité.

Le commissaire enquêteur s'est fait le relais de cette opinion majoritaire, car s'il a donné un avis favorable, il l'a assorti de réserves fortes, dont la plus importante réaffirme la nécessité et l'obligation de la réversibilité du projet.

Alors c'est quand même, vous en conviendrez, une situation cocasse que celle, au moment de concevoir un projet, selon laquelle il est fait obligation de prévoir les conditions de son démantèlement.

Est-ce que cela ne prouve pas qu'il s'agit là d'un projet plus que sujet à caution, passé en force et sans solidité réelle ?

Nous avions demandé l'expérimentation de ce projet, vous l'avez refusée. Nous allons donc avoir une expérimentation en temps réel, coûteuse à tous points de vue, comme nous allons certainement le prouver.

La semaine dernière, le Maire de Paris a présenté ses projets sur la voie sur berges rive gauche, au profit d'activités récréatives et de divertissement, d'animations nouvelles chaque semaine, pour un coût de 5 millions par an.

A un moment de crise sans précédent, vous allez faire croître ainsi le coût des millions d'heures de travail perdues dans les transports en paralysant la circulation, celle de tous les usagers, particuliers comme marchandises, celle des bus qui seront évidemment affectés eux aussi.

Les sommes perdues vont se calculer au prix fort et s'ajouter aux difficultés économiques existantes.

N'avez-vous pas le sentiment d'aller à l'envers de la situation actuelle ou bien êtes-vous insensible aux difficultés des Parisiens, pour considérer qu'il vaut mieux leur offrir du divertissement, en entravant les conditions de la vie économique, plutôt que d'en faciliter l'exercice et l'emploi ?

Vous nous proposez un investissement de 2,2 millions pour le pont Alexandre-III côté rive gauche, dans la culée, soit à l'intérieur du pont, sur les quais bas. Tout y est : un espace restauration "ambiance écluse" (je cite), des animations en tous genres, le tout pour une durée de 14 ans de concession, alors même que la Préfecture de police a demandé que les conditions de réversibilité du projet soient strictement assurées.

L'exploitation du tunnel pour la durée de la convention ne peut donc pas être respectée, mon collègue Michel DUMONT vient de s'exprimer à ce sujet.

En cas de réouverture à la circulation, l'exploitant devra donc remettre à ses frais le tunnel. Une indemnité est prévue, elle est limitée aux amortissements et aux investissements.

Comment alors les investisseurs peuvent-il soumissionner dans des conditions transparentes pour eux-mêmes comme pour la collectivité ? Qu'est-ce que c'est que cette incertitude au moment de la conception d'un projet, puisque l'exploitation du tunnel est conditionnée par la fermeture ou non à la circulation des voies sur berges rive gauche ?

Que devient alors, je cite toujours, "l'espace performatif", à la définition si floue et si étendue pour un très large public ou bien, là aussi je cite, "plus particulièrement destiné aux riverains" ?

Il faudrait savoir où nous allons, dans ce domaine. On ne s'y retrouve guère entre les lignes d'un projet de délibération qui cherche à concilier tout le monde, mais qui semble surtout se chercher elle-même.

Quant à l'exploitation discontinue du tunnel évoquée ensuite, là, l'imagination s'arrête, c'en est trop !

Il y a un vice de conception initial à ce projet d'aménagement de la voie sur berges rive gauche, il fallait faire une expérimentation de six mois grandeur nature, comme nous l'avions demandé. On aurait pu alors ensuite faire des aménagements pérennes et adaptés en fonction des résultats de cette expérimentation, et non partir en aveugle avec des aménagements réversibles, susceptibles d'être démontés en 48 heures.

Monsieur le Maire, vous marchez à l'envers, nous vous demandons de remettre à l'endroit ce projet qui, aujourd'hui, ressemble à du bricolage. Paris mérite mieux que cela.

Je vous remercie.

(M. François DAGNAUD, adjoint, remplace Mme Lyne COHEN-SOLAL au fauteuil de la présidence).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, chers collègues.

Bernard GAUDILLÈRE va pouvoir remettre les pendules à l'heure, je lui donne la parole.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, au nom de la 1ère Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

En vérité, je crois que chacun l'a bien compris, les interventions que nous venons d'entendre ont trait en principe au projet de délibération sur la culée du pont Alexandre-III, mais elles ont une vraie cible : l'aménagement des berges de la Seine.

Cet aménagement, je vous le rappelle, a été approuvé par le Conseil de Paris à la suite de deux débats généraux étendus, approfondis, l'un en juillet 2010 et l'autre en février 2011.

Donc personnellement, je ne reviendrai pas sur le débat général et je vais, si vous le permettez, concentrer mes arguments sur le projet de délibération qui vous est soumis.

De quoi s'agit-il ? Il s'agit de transformer un espace, qui est d'ailleurs magnifique, je conseille à ceux d'entre vous qui ne l'ont peut-être pas visité de demander aux services de le visiter. C'est un très grand espace, comme on les concevait au XIXe siècle, une architecture intacte, mais hélas dans un grand état d'abandon, puisque de fait, à part quelques petites activités, cet espace n'est pas utilisé depuis longtemps.

Et puis, à cet espace de la culée, qui est à peu près de 700 mètres carrés, nous avons souhaité rajouter le tunnel qui passe devant elle, et que chacun d'entre vous a sans doute emprunté fréquemment, qui lui-même mesure environ 1.200 mètres carrés.

Il s'agit de donner à ces deux espaces, au total un peu moins de 2.000 mètres carrés, une vocation d'animation et de restauration, qui soit en phase avec ce que nous voulons faire des berges de la Seine, ce que le Conseil de Paris a approuvé, et ce que sans doute les Parisiens seront satisfaits de voir se réaliser.

Pour obtenir ce résultat, nous avons lancé bien évidemment un appel à la concurrence, qui a comme M. le Sénateur POZZO di BORGO l'a rappelé, suscité cinq candidatures, entre lesquelles nous avons choisi, non pas seulement d'ailleurs sur le critère financier, comme certains orateurs l'ont laissé entendre, mais sur toute une série de critères. Cela s'appelle un choix multicritère et c'est d'ailleurs assez fréquent en matière de marché public. Et nous avons retenu la société VFE.

Il est exact, comme le disait il y a un instant l'ancien maire du 7e arrondissement, que la société VFE acquittera une redevance non négligeable, puisqu'elle sera entre 8 et 10 % du chiffre d'affaires et que les 350.000 euros mentionnés dans le projet de délibération ne sont, je vous le rappelle, qu'un minimum. C'est un minimum, et j'espère bien, en tant qu'adjoint aux finances - je pense que tout le monde ici est soucieux de la défense des contribuables parisiens et est sur la même longueur d'onde - j'espère bien que la somme réelle sera supérieure.

Puis la société VFE accepte d'investir car, contrairement à ce que Mme DOUVIN a laissé entendre, mais j'ai peut-être mal compris son propos, ce n'est pas la Ville qui investit 2.100.000 euros mais évidemment la société VFE, qui se préoccupera de donner à ce lieu le même lustre et la même beauté architecturale que ce qui a été fait il y a quelques années sur la culée du pont Alexandre III du côté de la rive droite.

J'en viens à un argument, qui est extrêmement sérieux, que j'ai pris très au sérieux et qui a figuré dans la plupart des interventions que nous avons entendues, c'est celui de la réversibilité. Effectivement, nous sommes soucieux de donner, à cet investissement, à ce contrat avec la société VFE et donc cet aménagement, un caractère réversible.

Nous avons inclus ces dispositions dans le contrat, puisque la société VFE accepte, si d'aventure une réouverture partielle des berges intervenait, de se livrer ou d'accepter une occupation discontinue du tunnel et, si la réouverture des berges était totale, elle renonce par avance à l'utilisation du tunnel.

Vous voyez que le caractère réversible n'est pas contestable.

Je ne répondrai pas dans le détail aux arguments de M. POZZO di BORGO sur le barrage de la Bassée car je ne pense pas qu'il ait voulu dire qu'il fallait attendre la construction du barrage de la Bassée avant d'aménager la culée du pont Alexandre III.

Alors, mettre l'argent, il y a une légère disproportion, Monsieur le Sénateur, parce que le barrage de la Bassée, dossier sur lequel nous travaillons beaucoup avec l'institution des barrages réservoirs, ce sont 600 millions TTC. L'aménagement de la culée, que d'ailleurs nous ne payons pas, ce ne sont pas 600 millions mais heureusement 2 millions qui seront payés par la société.

Je vous le répète et je tiens à ce qu'il soit clair que nous travaillons sur le dossier du barrage de la Bassée. C'est un dossier sur lequel le débat public est en train de s'engager en ce moment. C'est un dossier sur lequel nous travaillons, non seulement avec l'institution des barrages mais aussi avec l'Etat, car il est clair que les 600 millions ne pourront pas être payés uniquement par les collectivités territoriales concernées. En tout cas, c'est un dossier que, soucieux de la protection de Paris et des Parisiens, nous n'avons nullement laissé dépérir.

Voilà. Je pense que le mot de Mme DOUVIN sur ce projet de délibération qui se cherche lui-même était, certes, un très beau mot, même de portée quasi philosophique, mais qui ne correspond pas à un projet de délibération qui est vraiment très précis, très concret, et pour lequel je ne doute pas d'obtenir ici l'approbation de nos collègues.

Merci, Monsieur le Maire.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Monsieur GAUDILLÈRE.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 62.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DF 62).

Je vous remercie.

2011, DF 102 - Communication sur l'activité et la situation financière du Crédit Municipal de Paris. - Communication de la deuxième décision modificative du budget 2011.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DF 102 qui porte communication sur le Crédit municipal de Paris. Il nous reste deux inscrits présents : Yves POZZO di BORGO et Jean-François LEGARET.

Bernard GAUDILLÈRE vous répondra.

La parole est à M. Yves POZZO di BORGO.

M. Yves POZZO di BORGO. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, alors que la plus ancienne institution financière parisienne enregistre une augmentation de près de 20 % en nombre et 6 % en valeur des dépôts sur un an, celle-ci connaît une fréquentation inédite quotidienne de 672 personnes en moyenne depuis septembre 2011, contre 400 en 2007.

La crise financière économique a contribué à amener une clientèle toujours plus nombreuse, touchant toutes les classes sociales, tandis que l'établissement, fort d'un million d'objets stockés dans ses magasins, incarne un véritable baromètre social économique.

L'aggravation de la situation financière des Parisiens a ainsi entraîné une augmentation toujours plus forte de l'activité du Crédit municipal, avec un accroissement de l'encours de prêt sur gage de + 13 % en 2010, atteignant 97 millions d'euros fin 2010 et 112,9 million d'euros au 30 septembre 2011.

Si le Crédit municipal a connu de sombres années - sa gestion ayant été pointée du doigt par la Chambre régionale des comptes dans un rapport de 2002 et une procédure disciplinaire ayant été engagée par la Banque de France à son encontre en 2005, suite à des entorses aux réglementations bancaires - mon groupe avait salué dans ses précédentes interventions l'amélioration de la gestion de cette institution. Pour preuve, le coefficient d'exploitation avait nettement diminué, passant de 91,5 % en 2008 à 77 % en 2009.

Pourtant, je constate que celui-ci a considérablement augmenté en 2010, culminant à 85 %. L'explication que vous en donnez, arguant de l'importance des tâches manuelles, ne semble pas pouvoir justifier une hausse de 8 % entre 2009 et 2010. Alors même que l'accroissement des activités de prêt sur gage entre 2008 et 2009 s'était traduit par une baisse drastique de 14,5 du coefficient d'exploitation.

Comment expliquez-vous cette contre-performance ? C'est une question que je vous pose.

De même, alors que le résultat net de l'exercice de CMP-Banque avait été multiplié par quinze entre 2008 et 2009, progressant de manière fulgurante, l'activité de cette filiale marque un retrait sur le début 2011. Ces inquiétudes sont néanmoins atténuées par la poursuite de la rationalisation financière de l'établissement, notamment avec un ratio de solvabilité élevé de 15,07 % qui demeure stable par rapport à 2009.

Toutefois, le développement du microcrédit personnel, initiative que nous avons toujours soutenue et encouragée, doit être poursuivi plus avant. Il constitue en effet une alternative au crédit à la consommation et au crédit relais à taux d'usure, et partant une véritable bouffée d'air ainsi qu'une source de financement bien plus saine pour les foyers parisiens que les crédits revolving. Les quelque 1.300 prêts accordés depuis 2008, avec moins de dix défauts de remboursement, témoignent de la pertinence d'un tel dispositif.

Ainsi que nous l'avions appelé de nos vœux lors du Conseil de Paris de juillet dernier, un développement puissant indéterminé de l'activité de microcrédit au sein du Crédit municipal doit être impulsé, en tant qu'il constitue un élément décisif et une spécificité de ce dernier.

Enfin, deux interrogations nous préoccupent au regard du plan de développement stratégique de CMP-Banque.

Premièrement, pouvez-vous nous présenter un bilan de la restructuration en cours du réseau des agences parisiennes et nous donner la configuration du réseau après restructuration ?

Deuxièmement, où en sommes nous du nécessaire adossement de la filière CMP-Banque à une grande structure ? C'est le thème que je défends depuis dix ans. L'actionnariat à 99,9 % Crédit municipal et l'absence de partenaires conséquents, apportant à CMP-Banque compétences et puissance, nuisent à la performance de l'établissement.

L'idée semblait pourtant faire consensus en Commission des finances ou en séance, notamment au sein de notre Assemblée, mais vous paraissez en reporter sa concrétisation "sine die", Monsieur le Maire, à en lire vos propos. Vous affirmez ainsi, page 7 de l'exposé des motifs, "rechercher un partenariat stratégique avec un acteur qui puisse lui apporter un appui opérationnel et commercial". On le cherche depuis longtemps, mais vous tempérez cette velléité par un constat, celui d'un "contexte économique et financier actuel ayant retardé l'établissement d'un tel partenariat". On l'aurait fait plus tôt, on n'aurait pas eu ces remarques à faire.

Ajoutant que "l'établissement a repris une réflexion stratégique pour déterminer les conditions de développement autonome qui permettraient néanmoins d'intégrer un partenariat ultérieur".

Cela ne saurait nous satisfaire : c'est une réponse que vous donnez depuis de nombreuses années. Il est en effet indispensable d'adosser la filiale à une structure bancaire privée ou même à un organisme bancaire public comme la Caisse des dépôts et consignations ou la Banque Postale. C'est à cette restructuration de l'établissement qu'il est urgent de procéder.

Je rajouterai, vieille idée que je défends depuis toujours : qu'en est-il également d'une sorte de mutualisation de l'ensemble des crédits municipaux de France. La Ville de Paris a-t-elle engagé un processus de concert avec tous ces crédits municipaux ? Vous savez très bien que dans le domaine bancaire, il est nécessaire d'avoir un poids financier fort, et que le Crédit municipal est trop faible pour résister à tout cela.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Président.

Nous poursuivons avec Jean-François LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, je partage complètement l'analyse d'Yves POZZO di BORGO, en constatant d'ailleurs que nous sommes amenés lui et moi, d'année en année, à nous répéter très largement parce que nous constatons que finalement, ce sont toujours les mêmes fondamentaux que nous relevons.

Premier élément, c'est évidemment un baromètre de la crise internationale qui frappe les Parisiens, comme tous les Français, dans leur pouvoir d'achat, dans leur vie quotidienne : il y a un nombre croissant de demandes et le Crédit Municipal joue pleinement son rôle, que nous saluons, que nous apprécions, dont nous reconnaissons toute la valeur, et c'est très important.

J'ajoute que c'est une institution qui s'est relevée d'un certain nombre de dysfonctionnements, d'anomalies, d'erreurs de gestion - je n'y reviendrai pas.

Aujourd'hui, je pense que sa direction a vraiment pris la vitesse de croisière dans cette expansion, dans cette augmentation, mois par mois, année après année, de son activité. Je crois qu'on peut tous s'en féliciter en constatant que c'est une institution qui a su gérer justement cette croissance.

L'exposition, d'ailleurs la belle exposition, qui a été réalisée, en ce moment, sur l'histoire du Crédit Municipal, montre bien toute la richesse de cette évolution historique, et ce baromètre social que constitue le Crédit Municipal de Paris.

De ce point de vue là, nous partageons un assez large satisfecit sur la manière dont le Crédit Municipal, la maison-mère, comme nous disons, joue pleinement son rôle.

Sur la filiale bancaire, on reste toujours sur les mêmes frustrations et dans le même immobilisme. En réalité, nous constatons que la production bancaire de cet établissement est stable. Elle est sur un petit plateau et elle est restée sur ce petit plateau. Son ratio de solvabilité s'est amélioré. Évidemment, quand vous bridez la production bancaire, vous améliorez votre ratio de solvabilité. On a reconstitué les fonds propres de cette banque, donc on est de ce point de vue dans une situation qui n'est pas défavorable.

Le niveau d'activité bancaire de cette filiale reste tout à fait anecdotique et ne remplit absolument pas les missions que la Ville attendait de cette filiale bancaire.

Nous maintenons avec les élus de notre groupe, mais je sais que nous partageons la même analyse avec nos collègues du nouveau centre, nous maintenons notre demande que vous avez rejetée il y a déjà maintenant 10 ans, de filialisation en s'adossant sur un professionnel bancaire reconnu.

Au lieu de cela, on est toujours dans une filiale à 99,9 %, on ne voit pas à quoi cela sert. Je pense, et on a effectivement évoqué cette question, qu'il y aurait certainement de la place dans le paysage bancaire français pour faire une filialisation conjointe avec d'autres Crédits Municipaux de France. Il y a là une piste de réflexion qui certainement permettrait d'aboutir à un consensus de la part des élus parisiens et de la part des élus des collectivités territoriales concernées.

Mais, je dirai en conclusion que plus on attend, et plus on est en panne de concrétisation sur la recherche de ce partenaire bancaire, et plus la situation est difficile.

Pendant ce temps-là, tout le secteur bancaire est effectivement secoué par les effets de cette crise. Il deviendra donc de plus en plus difficile de trouver ce partenaire. Il faut maintenant que l'on s'oriente très sérieusement vers une recherche, certainement conjointe avec d'autres Crédits Municipaux français, sur un partenaire.

On ne pourra pas rester durablement dans cette situation d'attentisme parce que aujourd'hui, l'activité de cette filiale est devenue pratiquement insignifiante. Elle ne répond absolument pas aux attentes que la Ville avait exprimées lors de cette décision stratégique de création de la filiale bancaire.

Moi, j'appelle donc le maire de Paris, son adjoint chargé des finances, le directeur du Crédit Municipal de Paris et les responsables de la filiale bancaire à s'engager résolument et rapidement dans une recherche qui, cette fois-ci, aboutisse.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Pour répondre aux deux intervenants, je donne la parole à Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, au nom de la 1ère Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je remercie les deux orateurs précédents qui ont fait une analyse qui me paraît globalement juste, et je vais revenir sur certains des points qui me paraissent essentiels.

Premièrement, s'agissant du Crédit Municipal, la croissance de son activité, en gros 13 % en 2010, et une production 2011 qui est encore plus importante, résulte, on le sait bien, de la crise économique et sociale que traversent nos concitoyens, en tout cas les plus modestes de nos concitoyens. Il n'y a sans doute pas lieu de s'en réjouir, mais il y a lieu en revanche de se réjouir que cette institution, qui a été créée, je le rappelle, pour lutter naguère contre l'usure, véritable fléau social, réponde aux besoins pour lesquels elle a été créée, et qu'elle le fasse au nom de notre collectivité. Je crois que sur ce point, il y a unanimité, mais je tenais à y insister.

Deuxièmement, les deux orateurs précédents n'y ont pas fait allusion mais je vais m'y appesantir un instant : nous avons réalisé, enfin le Crédit Municipal a réalisé, dans la dernière période, une diminution très sensible de ses taux. C'est très important. Je viens de dire que le Crédit Municipal était l'institution anti-usure par excellence, et il se trouve que la réglementation précédente, qui était un peu étrange d'ailleurs, obligeait le Crédit Municipal à consentir les prêts les plus modestes (50 euros, 100 euros) à un taux très supérieur au taux des prêts de 2.000 ou 3.000 euros. C'est une disposition absurde de la loi. Elle a été heureusement modifiée par une concertation entre les Crédits Municipaux et le gouvernement. Je rends d'ailleurs au passage hommage à Mme LAGARDE, qui était ministre de l'Économie à l'époque.

Aujourd'hui, il y a une hiérarchie des taux que permet la loi et que nous avons voulue. Je vous donne quelques exemples.

Les prêts entre 0 et 30 euros coûtaient 9,4 % ; ils coûtent aujourd'hui 4 %.

Les prêts entre 30 et 300 euros coûtaient 15,5 % - à cela, on ne pouvait rien -, et ils coûtent aujourd'hui 4 %.

Les prêts entre 300 et 1.500 euros coûtaient également 15,5 %, et ils ont été abaissés à 9,3 %.

Cela fait aujourd'hui que l'échelle des taux est d'abord cohérente, et les taux du Crédit Municipal de Paris sont les moins élevés des Crédits Municipaux français.

C'est un point de politique sociale sur lequel je voulais beaucoup insister.

Troisièmement, les deux orateurs précédents ont évoqué à juste titre le problème de la maîtrise des frais généraux. Je trouve qu'il faut globalement rendre à la direction du Crédit Municipal, entre autres hommages, celui d'avoir maîtrisé les frais généraux, puisque cette augmentation de la production s'est faite, vous le savez, à effectifs constants depuis trois ans.

Alors, il est vrai, comme l'a dit M. POZZO di BORGO, qu'il y eu tout de même une hausse des frais globaux, qui est due principalement à trois facteurs :

- d'abord le refinancement parce que le Crédit Municipal, stimulé d'ailleurs, je dois l'avouer, un peu par moi, s'est préoccupé d'avoir des refinancements plus longs. Il me semble que, dans la période actuelle, prendre des refinancements plus longs est plus prudent que prendre des refinancements courts mais qui dit refinancements longs dit évidemment taux un peu plus élevés.

- deuxièmement, la rémunération des commissaires-priseurs, du fait même de l'augmentation de la production, a augmenté. Pas la rémunération par opération mais la rémunération globale.

- enfin, troisièmement, les impôts et taxes, de toutes natures d'ailleurs, ont augmenté de 15 %.

Voilà ce qui explique la légère dégradation du coefficient d'exploitation à laquelle M. POZZO di BORGO a fait allusion tout à l'heure.

Dernier point sur le Crédit Municipal, avant que j'en vienne à CMP Banque. Je rappelle, et d'ailleurs M. LEGARET et M. POZZO di BORGO l'ont fait eux-mêmes, que le Crédit Municipal a été confronté, dans un passé qui n'est pas très lointain et dont nous assumons volontiers la responsabilité, à des difficultés et des erreurs de gestion qui avaient été justement dénoncées par ce qui était à l'époque la Commission bancaire. Vraiment, aujourd'hui, l'unanimité se fait sur la constatation que la nouvelle direction du Crédit Municipal, à commencer par son directeur général, Bernard CANDIARD, a remis en ordre le Crédit Municipal et les inspections ou contrôles, je ne sais pas quel est le terme technique, de l'autorité de contrôle prudentiel, qui a succédé à la Commission bancaire, confirment cette opinion et le confirment de la manière la plus officielle, notamment sur le point crucial des provisions pour risques. Vous savez que, dans une banque, deux ou trois choses sont capitales : le coefficient d'exploitation mais aussi la maîtrise des risques et les provisionnements pour risques. Or, ces provisionnements sont aujourd'hui jugés unanimement conformes à toutes les normes.

Venons-en maintenant à CMP Banque.

CMP-Banque n'a pas connu, dans la période récente, une évolution aussi satisfaisante que celle du CMP, puisque sa production est restée grosso modo identique en 2010 à ce qu'elle avait été en 2009. Je peux même ajouter d'ailleurs qu'en 2011, elle est légèrement en retrait par rapport à 2010.

Il y a, sur ce sujet de l'activité, un espoir qui est dû notamment au fait que CMP-Banque a conclu cette année un accord avec ce que l'on appelle le Centre national d'Action sociale, c'est-à-dire un centre qui s'occupe d'action sociale des personnels de la Fonction publique territoriale, qui est un organisme très important. Ce centre doit en principe d'ores et déjà apporter une grosse trentaine de millions de prêts à CMP-Banque. Comme la production antérieure était, en gros, de 135, sauf erreur de ma part, vous voyez que ce n'est pas un apport négligeable.

Le P.N.B. en 2009, produit net bancaire, est resté stable par rapport à 2009, c'est-à-dire aux alentours de 22 millions. Les frais généraux ont été tenus. Je dois dire que je n'ai pas de remarque particulière à faire sur ce point, puisqu'ils n'ont augmenté que de 2 %. Compte tenu d'un certain nombre d'ajustements à la fois en termes de risques, c'est-à-dire de provisionnements pour risques, et en termes de refinancement, un peu comme le Crédit Municipal, le résultat net recule de 680 à 360.000 euros. Enfin, il s'agit de sommes, dans les deux cas, assez modestes.

M. le sénateur POZZO di BORGO nous a interrogés sur le plan d'action stratégique.

Le plan d'action stratégique est en train d'entrer en vigueur. Il est donc peut-être un peu prématuré d'en tirer un bilan. Je rappelle que, pour l'essentiel - il y a toutes sortes d'éléments dans ce plan -, il s'agit de recentrer l'activité de CMP-Banque, qui est actuellement dispersée entre 12 agences, sur 6 agences.

Pourquoi ? Parce que, de fait, l'exploitation d'agences toute petites, où se trouvaient deux ou trois employés, était parfois difficile, notamment en cas de maladie, d'absence ou de congés. Il a paru plus intelligent de créer des agences un peu plus grosses qui ne souffriraient pas de ce type de problème de gestion.

Donc, nous tirerons un bilan de ce plan lorsqu'il aura été totalement appliqué.

Enfin, dernier point, le problème de l'adossement.

Je crois, Monsieur le Président LEGARET, que vous n'avez peut-être pas très bien écouté ce que j'ai dit déjà, hélas, à plusieurs reprises - je dis "hélas" et je vais vous dire pourquoi -, à savoir que nous sommes favorables à un adossement de CMP-Banque. Nous le sommes, bien entendu. Nous avons rejeté l'adossement qui avait été négocié avant notre arrivée aux responsabilités parce que nous considérions qu'il ne sauvegardait pas suffisamment les intérêts de l'établissement CMP et donc de la Ville de Paris, mais sur le principe de l'adossement, non seulement nous n'avons aucune divergence mais nous le recherchons. Simplement, ce n'est pas chose facile.

Ce n'était déjà pas chose facile il y a deux ans ; la preuve, c'est que nous n'y sommes pas parvenus. C'est pour cela que je disais "hélas". Je vous ai déjà dit cela plusieurs fois.

C'est évidemment chose encore plus difficile aujourd'hui. Je n'ai pas besoin d'expliquer pourquoi. Tout le monde lit les journaux, tout le monde sait l'état dans lequel se trouve le système bancaire français et même d'ailleurs pas seulement français. Il est clair que beaucoup de grandes banques hésitent, dans la conjoncture actuelle, à se lancer dans une opération de croissance externe. Bien.

Je n'ai pas à expliquer ici, comme vous l'imaginez, les contacts que nous nouons dans ce sens, mais vous pouvez compter sur nous pour continuer inlassablement à trouver un adossement et, vraiment, mon plus vif souhait est que nous y parvenions aussi rapidement que possible.

Voilà, Monsieur le Maire. Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci infiniment pour ces réponses tout à fait précises et éclairantes.

S'agissant d'une communication, il n'y a donc pas de vote.

2011, DDEEES 285 - Attribution de la délégation de service public pour la gestion du marché aux puces et du square aux artistes de la porte de Vanves (14e).
Vœu déposé par les groupes EELVA, PCF/PG relatif à la régulation de l'activité récupération/vente de produits usagés.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous pouvons donc passer à la 2e Commission, qui sera la dernière à faire l'objet de notre attention pour cette séance du Conseil de Paris.

Nous examinons le projet de délibération DDEEES 285, sur lequel deux vœux ont été déposés : le premier par le groupe E.E.L.V.A. et PC-PG et le second par l'Exécutif.

Je donne la parole à Fabienne GIBOUDEAUX, puis Etienne MERCIER et Lyne COHEN-SOLAL répondra aux intervenants.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Notre groupe ainsi que celui des élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche se réjouissent de ce projet de délibération qui permet aujourd'hui l'installation d'un espace de 50 places pour les biffins et améliore l'offre pour ces personnes qui aujourd'hui ont de grandes difficultés sur l'espace public à exercer leur activité.

Nous savons que le problème est complexe, qu'il est difficile et il est important aujourd'hui de développer différentes possibilités, d'innover pour permettre, en tout cas à des personnes qui sont en situation de plus en plus précaire, que ce soient les vendeurs mais aussi les acheteurs, de pratiquer ce genre d'activité, tout en étant encadrées, c'est-à-dire en permettant l'achat et la vente de produits qui ne soient pas périmés, notamment, et d'échapper aussi à des réseaux mafieux et qui peuvent être parfois violents et générer beaucoup d'insécurité dans les quartiers.

C'est pour cette raison que nous pensons que les renouvellements de D.S.P. de marché aux puces, notamment, pourraient permettre la création d'un espace biffin et qu'au renouvellement de ces marchés, on se pose la question et on permette l'installation de quelques places, que, dans le cadre de l'organisation des vide-greniers, qui sont souvent organisés sur l'espace public parisien, on puisse aussi réserver des places et que ces places soient gérées avec une association qui soit connue et reconnue par les arrondissements et que cette organisation se fasse aussi avec les organisateurs pour faciliter la médiation avec d'éventuels revendeurs non inscrits.

Enfin, nous émettons le vœu que l'ensemble des arrondissements poursuivent, avec les associations concernées et les villes limitrophes, la réflexion pour innover dans le développement d'espaces régulés et autorisés de vente d'objets du recyclage en Ile-de-France, qui permettent également le suivi social et l'accompagnement vers des parcours d'insertion.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je vous remercie.

Nous poursuivons avec l'intervention d'Etienne MERCIER.

M. Etienne MERCIER. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, quelques mots sur ce projet de délibération, puisque depuis quelques années, le marché aux puces de la porte de Vanves connaît la présence illégale de biffins, c'est-à-dire de personnes très fragiles sur le plan social et en général âgées, qui vendent, pour leur subsistance, des produits de récupération.

Chaque semaine, la police nationale, du fait des plaintes de riverains, etc., de parents d'élèves, de commerçants, procède à des évictions. Il faut préciser qu'il y a plus de ventes de produits contrefaits par des personnes liées à des réseaux délinquants. Les biffins sont présents sur le pont au-dessus du périphérique, dans le prolongement de l'avenue Lafenestre, donc il y a des chutes d'objets etc., ou devant la maternelle Maurice d'Ocagne, ce qui laisse, à leur départ, de nombreux dépôts et des problématiques de sécurité et de propreté.

Le Maire, Monsieur CHERKI, durant un vide-grenier, en juin 2010, a été approché par un biffin qui se présentait comme leur représentant. Afin de régler les problèmes de sécurité et de propreté et pour trouver une solution sociale à ces personnes, le Maire leur a conseillé de se monter en association, afin que les services de la Ville puissent discuter avec des interlocuteurs représentatifs et crédibles.

Le Maire et son équipe décidèrent alors de saisir l'opportunité offerte par le renouvellement de cette D.S.P. liant la Ville à la Semaco pour la gestion du marché aux puces. Après de nombreuses discussions entre la Mairie, la DDEEES et l'association concernée, un plan pérenne a enfin été formalisé tel que décrit dans ce projet de délibération.

Cet espace sera pleinement intégré à la D.S.P., avec une gestion pleine et entière par la Semaco. C'est un débat que nous avons eu dans le 14e arrondissement, qui nous a bien réjouis, parce que nous avons trouvé une solution qui est sécurisée, qui répond à un vrai besoin social et un vrai besoin de solidarité.

La commissaire principale du 14e est associée depuis le départ à ce projet et nous espérons des résultats bénéfiques à ce projet de délibération, dont nous nous félicitons.

L'association des biffins de la porte Didot est donc bien consciente de l'importance de cette problématique. La réussite du projet passe donc, en effet, par le respect scrupuleux des conditions fixées ci-dessous et, évidemment, nous nous reverrons pour faire un bilan, un rapport d'étape.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Pour vous répondre, Mme Lyne COHEN-SOLAL a la parole.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Dans ce projet de délibération, il s'agit, d'abord, d'attribuer la délégation de service public pour la gestion du marché aux puces de la porte de Vanves et le délégataire qui a été choisi dans le cadre de nos procédures habituelles est la société Semaco.

C'est l'essentiel, d'ailleurs, de ce projet de délibération et les missions traditionnelles du délégataire y sont relatées, avec, effectivement, la redevance forfaitaire qui doit être versée à la Ville et les critères qui ont plaidé en faveur de la société Semaco, puisque nous connaissons bien cette société et qu'elle tient déjà de nombreux marchés pour la Ville.

Parmi les missions supplémentaires qui ont été prévues dans ce projet de délibération, qui étaient prévues dans le cahier des charges, il s'agit de créer et de gérer dans le périmètre de la délégation, en liaison avec la Ville de Paris et l'association des biffins de la porte Didot, un secteur de 50 emplacements dédiés à la vente d'objets de récupération.

Cet espace de vente supplémentaire est une mission que nous donnons en plus au délégataire ; il n'est pas prévu d'accompagnement social.

Nous essayons, à la demande du maire du 14e, d'apporter une réponse à la présence de vendeurs d'objets de récupération qui ne sont pas réglementairement prévus, mais qui seront ainsi légitimes dans le cadre du marché de la porte de Vanves.

Par rapport au vœu qui a été déposé par le groupe E.E.L.V.A. et le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, l'Exécutif a déposé un vœu qui précise un peu le vœu original.

Je demande à Mme GIBOUDEAUX, si elle l'accepte, de se reporter à ce vœu de l'Exécutif, le vœu n° 84 bis, auquel cas je vous demanderai de mettre aux voix ce vœu n° 84 bis afin que nous soyons tous d'accord sur la façon dont nous pourrions envisager l'extension de carrés de biffins dans certains endroits et à certaines conditions.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je demande à Fabienne GIBOUDEAUX si elle accepte de retirer le vœu qu'elle avait déposé, au profit du vœu de l'Exécutif ?

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Oui, j'accepte cette proposition qui est une véritable avancée par rapport à l'état actuel des choses et je remercie Mme COHEN-SOLAL pour cette proposition.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Le vœu n° 84 est retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 313).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 285.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DDEEES 285).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au déplacement de la Foire du Trône hors de la pelouse de Reuilly.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Le vœu n° 85 n'étant pas présenté est retiré.

Vœu déposé par Mme KUSTER et M. DUBUS relatif à la commercialité de la rue Pierre Rebière (17e).
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous poursuivons avec l'examen des vœux n^{os} 86 déposé par Mme KUSTER et M. DUBUS, et 86 bis de l'Exécutif. Le vœu n° 86 va nous être présenté par M. DUBUS.

Monsieur DUBUS, vous avez une minute pour nous présenter le vœu.

M. Jérôme DUBUS. - Le vœu de l'Exécutif en réponse est très bien, donc je ne présente pas mon vœu.

Simplement pour dire à Mme COHEN-SOLAL qu'il s'agit bien d'étudier l'implantation d'un ou deux commerces en rez-de-chaussée d'immeuble sur la rue Pierre-Rebière et non pas sur l'ensemble du projet, car c'est bien dans cette rue, où vont arriver plusieurs centaines d'habitants (puisqu'on a des constructions nouvelles), qu'il faut regarder la possibilité d'implantation ou pas d'un ou deux commerces, qui sont vraiment des commerces de proximité.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUBUS, de votre concision et de la clarté de votre propos.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Naturellement, je remercie M. DUBUS d'avoir apprécié le vœu déposé par l'Exécutif et le rassure : c'est bien ce dont il s'agissait.

Nous avons juste ajouté une réflexion sur la gestion cohérente du linéaire commercial dans la mesure où nous nous sommes rendu compte dans les précédentes opérations d'urbanisme que, souvent, c'est par parcelle que se fait l'urbanisation et que le commerce n'est pas géré en linéaire, ce qui se révèle dommageable.

On a rajouté ce petit bout de phrase et je pense que cela apportera du mieux pour ce quartier.

Merci, Monsieur le Maire.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est donc adopté à l'unanimité. (2011, V. 314).

Vœu déposé par l'Exécutif relatif à la hausse de la T.V.A. sur le livre au 1er janvier 2012.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le vœu n° 86 A (on progresse dans la nomenclature !), déposé par l'Exécutif, relatif à la hausse de la T.V.A. sur le livre au 1er janvier 2012, qui va nous être rapidement présenté par Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous le savez, la Ville de Paris s'intéresse beaucoup et se préoccupe beaucoup de l'existence et de la pérennité des libraires dans la Ville de Paris.

La Ville de Paris est l'une des villes au monde où il y a le plus de librairies, 700 selon les chiffres des professionnels, dont 150 dans le quartier latin. 80 % des librairies d'Ile-de-France louent leurs locaux commerciaux et doivent faire face à des augmentations de loyer, d'où la politique mise en place par la Ville de Paris, et nous apprenons que le Gouvernement vient de décider l'augmentation de la T.V.A. de base de 5,5 à 7 %. Cette augmentation de T.V.A. s'applique donc aux livres, alors que l'instauration du prix unique du livre en 1981 avait fait en sorte que la chaîne du livre puisse survivre économiquement.

Aujourd'hui, vous le savez, tous les professionnels du livre et de l'édition sont inquiets de cette augmentation de la T.V.A. sur le livre qui vient à un moment extrêmement inquiétant pour la chaîne du livre, puisqu'il est concurrencé de manière extrêmement forte par le numérique.

Les librairies indépendants et les éditeurs sont inquiets aussi, d'ailleurs nous sommes tous avec eux et dans ce vœu le Conseil demande au Maire de Paris de se rapprocher du Ministre de la Culture afin que cette hausse de T.V.A. sur le livre soit abandonnée et que nous puissions ainsi sauvegarder ensemble la filière de l'édition et de la librairie qui a bien besoin de notre aide conjointe.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

J'imagine que ce soutien aux métiers du livre fera l'unanimité.

Je mets aux voix, à main levée, ce vœu.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 315).

2011, IG 1 - Communication sur le rapport annuel de l'Inspection générale 2010-2011.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération IG 1, relatif à une communication sur le rapport annuel de l'Inspection générale.

Jérôme DUBUS est inscrit et Maïté ERRECART lui répondra.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Monsieur le Maire.

Dans ce nouveau rapport de l'Inspection générale de la Ville, je retiens d'abord les études dédiées au parc de logement social, sans taire toutefois bien évidemment quelques observations générales.

La plus évidente des observations générales, c'est le formidable décalage que l'on constate entre les conclusions du service municipal et celles d'autres services d'expertise ou d'enquête sur le même sujet.

Deux exemples, d'abord le cas de la R.I.V.P. Vous vous souvenez certainement du rapport de la Chambre Régionale des Comptes et par-là même de l'absence totale de réponse opposée à Jean-François LEGARET et à moi-même de la part de M. GAUDILLÈRE.

La Chambre Régionale des Comptes avait constaté dans cette société d'économie mixte des anomalies sur quatre chargés de mission, dont une certaine Mme Z., dont nous connaissons aujourd'hui bien évidemment l'identité.

L'Inspection générale des services, qui a passé en revue cette S.E.M. en 2006 et plus récemment en 2010, ne dit rien, ne voit rien. Sa mission sur le train de la R.I.V.P. incluait pourtant l'examen des frais de structure, des rémunérations et plus généralement des ressources confiées ou accordées par les actionnaires.

Un autre exemple, toujours au hasard, celui de l'association "MACAQ". Nous en avons parlé tout à l'heure, je n'y reviendrai pas, puisque tout a été dit sur ce sujet.

L'explication est simple et ancienne. L'Inspection générale des services est un instrument dont la saisine appartient au Mairie de Paris et dont le cadre de mission est strictement défini.

Dès lors, l'hypothèque pesant sur son indépendance n'est absolument pas levée et sa liberté d'analyse se heurte à cet obstacle structurel que ne connaissent pas les juridictions financières.

Non, l'Inspection générale de la Ville n'est pas la panacée en matière de transparence, loin de là. J'en viens maintenant à tout ce qui concerne les bailleurs sociaux, notamment à l'étude sur l'utilisation des pieds d'immeuble par ces mêmes bailleurs.

Les locaux d'activité gérés par les quatre principaux bailleurs sociaux représentent 6.500 unités, soit un volume assez conséquent pour agir sur la vitalité des quartiers d'implantation. C'est d'ailleurs l'objectif des inspecteurs que d'en faire, je les cite, "un levier efficace de dynamisation urbaine pour une gestion judicieuse des flux".

Tel ne serait donc pas le cas à ce jour, ou alors insuffisamment.

Quoi qu'il en soit, les loyers perçus actuellement constituent une part non négligeable du chiffre d'affaires des bailleurs, il participe même à l'équilibre d'opérations de logement social, notamment celles intervenant par acquisition de biens du parc privé.

J'avais, en septembre 2010, sollicité une information sur l'impact financier de l'achat de ces locaux dans les budgets des organismes, ainsi que sur les aspects qualitatifs de la gestion commerciale.

Jean-Yves MANO avait sans hésiter promis le lancement d'une enquête et la communication des résultats, mais nous attendons toujours. Le sujet n'étant pas si éloigné de l'étude de l'Inspection générale, il serait utile désormais de disposer et de confronter l'ensemble des éléments de connaissance, c'est à nouveau notre demande.

Enfin, je m'arrête sur le rapport relatif au logement des agents de la Ville. Un sixième du contingent municipal leur est réservé. Si le jugement de l'Inspection générale est globalement favorable, il comporte néanmoins des données alarmantes, ne serait-ce que ce constat qu'avec plus de 8.000 demandes de logement et un volume annuel d'attribution de 800 unités, il faudra bien dix ans pour satisfaire les demandes des agents de la Ville, évidemment à stock équivalent, ce dont nous savons que ce n'est pas le cas.

Autre observation, sur ce même sujet, deux moyens sont mis en œuvre, l'attribution hors Paris de logements ainsi que le recours aux P.L.I. et secteur libre des bailleurs sociaux.

Dans le premier cas, l'objectif de rapprocher les agents de leur lieu de travail est mis en échec. Dans l'autre, il y a un risque d'inadéquation entre les ressources et le niveau de loyer, surtout que l'on sait que le parc P.L.I. et logements libres des bailleurs sociaux est quasiment en disparition, année après année, par requalification en logement social.

En installant en 2005 la mission d'urgence sociale, le Maire de Paris répondait à la situation, dénoncée par les syndicats, d'agents sans domicile fixe ou en passe de l'être, de ces travailleurs pauvres qui travaillent, mais dorment dans leur véhicule.

L'objectif assigné à cette structure, je le cite, "Reloger en logement pérenne dans les six mois les agents pris en charge", n'est donc pas atteint. La réalité ressortit à un délai d'un an avec, pour deux tiers des agents concernés, un recours aux structures hôtelières et non pas à des logements, dont nous connaissons le coût extrêmement élevé, d'ailleurs dénoncé par la Ville lorsque c'est l'Etat qui reloge.

En conclusion, mes chers collègues, je dirai que, comme chaque année, le rapport de l'Inspection obéit aux maîtres qui lui ont confié des missions. Inutile de tirer sur cette institution que l'Exécutif avait pourtant largement critiquée avant 2001 et qui n'a pas bougé depuis. Il faudra bien un jour faire évoluer l'Inspection pour qu'elle ne soit plus un service de l'Exécutif, mais bien qu'elle garantisse une vraie transparence dans l'exercice des missions municipales.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, au nom de la 2e Commission. - M. DUBUS a fait une intervention à charge - c'est son droit - pour dire qu'il n'y avait rien de bon dans ce rapport. Je voudrais au contraire insister sur la qualité du travail réalisé.

Vous avez, cette année encore, l'année va de juin à juin, 51 rapports qui ont été réalisés par l'Inspection et qui portent sur des sujets extrêmement variés. Vous avez parlé de certains de ces sujets, il y en a beaucoup d'autres, notamment dans le domaine de la gestion des ressources humaines.

Je dois dire que tous ces rapports donnent lieu à plus de 700 recommandations. Ces rapports permettent effectivement ensuite un suivi, un échange avec l'administration, puisque beaucoup de ces rapports portent sur des évolutions d'organisation de l'administration. Nous avons, à cet effet, un comité de suivi qui examine la mise en œuvre des recommandations, qui discute aussi de cette mise en œuvre. Il y a des recommandations de l'Inspection qui ne sont pas nécessairement suivies mais je peux vous dire que c'est un exercice extrêmement sérieux.

Vous dites qu'il y a un décalage entre les conclusions de l'I.G. et celles de la Chambre régionale des comptes. On a déjà constaté au cours de réunions de cette assemblée qu'il arrivait aussi que la Chambre régionale des comptes se trompe sur certains indicateurs et, là aussi, une certaine fiabilité pouvait se poser sur tel ou tel point.

Je ne prétendrai pas que l'Inspection est sans faille totale. Je dis simplement qu'il ne faut pas pointer que les failles mais il faut regarder au contraire ce qui est très positif.

J'interviendrai sur un rapport que vous avez longuement cité, qui porte sur le logement des agents de la Ville. Oui, Monsieur DUBUS, il est clair que nous attribuons 1/6 des places de logement social à des agents de la Ville, mais cela suppose, par rapport à la file d'attente, que nous ayons plus de possibilité d'attribution.

Là, vous faites le procès, si je peux dire, de l'histoire puisque nous n'avons pas assez de logement social aujourd'hui pour pouvoir assurer les attributions que nous souhaiterions. Bien sûr que nous souhaiterions faire plus d'attributions au personnel de la Ville. Mais, c'est clair, il faut également effectuer un équilibre entre ce qui est affecté au logement pour les agents de la Ville et ce qui est affecté par ailleurs aux Parisiens. Nous avons aussi beaucoup d'obligations en la matière.

On peut le regretter, mais il faut aussi à ce moment-là que vous regardiez les raisons qui font que nous sommes effectivement en insuffisance de logements sociaux à Paris. Je ne pense pas que c'est à cette majorité que nous devons principalement cet état de fait.

Après, vous dites que les agents sont logés hors Paris. Oui, certains sont logés en première couronne. Je ne crois pas que ce soit un problème nécessairement majeur. La première couronne peut être à vingt minutes du Centre de Paris.

Sincèrement, j'ai aussi des observations à faire sur ce rapport, mais on n'a pas tout à fait la même lecture. Il y a deux préoccupations que vous avez un peu citées, mais pas sous l'angle que je vois.

Je constate effectivement que nous logeons des gens aujourd'hui à l'hôtel - je pense que la Ville de Paris en est honorée - à travers ce que vous avez appelé la M.U.S., la mission d'urgence sociale. Nous avons beaucoup de mal à faire ressortir les personnes dans le logement social ou dans le logement privé, parce qu'ils ont souvent un problème de revenus.

Et nous avons effectivement des gens qui restent de manière trop longue à l'hôtel. C'est un vrai problème et c'est une vraie question pour nous, d'autant que ce sont souvent des agents qui ne sont même pas nécessairement de longue durée à la Ville de Paris. On a vraiment un problème de gestion de ce relogement des personnes.

C'est un point important qui est souligné par le rapport de l'inspection et sur lequel nous avons besoin de nous concentrer.

Il y en a un deuxième qui est que nous avons des résidences qui servent aussi au logement du personnel et, de la même façon, nous avons normalement des personnes qui sont censées rester trois ans puisqu'en fait c'est une solution temporaire. Toujours pour des raisons d'insuffisance de parc social, nous avons beaucoup de difficultés à reloger ces personnes dans le parc social, ou même dans le parc privé abordable, ce que l'on appelle le logement social de fait.

Le rapport met donc le doigt sur certains points, mais il ne faut pas se tromper d'analyse ensuite sur les causes. L'I.G. n'est pas responsable des causes qui font que nous manquons de logement social. Il ne faut pas dégrader la valeur du rapport parce qu'il met le doigt sur des difficultés réelles que nous rencontrons.

Dernière chose, la saisine du Maire de Paris, le fait que du coup il n'y a pas d'indépendance. La directrice de l'Inspection est là, elle pourrait dire ce qu'elle appelle l'indépendance ou pas l'indépendance.

Ce que je sais c'est que l'Inspection est très soucieuse de ce qu'elle appelle la procédure contradictoire, c'est-à-dire qu'elle émet un certain nombre d'observations, elle vérifie et donne l'occasion aux associations, parce qu'il y a beaucoup d'audit d'associations qui sont faits, et aux services de la Ville concernés de répondre. Elle récupère les réponses contradictoires et les intègre dans ses rapports.

À partir de là, on peut toujours parler des questions d'indépendance… mais c'est vrai de beaucoup d'autres corps d'inspection qui dépendent des Ministères. Il faut bien que quelqu'un les paye. Soyons triviaux, un instant. Mais leurs procédures garantissent, me semble-t-il, l'honnêteté et la véracité des faits.

Je regrette encore une fois cet argumentaire à charge, et je vous invite plutôt à regarder toutes les informations qu'il y a à l'intérieur de ces rapports. Je dois dire d'ailleurs qu'il y a à peu près 5.000 consultations mensuelles des rapports de l'I.G. effectuées sur Internet. En effet, vous savez que nous publions l'ensemble des rapports, et nous devons être à plus de 300 rapports aujourd'hui.

Je pense donc qu'il n'y a pas que des choses inintéressantes qui y sont dites.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je me permettrai de préciser que si, en effet, depuis la mandature précédente, la mairie de Paris, sur son contingent, réserve un logement sur six au bénéfice des personnels municipaux, il y a manifestement des marges de progression importantes dans les contingents des mairies d'arrondissement, et je crois savoir que toutes ne sont pas au taquet de l'effort demandé.

J'invite donc M. DUBUS, là où il est le plus entendu, à relayer avec nous cette parole, et je suis sûr qu'elle sera entendue très largement dans bon nombre d'arrondissements.

S'agissant d'une communication, il n'y a pas de vote : le sujet est donc clos.

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je vous propose à présent de procéder à la désignation de représentants dans les organismes suivants :

Comité stratégique auprès du Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris (R. 45) :

- M. Pierre MANSAT

Commission académique des langues vivantes étrangères (R. 46) :

- Mme Colombe BROSSEL

- Mme Geneviève BERTRAND

Ecole nationale supérieure des télécommunications "Telecom Paris Tech" (Conseil d'école) (R. 47) :

- M. Jean-Louis MISSIKA

Les candidatures proposées sont adoptées. (2011, R. 45 à R. 47).

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous propose maintenant de vous prononcer à main levée par un vote global sur les projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

Ces projets de délibération sont adoptés et leur liste sera, selon l'usage, annexée au procès-verbal intégral de la présente séance.

Clôture de la séance.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Chers collègues, la séance est terminée. Je vous remercie et je remercie les agents qui nous ont aidés à tenir bon, dans de bonnes conditions, jusque-là.

Bonne fin de soirée et à bientôt.

(La séance est levée le mardi 15 novembre 2011 à dix-huit heures cinquante minutes).

Votes spécifiques.

M. François VAUGLIN, Mme Annick LEPETIT, MM. Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE et M. Jérôme DUBUS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DU 257 Subvention avec avenant n°3 à convention (300.000 euros) avec l'APUR.

M. Jean-Yves MANO, Mme Halima JEMNI, MM. Gauthier CARON-THIBAULT, René DUTREY, Jean-TIBERI et Mme Roxane DECORTE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011, DPP 35 - Subvention à Paris Habitat OPH dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. - Montant : 4.264.133 euros.

2011 DLH 117 Réalisation par Paris-Habitat - OPH d'un programme d'acquisition réhabilitation de 11 logements PLUS, par la transformation de chambres en logements, dans les 12e, 13e, 15e, 16e, 17e et 20e arrondissements.

2011 DLH 150 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction neuve de 15 logements PLUS 127/129, rue du Chemin Vert (11e).

2011 DLH 201 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de résidentialisation et d'amélioration de la qualité de service de la barre Q du groupe Edmond Michelet Curial, comportant 86 logements, 67-69 et 73 rue Curial (19e).

2011, DLH 208 - Réalisation par Paris Habitat OPH, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 4 logements PLA-I, 13 logements PLUS et 3 logements PLS, Passage de la Vierge, 56 rue Cler (7e).

2011 DLH 215 Réalisation par Paris Habitat OPH, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme de construction neuve comportant 9 logements PLA-I, 19 logements PLUS et 10 logements PLS 46-50, rue de la Pompe (16e).

2011 DLH 224 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction neuve de 11 logements PLUS et de 11 logements PLS, 33-39, rue Montera (12e).

2011 DLH 225 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction neuve comportant 4 logements PLA-I, 15 logements PLUS et 4 logements PLS, 35 bis-37 rue Falguière (15e).

2011 DLH 233 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition réhabilitation d'un logement PLUS, 48 boulevard Arago-28 rue Glacière (13e).

2011 DLH 240 Réalisation par Paris Habitat OPH, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 3 logements PLAI, 9 logements PLUS et 3 logements PLS, 165, rue de Vaugirard et 13, rue Dalou (15e).

2011 DLH 254 Octroi de la garantie de la Ville de Paris aux emprunt PAM à contracter par Paris Habitat OPH en vue du financement du programme de réhabilitation Plan Climat de 421 logements des tours B, C, M et N du groupe Edmond Michelet Curial (19e).

2011 DLH 268 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction neuve comportant 3 logements PLA-I, 12 logements PLUS et 3 logements PLS 241/243, avenue Gambetta (20e).

2011 DLH 275 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction neuve comportant 29 logements PLA-I, 73 logements PLUS et 44 logements PLS, ZAC Clichy Batignolles, lot E 10 B1 et B2 (17e).

2011 DLH 286 Paris Habitat OPH - Réalisation, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme de construction neuve comportant 14 logements PLA-I, 28 logements PLUS et 14 logements PLS 2-16, rue de Coulmiers (14e).

2011 DLH 293 Modification de la garantie de la Ville de Paris accordée à Paris Habitat - OPH pour la réalisation d'un programme de réhabilitation lourde de 3 logements PLS situé 127, rue du Faubourg Saint-Honoré (8e).

2011 DU 259 Cession à Paris Habitat-OPH d'une parcelle dans le cadre de l'opération d'aménagement 110 à 122, rue des Poissonniers (18e).

2011 DU 246 Demande conjointe de permis de construire de la Ville de Paris et Paris Habitat OPH dans le cadre de l'opération d'aménagement du site 241-243, avenue Gambetta (20e).

M. Pierre AIDENBAUM, Mmes Danièle POURTAUD, Marie-Pierre de LA GONTRIE, Dominique BERTINOTTI, Frédérique CALANDRA, Sandrine CHARNOZ, MM. Jean-Yves MANO, René DUTREY, Jean-François LEGARET et Mme Claude-Annick TISSOT ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011, DPP 37 - Subvention (963.002 euros) avec convention à la RIVP dans le cadre de la surveillance de logements sociaux.

2011 DPVI 227 - DJS 414 Subvention (97.551 euros) et convention à la RIVP de Paris pour des travaux d'aménagement de locaux de l'association Capoeira Viola (18e).

2011 DLH 55 Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de la propriété communale 40 A rue de Ménilmontant et 9 rue Delaître (20e).

2011 DLH 119 Modification de la participation de la Ville de Paris au financement du programme d'acquisition-réhabilitation d'une résidence sociale comportant 5 logements PLA-I à réaliser par la RIVP 10 rue Saint Bon (4e).

2011 DLH 153 Réalisation par la RIVP d'un programme de travaux d'amélioration et de mise aux normes de la résidence sociale pour travailleurs migrants Bisson (20e).

2011 DLH 207 Réalisation par la RIVP, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 9 logements PLA-I, 37 logements PLUS et 46 logements PLS, lot M6A3 de la ZAC Paris Rive Gauche (13e).

2011 DLH 287 Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal 11, rue Voltaire (11e).

M. Didier GUILLOT ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011 DLH 218 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme d'acquisition-conventionnement comportant 4 logements PLUS, 51 rue du Temple (4e).

2011 DLH 234 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 8 logements PLUS et 3 logements PLA-I, 37 bis rue de Montreuil (11e).

2011 DLH 270 Réalisation par Batigere Ile-de-France d'un programme de construction neuve comportant 2 logements PLA-I et 9 logements PLUS, 21-25 passage Charles Dallery (11e).

M. Jean-Yves MANO ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011 DLH 144 Réalisation par France Habitation d'un programme de requalification des espaces extérieurs de 211 logements, 148-150, boulevard de la Villette (19e).

2011 DLH 276 Octroi d'une subvention complémentaire à France Habitation pour le financement d'un programme de réhabilitation PALULOS de 56 logements sociaux, 1-3-5-7 square Vitruve (20e).

Mme Pascale BOISTARD ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011, DPP 36 - Subvention (203.434 euros) avec convention à l'Immobilière 3F dans le cadre de la surveillance de logements sociaux.

2011 DLH 131 Réalisation par Immobilière 3F d'une opération de transformation de locaux de bureaux en un logement PLUS, 16 rue Bertin Poirée (1er).

M. Ian BROSSAT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011, DPP 38 - Subvention (150.987 euros) avec convention à ICF La Sablière dans le cadre de la surveillance de logements sociaux.

M. Gilles ALAYRAC ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011, DLH 262 - Réalisation par "Toit et Joie" d'un programme d'acquisition-conventionnement de 52 logements PLUS répartis dans les 11e, 12e, 13e, 18e, 19e et 20e arrondissements.

2011, DLH 266 - Réalisation par "Toit et Joie" d'un programme d'acquisition-conventionnement comportant 19 logements PLUS, 8 rue Boucry (18e).

2011 DLH 271 Réalisation par Toit et Joie d'un programme de construction neuve d'une résidence sociale pour jeunes actifs comportant 59 logements PLA-I, 260 rue des Pyrénées (20e).

M. Philippe DUCLOUX, Mme Laurence GOLDGRAB, M. Patrick BLOCHE, Mme Lyne COHEN-SOLAL, MM. Julien BARGETON, Jacques BOUTAULT, Mmes Claude-Annick TISSOT et Brigitte KUSTER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DAC 818 Restructuration de la Maison des Métallos (11e), signature d'une transaction avec la SEMAEST.

M. Jérôme COUMET, Mmes Marie-Pierre de LA GONTRIE, Annick OLIVIER, M. Christian SAUTTER, Mme Liliane CAPELLE, M. Patrick TRÉMÈGE et Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011 DU 223 Désaffectation et déclassement des terrains et des volumes dans la ZAC Joseph-Bédier - Porte d'Ivry (13e). Résiliation de la convention d'occupation du domaine public de voirie rue Franc Nohain par un linéaire de mur anti-bruit. Cession à la SEMAPA des emprises de la ZAC Joseph-Bédier - Porte d'Ivry.

2011 DU 256 Signature d'un protocole transactionnel avec la SEMAPA et la RATP fixant la participation de la Ville de Paris au règlement des suites de l'incendie de la galerie technique souterraine située sous les quais de la Gare et François Mauriac dans la ZAC Paris Rive Gauche (13e)

M. Roger MADEC, Mmes Claudine BOUYGUES, Isabelle GACHET, MM. Rémi FERAUD, François DAGNAUD, Denis BAUPIN, Mme Brigitte KUSTER, MM. Hervé BENESSIANO, Jean-Jacques GIANNESINI et Mme Fabienne GASNIER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011, DU 241 - Secteur Paul Meurice (20e) :approbation de la création de l'opération d'aménagement, désignation de la S.E.M.A.V.I.P. comme attributaire du traité de concession,approbation du principe du déclassement et autorisation donnée à la S.E.M.A.V.I.P. de déposer les déclarations préalables, demandes de permis d'aménager, de permis de construire et de démolir.

M. Jean-Yves MANO, Mmes Colombe BROSSEL, Gisèle STIEVENARD, Halima JEMNI, M. Daniel ASSOULINE, Mme Hélène BIDARD, M. Christophe NAJDOVSKI, Mmes Roxane DECORTE, Emmanuelle DAUVERGNE et Anne TACHÈNE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011 DLH 120 Location par bail emphytéotique, au profit de la SGIM, de l'immeuble communal 19, rue du Groupe Manouchian (20e).

2011, DLH 238 - Réalisation par la SGIM d'un programme comportant 6 logements PLA-I, 96 rue de Sèvres (7e).

2011 DLH 280 Modification de la délibération 2010 DLH 392 portant location par bail emphytéotique, au profit de la SGIM, d'un volume dépendant de l'immeuble 28 quai des Célestins (4e).

Mmes Claudine BOUYGUES, Gisèle STIEVENARD, MM. Romain LEVY, François VAUGLIN, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Rémi FERAUD, Ian BROSSAT, Pierre CHARON et Jérôme DUBUS ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011, DPP 40 - Subvention (143.320 euros) avec convention à la SIEMP dans le cadre de la surveillance de logements sociaux.

2011 DLH 169 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition - réhabilitation comportant 7 logements PLUS et 8 logements PLS 42, boulevard Masséna (13e).

2011 DLH 173 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition - réhabilitation comportant 12 logements PLS 10, rue Mathis (19e).

2011 DLH 248 Réalisation par la SIEMP d'un programme comportant 3 logements PLA-I, 5 logements PLUS et 2 logements PLS 72, rue de Clichy (9e).

2011 DLH 263 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition - réhabilitation comportant 6 logements PLS 81, boulevard Vincent Auriol (13e).

M. Christophe GIRARD ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DAC 337 Subvention (15.000 euros) à l'association Festival d'Ile-de-France (2e).

MM. Didier GUILLOT, Ian BROSSAT, Sylvain GAREL, Pierre-Yves BOURNAZEL et Daniel VAILLANT ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DAC 563 Subvention (325.000 euros) et avenant à la convention avec l'association Halle Saint-Pierre (18e).

Mme Florence BERTHOUT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DAC 766 Subventions (101.674 euros), avenant et convention avec l'Etablissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette (19e).

M. LE MAIRE DE PARIS ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DGRI 67 Subvention et avenant n° 3 à convention (115.000 euros) avec l'Association Internationale des Maires Francophones (1er) pour le projet " 1 Parisien, 1 Arbre ".

M. Yves POZZO di BORGO ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011, SG 113 - Quartier des Halles (1er). Déclassement des emprises de voirie, de jardin et des équipements publics municipaux et assimilés nécessaires à la réalisation du projet, promesse de vente des volumes commerciaux de la Canopée, actes rectificatifs et complémentaires de rétrocession et d'acquisition de surfaces commerciales.

2011, SG 182 - Réaménagement du quartier des Halles (1er) : signature d'un protocole entre la Ville de Paris, la Sem Paris Seine et Mme Claude LALANNE.

2011, SG 207 - Réaménagement du quartier des Halles (1er). Approbation d'une convention constitutive d'un groupement de commandes dans le cadre de la sécurité incendie de l'ERP de première catégorie du Nouveau Forum des Halles.

Projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée.

Les projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée sont les suivants :

2011 DEVE 158 Subvention (10.000 euros) à l'association Réseau Action Climat France (93100 Montreuil) pour la réalisation d'une brochure "Impacts - Sécheresses et précipitations".

2011 DPA 75 Signature de l'acte d'acceptation de la cession d'une créance professionnelle dans le cadre du contrat de partenariat de performance énergétique relatif à 100 écoles parisiennes.

2011 DPA 76 Signature de la convention tripartite avec la société NOV'ECOLES Paris et les prêteurs AUXIFIP et Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile de France, dans le cadre du contrat de partenariat de performance énergétique relatif à 100 écoles parisiennes.

M. Denis BAUPIN, rapporteur.

2011 DPVI 223 Subvention (7.900 euros) à l'association For Tomorrow au titre des droits de l'homme.

2011 DPVI 238 Subvention (2500 euros) à la Fondation Agir Contre l'Exclusion au titre de la lutte contre les discriminations.

2011 DPVI 241 Subvention (5.000 euros) et convention avec l'association SOS Racisme - Touche pas à mon pote au titre de la lutte contre les discriminations.

2011 DPVI 256 Subvention (7.500 euros) à l'association Prévention Action Santé Travail pour les transgenres au titre de la lutte contre les discriminations.

2011 DPVI 259 Subvention (10.000 euros) au comité IDAHO au titre de la lutte contre les discriminations.

2011 DPVI 262 Subvention (4.000 euros) au Conseil Représentatif des Associations Noires (CRAN) au titre de la lutte contre les discriminations.

2011 DPVI 264 Subvention (1.000 euros) à l'association Fatma et Cie au titre de la lutte contre les discriminations.

Mme Yamina BENGUIGUI, rapporteure.

2011 DPVI 235 Subvention (6.000 euros) à l'association Fédération Nationale des Maisons des Potes (13e).

Mme Yamina BENGUIGUI et **Mme Pascale BOISTARD**, rapporteures.

2011 DPVI 194 Subvention (3.000 euros) à l'association Accès à la Lecture Pour Tous (19e).

2011 DPVI 199 Subvention (3.000 euros) à l'association Khiasma (11e).

2011 DPVI 249 Subvention (2.400 euros) à l'association L'Apostrophe à L'Avenir (11e).

Mme Pascale BOISTARD, rapporteure.

2011 DUCT 71 Subvention (6.000 euros) à l'association La ligue de l'enseignement - fédération départementale de Paris - mouvement d'éducation populaire - fédération de Paris de la ligue de l'enseignement (19e).

2011 DUCT 179 Subvention (5.000 euros) à l'association Caravansérail et Cie (10e).

2011 DUCT 180 Subvention (11.000 euros) à l'association Atelier local d'Urbanisme du 3e arrondissement.

2011 DUCT 181 Subvention (15.000 euros) à l'association Ateliers Villes au titre du projet de sensibilisation aux enjeux de l'urbanisme et de l'aménagement urbain à Paris.

2011 DUCT 192 Subvention (4.000 euros) à l'association RECIT Paris (Réseau des Ecoles de Citoyens) (15e).

2011 DUCT 201 Subvention à l'association Métropop du 11e.

2011 DUCT 153 Subvention Fonds du Maire (2.000 euros) à l'association Académie de musique des grandes écoles et universités, direction générale Jean-Philippe SARCOS (16e).

2011 DUCT 159 Subvention Fonds du Maire (5.000 euros) à l'association Le Pont (17e).

2011 DUCT 169 Subvention Fonds du Maire (5.000 euros) à l'association Danube social et culturel (19e).

2011 DUCT 170 Subvention Fonds du Maire (5.000 euros) à l'association Jaurès, Pantin, Petit (J 2 P) (19e).

2011 DUCT 193 Subvention Fonds du Maire (2.500 euros) à l'association Recup (16e).

2011 DUCT 194 Subvention Fonds du Maire (1.500 euros) à l'association Equipe Saint Vincent Alpha 16 Paris (16e).

2011 DUCT 195 Subvention Fonds du Maire (1.000 euros) à l'association Sos urgences mamans (16e).

2011 DUCT 196 Subvention Fonds du Maire (1.000 euros) à l'association FIT une femme, un toit (3e).

2011 DUCT 197 Subvention Fonds du Maire (17e) (5.000 euros) et convention avec l'association Scouts et guides de France (13e).

2011 DUCT 199 Subvention Fonds du Maire (1.500 euros) à l'association Vivre ensemble à Maroc Tanger (19e).

2011 DUCT 203 Subvention Fonds du Maire (2.500 euros) à l'association Société équestre de l'étrier (16e).

2011 DUCT 206 Subvention Fonds du Maire à l'association "Association Belle Ville (A.B.V.) " du 19e.

2011 DUCT 210 Subvention Fonds du Maire (1.500 euros) et convention avec l'Association d'Education Populaire Notre-Dame-des-Champs Montparnasse Rencontres (14e).

M. Hamou BOUAKKAZ, rapporteur.

2011 DICOM 31 Subvention et convention (41.000 euros) avec l'association ART NOUVEAU (9e).

M. Jean-Bernard BROS, rapporteur.

2011 DASCO 84 Subvention (50.600 euros) et avenant n°3 à la convention avec l'association OCCE de Paris (15e).

2011 DASCO 98 Lancement de marchés publics relatifs à la mise en oeuvre des séjours de vacances Arc-en-Ciel pour 2013-2016.

2011 DASCO 103 Subvention contractuelle (108.328 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 2e arrondissement.

2011 DASCO 104 Subvention contractuelle (64.360 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 3e arrondissement.

2011 DASCO 105 Subvention contractuelle (113.299 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 4e arrondissement.

2011 DASCO 106 Subvention contractuelle (49.468 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 5e arrondissement.

2011 DASCO 108 Subvention contractuelle (30.058 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 7e arrondissement.

2011 DASCO 109 Subvention contractuelle (11.000 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 8e arrondissement.

2011 DASCO 110 Subvention contractuelle (46.325 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 9e arrondissement.

2011 DASCO 111 Subvention contractuelle (204.036 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 10e arrondissement.

2011 DASCO 112 Subvention contractuelle (426.640 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 11e arrondissement.

2011 DASCO 113 Subvention contractuelle (174.007 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 12e arrondissement.

2011 DASCO 114 Subvention contractuelle (308.609 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 13e arrondissement.

2011 DASCO 115 Subvention contractuelle (193.814 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 14e arrondissement.

2011 DASCO 116 Subvention contractuelle (22.958 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 15e arrondissement.

2011 DASCO 117 Subvention contractuelle (32.399 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 16e arrondissement.

2011 DASCO 118 Subvention contractuelle (99.806 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 17e arrondissement.

2011 DASCO 119 Subvention contractuelle (419.184 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 18e arrondissement.

2011 DASCO 120 Subvention contractuelle (374.842 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 19e arrondissement.

2011 DASCO 121 Subvention contractuelle (524.604 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 20e arrondissement.

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure.

2011 DDEEES 190 Subvention (8.000 euros) avec convention à l'association "Maison Méditerranéenne des Métiers de la Mode".

2011 DDEEES 202 Subvention (5.000 euros) à l'association A.H.M.E. Musée de l'Éventail Hervé Hoguet (10e).

2011 DDEEES 217 Subvention (50.000 euros) et convention avec l'association Le lieu du Design en Ile de France (12e).

2011 DDEEES 220 Subvention (5.000 euros) à l'association Chaussettes Orphelines (18e).

2011 DDEEES 222 Subvention (15.000 euros) et convention avec l'association Comité Quartier Latin (5e).

2011 DDEEES 223 Subvention (9.000 euros) à l'association PAGES (20e).

2011 DDEEES 243 Subvention (10.000 euros) à l'association Paris Potier (5e).

2011 DDEEES 291 Subvention (8.000 euros) à l'association des commerçants du quartier de l'horloge (3e) pour les illuminations de fin d'année 2010.

2011 DDEEES 293 Subvention (5.000 euros) à l'association des commerçants de la rue Joubert et de la rue de Mogador (9e) pour les illuminations de fin d'année 2010.

2011 DDEEES 294 Subvention (7.500 euros) à Paris Viaduc des Arts-Association des artisans et créateurs d'art du Viaduc Daumesnil (12e) pour les illuminations de fin d'année 2010.

2011 DDEEES 295 Subvention (8.000 euros) à l'association des commerçants du Village d'Auteuil (16e) pour les illuminations de fin d'année 2010.

2011 DDEEES 311 Subvention (13.000 euros) au village Mouffetard - association des commerçants du bas-Mouffetard (5e) pour les illuminations de fin d'année 2010.

2011 DDEEES 317 Subvention (10.000 euros) au Comité d'Initiatives de Passy (16e) pour les illuminations de fin d'année 2010.

2011 DDEEES 321 Subvention (3.000 euros) à l'association des Commerçants du marché couvert de Passy (16e) pour les illuminations de fin d'année 2010.

2011 DDEEES 323 Subvention (3.000 euros) à l'association des commerçants du Village de Passy-Les Amis de Passy (16e) pour les illuminations de fin d'année 2010.

2011 DDEEES 328 Subvention (10.000 euros) à l'association des commerçants et artisans du square d'Anvers (9e) pour les illuminations de fin d'année 2010.

2011 DDEEES 292 Subvention (8.000 euros) à l'association "Un des meilleurs ouvriers de France".

2011 DDEEES 296 Subvention (5.000 euros) à l'association "Société Nationale des Meilleurs Ouvriers de France" (12e).

2011 DDEEES 315 Subvention (20.000 euros) et convention avec l'association Paris Viaduc des Arts (12e).

2011 DDEEES 319 Subvention (3.500 euros) à l'association Terramicales (11e).

2011 DDEEES 324 Signature d'un contrat de transaction en vue de l'indemnisation d'un commerçant de la halle Secrétan (19e) suite à la fermeture du marché.

2011 DDEEES 320 Indemnisation amiable d'une entreprise en raison des préjudices subis du fait des travaux d'extension du tramway T3.

2011 DDEEES 326 Indemnisation amiable d'une entreprise en raison des préjudices subis du fait des travaux d'extension du tramway T3.

2011 DDEEES 327 Indemnisation amiable d'une entreprise en raison des préjudices subis du fait des travaux d'extension du tramway T3.

2011 DDEEES 336 Indemnisation amiable d'une entreprise en raison des préjudices subis du fait des travaux d'extension du tramway T3.

2011 DDEEES 329 Création d'un marché éphémère "Noël aux Ateliers" et fixation d'un montant de redevance.

2011 DDEEES 330 Création du prix "Un visa pour Osaka" récompensant un designer francilien qui séjournera à Osaka au printemps 2012 et fixation du montant de ce prix.

2011 DDEEES 335 Approbation de la création d'un fonds de dotation dénommé Fonds des Ateliers de Paris pour les métiers de la création.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, rapporteure.

2011 DPE 68 Subvention (13.888 euros) à l'association La Maison du Canal pour le financement d'une mission de préfiguration d'une ressourcerie dans le 10e arrondissement.

2011 DPE 90 Subvention (7.300 euros) à l'association La réserve des arts pour le financement d'une étude de préfiguration d'une ressourcerie (11e).

2011 DPE 86 Réforme pour vente ou destruction de 83 véhicules et matériels du Service Technique de la Propreté de Paris.

M. François DAGNAUD, rapporteur.

2011 PP 67 Avis sur demandes en décharge de responsabilité et en remise gracieuse présentées par deux régisseurs.

2011 PP 68 Modification de la délibération 2010 PP 56 des 15 et 16 novembre 2010 relative à l'échange sans soulte d'un terrain situé avenue du Fort à Sucy-en-Brie, propriété de la ville de Paris (Préfecture de police). Autorisation à M. le Maire de Paris de signer l'acte notarié correspondant.

2011 PP 69 Autorisation à ICADE PROMOTION, mandataire de la préfecture de police, de signer le protocole transactionnel ave la société BREZILLON, concernant le marché relatif aux travaux de construction du centre de secours et de lutte contre l'incendie à Nogent-sur-Marne (94130).

2011 PP 70 Approbation d'un projet de règlement amiable de diverses affaires mettant en cause la responsabilité de la commune de Paris.

2011 PP 71 Autorisation à M. le Préfet de police de signer les marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres de la ville de Paris.

2011 PP 72 Individualisation des autorisations de programme votées au budget spécial de la préfecture de police (exercice 2011).

2011 PP 73 Avenant n° 1 au marché de travaux pour le réaménagement de l'emprise "Phébus" - base logistique pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Limeil-Brévannes/Valenton.

2011 PP 74 Avenant n° 1 au marché de travaux pour le réaménagement de l'emprise "Phébus", base logistique pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Limeil-Brévannes/Valenton.

2011 PP 75 Avenant n° 1 au marché de travaux pour le réaménagement de l'emprise "Phébus" base logistique pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Limeil-Brévannes/Valenton.

2011 PP 76 Avenant n° 1 au marché de travaux pour le réaménagement de l'emprise "Phébus" base logistique pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Limeil-Brévannes/Valenton.

2011 PP 78 Convention relative à la répartition des dépenses de fonctionnement du Secrétariat Général pour l'Administration de la préfecture de police entre l' État (MIOCTI) et la ville de Paris (PP budget spécial).

2011 PP 79 Convention de mise à disposition de moyens (budget de l'État et budget spécial de la préfecture de police) à la Fondation Louis Lépine pour l'action menée en faveur des personnels de tous statuts de la préfecture de police. Approbation de la convention. Autorisation de signer la convention.

2011 PP 80 Modification des effectifs budgétaires de la préfecture de police au titre de 2012.

Mme Myriam EL KHOMRI, rapporteure.

2011 DAJ 27 Approbation d'un protocole d'accord prévoyant la cession du nom de domaine <paris-design.fr> à la Ville de Paris.

2011 DAJ 28 Approbation d'un accord coexistence entre les marques Velib' d'une part et Citelib d'autre part.

2011 DAJ 29 Approbation d'un protocole d'accord prévoyant le retrait de la marque RELIB.

2011 DILT 31 Décision modificative n° 1 du budget annexe du service technique des transports automobiles municipaux pour l'exercice 2011.

2011 DRH 63 Actualisation de la délibération fixant la liste des emplois de la Commune de Paris donnant lieu à un logement de fonction.

2011 DRH 82 Avenant à la convention triennale du 30 décembre 2009 visant à définir les engagements réciproques de la Ville de Paris et de l'ASPP.

2011 DRH 91 Autorisation à M. le Maire de Paris de rembourser le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante.

2011 DSTI 20 Signature d'un marché relatif au droit de suivi du progiciel Chronogestor édité par la société GFI Chrono Time, à l'acquisition et à la maintenance de lecteurs de badges et à l'acquisition de nouveaux modules et licences.

2011 DUCT 41 Protocole d'accord transactionnel pour le versement d'une indemnité complémentaire et définitive en réparation d'un préjudice subi en mairie du 11e arrondissement.

2011 DUCT 172 Signature d'un protocole d'accord pour le versement d'une indemnisation en réparation d'un préjudice subi en mairie du 16e arrondissement.

Mme Maïté ERRECART, rapporteure.

2011 DF 67 Remises gracieuses d'anciennes créances municipales présentées au cours du 2e semestre 2011.

2011 DF 68 Admission en non-valeurs d'anciennes créances municipales irrécouvrables présentées au cours de l'exercice 2011.

2011 DF 69 Acquisition par la Ville de Paris des parts détenues par la Société nouvelle d'exploitation de la Tour Eiffel dans la SAEPOPB.

2011 DF 76 Rapports écrits soumis au Conseil de Paris, siégeant en formation de conseil municipal, par ses représentants dans les conseils d'administration et de surveillance des Sociétés d'Économie Mixte et des Sociétés Publiques Locales d'Aménagement.

2011 DU 257 Subvention avec avenant n°3 à convention (300.000 euros) avec l'APUR.

M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteur.

2011 DEVE 37 Signature avec l'association Le Rapide du Parc Floral d'une convention visant à renouveler l'autorisation de pratiquer la colombophilie dans le bois de Vincennes (12e).

2011 DEVE 165 Approbation des principes d'aménagement du jardin sonore de la Cité Internationale des Arts (4e) et autorisation de déposer un permis d'aménager.

2011 DEVE 166 Convention avec le propriétaire de l'immeuble Green One Pajol (18e) pour le raccordement du jardin de la ZAC Pajol au réseau de collecte des eaux pluviales ainsi que la gestion afférente.

2011 DEVE 169 Convention cadre pour la mise à disposition gratuite du domaine public de la Ville aux associations gestionnaires de jardin partagé qui s'engagent à respecter la charte Main Verte.

2011 DEVE 11 - DF 25 Modification des tarifs et redevances de l'Ecole du Breuil et d'autres sites de la direction des espaces verts et de l'environnement.

2011 DEVE 147 Approbation des modalités de lancement et de signature d'un appel d'offres pour la réalisation des travaux d'installation, d'extension et de rénovation du réseau d'arrosage automatique parisien pour une gestion durable de la consommation d'eau.

2011 DEVE 132 Subvention (1.500 euros) à l'association Paris Label (12e) pour son projet participatif Potogreen, végétalisation d'un quartier du 2e arrondissement.

2011 DEVE 152 Subvention (7.7000 euros) à l'association Groupement de Diffusion d'Informations sur l'Environnement (13e).

2011 DEVE 143 Attribution de la dénomination square Claude Charpentier au square situé 16-18, rue du Mont-Cenis (18e).

2011 DEVE 144 Attribution de la dénomination square Joël Le Tac au square situé 3, place Constantin Pecqueur (18e).

2011 DEVE 157 Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation des dommages causés aux intéressés lors d'accidents dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteure.

2011 DEVE 130 Subvention (2.000 euros) à l'Association pour Fêter la Nature dans l'Est Parisien (20e).

Mme Fabienne GIBOUDEAUX et **M. Denis BAUPIN**, rapporteurs.

2011 DEVE 125 - DPVI 388 Subvention (700 euros) à l'association Passerellles 17 (17e).

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteures.

2011 DAC 43 Subvention (101.500 euros) et avenant à convention avec l'association Les Athévains (4e).

2011 DAC 162 Subvention (10.000 euros) à l'Association A2R Compagnie (83 Rocbaron).

2011 DAC 183 Subvention (65.000 euros), avenant à convention avec l'association Glaz'Art (19e) et fixation du loyer pour l'occupation du bâtiment municipal 7-15, avenue de la Porte de la Villette.

2011 DAC 221 Subvention (4.000 euros) à l'association Choeur et Orchestre Symphonique de Paris (15e).

2011 DAC 335 Subvention (7.000 euros) et convention avec la Société à Responsabilité Limitée STACCATO (17e).

2011 DAC 337 Subvention (15.000 euros) à l'association Festival d'Ile-de-France (2e).

2011 DAC 479 Subvention (5.000 euros) à la Société Littéraire des Goncourt dite Académie Goncourt (2e).

2011 DAC 505 Subvention (8.000 euros) à l'Association Compagnie du Troisième Oeil (49000 Angers).

2011 DAC 518 Subvention (144.300 euros) et avenant à convention avec l'Association pour le Développement de la Danse à Paris (18e).

2011 DAC 547 Subvention (1.500 euros) à l'association Choeur Stella Maris (4e).

2011 DAC 563 Subvention (325.000 euros) et avenant à la convention avec l'association Halle Saint-Pierre (18e).

2011 DAC 602 Subvention (3.000 euros) à l'association Le chemin du théâtre (11e).

2011 DAC 623 Subvention (4.000 euros) à l'association Arnica (01000 Bourg en Bresse).

2011 DAC 642 Subvention (5.000 euros) à l'association Musique et Santé (11e).

2011 DAC 658 Subvention (1.000 euros) à l'association Made in Place Clichy (17e).

2011 DAC 674 Subvention (6.000 euros) à l'association Eclectic (Montreuil,93).

2011 DAC 686 Subvention (3.000 euros) à l'association Centre Medem Arbeter Ring (10e).

2011 DAC 702 Subvention (3.000 euros) à l'association Fêtart (20e).

2011 DAC 752 Subvention (1.500 euros) à l'association Les Balbuz'arts (13e).

2011 DAC 753 Subvention (4.000 euros) à l'association Red Shoes (20e).

2011 DAC 754 Subvention (5.000 euros) à l'association Protoclip (18e).

2011 DAC 763 Subvention (25.000 euros) et convention avec l'association UFISC, Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles (19e).

2011 DAC 766 Subventions (101.674 euros), avenant et convention avec l'Etablissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette (19e).

2011 DAC 775 Subvention (3.000 euros) à l'association Tabarmukk (14e).

2011 DAC 780 Subvention (4.000 euros) à l'association La Générale Nord-Est (11e).

2011 DAC 792 Subvention (3.500 euros) à l'Association Théâtre des Lucioles (35000 Rennes).

2011 DAC 794 Subvention (1.000 euros) à l'association L'Oeil du Huit (9e).

2011 DAC 801 Subvention (10.000 euros) à l'association Union Bouddhiste de France (12e).

2011 DAC 803 Apposition d'une plaque commémorative à la mémoire de Paul Gauguin 8 rue Carcel (15e).

2011 DAC 806 Convention de mécénat liant la Fondation Meyer au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris.

2011 DAC 807 Subvention (1.000 euros) à l'association D'Anvers aux Abbesses (18e).

2011 DAC 818 Restructuration de la Maison des Métallos (11e), signature d'une transaction avec la SEMAEST.

2011 DAC 826 Subvention (45.000 euros) et convention avec la Société par Actions Simplifiée ORIZA (20e) pour ses activités à La Bellevilloise en 2011.

2011 SG 178 Subvention (2 500 euros) à l'association Agence du court métrage (17e).

M. Christophe GIRARD, rapporteur.

2011 DAC 243 Subvention (20.000 euros) et convention avec l'association Maison de la culture Yiddish Bibliothèque Medem (10e).

2011 DAC 750 Subventions (7.500 euros) aux associations Daïka (18e) et Pandrata Circle (11e).

2011 DAC 809 Subvention (5.000 euros) à l'association Andes diffusion (3e).

M. Christophe GIRARD, **Mme Pascale BOISTARD**, rapporteurs.

2011 DAC 784 Subvention (4.000 euros) à l'association La Déferlante (19e).

2011 DAC 817 Subvention (8.500 euros) à l'association Collectif événementiel Art et handicap (20e).

2011 DAC 823 Subvention (6.000 euros) à l'association Zig Zag Colors (20e).

M. Christophe GIRARD, **Mme Véronique DUBARRY**, rapporteurs.

2011 DAC 764 - DJS 406 Subvention (9.500 euros) et avenant avec l'association Compagnie Bouche à Bouche/C. Hubeau (14e).

M. Christophe GIRARD, **M. Bruno JULLIARD**, rapporteurs.

2011 DAC 832 Convention d'occupation du domaine public avec l'association France terre d'asile, pour la réalisation de l'exposition-vente de dessins de presse, à la Galerie des bibliothèques en décembre 2011.

M. Christophe GIRARD, **Mme Danièle POURTAUD**, **M. Pierre SCHAPIRA**, rapporteurs.

2011 DAC 528 Subvention (6.000 euros) à l'association Compagnie du Théâtre Mordoré (19e).

2011 DAC 532 Subvention (18.500 euros) et convention avec l'association Théâtre de l'Echo (20e).

2011 DAC 790 Subvention (1.500 euros) à l'association R Style (19e).

2011 DAC 814 Subvention (4.000 euros) et convention avec l'association Centre Epinettes Famille Insertion Accueil (CEFIA) (17e).

M. Christophe GIRARD, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteurs.

2011 DAC 544 - DJS 193 Subvention (23.000 euros) et avenant avec l'association Ere de Jeu (Montreuil - 93).

M. Christophe GIRARD, **Mme Gisèle STIEVENARD**, **M. Bruno JULLIARD**, rapporteurs.

2011 DDEEES 271 Subvention (110.000 euros) avec convention avec le Centre Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Paris (5e).

2011 DDEEES 282 Subventions (4.500 euros) à trois associations étudiantes pour soutenir leurs projets.

2011 DDEEES 286 Subvention (26.000 euros) et convention avec l'Université Pierre et Marie Curie - Paris 6 pour financer des actions d'information dans le cadre du dispositif "Cap en Fac" (5e).

2011 DDEEES 287 Subventions (40.000 euros) et conventions avec les universités Paris 1 Panthéon- Sorbonne, Paris 3 Sorbonne Nouvelle, Paris 5 René Descartes, Paris 7 Denis Diderot, pour financer des actions d'information, dans le cadre du dispositif "Cap en Fac".

2011 DDEEES 288 Subvention (10.000 euros) et convention avec l'Université Panthéon-Assas- Paris 2 pour financer des actions d'information dans le cadre du dispositif "Cap en Fac".

2011 DDEEES 318 Subventions (7.000 euros) à "La Mutuelle Des Etudiants" (94200 Ivry sur Seine) et à l'association "MAG-Jeunes LGBT" (11e) pour soutenir leurs projets.

2011 DDEEES 322 Subvention (30.000 euros) et convention avec le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Sorbonne Paris Cité pour financer un projet d'insertion professionnelle (13e).

M. Didier GUILLOT, rapporteur.

2011 DU 33 Cession de gré à gré de l'immeuble communal situé 18 bis rue Saint-Roch (1er).

2011 DU 69 Lancement d'une consultation pour la cession du terrain municipal 1-13, boulevard de la Commanderie (19e).

2011 DU 194 Cession de l'ancienne colonie de vacances à Plougasnou (29 Finistère).

2011 DU 223 Désaffectation et déclassement des terrains et des volumes dans la ZAC Joseph-Bédier - Porte d'Ivry (13e). Résiliation de la convention d'occupation du domaine public de voirie rue Franc Nohain par un linéaire de mur anti-bruit. Cession à la SEMAPA des emprises de la ZAC Joseph-Bédier - Porte d'Ivry.

2011 DU 237 Signature d'une convention de cour commune entre l'école élémentaire 25-27 bis rue Olivier de Serres/ 22 et 28 rue Dombasle et l'hôpital Saint-Michel, 29-33 rue Olivier de Serres (15e).

2011 DU 256 Signature d'un protocole transactionnel avec la SEMAPA et la RATP fixant la participation de la Ville de Paris au règlement des suites de l'incendie de la galerie technique souterraine située sous les quais de la Gare et François Mauriac dans la ZAC Paris Rive Gauche (13e).

Mme Anne HIDALGO, rapporteure.

2011 DU 272 Déclassement du domaine public routier rue Gaston Tessier (19e) : autorisation de procéder au dépôt de toutes demandes d'autorisations d'urbanisme, création de servitudes nécessaires à la réalisation du projet.

Mme Anne HIDALGO, **Mme Annick LEPETIT**, rapporteures.

2011 DJS 177 Subvention (10.000 euros) et convention triennale avec l'association GAREF PARIS (13e).

2011 DJS 218 Subvention (2.000 euros) à Silhouette (11e).

2011 DJS 386 Subvention (8.000 euros) à l'association "Scouts et Guides de France" (13e).

2011 DJS 416 Subvention (2.000 euros) à l'association Cirque et Percussions (18e).

2011 DJS 417 Subvention (10.000 euros) et avenant à convention avec R.S.I. La Ressource (17e).

2011 DJS 418 Subvention (4.000 euros) à l'association Art Azoi (11e).

2011 DJS 424 Subvention (10.000 euros) à l'association Les Amis de la Télélibre (14e).

2011 DJS 425 Subvention (2.000 euros) à La Compagnie de l'Air du Verseau (11e).

M. Bruno JULLIARD, rapporteur.

2011 DJS 422 Subvention (1.900.000 euros) et avenant à convention avec la Fédération Unie des Auberges de Jeunesse (18e).

M. Bruno JULLIARD, **M. Jean-Bernard BROS**, rapporteurs.

2011 SG 26 Subvention et convention (5.400 euros) à l'association Prévention, Action, Santé, Travail pour les Transgenres (10e).

2011 SG 33 Subvention (3 500 euros) à la Compagnie l'Air du Verseau (11).

2011 SG 41 Subvention (1 500 euros) l'association des Avocats et Juristes Franco Berbères (AJFB) (1er).

2011 SG 129 Subvention (3 200 euros) à l'association Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir (15e).

2011 SG 131 Subvention (8 000 euros) à l'association 40 ans de mouvement (10e).

2011 SG 203 Subvention (3.000 euros) à l'association Traces de Vies (18e).

2011 SG 204 Subvention (6.000 euros) à l'association Môm'artre (18e).

Mme Fatima LALEM, rapporteure.

2011 DASES 38 Subvention et convention (93.000 euros) à l'INSERM - DR Paris V - en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Mathieu COUREUIL, lauréat 2011.

2011 DASES 39 Subvention et convention (93.000 euros) à l'INSERM - DR Paris V - en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Renaud DENTIN, lauréat 2011.

2011 DASES 45 Réponse aux consultations et signature des marchés publics en qualité de prestataire pour les activités du Laboratoire d'Hygiène de la Ville de Paris pour l'année 2012. Approbation du tarif 2012 des prélèvements et des analyses du Laboratoire d'Hygiène de la Ville de Paris.

2011 DPA 66 Approbation du principe, des modalités de passation et de la signature de deux marchés à bons de commande de prestations intellectuelles (soit 2 lots juridiques répartis géographiquement) pour le diagnostic de réseaux eau sanitaire de locaux relevant du budget municipal de Paris au regard du risque légionelles.

2011 DPA 72 Approbation du principe, des modalités de passation et de la signature de deux marchés à bons de commande de prestations intellectuelles, soit 2 lots juridiques répartis géographiquement, pour la surveillance des légionelles (prélèvements, analyses, mesures de température) dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau.

M. Jean-Marie LE GUEN, rapporteur.

2011 DVD 185 Signature d'une convention particulière avec la CPCU relative aux travaux de raccordement au réseau de chaleur du site de l'ancien Hôpital Broussais (14e).

2011 DVD 169 Subvention et avenant n°2 à convention (40.000 euros) avec l'association la Prévention Routière.

2011 DVD 209 Indemnisation amiable de différents tiers en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

Mme Annick LEPETIT, rapporteure.

2011 DPE 82 Signature d'une convention avec la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, fixant les conditions de participation de la Ville de Paris à une analyse comparative des services d'assainissement collectif.

2011 DPE 83 Signature d'une convention avec VEWIN, association des compagnies d'eau potable néerlandaises, fixant les conditions de participation de la Ville de Paris au programme EBC "benchmarking" sur les services d'eau et assainissement européens, sur la base des données 2010.

2011 DPE 89 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne pour le financement des travaux de renouvellement de sites de mesures isolés du réseau d'assainissement parisien.

Mme Anne LE STRAT, rapporteure.

2011 DLH 55 Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de la propriété communale 40 A rue de Ménilmontant et 9 rue Delaître (20e).

2011 DLH 117 Réalisation par Paris-Habitat - OPH d'un programme d'acquisition réhabilitation de 11 logements PLUS, par la transformation de chambres en logements, dans les 12e, 13e, 15e, 16e, 17e et 20e arrondissements.

2011 DLH 119 Modification de la participation de la Ville de Paris au financement du programme d'acquisition-réhabilitation d'une résidence sociale comportant 5 logements PLA-I à réaliser par la RIVP 10 rue Saint Bon (4e).

2011 DLH 120 Location par bail emphytéotique, au profit de la SGIM, de l'immeuble communal 19, rue du Groupe Manouchian (20e).

2011 DLH 131 Réalisation par Immobilière 3F d'une opération de transformation de locaux de bureaux en un logement PLUS, 16 rue Bertin Poirée (1er).

2011 DLH 144 Réalisation par France Habitation d'un programme de requalification des espaces extérieurs de 211 logements, 148-150, boulevard de la Villette (19e).

2011 DLH 150 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction neuve de 15 logements PLUS 127/129, rue du Chemin Vert (11e).

2011 DLH 153 Réalisation par la RIVP d'un programme de travaux d'amélioration et de mise aux normes de la résidence sociale pour travailleurs migrants Bisson (20e).

2011 DLH 169 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition - réhabilitation comportant 7 logements PLUS et 8 logements PLS 42, boulevard Masséna (13e).

2011 DLH 173 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition - réhabilitation comportant 12 logements PLS 10, rue Mathis (19e).

2011 DLH 201 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de résidentialisation et d'amélioration de la qualité de service de la barre Q du groupe Edmond Michelet Curial, comportant 86 logements, 67-69 et 73 rue Curial (19e).

2011 DLH 207 Réalisation par la RIVP, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 9 logements PLA-I, 37 logements PLUS et 46 logements PLS, lot M6A3 de la ZAC Paris Rive Gauche (13e).

2011 DLH 211 Octroi de la garantie de la Ville de Paris aux prêts PEX à contracter par la SA d'HLM AFTAM HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour le financement de la prise à bail emphytéotique de 3 foyers de travailleurs migrants situés dans les 2e et 19e arrondissements.

2011 DLH 215 Réalisation par Paris Habitat OPH, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme de construction neuve comportant 9 logements PLA-I, 19 logements PLUS et 10 logements PLS 46-50, rue de la Pompe (16e).

2011 DLH 218 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme d'acquisition-conventionnement comportant 4 logements PLUS, 51 rue du Temple (4e).

2011 DLH 224 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction neuve de 11 logements PLUS et de 11 logements PLS, 33-39, rue Montera (12e).

2011 DLH 225 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction neuve comportant 4 logements PLA-I, 15 logements PLUS et 4 logements PLS, 35 bis-37 rue Falguière (15e).

2011 DLH 233 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition réhabilitation d'un logement PLUS, 48 boulevard Arago-28 rue Glacière (13e).

2011 DLH 234 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 8 logements PLUS et 3 logements PLA-I, 37 bis rue de Montreuil (11e).

2011 DLH 237 Réalisation par la société Foncière d'Habitat et Humanisme, dans le cadre d'une vente en état futur d'achèvement, d'un programme de construction neuve d'une résidence sociale pour jeunes actifs comportant 27 logements PLA-I, 5-7 Villa de Saxe (7e).

2011 DLH 240 Réalisation par Paris Habitat OPH, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 3 logements PLAI, 9 logements PLUS et 3 logements PLS, 165, rue de Vaugirard et 13, rue Dalou (15e).

2011 DLH 248 Réalisation par la SIEMP d'un programme comportant 3 logements PLA-I, 5 logements PLUS et 2 logements PLS 72, rue de Clichy (9e).

2011 DLH 252 Octroi de la garantie de la Ville de Paris aux emprunts PLA-I à contracter par ADOMA en vue du financement d'un programme d'acquisition-réhabilitation d'une résidence sociale comportant 35 logements PLA-I, 4 rue Rondelet (12e).

2011 DLH 254 Octroi de la garantie de la Ville de Paris aux emprunt PAM à contracter par Paris Habitat OPH en vue du financement du programme de réhabilitation Plan Climat de 421 logements des tours B, C, M et N du groupe Edmond Michelet Curial (19e).

2011 DLH 261 Modification de la garantie accordée par la ville pour un emprunt PLS à contracter par Vileal Habitat en vue du financement d'un programme de création de 12 logements PLS, 23-29, rue Ganneron (18e).

2011 DLH 263 Réalisation par la SIEMP d'un programme d'acquisition - réhabilitation comportant 6 logements PLS 81, boulevard Vincent Auriol (13e).

2011 DLH 267 Modification des garanties accordées par la Ville de Paris à PROLOG-UES en vue du consolidement des préfinancements contractés pour le financement des programmes comportant la réhabilitation d'un logement PLA-I, 129 avenue Gambetta (20e) et l'acquisition-conventionnement d'un logement PLA-I, 85 boulevard Brune (14e).

2011 DLH 268 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction neuve comportant 3 logements PLA-I, 12 logements PLUS et 3 logements PLS 241/243, avenue Gambetta (20e).

2011 DLH 270 Réalisation par Batigere Ile-de-France d'un programme de construction neuve comportant 2 logements PLA-I et 9 logements PLUS, 21-25 passage Charles Dallery (11e).

2011 DLH 271 Réalisation par Toit et Joie d'un programme de construction neuve d'une résidence sociale pour jeunes actifs comportant 59 logements PLA-I, 260 rue des Pyrénées (20e).

2011 DLH 275 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de construction neuve comportant 29 logements PLA-I, 73 logements PLUS et 44 logements PLS, ZAC Clichy Batignolles, lot E 10 B1 et B2 (17e).

2011 DLH 276 Octroi d'une subvention complémentaire à France Habitation pour le financement d'un programme de réhabilitation PALULOS de 56 logements sociaux, 1-3-5-7 square Vitruve (20e).

2011 DLH 279 Réalisation par Coopération et Famille d'un programme d'acquisition-conventionnement comportant 91 logements PLUS, 8 avenue de Choisy (13e).

2011 DLH 280 Modification de la délibération 2010 DLH 392 portant location par bail emphytéotique, au profit de la SGIM, d'un volume dépendant de l'immeuble 28 quai des Célestins (4e).

2011 DLH 286 Paris Habitat OPH - Réalisation, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme de construction neuve comportant 14 logements PLA-I, 28 logements PLUS et 14 logements PLS 2-16, rue de Coulmiers (14e).

2011 DLH 287 Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal 11, rue Voltaire (11e).

2011 DLH 293 Modification de la garantie de la Ville de Paris accordée à Paris Habitat - OPH pour la réalisation d'un programme de réhabilitation lourde de 3 logements PLS situé 127, rue du Faubourg Saint-Honoré (8e).

2011 DU 45 Echange foncier entre la Ville de Paris et la RATP dans un ensemble immobilier 65 à 67, rue du Père Corentin, 68 à 78, boulevard Jourdan et 144 à 160, rue de la Tombe Issoire (14e) et revente à Logis Transport des droits de construire.

2011 DU 255 Vente par voie d'adjudication publique d'un logement avec débarras et caves, libres d'occupation, dans l'immeuble 28 rue Jacob (6e).

2011 DU 259 Cession à Paris Habitat-OPH d'une parcelle dans le cadre de l'opération d'aménagement 110 à 122, rue des Poissonniers (18e).

M. Jean-Yves MANO, rapporteur.

2011 DLH 235 Réalisation par l'association Hôpital Saint-Michel Saint-Vincent, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant un Foyer d'Hébergement de 11 logements PLS, un Foyer d'Accueil Médicalisé de 25 logements PLS, un autre de 38 logements PLS et un dernier de 14 logements PLS, 33 rue Olivier de Serres (15e).

M. Jean-Yves MANO, **Mme Véronique DUBARRY**, rapporteurs.

2011 DU 246 Demande conjointe de permis de construire de la Ville de Paris et Paris Habitat OPH dans le cadre de l'opération d'aménagement du site 241-243, avenue Gambetta (20e).

M. Jean-Yves MANO, **M. Christophe NAJDOVSKI**, rapporteurs.

2011 DLH 96 - DASES 10 Travaux d'humanisation du Centre d'Accueil et de Soins Hospitaliers (CASH) de Nanterre (92 014 Nanterre).

M. Jean-Yves MANO, **Mme Olga TROSTIANSKY**, rapporteurs.

2011 SG 7 Protocole de coopération entre la Ville de Paris et la Ville de Clichy-la-Garenne.

2011 SG 191 Approbation du principe de conventions de partenariat pour le séminaire international "Paris, métropoles : le défi de la gouvernance" et signature desdites conventions.

M. Pierre MANSAT, rapporteur.

2011 DVD 194 Signature avec la Communauté d'Agglomération du Val de Bièvre et le Conseil Général du Val de Marne d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour le prolongement de la Passerelle du Cambodge à Gentilly (94).

M. Pierre MANSAT, **Mme Annick LEPETIT**, rapporteurs.

2011 DASCO 130 Subvention (35.939 euros) à l'E.S.A.A. BOULLE (12e).

2011 DASCO 131 Dotation (7.176 euros) à l'E.S.A.A. DUPERRE (3e).

2011 DASCO 138 Dotation (70.000 euros) à l'Ecole Boulle (12e).

2011 DDEEES 189 Subvention et convention (3.000.000 euros) avec l'Université Paris Diderot (Paris VII).

2011 DDEEES 290 Subventions avec conventions (302.000 euros) à divers organismes et établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans le cadre de l'appel à projets "Paris 2030".

2011 DDEEES 303 Subvention (16.000 euros) et avenant à convention avec l'association La Clairière (2e).

2011 DDEEES 305 Subvention (15.000 euros) et avenant à convention avec l'association le Picoulet (11e).

2011 DDEEES 307 Subvention (19.000 euros) et avenant à convention avec l'association Lorem (14e).

2011 DDEEES 309 Subvention (13.500 euros) et avenant à convention avec l'association Relais 59 (12e).

2011 DDEEES 312 Subvention (6.000 euros) et avenant à convention avec l'association CASDAL (14e).

2011 DDEEES 314 Subvention (2.000 euros) à l'association " la Société des amis du Palais de la découverte " (SAPADE) et adhésion de la Ville de Paris à cette association.

2011 DDEEES 331 Subvention (600.000 euros) à l'Université Paris 6 Pierre et Marie Curie pour le projet d'aménagement du centre de formation à Ivry-sur-Seine.

2011 DDEEES 332 Signature de 2 conventions CIFRE et CRAPS avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie et de 2 contrats de collaboration de recherche avec 2 laboratoires de recherche.

2011 DDEEES 333 Subvention (140.000 euros) à la régie à autonomie financière et personnalité morale chargée de la gestion de l'école des ingénieurs de la ville de Paris.

2011 DPA 77 Convention entre la Ville de Paris et le Rectorat de l'Académie de Paris pour la réalisation de travaux dans les locaux de la Bibliothèque Inter Universitaire de la Sorbonne (5e).

M. Jean-Louis MISSIKA, rapporteur.

2011 DAJ 30 Signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres le 3 novembre 2011. Attribution et signature de marchés de maîtrise d'oeuvre.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

2011 DFPE 11 Subvention (77.704 euros), avenant N°3 à la convention et nouvelle convention avec De l'Infans à L'Enfant gestionnaire du lieu d'accueil enfants-parents La Babillo (18e).

2011 DFPE 20 Subvention avec avenant n°1 à convention (79. 600 euros) avec LIRE à Paris pour l'intervention de lecteurs dans les Relais d'Assistantes Maternelles (19e).

2011 DFPE 24 Subvention (32.802 euros) et avenant n° 2 avec l'association AJEFA (10e) pour la halte garderie Lucien Sampaix (10e).

2011 DFPE 25 Subvention (53.317 euros) et avenant n° 2 avec l'association AJEFA (10e) pour la halte garderie Lancry (10e).

2011 DFPE 26 Subvention (6.446 euros) et avenant n° 2 avec l'association AJEFA (10e) pour le jardin d'enfants Sampaix (10e).

2011 DFPE 27 Subvention (9.444 euros) et avenant n° 2 avec l'association AJEFA (10e) pour le jardin d'enfants Saint Martin (10e).

2011 DFPE 28 Subvention (15.007 euros) et avenant n° 2 avec l'association AJEFA (10e) pour le jardin d'enfants Rasselins (20e).

2011 DFPE 382 Subvention (139.724 euros) et convention avec l'association AJEFA (10e) pour la structure multi-accueil 21 rue Lucien Sampaix (10e).

2011 DFPE 38 Subvention (87.118 euros) et avenant n°2 à l'association La Goutte de Lait Saint Léon pour la halte-garderie Le Petit Edgar (15e).

2011 DFPE 39 Subvention (167.083 euros) et avenant n°1 à l'association La Goutte de Lait Saint Léon pour la crèche collective multi-accueil Le Saint Léon (15e).

2011 DFPE 40 Subvention (168.957 euros) et avenant n° 1 avec l'association La Goutte de Lait Saint Léon pour la crèche collective multi-accueil Le Petit George (15e).

2011 DFPE 59 Subvention (145.374 euros) et avenant n° 2 avec l'association La Chouine (18e).

2011 DFPE 274 Subvention (376.159 euros) et convention avec l'association La Chouine pour l'aménagement de locaux situés 7/8, square d'Ornano en vue de transférer sa crèche parentale de 22 places et d'y créer 3 places supplémentaires (18e).

2011 DFPE 93 Subvention (553.709 euros) et avenant n° 2 avec l'association Crèche Laïque du Quartier St Fargeau pour la crèche collective St Fargeau (20e).

2011 DFPE 383 Signature d'un avenant avec l'association Crèche Laïque du Quartier Saint Fargeau pour la restructuration et l'extension de la crèche collective (20e).

2011 DFPE 147 Subvention (108.350 euros) et avenant n° 2 avec l'association Centre Israélite de Montmartre pour la crèche collective Marcel Bleustein Blanchet (18e).

2011 DFPE 148 Subvention (294.089 euros) et avenant n°2 avec l'association Centre Israélite de Montmartre pour la crèche collective Lamarck (18e).

2011 DFPE 149 Subvention (71.570 euros) et avenant n° 2 avec l'association Centre Israélite de Montmartre pour le jardin maternel (18e).

2011 DFPE 163 Subvention (150.746 euros) et avenant n°2 avec le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris pour la crèche collective Pirouette (11e).

2011 DFPE 164 Subvention (109.750 euros) et avenant n°2 avec le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris pour la crèche collective A Tire d'Aile (19e).

2011 DFPE 211 Subvention (10.397 euros) et avenant n° 2 avec l'association Accueil Des Tout Petits Au Bon Conseil pour la halte-garderie du même nom (7e).

2011 DFPE 214 Subvention (93.673 euros) et avenant n° 2 avec l'association La Joannaise Du Gros Caillou pour la halte garderie du même nom (7e).

2011 DFPE 216 Subvention (32.111 euros) et avenant n° 2 avec l'association Capucine et Papillons, Jardin d'Enfance (13e) pour la crèche parentale.

2011 DFPE 218 Subvention (83.203 euros) et avenant n° 2 avec la Caisse d'Allocation Familiales de Paris pour la halte garderie Charenton (12e).

2011 DFPE 219 Subvention (64.815 euros) et avenant n°2 avec la Caisse d'Allocation Familiale de Paris (15e) pour la halte garderie Chevaleret (13e).

2011 DFPE 220 Subvention (84.433 euros) et avenant n° 2 avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris (15e) pour la halte-garderie Tanger (19e).

2011 DFPE 221 Subvention (128.894 euros) et avenant n° 2 avec l'Association Interculturelle de Recherche d'Action Parents Enfants (13e) pour la halte-garderie l'Envolée.

2011 DFPE 224 Subvention (61.806 euros) et avenant n°2 avec l'Association Générale des Familles du 13e pour la halte-garderie La Kalabane (13e).

2011 DFPE 247 Subvention (61.288 euros) et avenant n° 2 avec l'association Les Petits du Canard pour la crèche collective Charlot (3e).

2011 DFPE 248 Subvention (72.893 euros) et avenant n° 2 avec l'association Les Petits du Canard pour la crèche collective Saint Martin (3e).

2011 DFPE 344 Subvention (1.342.841 euros) et convention avec l'association CRESCENDO (11e) pour sa crèche collective (19e).

2011 DFPE 354 Subvention (3.702.397 euros) et convention avec l'association Groupe d'Oeuvre Sociales de Belleville, pour la restructuration et l'extension de sa crèche collective 162, rue de Belleville-27, rue Levert (20e).

2011 DU 104 Acquisition en l'état futur d'achèvement d'un volume à usage de crèche collective auprès de la SAS Paris Nord Est et d'un volume à usage de logement de fonction, auprès de la SNC Paris Macdonald Promotion, 141 à 221, boulevard Macdonald (19e).

2011 DU 249 Acquisition en l'état futur d'achèvement d'un volume à usage de crèche collective 33 bis rue Montéra (12e).

2011 DU 251 Acquisition en l'état futur d'achèvement d'un volume à usage de crèche collective et de logement de fonction situé 11, rue du Charolais (12e).

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur.

2011 DUCT 87 Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Paris à l'association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF) et versement de la cotisation pour l'année 2011

M. Mao PENINOU, rapporteur.

2011 DUCT 186 Subvention (8.000 euros) et convention avec l'Association pour la Préfiguration du GIP éco-citoyen Paris Ile-de-France (13e).

M. Mao PENINOU, **M. Hamou BOUAKKAZ**, rapporteurs.

2011 DAC 570 Subvention (35.000 euros) et convention avec la fondation Le Musée Clemenceau (16e).

2011 DAC 654 Subvention (5.000 euros) à l'association Matériaux pour l'Histoire sociale : Enseignement et Recherche (MALHER) .

2011 DAC 781 Convention avec l'Unicef, pour la réalisation de l'exposition Frimousses de créateurs, au Petit Palais du 29 novembre au 4 décembre 2011.

2011 DAC 786 Subvention (4.955 euros) à l'Association La France Généalogique.

2011 DAC 788 Subvention (5.000 euros) à l'association Les promenades urbaines (3e).

2011 DAC 789 Subvention (3.000 euros) à l'association Histoire et Vies du 10e - société historique du 10e arrondissement.

Mme Danièle POURTAUD, rapporteure.

2011 DGRI 31 Subvention avec convention (5 000 euros) au Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (10e).

2011 DGRI 67 Subvention et avenant n° 3 à convention (115.000 euros) avec l'Association Internationale des Maires Francophones (1er) pour le projet " 1 Parisien, 1 Arbre ".

2011 DGRI 68 Subvention et convention (30.000 euros) avec l'association Bibliothèques sans Frontières (6e) pour des programmes en Haïti et au Cameroun.

2011 DGRI 78 Subvention avec convention (5 000 euros) à l'association Résonances Humanitaires (15e).

2011 DGRI 80 Subvention et convention (25.000 euros) avec la Fédération internationale des droits de l'Homme (11e) au titre des Relations Internationales.

2011 DGRI 81 Reconduction en 2012 du Label Paris Europe - Montant : 80.000 euros.

2011 DGRI 82 Approbation de la reconduction en 2012 du "Label Paris Co-développement Sud". Montant : 80.000 euros.

2011 DGRI 85 Subvention et convention (50.000 euros) à l'association Solidarité Sida (11e).

2011 DGRI 86 Signature d'un avenant à convention avec l'association PlaNet Finance (93400 SAINT-OUEN).

2011 DGRI 87 Subvention (3.000 euros) à l'association Mémoire de l'Avenir (18e).

M. Pierre SCHAPIRA, rapporteur.

2011 DGRI 5 - DPE 24 Contrat de subvention entre la Ville de Paris et la Commission européenne relatif au projet "Développement de savoir-faire municipaux dans l'aménagement des zones inondables et insalubres à Abidjan et Cotonou et conventions associées avec les partenaires du projet.

M. Pierre SCHAPIRA, **Mme Anne LE STRAT**, rapporteurs.

2011 DPVI 146 Subventions à 32 associations (167.259 euros) créatrices de 40 emplois d'adultes-relais

2011 DPVI 216 Subvention (6.980 euros) et convention avec l'association Culture 2+ pour l'aménagement du local situé rue Jean Cotin dans le quartier Chapelle (18e).

2011 DPVI 250 Subvention (30.000 euros) et convention avec l'association AREMEDIA (10e) en vue de la création d'une Atelier Santé Ville.

2011 DPVI 251 Subvention (5.294 euros) et convention avec l'association Femmes Inititatives pour une action d'insertion professionnelle au titre de la Politique de la Ville dans les quartiers sud du 13e arrondissement. Troisième enveloppe.

2011 DPVI 252 Subventions à 11 associations (50 000 euros) sur les quartiers Politique de la Ville au titre du Fonds d'Innovation Sociale.

2011 DPVI 255 Subvention et convention pluriannuelle (10 000 euros) avec l'association Les Petits Frères des Pauvres (11è) au titre de l'action Voisin-âge.

2011 DPVI 263 Subvention (5.000 euros) au Forum Social des Quartiers Populaires pour un projet rencontre/débat sur les quartiers populaires.

Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteure.

2011 DPVI 227 - DJS 414 Subvention (97.551 euros) et convention à la RIVP de Paris pour des travaux d'aménagement de locaux de l'association Capoeira Viola (18e).

Mme Gisèle STIEVENARD, **M. Bruno JULLIARD**, rapporteurs.

2011 DASES 43 Subvention et avenant n° 1 à convention (118.000 euros) avec l'association Paris tout P'tits (92130 Issy les Moulineaux), pour son action de distribution de produits alimentaires et d'hygiène à des enfants en bas-âge de familles démunies.

2011 DFPE 378 Subvention (15.000 euros) et convention avec l'association Fondation Oeuvre de la Croix Saint-Simon (20e).

2011 DFPE 380 Subvention (6.000 euros) et convention avec l'association Strata'j'm (20e).

2011 DFPE 381 Subvention (5.000 euros) à l'association Agence de Développement des Relations Interculturelles pour la Citoyenneté ADRIC (13e).

2011 DFPE 384 Subvention (3.900 euros) à l'association Jeunesse de Saint-Vincent de Paul (10e).

Mme Olga TROSTIANSKY, rapporteure.

2011 DJS 420 Subvention (100.000 euros) et convention avec le Comité local d'organisation de la 9e Coupe du Monde de football des personnes sans-abri Paris 2011.

Mme Olga TROSTIANSKY, **M. Jean VUILLERMOZ**, rapporteurs.

2011 DAC 157 Subvention (22.500 euros) à la Fédération nationale des blessés du poumon - combattants (13e).

2011 DAC 232 Subvention (3.000 euros) à l'association Oeuvre de Secours aux Enfants. (10e)

2011 DAC 641 Subvention (700 euros) à l'Union nationale des anciens combattants d'Indochine et T.O.E et de l'Afrique du Nord (11e).

2011 DAC 660 Subvention (1.000 euros) à l'Association Mémoire et Espoirs de la Résistance, 15e.

2011 DAC 722 Apposition d'une plaque commémorative à la Butte Bergeyre, jardin de la Butte Bergeyre, rue Georges Lardennois (19e).

2011 DAC 739 Subvention (15.000 euros) à l'association Les Vieilles Tiges (15e).

2011 DAC 811 Subvention (700 euros) au Comité du 7e arrondissement de Paris de la Fédération nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie.

2011 DAC 815 Subvention (1.000 euros) à l'association Les Grands Mutilés (Fédération nationale des plus grands Invalides de Guerre) (7e).

Mme Catherine VIEU-CHARIER, rapporteure.

2011 DJS 5 Subvention (10.000 euros) et convention avec l'Office du Mouvement Sportif du 5e arrondissement.

2011 DJS 225 Subvention (5.000 euros) à l'association Paris-Colmar à la marche pour l'organisation de l'édition 2011 de l'épreuve Paris-Colmar à la marche.

2011 DJS 228 Subvention et convention (150.000 euros) avec l'Union Stade Français Paris Saint-Cloud (92).

2011 DJS 348 Subvention (20.000 euros) et convention avec la Ligue Paris Ile de France Ouest de Handball.

2011 DJS 350 Subvention (40.000 euros) et convention avec Paris Jean-Bouin "Club Athlétique des Sports Généraux".

2011 DJS 391 Subvention (25.000 euros) et convention avec Le Stade Français (16e).

2011 DPA 73 Indemnisation du SIAAP en raison des dommages causés à son ouvrage lors de la réalisation de travaux par la Ville de Paris sur le site du stade des Fillettes (18e).

M. Jean VUILLERMOZ, rapporteur.

En outre, l'Assemblée a pris connaissance des communications suivantes :

2011 DF 82 Communication sur les Entreprises Publiques Locales de la Ville de Paris pour l'exercice 2010.

M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteur.

2011 DAJ 31 Communication de la liste des marchés attribués du 9 septembre au 6 octobre 2011.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

Liste des membres présents en Commission.

1ère Commission

MM. Jean-François LEGARET, Jacques BRAVO, Pierre GABORIAU, Sylvain GAREL, Bernard GAUDILLÈRE, Mmes Geneviève BERTRAND, Laurence DREYFUSS, Camille MONTACIÉ, MM. Mao PENINOU, Gérard REY, Daniel VAILLANT.

Excusé : M. David ALPHAND.

2e Commission

Mmes Claudine BOUYGUES, Geneviève BERTRAND, MM. Jacques BOUTAULT, Jean-Bernard BROS, Mmes Lyne COHEN-SOLAL, Seybah DAGOMA, Maïté ERRECART,M. Didier GUILLOT, Mme Valérie SACHS, M. Christian SAUTTER.

Excusés : Mmes Martine NAMY-CAULIER, Valérie MONTANDON, M. Jean-Louis MISSIKA.

3e Commission

M. Claude DARGENT, Mmes Edith CUIGNACHE-GALLOIS, Laurence DOUVIN, Annick LEPETIT, MM. Etienne MERCIER, Christophe NAJDOVSKI, Jean VUILLERMOZ.

4e Commission

M. Daniel MARCOVITCH, Mme Aline ARROUZE, M. Denis BAUPIN, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, MM. Yves CONTASSOT, François DAGNAUD, Mmes Fabienne GASNIER, Fabienne GIBOUDEAUX, Anne LE STRAT, Annick OLIVIER, M. Gérard REY, Mme Claude-Annick TISSOT.

5e Commission

Mme Sylvie WIEVIORKA, MM. Gilles ALAYRAC, Hamou BOUAKKAZ, Mme Myriam EL KHOMRI, MM. Philippe GOUJON, Mao PENINOU, Mme Gisèle STIEVENARD.

6e Commission

Mmes Geneviève BERTRAND, Catherine BRUNO, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mmes Véronique DUBARRY, Myriam EL KHOMRI, Fatima LALEM, Martine MÉRIGOT de TREIGNY, M. Vincent ROGER, Mme Olga TROSTIANSKY, MM. Romain LEVY, Sylvain GAREL.

Excusées : Mmes Karen TAÏEB, Liliane CAPELLE.

7e Commission

Mmes Emmanuelle BECKER, Marie-Annick BARTHE, M. Hervé BENESSIANO, Mmes Colombe BROSSEL, Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Bruno JULLIARD, Christophe NAJDOVKSI, Jean VUILLERMOZ, Mmes Geneviève BERTRAND, Laurence DREYFUSS.

8e Commission

M. René DUTREY, Mmes Anne HIDALGO, Laurence DREYFUSS, Géraldine POIRAULT-GAUVIN, MM. Jean-Yves MANO, Christophe GIRARD, Jérôme DUBUS, Alain LHOSTIS.

Excusés : M. Pierre MANSAT, Mme Sandrine CHARNOZ.

9e Commission

Mme Geneviève BERTRAND, M. Thierry COUDERT, Mmes Catherine DUMAS, Danielle FOURNIER, M. Christophe GIRARD, Mmes Hélène MACÉ de LÉPINAY, Danièle POURTAUD, MM. Hermano SANCHES-RUIVO, Pierre SCHAPIRA.

Excusée : Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Liste des membres présents.

MM. Gérard d'ABOVILLE, Pierre AIDENBAUM, Gilles ALAYRAC, David ALPHAND, Mmes Aline ARROUZE, Lynda ASMANI, MM. Daniel ASSOULINE, David ASSOULINE, Pierre AURIACOMBE, Mmes Marie-Chantal BACH, Marinette BACHE, M. Julien BARGETON, Mme Marie-Annick BARTHE, M. Denis BAUPIN, Mme Emmanuelle BECKER, M. Hervé BENESSIANO, Mme Yamina BENGUIGUI, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mmes Florence BERTHOUT, Dominique BERTINOTTI, Geneviève BERTRAND, Hélène BIDARD, M. Patrick BLOCHE, Mmes Michèle BLUMENTHAL, Pascale BOISTARD, M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER, MM. Pierre-Yves BOURNAZEL, Jacques BOUTAULT, Mme Claudine BOUYGUES, MM. Jacques BRAVO, Jean-Bernard BROS, Ian BROSSAT, MmesColombe BROSSEL, Catherine BRUNO, Delphine BURKLI, M. Jean-Pierre CAFFET, MmesFrédérique CALANDRA, Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, MmesMarie-Claire CARRÈRE-GÉE, Sandrine CHARNOZ, MM. Pierre CHARON, Michel CHARZAT, Mme Joëlle CHÉRIOUX de SOULTRAIT, M. Pascal CHERKI, Mmes Odette CHRISTIENNE, Claire de CLERMONT-TONNERRE, Lyne COHEN-SOLAL, MM. Yves CONTASSOT, Alexis CORBIÈRE, Thierry COUDERT, Jérôme COUMET, Daniel-Georges COURTOIS, Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS, M. François DAGNAUD, Mme Seybah DAGOMA, M. Claude DARGENT, Mmes Virginie DASPET, Rachida DATI, Melle Emmanuelle DAUVERGNE, MM. Bertrand DELANOË, Alain DESTREM, Mmes Laurence DOUVIN, Laurence DREYFUSS, Véronique DUBARRY, MM. Jérôme DUBUS, Philippe DUCLOUX, Mme Catherine DUMAS, MM. Michel DUMONT, René DUTREY, Mmes Myriam EL KHOMRI, Maïté ERRECART, M. Rémi FÉRAUD, Mmes Léa FILOCHE, Mireille FLAM, Danielle FOURNIER, M. Pierre GABORIAU, Mme Isabelle GACHET, M. Sylvain GAREL, Mme Fabienne GASNIER, MM. Bernard GAUDILLÈRE, Jean-Jacques GIANNESINI, Mmes Danièle GIAZZI, Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Christophe GIRARD, Claude GOASGUEN, Mme Laurence GOLDGRAB, MM. Philippe GOUJON, Didier GUILLOT, Mme Marie-Laure HAREL, M. Eric HÉLARD, Mmes Anne HIDALGO, Valérie HOFFENBERG, MM. Bruno JULLIARD, Patrick KLUGMAN, Mmes Brigitte KUSTER, Marie-Pierre de LA GONTRIE, Fatima LALEM, M. Jean-François LAMOUR, Mme Anne-Christine LANG, M. Jean-Marie LE GUEN, Mme Anne LE STRAT, MM. François LEBEL, Jean-Pierre LECOQ, Jean-François LEGARET, Pierre LELLOUCHE, Mme Annick LEPETIT, MM. Romain LÉVY, Alain LHOSTIS, Mmes Katia LOPEZ, Hélène MACÉ de LÉPINAY, MM. Roger MADEC, Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT, Daniel MARCOVITCH, Jean-François MARTINS, Jean-Baptiste MENGUY, Etienne MERCIER, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY, MM. Jean-Louis MISSIKA, Philippe MOINE, Mmes Camille MONTACIÉ, Valérie MONTANDON, Claire MOREL, M. Christophe NAJDOVSKI, Mmes Martine NAMY-CAULIER, Annick OLIVIER, Anne-Constance ONGHENA, Françoise de PANAFIEU, M. Mao PENINOU, Mme Frédérique PIGEON, Melle Géraldine POIRAULT-GAUVIN, Mmes Olivia POLSKI, Danièle POURTAUD, MM. Yves POZZO di BORGO, Gérard REY, Mme Firmine RICHARD, M. Vincent ROGER, Mme Valérie SACHS, MM. Christian SAINT-ETIENNE, Hermano SANCHES RUIVO, Georges SARRE, Christian SAUTTER, Pierre SCHAPIRA, Mme Danielle SIMONNET, M. Richard STEIN, Mmes Gisèle STIEVENARD, Anne TACHENE, Karen TAÏEB, M. Jean TIBÉRI, Mme Claude-Annick TISSOT, M. Patrick TRÉMÈGE, Mme Olga TROSTIANSKY, MM. Daniel VAILLANT, François VAUGLIN, Mmes Pauline VERON, Catherine VIEU-CHARIER, M. Jean VUILLERMOZ, Mme Sylvie WIEVIORKA.

Excusé :

M. Bernard DEBRÉ.

Absentes :

Mmes Roxane DECORTE, Mme Halima JEMNI.

Annexe n° 1 - Liste des questions écrites posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police.

Questions du groupe U.M.P.PA.

QE 2011-25 Question de M. François LEBEL à M. le Préfet de police concernant le bilan de l'action du Groupe d'intervention et de recherches de Paris.

Libellé de la question :

"Créés il y a maintenant plusieurs années lorsque M. SARKOZY était Ministre de l'Intérieur, les G.I.R. se sont révélés être des outils très efficaces pour, au-delà de sanctions pénales peu dissuasives quand elles ne sont pas valorisantes, frapper les délinquants auteurs de délits liés à divers trafics sur le plan financier.

C'est ainsi que les G.I.R. peuvent procéder à l'identification des biens meubles ou immeubles appartenant aux trafiquants comme à leurs proches, puis conduire à la confiscation des véhicules automobiles, des comptes en banque, des bijoux ou des biens immobiliers leur appartenant.

Dans certaines régions françaises les bilans des G.I.R. font apparaître des résultats remarquables. Dans d'autres, curieusement, il semble que les résultats soient médiocres et parfois presque nuls. A Paris, aucun élément chiffré n'a, semble-t-il, été diffusé sur l'activité de ce service.

L'auteur de la question souhaite connaître le bilan à Paris de cette nouvelle forme de lutte contre les trafics les plus rémunérateurs."

Réponse de M. le Préfet non parvenue.

QE 2011-26 Question de Mme Brigitte KUSTER et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur les brocantes des associations de commerçants.

Libellé de la question :

"La Mairie de Paris vient de refuser l'organisation des brocantes par ces derniers en raison du nombre trop important de ces manifestations et du non-respect des engagements de tenue par certains organisateurs.

Pourtant, une association, intervenue auprès d'une adjointe au Maire de Paris, s'est vu finalement réserver une issue favorable pour l'organisation du marché.

Il importe donc que soient définis des critères objectifs (nombre de brocantes par quartiers, organisateurs…) et qui s'appliqueraient à tous en toute transparence.

Mme Brigitte KUSTER interroge M. le Maire de Paris sur la position de la Ville de Paris sur cette question."

Réponse non parvenue.

QE 2011-27 Question de Mme Brigitte KUSTER et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à la critérisation des subventions de la Région Ile-de-France.

Libellé de la question :

"Le Conseil régional d'Ile-de-France a voté une délibération (CR 92-11), en séance plénière des 29 et 30 septembre dernier mettant en place un dispositif de critérisation de ses subventions.

Ce texte porte atteinte à plusieurs principes fondamentaux du droit, en créant un critère d'exemplarité vis-à-vis du S.D.R.I.F., avec incidence directe sur le niveau des subventions.

Il crée, en outre, un malus pour les communes ne respectant pas la Loi SRU, ce qui pourrait contrevenir au principe de libre administration des collectivités territoriales.

A ce jour, aucune information n'a été donnée ni aux communes, ni aux élus pour présenter la situation de chaque collectivité au regard des critères choisis.

La mise en application de ce texte est de nature à porter gravement atteinte à l'autonomie et à l'efficacité de gestion de nos communes et de nos intercommunalités.

Mme Brigitte KUSTER interroge M. le Maire de Paris sur la position de la Ville et du Département de Paris sur cette délibération."

Réponse non parvenue.

Annexe n° 2 - Tableau des vœux et amendements déposés en Commission.

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	N° adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
3e	3e	1		EELVA	NAJDOVSKI.	CM	V	DVD 210	Relatif au service de navettes fluviales Voguéo	LEPETIT	Retiré	14-nov
3e	3e	2		UMPPA	DOUVIN TREMEGE	CM	V	DVD 210	Création de parcs de stationnement intermodaux à proximité des escales Voguéo	LEPETIT	Rejeté	14-nov
3e	3e	3		UMPPA	DOUVIN TREMEGE	CM	V	DVD 210	Communication en Conseil de Paris des conclusions de la négociation de la délégation de service public Voguéo	LEPETIT	Retiré	14-nov
3e	3e	4		UMPPA	DOUVIN TREMEGE	CM	V	DVD 210	Mixité du transport par voie fluviale opéré par le service Voguéo	LEPETIT	Rejeté	14-nov
3e	3e	5		UMPPA	DOUVIN TREMEGE	CM	V	DVD 210	bateaux assurant le service Voguéo	LEPETIT	Retiré	14-nov
3e	3e	6		UMPPA	DOUVIN TREMEGE	CM	V	DVD 210	Complémentarité du reseau de bus en bord de Seine	LEPETIT	Retiré	14-nov
3e	3e	7		UMPPA CI	DATI POZZO DI BORGO	CM	V	DVD 210	Consistance de l'information délivrée dans le cadre de la concertation	LEPETIT	Rejeté	14-nov
3e	3e	8		UMPPA CI	DATI POZZO DI BORGO	CM	V	DVD 210	Amélioration préalable de la régularité du service assuré par le 69	LEPETIT	Rejeté	14-nov
3e	3e	9		CI	CUIGNACHE GALLOIS	CM	V	DVD 210	Intégration d'un service Voguéo-Fret	LEPETIT	Rejeté	14-nov
Séance	3e	9 bis	279	Exécutif		CM	V	DVD 210	futur service de navette fluviale	LEPETIT	Adopté	14-nov
3e	3e	10		UMPPA	DOUVIN	CM	V	DVD 198	Extension de la subvention aux 3 roues	LEPETIT	Rejeté	14-nov
3e	3e	11	280	PS-RGA	GOLDGRAB ALAYRAC BROS	CM	Vnr	-	Allongement des horaires de circulation du métro parisien	LEPETIT	Adopté	14-nov
1ère	3e	12		EELVA	FOURNIER, CONTASSOT, DUTREY	CM	Vnr	-	Débat public sur l'avenir de la Petite Ceinture	LEPETIT	Retiré	14-nov
Séance	3e	12 bis	281	Exécutif		CM	Vnr		relatif à l'avenir de la petite ceinture	LEPETIT	Adopté	14-nov
3e	3e	13	282	PCF-PG	CORBIERE VIEU-CHARRIER	CM	Vnr	-	Apposition de la dénomination "Place du 8 février 1962" dans la signalitique de la station de métro Charonne	LEPETIT	Adopté	14-nov
3e	3e	14		PCF-PG	MANSAT, SIMONNET	CM	Vnr	-	Sécurité routière dans le 20e	LEPETIT	Retiré	14-nov
3e	3e	15		UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	Vnr	-	Flux de circulation rue de l'Ingénieur Robert Keller	LEPETIT	Rejeté	14-nov
1ère	4e	16		UMPPA	ALPHAND, DREYFUSS	CM	A	DEVE 55	Préservation de la biodiversité (serres d'Auteuil)	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
1ère	4e	17		UMPPA	ALPHAND, DREYFUSS	CM	A	DEVE 55	Refus des coupes sèches d'arbres(serres d'auteuil)	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
4e	4e	18		PS-RGA	COUMET	CM	V	DEVE 55	Relatif à la mise en œuvre de l'élaboration des trames vertes et bleues de Paris intra-muros	GIBOUDEAUX	Retiré	15-nov
Séance	4e	18 bis	283	Exécutif		CM	V	DEVE 55		GIBOUDEAUX	Adopté	15-nov
4e	4e	19		UMPPA	TISSOT CLERMONT TONNERRE	CM	V	DEVE 55	protection du patrimoine végétal	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	N° adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
Séance	4e	19 bis	284	Exécutif		CM	V	DEVE 55		GIBOUDEAUX	Adopté	15-nov
4e	4e	20		UMPPA	TISSOT	CM	V	DEVE 55	création d'une coulée verte sur les bd de Charonne de Ménilmontant et de Belleville	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
4e	4e	21		UMPPA	CLERMONT TONNERRE LEGARET LAMOUR	CM	V	DEVE 55	Relatif au volet départemental de la taxe d'aménagement rattaché au plan biodiversité	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
4e	4e	22		UMPPA	TREMEGE	CM	V	DEVE 55	Création d'une commission extra-municipale pour renforcer les espaces de biodiversité dans le 13e	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
1ère	4e	23		UMPPA	TREMEGE, TISSOT, CLERMONT-TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Création d'une commission extra-municipale pour renforcer les espaces de biodiversité dans Paris	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
4e	4e	24		UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Création d'une maison de la nature dans l'ancienne gare de Vaugirard sur la petite ceinture ferroviaire	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
4e	4e	25	285	UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Mise en valeur des outils pédagogiques relatifs à la biodiversité ainsi qu'à l'installation de nouvelles structures dans le 15e	GIBOUDEAUX	Adopté	15-nov
4e	4e	26		UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Intégration de certaines emprises de la rue Castagnary dans le projet de réaménagement de la petite ceinture ferroviaire en coulée verte	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
4e	4e	27	286	UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Réhabilitation et mise en valeur de l'île aux Cygnes	GIBOUDEAUX	Adopté	15-nov
4e	4e	28		UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Etude de faisabilité d'un jardin terrasse sur le toit du gymnase Falguiere	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
4e	4e	29		UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Etude de faisabilité d'un jardin terrasse sur le toit de la piscine René et André Mourlon	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
1ère	4e	30		UMPPA	KUSTER, DOUVIN, STEIN, GASNIER	CM	V	DEVE 55	Classement de la parcelle longeant les voies ferrées de Saint-Lazare en jardin partagé	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
1ère	4e	31		UMPPA	TSSOT, CLERMONT-TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Revégétalisation des espaces verts appartenant aux bailleurs sociaux	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
1ère	4e	32		UMPPA	TREMEGE, TISSOT, CLERMONT-TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Adhésion de la Ville de Paris à la stratégie nationale pour lla biodivesité 2011-2020	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
1ère	4e	33		UMPPA	KUSTER, PANAFIEU, DOUVIN, BERTHAULT, GASNIER	CM	V	DEVE 55	Couverture du périphérique entre les portes Ternes-Villiers et Champerret	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
1ère	4e	34		UMPPA	KUSTER, DOUVIN, GASNIER	CM	V	DEVE 55	Requalification de l'axe Etoile-Pont de Neuilly	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
1ère	4e	35		UMPPA	KUSTER, DOUVIN, STEIN, GASNIER, DUBUS	CM	V	DEVE 55	Réalisation d'une trame verte pour la couverture d'une partie du bd Péreire	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
1ère	4e	36		UMPPA	KUSTER, BENESSIANO, DOUVIN, GASNIER	CM	V	DEVE 55	Végétalisation de la façade de la mairie du 17e ardt	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
1ère	4e	37		CI	POZZO DI BORGO, GASNIER	CM	V	DEVE 55	Retour du Champ de Mars à sa vocation d'espace vert	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-nov
4e	4e	38		UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	Vnr	-	Aménagement de l'espace vert au sein de la résidence angle rue de la Convention rue de la Croix-Nivert	GIBOUDEAUX	Rejeté	14-nov

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	N° adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
4e	4e	39	287	EELVA	BOUTAULT	CM	Vnr	-	Création d'une maison funéraire civile à Paris	GIBOUDEAUX	Adopté (amendé oralement)	14-nov
5e	5e	40	288	PS-RGA PCF-PG	BRAVO, BECKER, BROSSAT	CM	Vnr	-	Retrait des frais de sécurisation par la police aux organisateurs de la course hors stade des 10km du 9e	EL KHOMRI	Adopté	14-nov
5e	5e	41		UMPPA	GOASGUEN	CM	Vnr	-	Que la Ville conserve à l'unité motocycliste de la DPP dans le bois de Boulogne sa mission d'assistance aux sans- abri	EL KHOMRI	Rejeté	14-nov
5e	5e	42		UMPPA	KUSTER	CM	Vnr	-	Mise en place des correspondants de nuit dans le 17e	EL KHOMRI	Rejeté	14-nov
5e	5e	43		UMPPA	KUSTER PANAFIEU BERTHAULT	CM	Vnr	-	Vidéoprotection dans le quartier Pitet-Curnonsky	EL KHOMRI	Rejeté	14-nov
5e	5e	44		UMPPA	GOUJON	CM	Vnr	-	Implantation d'une antenne permanente du GPIS dans le sud-ouest parisien	EL KHOMRI	Rejeté	14-nov
5e	5e	45		UMPPA	TREMEGE	CM	Vnr		Multiplier les contrôles et les verbalisations des vendeurs à la sauvette	EL KHOMRI	Rejeté	14-nov
Séance	5e	45 bis	289	Exécutif		CM	Vnr			EL KHOMRI	Adopté	14-nov
5e	6e	46	290	PCF-PG	CORBIERE	CM	Vnr	-	Que Paris défende la laïcité	BENGUIGUI	Adopté (amendé oralement)	14-nov
6e	6e	47	291	PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr		Demande de généralisation du dispositif "Relais Infos Familles"	TROSTIANSKY	Adopté	15-nov
5e	6e	48		PCF-PG	SIMMONNET ARROUZE	CM	Vnr	-	Solidarité avec les familles Roms victimes des incendies, 163 rue des Pyrénées	TROSTIANSKY	Retiré	15-nov
Séance	6e	48 bis	292	Exécutif		CM	Vnr		relatif aux familles roms victimes de l'incendie du 163 rue des Pyrénées - 20e	TROSTIANSKY	Adopté	15-nov
1ère	7e	49		UMPPA	LEGARET, BERTHOUT	CM	V	DASCO 102	Ajustement de la subvention à la Caisse des écoles du 1er ardt au niveau 2010	BROSSEL	Rejeté	15-nov
7e	7e	50	293	PCF-PG PS-RGA	BROSSAT, BECKER, CAFFET	CM	Vnr	-	arrivée de personnels contractuels au sein des écoles parisiennes	BROSSEL	Adopté	15-nov
7e	7e	51		UMPPA	KUSTER, DE PANAFIEU, BENESSIANO, STEIN	CM	V	DJS 403	Utilisation des locaux 123, rue de Tocqueville (17e)	JULLIARD	Rejeté	15-nov
Séance	7e	51 bis	294	Exécutif		CM	V	DJS 403		JULLIARD	Adopté	15-nov
7e	7e	52		CI	DUBUS, POZZO DI BORGO, GASNIER	CM	V	DJS 403	Occupation de l'immeuble 123, rue de Tocqueville (17e) par l'association "Les Macaq-Troubadours"	JULLIARD	Rejeté	15-nov
7e	7e	53		UMPPA	GOUJON, LAMOUR, MACE DE LEPINAY	CM	A	DFPE 48	Modification de l'article 2	NAJDOVSKI	Rejeté	15-nov
7e	7e	54		UMPPA	GOUJON, LAMOUR, MACE DE LEPINAY	CM	A	DFPE 49	Modification de l'article 2	NAJDOVSKI	Rejeté	15-nov
7e	7e	55	295	UMPPA	GOASGUEN	CM	Vnr	-	Création d'un relais assistantes maternelles dans le 16e ardt	NAJDOVSKI	Adopté (amendé oralement)	15-nov

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	N° adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
7e	7e	56		UMPPA	ONGHENA, ROGER, TISSOT, TREMEGE, GIANNESINI	CM	Vnr	-	Actualisation des données chiffrées délivrées lors de la MIE Petite enfance	NAJDOVSKI	Rejeté	15-nov
7e	7e	57	296	EELVA	GAREL	CM	Vnr	-	Parité au Parc des Princes	VUILLERMOZ	Adopté (amendé oralement)	15-nov
7e	7e	58		UMPPA	GOASGUEN	CM	Vnr	-	Relatif à la piscine Molitor	VUILLERMOZ	Retiré	15-nov
Séance	8e	58 a		Exécutif		CM	A	DU 240		HIDALGO	Adopté	15-nov
7e	8e	59	297	PS-RGA	CALANDRA	CM	V	DU 241	locaux scolaires dans le nord-est du 20e ardt	HIDALGO	Adopté	15-nov
1ère	8e	60	298	PCF-PG	MANSAT, SIMONNET	CM	V	DU 241	locaux scolaires dans le nord-est du 20e ardt	HIDALGO	Adopté	15-nov
1ère	8e	61		UMPPA	LEGARET, BERTHOUT	CM	V	SG 207 - SG 212	Réalisation d'un audit de sécurité à l'occasion des travaux de réaménagement du quartier des Halles	HIDALGO	Rejeté	15-nov
1ère	8e	62		EELVA	BAUPIN, GIBOUDEAUX	CM	Vnr		Acquisition de la parcelle dite Kemmler	HIDALGO	Retiré	15-nov
Séance	8e	62 bis	299	Exécutif		CM	Vnr		Acquisition de la parcelle dite Kemmler	HIDALGO	Adopté	15-nov
1ère	8e	63	300	EELVA	BAUPIN, GIBOUDEAUX	CM	Vnr	-	Pollution de l'air et GPRU porte de Vincennes	HIDALGO	Adopté (amendé oralement)	15-nov
1ère	8e	64	301	EELVA	NAJDOVSKI	CM	Vnr	-	GPRU porte de Vincennes et aux logements de la rue Elie Faure (12e)	HIDALGO	Adopté	15-nov
8e	8e	65		UMPPA	GOUJON, LAMOUR, CLERMONT-TONNERRE, POIRAULT-GAUVIN, MENGUY	CM	Vnr	-	Futures passerelles surplombant la rue Linois (15e)	HIDALGO	Rejeté	15-nov
8e	8e	66		UMPPA	GOUJON, LAMOUR, CLERMONT-TONNERRE, POIRAULT-GAUVIN, MENGUY	CM	Vnr	-	Mise en place d'un comité de pilotage et de suivi du chantier Beaugrenelle (15e)	HIDALGO	Rejeté	15-nov
1ère	8e	67		UMPPA	GOUJON, LAMOUR, MACE DE LEPINAY, MENGUY	CM	V	DU 263	Attribution de la dénomination "Esplanade Elisabeth Skobtsov" à la partie centrale du quai André Citroën (15e)	HIDALGO	Rejeté	15-nov
8e	8e	68	302	PS-RGA	BLOCHE	CM	Vnr	-	Contrôle des ascenseurs dans le parc de logement des bailleurs sociaux.	MANO	Adopté	15-nov
8e	8e	69	303	PS-RGA EELVA	BLUMENTHAL, NAJDOVSKI	CM	Vnr	-	Bâtiment de l'ex Maison des étudiants des Etats d'Afrique de l'Ouest, 69-71, boulevard Poniatowski	MANO	Adopté	15-nov
8e	8e	70		PCF-PG	BROSSAT, BECKER	CM	Vnr	-	Répercussions de la refonte de la taxe de balayage sur les locataires du parc social parisien	MANO	Retiré	15-nov
Séance	8e	70 bis	304	Exécutif		CM	Vnr			MANO	Adopté	15-nov
8e	8e	71	305	PCF-PG	BECKER, BROSSAT	CM	Vnr	-	Agrément de la Confédération d'un logement	MANO	Adopté (amendé oralement)	15-nov
7e	8e	72		PCF-PG	MANSAT, SIMONNET	CM	Vnr	-	création d'un nouveau foyer de jeunes travailleurs 357-359 rue des Pyrénées (20e)	MANO	Retiré	15-nov
8e	8e	73	306	PCF-PG	BECKER, BROSSAT	CM	Vnr		Relations entre les bailleurs sociaux et leurs locataires	MANO	Adopté	15-nov
8e	8e	74		UMPPA	GOASGUEN	CM	Vnr	-	Entretien du parc social du 16e arrondissement.	MANO	Retiré	15-nov

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	N° adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
1ère	8e	75	307	UMPPA	DREYFUSS, LEGARET	CM	Vnr		Présentation au Conseil de Paris d'une communication annuelle sur l'activité du Conseil du Patrimoine de la Ville	MANO	Adopté	15-nov
8e	8e	76		CI	DUBUS, TACHENE	CM	Vnr	-	Résultat des enquêtes de satisfaction conduites auprès des locataires du parc social	MANO	Retiré	15-nov
Séance	8e	76 bis	308	Exécutif		CM	Vnr	-	Résultat des enquêtes de satisfaction conduites auprès des locataires du parc social	MANO	Adopté	15-nov
8e	8e	77		UMPPA	POIRAULT-GAUVIN	CM	Vnr	-	Programme de réhabilitation de 613 logements sociaux rue des Quatre Frères Peignot (15e)	MANO	Rejeté	15-nov
8e	8e	78		PCF-PG	SIMONNET	CM	Vnr	-	Aqueduc de la Dhuis	MANSAT	Retiré	15-nov
9e	9e	79	309	PCF-PG	BECKER, BROSSAT	CM	Vnr	-	Liberté de création dans les théâtres de la Ville de Paris	GIRARD	Adopté	15-nov
Séance	9e	79 a		Exécutif		CM	A	DAC 200		GIRARD	Adopté	15-nov
9e	9e	80		CI	BRUNO, BERTRAND, POZZO DI BORGO, TACHENE	CM	Vnr	-	Pose d'une plaque à la mémoire de Xavier Grall , 58, rue du Théâtre (15e)	GIRARD	Retiré (non présenté)	15-nov
9e	9e	81		EELVA	GAREL	CM	Vnr	-	Possibilité pour les citoyens d'honneur de la Ville de Paris de s'exprimer devant le Conseil	SCHAPIRA	Retiré	15-nov
Séance	9e	81 bis	310	Exécutif		CM	Vnr		relatif aux citoyens d'honneur de la Ville de paris	SCHAPIRA	Adopté	15-nov
9e	9e	82	311	PCF-PG	LHOSTIS	CM	Vnr	-	Attribution du nom de Catherine Lagatu à un équipement public du 10e arrondissement	VIEU CHARIER	Adopté	15-nov
1ère	9e	83	312	PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Apposition d'une plaque en mémoire des Algériens torturés, 28, rue de la Goutte d'Or (18e)	VIEU CHARIER	Adopté	15-nov
2e	2e	84		EELVA PCF-PG	BAUPIN, CHARZAT, DUTREY, GAREL, SIMONNET, BROSSAT, ARROUZE, BIDARD	CM	V	DDEEES 285	Régulation de l'activité de récupération/vente de produits usagés	COHEN-SOLAL	Retiré	15-nov
Séance	2e	84 bis	313	Exécutif		CM	V	DDEEES 285	Régulation de l'activité de récupération/vente de produits usagés	COHEN-SOLAL	Adopté	15-nov
4e	2e	85		UMPPA	MONTANDON	CM	Vnr		Déplacement de la foire du Trône hors de la pelouse de Reuilly	COHEN-SOLAL	Retiré (non présenté)	15-nov
8e	2e	86		CI UMPPA	KUSTER, DUBUS	CM	Vnr	-	Commercialité de la rue Pierre Rebière (17e)	COHEN-SOLAL	Retiré	15-nov
Séance	2e	86 bis	314	Exécutif	COHEN SOLAL	CM	Vnr		Commercialité de la rue Pierre Rebière (17e)	COHEN-SOLAL	Adopté	15-nov
Séance	2e	86 a	315	Exécutif		CM	Vnr		Hausse de la TVA sur le livre	COHEN-SOLAL	Adopté	15-nov

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	N° adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
2e	6e/2e	1		Exécutif		CG	A	DDEEES 159 G - DASES 598 G	Modification de l'exposé des motifs et ajout d'un article 3 au délibéré	TROSTIANSKY	Adopté	14-nov
6e	6e/2e	2	39	Majorité	CAFFET, BROSSAT, FOURNIER, GAREL	CG	V	DDEEES 159 G - DASES 598 G	Montant du RSA "socle"	TROSTIANSKY	Adopté	14-nov
1ère	6e/2e	3		UMPPA	GIANNESINI, ROGER	CG	V	DDEEES 159 G - DASES 598 G	Présence des membres de l'opposition municipale au sein des comités de pilotage stratégique et technique du PDIE	TROSTIANSKY	Rejeté	14-nov
2e	2e	4	40	PCF-PG	BROSSAT	CG	Vnr	-	Situation des salariés de l'Hôtel Ritz	SAUTTER	Adopté	14-nov
2e	2e	5	41	PCF-PG	BROSSAT	CG	Vnr	-	Situation de France-Soir et de ses salariés	SAUTTER	Adopté	14-nov
5e	2e	6	42	PCF-PG	BECKER	CG	Vnr	-	Situation des sapeurs pompiers salariés par la Sté Lancry en gare d'Austerlitz	SAUTTER	Adopté	14-nov
6e	6e	7	43	PS-RGA	BACHE, CALANDRA	CG	Vnr	-	Délivrance des cartes de priorité dites "station debout pénible"	DUBARRY	Adopté (amendé oralement)	14-nov
6e	6e	8	44	PCF-PG	BROSSAT	CG	Vnr	-	Fermeture de centres d'accueil de la CPAM	LE GUEN	Adopté	14-nov
8e	6e	9	45	EELVA	BOUTAULT, NAJDOVSKI, DUTREY	CG	Vnr	-	Mise en œuvre de la nouvelle politique de lutte contre l'exclusion, dite "du logement d'abord"	TROSTIANSKY	Adopté	14-nov
6e	6e	10	46	PCF-PG	BIDARD, BROSSAT	CG	Vnr	-	Situation des personnes sans abri	TROSTIANSKY	Adopté	14-nov
6e	6e	11	47	PCF-PG	BECKER	CG	Vnr	-	Organisation des états généraux de l'exclusion et de l'urgence sociale	TROSTIANSKY	Adopté	14-nov
7e	6e	12		PCF-PG	BECKER	CG	Vnr	-	création d'une nouvelle structure d'accueil pour les jeunes en situation d'exclusion	TROSTIANSKY	Retiré	14-nov
Séance	5e	12 bis	48	Exécutif		CG	Vnr			TROSTIANSKY	Adopté	14-nov
8e	6e	13		PCF-PG	BECKER, BROSSAT	CG	Vnr		Devenir de l'équipe départementale logement	TROSTIANSKY	Retiré	14-nov
Séance	6e	13 bis	49	Exécutif		CG	Vnr			TROSTIANSKY	Adopté	14-nov
4e	6e	14		UMPPA	MONTANDON	CG	Vnr		Abandon du projet des aires d'accueil des gens du voyage au sein du bois de Vincennes	TROSTIANSKY	Rejeté	14-nov
1ère	8e	15		Exécutif		CG	A	DLH 6 G	Remplacement de l'annexe 1 du projet de délibération	MANO	Adopté	14-nov

Annexe n° 3 - Tableau des votes des groupes politiques.

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
										CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
3e	2	UMPPA	DOUVIN TREMEGE	CM	V	DVD 210	Création de parcs de stationnement intermodaux à proximité des escales Voguéo	LEPETIT	Rejeté					X						
3e	4	UMPPA	DOUVIN TREMEGE	CM	V	DVD 210	Mixité du transport par voie fluviale opéré par le service Voguéo	LEPETIT	Rejeté					X						
3e	7	UMPPA CI	DATI POZZO DI BORGO	CM	V	DVD 210	Consistance de l'information délivrée dans le cadre de la concertation	LEPETIT	Rejeté	X		X		X						
3e	8	UMPPA CI	DATI POZZO DI BORGO	CM	V	DVD 210	Amélioration préalable de la régularité du service assuré par le 69	LEPETIT	Rejeté			X		X						
3e	9	CI	CUGNACHE GALLOIS	CM	V	DVD 210	Intégration d'un service Voguéo-Fret	LEPETIT	Rejeté			X								
3e	9 bis	Exécutif		CM	V	DVD 210	futur service de navette fluviale	LEPETIT	Adopté											X
3e				CM		DVD 210			Adopté											X
3e				CM		DVD 198			Adopté											X
3e	10	UMPPA	DOUVIN	CM	V	DVD 198	Extension de la subvention aux 3 roues	LEPETIT	Rejeté					X		X				
3e				CM		DVD 93			Adopté											X
3e				CM		DVD 138			Adopté											X
3e	11	PS-RGA	GOLDGRAB ALAYRAC BROS	CM	Vnr	-	Allongement des horaires de circulation du métro parisien	LEPETIT	Adopté											
3e	12 bis	Exécutif		CM	Vnr		relatif à l'avenir de la petite ceinture	LEPETIT	Adopté											
3e	13	PCF-PG	CORBIERE VIEU-CHARRIER	CM	Vnr	-	Apposition de la dénomination "Place du 8 février 1962" dans la signalitique de la station de métro Charonne	LEPETIT	Adopté									X		
3e	15	UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	Vnr	-	Flux de circulation rue de l'ingénieur Robert Keller	LEPETIT	Rejeté					X						
				CM		DVD 205			Adopté											X
				CM		DPA 74			Adopté											
				CM		DEVE 140			Adopté											X
				CM		DPE 76			Adopté									X		
				CM		DPE 79			Adopté											
4e	16	UMPPA	ALPHAND, DREYFUSS	CM	A	DEVE 55	Préservation de la biodiversité (serres d'Auteuil)	GIBOUDEAUX	Rejeté	X				X						
4e	17	UMPPA	ALPHAND, DREYFUSS	CM	A	DEVE 55	Refus des coupes sèches d'arbres(serres d'Auteuil)	GIBOUDEAUX	Rejeté	X				X						
4e	18 bis	Exécutif		CM	V	DEVE 55		GIBOUDEAUX	Adopté											X
4e	19	UMPPA	TISSOT CLERMONT TONNERRE	CM	V	DEVE 55	protection du patrimoine végétal	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	19 bis	Exécutif		CM	V	DEVE 55		GIBOUDEAUX	Adopté											
4e	20	UMPPA	TISSOT	CM	V	DEVE 55	création d'une coulée verte sur les bd de Charonne de Ménilmontant et de Belleville	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	21	UMPPA	CLERMONT TONNERRE LEGARET LAMOUR	CM	V	DEVE 55	Relatif au volet départemental de la taxe d'aménagement rattaché au plan biodiversité	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						

										PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
4e	22	UMPPA	TREMEGE	CM	V	DEVE 55	Création d'une commission extra-municipale pour renforcer les espaces de biodiversité dans le 13e	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	23	UMPPA	TREMEGE, TISSOT, CLERMONT-TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Création d'une commission extra-municipale pour renforcer les espaces de biodiversité dans Paris	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	24	UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Création d'une maison de la nature dans l'ancienne gare de Vaugirard sur la petite ceinture ferroviaire	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	25	UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Mise en valeur des outils pédagogiques relatifs à la biodiversité ainsi qu'à l'installation de nouvelles structures dans le 15e	GIBOUDEAUX	Adopté											X
4e	26	UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Intégration de certaines emprises de la rue Castagnary dans le projet de réaménagement de la petite ceinture ferroviaire en coulée verte	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	27	UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Réhabilitation et mise en valeur de l'île aux Cygnes	GIBOUDEAUX	Adopté											
4e	28	UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Etude de faisabilité d'un jardin terrasse sur le toit du gymnase Falguiere	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	29	UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Etude de faisabilité d'un jardin terrasse sur le toit de la piscine René et André Mourlon	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	30	UMPPA	KUSTER, DOUVIN, STEIN, GASNIER	CM	V	DEVE 55	Classement de la parcelle longeant les voies ferrées de Saint-Lazare en jardin partagé	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	31	UMPPA	TSSOT, CLERMONT-TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Revégétalisation des espaces verts appartenant aux bailleurs sociaux	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	32	UMPPA	TREMEGE, TISSOT, CLERMONT-TONNERRE	CM	V	DEVE 55	Adhésion de la Ville de Paris à la stratégie nationale pour lla biodivesité 2011-2020	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	33	UMPPA	KUSTER, PANAFIEU, DOUVIN, BERTHAULT, GASNIER	CM	V	DEVE 55	Couverture du périphérique entre les portes Ternes-Villiers et Champerret	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	34	UMPPA	KUSTER, DOUVIN, GASNIER	CM	V	DEVE 55	Requalification de l'axe Etoile-Pont de Neuilly	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	35	UMPPA	KUSTER, DOUVIN, STEIN, GASNIER, DUBUS	CM	V	DEVE 55	Réalisation d'une trame verte pour la couverture d'une partie du bd Péreire	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	36	UMPPA	KUSTER, BENESSIANO, DOUVIN, GASNIER	CM	V	DEVE 55	Végétalisation de la façade de la mairie du 17e ardt	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	37	CI	POZZO DI BORGO, GASNIER	CM	V	DEVE 55	Retour du Champ de Mars à sa vocation d'espace vert	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
				CM		DEVE 55			Adopté											X
4e	38	UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT TONNERRE	CM	Vnr	-	Aménagement de l'espace vert au sein de la résidence angle rue de la Convention rue de la Croix-Nivert	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
4e	39	EELVA	BOUTAULT	CM	Vnr	-	Création d'une maison funéraire civile à Paris	GIBOUDEAUX	Adopté (amendé oralement)											X
				CM		DPP 25			Adopté											X
				CM		DPP 35			Adopté											X
				CM		DPP 36			Adopté											X
				CM		DPP 37			Adopté											X

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
										CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
				CM		DPP 38			Adopté											X
				CM		DPP 39			Adopté											X
				CM		DPP 40			Adopté											X
				CM		DPP 41			Adopté											X
				CM		PP 77			Adopté											X
				CM		PP 81			Adopté										X	
5e	40	PS-RGA PCF-PG	BRAVO, BECKER, BROSSAT	CM	Vnr	-	Retrait des frais de sécurisation par la police aux organisateurs de la course hors stade des 10km du 9e	EL KHOMRI	Adopté									X		
5e	41	UMPPA	GOASGUEN	CM	Vnr	-	Que la Ville conserve à l'unité motocycliste de la DPP dans le bois de Boulogne sa mission d'assistance aux sans- abri	EL KHOMRI	Rejeté	X		X		X						
5e	42	UMPPA	KUSTER	CM	Vnr	-	Mise en place des correspondants de nuit dans le 17e	EL KHOMRI	Rejeté					X						
5e	43	UMPPA	KUSTER PANAFIEU BERTHAULT	CM	Vnr	-	Vidéoprotection dans le quartier Pitet-Curnonsky	EL KHOMRI	Rejeté	X		X		X						
5e	44	UMPPA	GOUJON	CM	Vnr	-	Implantation d'une antenne permanente du GPIS dans le sud-ouest parisien	EL KHOMRI	Rejeté					X						
5e	45	UMPPA	TREMEGE	CM	Vnr		Multiplier les contrôles et les verbalisations des vendeurs à la sauvette	EL KHOMRI	Rejeté			X		X						
5e	45 bis	Exécutif		CM	Vnr			EL KHOMRI	Adopté											X
				CM		DPVI 221			Adopté											X
				CM		DPVI 258			Adopté											X
				CM		DPVI 261			Adopté											X
6e	46	PCF-PG	CORBIERE	CM	Vnr	-	Que Paris défende la laïcité	BENGUIGUI	Adopté (amendé oralement)											X
				CM		SG 205			Adopté											X
				CM		DASES 40			Adopté				X							
				CM		DASES 41			Adopté				X							
				CM		DFPE 379			Adopté											X
6e	47	PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr		Demande de généralisation du dispositif "Relais Infos Familles"	TROSTIANSKY	Adopté											X
6e	48 bis	Exécutif		CM	Vnr		relatif aux familles roms victimes de l'incendie du 163 rue des Pyrénées - 20e	TROSTIANSKY	Adopté											X
				CM		DFPE 377			Adopté											X
7e	49	UMPPA	LEGARET, BERTHOUT	CM	V	DASCO 102	Ajustement de la subvention à la Caisse des écoles du 1er ardt au niveau 2010	BROSSEL	Rejeté	X		X		X						
				CM		DASCO 102			Adopté											X
				CM		DASCO 107			Adopté											X
7e	50	PCF-PG PS-RGA	BROSSAT, BECKER, CAFFET	CM	Vnr	-	arrivée de personnels contractuels au sein des écoles parisiennes	BROSSEL	Adopté							X		X		
7e	51	UMPPA	KUSTER, DE PANAFIEU, BENESSIANO, STEIN	CM	V	DJS 403	Utilisation des locaux 123, rue de Tocqueville (17e)	JULLIARD	Rejeté	X		X		X						
7e	51 bis	Exécutif		CM	V	DJS 403		JULLIARD	Adopté											X

										PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
7e	52	CI	DUBUS, POZZO DI BORGO, GASNIER	CM	V	DJS 403	Occupation de l'immeuble 123, rue de Tocqueville (17e) par l'association "Les Macaq-Troubadours"	JULLIARD	Rejeté	X		X		X						
				CM		DJS 403										X		X		
7e	53	UMPPA	GOUJON, LAMOUR, MACE DE LEPINAY	CM	A	DFPE 48	Modification de l'article 2	NAJDOVSKI	Rejeté	X		X		X						
				CM		DFPE 48														X
7e	54	UMPPA	GOUJON, LAMOUR, MACE DE LEPINAY	CM	A	DFPE 49	Modification de l'article 2	NAJDOVSKI	Rejeté	X		X		X						
				CM		DFPE 49			Adopté											X
7e	55	UMPPA	GOASGUEN	CM	Vnr	-	Création d'un relais assistantes maternelles dans le 16e ardt	NAJDOVSKI	Adopté (amendé oralement)											X
7e	56	UMPPA	ONGHENA, ROGER, TISSOT, TREMEGE, GIANNESINI	CM	Vnr	-	Actualisation des données chiffrées délivrées lors de la MIE Petite enfance	NAJDOVSKI	Rejeté	X		X		X						
				CM		DJS 347			Adopté											X
				CM		DJS 423			Adopté											X
7e	57	EELVA	GAREL	CM	Vnr	-	Parité au Parc des Princes	VUILLERMOZ	Adopté (amendé oralement)											X
8e	58 a	Exécutif		CM	A	DU 240		HIDALGO	Adopté											
				CM		DU 240			Adopté											
8e	59	PS-RGA	CALANDRA	CM	V	DU 241	locaux scolaires dans le nord-est du 20e ardt	HIDALGO	Adopté											X
8e	60	PCF-PG	MANSAT, SIMONNET	CM	V	DU 241	locaux scolaires dans le nord-est du 20e ardt	HIDALGO	Adopté											X
				CM		DU 241			Adopté											X
				CM		SG 113			Adopté								X			
				CM		SG 182			Adopté								X	X		
8e	61	UMPPA	LEGARET, BERTHOUT	CM	V	SG 207 - SG 212	Réalisation d'un audit de sécurité à l'occasion des travaux de réaménagement du quartier des Halles	HIDALGO	Rejeté	X		X		X						
				CM		SG 207 - SG 212			Adopté								X			
8e	62 bis	Exécutif		CM	Vnr		Acquisition de la parcelle dite Kemmler	HIDALGO	Adopté											X
8e	63	EELVA	BAUPIN, GIBOUDEAUX	CM	Vnr	-	Pollution de l'air et GPRU porte de Vincennes	HIDALGO	Adopté (amendé oralement)											X
8e	64	EELVA	NAJDOVSKI	CM	Vnr	-	GPRU porte de Vincennes et aux logements de la rue Elie Faure (12e)	HIDALGO	Adopté											X
8e	65	UMPPA	GOUJON, LAMOUR, CLERMONT-TONNERRE, POIRAULT-GAUVIN, MENGUY	CM	Vnr	-	Futures passerelles surplombant la rue Linois (15e)	HIDALGO	Rejeté	X		X		X						

										PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
8e	66	UMPPA	GOUJON, LAMOUR, CLERMONT-TONNERRE, POIRAULT-GAUVIN, MENGUY	CM	Vnr	-	Mise en place d'un comité de pilotage et de suivi du chantier Beaugrenelle (15e)	HIDALGO	Rejeté	X		X		X						
				CM		DU 263			Adopté				X				X	X		
8e	67	UMPPA	GOUJON, LAMOUR, MACE DE LEPINAY, MENGUY	CM	V	DU 263	Attribution de la dénomination "Esplanade Elisabeth Skobtsov" à la partie centrale du quai André Citroën (15e)	HIDALGO	Rejeté				X	X						
				CM		DLH 109			Adopté								X			
				CM		DLH 178			Adopté											X
				CM		DLH 208			Adopté								X			
				CM		DLH 238			Adopté							X		X		
				CM		DLH 262			Adopté							X		X		
				CM		DLH 266			Adopté											X
				CM		DLH 273			Adopté											X
				CM		DLH 289			Adopté											X
8e	68	PS-RGA	BLOCHE	CM	Vnr	-	Contrôle des ascenseurs dans le parc de logement des bailleurs sociaux	MANO	Adopté											X
8e	69	PS-RGA EELVA	BLUMENTHAL, NAJDOVSKI	CM	Vnr	-	Bâtiment de l'ex Maison des étudiants des Etats d'Afrique de l'Ouest, 69-71, boulevard Poniatowski	MANO	Adopté							X		X		
8e	70 bis	Exécutif		CM	Vnr			MANO	Adopté							X		X		
8e	71	PCF-PG	BECKER, BROSSAT	CM	Vnr	-	Agrément de la Confédération d'un logement	MANO	Adopté (amendé oralement)										X	
8e	73	PCF-PG	BECKER, BROSSAT	CM	Vnr		Relations entre les bailleurs sociaux et leurs locataires	MANO	Adopté											X
8e	75	UMPPA	DREYFUSS, LEGARET	CM	Vnr		Présentation au Conseil de Paris d'une communication annuelle sur l'activité du Conseil du Patrimoine de la Ville	MANO	Adopté											X
8e	76 bis	Exécutif		CM	Vnr	-	Résultat des enquêtes de satisfaction conduites auprès des locataires du parc social	MANO	Adopté											X
8e	77	UMPPA	POIRAULT-GAUVIN	CM	Vnr	-	Programme de réhabilitation de 613 logements sociaux rue des Quatre Frères Peignot (15e)	MANO	Rejeté	X		X		X						
				CM		DU 214			Adopté											X
				CM		DAC 200			Adopté											X
9e	79	PCF-PG	BECKER, BROSSAT	CM	Vnr	-	Liberté de création dans les théâtres de la Ville de Paris	GIRARD	Adopté								X			
				CM		DAC 833			Adopté											X
9e	79 a	Exécutif		CM	A	DAC 200		GIRARD	Adopté											
9e	81 bis	Exécutif		CM	Vnr		relatif aux citoyens d'honneur de la Ville de paris	SCHAPIRA	Adopté									X		
9e	82	PCF-PG	LHOSTIS	CM	Vnr	-	Attribution du nom de Catherine Lagatu à un équipement public du 10e arrondissement	VIEU CHARIER	Adopté											X
9e	83	PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Apposition d'une plaque en mémoire des Algériens torturés, 28, rue de la Goutte d'Or (18e)	VIEU CHARIER	Adopté								X	X		

										PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
				CM		DF 62			Adopté							X		X		
				CM		DF 285			Adopté											X
2e	84 bis	Exécutif		CM	V	DDEEES 285	Régulation de l'activité de récupération/vente de produits usagés	COHEN-SOLAL	Adopté											X
2e	86 bis	Exécutif	COHEN SOLAL	CM	Vnr		Commercialité de la rue Pierre Reblère (17e)	COHEN-SOLAL	Adopté											X
2e	86 a	Exécutif		CM	Vnr		Hausse de la TVA sur le livre	COHEN-SOLAL	Adopté								X	X		

										PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
6e/2e	1	Exécutif		CG	A	DDEEES 159 G - DASES 598 G	Modification de l'exposé des motifs et ajout d'un article 3 au délibéré	TROSTIANSKY	Adopté													X
6e/2e	2	Majorité	CAFFET, BROSSAT, FOURNIER, GAREL	CG	V	DDEEES 159 G - DASES 598 G	Montant du RSA "socle"	TROSTIANSKY	Adopté													X
6e/2e	3	UMPPA	GIANNESINI, ROGER	CG	V	DDEEES 159 G - DASES 598 G	Présence des membres de l'opposition municipale au sein des comités de pilotage stratégique et technique du PDIE	TROSTIANSKY	Rejeté	X		X		X							
				CG		DDEEES 159G			Adopté													X
				CG		DDEEES 141G			Adopté													X
				CG		DDEEES 152G			Adopté													X
				CG		DDEEES 128G			Adopté													X
2e	4	PCF-PG	BROSSAT	CG	Vnr	-	Situation des salariés de l'Hôtel Ritz	SAUTTER	Adopté										X		X	
2e	5	PCF-PG	BROSSAT	CG	Vnr	-	Situation de France-Soir et de ses salariés	SAUTTER	Adopté										X		X	
2e	6	PCF-PG	BECKER	CG	Vnr	-	Situation des sapeurs pompiers salariés par la Sté Lancry en gare d'Austerlitz	SAUTTER	Adopté													X
6e	7	PS-RGA	BACHE, CALANDRA	CG	Vnr	-	Délivrance des cartes de priorité dites "station debout pénible"	DUBARRY	Adopté (amendé oralement)													X
6e	8	PCF-PG	BROSSAT	CG	Vnr	-	Fermeture de centres d'accueil de la CPAM	LE GUEN	Adopté										X		X	
				CG		DASES 446G			Adopté													X
				CG		DASES 610G			Adopté													X
6e	9	EELVA	BOUTAULT, NAJDOVSKI, DUTREY	CG	Vnr	-	Mise en œuvre de la nouvelle politique de lutte contre l'exclusion, dite "du logement d'abord"	TROSTIANSKY	Adopté											X		
6e	10	PCF-PG	BIDARD, BROSSAT	CG	Vnr	-	Situation des personnes sans abri	TROSTIANSKY	Adopté											X		
6e	11	PCF-PG	BECKER	CG	Vnr	-	Organisation des états généraux de l'exclusion et de l'urgence sociale	TROSTIANSKY	Adopté										X		X	
5e	12 bis	Exécutif		CG	Vnr			TROSTIANSKY	Adopté													X
6e	13 bis	Exécutif		CG	Vnr			TROSTIANSKY	Adopté													
6e	14	UMPPA	MONTANDON	CG	Vnr		Abandon du projet des aires d'accueil des gens du voyage au sein du bois de Vincennes	TROSTIANSKY	Rejeté	X		X		X				X				
8e	15	Exécutif		CG	A	DLH 6 G	Remplacement de l'annexe 1 du projet de délibération	MANO	Adopté													X
8e				CG					Adopté													X

Sommaire

Ouverture de la séance. 1370

Condoléances. 1370

Adoption de comptes rendus. 1370

Observations sur le fonctionnement du Conseil de Paris. 1370

2011, SG 208 - Communication du Maire de Paris "Paris, une ville au service des usagers". 1372

2011, DVD 210 - Approbation des modalités de concertation proposées par le Syndicat des Transports d'Ile de France dans le cadre du projet de réalisation d'un service de navettes fluviales le long du bief parisien. Vœu déposé par le groupe EELVA relatif au service des navettes fluviales Voguéo. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la création de parcs de stationnement intermodaux à proximité des escales Voguéo. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la communication en Conseil de Paris des conclusions de la négociation de la délégation de service public Voguéo. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la mixité du transport par voie fluviale opéré par le service Voguéo. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif aux bateaux assurant le service de Voguéo. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la complémentarité du réseau de bus en bord de Seine. Vœu déposé par les groupes UMPPA et CI relatif à la consistance de l'information délivrée dans le cadre de la concertation. Vœu déposé par les groupes UMPPA et CI relatif à l'amélioration préalable de la régularité du service assuré par le bus 69. Vœu déposé par le groupe CI relatif à l'intégration d'un service "VoguéoFret". Vœu déposé par l'Exécutif. 1382

2011, DVD 198 - Subvention pour l'achat de cyclomoteurs électriques et de vélos à assistance électrique pour les Parisiens, les commerçants, artisans, réparateurs, coursiers et livreurs ainsi que les professionnels de soins à domicile dont l'activité s'exerce à Paris. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'extension de la subvention pour les scooters de plus de 50 cm3. 1389

2011, DVD 93 - Signature de l'avenant n° 1 à la convention de concession avec la société "Vinci Park France" pour la modernisation et l'exploitation du parc Bac Montalembert (7e). . .1392

2011, DVD 138 - Lancement et signature des marchés de travaux de signalisation lumineuse tricolore sur les voies ouvertes à la circulation publique sur le territoire de la Ville de Paris (2 lots). 1392

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'allongement des horaires de circulation du métro. 1393

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à un débat public sur l'avenir de la Petite Ceinture. Vœu déposé par l'Exécutif. 1393

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'apposition de la dénomination "Place du 8 février 1962" à la station de métro Charonne. 1394

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la sécurité routière dans le 20e. 1394

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux flux de circulation rue de l'ingénieur Robert Keller. 1395

2011, DVD 205 - Signature d'une convention de financement avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie et l'Ecole Nationale Supérieure des Techniques Avancées (ENSTA Paris Tech) d'une thèse portant sur le projet d'expérimentation de mise en place d'une Zone d'Actions Prioritaires pour l'Air. 1396

2011, DPA 74 - Signature du contrat de partenariat de performance énergétique relatif à 100 écoles parisiennes, avec la société NOV'ECOLES Paris. 1397

2011, DEVE 140 - Approbation des modalités de passation des marchés de travaux d'aménagement du parc Clichy Batignolles Martin Luther King (17e). 1401

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'aménagement de l'espace vert au sein de la résidence angle rue de la Convention/rue de la Croix-Nivert. 1402

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la création d'une maison funéraire civile. 1403

2011, DPE 76 - Approbation du rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement pour l'exercice 2010. 1404

2011, DPE 79 - DGRI 77 - Subvention (150.000 euros) avec avenant à la convention passée avec l'association PREMIERE URGENCE relative au projet d'amélioration de l'accès et de la gestion de l'eau dans le district de Qalqilya (Cisjordanie - Territoires palestiniens). 1409

Dépôt de questions d'actualité. 1409

Suspension et reprise de la séance. 1410

Examen des questions d'actualité. I - Question d'actualité du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relative à la baisse des effectifs policiers dans les arrondissements parisiens. 1410

II - Question d'actualité posée par le groupe E.E.L.V.A. à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police, relative à la situation dans l'Education nationale en général et au malaise des élèves, des enseignants et des parents d'élèves de la cité Balzac à Paris 17e. 1414

III - Question d'actualité posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Maire de Paris relative à la situation des ascenseurs. 1416

IV - Question d'actualité posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au pass navigo. 1417

V - Question d'actualité du groupe Centre et Indépendants relative à l'axe ferroviaire Paris-Seine. 1418

Suspension et reprise de la séance. 1420

2011, DPP 25 - Subvention (10.000 euros) avec convention avec le Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales (20e). 1420

2011, DPP 35 - Subvention à Paris Habitat OPH dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. - Montant : 4.264.133 euros. 2011, DPP 36 - Subvention (203.434 euros) avec convention à l'Immobilière 3F dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. 2011, DPP 37 - Subvention (963.002 euros) avec convention à la RIVP dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. 2011, DPP 38 - Subvention (150.987 euros) avec convention à ICF La Sablière dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. 2011, DPP 39 - Subvention (131.993 euros) avec convention au Logement Francilien dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. 2011, DPP 40 - Subvention (143.320 euros) avec convention à la SIEMP dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. 2011, DPP 41 - Subvention (73.131 euros) avec convention à EFIDIS dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. 1421

2011, PP 77 - Décision modificative n° 2 du budget spécial de la préfecture de police pour 2011. 1426

2011, PP 81 - Approbation des modalités d'attribution et autorisation de signer les marchés similaires relatifs aux opérations d'enlèvement de la voie publique des engins à moteur, deux, trois ou quatre roues en stationnement illicite à Paris. 1427

Vœu déposé par les groupes PSRGA, PCF/PG relatif au retrait des frais de sécurisation par la police aux organisateurs de la course hors stade des 10 km du 9e. 1429

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'unité motocycliste de la DPP dans le bois de Boulogne. 1430

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place de correspondants de nuit dans le 17e. 1432

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la vidéoprotection dans le quartier Pitet-Curnonsky. 1433

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la nécessité d'implanter une antenne permanente du GPIS dans le sud-ouest parisien. 1434

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la vente à la sauvette. Vœu déposé par l'Exécutif. 1435

2011, DPVI 261 - Subvention (30.000 euros) à l'Agence de Valorisation des Inititatives Socio-économiques (AVISE) pour un projet de développement des accorderies sur le territoire de la Ville de Paris. 1436

2011, DPVI 221 - Subvention (7.000 euros) à l'Association Réseau d'Assistance aux Victimes d'Agressions et de Discriminations (RAVAD) au titre de la lutte contre les discriminations. 1437

2011, DPVI 258 - Subvention (1.100 euros) et une convention avec de la Fondation Nationale des Sciences Politiques (7e). 1438

Vœu déposé par le groupe PCF/PG pour que Paris défende la laïcité. 1438

Suspension et reprise de la séance. 1439

2011, DEVE 55 - Plan Biodiversité de Paris - Programme d'actions pour préserver et enrichir la biodiversité à Paris. Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à la mise en oeuvre de l'élaboration des trames vertes et bleues de Paris intramuros. Vœu déposé par l'Exécutif. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la protection du patrimoine végétal. Vœu déposé par l'Exécutif. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la création d'une coulée verte sur les boulevards de Charonne, de Ménilmontant et de Belleville. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif au volet départemental de la taxe d'aménagement rattaché au Plan Biodiversité. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la création d'une commission extra-municipale pour renforcer les espaces de biodiversité dans le 13e. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la création d'une commission extra municipale pour renforcer les espaces de biodiversité dans Paris. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la création d'une Maison de la Nature dans l'ancienne de Vaugirard sur la petite ceinture ferroviaire. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à une meilleure mise en valeur des outils pédagogiques relatifs à la biodiversité, ainsi qu'à l'installation de nouvelles structures dans le 15e. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'intégration de certaines emprises de la rue Castagnary dans le réaménagement de la petite ceinture en coulée verte. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la réhabilitation et la mise en valeur de l'Ile aux Cygnes. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la faisabilité d'un jardin terrasse sur le toit du gymnase Falguière. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la faisabilité d'un jardin terrasse sur le toit de la piscine René et André Mourlon. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif au classement de la parcelle longeant les voies ferrées de Saint-Lazare en jardin partagé. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la revégétalisation des espaces verts appartenant aux bailleurs sociaux. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'adhésion de la Ville à la stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020. Vœu déposé par les groupes UMPPA et CI relatif à la couverture du périphérique entre les portes Ternes, Villiers et Champerret. Vœu déposé par les groupes UMPPA et CI relatif à la requalification de l'axe Etoile-Pont de Neuilly. Vœu déposé par les groupes UMPPA et CI relatif à la réalisation d'une trame verte sur le boulevard Péreire. Vœu déposé par les groupes UMPPA et CI relatif à la végétalisation de la façade de la mairie du 17e. Vœu déposé par le groupe CI relatif au Champ de Mars. 1439

2011, SG 205 - Subvention (3.000 euros) à l'Association Libres Terres des Femmes (19e). 1458

2011, DASES 40 - Subvention et convention (93.000 euros) à l'INSERM - DR Paris 6 - pour l'équipe de recherche médicale dirigée par Manuel MAMELI. 2011, DASES 41 - Subvention et convention (93.000 euros) à l'INSERM - DR Paris 6 - en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Claire WYART, lauréate 2011 1460

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans des jurys d'architecture. 1461

2011, DFPE 379 - Subvention (35.000 euros) et convention avec l'association "Réseau Môm'artre" (18e) pour ses antennes (12e et 20e). 1461

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif à la généralisation du dispositif "Relais Info Familles". 1462

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif à la solidarité avec les familles Roms victimes de l'incendie, 163, rue des Pyrénées (20e). Vœu déposé par l'Exécutif. 1463

2011, DFPE 377 - DPVI 248 - Subventions (24.500 euros) et conventions avec les associations APASO et Môm'rue ganne, pour l'expérimentation, dans les quartiers "politique de la ville" des 14e et 20e arrondissements, de projets locaux de lutte contre l'isolement des familles monoparentales, notamment fondés sur l'émergence de solidarités de voisinage. 1464

2011, DASCO 102 - Subvention contractuelle (52.875 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 1er arrondissement. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la demande de réajustement du montant de la subvention contractuelle de la Ville à la Caisse des écoles du 1er. 2011, DASCO 107 - Subvention contractuelle (18.849 euros) et convention avec la Caisse des Ecoles du 6e arrondissement. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la demande de réajustement du montant de la subvention contractuelle de la Ville à la Caisse des écoles du 1er. 1466

Vœu déposé par les groupes Communiste et élus du Parti de Gauche et socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'arrivée de personnels contractuels au sein des écoles parisiennes. 1468

2011, DJS 403 - Signature d'une convention annuelle de mise à disposition, à titre précaire, de locaux avec Les M.A.C.A.Q. Troubadours (17e). Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'implantation d'une crèche dans les locaux du 123, rue de Tocqueville (17e). Vœu déposé par le groupe CI relatif à l'occupation du 123, rue de Tocqueville (17e) par l'association "les Macaq-Troubadours". Vœu déposé par l'Exécutif. 1469

2011, DFPE 48 - Subvention (94.021 euros) et avenant n° 2 avec l'association L'Oeuvre de la Chaussée du Maine-Céasil (15e) pour la crèche collective Plein Ciel. 2011, DFPE 49 - Subvention (98.336 euros) et avenant n° 2 avec l'association l'Oeuvre de la Chaussée du Maine Céasil (15e) pour la halte garderie du même nom. 1471

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la création d'un Relais assistantes maternelles dans le 16e. 1473

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'actualisation des données chiffrées délivrées lors de la M.I.E. Petite Enfance. 1474

Souhaits de bienvenue à un groupe d'élèves de l'école de la Brèche aux Loups (12e). 1475

2011, DJS 347 - Subvention et convention (120.000 euros) avec le Club des Français Volants. 1475

2011, DJS 423 - Subvention (20.000 euros) et convention avec la SASP Paris Handball. 1477

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. pour favoriser la parité au Parc des Princes. 1478

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la piscine Molitor. 1479

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans des jurys d'architecture (suite). 1480

Suspension et reprise de la séance. 1481

Souhait de bienvenue à M. le Maire de Québec. . . .1481

2011, DU 240 - Suppression de Z.A.C. Porte des Lilas (19e et 20e). 1481

2011, DU 241 - Secteur Paul Meurice (20e) :approbation de la création de l'opération d'aménagement, désignation de la S.E.M.A.V.I.P. comme attributaire du traité de concession,approbation du principe du déclassement et autorisation donnée à la S.E.M.A.V.I.P. de déposer les déclarations préalables, demandes de permis d'aménager, de permis de construire et de démolir. Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif aux locaux scolaires dans le Nord-est du 20e. Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif aux locaux scolaires dans le Nord-est du 20e. 1481

2011, DU 254 - Approbation du principe du déclassement de la partie du terrain faisant partie du domaine public, terrain municipal place de la Porte de Vanves (14e). 1482

2011, SG 113 - Quartier des Halles (1er). Déclassement des emprises de voirie, de jardin et des équipements publics municipaux et assimilés nécessaires à la réalisation du projet, promesse de vente des volumes commerciaux de la Canopée, actes rectificatifs et complémentaires de rétrocession et d'acquisition de surfaces commerciales. 2011, SG 182 - Réaménagement du quartier des Halles (1er) : signature d'un protocole entre la Ville de Paris, la Sem Paris Seine et Mme Claude LALANNE. 2011, SG 112 - Communication du bilan d'avancement du projet de réaménagement du quartier des Halles. 2011, SG 207 - Réaménagement du quartier des Halles (1er). Approbation d'une convention constitutive d'un groupement de commandes dans le cadre de la sécurité incendie de l'ERP de première catégorie du Nouveau Forum des Halles. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à une demande de réalisation d'un audit de sécurité à l'occasion des travaux de réaménagement du quartier des Halles. 1483

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à la parcelle dite Kemmler. Vœu déposé par l'Exécutif. 1492

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à la pollution de l'air dans le cadre du GPRU porte de Vincennes. 1493

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au GPRU Porte de Vincennes et aux logements rue Elie Faure (12e). 1494

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux futures passerelles surplombant la rue Linois (15e). 1494

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place d'un comité de pilotage et de suivi du chantier Beaugrenelle. 1495

2011, DU 263 - Attribution de la dénomination place de la laïcité à une place du 15e. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la dénomination "Esplanade Élisabeth SKOBTSOV" de la partie centrale du quai André Citroën (15e). 1496

2011, DLH 109 - Financement complémentaire des programmes de logements familiaux, de résidence étudiante et de foyer de jeunes travailleurs 141-219, boulevard MacDonald (19e). 1498

2011, DLH 178 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris pour un emprunt Eco Prêt réhabilitation à contracter par EFIDIS en vue de compléter le financement d'un programme de réhabilitation comportant 132 logements 58, rue Riquet / 102 rue d'Aubervilliers (19e). 1499

2011, DLH 208 - Réalisation par Paris Habitat OPH, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 4 logements PLA-I, 13 logements PLUS et 3 logements PLS, Passage de la Vierge, 56 rue Cler (7e). 1499

2011, DLH 238 - Réalisation par la SGIM d'un programme comportant 6 logements PLA-I, 96 rue de Sèvres (7e). . .1501

2011, DLH 262 - Réalisation par "Toit et Joie" d'un programme d'acquisition-conventionnement de 52 logements PLUS répartis dans les 11e, 12e, 13e, 18e, 19e et 20e arrondissements. 1502

2011, DLH 266 - Réalisation par "Toit et Joie" d'un programme d'acquisition-conventionnement comportant 19 logements PLUS, 8 rue Boucry (18e). 1502

2011, DLH 273 - Signature d'une convention relative au contrôle des règles d'hygiène de l'habitat à Paris avec l'Agence Régionale de Santé. 1503

2011, DLH 289 - Signature de la charte du réseau national des collectivités en matière d'habitat participatif. 1504

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au contrôle des ascenseurs dans le parc de logements des bailleurs sociaux. 1506

Vœu déposé par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et E.E.L.V.A. relatif au bâtiment de l'ex-maison des étudiants des états d'Afrique de l'Ouest (12e). 1507

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux répercussions de la refonte de la taxe de balayage sur les locataires du parc social parisien. Vœu déposé par l'Exécutif. 1508

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'agrément de la Confédération nationale du logement. 1509

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'immeuble du 357-359, rue des Pyrénées (20e). 1510

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux relations entre les bailleurs sociaux et leurs locataires. 1510

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'entretien du parc social du 16e. 1511

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la présentation dès 2012 d'une communication annuelle de l'activité du Conseil du patrimoine. 1511

Vœu déposé par le groupe CI relatif aux résultats des enquêtes de satisfaction conduites auprès des locataires du parc social. Vœu déposé par l'Exécutif. 1512

Vœu déposé par Mme POIRAULT-GAUVIN relatif à la réalisation du programme de réhabilitation des 613 logements rue des Quatre Frères Peignot (15e). 1512

2011, DU 214 - Cession du pavillon communal, 44 avenue de la Chaussée de l'Etang (94 Saint Mandé). 1513

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif à l'aqueduc de la Dhuis. 1513

2011, DAC 200 - Subvention (4.000 euros) à l'association "Les Chanteurs de Saint-Eustache" (1er). 1514

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif à la liberté de création dans les théâtres de la Ville. 1515

2011, DAC 833 - Modification des statuts de la Commission du Vieux Paris. 1516

Vœu déposé par le groupe CI relatif à la pose d'une plaque à la mémoire de Xavier Grall 58, rue du Théâtre (18e). 1517

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif aux citoyens d'honneur. Vœu déposé par l'Exécutif. 1517

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'attribution du nom de Catherine Lagatu à un équipement public du 10e. 1518

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche visant l'apposition d'une plaque en mémoire des Algériens torturés au 28, rue de la Goutte d'Or. 1519

2011, DF 62 - Convention d'occupation du domaine public, concession de travaux pour l'aménagement et l'exploitation de la culée du pont Alexandre III rive gauche (7e). 1519

2011, DF 102 - Communication sur l'activité et la situation financière du Crédit Municipal de Paris. - Communication de la deuxième décision modificative du budget 2011. 1522

2011, DDEEES 285 - Attribution de la délégation de service public pour la gestion du marché aux puces et du square aux artistes de la porte de Vanves (14e). Vœu déposé par les groupes EELVA, PCF/PG relatif à la régulation de l'activité récupération/vente de produits usagés. Vœu déposé par l'Exécutif. 1526

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au déplacement de la Foire du Trône hors de la pelouse de Reuilly. . . .1527

Vœu déposé par Mme KUSTER et M. DUBUS relatif à la commercialité de la rue Pierre Rebière (17e). Vœu déposé par l'Exécutif. 1527

Vœu déposé par l'Exécutif relatif à la hausse de la T.V.A. sur le livre au 1er janvier 2012. 1527

2011, IG 1 - Communication sur le rapport annuel de l'Inspection générale 2010-2011. 1528

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes. 1530

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription. 1530

Clôture de la séance. 1530

Votes spécifiques. 1530

Projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée. 1533

Liste des membres présents en Commission. 1543

Liste des membres présents. 1544

Annexe n° 1 - Liste des questions écrites posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police. 1545

Questions du groupe U.M.P.PA. QE 2011-25 Question de M. François LEBEL à M. le Préfet de police concernant le bilan de l'action du Groupe d'intervention et de recherches de Paris. 1545

QE 2011-26 Question de Mme Brigitte KUSTER et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur les brocantes des associations de commerçants. 1545

QE 2011-27 Question de Mme Brigitte KUSTER et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à la critérisation des subventions de la Région Ile-de-France. .1545

Annexe n° 2 - Tableau des vœux et amendements déposés en Commission. 1546

Annexe n° 3 - Tableau des votes des groupes politiques. 1552

La Secrétaire générale du Conseil de Paris
Directrice de la publication
Catherine SCHMITT